



**HAL**  
open science

# Terre, travail et violence à la périphérie du capitalisme agraire : contradictions sociales et conflit armé au sein des plantations du Magdalena, Colombie (1964-2006)

Benjamin Levy

## ► To cite this version:

Benjamin Levy. Terre, travail et violence à la périphérie du capitalisme agraire : contradictions sociales et conflit armé au sein des plantations du Magdalena, Colombie (1964-2006). Géographie. Université Grenoble Alpes [2020-..], 2023. Français. NNT : 2023GRALH034 . tel-04629905

**HAL Id: tel-04629905**

**<https://theses.hal.science/tel-04629905v1>**

Submitted on 1 Jul 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de

**DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES**

École doctorale : SHPT - Sciences de l'homme, du Politique et du Territoire

Spécialité : Géographie (CEGEOG - ED SHPT)

Unité de recherche : Pacte, Laboratoire des sciences sociales

**Terre, travail et violence à la périphérie du capitalisme agraire : contradictions sociales et conflit armé au sein des plantations du Magdalena, Colombie (1964-2006)**

**Land, labour and violence on the periphery of agrarian capitalism: social contradictions and armed conflict in the plantations of Magdalena, Colombia (1964-2006)**

Présentée par :

**Benjamin LEVY**

Direction de thèse :

**Anne-Laure AMILHAT SZARY**

PROFESSEURE DES UNIVERSITES, Université Grenoble Alpes

**Jacobo GRAJALES**

PROFESSEUR DES UNIVERSITES, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Directrice de thèse

Co-directeur de thèse

Rapporteurs :

**Laurent GAYER**

DIRECTEUR DE RECHERCHE, CNRS, Centre de Recherches Internationales

**Benedikt KORF**

PROFESSEUR DES UNIVERSITES, University of Zurich

Thèse soutenue publiquement le **13 décembre 2023**, devant le jury composé de :

**Anne-Laure AMILHAT SZARY**

PROFESSEURE DES UNIVERSITES, Université Grenoble Alpes

**Pierre GAUTREAU**

PROFESSEUR DES UNIVERSITES, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Laurent GAYER**

DIRECTEUR DE RECHERCHE, CNRS, Centre de Recherches Internationales

**Jacobo GRAJALES**

PROFESSEUR DES UNIVERSITES, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**Myriam HOUSSAY-HOLZSCHUCH**

PROFESSEURE DES UNIVERSITES, Université Grenoble Alpes

**Benedikt KORF**

PROFESSEUR DES UNIVERSITES, University of Zurich

Directrice de thèse

Examineur

Rapporteur

Co-directeur de thèse

Présidente

Rapporteur





*À Victor Robles*

Mais ce fait de violence démoniaque ne fait que se superposer à un courant de changement rapide et silencieux qui engloutit le passé, souvent sans même une vague à la surface ! Une analyse raisonnée de la catastrophe doit tenir compte à la fois de l'action tumultueuse et de la dissolution silencieuse.

Karl Polanyi, *La grande transformation*, Gallimard, 2009 [1944], p. 4

## REMERCIEMENTS

Ce travail de thèse, aussi solitaire qu'il puisse paraître, est habité par de multiples voix. D'innombrables conversations, rencontres fortuites et rendez-vous formels ont influencé son cheminement. Son écriture est traversée par des personnes auxquelles j'aimerais exprimer ma profonde gratitude.

Mes premiers remerciements vont à mes directeurs de recherche. Malgré la trajectoire sinueuse de mes recherches et de ma pensée, Anne-Laure Amilhat Szary n'a cessé de croire dans ce travail. Elle m'a orienté dans mon apprentissage de la recherche et dans la compréhension des espaces que j'ai rencontrés. Dans un équilibre parfait de patience, d'exigence et de disponibilité, Jacobo Grajales m'a guidé dans mon étude de la société et de l'histoire politique colombienne. Il a accepté, avec une grande générosité, que j'inscrive les pas de ma recherche dans le sentier qu'il a tracé.

Je suis également reconnaissant envers les collègues professeurs et doctorants français qui ont partagé avec moi leurs pratiques et conceptions de la recherche. Je pense tout particulièrement aux géographes Myriam Houssay-Holzschuch, Cristina Del Biaggio, Laura Péaud et Camille Vergnaud et aux conversations riches d'enseignements qui ont eu cours au sein de l'équipe de recherche Justice Sociale du laboratoire Pacte. Je tiens à remercier le personnel administratif du laboratoire et de l'école doctorale des Sciences de l'Homme, du Politique et du Territoire dont le travail m'a permis de conduire ces recherches.

À l'Institut d'Études Régionales (INER) de l'Université d'Antioquia, mes échanges avec Jaime Vladimir Montoya, Clara Ines Aramburo, Luis Antonio Ramírez, Natalia Quiceno Toro et Juan Camilo Dominguez m'ont orienté dans le tumulte des premières recherches de terrain. Les professeurs de l'Université du Magdalena William Renán et Stalin Ballesteros García m'ont introduit à la Zona Bananera et les membres du collectif de recherche Oraloteca m'ont aidé à y poursuivre mes recherches. Catherine LeGrand, Joaquín Vilorio de la Hoz, Santiago Millan, Santiago Colmenares, John Jairo Rincón et David

Franco ont partagé avec moi leur regard sur l'histoire du Magdalena et de la Caraïbe. De même, l'aide de Luis Enrique Montenegro, Felipe Santa María et Yeimy Yuliany Pacheco a été extrêmement précieuse dans le cours de cette recherche. Merci à Francisco Gutiérrez Sanín de m'avoir accueilli au sein de l'Observatorio de Tierras au sein duquel j'ai eu le plaisir de collaborer avec de nombreux jeunes chercheurs. Parmi eux, je remercie tout particulièrement Luis David Castillo Rojas avec qui j'ai eu la joie de partager des expériences de terrain et d'écriture passionnantes.

Mes remerciements vont à toutes les personnes qui, à Santa Marta et dans la Zona Bananera, ont accepté de m'aider au cours de ce travail. Certains m'ont partagé leurs connaissances, d'autres m'ont accueilli chez eux et présenté leur famille, d'autres encore m'ont montré leur travail au sein des plantations. De nombreuses personnes ont accepté de partager avec moi leurs souvenirs et l'intimité de leurs parcours de vie. Marquées par la guerre, ces trajectoires sont émaillées par la perte de proches, par des douleurs difficiles à exprimer et à entendre. Ce travail ne peut en retranscrire ni la richesse ni la complexité. J'ai essayé d'honorer, par une approche réflexive et rigoureuse, ces témoignages qui m'ont été transmis.

Je souhaite également exprimer ma profonde gratitude envers toutes les personnes qui ont accepté de relire patiemment mes écrits et qui m'ont offert leur temps et leurs réflexions : Colas Gorce, Sylvain Blanchon, Julien Levy, Baptiste Mollard, Simon Laroui, Camille Chevalier. En outre, cette recherche est le fruit du soutien des proches qui m'ont accompagné au quotidien, en France comme en Colombie ; de leurs encouragements tout comme ceux de mes frères et sœurs — Julien, Clara et Marion — et du soutien indéfectible de mes deux parents — Martine et Patrick.

Enfin, merci à Clärli pour ses réflexions, son affection et sa solidarité sans faille dont je suis largement tributaire.

## SOMMAIRE

<b>Introduction</b> .....	1
<b>Chapitre 1.</b> La production de l'espace plantationnaire et ses contradictions sociales (1890 - 1964).....	50
<b>Chapitre 2.</b> Concentration de la terre : désarticulation, réforme agraire et appropriation foncière (1964 - 1983) .....	88
<b>Chapitre 3.</b> Surexploitation du travail : prédation dans la chaîne de valeur et conflits dans l'espace de production (1983 - 2000).....	128
<b>Chapitre 4.</b> Les plantations comme paysage de la guerre (1982 - 1995) .....	192
<b>Chapitre 5.</b> Le paramilitarisme dans la chaîne de valeur (1995 - 2006) .....	254
<b>Conclusion</b> .....	337
<b>Sigles et acronymes</b> .....	349
<b>Tables</b> .....	350
<b>Annexes</b> .....	353
<b>Bibliographie</b> .....	395
<b>Table des matières</b> .....	421
<b>Résumé</b> .....	427

## INTRODUCTION

Au matin du 16 juin 1993, sur le pont d'une voie rapide qui mène à la ville de Ciénaga, au nord-est de la Colombie, la voiture du maire explose. L'attentat tue deux gardes du corps, mais n'atteint pas l'homme politique Víctor Eduardo Dangond Noguera qui voyage dans un second véhicule. Les mobiles apparaissent confus. Le lendemain, dans la presse nationale, l'entourage du maire accuse les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*, FARC) d'être à l'origine de l'attentat<sup>1</sup>. Dans la presse régionale, le maire exprime ses doutes sur l'origine de cette attaque : « [il] existe une multitude de groupes armés et de gangs qui ne sont pas des guérillas [...] je ne crois pas qu'ils aient agi au nom d'une lutte idéologique. »<sup>2</sup> Les soupçons des services de police se portent sur « les Magnifiques », un groupe local de sécurité privée et de sicaires formé autour d'un ancien lieutenant de police. Le groupe aurait opéré en alliance avec les FARC, dans un conflit violent engagé contre le maire et son entourage familial.

Víctor Dangond est membre d'une fratrie ayant fait fortune dans le commerce de marijuana et dominant le narcotrafic et la vie politique de la commune depuis le milieu des années 1980. Mais il est aussi un entrepreneur agricole reconnu dans la Zona, au sein des plantations de bananiers et de palmiers à huile qui s'étendent au sud de la ville, située sur la côte Caraïbe, dans le Magdalena. Cela en fait l'objet de nombreuses menaces. Certains membres du conseil municipal l'accusent de détourner les redevances du commerce du charbon ainsi que les dividendes de la privatisation du terminal charbonnier. Le principal syndicat ouvrier lui impute le triple meurtre, en 1988, de trois militants syndicalistes au cours d'une grève menée dans l'une de ses plantations. Enfin, la guérilla accuse le clan Dangond et d'autres planteurs de la Zona d'engager des milices paramilitaires afin de réprimer les demandes des ouvriers au sein des exploitations agricoles.

---

<sup>1</sup> « Las farc secuestran a tres hermanos », *El Tiempo*, 17 juin 1993.

<sup>2</sup> « Habla acalde de Ciénaga : estamos sentados en un barril de pólvora », *El Informador*, 17 juin 1993.

Traversés par des rivalités politiques, des différends mafieux et des conflits sociaux, les mobiles de l'attentat contre le maire de Ciénaga restent incertains. L'événement est pris dans une série d'assassinats, d'enlèvements et d'attaques qui frappent la ville et les plantations autour desquels règne une grande confusion. Les acteurs politiques font valoir des interprétations contrastées de cette intensification de la violence attribuée par les élites rurales et les planteurs à la prédation des acteurs du conflit armé. En décembre 1993, alors que la situation s'est encore aggravée, le président colombien César Gaviria Trujillo (1990 - 1994) est en visite dans la région. Interrogé à propos du contexte sécuritaire, il déclare :

« Contrairement à ce que croit le peuple colombien, les guérillas ne prospèrent pas tant dans les zones de pauvreté que dans les zones où il y a un minimum de richesse. Le renouveau du commerce de bananes dans le Magdalena a ramené des forces subversives, des forces de guérilla qui doivent faire l'objet d'une réaction totale de la part des forces publiques, mais aussi d'une coopération totale de la part des citoyens. »<sup>3</sup>

Dans la lignée de la doctrine de collaboration sécuritaire entre les secteurs publics et privés promue par son gouvernement, le président en appelle à la coopération des entreprises et des civils avec les forces de l'ordre dans la Zona.

Toutefois, des demandes et des interprétations différentes émanent des autorités politiques locales. Au lendemain de l'attentat contre son véhicule, le maire souligne le caractère social de la situation :

« J'ai toujours soutenu que j'étais assis sur un baril de poudre [...] La commune de Ciénaga continue d'être pauvre alors qu'elle produit plus de cent millions de dollars de devises pour le pays, qu'elle possède 14 000 hectares de bananes et que la seule chose qui lui reste est le *surgeon*<sup>4</sup> et le nylon qu'ils laissent par terre. »<sup>5</sup>

---

<sup>3</sup> « Bananeros y ciudadanía : organización y colaboración para evitar violencia en la Zona », *El Informador*, 14 décembre 1993. L'ensemble des citations sont traduites depuis l'espagnol et l'anglais vers le français par l'auteur. Les citations de sources primaires sont retranscrites en langue originale au sein de l'annexe 2.

<sup>4</sup> Le *surgeon* est une jeune pousse qui naît au pied du bananier et qui doit être arrachée pour permettre la croissance du plant mère. Quant au nylon, il est utilisé pour protéger le fruit lors de sa croissance.

<sup>5</sup> « Habla acalde de Ciénaga : estamos sentados en un barril de pólvora », *El Informador*, 17 juin 1993.

Tout en réclamant à l'État d'investir dans les infrastructures sociales, le maire met en évidence les rapports tissés entre le commerce agricole lucratif, la conflictualité sociale et l'escalade de la violence. Une fois les marchandises exportées, il ne resterait à la Zona que le « surgeon » et le « nylon », les déchets de production. Ces déchets constituent, avec la pauvreté, le conflit social et la dégradation environnementale, la « part maudite de la mondialité » (Duperrex 2019, 155). Cette « part maudite » est-elle le substrat de la violence qui frappe la Zona ? Quelques mois plus tard, le gouverneur du département du Magdalena écrit une lettre publique au président de la République. Relatant l'assassinat récent de cinq travailleurs d'une plantation, il estime que « la cause principale de la violence dans la zone agro-industrielle du Magdalena est l'absence d'investissement de caractère social de la part de l'État »<sup>6</sup>.

Une grande confusion entoure les mobiles, les auteurs et, plus généralement, les causes d'une telle escalade de la violence. Depuis la fin des années 1980, les plantations de bananes sont redevenues non seulement le moteur de l'économie du département, mais également un épicode du conflit armé. Celui-ci se diffuse autour des structures sociales, économiques et territoriales de l'économie agro-industrielle.

Ce contraste entre le développement économique et la violence est l'objet de multiples représentations sociales et mémoires historiques contradictoires. Il est aussi celui de la présente recherche. Comment le bassin agro-industriel du nord Magdalena devient-il, à partir du milieu des années 1990, l'épicentre du conflit armé dans la région ? Est-ce du fait du contraste entre les profits générés par les plantations et la pauvreté des ouvriers ? Cette violence armée est-elle l'expression de disputes mafieuses, de luttes pour le contrôle des rentes économiques des exportations, de conflits entre barons politiques locaux ? Est-elle l'effet d'une polarisation politique héritée du conflit armé national ou des luttes entre les groupes sociaux qui vivent et travaillent au sein des plantations ? Quelles relations se nouent entre les acteurs et les dynamiques socio-économiques de la guerre et de l'agro-industrie ?

---

<sup>6</sup> « Gobernador expone ante Presidente ola de inseguridad », *El Informador*, 24 février 1994.

Ces questions spécifiques à la géohistoire de la Zona nous renvoient à une question plus générale : comment comprendre le rapport entre le développement agro-industriel — les profits et les conflits qui en émanent — et la violence du conflit armé qui se propage au sein des plantations ? Pour mener une analyse plus précise, cette interrogation peut être divisée en trois sous-questions. Quels conflits et antagonismes sociaux sont stimulés par le développement de l'économie plantationnaire et l'articulation d'un espace à la chaîne de valeur agro-industrielle ? Comment l'organisation de la production, la distribution des profits et les conflits sociaux sont-ils articulés au conflit armé ? Comment les dynamiques et les acteurs de la violence armée intègrent-ils l'organisation de la production et la chaîne de valeur ?

### *0.1.1. Agro-industrie et conflit armé en Colombie*

Cette relation entre le conflit armé et l'économie agricole d'exportation n'est pas le propre des bananeraies du Magdalena : elle touche de nombreux espaces agro-industriels colombiens (voir cartes 1a et 1b). À la fin du XXe siècle, la violence qui parcourt les plantations de canne à sucre du Valle del Cauca (dans le sud-ouest du pays, au nord de Cali) est ancrée dans les luttes pour la terre et l'économie de la coca, deux phénomènes stimulés par une forme de développement agraire ayant marginalisé le secteur paysan. Les profits, les ressources naturelles et les conflits sociaux de l'agro-industrie sucrière sont investis par des entrepreneurs de la violence (CNMH 2014 ; Barón 2016). Dans les zones plantationnaires du département du Cesar aussi (dans le nord-est, à la frontière vénézuélienne), le conflit armé des décennies 1980-2000 s'agrège aux luttes pour la terre qui opposent de longue date les éleveurs, entrepreneurs agro-industriels et paysans. De même, il pénètre les luttes entre planteurs et ouvriers au sein des champs de palmier à huile. D'une part, la violence des acteurs de la guerre est utilisée au sein des conflits du travail — schématiquement les guérillas intègrent les luttes ouvrières et la violence privée paramilitaire s'exerce contre les demandes syndicales. D'autre part, ces conflits sont traduits dans le langage politique du conflit armé (González 2006 ; Delgado 2006 ; CNMH 2019b). Ces articulations sont conditionnées par des décennies de conflits et d'antagonismes sociaux et fortement influencées par les cycles économiques du marché de l'huile de palme (CNMH 2019c).

L'agro-industrie du palmier à huile — une culture occupant beaucoup de terre et nécessitant peu de main-d'œuvre — est signalée comme concomitante de la concentration violente de la terre, la dépossession des petits agriculteurs et la violence paramilitaire au sein de nombreuses zones rurales périphériques colombiennes (Potter 2020, 500 ; Maher 2015) : dans le Bajo Atrato, au nord-ouest du pays (Oslender 2007, Restrepo Echeverri and Franco Restrepo 2011, Grajales 2013, Ballvé 2020), dans les Montes de María (Rivera 2011, Delgado and Dietz 2013, Ojeda *et al.* 2015), au sein du Magdalena (Goebertus 2008), dans le Norte de Santander (Montenegro 2016, Vargas et Uribe 2017).

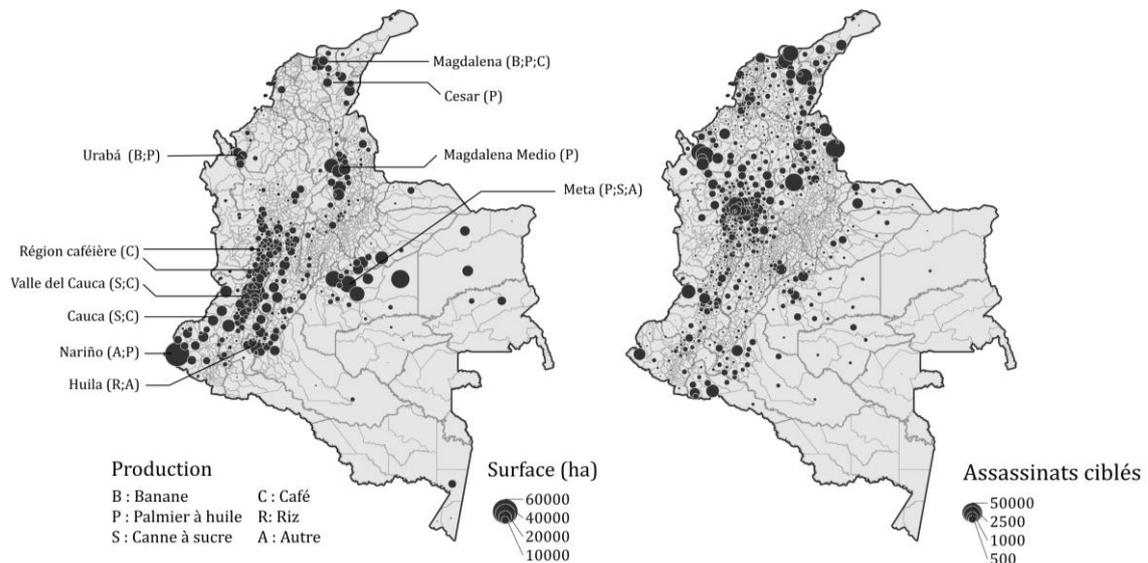
Dans les zones de plantations de banane de l'Urabá et du Magdalena — une culture qui occupe moins de terres, mais mobilise beaucoup de main-d'œuvre —, le conflit armé est aussi particulièrement intense. De nombreux travaux sur l'Urabá montrent l'enchevêtrement progressif des dynamiques du conflit social — pour l'accès à la terre, les droits du travail et les conditions de vie — et du conflit armé (Botero Herrera 1990 ; García 1996 ; Sarmiento 2007 ; Chomsky 2007 ; Carroll 2011). Dans les termes gramsciens de Teo Ballvé, l'affrontement est lié à la coexistence de *projets étatiques* et de desseins de développement économique concurrents (Ballvé 2020b, 8-10 ; 2012) ; dans ceux de Philip Hough, il découle de la concurrence de plusieurs *projets hégémoniques* et de la transformation du régime local de contrôle du travail (2019 ; 2022 ; 2012). Enfin, dans le nord Magdalena, les travaux de Grajales montrent la collusion des élites agraires<sup>7</sup>, des narcotrafiquants et des paramilitaires dans l'ordre social imposé à la fin des années 1990. Ils soulignent l'interaction de la violence avec les politiques de développement agricole (ou leur absence), l'activité judiciaire et les forces du marché (Grajales 2016a ; 2016b ; 2021 ; 2011a).

L'ample littérature colombienne sur l'histoire du conflit armé fait du « problème agricole » — les inégalités structurelles développées au cours de la colonisation agricole du pays, de la répartition des terres et de la modernisation agricole — un facteur central (p.ex. Fajardo 1983 ; 2014a ; Molano 1994 ; Gutiérrez Sanín 2014a ; Reyes 2009). Toutefois,

---

<sup>7</sup> J'utiliserai, au cours de cette recherche, les termes d'élites rurales et élites agraires pour désigner les secteurs dominants au sein de l'économie agricole du département. Ces usages sont schématiques et ne sous-entendent pas une homogénéité de ces secteurs sociaux. Au contraire, les sources du prestige, des capitaux et des pouvoirs de ces individus sont variées. Ils peuvent provenir de la propriété terrienne, de l'entrepreneuriat agricole ou encore de la scène politique. Certains résident dans les villes de Santa Marta et Barranquilla alors que d'autres sont installés à Ciénaga ou même dans la Zona.

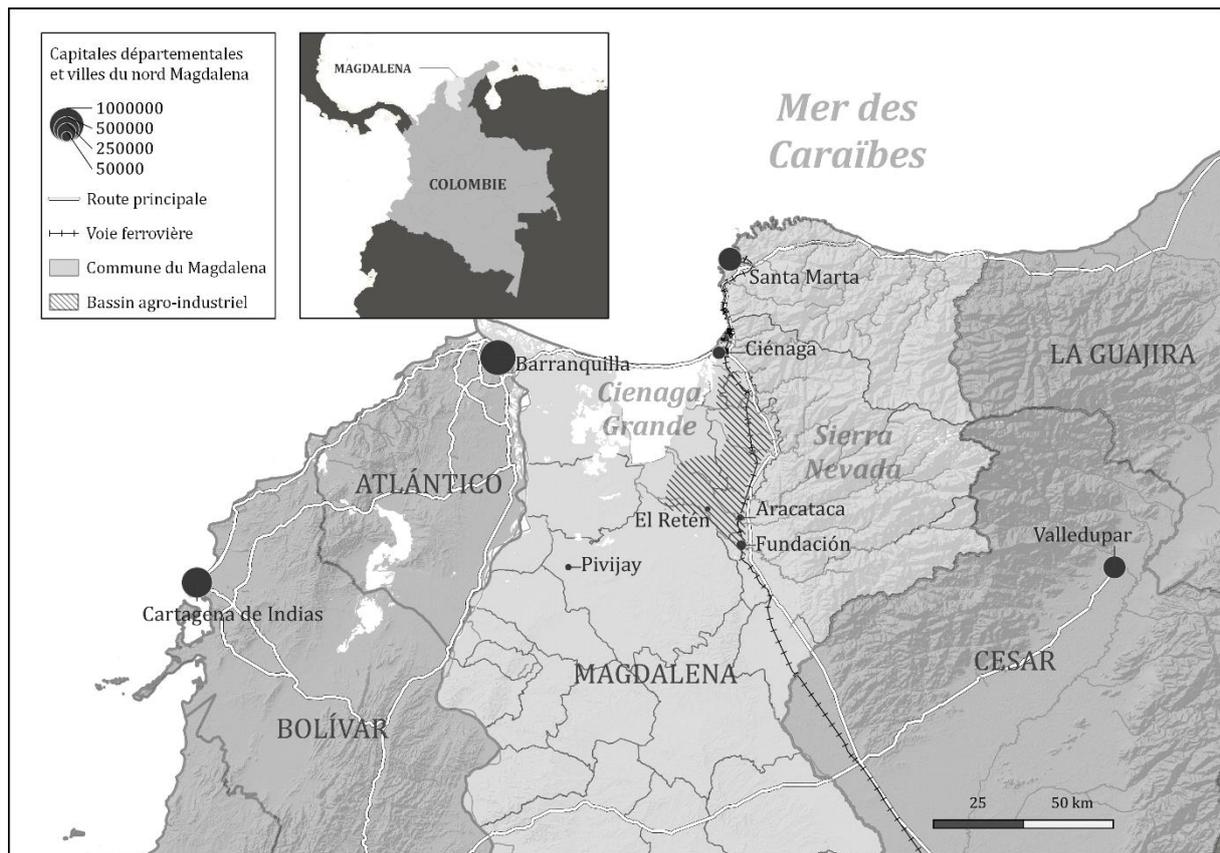
l'examen des incidences du développement agro-industriel sur les expressions locales du conflit armé est une question encore émergente au sein des études agraires critiques (p.ex. Ojeda et al. 2015 ; Berman-Arévalo 2019 ; Grajales 2021).



Carte 1a et carte 1b, Principaux bassins agro-industriels (ha) en 2013 et nombre d'assassinats entre 1990 et 2010 par municipalité, Réalisation : B. Levy, 2023, Source des données : DANE 2014 et CNMH 2021<sup>8</sup>

La Zona — diminutif usité de la « zona bananera » du Magdalena (cf. cartes 1 et encadré 1 ci-dessous) — constitue un cas d'étude particulièrement fertile pour l'examen de cette relation. Son articulation au commerce agricole international en fait, à partir de la fin du XIXe siècle, l'un des principaux espaces de production en Colombie dédiés à l'exportation. Ce développement implique des formes particulières de distribution des ressources naturelles, de contrôle la main-d'œuvre et de mobilisations collectives. À la fin du XXe siècle, quand les plantations deviennent un foyer du conflit armé qui oppose schématiquement l'État, des guérillas marxistes et des groupes paramilitaires, deux éléments soulignent la spécificité locale de ces affrontements. D'une part, ils s'organisent et se développent autour des conflits sociaux qui parcourent, de longue date, l'économie agro-industrielle. D'autre part, les acteurs armés s'insèrent directement au sein des arrangements sociaux qui soutiennent l'organisation de la production et du commerce agricoles.

<sup>8</sup> La surface des plantations agro-industrielles est incluse ici dans la catégorie plus large des cultures tropicales qui comprend les cultures de fruits tropicaux, d'oléagineux, de canne à sucre, d'épices et de plantes pour huile aromatique. Le café, principale culture d'exportation et dont certaines régions productrices furent épargnées par la violence est inclus. Le nombre de victimes est calculé à partir des bases de données du CNMH et comprend les victimes de massacres et d'assassinats ciblés entre 1990 et 2006.



Carte 2, Nord Magdalena, Réalisation : B. Levy, 2023, Source des données : OSM 2023

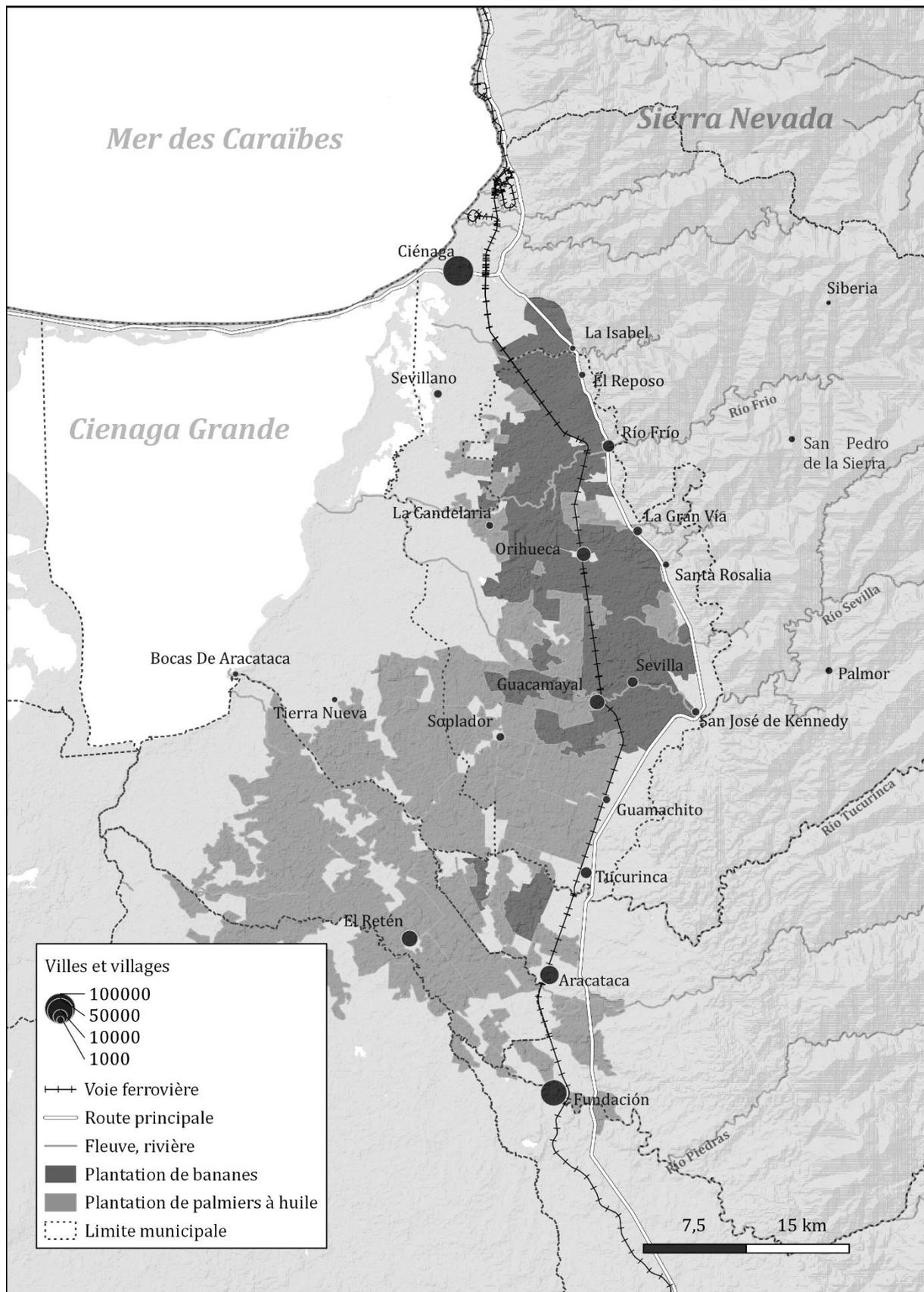
### **Encadré 1 : Brève géographie contemporaine de la Zona Bananera**

La Zona Bananera, avant de devenir une municipalité en 1999, est l'appellation commune du bassin agro-industriel du nord-Magdalena. Ces plaines sont bordées à l'est par le massif montagneux de la Sierra Nevada. Bien que traversées par des processus sociaux, économiques et ethniques extrêmement différents, les dynamiques historiques de ces deux espaces sont profondément enchevêtrées. Les fleuves formés dans le massif traversent les plaines et irriguent les plantations jusqu'aux marais de la Ciénaga Grande qui forment la limite ouest de la Zona. Au sud, dans le centre du Magdalena, de vastes plaines sont découpées par de grands domaines terriens destinés à l'élevage extensif et par des parcelles d'agriculture paysanne.

La zone bananière historique s'étend de la ville de Fundación au sud à la ville côtière de Ciénaga au nord, laquelle constitue le cœur urbain de la société plantationnaire. Des petites villes et villages — tels que Río Frío, Sevilla ou Guacamayal —, des hameaux et des campements ouvriers se sont développés au rythme des plantations. La ligne de chemin de fer, initialement dédiée au transport des fruits, mais aujourd'hui exploitée par l'économie minière, traverse la Zona et mène jusqu'au port de Santa Marta. C'est de la capitale départementale que sont exportées les marchandises agricoles. C'est aussi depuis cette ville que les grandes entreprises organisent l'exploitation des plantations, tout comme le faisait la United Fruit Company (UFC) au cours de la première moitié du XXe siècle. Enfin, alors que les bananeraies sont aujourd'hui concentrées au nord, les plantations de palmiers à huile se sont propagées au sud et à l'ouest de la zone bananière historique depuis les années 1970.



Carte 3, Municipalités du Magdalena, Réalisation : B. Levy, 2023, Source des données : OSM 2023



Carte 4, Les plantations de la Zona, Réalisation : B. Levy, 2023, Source des données : OSM 2023 et GEARTH 2023

### *0.1.2. Approche analytique*

En examinant les ramifications sociales de la violence et de l'agro-industrie, cette recherche se décale d'une analyse qui considèrerait l'intensité de la violence au sein des plantations comme le seul effet d'opportunités et de mécanismes de prédation créés par la rencontre d'une économie rentable et d'un contexte politique violent et chaotique. De même, elle écarte une analyse fonctionnaliste de la violence et du conflit armé, entendus comme les résultats univoques et implacables d'une longue histoire d'exploitation des ressources et de contradictions sociales. En procédant à un examen historiquement fondé des relations de pouvoir et des conflits formés autour de cette économie agraire, ainsi qu'à une analyse détaillée des micropolitiques de la violence, j'examinerai les enchevêtrements à la fois structurels et contingents des relations locales de production, du commerce mondial et du conflit violent. Plus précisément, j'analyserai les interactions entre le cours de l'économie agro-industrielle ; les arrangements et conflits locaux formés autour de la terre, du travail et de la sécurité ; les dynamiques et acteurs de la confrontation armée. Pour ce faire, je considère l'agro-industrie et le conflit armé non pas comme des phénomènes purement économiques, mais comme des processus complexes de production de l'espace et d'organisation des relations sociales. Ils ne sont pas réductibles à la seule appropriation d'un profit et doivent être considérés dans leur formation, parfois conjointe, d'un ordre social.

Cette approche m'amènera à démontrer trois phénomènes principaux :

- Premièrement, l'intégration des plaines de la région du nord Magdalena au commerce agro-industriel international implique certaines formes de développement socio-économiques propices à la conflictualité sociale au cours de la seconde moitié du XXe siècle. Plus précisément, l'économie plantationnaire stimule la concentration des terres, la surexploitation du travail et des cycles rapides d'expansion et de contraction économiques.
- Deuxièmement, les profits et les conflits sociaux qui résultent de l'économie plantationnaire, conjointement à des formes diffuses de criminalité, deviennent les objets locaux du conflit armé au cours des années 1990. En effet, l'articulation des

stratégies économiques et politiques des groupes armés aux demandes de sécurité de certains secteurs sociaux — en particulier d'une élite rurale vulnérable — nourrit l'intensification des recours à la violence privée au sein des disputes locales.

- Enfin, troisièmement, la violence qui fonde l'hégémonie paramilitaire à la fin des années 1990 n'est pas un simple moyen d'extorsion des entreprises agro-industrielles. Elle forme un projet social qui assure la protection des intérêts de certains planteurs et la consolidation du développement agricole régional par la monoculture destinée aux marchés internationaux. Les spécialistes de la violence se constituent alors en intermédiaires dans le régime local de contrôle du travail et des ressources naturelles.

## 0.2. Plantations, violences et conflits armés

Les facteurs qui favorisent la violence au sein des plantations restent délicats à saisir. Cette difficulté ne réside pas seulement dans l'absence de preuves quantifiables<sup>9</sup>, mais aussi dans l'appréhension théorique des rapports entre l'économie de plantations, le conflit social, la violence et le conflit armé. Comment les conflits formés autour de l'appropriation de la terre et de la mobilisation de la main-d'œuvre deviennent-ils violents ? Comment sont-ils intégrés à des processus plus généraux d'affrontements armés ? La plantation agro-industrielle, à l'image des économies extractives, est-elle une source de financement des acteurs violents ou le fondement même des conflits violents ?

La notion de violence est interprétée ici selon le concept de *violence collective* formulé par Charles Tilly. Elle est donc restreinte à l'infliction de dommages physiques par plusieurs individus sur des personnes et des biens (voir infra). Les grands types de violence — de la rixe à la destruction coordonnée en passant par les violences opportunistes<sup>10</sup> —

---

<sup>9</sup> Les analyses économétriques démontrent des corrélations statistiques variables et contradictoires entre les économies d'exportation agricole, la variation des prix internationaux et les dynamiques des conflits armés (p.ex. Dube et Vargas 2013 ; Bazzi et Blattman 2014 ; Crost et Felter 2020)

<sup>10</sup> Les six formes de violences collectives typologisées par Charles Tilly sont : les rixes, les attaques éparées, les violences opportunistes, les négociations rompues, la destruction coordonnée et les rituels violents (Tilly 2003, 15).

peuvent être distingués selon leur degré de coordination ainsi que selon la prédominance de la violence dans l'interaction sociale (Tilly 2003). De même, l'auteur distingue les violences létales, les violences à petite échelle et les différents types de violences à grande échelle — telles que la révolte, la guerre civile ou le coup d'État (Tilly et Tarrow 2015, 173-74). Enfin, la violence collective se développe en interaction avec les conflits sociaux et les luttes politiques — les politiques du conflit — ainsi qu'avec les formes prédominantes d'exploitation et d'accumulation des opportunités (Tilly 2003, 10).

Dans une somme historique remarquable, Thomas Gallant note la récurrence des liens observés entre l'agriculture de plantations et la présence d'entrepreneurs de la violence en Amérique latine, mais aussi en Europe du Sud, en Afrique et en Asie (Gallant 1999, 30-35). La thèse commune de ces travaux est la suivante : la transition des formes d'agriculture paysanne, axées sur la subsistance, vers des régimes agraires dominés par de grands domaines fonciers et une agriculture capitaliste crée des conditions propices au brigandage et à la violence en milieu rural. Dans un environnement marqué par les troubles sociaux et la pauvreté, les jeunes hommes déplacés et expulsés des terres constituent un terreau fertile pour la violence. De même, au sein d'un système de production coercitif, les grands propriétaires et administrateurs forment des bandes armées privées pour contrôler la main d'œuvre et protéger leurs biens. La violence devient un facteur de mobilité sociale, pour les gardes armés comme pour les bandits qui sont issus des mêmes viviers de spécialistes la violence. Enfin, l'économie de plantation crée de nouvelles et nombreuses opportunités de prédation.

En Amérique latine, on note une violence endémique qui parcourt les grands domaines fonciers hérités de la colonisation où sont établies des relations de travail et de métayage oppressives et exploitantes (p.ex. Joseph 1990 ; Franks 1995 ; Katz 2014 ; Kay 2007). Dans les plantations capitalistes connectées aux marchés internationaux aussi, des heurts et des affrontements adviennent. Le seul cas de l'agro-industrie bananière de la première moitié du XXe siècle montre d'innombrables exemples de conflits pour la terre, de soulèvements ouvriers réprimés par des armées ou des miliciens, d'environnements marqués par la brutalité des conditions de vie et de travail (Bourgeois 1989 ; Striffler 2002 ; Bucheli 2005 ; Euraque 2003 ; Sainz 2018 ; Chomsky 2021). À propos de l'histoire plus récente du continent, des travaux soulignent que les spécialistes de la

violence et du crime peuvent être des acteurs décisifs dans l'implémentation de projets agro-industriels et plus généralement dans le développement socio-économique des espaces ruraux (Gutierrez 2021; McSweeney et al. 2017; Sauls, Dest, et McSweeney 2022).

De la même manière, les écrits précurseurs sur la Sicile mettent en évidence l'importance de l'intermédiation des entrepreneurs ruraux de la violence dans l'organisation des grandes plantations (Blok 1988 ; Schneider et Schneider 1976 ; 2011 ; Catanzaro 1992). En Calabre, dans les plaines du Crotono étudiées par Giovanni Arrighi et Fortunata Piselli, l'expansion des plantations capitalistes se caractérise par des luttes endémiques pour la terre entre la bourgeoisie terrienne et le prolétariat sans terre (1987 ; Bair, Harris, et Hough 2019). Des bandits cooptés par les grands planteurs répriment les travailleurs qui forment des troubles au sein des plantations, ainsi que les bandes délinquantes sévissant au sein des campagnes alentour (voir aussi Arlacchi 1983).

La violence peut donc se développer à l'intérieur comme autour de l'unité de production, au sein du système social formé par les plantations. Dans l'un des rares travaux qui examinent le développement de violence au sein des plantations agro-industrielles contemporaines, dans les champs de palmiers à huile indonésiens, Tania Li note que le système plantationnaire favorise des relations matérielles, sociales et politiques dominées par la prédation et marquées par une « violence routinière » (Li 2018, 2 ; voir aussi Mingorría 2018). De même l'hostilité de cet environnement n'est pas déterminée seulement par des relations et des conflits locaux. La plantation peut être qualifiée de *frontière marchande*<sup>11</sup> intrinsèquement liée au marché mondial (Thompson 1959 ; Tomich 2011) et déterminée par des acteurs et des processus extraterritoriaux (Amilhat Szary 2020, chap. 2). Les rapports sociaux qui la constituent se transforment en interaction directe avec les formes d'accumulation, d'exploitation du travail et d'échanges commerciaux du capitalisme agraire international (Arrighi et Piselli 1987).

---

<sup>11</sup> Les frontières marchandes sont les espaces périphériques où se déploie le mouvement historique d'expansion de l'exploitation du travail salarié et de l'accaparement du travail gratuit humain et non humain et des ressources naturelles pour la production mondialisée de marchandises (Moore 2015). L'approche par les frontières marchandes prend les espaces ruraux et les périphéries comme point de départ. Elle observe, sur le temps long, ces mouvements d'incorporation de travail et de ressources, ces transitions marquées par des booms et des crises, leurs limites écologiques et sociales, et la production de nouveaux espaces, paysages et formes de natures. Elle examine « les combinaisons régulières, bien que changeantes, de systèmes de travail, de régimes de propriété, de technologies et d'interventions étatiques dans le développement historique du capitalisme. » (Beckert et al. 2021, 8).

Mais comment ces espaces hostiles et cette violence endémique ou routinière — non létale ou à petite échelle — peuvent-ils être articulés à un conflit armé à plus grande échelle, à une violence beaucoup plus intense ? Ou, pour reprendre les termes de Tilly, quand et comment s'opèrent le changement d'échelle et l'escalade de la violence ? Les transformations agraires sont au cœur des analyses structuralistes des conflits armés au cours des années 1970 et 1980. Eric Wolf interprète la marchandisation du travail, de la terre et des ressources naturelles du tiers-monde sous le coup de l'expansion du capitalisme agraire comme le facteur principal des « guerres paysannes » (Wolf 1974 ; voir aussi Alavi 1965 ; Scott 1977). Au sein de l'ouvrage *Agrarian Revolutions*, Jeffrey Paige analyse les types d'exploitation du travail et de distribution de la terre au sein des économies agraires d'exportation touchées par des conflits armés. Ils déterminent, selon l'auteur, les réclamations collectives des travailleurs, les ressources des classes dominantes pour y faire face ainsi que les formes de confrontations entre ces groupes sociaux (Paige 1978).

Toutefois, à partir des années 1990, la recherche des causes profondes des conflits armés dans les inégalités agraires est battue en brèche par les débats sur les relations entre l'extraction de ressources naturelles et le conflit. « L'analyse de classe en général, et les guerres paysannes en particulier, a cessé d'être un sujet à la mode [...] Les chercheurs en sont revenus à considérer les motivations sous-jacentes [des conflits violents] en termes de chauvinisme ethnique ou de gain pécuniaire individuel. » constate Buijtenhuijs (2000, 117-20). En effet, à revers du structuralisme agraire, les analyses néoclassiques<sup>12</sup>, les théories de la sécurité environnementale<sup>13</sup> ou encore les approches par la « malédiction

---

<sup>12</sup> Au début des années 2000, des travaux influents circonscrivent la causalité des conflits pour les ressources à la prédation criminelle des rentes contre l'attention analytique aux griefs sociaux et aux revendications politiques des groupes rebelles (p. e. Collier 2003 ; Collier et Hoeffler 2004). Dans la continuité de ces travaux, des économistes testent ces théories sur les économies d'exportation de marchandises agricoles avec des résultats contrastés (Dube et Vargas 2013 ; Crost et Felter 2020 ; Kenny, Aspinall, et Rashesh Shrestha 2022 ; Bazzi et Blattman 2014). Malgré leurs apories épistémologiques, ces travaux sont mobilisés pour la promotion, par les agences internationales et les gouvernements, de projets agro-industriels au sein d'espaces en proie à des violences politiques (Crost et Felter 2020). Les impasses épistémologiques et méthodologiques de ces approches furent amplement commentées par, entre autres Cramer 2002 ; Marchal et Messiant 2002 ; Korf 2006 ; Gutiérrez Sanín 2015 ; Baczko et Dorronsoro 2017.

<sup>13</sup> Cette approche est motivée par la recherche des causalités environnementales des conflits violents. Elle est notamment portée par les travaux néo-malthusiens de Thomas Homer-Dixon qui considère la pénurie et la concurrence comme les principaux facteurs des conflits pour les ressources. Pour une critique de l'approche déterministe et causale de ces études, voir Peluso et Watts 2001 ; Le Billon 2001.

des ressources »<sup>14</sup> explorent, avec un degré plus ou moins fort de réductionnisme, les ressorts économiques, rationnels et comportementaux des usages de la violence au sein des « conflits pour les ressources ».

Au sein des études agraires, il apparaît maintenant clair que, malgré le caractère conflictuel de l'expansion du capitalisme, la compréhension de la causalité des conflits armés ne peut être réduite à la question agraire (Zurayk et Bahn 2018, 17 ; Cramer et Richards 2011 ; Chauveau et Richards 2008). Progressivement, l'idée d'une cause principale et unique de la violence se voit remplacée par la reconnaissance de causes multiples, interdépendantes et évolutives (Richards 2004 ; Chauveau, Grajales, et Léonard 2020). En effet, le conflit produit continuellement son propre contexte au sein duquel les conséquences de la violence deviennent des causes de nouveaux griefs (Grajales et Chauveau 2023). Sa dynamique apparaît comme déterminée non pas par des causes profondes, mais par des facteurs contextuels et changeants (Cramer 2006 ; Kalyvas 2006 ; Van Leeuwen et Van Der Haar 2016).

Afin de dépasser la recherche circulaire d'une relation causale, la relation entre l'économie de plantation et le conflit armé peut être considérée comme l'*articulation*<sup>15</sup> de processus dynamiques, complexes et interdépendants de production de l'espace et d'organisation des relations sociales. La plantation agro-industrielle ne constitue pas seulement un secteur économique capable de produire de grandes quantités de marchandises agricoles à exporter sur les marchés internationaux et de générer d'importants profits. Elle est aussi une forme spécifique d'exploitation des ressources naturelles et d'organisation du travail qui modulent les espaces, les représentations et les rapports sociaux. De même, les acteurs du conflit armé, menés par l'impératif du contrôle territorial, produisent, détruisent et reproduisent les espaces sociaux dans leurs

---

<sup>14</sup> La « malédiction des ressources » regroupe un ensemble hétérogène d'études traitant du rapport entre l'abondance de ressources naturelles et l'occurrence de conflits armés (p.ex. Auty 2004 ; Ross 1999 ; 2004 ; Le Billon 2001 ; Billon 2014). Moins réductionnistes que les approches néoclassiques et nourries par des méthodes mixtes de recherche, ces études explorent les opportunités, les incitations et les motifs politiques des usages de la violence au sein des économies d'extraction (pour une revue critique voir Korf 2011).

<sup>15</sup> Inspiré par les travaux de Louis Althusser et d'Harold Wolpe, Stuart Hall mobilise le concept d'articulation afin de saisir les relations complexes, réciproques et asymétriques par lesquelles l'idéologie raciale sud-africaine soutient et reproduit les relations de production capitalistes (Hall [1980] 2019, 149 ; 1985). L'auteur décrit l'articulation comme la combinaison structurée d'acteurs et de processus sociaux hétérogènes entretenant des relations de subordination et de domination dans une unité complexe (voir Hart 2007).

dimensions à la fois matérielles et symboliques (Ballvé 2020b). Ceci, dans un équilibre mouvant de coercition et de consentement. Ainsi, la violence n'est pas la pure expression de l'avidité économique des acteurs armés (Cramer 2006) ni l'effet pathologique des *contradictions sociales*<sup>16</sup> (Kalyvas 2006, 22). Elle est, tout comme l'agro-industrie, une forme d'organisation des espaces et des individus et doit être saisie comme un « projet social parmi d'autres projets concurrents » (Richards 2004, 4).

Ainsi, la question de la présente recherche implique de s'interroger sur l'ordre social formé dans l'articulation de la violence et de l'économie plantationnaire. Comment la violence opère-t-elle — par la menace, le rétablissement ou la conservation — sur l'ordre social qui sous-tend l'économie plantationnaire? Au cours de ce travail, j'étudierai l'articulation des dynamiques de l'agro-industrie et du conflit armé, de l'agentivité des acteurs des conflits sociaux et des acteurs violents dans la formation et la contestation de l'ordre social. Pour ce faire, je mobiliserai trois champs d'études : l'écologie politique (« *political ecology* »); l'analyse des chaînes de valeur et les micropolitiques du conflit violent.

### 0.3. Analyser l'articulation de l'économie plantationnaire et du conflit violent

#### 0.3.1. *Écologie politique des plantations agro-industrielles*

L'écologie politique constitue un ensemble interdisciplinaire d'études du pouvoir et des luttes qui déterminent et sont formés par la relation entre les sociétés humaines et leurs environnements. Ces travaux offrent une analyse nuancée et historiquement fondée des relations de pouvoir, des inégalités et des conflits formés autour des ressources naturelles (Le Billon et Duffy 2018; Watts 2006; Peluso et Vandergeest 2011). L'extraction, la production et l'appropriation des ressources naturelles sont analysées à l'aune des relations, des identités et représentations sociales formées au cours de processus

---

<sup>16</sup> Au cours de ce manuscrit, je désignerai par le concept de contradiction sociale, un mécanisme inscrit dans la structure des rapports sociaux qui favorise la polarisation, les antagonismes et les conflits sociaux.

historiques de production de l'environnement (Benjaminsen et Svarstad 2009 ; Benjaminsen, Maganga, et Abdallah 2009 ; Holifield 2015).

La violence est un objet central de ces analyses. Elle est interprétée « comme un phénomène spécifique au lieu enraciné dans les histoires et les relations sociales locales, mais connecté à des processus plus larges de transformation matérielle et de relations de pouvoir » (Peluso et Watts 2001, 5). Ces études s'attachent à comprendre comment la violence perpétue ou remodèle les conditions d'accès et de contrôle des ressources et transforment les espaces. Elles interrogent la détermination de cette violence à différentes échelles spatiales et soulignent l'importance de la mondialisation des échanges marchands dans l'expression des conflits formés autour des ressources naturelles (Le Billon et Duffy 2018).

Depuis peu, les plantations agro-industrielles ont fait l'objet d'un intérêt renouvelé au sein de l'écologie politique (Li 2018 ; Li et Semedi 2021 ; León Araya 2023 ; Peano, Macedo, et Le Petitcorps 2023). Associé à l'histoire de l'expansion coloniale européenne et de l'esclavagisme<sup>17</sup>, la notion de plantation recouvre une réalité plus large que la seule unité de production agricole<sup>18</sup>. La plantation post-esclavagiste d'Amérique latine et de la Caraïbe est définie par Eric Wolf et Sidney Mintz selon quatre caractéristiques majeures : la marchandisation de la nature et du travail ; l'intégration au système marchand mondial ; la domination économique et spatiale d'une monoculture ; la formation d'une culture ouvrière (Wolf et Mintz 1957 ; Mintz 1974a ; 1974b). Le concept de plantation désigne ainsi, dans une acceptation plus large, un type d'économie induit par la prédominance de la monoculture — *l'économie plantationnaire* — ainsi que l'organisation

---

<sup>17</sup> Pour une revue critique des usages historiques du concept de plantation, voir Tomich 2011. Contre une conception fonctionnaliste et anhistorique, l'auteur propose une compréhension de la plantation à l'aune de son rapport historicisé à l'économie mondiale. A ce titre la plantation agro-industrielle ne constitue pas une déclinaison du même modèle général qui forme la plantation esclavagiste mais une forme spécifique de production de marchandises agricoles constituée en interaction avec l'économie agro-industrielle mondiale. Le concept de *plantacionocène* est formé au sein d'études récentes pour décrire l'importance des plantations dans la perpétuation des relations coloniales et impérialistes, en particulier par le biais du travail forcé et sa division raciale. De même, il décrit le processus de standardisation, de simplification et de mise à l'échelle de cette agriculture qui occulte et domine d'autres formes de vie qui continuent obstinément d'exister dans les plantations (p.ex. Haraway 2015 ; Wolford 2021 ; Chivallon 2022).

<sup>18</sup> L'historien de l'Inde coloniale Ranajit Das Gupta propose une définition de la plantation centrée sur l'unité de production et rassemblant les caractères partagés par la majorité des plantations post-esclavagistes du Sud global : des cultures tropicales ou semi-tropicales ; une orientation vers le marché international ; des conditions rudimentaires de travail ; l'emploi d'une main-d'œuvre immigrée ; la mobilisation et le contrôle des producteurs directs par des méthodes coercitives économiques et extraéconomiques (Gupta 1992, 173)

sociale qui en émerge — *la société plantationnaire*. En examinant le fonctionnement social et économique des plantations agro-industrielles et en prêtant une attention particulière au système économique mondial auxquelles elles sont intégrées, cette recherche entend participer au développement actuel de l'étude de *l'extractivisme agraire*<sup>19</sup>.

« Une plantation est une machine à assembler la terre, le travail et le capital sous une gestion centralisée dans le but de faire du profit ; c'est aussi une technologie politique qui ordonne les territoires et les populations, produit de nouveaux sujets et crée de nouveaux mondes. » (Li et Semedi 2021, 1). Une écologie politique des plantations agro-industrielles s'attache dès lors à examiner cet assemblage en considérant, dans le sillage des travaux liminaires d'Edgar Thompson, la plantation comme un système social, dont émane un ensemble de normes qui régissent les êtres humains et non humains qui la constituent (1959 ; 1975). Elle analyse les relations de production, l'accès aux ressources naturelles, les hiérarchies et les arrangements sociaux qui régulent la vie économique et sociale des plantations.

En relation avec ces éléments issus de l'écologie politique, je montrerai au cours de la thèse que le système social formé au sein des plantations du nord-Magdalena est traversé par d'importants conflits et antagonismes sociaux formés autour de la terre et du travail. La concentration de la terre et la surexploitation du travail sous-tendent l'organisation de la monoculture tout en étant l'objet de contestations continues. La violence est, avant même l'escalade du conflit armé, un instrument d'accès et de contrôle de la terre. La conservation et la contestation de cet ordre social sont modulées par l'interaction des politiques agricoles et foncières nationales, des dynamiques du marché international et du cours de la guerre.

---

<sup>19</sup> Le terme d'extractivisme définit, par extrapolation de l'analyse des économies minières et pétrolières, « l'extraction de grands volumes de ressources naturelles, qui ne sont pas du tout ou que très partiellement transformées et sont principalement destinées à l'exportation en fonction de la demande des pays centraux de l'économie mondiale » (Gago et Mezzadra 2017, 576 ; Acosta 2015 ; Gudynas 2018 ; Ye et al. 2020). Quant au concept d'extractivisme agraire, il caractérise une économie agraire déterminée par les quatre critères suivants : (1) l'extraction de grands volumes de ressources pour l'exportation sans transformation ; (2) la concentration de la chaîne de valeur, la désarticulation sectorielle et l'extraction de la plus-value et des revenus étatiques ; (3) une dégradation environnementale intense et l'épuisement des ressources naturelles ; (4) une rétribution minimale du travail salarié et l'appropriation du travail productif et reproductif gratuit des familles des travailleurs. (McKay 2017 ; McKay, Alonso-Fradejas, et Ezquerro-Cañete 2021 ; Alonso-Fradejas 2018 ; Ye et al. 2020).

### 0.3.2. Régime local de contrôle du travail et des ressources

Comme le suggère l'écologie politique, l'analyse doit être multiscale et porter sur les acteurs et mécanismes extraterritoriaux qui influent sur la « vie plantationnaire ». Ici, la question est triple : quels sont les conflits sociaux stimulés par l'extractivisme agricole ? Comment les acteurs et dynamiques de la chaîne de valeur influencent-ils le cours des relations locales ? Comment le contrôle du travail et des ressources naturelles nécessaires à la production marchande est-il assuré localement ? Le fonctionnement interne de la plantation est fortement tributaire de la situation des principaux centres marchands et de celle des espaces producteurs concurrents. Ainsi, le projet social formé autour de l'économie plantationnaire est modulé par les « manières dont certaines classes locales réorganisent les modes de production et d'extraction en réponse aux opportunités d'échange et aux actions politiques dans le système mondial. » (Bunker 1984, 1022 ; Arrighi et Piselli 1987).

La chaîne de valeur désigne « l'ensemble des activités nécessaires pour amener un produit depuis sa conception à son consommateur final, en passant par son élaboration, l'approvisionnement en matières premières et en ressources intermédiaires, la commercialisation, la distribution. » (Selwyn et Campling 2018, 416). Ce concept provient de l'analyse des chaînes marchandes mondiales (« *global commodity chains analysis* »). Il est formulé initialement par Immanuel Wallerstein et Terrence Hopkins pour définir l'étude des réseaux d'exploitation du travail et de production de marchandise qui alimentent les flux commerciaux internationaux (Hopkins et Wallerstein 1977 ; 1986 ; Arrighi et Silver 1999). À la suite de ces travaux, différents courants développent des méthodes d'étude de ces chaînes et du système commercial mondial.<sup>20</sup>

---

<sup>20</sup> Rompant peu à peu avec les axiomes marxistes des premiers travaux, l'analyse se concentre au début des années 2000 sur l'organisation et les stratégies des entreprises au sein des systèmes commerciaux internationaux. Les recherches se focalisent alors sur la capacité des entreprises dominantes à gouverner les activités d'entreprises subordonnées ou l'aptitude de ces dernières à améliorer leur position au sein des chaînes de valeur (p.ex. Gereffi, Humphrey, et Sturgeon 2005 ; Humphrey et Schmitz 2001 ; Ponte et Sturgeon 2014). Une approche par la périphérie s'inscrit, au sein des études des chaînes de valeurs, contre une approche centrée sur le capital et porte une attention particulière à la géographie du travail et des espaces périphériques. Pour une revue critique, voir Selwyn 2012 ; Bair 2005 ; Selwyn et Campling 2018.

Parmi ces approches, l'analyse de l'articulation des espaces de production aux chaînes de valeur s'attache à décrire le type de relations et d'organisations sociales de la production sur lesquelles repose le commerce international. Elle permet de comprendre comment l'intégration aux chaînes de valeur participe à former des espaces et des sujets et d'observer « les histoires stratifiées et les géographies inégales de l'expansion capitaliste » (Bair et Werner 2011b ; Bair 2005). Cette approche souligne les trajectoires complexes d'inclusion et d'exclusion qui rendent les chaînes possibles et qui, en des phases successives d'accumulation et de récession, transforment les espaces périphériques et les relations sociales qui les composent (Bair et al. 2013, 2546 ; Havice et Campling 2013 ; Werner et Bair 2019 ; Bair et Werner 2011a ; Bair et al. 2013).

Au sein de ce champ d'études, une génération de chercheurs a également réaffirmé l'importance de l'analyse des formes de contrôle, d'exploitation et de mobilisation collective du travail à la périphérie du système économique mondial (p.ex. Barrientos 2013 ; Pattenden 2016 ; Baglioni 2018 ; Hough 2019 ; Selwyn 2018 ; Anner 2015). À l'intersection des chaînes de valeurs et des espaces de production se forme le *régime local de contrôle du travail*. Il embrasse l'ensemble des mécanismes et des modalités de l'organisation du travail et de la reproduction des travailleurs nécessaires à la transformation de la nature en marchandise (Jonas 1996). Ce régime détermine les formes de l'exploitation du travail — la production d'une valeur supérieure à la rémunération du travail — et les mesures disciplinaires nécessaires à l'endiguement et la prévention des conflits inhérents à la production (Baglioni 2018 ; Burawoy 1982 ; Raman 2010). Il est façonné à la fois sur le lieu de production où se déploient les dynamiques de contrôle, de consentement et de résistance, mais aussi dans un espace plus large où se forme l'ordre social qui sous-tend les rapports de production (Hough 2012 ; 2019 ; 2022 ; Pattenden 2016)<sup>21</sup>. Enfin, ce régime est modulé par les rapports de pouvoir et les politiques commerciales déployés au sein de la chaîne de valeur (Suwandi 2019).

---

<sup>21</sup> Dans une étude comparative des régimes locaux de contrôle du travail en Colombie, Philip Hough distingue quatre types de situations : sous l'hégémonie, le contrôle est effectif et assuré par la contrainte économique ; en situation de despotisme il est effectif et soutenu par des moyens extraéconomiques ; en situation de contre-hégémonie, il est ineffectif, mais non disputé ; lors d'une crise de contrôle, il est ineffectif et hautement disputé (2019 ; 2012).

Ce contrôle est toujours incomplet, miné par l'instabilité des marchés et l'hostilité du développement capitaliste à la périphérie. Ainsi, le contrôle de la main-d'œuvre et des ressources naturelles nécessaires à la production pour les marchés internationaux oscille entre le consentement et la coercition et se trouve soumis à des crises endémiques et des contestations permanentes. De même, comme le note Phillip Hough, alors que les recherches contemporaines soulignent l'importance des mécanismes de marché dans le contrôle du travail périphérique au sein des chaînes de valeurs, l'usage extra-économique de la violence et de la répression a retenu peu d'attention (2022, 11-12). À ce titre, la notion de *capitalisme irrégulier* développée par Laurent Gayer souligne la centralité des pratiques transgressives et coercitives dans le fonctionnement ordinaire de l'entreprise capitaliste et de la mondialisation néo-libérale (2020, 38-39). Quant au concept de prédation, il renvoie à la fois à la captation de rentes, à l'accumulation coercitive ainsi qu'à la neutralisation de leur régulation (2023, 5-6). Selon si l'on observe l'espace de production ou la chaîne de valeur, le phénomène de prédation persiste et prend des formes diverses. L'une des ambitions de la présente recherche est de montrer les rapports les reliant.

Au cours de cette recherche, je montrerai trois points principaux attenants à l'articulation de la Zona au commerce agro-industriel international. Premièrement, l'organisation de la chaîne de valeur et l'extractivisme agraire favorisent les conflits fonciers et les conflits autour des conditions de vie et de travail. Deuxièmement, les cycles rapides d'accumulation et de récession, d'articulation et de désarticulation à la chaîne de valeur ont des impacts décisifs sur le cours des conflits sociaux et la dynamique locale des confrontations armées. Enfin, les spécialistes de la violence peuvent jouer un rôle déterminant au sein de ces chaînes. Face à la crise sécuritaire des années 1990, la violence paramilitaire permet en effet la restauration et la conservation de l'ordre social associé à l'économie agro-industrielle. Les miliciens s'imposent en intermédiaires dans le régime local de contrôle du travail et des ressources.

### *0.3.3. Micropolitiques de la violence*

Toutefois, la compréhension des contradictions, antagonismes et conflits sociaux qui traversent la société plantationnaire ne suffit pas à appréhender les dynamiques de la

violence qui s’y déploie. En effet, la violence ne doit pas être confondue avec l’ensemble des relations de domination et d’oppression<sup>22</sup>. De nombreuses approches proposent d’élargir la signification du concept de violence en l’associant à des expressions et des réalités sociales plus abstraites<sup>23</sup>. Mais un tel élargissement empêche justement de penser son rapport aux inégalités et à la justice sociale ainsi que le rôle clé de certains acteurs :

« [Cela] occulte également le fait que les spécialistes de l’infliction de dommages physiques (tels que les policiers, les soldats, les gardes, les voyous et les gangs) jouent un rôle important dans la violence collective. Leur présence ou leur absence fait souvent toute la différence entre des dénouements violents et non violents. » (Tilly 2003, 4)

La violence est une pratique sociale. Elle est, dans les termes de Tilly, l’infliction de dommages physiques à des biens ou des personnes, plus ou moins coordonnée, formée par des dimensions à la fois matérielle et symbolique et mobilisée au sein des interactions et des revendications sociales.

Dès lors, comment penser l’articulation entre des conflits sociaux locaux, parfois traversés par une violence routinière et des formes généralisées d’affrontements violents ? Comment appréhender la relation nouée entre les acteurs des conflits formés au sein de l’économie plantationnaire et les acteurs d’un conflit armé organisé autour de clivages plus larges et plus abstraits tels que des polarisations partisans, ethniques ou religieuses ? L’analyse des micropolitiques des conflits armés apporte une perspective fertile en considérant la guerre civile comme « une constellation de multiples lieux d’action dans un “paysage de guerre” (“*warscape*”) composite et multiscale » (Van Leeuwen et Van Der Haar 2016, 98 ; Nordstrom 1997 ; Kalyvas 2006 ; Korf, Engeler, et Hagmann 2010 ; Richards 2004).

---

<sup>22</sup> Sur les différentes acceptations du concept et le débat entre une conception restreinte ou élargie de la violence au sein des sciences sociales, voir Bufacchi 2005 ; 2007.

<sup>23</sup> Les notions de *violence structurelle* (Galtung 1969) et de *violence infrastructurelle* (Li 2018) soulignent des formes non intentionnelles et institutionnalisées de reproduction de relations de domination et d’oppression. De même, les concepts de *violence épistémique* (Spivak 2020), de *violence normative* (Butler 2011) ou encore de *violence symbolique* (Bourdieu 1997 ; Bourgois 2015) mettent en avant l’importance du langage, des habitudes, des normes et des représentations sociales au sein de ces relations.

Le conflit général se fragmente selon différents contextes locaux et les acteurs locaux reformulent leurs griefs et leurs réclamations dans les termes du clivage général. Les narrations et les agendas locaux et supralocaux s'articulent sans toutefois s'unifier et de nouvelles lignes de fracture s'ouvrent localement. En effet, malgré cette articulation, le conflit local n'est pas une expression territoriale du conflit général. Une disjonction demeure entre les questions, les identités et les motivations de ces deux échelles de conflits (Kalyvas 2006, 366). Lubkeman démontre, par exemple, que la violence exercée par les grands acteurs de la guerre civile du Mozambique de la fin du XXe siècle est « façonnée par les tensions sociales et les objectifs micropolitiques au niveau local, définis et mis en œuvre au niveau de la communauté et même de la famille. » (2005, 495). Le concept d'*alliance* formulé par Stathis Kalyvas est ici particulièrement pertinent :

« L'alliance est une transaction entre les acteurs supralocaux et locaux, les premiers fournissant aux seconds une force extérieure qui leur permet d'obtenir un avantage local décisif; en échange, les acteurs supralocaux recrutent et motivent des partisans au niveau local [...] Les clivages locaux peuvent être préexistants ou induits par la guerre; ils peuvent s'aligner sur les clivages centraux ou les renverser; ils peuvent être cohérents dans le temps ou plus fluides et aléatoires. »  
(Kalyvas 2006, 370-76)

Une telle approche permet d'appréhender la relation qui se noue entre les spécialistes de la violence et les acteurs de la société plantationnaire. Dans la région agro-industrielle du sud des Philippines par exemple, bien que le conflit armé qui frappe les bananeraies à partir des années 1970 soit formulé dans les termes de la polarisation ethnique et de l'insurrection Moro, des travaux montrent l'importance des luttes pour la terre, des formes de mobilisation de la main-d'œuvre et de la transformation des structures communautaires induites par la modernisation agricole dans l'expression locale du conflit armé (Vellema, Borrás Jr, et Lara Jr 2011; de la Rosa 2005). Tout comme dans la Zona des années 1990, des acteurs violents pénètrent les arrangements formés autour de la terre, du travail et de la sécurité et s'articulent — pour les extorquer ou les protéger — aux mêmes entreprises transnationales du commerce agro-industriel.

Au cours de cette recherche, je montrerai que les micropolitiques du conflit armé dans la Zona sont largement déterminées par — et transforment — les relations et les conflits formés entre planteurs, ouvriers et paysans. La violence est façonnée par les cycles économiques de la chaîne de valeur et elle évolue autour des profits et des conflits formés au sein des plantations. Elle pénètre les luttes pour la terre qui opposent, parfois de longue date, des communautés paysannes et des entrepreneurs agricoles. Les alliances formées entre acteurs locaux et supralocaux sont décisives dans son imposition au sein des conflits qui marquent les relations entre travailleurs, contremaîtres et patrons. De même, ce processus d’articulation est fortement influencé par les violences à petite échelle et routinières qui traversent la société plantationnaire. Ses acteurs se trouvent au centre de la dynamique de l’escalade de la violence. Bien que ce point ait fait l’objet d’une attention relativement faible, la violence paramilitaire vise d’une part les organisations d’insurgés, mais aussi les groupes délinquants. Cette lutte vise la formation d’un consentement social, d’un environnement commercial stable et finalement, la production d’un ordre social favorable à l’extraction.

Ces trois champs d’études forment un ensemble interdisciplinaire de méthodes et de concepts dont l’assemblage et la mise en dialogue sont des enjeux majeurs de cette recherche. Ma démarche analytique s’appuie à la fois sur la géographie et la science politique. Ces deux ancrages doivent me permettre de saisir, de manière simultanée et selon deux perspectives différentes, l’organisation sociale et spatiale de l’agro-industrie et du conflit armé. Entre les deux, l’économie politique forme un trait d’union. Elle alimente à la fois une géographie économique de l’agro-industrie et l’analyse des ramifications économiques de la violence politique. Ces croisements et cette interdisciplinarité s’avèrent, je l’espère, fertiles sur les plans théorique et empirique. Ils requièrent des méthodes variées et multisituées de recherche.

## 0.4. Terrain et méthodes

### *0.4.1. La définition du terrain de recherche*

Lorsque j’arrive à Medellín en janvier 2019 pour mon premier séjour de recherche, je suis muni de quelques certitudes et de beaucoup d’interrogations sur la conduite future de

mon terrain. Influencé par des auteurs tels que Jacobo Grajales, Teo Ballvé ou encore Alejandro Reyes, je souhaite placer ma recherche dans le sillage des travaux qui ont exploré l'histoire et la géographie du conflit armé colombien à l'aune de la question de la terre et de ses ramifications économiques. Mon intérêt se porte sur les transformations des usages de la terre à travers la guerre et la promotion de projets de développement économique par la violence. Lors de mon séjour à l'Université d'Antioquia (janvier-mars 2019), les enseignants, chercheurs et étudiants de l'INER m'aident à circonscrire mon terrain. Toutefois, des limitations importantes se dégagent du terrain préalablement considéré. L'Urabá, une zone agro-industrielle au nord du département d'Antioquia, est sujet à une flambée de violence provoquée par la dispute entre groupes armés. De même, je réalise à Medellín que la région est l'objet d'une saturation de recherches académiques. La difficulté d'accès, les risques sécuritaires et l'absence de réelles perspectives novatrices contrarient mes projections initiales.

Les membres de l'INER m'encouragent alors à diriger mes recherches vers l'Oriente Antioqueño, à l'est du département, où plusieurs de leurs programmes de recherche ont cours. Les groupes néo-paramilitaires sont présents dans une partie seulement du territoire, dont l'ensemble est relativement stable depuis une décennie. Toutefois, alors que j'entreprends les premières recherches exploratoires, le mouvement de reformulation de ma recherche m'apparaît trop important. Dans ce territoire montagneux dominé par la petite propriété, la terre a constitué un enjeu secondaire de la violence qui s'est articulée principalement autour des infrastructures hydro-électriques et du contrôle militaire des axes de communication qui relient Medellín à Bogotá. Il me faut reconsidérer mon terrain.

À Bogotá, je rencontre Francisco Gutiérrez Sanín, l'un des principales voix contemporaines de la science politique colombienne. Celui-ci me propose d'intégrer l'Observatoire sur la restitution et la régulation des droits de propriété agraire et de mener mes recherches dans le département du Magdalena. En partenariat avec une équipe de chercheurs impliqués dans la région, je dois travailler sur l'économie de la violence au sein de l'espace agro-industriel. J'accepte cette proposition bien qu'elle conduise à une superposition de ce terrain avec celui de mon directeur de thèse Jacobo Grajales. Il aurait été enrichissant d'entreprendre ces mêmes recherches dans d'autres

espaces agro-industriels tels que les départements du Meta, du Valle del Cauca ou le Cesar, dont l'histoire du conflit armé est aujourd'hui moins connue. Ce chevauchement me place toutefois dans le sillage de ses travaux. Il m'apporte des contacts et des matériaux de recherche précieux ainsi que des discussions riches avec mes directeurs ainsi qu'avec les membres de l'Observatoire. Installé à Santa Marta au cours du mois d'avril 2019, j'entreprends de réaliser une monographie géohistorique de l'économie plantationnaire, des conflits sociaux et de la violence armée dans le bassin agro-industriel du nord Magdalena.

#### *0.4.2. Économie de la violence, accès au terrain et positionnement*

Malgré ces soutiens, l'accès aux personnes, aux espaces et aux informations demeure complexe et difficile. Dans un univers marqué par la violence — présente ou passée — cet accès présente une difficulté supplémentaire et recouvre des enjeux lourds et délicats. La construction de liens et de rapports de confiance est plus lente, plus délicate qu'à l'accoutumée au sein d'espaces chargés d'antagonismes politiques, de relations polarisées et d'événements traumatiques (Ballvé 2020a).

Au niveau national, l'accalmie qui suivit la signature des accords de paix entre le gouvernement et les FARC en novembre 2016 semble, trois ans plus tard, s'être évanouie. Plusieurs régions, telles que le Bajo Cauca, le Catatumbo et le Putumayo, sont marquées par des affrontements armés et de nombreux militants d'organisations sociales et communautaires sont assassinés à travers le pays (LASA Forum 2019; Gutiérrez Sanín et al. 2020). Des assassinats sélectifs sont signalés dans plusieurs communes de l'Oriente Antioqueño lors de mon séjour dans la région. Alors que j'entame mes recherches dans le Magdalena, la Sierra Nevada traverse une crise sécuritaire provoquée par l'affrontement entre deux groupes néo-paramilitaires pour le contrôle du territoire et du commerce de cocaïne (Zúñiga 2019 ; Zúñiga et Molinares 2020). Quelques mois plus tard, en juin 2019, des prospectus (« *panfletos* ») circulent sur les réseaux sociaux de la région pour annoncer la tenue d'un blocus armé (« *paro armado* ») — une interdiction aux commerçants d'ouvrir les magasins et aux habitants de circuler dans les rues — au nord de la ville de Santa Marta, sous l'injonction d'un groupe armé. Dans la ville, des graffitis signalent la présence de ces groupes. Si dans une grande partie du département, le conflit violent s'est

largement résorbé, il continue de rythmer la quotidienneté de certains espaces. En revanche, partout, ses héritages sociaux, politiques et économiques sont palpables (Grajales et Levy à paraître).

Au cours de mes séjours dans la Zona, des personnes me montrent ou m'envoient à plusieurs reprises des prospectus de groupes qui, comme au temps de la guerre, transmettent des consignes à la population, menacent des individus et revendiquent le pouvoir. Le doute sur l'existence même de ces groupes et l'usage falsifié de leur nom est important. Des rumeurs annoncent la reformation de groupes paramilitaires. Pourtant, après avoir été frappé intensément par la violence armée au cours des décennies 1990 et 2000, la Zona est, depuis le début des années 2010, un espace relativement épargné par les conflits violents. Il est possible pour un étranger comme moi de s'y déplacer librement sans autorisation préalable. Il est acceptable de mener des entretiens publiquement au sein des villages, d'y aborder ouvertement certains thèmes sensibles, de parcourir les plantations et de dormir chez l'habitant. De telles libertés de mouvement et de parole étaient strictement exclues quelques années plus tôt, et sont toujours impensables au sein de nombreux espaces ruraux colombiens.

Cependant, si aucune permission n'est requise, la présence d'un étranger dans ces espaces est immédiatement visible et peut être l'objet d'une autorisation implicite d'un acteur violent. Elle peut aussi représenter un danger pour moi-même et pour les personnes avec qui j'interagis. Au cours de mes rencontres, je ne ressens aucune insécurité. J'apprends à comprendre certains codes, à interpréter les interactions, à jauger les situations pour savoir ce qui est dicible et ce qui ne l'est pas. Très souvent, une grande liberté de ton domine les entretiens. Parfois, il est préférable d'éviter certains sujets ou simplement de garder le silence.

À Santa Marta, je me lie d'amitié avec María Luisa, une dame âgée qui travaille comme femme de ménage dans l'appartement que je partage avec de jeunes fonctionnaires colombiens. Sa famille est originaire de la région caféière au centre du pays dont ils fuirent la violence au cours de son enfance, dans les années 1970. Elle a passé sa jeunesse dans l'Urabá où ses parents s'installèrent à la recherche d'une opportunité. Au milieu des années 1980, la famille fut de nouveau déplacée sous l'effet de la violence, vers la Sierra

Nevada cette fois. Moins d'une décennie plus tard, quand la situation sécuritaire de la région montagneuse se dégrada, ils durent abandonner leur ferme et leur production de café pour se réfugier dans la banlieue de Santa Marta. Elle me raconte ses expériences du déplacement et du conflit à de nombreuses reprises. Mon apprentissage et ma recherche sont composés de ces discussions informelles et rencontres fortuites. Un jour, alors que j'évoque avec elle un entretien de la veille, elle me répond, hilare : « Les “*costeños*” parlent beaucoup. Ils adorent raconter des histoires, mais ils te donneront des vérités parsemées de mensonges (“*verdades con mentiras*”) ! »

En effet, la narration de la violence est toujours hautement contestée. Les intérêts particuliers, les loyautés idéologiques, le manque d'informations fiables font de ces discours des « fictions puissantes et des demi-vérités négociées » (Nordstrom et Robben 1995, 5). De même, ces espaces sont imprégnés de peurs, de suspicions et de silences qui entravent le partage d'informations. L'omerta sicilienne décrite par Aton Blok est un phénomène culturel complexe diffusé dans la communauté rurale et entretenu par les entrepreneurs de la violence afin d'isoler la population locale et de maintenir un contrôle social (1988, 212). Plus encore, Michael Taussig décrit, à propos de l'Amazonie colombienne, le *brouillard épistémique* qui traverse les espaces de terreur sous la forme de rumeurs, de ragots et de récits et au sein duquel la fiction et la réalité, les doutes et les certitudes deviennent inextricables (1984). Toute tentative de lever ce brouillard est une intrusion dans des rapports de pouvoirs et doit être menée avec précaution, déontologie et réflexivité.

Ballvé détaille la transparence avec laquelle il informe l'ensemble des acteurs qu'il rencontre en Urabá sur l'objet de ses recherches — la violence et la terre — et les liens privilégiés qu'une telle approche lui permet de tisser avec d'anciens paramilitaires et leurs soutiens civils (2020a ; 2020 b). Pour ma part, ma démarche est différente, plus proche de celle de Blok :

« J'ai abordé le sujet de manière oblique, par un détour [...] Pour des raisons évidentes, je ne pouvais pas, sauf avec de bons amis, parler ouvertement de la mafia comme sujet de recherche. [...] Mais il y avait beaucoup de choses dont je pouvais discuter avec pratiquement tout le monde et qui, indirectement, révélaient beaucoup de choses sur la façon

dont la mafia fonctionnait et s'était développée au fil du temps. » (cit. in. Sunier, Verkaaik, et Blok 2005, 121)

Mon détour est celui de l'agro-industrie. C'est à ce sujet que tous mes interlocuteurs me parlent le plus ouvertement et qui révèle des éléments riches sur l'organisation sociale de la violence. Ce détour se renforce alors que j'accumule des données sur l'économie agro-industrielle et devient, non plus une approche détournée de la violence, mais le centre de gravité de ma recherche.

Dans un premier temps, mes contacts se font avec des militants sociaux et syndicaux connectés aux sphères universitaires et prompts — voire parfois habitués — à évoquer la mémoire des plantations tout comme celle de la guerre. De proche en proche, mon univers de recherche se constitue, par effet de proximité, d'individus impliqués dans la gauche politique de la Zona. Ivan<sup>24</sup>, avec qui je me lie d'amitié, est connu comme communiste dans un des villages de la Zona. Il est apprécié pour ses histoires et ses poèmes. Il m'introduit, au cours de longs entretiens, à l'histoire orale de la région et me permet de défocaliser mon regard du conflit armé, de mettre à distance le fétichisme qui, pour les étrangers comme pour les Colombiens, habite l'observation et l'analyse de la violence. Il m'initie aux cultures de la Zona, à l'histoire ancienne des conflits sociaux qui se forment dans, autour et à côté des plantations.

Toutefois, il me faut lutter contre la lecture homogène de cet univers social. Je dois atténuer l'effet d'*enclichage*, ne pas m'imprégner de la vision d'un seul groupe local (Olivier de Sardan 1995). Afin de réduire ce biais, je dois diversifier les sources et croiser ces récits — de l'agro-industrie, des conflits sociaux comme de la violence — avec d'autres mémoires et représentations. Depuis les villes de Santa Marta et Ciénaga, je rentre en contact avec des fonctionnaires, des administrateurs et des planteurs. Ma qualité d'universitaire français me permet d'engager facilement le contact avec des membres de l'élite sociale. Si la liberté de ton domine aussi nos échanges, les enjeux sont différents. Dans les villages de la Zona, ce sont les relations communautaires et les griefs interpersonnels qui sont en jeu. Dans les villes, certains membres de l'élite sociale se méfient des poursuites judiciaires. En effet, pendant que je poursuis mon terrain, la justice

---

<sup>24</sup> Tous les prénoms des personnes interviewées ont été changés pour garantir la préservation de leur anonymat.

transitionnelle colombienne<sup>25</sup> ouvre des enquêtes sur les crimes commis au cours de la guerre et interroge, de manière inédite, le rapport des élites économiques aux miliciens. Je suis justement amené à rencontrer et à échanger couramment avec le responsable départemental de ces enquêtes.

Beaucoup de planteurs et de cadres de l'agro-industrie ne font pas suite à mes sollicitudes. Parfois, l'entretien est saturé d'enjeux politiques et judiciaires. A titre d'exemple, je rencontre en juillet 2019 une ancienne cadre de l'entreprise Dole, accompagnée d'un homme qui se présente comme son compagnon et écoute sans participer à la conversation. En préambule, l'enquêtée me pose une série de questions pour connaître mes intentions. Au cours de l'entretien, mon interlocutrice poursuit un but précis : défendre l'action de son entreprise dans la région et écarter les soupçons de financement des groupes violents qui pèsent sur elle. J'évite la question de la violence pour concentrer la conversation sur l'organisation interne de l'entreprise. Quelques mois plus tard, en examinant un document judiciaire, j'apprends que cette personne est citée par un commandant paramilitaire de la Zona comme la principale responsable des relations entre la multinationale, les planteurs et les miliciens.

Les enjeux judiciaires et financiers contemporains renforcent une culture de l'opacité cultivée de longue date dans l'agro-industrie qui se conjugue au secret inhérent aux économies de la violence. Ces rapports de confiance sont plus difficiles à établir et je crois, a posteriori, qu'il aurait été fécond d'initier ces contacts plus tôt pour avancer dans une meilleure compréhension de la mémoire des planteurs. Cette dernière semble dominer la narration officielle du conflit, mais reste largement absente des travaux académiques. Toutefois, ces relations me permettent de constituer des contrepoints, de former une histoire orale «à parts égales» et d'entretenir une neutralité au regard de mes interlocuteurs.

La relative neutralité que je peux cultiver en tant qu'étranger dans un univers profondément divisé est le produit de mes privilèges de classe, de genre, de couleur de

---

<sup>25</sup> Le tribunal spécial pour la paix («*Jurisdicción Especial para la Paz*», JEP) est en activité en Colombie depuis mars 2017. Instauré dans le cadre des accords de paix entre le gouvernement de Juan Manuel Santos et les FARC signés en novembre 2016, le tribunal est chargé d'enquêter et de juger les membres des FARC, les membres des forces de sécurité et les tiers qui ont participé au conflit armé interne.

peau. Elle est aussi largement conditionnée, tout comme l'entièreté de ma recherche, par mes croyances, mes représentations culturelles, mes habitus et ma formation universitaire française. À ce titre, j'espère être suffisamment habité par la littérature colombienne, par mes amitiés et mes attaches intellectuelles en Colombie ainsi que par les avertissements des théories latino-américaines de la colonialité du savoir (Mignolo 2002 ; Escobar et Restrepo 2009) pour tenir deux positions élémentaires : situer ma recherche comme étant le produit des *représentations* (Said 2005, 35) de l'histoire colombienne par un chercheur français ; ne pas nourrir l'imaginaire colonial de la conquête intellectuelle d'espaces inexplorés, sauvages et violents qui traverse les sciences sociales « expéditionnaires » (Leshem et Pinkerton 2019).

La figuration de cette neutralité — et sa poursuite sincère — me permet cependant de naviguer à travers plusieurs mondes sociaux. De même, bien qu'handicapé dans l'appréhension sociale et symbolique de cet environnement, ma qualité d'intrus — mon *exotopie* (Todorov 1986) — forme un regard différent sur certains éléments de la Zona et de son histoire que mes interlocuteurs ne voient pas — ou plus — et qu'ils considèrent comme des évidences. En revanche, l'anomalie de ma présence et la distance sociale et culturelle qui me sépare d'une partie de mes interlocuteurs font de l'établissement d'un rapport de confiance une tâche ardue.

Confronté à la compréhension d'un passé à la fois proche, mais difficile d'accès, je m'appuie sur un appareillage varié, nourri par une grande diversité de sources. Je dois multiplier les points de vue, les perspectives et les types de matériaux.

#### 0.4.3. *Mémoire historique et histoire orale*

Le principal matériau qui fonde cette recherche est constitué des entretiens d'histoire orale que je mène avec l'ensemble de ces acteurs. Les sciences sociales colombiennes ont développé des méthodes et des instruments importants pour la formation d'une histoire « par le bas » du conflit armé. Au centre de cet effort, le Centre National de Mémoire Historique (CNMH), un institut étatique né en 2007 et dirigé par l'historien Gonzalo Sánchez Gómez, a entrepris une réflexion sur la récolte et l'analyse des mémoires individuelles et collectives en tant moyens de documenter et d'interroger les violences

collectives passées (CNMH 2013 ; 2018a ; 2019a). Cette mémoire est construite à partir des témoignages et des récits de vie des victimes du conflit et en particulier à partir de ceux qui ont été occultés par les discours de justification de la guerre (CNMH 2013 ; García Alonso 2022). Elle explore les particularités locales et régionales de ses expressions et procède par la monographie de cas emblématiques qui condensent de nombreux processus et dynamiques locaux, et possèdent une force explicative (CNMH 2018a, 41). Ces travaux sont extrêmement précieux pour comprendre l'histoire du conflit armé dans le département du Magdalena et sur la côte caribéenne (CNMH 2017 ; 2021 ; 2018 b ; 2010). La présente recherche s'inspire plus particulièrement du statut et de l'usage des sources orales au sein des travaux coordonnés par le géographe John Jairo Rincón sur les conflits pour la terre dans le Valle del Cauca (CNMH 2014b) et les conflits du travail au sein de l'agro-industrie du Cesar (CNMH 2019b).

L'histoire orale fait des souvenirs sa matière première. Elle peut s'approcher de la richesse de la quotidienneté passée ; explorer, par le bas, des champs sociaux où les traces écrites sont peu nombreuses — telles que les mafias ou les milices ; interpréter le passé récent de sociétés, d'ethnies et de communautés dont l'oralité est le principal mécanisme de transmission des connaissances et des traditions (Portelli 2009 ; Blok 1988). L'auteur d'une passionnante histoire sociale de la mafia colombienne<sup>26</sup> Darío Betancourt Echeverry écrit :

« Ces récits enregistrent les gestes et les attitudes de la vie quotidienne d'hier, d'hommes et de femmes qui ont vécu pleinement la vie avec ses vertus et ses défauts, ses rêves et ses frustrations dans leur lutte quotidienne pour l'existence ; ces récits nous ramènent à la discussion du rôle joué par les mémoires individuelles et collectives dans la construction de la mémoire historique, sur la base des histoires, des

---

<sup>26</sup> Le terme de mafia désigne, dans les débats consacrés à son expression italienne, un groupe structuré pour l'accumulation économique criminelle, développant des formes culturelles spécifiques et exerçant une activité de régulation politique (voir Santoro 2021 ; 2011). Dans le contexte colombien, le terme de mafieux désigne avant tout un individu impliqué dans la direction des réseaux de trafic de drogue et la politique locale (Betancourt et Luz García 1994).

récits et des expériences recueillis par l'historien, en tant que bâtisseur de documents historiques. » (1999, 129)<sup>27</sup>

L'enquêteur joue ici un rôle important. En interrogeant une personne, il participe à la création du souvenir et provoque l'archive orale (Joutard 2019). Le récit mémoriel est traversé par des interprétations subjectives, des reformulations conditionnées par le contexte social et idéologique présent. Plus spécifiquement, les traumatismes de la guerre impactent fortement la mémoire. Plus encore que les expériences non violentes, la violence favorise des mécanismes de distorsion des événements passés et pose d'énormes difficultés d'interprétation. Elle est reconstruite, remodelée par la mémoire à l'aune de catégories — tels que la victime et le responsable — et de cadres moraux. La narration confère à un événement violent un ordre, un sens et une rationalité construits a posteriori. Les mémoires de la Zona sont marquées par une puissante polarisation politique et il faut savoir lire les enjeux contemporains des violences passées pour les écouter et les interpréter.

De même, le lieu de l'entrevue, l'état émotionnel de l'enquêté ou encore les procédés de l'enquêteur sont autant d'éléments contingents qui influencent la restitution de la mémoire et la constitution de l'archive orale. L'entretien est toujours exposé au risque d'une parole ad hoc, conçue par son auteur pour être écoutée par le chercheur, mais qui s'éloigne, mais qui s'éloigne autant que bon semble à l'enquêté, de discours qu'il livrerait à d'autres. Ainsi, tout comme la pratique du sociologue, l'entretien d'histoire orale doit être soutenu par une pratique réflexive qui permet de percevoir et de canaliser les distorsions et les transformations inhérentes à l'entretien (Champagne 2013). Il faut rester proche du flux de la vie, de sa progression souvent erratique ; privilégier les connaissances émanant de l'expérience directe et des protagonistes eux-mêmes plutôt que de s'appuyer sur des récits de seconde main (Nordstrom et Robben 1995, 13).

J'effectue des entretiens avec l'ensemble des acteurs de l'agro-industrie : travailleurs, paysans, planteurs, femmes au foyer, contremaîtres, syndicalistes, fonctionnaires. Ils sont

---

<sup>27</sup> Dans une approche similaire, le travail de Lina Britto sur le commerce de marijuana dans la Sierra Nevada promeut l'usage de l'histoire orale pour l'étude des activités clandestines et illicites dans des contextes de violence sociale et politique passés. (Britto 2020)

le cœur de mon corpus d'entretiens. J'effectue des entretiens d'histoire orale avec des personnes qui sont liées plus indirectement au milieu agro-industriel ou au conflit armé telles que des habitants de la Zona et de Ciénaga, des ex-miliciens, des ex-mafieux, des universitaires, des militants politiques. Si ce corpus est socialement et professionnellement équilibré, il souffre toutefois d'un biais de genre. Un certain nombre d'entretiens sont conduits avec des femmes, mais ils restent minoritaires. Dans l'économie plantationnaire tout comme au sein du conflit social et violent, les femmes et leurs rôles sont dissimulés. Malgré ma conscience initiale de cette problématique et ma volonté d'aller à l'encontre de ce biais, il m'est difficile d'y remédier au cours du terrain. Ma position m'amène à côtoyer en majorité des hommes. Cette recherche souffre, par conséquent, de cet effacement relatif.

Au cours des entretiens, je suis un protocole établi : je me présente ; j'explique l'objet de ma recherche et détaille mon projet de recherche. Je décris généralement ce dernier comme visant à recueillir l'histoire orale de l'agro-industrie depuis le départ de l'UFC au milieu des années 1960 jusqu'à la fin des années 2000 et des différents conflits — fonciers, politiques et sociaux — qui l'ont traversée. Je précise alors que je m'engage à préserver l'anonymat complet de tous les enquêtés, ne révélant ni leur nom ni aucune information spatiale ou biographique qui puisse permettre de les identifier<sup>28</sup>. Enfin je demande l'autorisation d'enregistrer notre conversation. Quand cela s'avère délicat, je privilégie la prise de notes.

La plupart des entretiens — soixante-trois au total, dont quarante sont cités dans ce manuscrit (voir tableau des entretiens en annexe 1) — ont lieu à l'extérieur, dans des cafés, au restaurant, sur la place publique, dans le jardin de maison où l'on m'invite et m'offre invariablement le café. La musique est omniprésente, et son volume permet souvent de créer une certaine intimité dans la discussion. Tous les entretiens sont individuels, mais parfois, des enfants, des parents, des voisins écoutent et interviennent. Le ton doit rester informel et s'approcher de plus en plus d'une conversation amicale. Les premiers entretiens sont exploratoires et, tout en constituant une sorte de formation accélérée à la mémoire collective de la Zona, ils ne me fournissent que des réponses

---

<sup>28</sup> Ces contraintes empêchent toute publication intégrale des entretiens.

convenues à mes questions naïves. L'expérience des entretiens et l'affinement de mes connaissances me permettent de préciser mes relances, de m'appuyer sur des discussions antérieures ou des archives recueillies pour nourrir les échanges (Beaud 1996). À mesure que je saisis les enjeux symboliques et les représentations collectives qui entourent l'agro-industrie, les conflits sociaux et le conflit armé, les entretiens s'allongent et gagnent en profondeur ainsi qu'en intimité.

J'effectue deux types principaux d'entretiens : des entretiens thématiques et des entretiens biographiques<sup>29</sup>. Dans les premiers, la conversation est centrée sur la connaissance que l'enquêté a d'un thème particulier. L'entretien est semi-directif et orienté par les questions et thématiques qui me servent de lignes directrices pour rythmer la conversation. Au cours des entretiens biographiques, je laisse l'enquêté mener nos échanges et rebondis seulement au gré des différentes thématiques où s'entrecroisent ses souvenirs personnels et mes intérêts analytiques. Ces entretiens visent à reconstituer des trajectoires de vie dans la Zona. Ils sont parfois parsemés de récits de vie, de dialogues et d'actions passés (Bertaux 1997). L'entretien est libre, mais il se précise quand nos rencontres se renouvellent. Je revois certaines personnes pour un deuxième ou un troisième entretien quand cela est possible<sup>30</sup>. Je conduis une dizaine d'entretiens avec Ivan, dont la richesse du témoignage et les anecdotes me passionnent.

Quand ma compréhension s'élargit et qu'un lien de confiance est établi, les discussions deviennent plus libres et les souvenirs plus précis. Cette progression en spirale se clôt quand, au cours de nos entretiens, j'en apprends de moins en moins, par effet de saturation (Champagne 2013 ; Olivier de Sardan 1995). De même, les formes d'entretien biographique et d'expertise s'enchevêtrent souvent. J'ai le regret d'avoir des difficultés, à quelques reprises, à contenir l'entretien dans un récit biographique et à éviter sa déportation vers l'expertise. Cette tendance à l'abstraction est une difficulté classique de l'entretien (Beaud 1996, 242). Les éléments les plus riches proviennent souvent des anecdotes qui laissent entrevoir un fragment complexe et vivant du passé. Une approche biographique plus poussée et mieux systématisée — à l'image des travaux de Lesley Gill

---

<sup>29</sup> Sur les différents types d'entretiens d'histoire orale, voir Descamps 2006.

<sup>30</sup> Par convention, je me réfère pour chaque enquêté à la date du premier entretien.

sur la région pétrolière de Barrancabermeja (2016) — aurait été, je crois, un grand apport à cette recherche.

Ces entretiens s'articulent avec des observations de terrain, des discussions informelles, des échanges universitaires, des rencontres contingentes qui ponctuent ma vie à Santa Marta et mes séjours dans la Zona. Je poursuis aussi un travail documentaire, la lecture de la presse d'époque et l'exploration d'archives écrites. Ces matériaux m'aident à critiquer les récits mémoriels qui me sont transmis. J'apprends à les entrecroiser et à saisir la subjectivité et les controverses qui entourent certains discours, événements et représentations ; à apprécier la nature vacillante de la mémoire individuelle et « les tribulations des interprétations d'un passé turbulent. » (Britto 2020, append. 1) L'histoire orale porte en premier lieu sur les représentations du passé, sur la construction dans le présent des mémoires individuelles et collectives. Cela ne veut pas dire que ces mémoires ne peuvent pas dépeindre une image fidèle des événements passés. Au contraire, elles y donnent parfois un accès plus direct, plus juste et détaillé que l'archive écrite. Mais l'usage des informations recueillies au cours de ces entretiens requiert un travail exhaustif de recoupements des sources et corroborations des observations.

#### *0.4.4. Arpenter et cartographier les plantations*

Je fais entrer ces souvenirs et ces mémoires en résonance avec ce que je vois du présent de la Zona, au cours de mes recherches de terrain. La première fois que je m'y rends, c'est avec le professeur de l'université du Magdalena, William Renán, qui a rendez-vous avec une communauté du village La Candelaria. Depuis Santa Marta, il faut voyager 1h30 vers le sud, passer Ciénaga et longer les plantations avant d'emprunter les routes internes qui délimitent les champs et mènent aux habitations. Toutefois, dans le village qui précède La Candelaria, des habitants coupent la route et ne laissent passer aucune voiture. Ils protestent contre la destruction des routes en terre occasionnée par les camions qui transportent les fruits des ateliers de conditionnement vers le port. Nous garons la voiture et repartons en moto. Dans le village, j'assiste à une réunion entre le professeur et les habitants au cours de laquelle sont évoqués le surendettement des agriculteurs auprès des entreprises d'irrigation ; l'absence d'aide et d'investissements des autorités publiques ; les stratégies à déployer pour accéder à une eau moins coûteuse.

Ce voyage et cette réunion sont les premiers moments de mon observation exploratoire (Morange et Schmoll 2016). Je prête attention à ce qui est dit au cours de l'assemblée, mais surtout, je découvre le village, la maison communale dans laquelle nous sommes accueillis, les plantations qui bordent le village, les friches qui interrompent la monoculture. Dans les mois suivants, je me déplace dans la Zona plusieurs fois par semaine, parfois tous les jours, au gré des entretiens que l'on m'accorde. Je m'imprègne des lieux en marchant dans les villages, en conduisant d'un hameau à un autre.

Je multiplie alors les sites d'observation afin d'apercevoir trois éléments principaux : les paysages et les infrastructures de production ; les espaces d'habitation ; les espaces de travail. Le cadre de vue est large et fixe pour saisir les paysages et les infrastructures. Il faut monter dans la Sierra Nevada pour apercevoir les motifs répétitifs et géométriques que forment les plantations de bananier et de palmier à huile. Au milieu de ces étendues vertes, les ports, les camions de marchandise, les routes, les ateliers mécaniques, les usines d'extraction d'huile donnent à voir l'organisation industrielle de l'agriculture. Les espaces d'habitation requièrent un cadre plus resserré. Dans les villages, j'observe les gens qui, au petit matin, se rendent aux plantations à moto ou à vélo ; les femmes qui nettoient leur parvis ; les fidèles qui vont à l'église. De même, je me rends fréquemment dans la ville de Ciénaga où je perçois l'activité foisonnante de ce carrefour commercial. Elle est le cœur urbain d'une économie rurale. Enfin, je peux visiter à plusieurs reprises des exploitations — de différentes tailles — et observer le travail dans les champs et les ateliers de conditionnement. Ces gestes, outils et interactions incarneront ma représentation du travail au sein des plantations.

Toutes ces perceptions m'avertissent contre une lecture monolithique et réductrice de la société plantationnaire. Elles m'initient aux complexités et aux contradictions qui forment la vie quotidienne de la Zona dans le temps présent, et par transposition, dans le temps passé. La pratique du terrain me permet donc de voir les espaces que j'étudie, mais aussi de les sentir, de percevoir les émotions qui s'y déploient et qui m'affectent (Guinard et Tratnjek 2016 ; McCormack 2008). Je m'imprègne des atmosphères et des ambiances que je perçois à l'expérience de ces espaces. Cette pratique, enfin, me rappelle au caractère

fondamentalement situé, construit et subjectif de mon regard et de mes recherches (Volvey, Calbérac, et Houssay-Holzschuch 2012 ; Verne 2012).

Annotées dans mes carnets de recherche, mes observations façonnent ma compréhension des paysages de la Zona ainsi que de son espace social (Di Méo et Buléon 2005). Bien que mon travail de recherche porte sur un temps et des paysages passés, ces observations m'aident à me figurer les mémoires que j'écoute et les archives écrites que je lis. Quand on me raconte, au cours de ces arpentages, que les paramilitaires ont fait construire la route cimentée sur laquelle nous roulons ou que l'usine d'extraction que l'on aperçoit au loin a été la propriété d'un narcotrafiquant bien connu, je discerne des éléments sédimentés de l'histoire de l'agro-industrie et du conflit. À l'image des analyses historiques des paysages de l'agro-industrie californienne de Don Mitchell, ces observations nourrissent mes interrogations de recherche (2012, 44). Comment comprendre les schémas spécifiques des exploitations agricoles (grandes et petites, en monoculture ou non), les canaux d'irrigation, les camps de travail, les ateliers de conditionnement et les installations de déchargement qui composent le paysage agro-industriel ? Comment comprendre toutes ces choses visibles dans les plantations en relation avec les luttes du travail ?

Pour le géographe, il faut déployer un *œil morphologique* afin de saisir la structure du paysage, ses bases matérielles et les différentes forces qui œuvrent à sa production. Certains éléments y sont édifiés par le capital comme par le travail alors que d'autres en sont effacés :

« Il s'agit d'établir le caractère du paysage et de le placer dans un système, de relier fonctionnellement les choses sur le territoire à la fois à la vue d'ensemble et aux forces structurantes à l'œuvre. Il est essentiel de comprendre ces forces structurantes, car un paysage est plus qu'une manière d'ordonner et de représenter le monde (bien qu'il s'agisse certainement de ces choses) ; il est également la base matérielle, ainsi que le résultat, de l'activité économique et sociale et, par conséquent, un lieu central de lutte pour la forme et la structure de l'économie politique. » (Mitchell 2012, 44)

L'observation des paysages, des espaces d'habitation et de travail et son dialogue avec l'histoire orale et les archives écrites, me permet ainsi d'interroger comment la circulation du capital, les luttes ouvrières, le conflit armé ont transformé les paysages de la Zona. Quels sont les éléments qui ont persévéré au sein de ces paysages et ceux qui en ont été effacés ?

Enfin, cette démarche est accompagnée dans un second temps, d'un travail de cartographie. Très peu d'informations sur le secteur agro-industriel sont rendues publiques. Afin d'appréhender l'organisation spatiale des plantations et son évolution dans le temps, je procède à un travail de télédétection des plantations de banane et de palmiers à huile (voir cartes 4 et 6). Ce travail inédit, mené à partir de l'analyse d'images satellitaires, permet de comprendre et d'illustrer le phénomène de concentration des bananeraies au nord du bassin et l'expansion des champs de palmiers à huile au sud et à l'ouest entre les années 1970 et aujourd'hui.

#### *0.4.5. Archives écrites*

Le premier travail de récolte et d'analyse d'archives écrites que j'entreprends porte sur la presse écrite. En collaboration avec des chercheurs de l'Observatoire, nous examinons l'ensemble des numéros du quotidien *El Informador* parus entre 1980 et 1996 archivés au sein de la bibliothèque Luis Ángel Arango à Bogotá. Fondé en 1936 par le politicien et planteur José Benito Vives De Andrés, le journal retransmet une information à caractère général sur la région et privilégie le point de vue des secteurs sociaux dominants. Le propos des planteurs, des représentants politiques ou encore des forces de l'ordre prime quand le journal évoque la situation sociale et économique de la Zona. Tous les articles portant sur l'agro-industrie bananière ; le narcotrafic ; les politiques et conflits fonciers et le conflit armé — soit près de 1150 articles — sont archivés au sein d'une base de données que nous partageons avec les chercheurs de l'Observatoire (voir tableau des archives en annexe 2).

J'effectue un travail similaire avec le journal hebdomadaire *Voz*. Fondé en 1957 par le Parti Communiste, le journal effectue un suivi national des grèves, des manifestations et des événements politiques et syndicaux. L'ensemble des archives du journal sont

disponibles sur le portail numérique d'archives du CNMH (*Archivo de los Derechos Humanos*, DDHH-CNMH)<sup>31</sup>. De même, je répertorie les articles de presse du quotidien national *El Tiempo*. Réputé de centre droit, le quotidien le plus diffusé en Colombie a numérisé et rendu accessible l'ensemble des articles publiés depuis l'année 1990<sup>32</sup>. La situation sécuritaire de la Zona et l'évolution du conflit armé au sein du Magdalena y sont régulièrement évoquées. Je constitue avec l'ensemble de ces articles de journaux un « catalogue d'épisodes conflictuels » qui me permet d'effectuer une analyse événementielle des dynamiques de l'agro-industrie, des conflits sociaux et du conflit armé (Tilly et Tarrow 2015, 81-83). Je peux ainsi retracer la montée et le déclin de certains types d'événements — comme des attentats, des fermetures de plantations, des grèves ou des braquages — ainsi que les traits spécifiques qui leur sont associés par la presse. De même, j'y perçois des éléments de langage, des images et des représentations mobilisés par les différentes presses pour dépeindre la situation de la région.

L'accès aux archives écrites ayant trait à une période récente caractérisée par un conflit armé est une tâche ardue. Ma principale stratégie est alors de faire feu de tout bois, d'explorer toutes les pistes, de faire de nombreuses demandes d'accès afin d'étudier des sources qui n'ont pas encore été considérées. Dans la grande majorité des cas, ces demandes se soldent par un échec. Certains fonds d'archives sont accessibles, mais inexploables. À Santa Marta par exemple, je reçois l'autorisation de consulter les Archives Historiques du Magdalena Grande au sein desquelles sont stockées les documents d'institutions et d'organisations sociales du département. Il n'y a pas ici de restriction de dates et des archives récentes sont consultables. Toutefois, le travail de conservation et de classement est rudimentaire et les documents sont simplement regroupés par années. Malgré sa la richesse potentielle de ces documents, ce travail de recherche s'annonce trop chronophage pour pouvoir être poursuivi. De même la direction du département nous donne accès, des chercheurs de l'Observatorio et moi, à ses archives. Nous parvenons à explorer des documents, y compris récents, produits par les services chargés des questions agricoles et de sécurité intérieure du département. Les données sont très intéressantes, non censurées, mais trop éparpillées. Seule une toute petite partie des archives sont classées et cataloguées.

---

<sup>31</sup> Accessible en ligne : [www.archivodelosddhh.gov.co](http://www.archivodelosddhh.gov.co).

<sup>32</sup> Accessible en ligne : [www.eltiempo.com](http://www.eltiempo.com).

Très souvent, mes demandes sont refusées ou restent lettre morte. Le département de police du Magdalena décline ma demande d'accès aux documents produits par ses services de renseignement au cours des années 1980 et 1990. De même, un an et demi après ma sollicitude, le département d'État des États-Unis me répond « qu'il ne peut ni confirmer ni infirmer l'existence ou l'inexistence de documents relatifs à la situation sociale, économique et sécuritaire dans la zone bananière de Santa Marta (Colombie) entre 1975 et 1995 ». Par ailleurs, les archives des syndicats ouvriers et paysans — Sintrainagro, la Centrale Unitaire des Travailleurs de Colombie et Fensuagro — ont été détruites, perdues ou détériorées et le principal syndicat patronal — Asbama — ne donne pas suite à ma demande de consultation.

Je rentre en contact à la fin de l'année 2020 avec deux hommes qui ont été chargés par une ONG et un cabinet d'avocat nord-américain d'enquêter sur les liens entre les deux principales entreprises transnationales et les milices paramilitaires. Ils semblent avoir en leur possession quelques milliers de témoignages et de documents relatant la violence armée au sein des plantations et, au départ, prêts à en me les partager. Toutefois, les conditions de confidentialité m'empêchent d'accéder à ces documents. Ils semblent finalement, à la lecture de quelques extraits et des plaidoiries, peu informatifs. Enfin, le ministère du Travail refuse mes multiples demandes de consultation, malgré le caractère public de ses archives. Les réclamations des ouvriers, des syndicats et des planteurs, les négociations menées devant le ministère, les rapports des inspecteurs y sont consignés. Ces documents n'ont jamais été étudiés et recèlent, je crois, une très grande valeur. Ils pourraient nous permettre d'avancer dans la compréhension des dynamiques entrelacées du travail, du conflit social et du conflit armé dans les plantations de la Zona, mais aussi dans les espaces miniers et les usines urbaines du pays. Ces refus constituent une frustration importante de cette recherche, mais aussi sa principale ligne de fuite.

Parfois cependant, les résultats de ce porte-à-porte s'avèrent positifs. Les Archives Générales de la Nation (*Archivo General de la Nación*, AGN) constituent la principale source d'archives gouvernementales et institutionnelles des études historiques. Si les documents disponibles sont rarement datés après le milieu des années 1970, je peux tout de même consulter des archives portant sur les conflits fonciers et la situation sécuritaire

de la Zona au début des années 1970<sup>33</sup>. De même des rapports du Bureau du procureur général de Colombie produits au cours des années 1990 et publiés par les Archives des Droits Humains éclairent, à travers le regard des autorités policières, le fonctionnement interne et l'économie politique des milices paramilitaires<sup>34</sup>. Par ailleurs, je consulte les documents diplomatiques de l'ambassade des États-Unis à Bogotá ainsi que les documents internes de l'entreprise Chiquita Brand International publiés par les Archives numériques de la sécurité nationale (*Digital National Security Archive, DNSA*)<sup>35</sup>. Ils donnent à voir des éléments d'analyse de la situation politique par les acteurs étatsuniens ainsi que le détail de la relation de protection nouée entre les exportateurs transnationaux et les miliciens paramilitaires.

En juillet 2022, lors de mon retour en Colombie après un second séjour de recherche annulé du fait des conditions sanitaires mondiales, j'obtiens l'autorisation — une fois encore avec la collaboration de l'Observatorio — de consulter les archives du ministère de l'Intérieur<sup>36</sup>. Ces documents sont quasiment inexplorés et recouvrent une grande valeur historique. Ils sont composés principalement de communications entre le ministère et des organismes étatiques, départementaux ou municipaux ; des réclamations envoyées par des individus, des organisations sociales de l'ensemble des secteurs sociaux de tout le pays y compris de la Zona ; des rapports institutionnels sur la situation sociale, économique et sécuritaire de la région. L'exploration de ces documents classés seulement par départements et par années demande un travail important de tri et mon attention se porte plus particulièrement sur la décennie 1982-1994, une période méconnue et peu documentée dans le Magdalena. Ces archives apportent des éléments d'histoire sociale extrêmement riches à propos des réclamations faites par certains secteurs sociaux à l'État ; sur les relations entre groupes sociaux ; sur la perception de la situation par les fonctionnaires locaux et nationaux. Leur analyse permet d'appréhender l'évolution du

---

<sup>33</sup> Les archives de l'AGN sont citées à l'aide des abréviations suivantes : Fd. (fond, « *fundo* ») ; S. (série « *seria* ») ; C. (carton, « *caja* ») ; D. (dossier, « *carpeta* ») ; F. (feuillet, « *folio* »).

<sup>34</sup> Les archives DDHH-CNMH sont citées grâce au lien hypertexte ou au numéro de référence (réf.) attribué au document au sein de la collection.

<sup>35</sup> Cette série d'archives est publiée par l'entreprise Proquest au sein de la collection « Colombia and the U.S.: Political Violence, Narcotics, and Human Rights, 1948–2010 ». Une partie est consultable en ligne : <https://nsarchive.gwu.edu>. Les archives sont citées grâce au lien hypertexte ou au numéro de référence (réf.) attribué au sein de la collection.

<sup>36</sup> Les archives du ministère de l'Intérieur (AMI) sont citées à l'aide des abréviations suivantes : Fd. (fond, « *fundo* ») ; S. (série « *seria* ») ; C. (carton, « *caja* ») ; D. (dossier, « *carpeta* »).

niveau de tension sociale au sein des exploitations et villages de la Zona et le processus d'escalade de la violence.

Enfin, une grande partie des archives que je consulte sont judiciaires. Des documents de l'Unité administrative spéciale pour la gestion de la restitution des terres (URT) — une institution chargée de constituer et de suivre les dossiers de demande de restitution de terres — me sont transmis par des fonctionnaires. Ces documents sont des analyses de contexte et des études de cas qui accompagnent les demandes collectives dans la Zona et contiennent, à ce titre, des analyses ainsi que des extraits d'entretiens, d'archives notariales, de comptes d'entreprises. De même, par l'intermédiaire de Jacobo Grajales et de l'ONG Commission Colombienne de Juristes (*Comisión Colombiana de Juristas*, CCJ), j'ai accès à l'ensemble des pièces qui accompagnent certains procès menés autour de ces mêmes demandes de restitution de terres. Ces dossiers incluent l'ensemble des entretiens menés par la CCJ et l'URT, les preuves constituées ainsi que l'ensemble des pièces apportées par les individus et sociétés constituées en opposition<sup>37</sup>. L'ensemble de ces documents apportent des données à une échelle extrêmement fine d'observation sur les interactions nouées autour de la terre et du travail au sein des plantations entre 1980 et 2000.

Dans le cadre de la loi Justice et Paix adoptée en juin 2005 des enquêtes et des procès sont tenus au cours des quinze années suivantes contre les commandants et sous-commandants paramilitaires ainsi que certains de leurs alliés politiques<sup>38</sup>. Les enquêtes judiciaires, les témoignages et les analyses publiées au sein de ces procès ont été des matériaux centraux dans l'analyse des dynamiques du conflit armé. Les savoirs constitués et relatés par les enquêteurs, les juristes et les juges sont parmi les rares documents qui exposent les détails triviaux de l'organisation de la guerre. Ils induisent aussi des biais de lecture importants<sup>39</sup>. Complétées par l'analyse des procès conduits, aux États-Unis, contre

---

<sup>37</sup> Pour deux cas cependant — ceux des parcelles de terre Las Franciscas et La Isla — je ne dispose pas des documents de l'opposition. Alors qu'il est possible de construire un récit contrasté qui inclut la version des individus accusés d'avoir commandité les expropriations de terre dans les trois autres cas d'étude, le point de vue des requérants en restitution domine au sein de ces deux cas.

<sup>38</sup> Les archives des procès Justice et Paix sont cités à l'aide de numéro de référence attribué par la justice colombienne (*radicado*).

<sup>39</sup> Sur le caractère fragmentaire et heuristique des archives judiciaires, voir le travail essentiel d'Arlette Farge (2013). Sur les biais d'analyse induits au sein des sciences sociales du conflit armé colombien par les usages des archives judiciaires, voir Grajales 2020.

les entreprises d'exportation Chiquita et Dole<sup>40</sup>, l'ensemble de ces archives offrent une image détaillée de l'économie politique des miliciens paramilitaires et de leurs relations avec l'économie agro-industrielle entre 1994 et 2006.

Enfin, si toutes ces archives me permettent de saisir les dynamiques locales des conflits sociaux et des micropolitiques du conflit armé, elles ne suffisent pas à percevoir clairement les évolutions multiscalaires de l'économie agro-industrielle. Pour ce faire, je recours principalement à la littérature grise. Les rapports publiés par l'Incora — l'institution étatique chargée de la réforme agraire — au cours des années 1960 et 1970 documentent le déclin du secteur agro-industriel et l'intervention étatique dans les politiques foncières de la Zona. De même, les rapports et les données produits par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ainsi que les documents de l'organisation patronale des producteurs de bananes Augura me permettent de suivre les transformations de la chaîne de valeur au niveau international et national. Enfin, à un niveau plus local, je recours tout particulièrement aux mémoires d'économie agricole de l'Université du Magdalena publiés entre 1973 et 1998. Ces travaux — quinze au total — apportent des analyses et des données brutes extrêmement précieuses sur les états successifs de la société et de l'économie plantationnaires. Ils décrivent précisément les politiques locales de redistribution de la terre, les dynamiques économiques des petites et grandes exploitations agricoles ou encore les dépenses et les revenus des habitants des villages de la Zona.

## 0.5. Annonce du plan

Quels sont les rapports constitués entre le développement agro-industriel, les profits et les conflits qui en émanent et la violence du conflit armé qui s'y propage ? Pour répondre à cette question la présente recherche est organisée en cinq chapitres.

Le premier d'entre eux est une analyse historique de l'articulation des plaines de Ciénaga aux circuits du commerce agraire mondial et de la production de l'espace agro-industriel. À partir de sources secondaires et en explorant les principaux débats historiographiques,

---

<sup>40</sup> Ces documents sont cités à l'aide des numéros de référence établis par chacun des tribunaux.

je retrace les grandes transformations économiques et les conflits sociaux qui marquent les plantations entre la fin du XIXe siècle et 1964, date à laquelle l'UFC quitte le département. Ce chapitre n'est pas seulement un tableau historique des mécanismes complexes d'intersection entre acteurs locaux et transnationaux au sein de la frontière marchande. Il est aussi un examen de quatre processus influents dans la formation historique de conflits et d'antagonismes sociaux au sein des plantations : les cycles rapides d'expansion et de récession liés aux tendances du marché mondial et à la mobilité du capital étatsunien ; la monopolisation de la terre par les exportateurs transnationaux et les élites rurales ; les conditions d'embauche et de rétribution du travail ; l'externalisation progressive contrôle du travail et des ressources naturelles.

Au cours du deuxième chapitre, j'analyse les facteurs économiques et politiques de la concentration de la terre et des conflits fonciers après le départ de l'UFC (1964-1969) et avant la réactivation du secteur agro-industriel (1983-1987). Dans cette partie, j'étudie les ressorts économiques et politiques et les effets sociaux de la dépression du secteur agroindustriel et de l'intervention étatique qui marquent la région à partir du milieu des années 1960. La crise économique et sociale favorise la promotion par l'État d'une réforme agraire redistributive et la substitution de l'UFC par les institutions publiques. Différents secteurs sociaux de la Zona tentent alors de soutenir, d'entraver ou de réorienter cette intervention. Les propriétaires terriens et planteurs de la Zona cherchent à échapper aux politiques de redistribution de la terre et aux occupations paysannes en divertissant leur production alors que le secteur paysan appuie la redistribution par d'importantes occupations de terres. Les fonctionnaires locaux quant à eux sont divisés entre le soutien à une réforme redistributive et la conservation des structures traditionnelles de l'agro-industrie. Finalement la redistribution des terres est entravée par l'effet conjoint d'un démantèlement politique et législatif de la réforme agraire ; des usages de la violence par les élites rurales et des difficultés économiques de l'économie paysanne. En conséquence, la concentration de la terre héritée des premières décennies de l'économie plantationnaire est reproduite et la terre continue d'être l'objet d'importants conflits d'appropriation.

Le troisième chapitre porte sur la structure et l'organisation commerciale de la chaîne de valeur et son influence sur les formes d'exploitation du travail et le niveau de vie des

habitants de la Zona entre 1983 et 2000. La chaîne de valeur à laquelle est réintégrée la région au cours des années 1980 est caractérisée par un contrôle des exportateurs et des importateurs sur la répartition des profits. La majeure partie est extraite en dehors de l'espace de production. Pour les pays producteurs, les termes de l'échange commercial se dégradent, la compétition augmente et des cycles de surproduction minent leurs profits. Puis mon analyse se tourne vers une profonde contradiction qui traverse la société plantationnaire. D'un côté, les planteurs doivent assurer leurs profits par le maintien d'une rétribution — directe et indirecte — du travail au plus bas et éviter toute organisation des travailleurs susceptible d'augmenter les coûts de production. De l'autre, l'insuffisance des emplois et des salaires au sein des plantations — la surexploitation du travail — et le manque de terres pour l'agriculture vivrière maintiennent de nombreux habitants de la Zona dans la pauvreté. L'organisation syndicale et la lutte pour l'augmentation de la rémunération du travail constituent les seules voies légales pour l'amélioration des conditions de vie dans la société plantationnaire. Les conflits qui émanent de cette contradiction sont investis, au cours des années 1990, par la violence armée.

Au sein du quatrième chapitre, j'examine l'émergence d'acteurs violents dans le bassin agro-industriel, leur intégration à la société rurale et ses conflits ainsi que les demandes de sécurité des élites entre 1982 et 1995. Le développement du commerce de cannabis et de groupes mafieux dans les montagnes de la Sierra Nevada et des villes du département exerce une influence déterminante sur les dynamiques sociales de la Zona. D'une part, une économie de la violence émerge, investie par une myriade de petits groupes armés et impliquant l'ensemble des secteurs sociaux. D'autre part, l'élite sociale et politique est recomposée par de nouveaux acteurs ayant formé leur fortune au sein du commerce illicite et rompu aux usages de la violence. Ces nouveaux riches investissent massivement dans les terres et les cultures de la Zona. À partir de la reprise de l'agro-industrie en 1987 et plus encore après la crise du secteur en 1993, de profonds conflits divisent la société plantationnaire. Ils provoquent la rupture des arrangements sociaux sur la terre, le travail et la sécurité. Bien que moins centraux qu'en période de désarticulation, des conflits pour l'appropriation de la terre opposent toujours certains planteurs à des collectifs paysans. Divers groupes violents s'immiscent peu à peu au sein de ces disputes pour appuyer une occupation de terre ou, au contraire, y mettre un terme par la violence. À la même époque,

de multiples attaques contre la propriété privée et les élites rurales ont lieu. Ces exactions sont le fait des guérillas, mais aussi, en grande partie, de petits groupes de délinquance et de violence privée<sup>41</sup> qui prolifèrent à Ciénaga et dans la Zona. À la terre et à l'insécurité s'ajoute l'expression violente des conflits du travail. Les archives orales et écrites indiquent comment les disputes entre ouvriers et patrons sont investies par les groupes de guérilla et paramilitaires locaux dont la violence vise les travailleurs, syndicalistes, contremaîtres et administrateurs. À mesure que les élites rurales sont rendues plus vulnérables par la crise de contrôle qui touche la Zona, leurs demandes de sécurité et leur propension à faire appel à la violence privée augmentent.

Le cinquième et dernier chapitre relate l'instauration de l'hégémonie paramilitaire et d'un ordre social favorable au développement de l'économie plantationnaire. À partir de 1996, l'organisation bientôt dénommée Autodéfenses Unies de Colombie (*Autodefensas Unidas de Colombia*, AUC) initie son expansion militaire dans le nord-est de la Colombie. Ce mouvement répond à une stratégie autonome d'accumulation économique, mais aussi aux demandes de violence privée de certains secteurs sociaux. Le groupe acquiert le contrôle militaire et politique de la Zona à partir de la fin des années 1990. Les contributions, volontaires ou forcées, des planteurs et des entreprises constituent la principale source de financement du groupe. Toutefois, la sécurité apportée par les AUC ne se réduit pas à la protection des exploitations, des marchandises et du personnel de chaque entreprise. Elle est une politique plus large de maintien de l'ordre qui vise à instaurer, par le biais d'une très grande violence, un environnement commercial stable et propice à la production agricole et à la compétitivité internationale. L'analyse de cinq cas de demandes de restitution de terres par des collectifs démontre deux points centraux. Premièrement, malgré la crise économique et le conflit armé qui marquent la seconde moitié des années 1990, un tissu d'organisations politiques et communautaires est actif pour stimuler la reprise de terres et la formation de coopératives de production. Secondement, les miliciens paramilitaires répriment systématiquement ces organisations collectives et favorisent le retour des terres aux mains de certains planteurs. Cette violence soutient dès lors la séparation du capital et du travail et l'intégration des terres

---

<sup>41</sup> J'utiliserai ici le terme de groupes de violence privée comme une catégorie qui inclut les groupes paramilitaires, mais aussi des formations plus petites, qui vendent des services violents, mais dont la structure ne s'apparente pas à une institution militaire et dont l'identité politique n'est pas liée à la contre-insurrection et à l'autodéfense.

et de la main-d'œuvre à l'agro-industrie extractiviste. Cette violence extrême se dirige contre tous les individus et organisations signalés comme des « collaborateurs de la guérilla », mais frappe aussi lourdement les petites organisations de délinquance. Le « nettoyage social » opéré par les AUC dans la Zona est une politique réactionnaire violente qui vise à gagner un soutien populaire et à produire l'ordre social promu par les miliciens et leurs alliés sociaux. Il s'accompagne d'une répression violente et systématique des syndicalistes qui anéantit la capacité de négociation et de conflit au sein des plantations et affaiblit durablement les capacités de mobilisation collective des travailleurs.

Enfin, au sein de la conclusion je reviens sur la nécessité d'analyser l'encastrement social et politique local de la violence dans l'étude du conflit armé colombien et plus généralement des conflits pour les ressources naturelles. Je reprends alors les trois axes centraux de cette recherche : la formation de conflits et d'antagonismes sociaux au sein des plantations ; l'articulation de ces conflits aux dynamiques du conflit armé ; le rôle opérant de la violence dans le développement agro-industriel de la Zona. Finalement, j'explore les différentes réflexions théoriques et terrains initiés ou restés inexplorés au cours de cette recherche qui pourraient être approfondis dans le cadre de travaux futurs.



## CHAPITRE 1. LA PRODUCTION DE L'ESPACE PLANTATIONNAIRE ET SES CONTRADICTIONS SOCIALES (1890 - 1964)

Lorsqu'on servit à table le régime de bananes tigrées qu'on suspendait parfois dans la salle à manger à l'heure du déjeuner, il détacha le premier fruit sans grand enthousiasme. Mais tout en parlant, in continua à manger, savourant, mastiquant, avec une distraction d'intellectuel plutôt que l'air de se régaler du gros mangeur, puis, venu à bout du premier régime, il supplia qu'on lui en apportât un second. Il sortit alors de la boîte à outils qui ne le quittait jamais un petit étui contenant des instruments d'optique. Avec l'attention perplexe d'un courtier en diamants, il examina scrupuleusement une banane, la sectionnant avec un bistouri spécial, pesant chacun des morceaux sur un trébuchet de pharmacien et calculant leur diamètre avec une jauge d'armurier.

Garbriel García Márquez, *Cent ans de solitude*, Gallimard, 1995 [1968], p. 386.

Comment un espace de production est-il intégré aux circuits du commerce mondial et quels sont les effets sociaux d'une telle intégration ? Quels sont les acteurs et les conflits sociaux, économiques et politiques que produisent les processus de transformation capitaliste, générés par l'intersection entre le local et le transnational ? Comment, au sein de ces espaces, les groupes sociaux s'adaptent-ils aux dynamiques et aux acteurs transnationaux et comment l'impact de ces derniers est-il conditionné par des mécanismes locaux ? L'ensemble de ces questions sont centrales dans l'étude géohistorique du commerce mondial et de son fonctionnement au sein des usines, des ateliers et des plantations où sont façonnées ses marchandises. Elles interrogent précisément l'évolution des relations sociales au sein des espaces périphériques dans leur interaction avec les chaînes de valeur mondiales (Havice et Campling 2013 ; Werner et Bair 2019).

Dans le Magdalena, l'interaction entre l'espace rural caribéen et le capital agro-industriel étatsunien est l'objet d'une vaste littérature. Une lecture moderniste prête d'abord à la spécialisation dans l'exportation de produits agricoles tropicaux les vertus d'un développement socio-économique régional prospère. Contre cette lecture, des travaux historiques inspirés des théories de la dépendance développent, au cours des années 1970, une critique radicale de l'économie plantationnaire. Ces études soulignent le monopole de l'UFC sur la terre et les infrastructures ainsi que la dépendance des planteurs. Elles étudient le rôle de l'Etat et des élites rurales dans la formation de cette économie d'enclave et la répression des mouvements sociaux (White 1978; Botero Herrera et Guzmán Barney 1977; LeGrand 1984; Cantor 2002)<sup>42</sup>. En somme, elles analysent l'économie plantationnaire comme l'alliance du capital international et d'élites rurales dépendantes visant à fournir une main-d'œuvre bon marché, des marchandises bon marché et des taux de profit élevés. Elles décrivent le un *développement désarticulé*<sup>43</sup>, exposé à des contradictions sociales internes et aux mouvements des marchés mondiaux.

Toutefois, dans la continuité des critiques du fonctionnalisme des théories de la dépendance, cette lecture est interrogée par des auteurs prêtant une attention plus détaillée et nuancée à l'agentivité des acteurs locaux (LeGrand 2006). Les travaux d'histoire culturelle (LeGrand 1998) et économique (Bucheli 2003; 2004; 2005; Vilorio de la Hoz 2009; 2015; 2018; Posada Carbó 1998b; 1998a) de la Zona complexifient l'image simpliste d'une domination totale du capital international et de la reproduction du sous-développement. Ils soulignent en particulier la formation d'une classe d'entrepreneurs locaux et l'importance de son interaction avec le capital étranger. Au milieu des années 2010, une troisième génération de travaux souligne de nouveau les dysfonctionnements économiques, sociaux et environnementaux de l'expansion des

---

<sup>42</sup> Ces travaux s'inscrivent dans une critique à la fois académique et sociale de la présence de l'UFC en Amérique latine (p.ex. Kepner et Soothill 1935; Slutsky et Alonso 1981), ainsi que dans une contestation plus générale de l'impérialisme étatsunien dans les Amériques. Ils sont aussi inspirés des analyses des économies plantationnaires par le prisme des théories de la dépendance (Beckford 1999 [1972]; Ramiro et Sánchez 1964; Mandle 1972).

<sup>43</sup> Un développement désarticulé définit, dans les termes d'Alain de Janvry, l'absence de liens avec les secteurs industriels situés en amont et en aval (la désarticulation sectorielle) et la détermination de la capacité à consommer par les demandes d'exportation (la désarticulation sociale). Critique du caractère fonctionnaliste de la notion de désarticulation chez Samir Amin (1973), de Janvry note cependant que l'accumulation désarticulée promue par l'alliance d'un capital international, d'une bourgeoisie dépendante et d'élites terriennes prévaut en Amérique latine. Elle est le fondement des cycles de crise et d'appauvrissement qui touchent de nombreux espaces ruraux au milieu du XXe siècle (1981, chap. 1 et 2).

bananeraies au début du XXe siècle (Viloria de la Hoz 2015 ; Meza 2014 ; Torres 2016 ; Abello Vives 2015 ; Gilard 2017a).

L'exploration de cette littérature et de ses débats apporte une compréhension détaillée des conditions historiques de formation de l'économie et de la société plantationnaire. L'argument principal du présent chapitre est le suivant : l'articulation à la chaîne de valeur génère, dans la Zona, de la prospérité commerciale et du conflit social. La distribution inégale des profits qui sont extraits en dehors de l'espace de production, par la compagnie et les élites rurales, ainsi que la concentration de la terre et l'exploitation d'un travail bon marché sont les sources d'antagonismes et de conflits entre les différents groupes sociaux. Ces conflits sont façonnés par la structure de l'économie plantationnaire et les cycles d'investissement et de désinvestissement du capital transnational.

Dans un premier temps, j'observerai que les plaines de Ciénaga, après avoir été exemptes de plantations, sont articulées à l'agro-industrie naissante sous l'effet conjoint du capital étatsunien, des élites rurales et de l'Etat colombien. Puis, j'examinerai trois éléments centraux du développement de cette économie : le contrôle de la production par l'exportateur, la concentration de la terre et les formes d'exploitation du travail. Je prêterai attention, en particulier, aux conflictualités formées autour des conditions de travail et de vie des ouvriers et des habitants de la Zona ainsi qu'aux formes d'appropriation des terres. Enfin, dans une troisième partie, je montrerai qu'après la violente répression de la grève de 1928 et face aux multiples contestations de ses intérêts, l'UFC se dégage progressivement de la production afin d'externaliser le régime local de contrôle du travail et des ressources naturelles.

### 1.1. L'articulation d'un espace aux échanges commerciaux internationaux

Alors que l'économie plantationnaire basée sur le travail des esclaves est devenue une structure économique majeure dans les colonies d'Amérique Latine et de la Caraïbe au XIXe siècle, son implémentation sur la côte caribéenne de Colombie est plus tardive. Elle attend l'essor du commerce de produits tropicaux vers l'Europe et les États-Unis.

L'articulation de ces espaces de production à la consommation au sein des centres de l'économie mondiale est le produit de l'expansion spatiale du capital étatsunien, des politiques étatiques de stimulation de l'agriculture d'exportation et enfin des efforts des élites rurales locales pour accéder aux marchés internationaux. Elles relèvent aussi des nouvelles capacités techniques des exportateurs à connecter les espaces de production et de consommation ainsi que de la consolidation d'un régime alimentaire mondial. Si cette économie présente des aspects communs aux plantations coloniales développées jusqu'alors dans la Caraïbe, en Colombie, elle constitue une rupture avec l'héritage colonial espagnol et marque l'émergence de l'économie plantationnaire agro-industrielle.

### *1.1.1. Du sous-développement colonial à l'intégration commerciale des plaines de Ciénaga*

#### 1.1.1.1. L'absence de plantations dans la caraïbe colombienne et les plaines de Ciénaga

Dans son histoire du sous-développement de la côte caribéenne colombienne, l'historien Adolfo Meisel Roca s'interroge : « pourquoi les plantations n'ont-elles pas prospéré après la décolonisation ? » (2009, 40). En effet, les plantations de cannes à sucre s'étendent depuis la fin du XVIIe siècle dans les colonies européennes de la Caraïbe et, au milieu du XIXe siècle, l'économie sucrière de Cuba est l'une des plus prospères de la région<sup>44</sup>. De même, l'essor du capitalisme européen au XIXe siècle génère une demande croissante de matière première et d'aliments, stimulant ainsi l'exportation de produits tropicaux, comme le café, le sucre et le cacao. Le système plantationnaire devient un marqueur fondamental des sociétés caribéennes (Wolf et Mintz 1957) sans inclure toutefois la côte colombienne.

Cette tendance est le résultat de la structure économique de la colonisation espagnole. Les restrictions des volumes pouvant être importés vers la métropole et la préférence subséquente des armateurs espagnols pour des marchandises à haute rentabilité orientent l'économie des territoires riches en ressources minières vers l'extraction d'or et d'argent (Abello Vives 2015, chap. 3). À la fin du XVIIIe siècle, la couronne reste sourde

---

<sup>44</sup> Sur la généalogie de l'économie plantationnaire sucrière dans les Caraïbes et notamment à Cuba, voir, entre autres, les travaux liminaires Moreno Fraginals 1978 et Mintz 1985.

aux demandes des élites de Carthagène et de Santa Marta de soutien à la culture de produits tropicaux. Les métaux précieux représentent toujours l'écrasante majorité des exportations (Brading 1990, 108 ; Helg 2005, 53-54). De même, les violences politiques qui agitent la région — notamment au cours de la guerre d'indépendance (1810-1819) — constituent des freins à la modernisation agricole tout comme le manque de main-d'œuvre disponible. À défaut d'être converties en plantations orientées vers le marché international, les grandes exploitations agricoles de la région perpétuent le système de production des haciendas coloniales<sup>45</sup>.

À la fin de la période coloniale donc, l'économie agricole de la province de Santa Marta et des plaines de Ciénaga se trouve, malgré la grande fertilité de ses sols, largement sous-développée. La guerre menée par les colons contre les indigènes Chimilas au milieu du XVIIIe siècle, l'accaparement de leur territoire et de leur force de travail a bien permis l'établissement d'éleveurs, de producteurs de tabac, de café et de cacao<sup>46</sup>. Toutefois, devant le faible soutien des autorités politique<sup>47</sup>, le manque de main-d'œuvre<sup>48</sup> et les épisodes d'affrontements militaires<sup>49</sup>, la colonisation agricole de la région reste lente et précaire au début du XIXe siècle. La sous-exploitation des sols, la faiblesse des réseaux commerciaux et la faible densité de population perdurent au cours des décennies suivantes<sup>50</sup>. Ainsi, au milieu du XIXe siècle, les plaines de Ciénaga sont parsemées de quelques haciendas dédiées à la culture du tabac et du cacao ainsi que de petites fermes d'élevage et d'agriculture vivrière (Botero Herrera et Guzmán Barney 1977, 314).

---

<sup>45</sup> Pour une différenciation détaillée de ces deux systèmes de production, voir Wolf et Mintz 1957 ; Beckford 1999.

<sup>46</sup> Sur la guerre des autorités coloniales contre les indigènes Chimilas et leur exploitation au sein des haciendas, voir Romero 2009 ; Mendoza et al. 1995 ; Tobón 1977 ; Vilorio De la Hoz 2018.

<sup>47</sup> Si des programmes de colonisation agricole des plaines de Ciénaga sont menés, le soutien des autorités coloniales est trop faible pour en assurer la pérennité (Vilorio De la Hoz 2018, 35-37).

<sup>48</sup> Pour subvenir au manque de main-d'œuvre au sein des haciendas ainsi qu'à l'affaiblissement et l'insubordination des travailleurs indigènes, les autorités espagnoles cherchent à introduire et à amplifier la population de travailleurs esclaves. Cependant, l'exclusivité du commerce d'esclaves attribuée à Carthagène jusqu'en 1791 puis le manque de capitaux empêchent les propriétaires terriens de la région d'importer un nombre d'esclaves suffisant. (Romero 2009, 55-70 ; Voir aussi Benei 2018 ; Elías-Caro 2009).

<sup>49</sup> Au sortir de la guerre d'indépendance et des combats qui opposent les villes de Santa Marta et de Carthagène, la région est décrite par le vice-roi comme « appauvrie à l'extrême par la cessation de son agriculture lors de la guerre, et de son petit commerce faute de coton et de cacao, qui étaient les seuls fruits d'exportation qu'elle avait, bien qu'en quantité limitée. » (Romero 2009, 65).

<sup>50</sup> Ces tendances sont soulignées par les recensements de population et de marchandises envoyés par les districts, cantons et villages au gouverneur de la province (Romero 2009, 46).

### 1.1.1.2. La production étatique et commerciale de la frontière marchande

L'intégration des plaines de Ciénaga au commerce international s'inscrit dans le cadre des politiques nationales de développement par l'exportation des matières premières sur les marchés européens et nord-américains. Le premier boom de l'agriculture d'exportation en Colombie intervient au cours des années 1840, constitué d'une succession de courts essors des exportations de tabac, de coton, d'indigo et de textiles selon les conjonctures des prix internationaux (Ocampo 1984 ; Melo 2007 ; Ocampo et Colmenares Guerra 2017). Puis, la demande de café, de tabac, de cacao sur les marchés européens stimule, dans la seconde moitié du XIXe siècle, une expansion rapide de l'agriculture commerciale dans les espaces ruraux (LeGrand 1984).

Les plantations de café de l'intérieur du pays, dans la région des Andes, dominent dès lors l'économie nationale et deviennent le modèle d'un développement orienté vers l'exportation<sup>51</sup>. Dans les espaces ruraux périphériques où la culture du café est limitée ou absente<sup>52</sup>, mais dont les caractéristiques géographiques permettent une connexion aux marchés mondiaux, la transition à l'agriculture commerciale se fait à partir d'autres cultures. Dans les plaines de Ciénaga, l'agriculture commerciale du cacao, du tabac et de la canne à sucre connaît un essor au cours des années 1870. Ses terres attirent des paysans sans terre, des commerçants et des grands propriétaires. De même, des entrepreneurs agricoles allemands, français, anglais ou hollandais, parfois issus des colonies caraïbéennes, achètent des terres et initient la connexion de la région avec les marchés extérieurs (LeGrand 1998, 343 ; Vilorio de la Hoz 2018).

---

<sup>51</sup> Le commerce du café domine les exportations du pays jusqu'au début des années 1970. Il permet de développer les infrastructures de production et de transport au sein des zones rurales du centre du pays. Il joue un rôle fondamental dans le financement de l'industrie naissante et aboutit la formation d'une classe moyenne paysanne ample et consolidée. <sup>51</sup> Sur le rôle de l'économie du café dans l'économie colombienne, voir entre autres (Arango 1977 ; Palacios 1980 ; Absalon Machado 1990 ; Bergquist 2006).

<sup>52</sup> Dans le Magdalena, seule une petite partie des terres sont aptes à la culture du café. Dans la zone montagneuse de la Sierra Nevada, bien qu'isolée des centres de production et de distribution de l'intérieur, la culture du café commence dès les années 1850 à s'étendre sur les versants sud et sud-est du massif. Mais à mesure que les tentatives de colonisation agricole entreprises par des aventuriers et commerçants européens ou nord-américains et soutenus par les autorités locales se heurtent aux conditions orographiques, aux maladies ou à l'opposition des autorités indigènes, la production peine à se développer et stagne jusqu'au début du XXe siècle (Vilorio De la Hoz 2018 ; 1995).

Ce mouvement de colonisation agricole est soutenu par une politique étatique de concessions de « *baldíos* », des terres non enregistrées au profit d'un propriétaire privé. Utilisée par l'Etat pour rétribuer des militaires, politiciens ou commerçants, pour attirer des capitaux étrangers ou légaliser les terres exploitées par des colons<sup>53</sup>, la concession de terre est un instrument important de la stimulation de l'agriculture commerciale, mais aussi un levier de la concentration des terres au cours du XIXe siècle. Dans les plaines agricoles de Ciénaga, de 1861 à 1874, plus de seize mille hectares sont ainsi attribués à de grands propriétaires de la région (Viloria de la Hoz 2009, 7). La capacité qu'ont les familles traditionnelles de la région à manipuler ces concessions étatiques au cours de la seconde moitié du XIXe siècle se révèle décisive dans la concentration des terres qui prévaut dès lors dans ces plaines (Viloria de la Hoz 2015). Cette politique est aussi déterminante dans l'attrait des capitaux étrangers. Au début des années 1870, la Compagnie Immobilière et Agricole de Colombie, s'installe dans la région et met près de vingt mille hectares de terres en culture, ouvrant le marché français et stimulant la production régionale de cacao (Botero Herrera et Guzmán Barney 1977, 316).

Ainsi, à la fin du XIXe siècle, la vocation agro-industrielle et l'articulation aux marchés internationaux transforment les paysages, les modes de vie et les modes de production des plaines de Ciénaga. Toutefois, ces changements ne sont guère qu'un avant-goût des transformations radicales que la région connaît au cours de son articulation au commerce international de bananes.

### *1.1.2. Cultiver les sols, connecter les espaces et transformer les goûts*

Cette rupture est une partie d'un processus plus général d'expansion du capital agricole étatsunien et d'agro-industrialisation du régime alimentaire mondial. Le sel, le sucre et le thé font depuis longtemps l'objet d'un commerce à longues distances. De même les pouvoirs européens ont développé des productions tropicales au sein des colonies telles que le sucre, le café, le tabac, ou le thé qui ont intégré, au cours du XIXe siècle, les habitudes alimentaires des Européens (p.ex. Mintz 2014 ; Breman 2015). À mesure que des liaisons commerciales s'établissent et que le goût des populations du centre se transforme, de

---

<sup>53</sup> Le terme de colon ne fait pas ici référence à des individus liés au pouvoir colonial espagnol, mais à des paysans sans terre qui s'installent sur des terres publiques afin d'y pratiquer l'agriculture vivrière.

nouvelles denrées sont incorporées à ce régime alimentaire global. Le commerce de banane constitue le système précurseur de ce qui deviendra au cours du XXe siècle le commerce international de fruits et légumes frais (Friedland 1994 ; 2004). Plus précisément, la transformation des plaines de Ciénaga et l'émergence du système agro-industriel sont les produits du développement des plantations ; des progrès techniques et de l'expansion commerciale des exportateurs nord-américains et enfin de l'intégration de la banane au régime alimentaire occidental.

En raison de sa périssabilité, la banane ne peut faire l'objet d'un commerce à grande échelle<sup>54</sup> avant l'utilisation de bateaux à vapeur réfrigérés. Ces derniers permettent de retarder le cycle de maturation des fruits au cours du transport. Ils sont notamment développés par la Boston Fruit Company, une entreprise fondée en 1885 et ayant initié des importations de bananes depuis la Jamaïque. De même, les bananeraies apparaissent sur le continent latino-américain sous l'effet du développement des réseaux ferroviaires<sup>55</sup>.

Dans la Colombie de la fin du XIXe siècle, le réseau ferroviaire est encore largement sous-développé (Safford et Palacios 2002, 235). Le projet gouvernemental de construction d'un chemin de fer reliant le trafic fluvial du fleuve Magdalena au port de Santa Marta peine à se réaliser. Suite à l'échec de l'Etat et du capital national à développer la ligne, les conditions du contrat sont rendues plus avantageuses pour inciter l'investissement privé. La concession du chemin de fer est cédée, en 1890, à la Santa Marta Railway Company, société fondée par Minor C. Keith. L'homme d'affaires s'établit dans la région avec une seconde entreprise, la Colombian Land Company, chargée d'acheter des terres et d'implanter des bananeraies (Botero Herrera et Guzmán Barney 1977, 323).

---

<sup>54</sup> Le délai de maturation du fruit est de quatre à cinq semaines. Il doit être cueilli encore vert, transporté vers un port, chargé sur un navire, acheminé vers les marchés, distribué aux grossistes et primeurs alors que le cycle de maturation se finalise. Les premières tentatives d'importations depuis la Caraïbe vers les États-Unis sans systèmes de réfrigération sont des échecs (Bucheli 2013, 47 ; Wiley 2008, 36).

<sup>55</sup> Au début des années 1870, en contrepartie de la construction d'une ligne ferroviaire au Costa Rica, l'entrepreneur Minor C. Keith obtient la concession de près de 120 000 hectares de terre improductive sans taxe foncière. Ce type d'accords devient le prototype des concessions qui permettent l'attrait des capitaux étrangers dans la Caraïbe et l'Amérique centrale (Wiley 2008, 7). Une décennie plus tard, alors que le chantier a péniblement relié le littoral à l'intérieur du pays et s'avère déficitaire, les bananes cultivées tout au long du chemin de fer afin de nourrir les travailleurs du chantier deviennent l'objet d'un commerce florissant.

Le travail de Fernando Botero et Alvaro Guzmán Barney relate avec une grande précision la technification de l'agriculture. Il décrit la construction, au cours des années 1890, des quatre stations de train parcourant l'ensemble de ce que l'on commence à dénommer la «Zona Bananera»; l'installation d'un télégraphe parallèle à la ligne ferroviaire, la construction de canaux d'irrigation et surtout, la prolifération des bananeraies contrôlées par la Colombian Land Company à mesure que les rails avancent dans les terres du département.

En 1899, suite à des problèmes financiers, l'entreprise de Minor C. Keith fusionne avec la Boston Fruit Company et donne naissance à la United Fruit Company<sup>56</sup>. L'association de la construction des réseaux ferroviaires et de l'expansion des plantations de bananes sur des terres cédées par l'État constitue la stratégie d'expansion de l'UFC sur l'ensemble du continent (voir figure 1). Par exemple, le gouvernement guatémaltèque se tourne, en 1900 vers le constructeur et planteur qui accède ainsi à 23 000 hectares de terres. Au Honduras, l'UFC capte une partie de la construction ferroviaire reliant l'intérieur du pays au littoral caraïbéen contre près de 160 000 hectares. Au Panama, peu après l'indépendance de 1904, la compagnie développe un réseau depuis les zones de production à la frontière du Costa Rica jusqu'au port d'Almirante (Chapman 2014, 135).

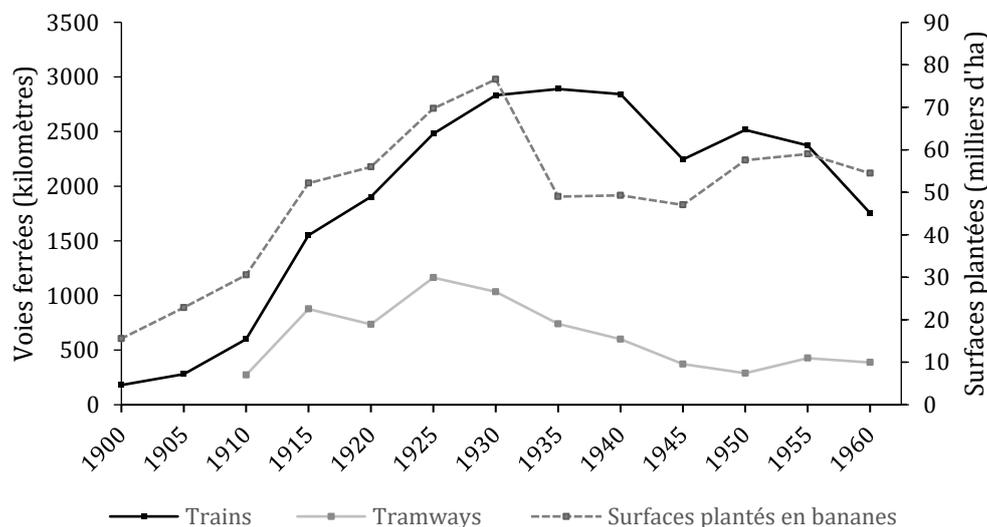


Figure 1, Exploitation de chemins de fer et surfaces de bananeraies plantées par l'UFC de 1900 à 1960, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : Maillard 1991

<sup>56</sup> La compagnie réunit ainsi les actifs des deux entreprises : le réseau ferroviaire, les plantations en Amérique Centrale et en Colombie, le marché au sud des États-Unis de Minor C. Keith ; le commerce antillais, les bateaux à vapeur et le marché du nord-est de la Boston Fruit Company (Bucheli 2013, 50).

Parallèlement au déploiement des infrastructures de production et de transport, c'est l'entrée de la banane dans le régime alimentaire occidental qui stimule l'essor des plantations. En Europe, malgré le commerce des productions coloniales vers les métropoles, la consommation est encore faible à l'orée du XXe siècle (Clegg 2002, 25 ; Chevalier 1944, 117). Aux États-Unis cependant, les importations augmentent rapidement au début du siècle et le fruit passe d'un produit de luxe, servi dans les hôtels et restaurants, à un produit peu coûteux et populaire<sup>57</sup>.

Le prix des marchandises baisse sous l'effet de l'augmentation de la production, du perfectionnement des conditions de transport à l'intérieur des États-Unis et de l'émergence d'un marché de fruits à prix réduit (« ship ripens ») dans les ports nord-américains (Soluri 2005, 37). Il est le premier fruit tropical à être disponible toute l'année et on le vante pour ses qualités nutritives et ses effets bénéfiques sur la santé. En l'espace de moins de deux décennies, la banane intègre le régime alimentaire des États-Unis, en passant d'un fruit de luxe à la fin du XIXe siècle au « fruit du pauvre » au début des années 1910 (Bucheli 2013, 32).

L'articulation des plaines de Ciénaga est le résultat d'acteurs et de processus multiples. L'Etat colombien, les capitalistes étrangers, les élites rurales ou encore les consommateurs occidentaux participent tous à l'expansion des plantations agro-industrielles. Cet entrelacement d'intérêts, d'actions et d'espaces résulte en une transformation radicale des paysages et des formations sociales dans la Zona.

## 1.2. L'intégration verticale et ses contradictions sociales

Natif de la région, Gabriel Garcia Marquez saisit ces bouleversements à travers l'image de la hojarasca :

« Soudain, comme si un tourbillon avait pris racine au centre du village,  
la compagnie bananière arriva, poursuivie par la hojarasca. [...] Puis le

---

<sup>57</sup> Dans une histoire culturelle de la banane aux États-Unis, Virginia Jenkins, retrace cette transformation des représentations, l'introduction de la banane au sein des recettes populaires et sa représentation dans le cinéma muet comme un aliment de consommation de masse et accessible aux pauvres (2014).

train siffla pour la première fois. La hojarasca tourbillonna et vint à sa rencontre et au retour elle perdit de sa fougue, mais elle y gagna unité et solidité ; après quoi elle subit le processus naturel de fermentation et s'intégra aux germes de la terre. » (2006, 9-11)

La hojarasca désigne ces feuilles que charrie la tempête, le tumulte qui accompagne la transformation radicale de la frontière marchande. Une fois au sol, elles forment un tapis de feuilles mortes qui épouse la terre. Cette image littéraire évoque le caractère à la fois brusque et tourmenté de cette articulation. Elle incarne ses effets sociaux et environnementaux durables.

À rebours d'une représentation d'une compagnie étrangère toute-puissante qui entreprendrait le sous-développement (White 1978 ; Botero Herrera et Guzmán Barney 1977 ; LeGrand 1984), l'histoire économique de la Zona s'attache à souligner l'agentivité des planteurs locaux et leurs prises sur le capital transnational (Posada Carbó 1998a ; Bucheli 2005 ; Vilorio de la Hoz 2009). Eduardo Posada Carbó souligne notamment le développement d'un tissu économique régional et l'édification d'infrastructures productives et sociales. L'apport de capitaux et le financement des infrastructures de transport, d'irrigation, de santé ; le système de crédits et la formation d'entrepreneurs qui s'établissent dans d'autres secteurs commerciaux ; les hauts salaires ouvriers et la formation d'une classe moyenne dans la Zona sont autant d'éléments qui contrastent avec une lecture univoque de l'enclave impérialiste (Posada Carbó 1998a, 351-68).

Si de telles nuances s'avèrent précieuses, cette lecture souffre toutefois de biais importants. Le premier concerne la concentration des objets et des sources de ces recherches sur les acteurs commerciaux et l'élite rurale. Formant une histoire de la Zona « par le haut », ces travaux sont logiquement sujets à un « biais d'inclusion » valorisant les possibilités et les avantages de l'articulation d'un espace périphérique au commerce international<sup>58</sup>. Deuxièmement, si l'interrogation sur le caractère d'enclave de la Zona met

---

<sup>58</sup> Ce « biais d'inclusion » est formulé par Marion Werner et Jennifer Bair à propos des études des chaînes de valeur (Werner et Bair 2019). Bien que traitant de manière plus détaillée des classes sociales subalternes, et peut-être même a fortiori, les travaux de Marcelo Bucheli et de Joaquín Vilorio De la Hoz sont aussi sujets à un tel biais.

en cause de façon pertinente le réductionnisme économique des approches « dépendantiste », les preuves apportées par Eduardo Posada Carbó sur la diversification sectorielle qui accompagne l'économie plantationnaire apparaissent trop fragiles pour argumenter d'un développement socialement et économiquement articulé. Des travaux historiques antérieurs montrent de manière probante la tendance monopolistique<sup>59</sup> à la fois d'une entreprise, la United Fruit Company, et d'une activité, la monoculture agro-industrielle (White 1978; Botero Herrera et Guzmán Barney 1977). De même, des recherches récentes soulignent la faible autonomie des planteurs locaux et l'endiguement de la diversification agricole au début du siècle (Viloria de la Hoz 2015; Meza 2014; Torres 2016).

L'économie plantationnaire est à l'origine de profonds clivages sociaux. Les conflits pour le contrôle de la production, autour des conditions de vie et de travail des habitants de la Zona et pour l'accès aux ressources naturelles sont les témoins d'un développement hautement inégalitaire au sein duquel l'hégémonie de l'UFC et des élites rurales est l'objet de contestations importantes.

### *1.2.1. L'intégration économique verticale de la région*

Le modèle économique originel de l'UFC est conçu de telle manière à incorporer et assurer l'ensemble des activités de production, de transport et d'importation afin de minimiser les risques de pertes de marchandise et de garantir un flux commercial continu depuis les sites de production jusqu'aux marchés finaux. Si cette intégration verticale est sujette à des variations selon les régions et leurs environnements politiques, trois caractéristiques sont cependant communes : le contrôle de la terre, des infrastructures de production et de transport (Wiley 2008; Soluri 2005; Striffler et Moberg 2003).

Au commencement du XXe siècle, l'implantation de l'UFC dans la Zona Bananera est largement soutenue par l'État colombien et plus particulièrement par la politique de modernisation et de stimulation des exportations agricoles du gouvernement de Rafael

---

<sup>59</sup> Bucheli utilise la terminologie de monopsonne pour définir le rapport de l'UFC, seul acheteur, à de multiples producteurs. Toutefois le contrôle de l'exportateur sur la production et sur les producteurs associés indique un fort degré de dépendance des planteurs locaux et restreint la pertinence du concept de monopsonne dans le cas de la Zona.

Reyes (1904-1909). Au sortir de la guerre des mille jours (1899-1902) entre conservateurs et libéraux qui a ravagé le pays et tout particulièrement la région Atlantique, le gouvernement voit dans la promotion du commerce extérieur l'opportunité de surmonter la crise économique et politique qui agite la région. Le soutien aux plantations constitue une politique importante du gouvernement. Les exemptions fiscales ; les crédits accordés en fonction du nombre d'hectares cultivés ; l'attribution de grandes quantités de terres publiques aux planteurs et à la multinationale stimule l'essor de l'industrie bananière (White 1978 ; Meza 2014).

L'économie plantationnaire se développe par le biais de la monopolisation des terres. Pendant les premières décennies du 20<sup>e</sup> siècle, la United Fruit Company étend ses propriétés en occupant progressivement les terres publiques, avec l'aide des autorités étatiques, mais aussi grâce à la corruption d'élus locaux et de notaires (Botero Herrera et Guzmán Barney 1977 ; LeGrand 1984). L'arrivée de l'entreprise stimule une forte augmentation du prix de la terre et l'expansion du régime de propriété privée dans la région. Les grands propriétaires terriens régionaux font valoir leurs titres anciens sur ces terres ou établissent des demandes d'attribution de terres publiques afin de réaliser des ventes avantageuses à la compagnie (Viloria de la Hoz 2018)<sup>60</sup>.

Ce processus n'est pas propre à l'expérience colombienne de l'UFC, mais s'intègre à une stratégie menée dans l'ensemble des espaces de production. Le modèle d'acquisition de ressources naturelles et de terres concédées contre la construction de lignes ferroviaires est poursuivi tout au long de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. En contrepartie de l'édification de jetées, de chemins de fer et de lignes télégraphiques, l'UFC reçoit des droits sur le sol, des ressources minérales, de l'eau, du bois et des exemptions de taxes. Sa puissance juridique et économique lui permet d'utiliser toutes les voies — légales et extra-légales — d'accumulation de terres. En 1930, l'UFC détient plus de 1 400 000 d'hectares de terres (Bucheli 2003, 82), dont 60 000 dans le nord Magdalena (LeGrand 1984, 183). La figure 5 illustre l'arpentage des géomètres de l'UFC, les

---

<sup>60</sup> L'appropriation des terres est d'autant plus compétitive que l'espace apte à la culture des bananes est limité. Ainsi, la proximité du chemin de fer, les conditions d'irrigation, l'exposition au vent et la qualité des sols constituent autant d'éléments qui différencient la qualité des parcelles et limitent la quantité de terre exploitable (Maillard 1972, 398).

techniques d'observation et de mesure ainsi que le découpage des parcelles qui accompagnent la production des plantations.



*Figure 2, Photographie d'un géomètre qui arpente les plantations de la Zona Bananera, 1926, Ciénaga, Source : United Fruit Company Photograph Collection. Baker Library, Harvard Business School*

La compagnie laisse une grande partie — près de 86 % — de ces terres inexploitées, mises en jachère, dédiées à l'élevage extensif ou simplement conservées pour des investissements futurs (Wiley 2008, 29). Dans les plaines de Ciénaga, sur les 60 000 hectares que possède la compagnie, 16 000 sont des plantations de bananes et quelques milliers d'hectares sont consacrés à l'élevage de bétail (LeGrand 1984, 183). Cette stratégie d'accumulation et de monopole de la terre vise à endiguer à la fois le développement de la maladie de Panama<sup>61</sup> et l'établissement d'exportateurs concurrents. Elle a pour effet de restreindre les opportunités d'appropriation foncière des paysans

---

<sup>61</sup> Ce pathogène qui attaque les racines du bananier et dont la réplication est favorisée par la monoculture d'une seule et même espèce — Gros Michel — est déjà présent, au début des années 1920, dans la majorité des zones de production (Soluri 2005, 53-57).

sans terre dont l'alternative de subsistance se trouve dans la migration vers d'autres zones de colonisation agricole ou l'engagement dans le travail salarié des plantations.

Au monopole foncier, s'ajoute celui des infrastructures de transport, de communication et de production. À la fin des années 1920, l'entreprise a construit, sur tout le continent, 2434 kilomètres de voies ferrées, 5 636 kilomètres de câbles télégraphiques et téléphoniques et possède 24 stations de radio ainsi que 90 navires de commerce. Dans le Magdalena, la ligne de chemin de fer est terminée en 1915 quand le train atteint la ville de Fundación. L'objectif initial de relier le port de Santa Marta au fleuve Magdalena — et donc au marché interne — n'est jamais achevé. L'entreprise développe toutefois un vaste réseau secondaire afin de relier les embarcadères des plantations au port maritime (Botero Herrera et Guzmán Barney 1977, 343). Cette construction fait partie d'un processus plus large en Amérique Latine de développement, par le capital privé, des infrastructures de transport vers les ports pour les besoins des économies extractives (Mejía 2019, 198). Parallèlement au réseau télégraphique, la compagnie contrôle, à la fin des années 1920, 90 % du total des canaux et fossés d'irrigation existants (White 1978, 25 ; Meza 2014, 57), un monopole vivement contesté<sup>62</sup>.

Ces infrastructures forment la géographie de l'UFC dans la région. Dans la zone rurale de Ciénaga, la compagnie contrôle une grande partie des plantations. Elle installe dans le village de Sevilla ses bureaux pour administrer les exploitations. À Santa Marta, elle construit un quartier, El Prado, où les hauts administrateurs logent au sein de maisons au style nord-américain. C'est aussi dans la capitale régionale que se situe le principal hôpital, le dépôt de trains, le centre de gestion radio et télégraphe, et les infrastructures portuaires de la compagnie. Cependant, comme le remarque LeGrand, cette géographie n'est pas homogène et l'hégémonie de la compagnie nord-américaine n'est pas uniforme. Dans la ville de Ciénaga, où de nombreux travailleurs, agriculteurs et entrepreneurs résident, l'UFC a une présence réduite à quelques entrepôts de trains. Aucun de ses administrateurs n'y réside. Au contraire, des libéraux radicaux, des agriculteurs et des travailleurs y contestent l'hégémonie de la compagnie (LeGrand 1984). Bien que centrale

---

<sup>62</sup> En attestent les plaintes qui sont envoyées par des paysans et des colons au gouvernement national pour dénoncer la destruction de leurs hameaux pour la construction des canaux d'irrigation de l'UFC, le manque d'eau provoqué par la déviation des cours et le manque d'accès aux services d'irrigation (LeGrand 1984, 185).

dans l'essor économique régional, la ville de Ciénaga connaît un développement particulier, à la fois culturel, économique et politique, marqué par une histoire d'antagonisme durable envers Santa Marta, ses grands planteurs et l'UFC<sup>63</sup>.

Enfin, un point fondamental de l'intégration verticale est l'alliance de l'UFC à une oligarchie de planteurs. Bien que la compagnie privilégie une production propre en Amérique Centrale — près de 90 % jusqu'aux années 1960 —, dans le Magdalena, elle la combine avec celle de producteurs associés<sup>64</sup> qui assument 50 % de la production en 1920 et 80 % en 1930 (Bucheli 2013, 168). Ce système permet à quelques familles influentes d'asseoir un pouvoir économique et politique sur la région. Et ce, à travers trois mécanismes : l'achat et la vente de terre, les crédits à faibles intérêts de l'UFC et les emplois administratifs au sein de la compagnie.

La compagnie s'appuie sur un groupe de familles issues du parti conservateur et des élites traditionnelles des villes de Santa Marta et Ciénaga qui servent de relais devant le gouvernement national, les députés et les autorités politiques régionales. Ces familles profitent, en contrepartie, des possibilités d'accumuler des terres, des crédits de l'UFC afin d'accéder au capital nécessaire à la production à grande échelle, et de postes administratifs au sein de la compagnie (Viloria de la Hoz 2009, 116-27).

Toutefois, l'UFC conserve un contrôle strict sur la production. Tout d'abord par l'intermédiaire des contrats léonins signés avec les producteurs. Ils imposent à ce dernier la vente de la totalité de sa récolte à l'entreprise ; les critères de qualité et d'acceptation des cargaisons ; l'interdiction de revendre des fruits refusés à un autre acheteur ; l'inclusion des contrats commerciaux à la vente d'une terre (Bucheli 2013, 169-75). De même, face à l'absence de système bancaire régional, l'UFC détient, par l'intermédiaire de prêts

---

<sup>63</sup> Une division spatiale est aussi marquée dans les plantations. De larges secteurs sont détenus exclusivement par des producteurs nationaux associés à la multinationale. Alors que dans les communes de Sevilla et Guacamayal, les bananeraies de l'UFC côtoient les plantations des familles Campo Serrano, Riascos ou encore Vives, dans celles d'Orihueca et Río Frío la totalité des plantations sont détenues par des producteurs nationaux des familles Dávila, Díazgranados ou encore Noguera (Torres, Fontalvo, et Montaña 1984, 70-71).

<sup>64</sup> Bien que recouvrant des réalités marchandes diverses, le terme de producteur associé définit une relation contractuelle entre le distributeur et le producteur stipulant un prix fixe, une garantie d'achat de la production sous réserve de la qualité de la marchandise et une assistance technique de la part de l'exportateur. Le producteur gère quant à lui l'investissement, la production, l'emballage et les relations de travail.

financiers, un immense pouvoir sur l'économie et la formation de capitaux (Corso et LeGrand 2004). Ces prêts sont notamment octroyés sous la condition d'une exclusivité des ventes et l'endettement des producteurs peut mener à la cession de leur terre (Gilard 2005, 96).

Ainsi, bien que l'histoire économique de la Zona au début du XXe siècle ne puisse être réduite à la domination impériale de l'UFC sur des acteurs locaux passifs, la monoculture d'exportation et le monopole de l'entreprise transnationale exercent des influences décisives. Elles favorisent un développement marqué par une forte hiérarchie sociale et d'importants conflits.

### *1.2.2. Formations sociales et exploitation du travail au sein des plantations*

L'économie agro-industrielle est accompagnée de profondes transformations sociales. L'expansion commerciale et les opportunités de travail modifient les structures sociales traditionnelles du nord-Magdalena. Ils stimulent une immigration cosmopolite et la formation de trois grandes catégories sociales : les planteurs, les ouvriers et les paysans.

#### 1.2.2.1. Élités rurales et groupes intermédiaires

Un groupe de planteurs émerge. Des témoignages et chroniques estiment leur nombre à 280 en 1908, 376 en 1928, 482 en 1936 et 635 en 1940 (Gilard 2005 ; Posada Carbó 1998a). Malgré une histoire économique prolixe, l'histoire sociale des planteurs reste lacunaire. L'historien de la littérature Jacques Gilard y apporte l'une des rares contributions. En étudiant les œuvres de fiction qui décrivent la société de la Zona Bananera, l'auteur dégage les traits dominants dépeints par les écrivains : la violence quotidienne avec laquelle sont tenues les exploitations par les contremaîtres et les propriétaires ; le luxe, les manières sophistiquées et la frivolité mondaine de la bonne société de Ciénaga et Santa Marta ; l'émigration des planteurs vers l'Europe et la gestion des fermes à distance ; le prestige social fondé sur la race, la propriété terrienne, la virilité et les relations avec la compagnie ; la décadence et la nostalgie de cette classe lors de l'effondrement de l'économie régionale (Gilard 2005; 2017b).

De telles descriptions, bien que parcellaires, soulignent plusieurs points importants. Le premier est le caractère hautement inégal et fortement hiérarchisé qui caractérise la structure de la société plantationnaire du début du siècle. Le deuxième est la conflictualité et la violence qui habite le contrôle du travail au sein des plantations. Enfin, le troisième est l'absentéisme des planteurs. Des historiens notent le nombre important de propriétaires absents, établis à Bruxelles, à Londres ou à Paris et confiant l'administration de leur plantation à des proches ou à l'UFC (Bucheli 2013, 174-75 ; LeGrand 1998, 346)<sup>65</sup>. D'autres auteurs opposent que les données disponibles indiqueraient que ce comportement fût plutôt une exception (Viloria de la Hoz 2009, 60-61) de nombreux planteurs auraient redistribué et consommé leurs profits localement tout en investissant dans l'économie régionale (Posada Carbó 1998a, 357-58). L'enjeu d'une telle discussion est la réalité du tableau suivant : une classe d'élites rentières et dépendantes du capital étranger, qui participerait à l'extraction des profits en dehors de l'espace de production<sup>66</sup>. Par extension, ce tableau représente un développement sectoriel et social désarticulé, celui d'une économie de rente.

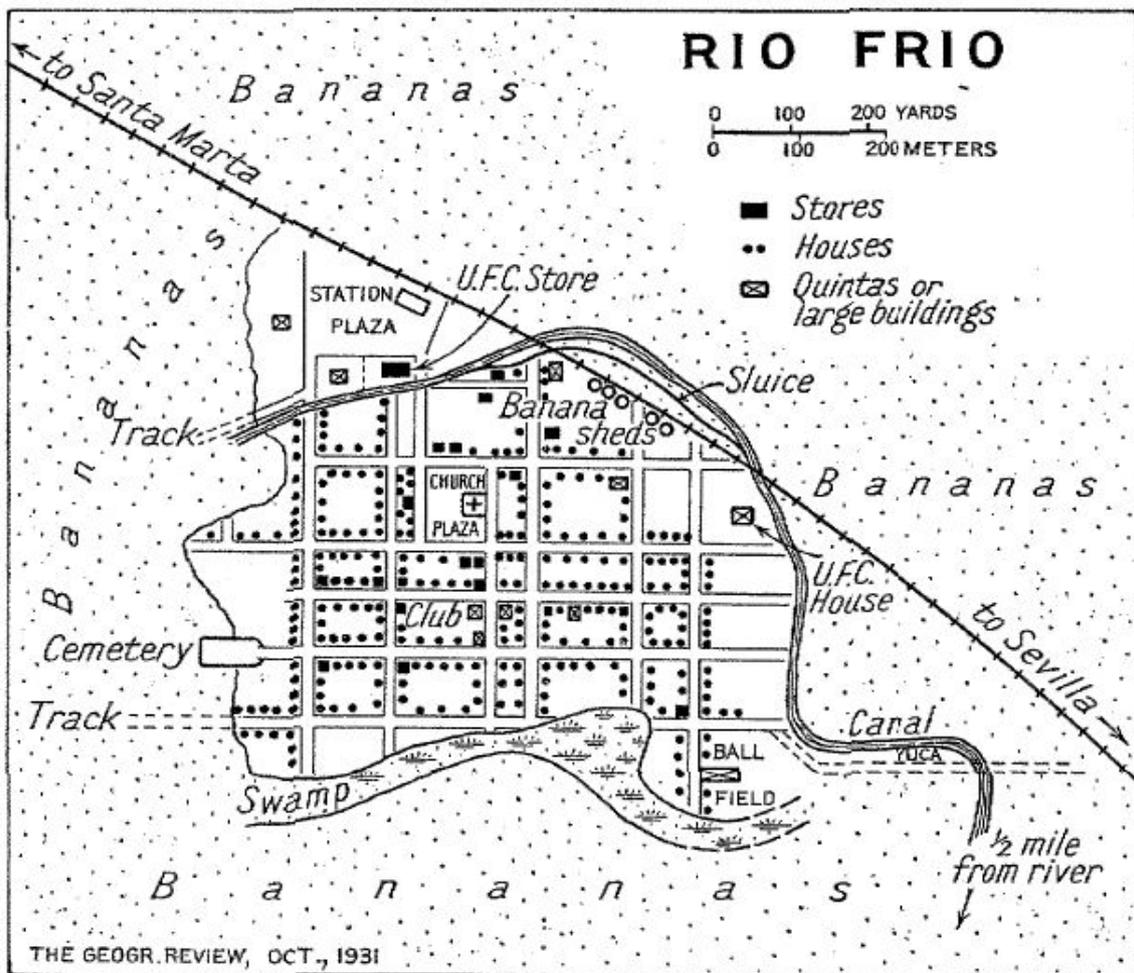
Contre la formation d'une représentation binaire et dichotomique de la société plantationnaire, il est important d'en souligner la diversité. Ils existent des groupes sociaux intermédiaires au sein des plantations composées d'administrateurs de plantations, de commis, de secrétaires ou encore de superviseurs agronomes. De même, des mécanismes d'ascension sociale existent. Certains employés de la compagnie et des grandes plantations jouissent de nombreux avantages tels que des logements privés avec eau courante et plomberie intérieure ; un salaire mensuel quatre fois supérieur à celui des ouvriers, etc.. L'anthropologue William Partridge note que des familles de ces secteurs intermédiaires font fortune et tissent des liens matrimoniaux avec des familles traditionnelles (Partridge 1979, 495).

---

<sup>65</sup> Cette immigration semble avoir été si commune qu'elle acquit, chez les habitants de Ciénaga, l'appellation de « bruselosis » ou la « maladie de Bruxelles ».

<sup>66</sup> La formation d'exportateurs locaux après 1950 confirme la formation, chez les grands propriétaires traditionnels et les associés de l'UFC, d'une bourgeoisie rurale capitaliste qui réinvestit ses profits dans la formation d'entreprises agro-industrielles (Elías-Caro 2016 ; Bucheli 2013). Une étude approfondie de la conversion de l'élite rurale en une bourgeoisie capitaliste ou de sa condition d'élite rentière devrait donc examiner les proportions des comportements d'absentéisme ou d'investissement au début du XXe siècle dans la Zona.

De même, attirés par le boom économique, des commerçants et artisans immigrèrent depuis les villes côtières de la Caraïbe. L'essor de Ciénaga s'incarne au début des années 1920 dans le foisonnement des maisons closes, des salles de billard, des marchés et des résidences privées luxueuses (*ibid.*). La carte du village de Río Frio en 1931 montre à la fois la présence des infrastructures de la transnationale, mais aussi le club et les nombreux magasins installés dans le village :



Carte 5, Plan de Río Frio, Réalisation et source : Taylor 1931

La Zona est une société traversée par de nombreuses migrations et mobilités spatiales, retranscrite avec détail par LeGrand (1998, 354). Cette complexification des représentations sociohistoriques permet de dé-fétichiser le pouvoir de la compagnie transnationale tout en considérant son influence majeure sur les rapports de pouvoir et les conflits sociaux entre groupes de la société plantationnaire.

### 1.2.2.2. Immigration et travail ouvrier

L'autre versant de cette dynamique sociale est la formation, dans la Zona, d'un prolétariat et d'une paysannerie. Malgré les mouvements d'immigration initiés par le commerce du cacao et du tabac à la fin du XIXe siècle, la main-d'œuvre locale n'est pas suffisante, au début du XXe siècle, pour assurer le travail au sein des plantations, mais aussi dans les stations ferroviaires et sur les quais de chargement. Dans la Zona, comme dans l'ensemble des régions de production centre-américaines, les hauts salaires sont élémentaires pour attirer des travailleurs. Des paysans de la côte caribéenne, des indigènes de la Sierra Nevada et de la Guajira, des paysans métis de l'intérieur du pays expulsés par le manque de terres ou encore des immigrants européens forment une myriade de groupes sociaux qui travaillent au sein des plantations (White 1978, 45 ; Botero Herrera et Guzmán Barney 1977, 36). À mesure que l'économie d'exportation se développe dans la région, le nombre d'individus employés passe de 5 000 en 1910 à 25 000 en 1925 (White 1978, 42).

Si une partie des postes de travail sont fixes, de nombreux travailleurs passent d'une plantation à une autre au rythme des récoltes. Ils se déplacent parfois vers les champs de coton et de cannes à sucre de la côte caribéenne ou vers les raffineries de pétrole de Barrancabermeja, à plusieurs centaines de kilomètres au Sud-Est, pour compléter leurs revenus (LeGrand 1984). Cette mobilité est la conséquence du caractère saisonnier des récoltes ainsi que du système de recrutement à la tâche mis en place par l'UFC. L'absence de lien formel entre la compagnie et un grand nombre de travailleurs est au centre des protestations ouvrières des années 1920. En effet, la fragmentation du travail salarié permet à la compagnie d'avoir recours à des travailleurs occasionnels et d'éviter la hausse des coûts du travail. Cette organisation du travail n'est pas le propre du Magdalena, mais un trait commun des espaces de production de l'UFC (Bourgeois 1989 ; Soluri 2005 ; Rodríguez et Albertazzi 2019) et plus généralement de l'économie plantationnaire<sup>67</sup>.

---

<sup>67</sup> Au sein de leur étude comparative des systèmes de plantations au Mexique, en Jamaïque et à Porto Rico, Sidney Mintz et Eric Wolf soulignent cette fragmentation du travail salarié. Le maintien du coût de la main-d'œuvre à un taux assez bas pour assurer le retour sur investissements est obtenu grâce à l'abondance de travailleurs « libres » et à leur organisation rationalisée. « Le paiement à la tâche, à la pièce ou à l'heure, plus les primes, est le mode de paiement le plus courant, dû à la nature répétitive et "industrielle" du travail [...] Idéalement, la plantation conserve un petit groupe de travailleurs tout au long de l'année pour effectuer les travaux de routine nécessaires, tout en comptant sur une forte immigration de travailleurs pendant la saison de pointe du travail. » (1957, 401).

Une commission parlementaire chargée d'enquêter sur l'économie de la Zona note, au début des années 1930, que la législation du travail est peu appliquée par l'UFC et aucunement par les producteurs nationaux. Les paiements sont tardifs ; une partie du salaire est attribué sous forme de bons d'achat pour les économats ; une très grande part du travail est assurée par des sous-traitants (les « *ajusteros* ») qui captent une partie de la rétribution sans fournir de protection légale ; le droit du travail n'est pas respecté — journée de huit heures, réglementation sur les accidents du travail, repos dominical, etc. ; les ouvriers ne jouissent d'aucune assistance médicale et des foyers d'épidémie sont nombreux au sein des camps ouvriers (Gilard 2005, 96 ; 2017a, 11).

### 1.2.2.3. Colonisation agricole et travail paysan

Parallèlement à l'immigration des travailleurs, la région est aussi une destination de nombreux paysans sans terre, de *colons*<sup>68</sup>, à la recherche d'une parcelle apte pour l'agriculture vivrière. Ils s'installent aux marges des plantations, là où, éloignée des infrastructures de transport, dépourvue d'irrigation et plus exposée aux tempêtes, la terre n'est pas encore intégrée aux grands domaines plantationnaires.

Le travail des paysans joue un rôle important dans le système plantationnaire du début de la première moitié du XXe siècle. Tout d'abord, il permet l'expansion spatiale des plantations. Comme dans le reste du pays (LeGrand 1988; Londoño Botero 2016; Fajardo 2014b), le défrichage de la forêt tropicale repose en grande partie sur le travail de colons pauvres. Les terres défrichées et nettoyées sont vendues aux grands propriétaires ou bien, appropriées par la force pour étendre l'occupation des terres avec des cultures ou des pâturages (López 2017). Deuxièmement, ils produisent des aliments pour les travailleurs. L'UFC installe un des économats (« *comisariatos* ») dans les zones rurales ainsi qu'au sein des villes. Cependant, ce système étant insuffisant, l'alimentation est principalement assurée par la production paysanne destinée aux marchés locaux (LeGrand 1984). Troisièmement, de nombreux paysans travaillent périodiquement dans les grandes

---

<sup>68</sup> Si le terme de colon désigne tout d'abord des individus qui s'installent sur des terres publiques afin d'y cultiver la terre, le terme de paysan peut être aussi utilisé pour les désigner. C'est l'utilisation du travail familiale pour la culture vivrière, ainsi que la vente du surplus sur les marchés commerciaux, qui unit ces deux catégories. Le terme agriculteur désigne les producteurs dont l'activité, indépendamment de leur taille, est dominée par l'agriculture commerciale.

plantations. Ils fournissent ainsi une main-d'œuvre de réserve en périodes de récolte. Enfin, quatrième, certains paysans parviennent à obtenir une terre, à devenir agriculteurs et à intégrer l'agriculture commerciale<sup>69</sup>.

Le militant syndicaliste et ouvrier Ignacio Torres Giraldo décrit ainsi les conditions de travail ainsi que les relations organiques qui se tissent entre travailleurs et colons de la Zona :

« L'ouvrier des plantations de banane était étroitement lié aux colons semi-prolétaires qui occupaient des terres près des plantations, et qui, dans les périodes de récolte des fruits et d'expansion des cultures, travaillaient comme ouvriers journaliers pour la United Fruit. [...] Les ouvriers, concentrés dans les camps et soumis au régime de travail colonial, généralement recrutés par des rabatteurs dans des lieux lointains, voyaient dans les colons un refuge quand ils étaient jetés dehors par les contremaîtres, sans aucune aide, ainsi que la perspective de devenir eux-mêmes des colons. » (Giraldo 1967, 68)

Les frontières culturelles et professionnelles entre ouvriers et paysans sont ténues ; les groupes sociaux entretiennent des liens serrés et quotidiens, les individus passant d'une forme de travail à une autre<sup>70</sup>. La fragmentation du travail au sein des plantations permet aux paysans de vendre leur force de travail ponctuellement. De même de nombreux ouvriers pratiquent l'agriculture vivrière (LeGrand 1984). Les semi-prolétaires tirent une partie de leur subsistance de l'agriculture paysanne et utilisent leurs salaires pour soutenir leur propre exploitation.

Ces différents éléments soulignent le caractère incomplet de la prolétarianisation opérée sous l'effet de l'agriculture commerciale. Ils marquent aussi l'importance du travail paysan et de l'agriculture vivrière dans l'économie plantationnaire. De nombreux travaux sur

---

<sup>69</sup> L'UFC accorde des crédits pour le développement de plantations à des petits propriétaires qui ont moins de 10 hectares et dans de nombreux cas moins de 3 hectares. Communication personnelle avec Santiago Colmenares.

<sup>70</sup> Il est important de noter que, malgré ces liens, il s'opère une différenciation entre paysans et ouvriers au sein de la Zona et que le salariat influence fortement les revendications et les aspirations des travailleurs (voir chap. 2). Ce processus est noté dans de nombreux cas, notamment à propos des travailleurs des plantations de canne à sucre du Valle del Cauca (Taussig 2010) et de Puerto Rico (Mintz 1974).

l'articulation des modes de production agricoles montrent l'importance de ces liens. Le travail paysan peut être une forme de subvention du travail ouvrier bon marché<sup>71</sup>. À ce titre, et au regard des contradictions postérieures qui touchent la Zona du fait du manque de terres et des prix de l'alimentation (voir chap. 3), il est possible que la présence d'une agriculture paysanne dans la Zona du début du siècle ait permis la mitigation des conflits entre ouvriers et planteurs. Toutefois, elle n'empêche pas de violents conflits sociaux de faire irruption.

### *1.2.3. Conflits, antagonismes et répression dans la société plantationnaire*

Ces conflits se forment principalement autour des contrats, des ressources naturelles et du travail. S'ils sont les produits du contexte politique national et régional, ils sont aussi communs à de multiples espaces de production de l'UFC. Les disputes entre producteurs et exportateurs, entre propriétaires et colons, entre ouvriers et patrons expriment à la fois les contradictions majeures de l'économie plantationnaire — principalement quant à la distribution de la plus-value, l'appropriation des terres et l'organisation du travail — mais aussi l'équilibre fragile sur lequel repose hégémonique de l'UFC et des planteurs. De même, la violence qui entoure la grève de 1928 témoigne de l'absence de consensus et du recours à la violence face aux demandes des groupes subalternes.

#### 1.2.3.1. Conflits autour des contrats, de la terre et de l'eau

Chez les planteurs, des critiques s'élèvent pour contester le modèle monopolistique imposé par la compagnie nord-américaine. La politique d'endiguement de toute concurrence dans la distribution et les clauses extrêmement restrictives des contrats de location des terres et d'achat-vente imposées aux producteurs associés sont les objets de litiges juridiques (Bucheli 2004). Des tribunes de presses déplorent la « subordination » et la « soumission » des producteurs nationaux, ainsi que l'ingérence de la compagnie dans les administrations, la police et l'armée. Toutefois, la menace régulière de quitter le territoire constitue un levier puissant de l'UFC pour désamorcer les velléités de

---

<sup>71</sup> Sur l'articulation des modes de production et l'intégration de l'économie et de la main-d'œuvre paysanne dans la chaîne de production capitaliste, voir Chayanov 1986 ; Mintz 1983 ; Bernstein et Byres 2001 ; Banaji 2016 ; Watts 1994. Sur l'importance de la subvention du travail ouvrier par l'agriculture vivrière voir Arrighi 1970 ; Arrighi, Aschoff, et Scully 2010 ; Rey 1977 ; Meillassoux 1979.

redistribution de la plus-value (Botero Herrera et Guzmán Barney 1977, 356-62). La prospérité politique et économique des planteurs reste conditionnée à leur soumission aux conditions de la compagnie.

De même des conflits pour la terre se développent dans la Zona. Le mouvement d'appropriation de la terre mené par l'UFC et les grands propriétaires ainsi que l'immigration d'une population en quête d'une parcelle sont les sources de nombreux litiges. Grâce à l'examen des archives de la Commission Spéciale des Terres Publiques (*Comisión Especial de Baldíos*) formée par le gouvernement, Jorge Eduardo Torres examine les réclamations faites par les populations paysannes à l'Etat (2016). Par exemple, dans une carte envoyée en septembre 1929 à la Commission, on peut lire :

« Accablés par la misère causée par le manque de travail et le besoin impérieux d'assurer notre subsistance, nous avons défriché une terre entre Petuca et Guamachito, une terre que nous avons reconnue et que nous reconnâtrons comme appartenant à la Nation. L'entreprise fruitière qui tente de s'emparer de nos terres depuis un certain temps nous poursuit quotidiennement avec le soutien des policiers et des agents de ladite entreprise » (cit. in. Torres 2016, 114)

Cette communication souligne la diffusion, parmi les différents secteurs opposés au pouvoir de la compagnie et de ses associés, de l'idée que les terres occupées par la United Fruit Company ont été usurpées violemment et illégalement (LeGrand 1984, 195). Source de polarisation, cette représentation est nourrie par les immenses incertitudes juridiques qui accompagnent le mouvement rapide de privatisation des terres et traverse tout le XXe siècle (voir chap. 2 et 4).

De même, le monopole des infrastructures de distribution de l'eau et d'irrigation développées par l'UFC est la source de vives tensions. Les travaux d'Olga Meza relatent ainsi la multiplication des conflits qui opposent les paysans à l'UFC au sujet de l'accès à l'eau entre 1924 et 1928. Les paysans réclament régulièrement un accès aux systèmes d'irrigation, l'arrêt de constructions d'infrastructures préjudiciables pour leurs cultures et habitations, et l'implémentation d'une autorité publique de régulation. Des autorités étatiques, telles que la Commission Spéciale des Terres Publiques, tentent de contraindre

la compagnie de modifier ses politiques de gestion des ressources naturelles. Néanmoins, ces restrictions sont battues en brèche grâce au contrôle des administrations locales et à l'influence politique des élites associées à la compagnie (Meza 2014, 51-64 ; Rojas 2009, 41-43 ; White 1978).

### 1.2.3.2. Conflits du travail et répression armée

La contestation la plus forte de l'ordre social plantationnaire émane, au cours des années 1920, du secteur ouvrier. L'essor d'une classe et de revendications ouvrières et le travail politique de militants socialistes aboutissent à des mobilisations collectives importantes (Vega 2002). Le mouvement ouvrier se développe aussi dans les raffineries de pétrole de Barrancabermeja, dans la région voisine de Santander, contrôlées aussi par le capital nord-américain (Gill 2016). Ces deux mouvements s'appuient sur les revendications matérielles de la classe ouvrière ainsi que sur les demandes des secteurs paysans et commerçants. Ils capitalisent sur les sentiments nationaux et anti-impérialistes pour réclamer l'amélioration des conditions de vie et de travail aux compagnies étrangères.

Bien qu'une première grève éclate en 1910 sur les chemins de fer de l'UFC, la première mobilisation importante réunit les travailleurs des lignes ferroviaires, du port et des plantations en 1918 pour réclamer l'augmentation des salaires, le paiement hebdomadaire et la suspension du système de paiement par coupons de consommation. La mobilisation des travailleurs n'est pas propre à la division colombienne de l'UFC. À Limón au Costa Rica, de multiples grèves rythment les années 1910 et « la plupart d'entre elles se concluent par des incidents sanglants dus à la répression policière. » (Bourgeois 1994, 96). En 1913, à Bocas del Toro, dans la section panaméenne de production, une grève d'un mois et demi se solde par l'assassinat d'un travailleur. Les violences continuent d'agiter la division panaméenne au début des années 1920 (Bourgeois 2003, 134). De même, en 1916 éclate la première grève dans les plantations du Honduras qui est violemment réprimée par l'État (Euraque 2003, 234, Sainz 2018, 24). En 1920 puis en 1924 deux révoltes ouvrières sont réprimées par l'armée guatémaltèque (Sainz 2018, 24).

Dans le Magdalena, au début des années 1920, sociétés ouvrières se constituent pour regrouper les cheminots, dockers et ouvriers agricoles. L'une d'elles, la Société Union (*Sociedad Unión*, SU), dirige en 1924 une grève pour réclamer la hausse des salaires, la suppression du système de sous-traitance, la journée de huit heures et l'amélioration des campements de travailleurs (Vega 2002, 186 ; Vilorio de la Hoz 2009, 128-29 ; Botero Herrera et Guzmán Barney 1977, 364). Affaiblie après la grève, la Société se convertit en un syndicat allié à l'UFC qui en finance alors le fonctionnement.

Deux années plus tard, l'Union Syndicale des Travailleurs de Magdalena (*Union Sindical de Trabajadores de Magdalena*, USTM) est fondée sous l'influence d'anarcho-sindicalistes italiens et espagnols et de membres du Parti Socialiste Révolutionnaire (*Partido Socialista Revolucionario*, PSR), précurseur du Parti Communiste Colombien. Le jeune parti joue alors un rôle important dans l'organisation du mouvement ouvrier, au sein de la Zona, à Barrancabermeja et au niveau national. Dans la seconde moitié des années 1920, un ensemble d'organisations qui agrègent des ouvriers de l'UFC, mais aussi des travailleurs occasionnels, des artisans et des paysans se regroupent sous l'égide de l'USTM (Gill 2016, 39 ; White 1978, 73-76 ; LeGrand 1984, 188). Ces événements et ces organisations sont les prémices du soulèvement de 1928.

### **Encadré 2 : La grève de 1928 et sa répression**

Le soulèvement populaire de décembre 1928 et sa répression marquent l'histoire politique colombienne. Il est un moment clé de la mobilisation ouvrière, l'illustration de l'usage de la violence étatique dans le maintien du régime local de contrôle de travail ainsi qu'un tournant dans l'équilibre politique national et régional.

La grève initiée le 12 novembre 1928 regroupe près de 30 000 travailleurs qui paralysent l'activité agro-industrielle pendant trois semaines. Les revendications présentées par l'USTM au début de mois d'octobre portent sur neuf revendications principales d'amélioration des conditions de vie et de travail au sein des plantations<sup>72</sup>. À l'opposé des représentations d'une classe ouvrière privilégiée par de hauts salaires et l'accès aux infrastructures modernes de l'UFC, les syndicats dénoncent les conditions de vie des ouvriers au sein de baraquements

---

<sup>72</sup> Les neuf revendications sont : le respect de la législation d'assurance collective des ouvriers ; l'implémentation d'assurances contre les accidents du travail ; le repos dominical rémunéré ; l'augmentation du salaire journalier ; la suppression des économats ; la suppression du système de paiements et de prêts par coupons de consommation ; le paiement hebdomadaire des salaires ; la suppression du système de sous-traitance et enfin l'amélioration des campements de travailleurs et du système de santé (Camargo 2016, 41 ; Bucheli 2013, 139).

insalubres, infestés d'insectes et sans eau potable, le manque d'hôpitaux et d'écoles au sein de la zone rurale.

L'organisation du travail dans les plantations constitue un point central du conflit. Les grévistes exigent la reconnaissance par la transnationale des ouvriers qui travaillent au sein de ses plantations. Le recours à des sous-traitants pour assurer l'embauche temporaire et flexible de travailleurs permet à l'UFC d'éviter le paiement des prestations sociales qui incombent, depuis la législation de 1915, à l'employeur. Mais la mobilisation ne se restreint pas au seul secteur ouvrier. Les petits et moyens producteurs se joignent à la grève pour dénoncer les restrictions contractuelles imposées par la compagnie. Les commerçants réproouvent quant à eux quant à eux la concurrence déloyale des économats et des paiements en coupons de consommation pratiqués par l'UFC (Elías-Caro 2011, 103-6).

Devant l'ampleur du mouvement, le gouvernement national dépêche sur place un peloton militaire de l'intérieur du pays dirigé par le général Carlos Cortés Vargas. La grève est alors perçue, par les autorités militaires et les dirigeants de l'UFC, comme une conspiration communiste et subversive menée par les leaders du PSR. Des affrontements sporadiques et des sabotages ont lieu autour des plantations. Devant l'échec des négociations entre l'USTM, l'UFC et une commission étatique<sup>73</sup>, le traitement de la grève par les autorités prend un tournant répressif appuyé par une rhétorique antisubversive (Vega 2002, 187-94).

Le 5 décembre, des milliers d'ouvriers sont rassemblés sur la place de Ciénaga à l'appel de l'USTM pour célébrer la signature d'un accord entre les grévistes, le directeur de la compagnie et le gouverneur. Toutefois à l'annonce de la non-venue de ces deux derniers, des incidents éclatent et la manifestation se poursuit (White 1978, 99 ; Bucheli 2013, 146 ; Vega 2002, 197). En fin d'après-midi, le Conseil d'Etat valide la promulgation de l'état de siège dans la ville et ordonne au général Cortés Vargas de lever les barrages routiers et les piquets de grève (Elías-Caro 2011, 210-14). Sur la place de Ciénaga, les soldats encerclent les manifestants et leur ordonnent de se disperser. Après minuit, devant leur refus d'obtempérer, ils ouvrent le feu sur les grévistes, faisant un nombre indéterminé de morts. Dans les jours et semaines qui suivent, les meneurs de la grève sont poursuivis, des affrontements éclatent entre des groupes ouvriers et des soldats dans la Zona Bananera, et une large campagne de désinformation est menée par les autorités politiques et militaires (Elías-Caro 2011).<sup>74</sup>

---

<sup>73</sup> Le 25 novembre, le gérant de l'UFC, Thomas Bradshaw, annonce accepter de répondre à certaines exigences des travailleurs : conditions hygiéniques des baraquements, construction d'hôpitaux, le paiement des salaires hebdomadaires en argent liquide, et une augmentation des salaires. Cependant le gérant refuse de céder sur le système de sous-traitance, l'assurance contre les accidents du travail, le repos dominical et la suppression des économats. L'USTM refuse alors la proposition de la compagnie. *Ibid* p. 192.

<sup>74</sup> Pour un récit plus complet des événements de 1928 voir les travaux historiques de (White 1978 ; Vega 2002 ; Payares 2008 ; Elías-Caro 2011 ; Bucheli 2013 ; LeGrand 1989 ; Posada Carbó 1998b), ainsi que les témoignages d'époques (Giraldo 1967 ; Castrillón 1974 ; Vargas 1979 ; Arango Zuluaga 1985).

L'événement devient immédiatement un objet de luttes politiques<sup>75</sup>. Postérieurement, il intègre une place centrale dans les mémoires et imaginaires politiques, en particulier de la gauche colombienne et de la région caribéenne (Safford et Palacios 2002, 281). Cette mémoire est marquée par le récit qu'en fait Gabriel García Márquez dans son ouvrage *Cent ans de solitude* – publié en 1967 et récompensé par le prix Nobel de littérature en 1982. Ce dernier attise un nouvel intérêt à la fois politique et historiographique pour ce que l'on dénomme dès lors « le massacre des bananeraies ». Ci-dessous, une photographie montre une ligne de télégraphe sabotée au cours de la grève de 1928 et surveillée par un militaire colombien quatre jours après le massacre du 6 décembre.



Figure 3, Photographie d'un garde surveillant une ligne de télégraphe sabotée, 10 décembre 1928, Ciénaga, Source : United Fruit Company Photograph Collection. Baker Library, Harvard Business School

---

<sup>75</sup> L'événement est repris avec le plus de résonance par le libéral et populiste Jorge Eliécer Gaitán qui, en septembre 1929 et après un séjour dans la Zona Bananera, dénonce le massacre commis par un « régime militaire » colombien au service de l'impérialisme étatsunien devant le Congrès. Le débat qui s'en suit participe à lancer la carrière politique d'un homme qui fait de la défense de la classe ouvrière et de l'anti-impérialisme des thèmes centraux de sa pensée politique. Dans les mois et années postérieurs, le « massacre des bananeraies » est mobilisé par l'opposition politique nationale pour affaiblir le gouvernement conservateur qui perd le pouvoir en février 1930.

Figurant des trains remplis des cadavres de plus de 3000 grévistes dans son récit, l'auteur revendique postérieurement le récit fictionnel contre l'oubli et la négation du massacre par l'histoire officielle (Posada Carbó 1998b). Le nombre de morts constitue une importante controverse historique. On affirme qu'approximativement 100 (Urrutia 2016, 105), 400 (LeGrand 1989, 215), 800 (Kalmanovitz 1985, 252), 1000 (Fajardo 1983, 33), ou encore 2000 personnes (White 1978, 106) sont tuées. Les historiens interrogent la culpabilité des militaires ; du gouvernement et des autorités locales ; le niveau de violence des grévistes ainsi que la campagne de presse et la répression qui suit l'événement.

Aux lectures critiques qui soulignent une violence étatique anticommuniste et alliée au capital étatsunien (Vega 2002 ; Archila Neira et Torres Cendales 2009 ; Ballesteros García et Pedraza 2016) s'opposent des analyses plus conservatrices qui insistent sur la violence des grévistes et l'effectivité du risque insurrectionnel (Urrutia 2016 ; Posada Carbó 1998b). Toutefois, les revendications concrètes des manifestants, ainsi que les contradictions qu'elles mettent en évidence quant à la façon d'opérer du groupe transnational dans l'espace de production, sont reléguées au second plan (Bucheli 2013, 148). Or, la demande d'être reconnus comme travailleurs directs de l'UFC constitue une remise en cause profonde du mode d'exploitation du travail dans l'économie plantationnaire de la Zona et possiblement dans l'ensemble des divisions de la compagnie.

En effet, la grève et la répression de décembre 1928 ne sont pas des événements isolés de l'histoire caribéenne de l'UFC, mais plutôt l'expression de contradictions sociales communes à de nombreux espaces de production. Des troubles violents marquent les plantations guatémaltèques dans la première moitié des années 1920 (Sainz 2018) et l'intervention militaire des États-Unis est fréquemment sollicitée au sein des divisions centre-américaines (Chomsky 2021, 50). Six ans après les événements du Magdalena, une grève de grande ampleur se déclare au sein des plantations du Costa Rica. Aux sabotages des voies ferrées et à la destruction des plantations est opposée la répression militaire des grévistes (Ortega 1984). Dans l'ensemble de ces espaces, l'UFC est confrontée à la contestation de son mode d'exploitation du travail.

### 1.3. Les effets locaux de la désintégration verticale et de la mobilité du capital

Contrairement aux trente années d'expansion commerciale qui attirent une grande attention académique, les trois décennies suivantes font l'objet d'une quantité de recherches et d'un intérêt beaucoup plus modestes. En particulier, l'histoire sociale dans les plantations du nord Magdalena à cette époque reste à écrire.

Toutefois, trois tendances sont importantes pour saisir la transformation des rapports de production au cours de ces années. Tout d'abord, face à l'augmentation des coûts de production et à des crises successives, la compagnie réduit son activité dans la région et se dégage de la production et de la propriété de la terre. De même, à l'image d'autres pays producteurs, l'État colombien cherche à imposer des contre-pouvoirs à l'UFC afin de protéger à la fois les travailleurs et les producteurs nationaux. Finalement, ce déclin progressif se conclut par le retrait total de la compagnie et la désarticulation de la région.

Ainsi, la Zona expérimente une tendance globale de l'UFC et plus généralement de l'organisation des chaînes de valeur agricoles : le désengagement de l'exportateur de la gestion de la main-d'œuvre, de la propriété de la terre et de la production. Cette externalisation du contrôle des ressources et du travail permet à l'entreprise de se dégager en partie des conflits formés autour du travail et de la terre.

#### 1.3.1. *Désintégration verticale et mobilité du capital*

##### 1.3.1.1. L'épuisement social, naturel et économique des plantations

Dans le second tiers du XXe siècle, les plantations de la Zona atteignent un stade d'épuisement des ressources naturelles et d'augmentation des coûts sociaux de production qui minent leur rentabilité auprès du capital agro-industriel nord-américain. Au tournant des années 1930, l'économie bananière de la Zona entre en récession. Cette dernière, initiée par une série de tempêtes qui frappent les plantations entre 1928 et 1930, est le produit de la contraction des importations aux États-Unis qui suit la grande

dépression de 1929 (voir figure 4). Confrontée à des conflits avec les producteurs, le gouvernement et les travailleurs, la compagnie priorise des espaces de production plus rentables (White 1978, 35-40). Elle diminue la production de la Zona, réduit de 75 % la surface de bananeraies cultivées et restreint les accès des producteurs aux crédits et aux infrastructures, provoquant la faillite de nombreuses plantations (Viloria de la Hoz 2009, 136 ; Belt Rodriguez 1995, 243).

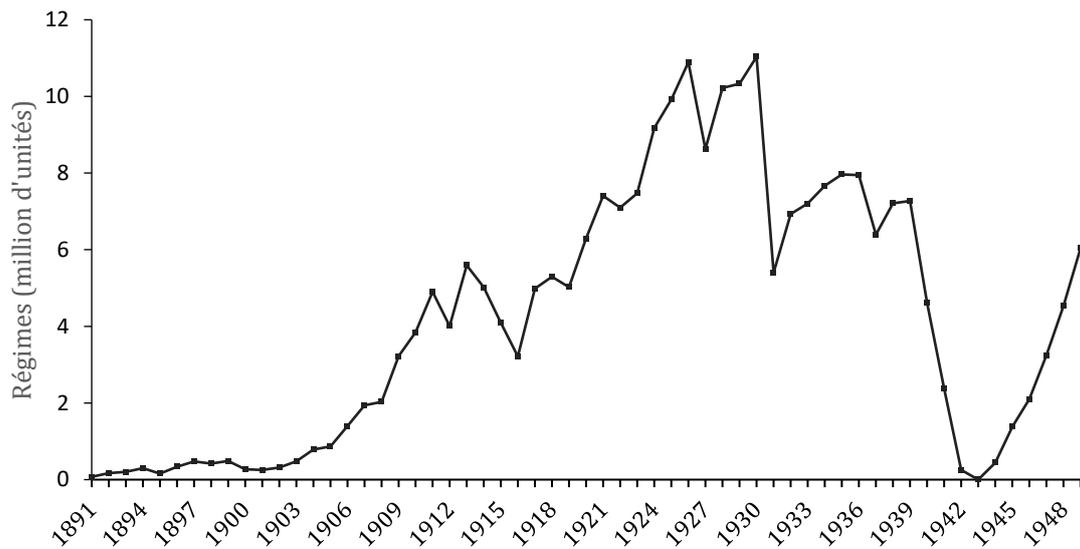


Figure 4, Exportations de bananes depuis le Magdalena entre 1891 et 1950, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : Roca 2010

De même, à partir de 1936, l'UFC et les planteurs font face à une grave épidémie de Sigatoka — un champignon qui laisse des tâches noires ou jaunes sur les feuilles de bananiers et détruit le feuillage protégeant les fruits — qui entrave un peu plus la productivité des plantations (Roca 2010, 20).

Aux facteurs environnementaux et sociaux s'ajoute une marginalisation économique de la région. En effet, le succès national des exportations de café provoque l'appréciation du pesos colombien et l'augmentation des coûts de production, pénalisant ainsi les exportations de bananes, mais aussi de tabac, de viande et de pétrole. En conséquence, les exportations de la région caribéenne déclinent et la croissance économique se concentre dans les régions caféières et les trois principales villes du centre, Bogotá, Medellín et Cali (Roca 2010). Ainsi, l'économie bananière en déclin, elle ne renoue pas avec la dynamique de croissance des années 1920. Le regain d'activité de la fin des années 1930 est suivi

d'une nouvelle récession, provoquée par la suspension du commerce par l'UFC durant cinq années au cours de la seconde guerre mondiale.

### 1.3.1.2. La désintégration verticale

Après-guerre, le secteur connaît une restructuration importante. Premièrement, face au retrait de l'UFC, les producteurs locaux du Magdalena deviennent des exportateurs. Une multitude de petits commerçants indépendants commencent à exporter avec qu'émergent des exportateurs locaux<sup>76</sup> dirigés par d'anciens producteurs associés de l'UFC<sup>77</sup> (Elías-Caro 2016, 267). Ces exportateurs perdurent grâce à l'ouverture, en 1950 du marché européen où la quasi-totalité des fruits est exportée entre 1955 et 1966 (Maillard 1972, 393-400). La période d'après-guerre marque ainsi la promotion (« *upgrading* ») de la position des producteurs nationaux au sein de la chaîne de valeur qui assurer une plus grande captation de la plus-value. Toutefois, les contrats proposés par ces derniers aux producteurs de la Zona sont identiques aux contrats de l'UFC (Belt Rodriguez 1995, 247 ; Bucheli 2013, 180). Ainsi, cette promotion ne se répercute pas sur le profit des producteurs ni sur la rétribution du travail.

Deuxièmement, la compagnie nord-américaine, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, transforme son mode opératoire sur le continent. L'entreprise est confrontée à une concurrence importante ainsi qu'à l'émergence des exportateurs équatoriens qui tirent parti d'une main-d'œuvre peu coûteuse (Wiley 2008, 40-42). Elle fait face par ailleurs à de nombreux problèmes politiques au Costa Rica, à Cuba et au Guatemala où les gouvernements exproprient ses terres et durcissent la législation du travail. Marcelo Bucheli synthétise ainsi les raisons qui déterminent, au milieu du XXe siècle, l'abandon par l'UFC du modèle d'intégration verticale :

« À mesure que les syndicats devenaient plus puissants, que les gouvernements cherchaient à obtenir davantage de revenus des exportations et que les élites locales devenaient des agents moins fiables

---

<sup>76</sup> Ces entreprises sont : la *Compañía Comercial del Magdalena*, le *Consorcio Bananero*, la *Compañía Agrícola del Magdalena*, la *Compañía Bananera de Ciénaga* et, quelques années plus tard, la *Federación de Productores de Banano*.

<sup>77</sup> Les familles Dávila, Dangond, Diazgranados, Abello, Pinedo, Campo, Riascos, Zúñiga et Vives.

du capital étranger, la compagnie a assisté à une érosion du contrôle politique et économique sur lequel reposait son intégration verticale. Simultanément, aux États-Unis, l'entreprise ne pouvait plus compter sur le soutien inconditionnel du gouvernement américain, du moins en ce qui concerne l'intervention militaire directe. Tous ces facteurs ont contribué à ce que les investisseurs, au milieu du siècle, aient le sentiment que l'environnement politique et social en Amérique latine devenait de plus en plus risqué pour faire des affaires. » (Bucheli 2003, 89)

Par conséquent, dans de nombreux espaces de production, l'UFC se déleste progressivement de la propriété des terres et réduit drastiquement ses infrastructures pour se concentrer sur l'assistance technique et financière aux planteurs, le transport maritime et le marketing. Au cours des années 1950, le système de producteurs associés, déjà développé en Colombie, est généralisé par la compagnie à l'ensemble de ses divisions (Banque Mondiale 1967, 3 ; Wiley 2008, 80-81). Ce changement garantit le transfert des risques météorologiques, phytosanitaires et sociaux aux planteurs associés.

Dans le Magdalena, le retour de la *Compañía Frutera de Sevilla* — le nom de la filiale de la transnationale dans le Magdalena d'après-guerre — au milieu des années 1950 est seulement temporaire. Dès le début des années 1960, la compagnie intensifie ses études prospectives et commence ses premières opérations dans le golfe d'Urabá, au sein de la région d'Antioquia. Au cours des mêmes années, l'entreprise ne produit plus de fruits dans le Magdalena, mais continue de commercialiser les fruits produits par les planteurs locaux tout en cédant peu à peu l'ensemble de ses actifs. En 1966, la compagnie s'est complètement retirée du Magdalena. Elle concentre son activité dans l'Urabá où l'absence de syndicats et d'épidémies et la fertilité des sols permettent la formation d'un nouvel espace de production rentable.

### *1.3.2. L'externalisation du contrôle du travail et des ressources naturelles*

#### 1.3.2.1. Cycles de récession et conflits pour la terre

Au cours de la récession des années 1930, les ouvriers sans emploi intègrent un vaste mouvement d'occupation des terres qui, entre 1930 et 1935, s'étend sur près de 10 000 hectares jusqu'alors contrôlés par l'entreprise. Alors que colons clament le caractère public de ces terres qui auraient été accaparées par l'UFC, la compagnie fait face au mouvement en proposant des contrats de métayage, en engageant des procédures légales d'expulsion ou en sous-traitant l'expulsion à des planteurs (LeGrand 1984, 190-91). Cette période illustre d'une part la contestation des droits de propriété fragiles des planteurs qui devient un moteur récurrent du conflit social. D'autre part elle souligne l'incidence des cycles de contraction de l'activité commerciale et de la mobilité du capital transnational sur les luttes locales pour la terre.

Là encore, de tels processus ne sont pas propres aux plantations colombiennes. Le retrait de l'UFC au cours de ces mêmes années provoque un vaste mouvement d'occupation des terres de Talamanca au Costa Rica et des conflits entre paysans et planteurs (Bourgeois 1994, 81-83). À la même époque, les abandons de plantations touchées par le mal de Panama stimulent l'occupation des terres et le recours à l'agriculture paysanne des anciens ouvriers agricoles du Honduras (Soluri 2005, 92-98). En Équateur, des conflits pour la terre opposent la compagnie à des groupes de paysans sans terres à partir des années 1930 et un important mouvement d'occupation de terres suit le retrait de la compagnie à la fin des années 1950 (Striffler 2002, chap. 6 et 7 ; 2003).

De même, le départ de la compagnie du nord Magdalena déclenchera, au cours des années 1960 et 1970, d'intenses luttes pour la terre (voir chap. 2).

#### 1.3.2.2. Apogée et déclin du syndicalisme ouvrier

Relativement au travail, en Colombie, les premières conséquences du massacre de 1928 s'avèrent négatives pour les syndicats ayant participé à la grève. Le gouvernement maintient la loi martiale après les événements du 6 décembre, l'USTM est dissoute et le

syndicat de collaboration SU s'impose comme la principale organisation de représentation des travailleurs. De même les quelques grèves tenues entre 1929 et 1930 sont immédiatement avortées sous l'effet de la répression policière (Bucheli 2013, 148).

Un changement s'opère au milieu des années 1930 sous le coup de transformations politiques nationales. Après avoir joui du soutien du gouvernement libéral d'Enrique Olaya (1930-1934), l'UFC est contrainte à des concessions sous la présidence d'Alfonso López Pumarejo (1934-1938). Le président libéral axe sa campagne sur le renforcement du Code du travail et la protection du mouvement syndical. La première grève des ouvriers de la Zona après la répression de 1928 a lieu dès la première année de son mandat et le président intervient dans le conflit pour négocier un accord. La compagnie accepte de reconnaître une plus grande partie des travailleurs comme ses propres employés, d'autoriser l'action d'autres syndicats et de respecter le nouveau droit du travail qui inclut une grande partie des exigences des grévistes de 1928 (Bucheli 2013, 150 ; LeGrand 1989, 217).

Bien que la seconde moitié des années 1930 soit particulièrement propice au mouvement syndical colombien<sup>78</sup>, son histoire dans Zona nous est quasiment inconnue. Après-guerre, l'UFC doit traiter avec l'Union des Travailleurs du Magdalena (*Unión de Trabajadores del Magdalena*, Utramag), affilié à la fédération conservatrice UTC, et à un mouvement syndical vigoureux. Dans l'unique recherche détaillée sur les rapports entre l'UFC et les syndicats entre 1945 et 1964, Bucheli insiste sur les concessions faites par la l'entreprise aux travailleurs. L'historien dépeint, par le biais de communications internes de l'UFC et de témoignages oraux d'anciens travailleurs de la compagnie, un rapport de force dominé par les travailleurs et les syndicats. Ainsi, au cours des années 1950, la direction de l'UFC gagne la réputation d'une plus grande promptitude à accéder aux demandes des travailleurs et d'un plus grand laxisme. Ce laxisme et l'opportunisme des organisations ouvrières conduisent à une multiplication des mouvements de grève à la fin des

---

<sup>78</sup> Impulsé par les mesures protectrices du premier mandat d'Alfonso López la Confédération des Travailleurs de Colombie (Confederación de Trabajadores de Colombia, CTC) réunit un secteur du parti libéral et des communistes et incarne, à partir de 1935, l'ascension du syndicalisme ouvrier. L'amélioration des droits du travail se poursuit sous la seconde mandature d'Alfonso López (1942-1946) avec l'instauration, entre autres, de la journée de neuf heures, du paiement des heures supplémentaires et de l'indemnisation des accidents du travail (Urrutia 2016, 175-79 ; Pécaut 1987, Chap. 2). En 1946, le Parti Conservateur, l'Église catholique et les secteurs sociaux opposés à la CTC forment une nouvelle fédération syndicale, l'Union des Travailleurs de Colombie (*Unión de Trabajadores de Colombia*, UTC).

années 1950. Ces mouvements se concluent par des concessions systématiques en faveur des travailleurs et provoquent finalement le départ de la compagnie nord-américaine (Bucheli 2013, 158-63).

Toutefois, une étude détaillée des conditions de vie et de travail au sein des plantations entre 1945 et 1964 dévoilerait certainement une réalité beaucoup plus complexe. Il serait nécessaire de différencier les conditions de vie et de travail de la minorité des ouvriers employés par la compagnie et du reste des travailleurs et habitants. Au sein d'autres espaces de production, les études notent effectivement la rétribution au-dessus des moyennes nationales du travail, la construction et l'entretien d'un système de santé moderne, de clubs de sport, etc.<sup>79</sup> Certains auteurs soulignent également la dégradation des conditions de vie des ouvriers dans certaines divisions de l'UFC ; la dureté du travail et des conditions d'habitat au sein des plantations ; la consolidation, d'un système de sous-traitance de la main-d'œuvre à bas prix<sup>80</sup>.

Dans une évocation plus brève de la période, Catherine LeGrand signale que, dès son retour au milieu des années 1940, la compagnie se dégage de la production qu'elle confie quasiment intégralement aux planteurs locaux. En conséquence le mouvement syndical se fragmente, ses effectifs diminuent et le niveau de vie des travailleurs baisse (LeGrand 1984, 191-92)<sup>81</sup>. En effet, à mesure que la compagnie cède ses plantations, les employés changent de patron et doivent reformer des syndicats. Une multitude de petites organisations se forment alors avant de se regrouper sous l'égide d'un nouveau syndicat. Mais les divisions entre syndicalistes et la réticence des travailleurs encore directement rattachés à la compagnie affaiblissent cette tentative. En 1965, l'UFC n'emploie plus aucun ouvrier dans la région et l'action syndicale s'affaiblit rapidement, au rythme du déclin de l'agro-industrie régionale (Bucheli 2013, 159-62).

---

<sup>79</sup> Steve Striffler montre comment l'UFC, souhaitant prévenir les conflits du travail rencontrés en Amérique Centrale, développe un modèle paternaliste en Équateur (Striffler 2002) Sur les salaires et l'amélioration relative des conditions ouvrières au Honduras voir Slutsky et Alonso 1981.

<sup>80</sup> Pour une synthèse de l'appréciation des conditions de travail dans plusieurs espaces de production, voir Belt Rodriguez 1995, 230-32. Sur les conditions de vie et les conflits du travail au sein des plantations du Costa Rica et du Panama au milieu du siècle voir Bourgois 1994. Sur la difficulté des conditions de travail au sein des plantations du Guatemala au début des années 1950 voir Forster 2003, 201.

<sup>81</sup> Marcelo Bucheli constate le même phénomène, mais à une période plus tardive. Sans le dater exactement, la cession des terres semble avoir lieu dans la seconde moitié des années 1950 (Bucheli 2013, 120,161).

Ainsi, dans l'ensemble des divisions de l'UFC du milieu du siècle, le modèle des enclaves de propriété étrangère est confronté aux contestations de multiples secteurs de la société plantationnaire, aux pathologies agricoles et aux politiques populistes des gouvernements latino-américains. L'UFC, tout comme ses principaux concurrents, se retire partiellement de la production directe, préférant passer des contrats avec des planteurs nationaux qui emploient une main-d'œuvre mal payée et assument les risques associés à la production directe. Le maintien d'une exploitation d'un travail et de ressources bon marché passe dès lors par l'externalisation du régime local contrôle des ressources et du travail.

\*

La transformation du paysage des plaines de Ciénaga est le résultat d'un processus complexe. L'expansion du capital agro-industriel étatsunien ; les politiques agricoles de l'Etat colombien et la quête de débouchés internationaux des élites rurales sont les principaux facteurs de l'expansion de la monoculture. L'UFC développe un modèle d'intégration vertical. Elle acquiert de larges pans de terre et s'associe aux élites rurales ayant hérité de la terre et du pouvoir politique local. Au tournant du XXe siècle, la terre de la Zona est tout à la fois valorisée, privatisée et concentrée.

La prospérité commerciale des trois premières décennies provoque grandes transformations sociales. Une classe de planteurs émerge, formée des producteurs associés à l'UFC. Bien que la littérature dépeint une élite opulente, absente et autoritaire, des recherches restent à mener pour déterminer si ces planteurs constituent un groupe de rentiers ou une bourgeoisie rurale. De même le cosmopolitisme est nourri par l'immigration de milliers de travailleurs et de paysans de la côte caribéenne, de l'intérieur du pays et des Antilles. Une minorité cependant jouit de la condition de salarié permanent au sein des plantations où le travail est fragmenté et sous-traité.

Les interactions entre ces groupes sociaux sont sujettes à des conflits récurrents. Entre les producteurs et l'exportateur, les contrats et le prix de vente de la marchandise, sont les objets de contestations. D'importants heurts se développent autour de l'appropriation de la terre. De même, de vives tensions entourent les conditions d'exploitation et de

rétribution du travail. La concentration de la terre et l'exploitation d'un travail bon marché constituent les moteurs du conflit social dans la société plantationnaire.

Ils varient en fonction des mouvements d'investissement et de désinvestissement du capital étranger. Alors que les conflits portent prioritairement sur la rétribution du travail et la distribution des profits commerciaux en période prospère, ils se reportent sur l'appropriation des terres au cours des crises de récession. Les mouvements du marché et les stratégies du capital étranger ont des effets radicaux sur les dynamiques socio-économiques les interactions sociales locales.

Enfinement, l'articulation de la Zona à la chaîne de valeur agro-industrielle implique l'émergence, sur les bases de la structure sociale de la côte caribéenne, de nouvelles relations de domination et de subordination. Ces relations se forment sous l'hégémonie de l'UFC et des planteurs qui, bien que durable, est l'objet de fortes contestations. Les conflits sociaux, la domination verticale de la compagnie et les épisodes de crise indiquent un développement désarticulé. Dans ces conditions, le profit provient de l'exploitation d'un travail bon marché et sa principale limite se situe dans le pouvoir relatif des travailleurs par rapport aux planteurs. Enfin, le secteur est exposé à des cycles rapides d'expansion et de récession (Janvry 1981 ; de Janvry et Sadoulet 1983 ; Teubal 2000 ; Shivji 2008).

## CHAPITRE 2. CONCENTRATION DE LA TERRE : DESARTICULATION, REFORME AGRAIRE ET APPROPRIATION FONCIERE (1964 - 1983)

« Mais vous allez tuer la terre avec tout ce coton.  
— Nous le savons. À nous de nous dépêcher de récolter du coton avant que la terre ne meure. Après on vendra la terre. Il y a bien des familles dans l'Est qui aimeraient avoir un lopin de terre. »  
Les métayers levèrent les yeux, alarmés.  
« Mais qu'est-ce que nous allons devenir ? Comment allons-nous manger ?  
— Faut que vous vous en alliez. Les charrues vont labourer vos cours. »  
Là-dessus les hommes accroupis se levèrent, en colère.

John Steinbeck, *Les raisins de la colère*, Folio, 2012 [1939], p. 50

Certaines frontières marchandes ont connu un développement durable basé sur l'exploitation de leurs ressources. De nombreuses autres se sont effondrées sous les pressions sociales, économiques et écologiques (Barbier 2010 ; Beckert et al. 2021). De multiples travaux portent sur l'intégration des espaces périphériques aux chaînes mondiales de valeur, peu se concentrent sur leur exclusion et ses conséquences sociales. Or, la *désarticulation*<sup>82</sup> est un phénomène central de la géographie du capitalisme mondial.

Dans leur étude du boom et de l'effondrement de la fabrication des blue-jeans à La Laguna, Mexique, Jennifer Bair et Marion Werner notent l'importance de l'exclusion des acteurs et espaces dans le fonctionnement cyclique du commerce international :

« Plutôt que d'étudier la chaîne comme un réseau émergent de relations, la perspective de la désarticulation suggère donc de se concentrer sur les processus sociaux et spatiaux qui sous-tendent ces chaînes. [...] [Nous] cherchons à explorer comment les liens qui lient les personnes et les

---

<sup>82</sup> Il est à noter que cet usage du terme de désarticulation est différent — mais pas déconnecté — de celui qu'en font de Janvry et Amin (voir chap. 1). Pour une généalogie des concepts d'articulation et de désarticulation dans la géographie économique et les études du développement, voir Werner et Bair 2019 ; Hart 2007.

espaces à une chaîne particulière sont rompus, les excluant ainsi des circuits d'accumulation de capital d'une façon qui peut être décisive dans leur incorporation ultérieure dans de nouvelles chaînes et de nouveaux circuits d'accumulation. En fin de compte, ce sont ces trajectoires complexes d'inclusion et d'exclusion qui rendent les chaînes de production possibles. » (Bair et Werner 2011, 1013)

La perspective de la désarticulation décrit le double mouvement constitutif des chaînes de valeurs : l'assemblage et la séparation des marchandises, des personnes et des espaces (McGrath 2018 ; Berndt 2018 ; Werner 2015). Cette approche s'attache à comprendre la manière dont les phases d'accumulation et de récession se succèdent, déterminant la production et l'évolution des espaces, des formations sociales et des relations de classe (Bair et al. 2013, 2546).

À la fin des années 1960 dans la Zona, la désarticulation est associée à une politique étatique de réforme agraire. Face aux profondes injustices de la structure agraire et à la pression croissante des marchés agricoles sur la paysannerie, l'intervention de l'État souhaite alors protéger les populations en prenant le contrôle des moyens de production et en redistribuant la terre. Cependant, dans la région comme sur l'ensemble du continent, il faut concilier ces objectifs avec ceux de l'amélioration de la productivité et la modernisation des exploitations agricoles (Janvry 1981). Cette intervention balance dès lors entre la distribution de terres aux paysans et la conservation des infrastructures et des intérêts agro-industriels. L'immixtion de l'État au sein des politiques d'appropriation de la terre est l'objet de fortes contestations et favorise d'importants conflits.

Ainsi, l'histoire de la Zona entre sa désarticulation (1964-1969) et sa réarticulation (1983-1987) à la chaîne de valeur donne à voir trois processus importants du développement — et de la contraction — du capitalisme agricole international au sein de ses espaces périphériques : l'impact de l'exclusion de la chaîne de valeur ; les conflits et la renégociation des arrangements entre groupes sociaux pour le contrôle des ressources naturelles ; le rôle clé de l'État dans la distribution de la terre. Comment la concentration de la terre est-elle reproduite au cours des années 1970 malgré la crise de l'économie agro-industrielle, l'intervention de l'État et la pression du mouvement social ? Comment

la politique de redistribution des terres et de soutien à l'économie paysanne sont-elles restreintes et réorientées vers la consolidation de l'agriculture agro-industrielle ?

L'argument du chapitre présent est le suivant : la désarticulation et la réforme agraire favorisent une remise en question de la concentration des terres dans la Zona. Toutefois, cette réforme rencontre une opposition véhémente et parfois violente des élites rurales. De même, les politiques de redistribution et de soutien à l'économie paysanne sont progressivement affaiblies par l'étiollement de l'engagement étatique et les difficultés économiques des exploitations paysannes réformées. Ainsi la violence, la politique étatique et les forces du marché se conjuguent dans la reproduction de la concentration des terres au sein de la société plantationnaire.

Dans une première partie, j'explore les principaux facteurs et effets de la désarticulation de la région : la crise économique et la paupérisation de la population de la Zona. Dans un second temps, j'analyse comment, associée à la politique nationale de réforme agraire, cette crise stimule les luttes entre paysans, anciens ouvriers et grands propriétaires pour la terre. Enfin, dans une troisième partie, j'examine les principaux mécanismes qui entravent la redistribution des terres et reconduisent sa concentration.

## 2.1. La désarticulation de la Zona

L'extraversion des économies d'exportations de ressources naturelles est notée de longue date comme étant la source de cycles rapides d'accumulation et d'appauvrissement (Amin 1973, 207 ; Janvry 1981, chap. 1). Dans sa longue histoire de l'extractivisme en Amazonie, Stephen Bunker note que le développement durable de la région est jugulé par une extraction organisée en réponse aux changements du marché mondial (Bunker 1984, 1055). Dans l'article « The Poverty of Resource Extraction », il précise :

« [L'évolution] des économies productives entraînent la délocalisation fréquente des économies extractives, soit parce qu'elles ont épuisé les ressources naturelles dont elles dépendent, soit parce que de nouvelles technologies ont déplacé le marché. [...] Le capital investi dans les infrastructures extractives peut se dévaluer radicalement. Ces

problèmes limitent leur capacité de développement durable.»  
(Bunker 2005, 211)

Mitchell fait un constat tout à fait similaire à propos de la transformation historique des paysages agro-industriels californiens :

« Si le paysage construit est un fondement nécessaire à la production du capital, à la reproduction du travail et à la circulation des deux, il peut également devenir un obstacle à ces processus et donc à l'accumulation du capital, à mesure que de nouvelles techniques de production sont mises en œuvre dans le paysage ou ailleurs, que les technologies de transport évoluent, que les relations de travail sont modifiées ou que les travailleurs parviennent à réclamer une plus grande part du surplus produit ou à obtenir des améliorations de leur niveau de vie de la part d'un capital réticent. Il doit être détruit — ou radicalement modifié — et un nouveau paysage doit être construit. En d'autres termes, le capital investi dans le paysage bâti existant est toujours un capital qui risque d'être dévalorisé par l'obsolescence. » (Mitchell 2012, 46)

Ces cycles rapides d'impulsions et d'effondrements économiques et l'obsolescence de ces économies ont des conséquences majeures sur le cours des conflits sociaux (Arrighi et Piselli 1987). Dans la Zona, l'effondrement du secteur agro-industriel est une conséquence directe de la mobilité du capital international. Il provoque la paupérisation de la population et la recrudescence des conflits pour la terre.

### *2.1.1. L'effondrement de l'agro-industrie régionale*

L'effondrement économique de la Zona au cours des années 1970 est interprété par certains auteurs comme l'illustration de la dépendance d'une région au pouvoir d'une entreprise transnationale et de l'impossibilité au secteur économique local de survivre à son départ (White 1978). A contrario, l'historien Marcelo Bucheli, dans une perspective plus proche de la littérature sur l'optimisation de la position des acteurs périphériques au sein des chaînes de valeur (voir chap. 3.1.2.), souligne l'importance de facteurs plus prosaïques tels que l'action étatique, les intempéries et le retard technologique. Ils

auraient fondé le manque de compétitivité des entrepreneurs et la désarticulation de la région du marché international (Bucheli 2013, 184).

Si ces éléments sont déterminants, ils ne sont pas seulement les conséquences de mauvaises stratégies des acteurs locaux. Ils sont aussi les résultats de l'organisation même de la chaîne de valeur et de la position que les planteurs y occupent. La capacité d'innover, c'est-à-dire de développer de nouvelles méthodes de production, de nouvelles marchandises, de nouvelles sources d'approvisionnement et de nouvelles routes commerciales n'est pas distribuée également. Cette différence fonde les asymétries de pouvoir au sein des chaînes de valeur (Selwyn 2012 ; Selwyn et Campling 2018 ; Suwandi 2019). En l'absence de l'UFC, les planteurs du Magdalena sont contraints de s'adapter aux transformations du marché. Deux d'entre elles sont cruciales. D'une part, la substitution de variété opérée dans les années 1960 — le changement technique le plus important qu'ait connu la filière — avantage certaines régions de production selon les stratégies développées par les transnationales. D'autre part, l'état de surproduction et de saturation du marché atteint au cours de ces années encourage le repli des activités sur les sites de production les plus favorisés (Maillard 1972, 395).

Au cours des années 1960, le commerce international de banane connaît un changement technique majeur, la substitution de la variété Gros Michel par la variété Cavendish. Cette dernière est développée par la transnationale Standard Fruit Company (SFC) pour contrevenir aux effets du mal de Panama qui ravage alors les plantations de nombreux pays<sup>83</sup>. Plus résistante aux vents, cette variété permet aussi de planter près de trois fois plus de plants par hectares (1300 plants/ha) et offre des rendements trois fois plus importants (35 tonnes/ha) (Belt Rodriguez 1995, 211 ; Lassoudière 2012, 180).

Ce changement initié par la SFC amorce des changements sur toute la chaîne de production et de distribution. Au sein des espaces de production, il ne faut pas seulement substituer des plantations entières, mais aussi construire de nouvelles infrastructures d'irrigation, de transport et de conditionnement. Des systèmes de câbles aériens sont

---

<sup>83</sup> Bien que la Cavendish soit sujette à une foule de maladies, allant du champignon Sigatoka aux infections bactériennes, en passant par les chenilles, les pucerons et les coléoptères, ces problèmes phytosanitaires semblent plus facilement contrôlables que le fléau de la fusariose (mal de Panama) (Koeppel 2007, 148-51).

installés dans les bananeraies pour transporter les régimes qui sont suspendus et déplacés vers les ateliers de nettoyage et d'emballage. La variété Cavendish ayant une peau plus fragile, il devient nécessaire de transformer le mode de transport et d'emballage du fruit. Alors que l'on pouvait amasser les régimes précédents dans les cales des cargos sans craindre de les abîmer, la variété Cavendish implique l'utilisation de sacs de protection et de caisses de conditionnement (Belt Rodriguez 1995, 228). La construction des ateliers de conditionnement et le coût des matériaux rendent l'innovation coûteuse au sein des espaces de production.

Ces nouvelles marchandises s'imposent sur les marchés internationaux, promus par les marques et les campagnes marketing des exportateurs (Lassoudière 2012, 137 ; Soluri 2002, 386). Les importateurs européens exigent aux producteurs du Magdalena, dès le milieu des années 1960, d'en respecter les nouveaux standards (Bucheli 2013, 186). Or, dans le Magdalena, malgré la construction rapide d'usines d'emballages, l'adoption de la nouvelle variété est tardive et la situation de l'agro-industrie se dégrade rapidement. Le retard qu'a pris l'UFC sur la SFC pour transformer ses zones de production et le manque de soutien de l'État aux producteurs du Magdalena<sup>84</sup> ont raison de la productivité de leurs plantations. Ils sont alors largement surpassés par les producteurs centre-américains et équatoriens.

La pression est d'autant plus forte que, parallèlement à l'augmentation des coûts de production, les termes de l'échange ne cessent de se dégrader pour les producteurs. Entre 1950 et 1974, alors que le prix courant d'une caisse de bananes achetée au port stagne, le prix réel — c'est-à-dire calculé selon l'inflation — est divisé par deux (FAO 1986, 8). Enfin, une crise de surproduction se développe au cours des années 1960<sup>85</sup>.

La chute des prix, la propagation des épidémies et la baisse de la production provoquent conjointement la faillite et l'abandon de nombreuses plantations du Magdalena (Banque

---

<sup>84</sup> Alors que la nécessité de changer de variété se fait de plus en plus grande, le gouvernement refuse jusqu'en 1968 d'attribuer la licence d'importation des graines de la nouvelle variété aux producteurs indépendants, obligeant ces derniers à importer des semences de contrebande. Le gouvernement semble alors favoriser l'émergence des plantations dans l'Urabá. Ce n'est qu'en 1970, sous l'impulsion du Consorcio Bananero, que la transition à la variété Cavendish Valery est opérée par les planteurs du Magdalena, plus d'une décennie après les producteurs concurrents (Maillard 1972, 405).

<sup>85</sup> Intervention d'Edmundo Mendoza et Jorge Mario Eastma devant le Sénat, 29 octobre 1975, *Anales del Congreso*, Ponencia para primero y segundos debates al proyecto de ley número 69, p. 1068

Mondiale 1973). Un malheur ne venant jamais seul, le mal de Panama se propage rapidement au sein des plantations abandonnées et mal entretenues, faute d'assistance technique et de moyens financiers. Les canaux d'irrigation se dégradent, ce qui provoque des pénuries d'eau ainsi que la détérioration de la qualité des fruits qui sont dès lors refusés fréquemment par les importateurs (Maillard 1972, 404-5). Enfin, une série de vents violents détruisent, en 1966 et 1967, une grande partie des cultures de la Zona. Alors que la région compte 15 000 hectares de cultures en production en 1965, il n'en subsiste que 3 000 à la fin de l'année 1970. La production exportée chute, dans le même temps, de 159 000 à 14 000 tonnes (Maillard 1972, 405 ; Bucheli 2013, 189). En conséquence, les principaux exportateurs régionaux font faillite<sup>86</sup>.

« Le risque de dévalorisation du paysage est particulièrement aigu dans les paysages agricoles, car ce n'est pas seulement l'environnement bâti qui est menacé (à relativement long terme), mais aussi les cultures elles-mêmes (à relativement court terme). » (Mitchell 2012, 46)

Le seul départ de l'UFC ne suffit pas à expliquer la faillite de l'agro-industrie du Magdalena. Toutefois, l'impossibilité pour les producteurs et exportateurs régionaux à s'adapter aux changements dans la chaîne de valeur ainsi qu'à surmonter la dégradation des conditions d'échange et les catastrophes météorologiques est significative. Elle illustre les conditions d'intégration des acteurs périphériques à la chaîne de valeur et leurs difficultés structurelles à s'adapter aux mouvements du capital international. Les conséquences sociales de ces difficultés sont majeures.

### 2.1.2. *Les conséquences sociales de la désarticulation : pauvreté, chômage et émigration*

Suite à la désarticulation de la région, les conditions de travail se dégradent et le chômage augmente. Alors que l'UFC engageait en moyenne un travailleur pour trois hectares de culture, les planteurs locaux emploient seulement un travailleur pour sept hectares de bananeraies (Lopez 1978, 122). Dès 1966, dans un rapport d'évaluation de la situation économique, l'institut Colombien de la Réforme Agraire (*Instituto Colombiano de la*

---

<sup>86</sup> En 1967, la *Federación* fait faillite alors que le *Consortio* est au bord de la faillite au début des années 1970. Le groupe cesse définitivement ses activités en 1979 (Maillard 1991).

*Reforma Agraria*, Incora) note la désaffiliation, entre janvier et septembre, de 2500 des 4000 ouvriers inscrits à la sécurité sociale. L'année suivante, une commission interministérielle estime entre 1500 et 2000 le nombre d'ouvriers agricoles ayant perdu leur emploi au cours du premier semestre (Lopez 1978, 35). Ces chiffres indiquent seulement la perte des emplois fixes au sein des plantations ; on peut en déduire des effets d'autant plus importants sur les emplois journaliers, les emplois dépendant indirectement de l'agro-industrie, ainsi que sur les revenus des commerçants. Dans un télégramme transmis au président de la République en octobre 1968, quelques-uns des principaux planteurs de la région regrettent l'absence de soutien de l'État. Selon eux, près de la moitié des exploitations de la Zona ont été abandonnées et aucune aide gouvernementale n'a été mise en place pour remédier au problème endémique du chômage<sup>87</sup>.

Aussi, le chômage massif et les difficultés économiques des plantations aboutissent logiquement à la dégradation des conditions de travail au sein des exploitations agricoles qui subsistent. Un ancien ouvrier se remémore cette détérioration :

« Lorsque la compagnie est partie, nous sommes revenus à l'esclavage primitif, aux salaires de misère. Ils ont supprimé le carton<sup>88</sup>, l'école pour les gamins, toutes les conditions minimales qui existaient<sup>89</sup>. Certains ont continué comme ouvriers, mais plus avec les conditions de la compagnie [...]. La vie du travailleur s'est totalement détériorée. Et les avancées qui avaient été difficilement extorquées à la compagnie, avec des grèves, les avantages sociaux, les dotations pour les travailleurs, le repos du dimanche, cela a coûté du sang... tout cela les gringos le respectaient sur

---

<sup>87</sup> Intervention du planteur Alfredo Riasco devant la Chambre des représentants, 8 octobre 1968, *Anales del Congreso*, Cámara de representantes, Constancia : Macronigrama Cla. 08448, p. 1077.

<sup>88</sup> Le carton désigne le ticket distribué aux travailleurs, leur donnant droit à des aliments distribués au sein des économats de la compagnie.

<sup>89</sup> Les écrits du planteur José B. Vives confirment la protestation des travailleurs devant le nouveau traitement imposé par les planteurs locaux : « Un autre problème a été la grève que voulaient faire les travailleurs qui prétendaient que cette vente leur était préjudiciable parce qu'avec elle, ils perdaient une grande partie des conquêtes sociales déjà obtenues avec la Compagnie, comme le carton permettant d'acheter des produits de première nécessité à prix réduit. Mais heureusement, le danger a disparu avec les promesses que nous avons faites de poursuivre un grand nombre des conquêtes existantes. » (Vives d'Andreis s.d., 5).

leurs terres. Mais ici, les propriétaires ne voulaient pas de ça sinon que l'ouvrier reste un va-nu-pied. »<sup>90</sup>

La contraction de l'activité agro-industrielle durcit les conditions d'exploitation du travail dans la Zona.

Ces conséquences sur la vie quotidienne sont inscrites dans la mémoire, non pas seulement des ouvriers, mais de tous les habitants. Un instituteur ayant grandi à Aracataca dans les années 1960 se souvient de la pauvreté qui frappe alors la région et de ses effets sur l'ensemble des aspects de la vie quotidienne :

« J'étais un enfant de huit, neuf ans, et je voyais qu'il y avait une décadence totale. Les fêtes où j'avais l'habitude d'aller se sont détériorées ou ont cessé. Les visites chez mon grand-père le dimanche, qui étaient obligatoires, ont diminué, elles n'étaient plus tous les dimanches puis elles ont disparu. [...] Je me rappelle que l'on manquait de beaucoup de choses ici. La compagnie est partie et ici il resta beaucoup de misère. [...] À l'église, et il y avait moins de monde et beaucoup de personnes ont émigré vers les grandes villes comme Barranquilla, Santa Marta. »<sup>91</sup>

Ces descriptions de la misère qui suit la désarticulation et la nostalgie des temps de prospérité résonnent avec le tableau dépeint, quelques années plus tôt, par García Márquez. L'écrivain décrit les « cadavres de villages laissés sans sépulture, exposés au feu d'un soleil féroce, près des rails d'un train qui meurt lui aussi, oublié, complètement oublié comme toute la Zona Bananera »<sup>92</sup>.

La mémoire populaire retient la misère qui suit le départ de l'UFC, comme l'illustre le témoignage de cette paysanne, se remémorant la pauvreté de son enfance dans la Zona :

« Quand la United est partie de la région, les grands propriétaires ont accaparé ces terres qui étaient encore des terres publiques. La vie était

---

<sup>90</sup> Entretien #1, ancien ouvrier, 12 juillet 2019, Zona Bananera.

<sup>91</sup> Entretien #2, instituteur, 05 août 2019, Fundación.

<sup>92</sup> Cette description est écrite en 1955 et se réfère sinon à l'abandon définit de la Zona, à la contraction de l'activité agro-industrielle au nord de la Zona et au délaissement des villages du sud (Gilard 2017b, 56).

dure. Il n’y avait pas de quoi manger. Il n’y avait pas de travail. Les femmes comme ma mère, pour nourrir leurs filles, allaient couper les résidus de culture de riz. En réalité, je n’ai pas eu d’enfance, je ne peux rien décrire de bon [...] J’ai participé aux luttes [pour la terre] parce que je ne voulais pas que mes filles subissent la vie que j’ai vécue. Qu’elles ne souffrent pas autant. Qu’elles ne souffrent pas de la faim. »<sup>93</sup>

De même, un producteur se rappelle du désœuvrement des habitants de la Zona :

« Les affaires étaient bonnes, la monoculture était très bonne, mais, comme toutes les cultures, elle s’est achevée et la région avec. Après cela les villages étaient des villages fantômes. Tu allais là-bas et tu voyais les gens adossés aux murs, à dix heures du matin sans rien à faire parce que l’unique chose qu’ils savaient faire c’était travailler la banane. »<sup>94</sup>

L’émigration qui suit la crise régionale diffère en fonction des groupes sociaux. L’élite traditionnelle de Ciénaga quitte la ville et s’installe dans les villes voisines de Barranquilla et de Santa Marta où elle jouit d’une plus grande qualité de vie (Roca 2004, 24)<sup>95</sup>. Un certain nombre de planteurs s’installe en Urabá et participe, conjointement à l’UFC et aux planteurs de la région d’Antioquia, à l’amorce du nouveau bassin agro-industriel<sup>96</sup>. De même, les planteurs engagent des employés de confiance et des travailleurs spécialisés de la Zona au sein des plantations de l’Urabá<sup>97</sup>. Certains ouvriers restent dans la région, d’autres émigrent vers les centres urbains proches. D’autres encore s’en vont chercher des emplois saisonniers dans des régions plus proches, notamment dans le César et sa culture du coton en pleine expansion (Barrera 2014), ou vers le Venezuela et son économie pétrolière florissante<sup>98</sup>.

---

<sup>93</sup> Entretien #CNMH, Ancienne paysanne et militante de l’ANUC, 2009, Santa Marta.

<sup>94</sup> Entretien #3, ancien planteur et haut fonctionnaire, 22 août 2019, Santa Marta.

<sup>95</sup> *Ibid.*

<sup>96</sup> Entretien #4, membre d’une famille de planteurs, 19 juillet 2019, Ciénaga, « Historia de la Federación de Productores de Banano », José B. Vives, s.d., Co.47001000.00234, DDHH-CNMH.

<sup>97</sup> Entretien #1, ancien ouvrier, 12 juillet 2019, Zona Bananera, Entretien #6, ouvrier et ancien syndicaliste Sintrainagro, 04 mai 2019, Ciénaga.

<sup>98</sup> Entretien #5, ancien ouvrier, 11 août 2019, Zona Bananera.

Ces tendances sont visibles au sein des recensements de la population de Ciénaga. Alors que la commune connaît une forte croissance démographique jusqu'alors, la période de 1964 à 1973 marque une forte décroissance de la population :

	Santa Marta	Aracataca	Ciénaga	Fundación	Magdalena	Colombie
1938*	27 259	15 861	33 245	-	342 322	8 701 816
1951	47 354	12 713	56 854	12 476	457 393	11 548 172
1964	104 471	22 202	113 143	23 893	528 493	17 484 508
1973	128 755	21 204	89 912	27 369	540 258	20 666 920
1984	218 205	36 089	120 253	42 086	769 141	27 867 326
1993	283 711	39 910	130 610	51 251	882 571	33 109 840

\* En 1938, la population de Fundación est agrégée à celle d'Aracataca

*Tableau 1, Évolution de la population dans les principales municipalités du nord Magdalena entre 1938 et 1993, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : DANE 1928, 1938, 1951, 1964, 1973, 1984, 1993*

Pour ceux qui restent dans la Zona, la principale opportunité de travail et d'alimentation se trouve dans l'appropriation des terres et l'agriculture vivrière. Suite à la désarticulation, la terre redevient l'objet central des luttes entre groupes sociaux au sein de la société plantationnaire sans plantations.

## 2.2. Acteurs, partisans et détracteurs de la réforme agraire redistributive

La situation d'appauvrissement des espaces et des populations rurales intégrées à l'économie agraire mondiale n'est pas propre à la Zona. Au cours des décennies 1960 et 1970, toute l'Amérique latine est confrontée à une profonde crise agraire. Elle est provoquée par les tendances à la stagnation de l'économie agricole, par une balance commerciale négative, minée par les importations de nourriture et d'intrants, et provoque le développement d'une pauvreté rurale massive (Janvry 1981, chap. 2). Le cas de la Zona est illustratif de l'intervention étatique qui vise dès lors, en Colombie comme ailleurs, à protéger les populations rurales exposées aux pressions du marché et à la paupérisation. Il est tout aussi caractéristique des profondes contestations que soulèvent les politiques de réforme agraire.

Dans l'État et la société colombienne, différentes visions coexistent et s'affrontent à propos des politiques de réforme agraire. La gauche radicale, les mouvements paysans et un secteur du Parti Libéral soutiennent la transformation structurelle de la propriété par la redistribution des terres (réforme redistributive). D'autres secteurs sociaux, tels les éleveurs de bétail et les grands propriétaires terriens, s'opposent à l'expropriation des terres et encouragent l'attribution de terres aux paysans dans les zones de colonisation (l'anti-réforme). Enfin, les agro-industriels et certains secteurs des partis libéraux et conservateurs considèrent également la redistribution comme dangereuse et préconisent une réforme visant à stimuler l'agriculture commerciale (la réforme productiviste). Les mêmes oppositions s'expriment localement. Dans les plantations de la Zona, alors que de jeunes fonctionnaires, des activistes et les mouvements paysans réclament la redistribution des terres, les secteurs conservateurs, les planteurs et les grands propriétaires terriens s'y opposent avec véhémence.

### *2.2.1. L'intervention de l'État*

#### 2.2.1.1. La réforme agraire nationale au risque des violences

En 1958, après le renversement de la dictature militaire de Rojas Pinilla, un compromis est trouvé entre conservateurs et libéraux autour d'un régime politique nommé Front National afin de mettre fin à la Violencia, la guerre civile qui dévaste le pays depuis 1948. Aux mesures d'alternance politique, d'industrialisation et de développement des infrastructures sociales s'ajoute un ambitieux programme de réforme agraire (Karl 2017, chap. 5 ; Gutiérrez Sanín 2007, 81 -89).

Portée par le sénateur Carlos Lleras Restrepo sous la présidence du libéral Alberto Lleras Camargo (1958 – 1962), cette réforme apparaît comme une solution providentielle pour répondre à la situation critique des espaces ruraux en proie à la violence sociale et politique (Londoño Botero 2016, 110). Au début des années 1960, plusieurs facteurs sont propices à son implantation. Au niveau international, la réforme jouit du soutien des États-Unis, de la FAO et de nombreux gouvernements pour faire face à la pauvreté rurale et à l'agitation communiste (Janvry 1981). Aux yeux du gouvernement étatsunien, la réforme agraire est un pilier de l'Alliance pour le Progrès — un vaste plan de

développement visant à contrecarrer l'avancée continentale du communisme — et la redistribution des terres doit permettre de stabiliser des régimes confrontés à la menace de troubles internes et de révoltes paysannes (Kapstein 2017, chap. 6). Sur la scène politique nationale, de nombreuses critiques s'élèvent contre la sous-exploitation des terres et leur concentration dans de grands domaines terriens improductifs (Palacios 2003, 253). En décembre 1961, la loi 135 est votée par le Congrès et l'Incora est créé. L'institut est chargé d'acquérir des terres — par l'achat, mais aussi par l'expropriation —, d'attribuer des terres aux paysans sans terre, d'administrer les programmes de colonisation agricole du pays et enfin de moderniser les infrastructures agricoles.

Déjà opposés lors des discussions qui précèdent le vote de la réforme, les principaux syndicats de propriétaires terriens, d'éleveurs et de producteurs parviennent à faire appliquer des critères d'exclusion afin de limiter les expropriations de terre (Zamosc 1986, 50). Localement aussi, les élites rurales s'organisent contre la réforme. Quand Lleras Restrepo visite le Grand Magdalena en 1961 pour rencontrer les leaders locaux et obtenir leur soutien, « les planteurs de banane et de coton des deux partis traditionnels s'allient et mettent de côté leurs différends afin d'orchestrer une réponse concertée [...] Ils qualifient la présence de Lleras Restrepo dans la région de "provocation", l'accusent de "désorienter l'opinion publique et d'exciter le peuple" » (Britto 2020, 78). Rapidement, la réforme agraire est orientée vers l'attribution de terres publiques au sein d'espaces périphériques. La politique conservatrice de Guillermo León Valencia (1962-1966), un homme « sans esprit ni convictions réformistes » (Palacios 2003, 254), suspend provisoirement l'élan politique de la réforme agraire (Karl 2018).

Dans le même temps, les tensions politiques augmentent au sein du pays. De profondes dissensions politiques traversent le Front National au milieu des années 1960 alors que le gouvernement et l'armée intensifient la répression militaire des mouvements sociaux et des mouvements d'opposition dans le cadre la « politique intérieure de sécurité nationale » (Karl 2017, chap. 6). De même, nourris par la rencontre entre les mouvances politiques révolutionnaires et des luttes paysannes pour la propriété de la terre et pour les conditions de travail au sein des haciendas, les mouvements de guérilla émergent dans

le pays<sup>99</sup>. Le plus important d'entre eux, les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie, fonde son action dans un programme agraire basé sur l'amélioration prosaïque des conditions matérielles de la paysannerie et sur le dessein révolutionnaire d'abolition de la structure latifundiste traditionnelle (Leongómez et Peñaranda 1991 ; CNMH 2014b ; Karl 2017).

Dans ce contexte tendu, la réforme agraire est de nouveau centrale dans l'action du gouvernement de Carlos Lleras Restrepo (1966-1970), qui en fait un levier politique de la prévention d'une nouvelle guerre civile dans les espaces ruraux<sup>100</sup>. Cherchant à élargir la base paysanne libérale et à organiser l'appui populaire à la réforme agraire, le président libéral crée en 1967 l'Association Nationale des Usagers Paysans (*Asociación Nacional de Usuarios Campesinos*, ANUC) par décret présidentiel, déjouant ainsi l'influence des grands propriétaires au Congrès (Zamosc 1986, 52). L'ANUC devient rapidement un mouvement massif de soutien à la réforme agraire et d'organisation du mouvement paysan à travers le pays. Il prend un peu plus d'ampleur quand, en 1968, le gouvernement introduit la possibilité de transformer les locataires en propriétaires par l'expropriation des terres. En réaction à cette attaque contre la propriété, les grands propriétaires expulsent massivement les fermiers et métayers de leurs domaines. L'ANUC réplique à partir de 1969 par des invasions des terres dans l'ensemble du pays. La confrontation est particulièrement intense sur la côte Atlantique et trouve une expression particulière au sein de la Zona.

### 2.2.1.2. Substituer l'UFC et territorialiser l'État

La réforme agraire est également motivée par le désir de promouvoir la présence de l'État dans les zones rurales et périphériques du pays. L'État doit atteindre les zones de

---

<sup>99</sup> En 1964, un petit groupe de guérilleros issu des milieux universitaires, urbains ainsi que des guérillas libérales forment l'Armée de Libération Nationale (*Ejército de Liberación Nacional*, ELN) dans le département de Santander, à la frontière vénézuélienne. En 1967, une dissidence maoïste du parti communiste fonde l'Armée Populaire de Libération (*Ejército Popular de Liberación*, EPL) dans l'ouest des Caraïbes, faisant bientôt des bananeraies de l'Urabá sa place forte. Enfin, face à l'agitation révolutionnaire gauchiste et dans la continuité des expériences d'autodéfense paysanne post-Violencia des régions andines, le Parti Communiste constitue les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*, FARC) en 1966 dans les départements centraux du Cauca, du Tolima et de Huila.

<sup>100</sup> Intervention de Carlos Lleras Restrepo devant le Sénat, 24 juillet 1968, *Anales del Congreso, Senado de la Republica*, p. 708.

colonisation agricole récentes, mais aussi les régions qui, comme la Zona, ont été, jusqu'alors, dominées le capital étranger. Au début des années 1960, la Zona et le sud du Magdalena font partie des quelques espaces qui, du fait d'intenses conflits fonciers et de leur potentiel économique, sont considérés comme prioritaires dans la réforme agraire (Zamosc 1986, 36).

En 1961, l'année même de sa création, l'Incora envoie ses premiers chercheurs afin d'évaluer la situation socio-économique de la région (LeGrand 1984, 192). Trois ans plus tard, l'Institut adopte une résolution visant à y implanter deux projets de réforme agraire. Le premier au sud du département et l'autre, le Projet n° 4, au nord, dont le centre est situé à Ciénaga<sup>101</sup>. En 1967, l'Institut commande trois études agroéconomiques et recrute, dans d'autres régions, de jeunes techniciens, des juristes et des travailleurs administratifs (Incora 1967, 5)<sup>102</sup>.

L'institution occupe alors les bâtiments laissés vacants par la United Fruit Company<sup>103</sup>. Cinquante ans après, une ex-fonctionnaire de l'Incora se remémore la nouvelle administration créée et son installation au sein de l'urbanisme hérité de la compagnie :

« [Je] suis venue travailler ici, à Sevilla, Prado de Sevilla, où il y avait le camp que la United Fruit Company avait laissé, qui était un camp très particulier, très stratifié. Il y avait un secteur de maisons très modestes, c'était le plus grand, où vivaient les ouvriers, les chauffeurs, les personnes qui travaillaient sur les canaux d'irrigation, les personnes qui faisaient fonctionner les machines, etc. Il y avait un autre secteur où les maisons étaient bien meilleures, mais sans aucun luxe. Là vivaient les employés de bureau, les commis de bureau, mais sans diplôme professionnel. Et il y avait un autre secteur, le Prado, là où nous vivions, les docteurs et professionnels, dans des maisons avec des piscines. [...] Le Prado était complètement fermé, seuls ceux qui y vivaient pouvaient

---

<sup>101</sup> L'aire d'intervention s'étend aux communes d'Aracataca, Fundación et Pivijay. Alors que la Zona Bananera s'étend sur 40 000 hectares, le Projet n° 4 compte un rayon d'action de 60 000 à 80 000 hectares.

<sup>102</sup> Sur la consolidation d'un corps de fonctionnaire et la pénétration administrative de ces espaces ruraux, voir Acero Vargas 2018.

<sup>103</sup> La cession d'une partie des installations de Prado Sevilla à l'Incora est incluse dans l'accord trouvé entre les deux entités au cours des années 1966-1969, voir Notaria 5a. de Bogotá, 1969, n° 1199, archive privée.

y rentrer. Les ouvriers ne pouvaient pas y aller. Ils y allaient pour nettoyer, ou comme chauffeurs. »<sup>104</sup>

La substitution de la transnationale par l'État ne s'arrête pas à l'occupation de bâtiments vacants et à la reproduction de ses hiérarchies sociales. L'Incora prend également en charge la production de connaissances, une tâche qui incombait jusqu'à présent au capital étranger. Lorsque les fonctionnaires de l'État arrivent dans la région, ils sollicitent toutes les données obtenues par la transnationale et produisent une grande quantité de données. Ils étudient les infrastructures et les capacités agronomiques existantes ; ils déterminent les zones propices à l'agriculture et à l'élevage ; ils font un inventaire cadastral ; ils répertorient les barrages, les réservoirs, les canaux et les puits, et ils analysent la situation des marchés agricoles internationaux, etc. (Incora 1967, 5 ; 1970, 5 -9) Sur les terres les plus fertiles, au nord du fleuve Sevilla, les chercheurs calculent que 5 000 hectares de cultures de bananes doivent être maintenus et modernisés. Les grands producteurs réclament 8 000 à 10 000 hectares. Sur le reste des terres, il est nécessaire, selon les fonctionnaires, de diversifier les cultures et de cultiver les terres improductives.

Outre son administration des infrastructures d'irrigation, l'institut devient le propriétaire d'une partie conséquente des terres de la compagnie transnationale. Deux donations de l'UFC à l'Incora, en 1964 et 1969, et une vente effectuée en 1968, portent le total du transfert à 13 321 hectares de terres (voir tableau 2)<sup>105</sup>. Ces transactions sont effectuées en l'échange de la reprise, par l'institut étatique, des dettes des planteurs contractées auprès de l'UFC. En interne, la compagnie estime le résultat des négociations avec l'Incora supérieur à ses estimations initiales. De nombreux propriétaires ne rembourseront jamais ces dettes à l'État (Bucheli 2013, 182 -83)<sup>106</sup>.

---

<sup>104</sup> Entretien #7, ancienne fonctionnaire de l'Incora, 20 juillet 2019, Santa Marta.

<sup>105</sup> Notaria 5a. de Bogotá, 1969, n° 1199.

<sup>106</sup> Entretien #11, éleveur et membre d'une famille de planteur, 22 juin 2019, Santa Marta.

Modalités d'acquisition	Surface (en ha)
Achat à l'UFC	3846
Cession de l'UFC	9475
Achat à des particuliers	3093
Cession de particuliers	64
Expropriation	100
Autre	47
Total	16 625

Tableau 2, *Acquisitions de l'Incora, projet n° 4 entre 1964 et 1977, Source des données : Lopez 1978, 83*

Peu de données relatent avec précision l'attribution des terres. Selon une étude réalisée en 1978, l'Incora octroie 4 712 hectares à 470 familles entre 1966 et 1977 (Lopez 1978, 90)<sup>107</sup>. Une étude plus tardive relate qu'en 1983, 6997 hectares sont attribués à 545 familles dans une zone plus restreinte, au cœur du bassin agro-industriel (Torres, Fontalvo, et Montaña 1984, 100). Les terres sont attribuées à titre individuel ou, dans la majorité des cas, à des coopératives collectives<sup>108</sup> (voir infra). Cependant, la redistribution est vraisemblablement obstruée par la reconduction, par l'État, des baux de location des anciens producteurs associés de l'UFC (Lopez 1978, 80 ; Torres, Fontalvo, et Montaña 1984, 96)<sup>109</sup>. L'intervention étatique est l'objet d'importantes contestations ainsi que de stratégies de contournement des élites rurales.

### *2.2.2. Les propriétaires terriens face au départ de l'UFC et à la réforme agraire : accumulation de terres, opposition politique et diversification de la production*

Face au départ de l'UFC et au déclin de l'économie agro-industrielle, la stratégie d'une partie des grands propriétaires est l'accumulation de terres. En effet, toutes les terres de l'UFC ne sont pas transférées à l'Incora et une grande partie est déjà, au milieu des

<sup>107</sup> Une autre étude universitaire relate qu'en 1983, 6997 hectares — soit 80 % des terres acquises — ont été attribués à 545 familles (Torres, Fontalvo, et Montaña 1984, 100). Près de 60 % de ces attributions sont effectuées entre 1977 et 1983, un fait important au regard du clientélisme et de la corruption qui marque l'institut à cette période (Acero Vargas 2018).

<sup>108</sup> Chaque attribution de terre aux producteurs individuels et aux entreprises communautaires doit être accompagnée d'un encadrement technique. L'institut est assisté dans ces tâches par l'institut Agraire Colombien, dont un centre de recherche, inauguré en 1966 à Sevilla. Enfin, l'Incora octroie à ses usagers, à travers la Caisse de Crédit Agraire, l'accès à des crédits pour assurer l'investissement dans des techniques modernes, l'emploi de semences de bons rendements et l'amélioration des infrastructures.

<sup>109</sup> Entretien #7, ancienne fonctionnaire de l'Incora, 20 juillet 2019, Santa Marta.

années 1960, entre les mains de ses anciens associés. L'histoire orale de la Zona et les écrits du planteur Jose B. Vives témoignent des achats fonciers extrêmement avantageux qu'opèrent les planteurs auprès de l'UFC<sup>110</sup>. Un membre d'une famille de planteurs se remémore ce transfert massif des actifs de la transnationale aux planteurs :

« Quand la United s'en va à Turbo, ils vendent les terres, les camps, les tracteurs, les demeures, les maisons à Sevilla, à Santa Marta, pour une bouchée de pain. [...] Ceux qui achetaient étaient des gens qui avaient économisé un peu d'argent et c'était aussi parce que la United le vendait pour des sommes dérisoires. Mon grand-père a acheté quelques maisons là-bas, à Orihueca, là où se trouvaient les fermes, il les a achetées pour trois fois rien. »<sup>111</sup>

Parmi les planteurs disposant du capital nécessaire pour accroître leur patrimoine, Jose B. Vives joue un rôle prépondérant. L'homme a fait fortune grâce aux plantations de banane, mais aussi à travers ses activités financières et manufacturières. Fondateur de la Fédération des Producteurs de Bananes du Magdalena en 1954, il signe en 1960 un contrat avec l'UFC, devenant ainsi son représentant et principal fournisseur dans le Magdalena. Au départ définitif de la transnationale, il acquiert des terres ainsi qu'une grande partie des contrats de la compagnie. Dans ses mémoires, l'entrepreneur détaille sa rencontre en 1960 avec le directeur de la Compañía Frutera de Sevilla, et l'autre grand planteur Francisco Dávila, afin de négocier la vente des actifs de la transnationale<sup>112</sup>. Pour 14 millions de pesos (2,15 millions de dollars), José B. Vives achète 2 020 hectares de plantations de bananes, et 416 hectares de pâturages. Pour 7 millions de pesos (1 million de dollars), sa Fédération acquiert l'hacienda Patuca, l'une des plus modernes de la région<sup>113</sup>. Toutefois, une partie de ces domaines terriens sont bientôt menacés par les visées redistributives des partisans d'une réforme agraire radicale.

---

<sup>110</sup> Entretien #11, éleveur et membre d'une famille de planteur, 22 juin 2019, Santa Marta.

<sup>111</sup> Entretien #4, membre d'une famille de planteurs, 19 juillet 2019, Ciénaga. Ce fait me fut compté dans des termes similaires par d'autres producteurs, mais aussi par des habitants de la Zona. Entretien #1, ancien ouvrier, 12 juillet 2019, Zona Bananera, Entretien #3, ancien planteur et haut fonctionnaire, 22 août 2019, Santa Marta, Entretien #11, éleveur et membre d'une famille de planteur, 22 juin 2019, Santa Marta.

<sup>112</sup> « Historia de la Federación de Productores de Banano », José B. Vives, s.d., Co.47001000.00234, DDHH-CNMH, Bucheli 2013, 107.

<sup>113</sup> L'hacienda compte alors 213 hectares de champs de palme en production, 3 500 têtes de bétail et 3 300 hectares de pâturage, mais aussi des campements pour les travailleurs et les contremaîtres,

La résistance des planteurs contre la réforme redistributive se joue notamment au niveau politique. Conjointement au travail de lobbying des organisations patronales qui vise, au niveau central, à « limer les dents de la réforme agraire » (Palacios 2003, 241), l'opposition des élites rurales est relayée par les élus locaux. La position des planteurs du Magdalena est ainsi portée au niveau national par des hommes politiques tels que le sénateur Hugo Escobar Sierra (voir supra) ou l'ancien gouverneur et ministre Pedro Castro Monsalvo. Planteur de coton, membre du parti libéral et grand propriétaire terrien de la région, ce dernier est lui-même impliqué dans des conflits violents pour la terre<sup>114</sup>. Contre la réforme agraire, il réfute le rôle de la concentration des terres dans le retard du secteur agraire colombien. À l'instar de la bourgeoisie rurale, il s'oppose à la nécessité d'exproprier les grands domaines et préconise de limiter la réforme à la promotion de la colonisation des frontières agricoles et à la stimulation de l'innovation technologique (Britto 2020, 48 -50).

Aussi, afin d'éviter toute expropriation des terres, les grands propriétaires doivent diversifier les cultures des plantations abandonnées. Sous le poids de la crise économique et des menaces de faillite, les anciennes plantations sont converties en pâturages et en cultures de riz, de cacao et de palmiers à huile. Près de 7 000 hectares sont transformés en pâturages afin de justifier de l'utilisation du sol et de maintenir un investissement en capital faible et peu risqué (Partridge 1979, 500). En effet, l'élevage constitue une méthode traditionnelle d'occupation des terres pour sécuriser de grandes extensions de terre et répondre à des périodes d'incertitude et d'instabilité de la propriété (Londoño Botero 2016 ; Arango 2014 ; LeGrand 1988).

La mise en culture des terres avec des plantations de riz est une alternative mobilisée à la fois par les grands propriétaires terriens et par des producteurs de taille moyenne. Le déclin après-guerre du système des économats de l'UFC (« *comisariato* ») et des importations alimentaires stimule la production pour les marchés locaux. Ces plantations

---

38 maisons pour les employés, deux résidences pour les administrateurs, des garages, des ateliers mécaniques, une usine d'extraction d'huile de palme ainsi qu'une usine de pasteurisation du lait. « Historia de la Federación de Productores de Banano », José B. Vives, s.d., Co.47001000.00234, DDHH-CNMH.

<sup>114</sup> En septembre 1959 des paysans de la région l'avaient accusé d'avoir abattu leurs clôtures, d'avoir lancé du bétail pour détruire leurs cultures et les expulser de leurs terres (Arango 1980, 22).

représentent au début des années 1970 près de 3000 hectares dans les terres irriguées de la Zona (Partridge 1979, 500).

Enfin, le palmier à huile s'impose comme une alternative viable d'usage des sols. Sa culture est introduite par l'UFC dans le Magdalena au milieu du XXe siècle au sein de la plantation Patuca. Dans le cadre des politiques de substitution des importations agricoles et avec l'influence d'institutions internationales<sup>115</sup>, elle est promue par les gouvernements de Carlos Lleras Restrepo puis de Misael Pastrana (1970-1974)<sup>116</sup>. Dans la Zona, l'Incora et l'institut Colombien d'Agriculture stimulent son expansion depuis le milieu de la décennie (Bozzi et Jaramillo 1998, 211). Ainsi, les grands propriétaires terriens, dont José B. Vives et les frères Lacouture (voir infra), développent des plantations de palmier à huile et des usines d'extraction.

En 1973, la Zona compte 17 plantations de palmier dont 3 sont équipées d'usines d'extraction, inaugurant la longue et régulière expansion des plantations de palmiers à huile qui va transformer ses paysages<sup>117</sup>. Ainsi, alors que la superficie des bananeraies est réduite du fait des difficultés du secteur, mais aussi de la haute productivité par hectares de la variété Cavendish, la réforme agraire stimule l'expansion des plantations de palmiers à huile. Ces exploitations — nécessitant beaucoup de terre, mais peu de main-d'œuvre — deviennent, au fil des années, un instrument des grands propriétaires pour l'occupation des sols et le contrôle de vastes domaines terriens, au détriment de leur appropriation par les masses paysannes (voir carte 6)<sup>118</sup>. Elles sont aussi un investissement affecté des grands narcotrafiquants (voir chap. 4).

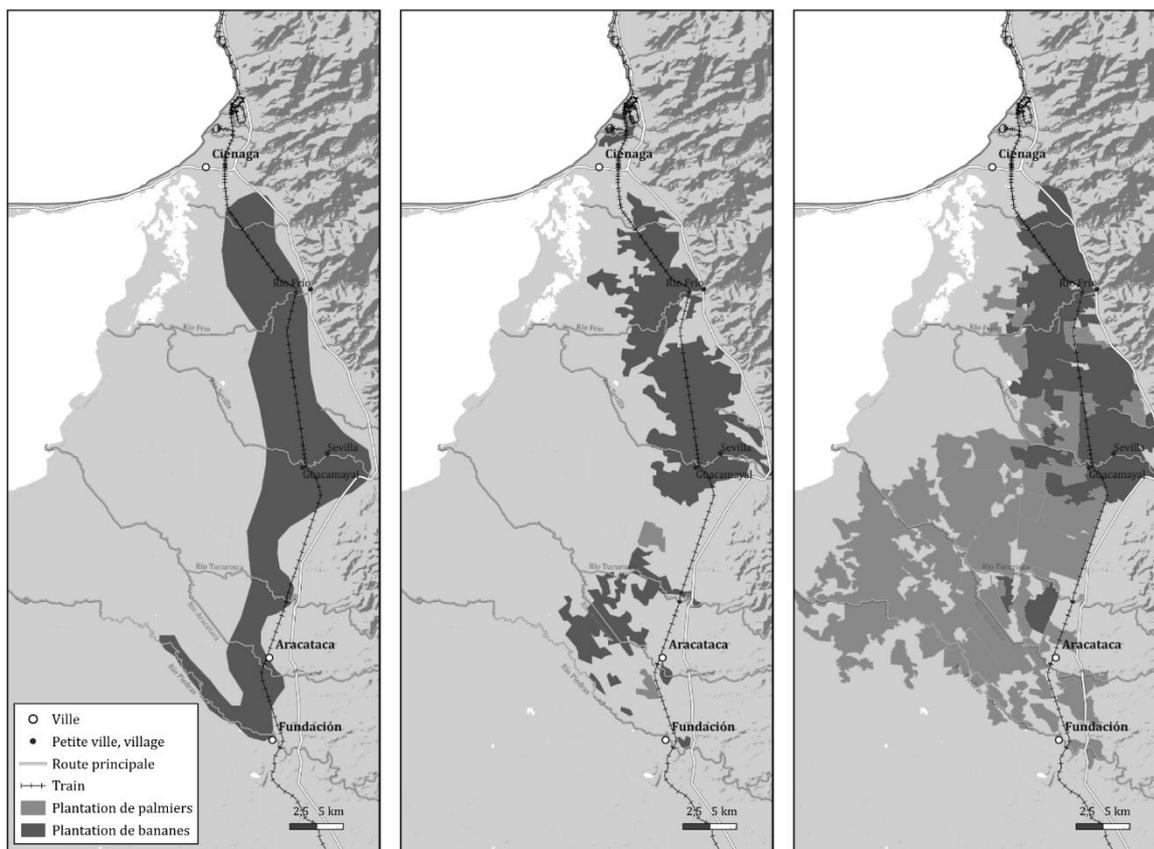
---

<sup>115</sup> Cette politique est initiée par les recommandations de l'agronome Maurice Ferrand, membre de l'institut de Recherches pour les Huiles et Oléagineux et de la FAO (1959).

<sup>116</sup> La culture d'huile de palme est promue à partir de 1963 par le Fond d'Investissements Privés (*Fondo de Inversiones Privada*) qui concède des crédits à faible taux et favorise la création des premières entreprises (Díaz 2002, 8 -10). De même, l'institut de Promotion Industrielle (*Instituto de Fomento Industria*) stimule, au début des années 1970, l'implémentation et la modernisation des installations d'extraction d'huile de palme. Créé en 1973, le Fond de Financement Agricole (*Fondo Financiero Agropecuario*) finance la préparation du sol, l'acquisition de machines et d'équipements, les systèmes d'irrigation et de drainage.

<sup>117</sup> En 1982, les palmiers recouvrent près de 5000 hectares de la Zona Bananera (Unidad Regional de Planificación 1984) avant d'atteindre, par une progression linéaire, la surface de près de 28000 hectares en 1998 (voir chap. 3).

<sup>118</sup> Sur l'expansion des plantations de palmier à huile et leurs effets sur les stratégies de contrôle de la terre et les structures agraires régionales voir Rivera 2011 ; Delgado et Dietz 2013 ; Potter 2020.



Carte 6, Plantations de banane et de palmier à huile dans la Zona en 1931, 1966 et 2023, Réalisation : B. Levy, 2023, à partir des cartes produites par Taylor 1931 et Maillard 1972 et d'un travail de télédétection sur des images satellites GEARTH 2023

Un constat tout à fait similaire est avancé par Amy Offner à propos de la réforme agraire au sein du bassin agro-industriel du Valle del Cauca. L'historienne montre que l'action de l'État est rapidement orientée en faveur des infrastructures de l'agriculture capitaliste, aux dépens d'une redistribution aux paysans sans terre de la région. L'autrice souligne le consensus productiviste qui émerge :

« L'expropriation eut peu d'application réelle, fonctionnant plutôt comme une menace qui poussa les propriétaires fonciers à investir de manière productive et à identifier leurs activités avec les objectifs macroéconomiques nationaux. En ce sens, le mouvement de réforme n'a pas égalisé la distribution de la propriété, mais il a accompli quelque chose. Il a créé un consensus autour de la poursuite de la productivité parmi les grands propriétaires fonciers. » (Offner 2019, 77)

Malgré ces stratégies de développement agricole, des tensions émergent entre les fonctionnaires de l'Incora et les planteurs de la Zona (voir infra). De même, la mémoire des producteurs relate à la fois l'irrationalité d'une réforme qui allait, selon l'un d'eux, anéantir le seul secteur moderne de l'économie agricole régionale<sup>119</sup> et un sentiment de « persécution des riches par des petits bureaucrates de Bogotá »<sup>120</sup>, incapables de comprendre les problématiques locales. Enfin, si certains grands propriétaires disposent des moyens pour sécuriser leurs terres et même agrandir leur domaine terrien par l'achat des plantations en faillite, d'autres propriétaires, plus modestes, sont ruinés par l'association de la crise du secteur agro-industriel et du mouvement paysan de reprises de terre<sup>121</sup>. Au tournant des années 1970, la mobilisation collective des secteurs subalternes est à son paroxysme et menace la propriété des planteurs.

### *2.2.3. Le mouvement paysan pour la redistribution des terres*

Alors que les grands propriétaires de la Zona cherchent à échapper à la réforme redistributive et prônent une assistance étatique à la récupération de l'agro-industrie régionale, le mouvement paysan réclame, avec de plus en plus de force, la redistribution des terres.

Dès le début des années 1960, le mouvement de reprise des terres est important dans la Zona et les conflits pour la terre se multiplient. Les fonctionnaires de l'Incora constatent, en 1961, l'occupation de près de 7000 hectares des propriétés de l'UFC par 1200 individus, installés pour certains depuis les années 1930 (LeGrand 1984, 192). La terre est l'objet de conflits violents. En 1959, des colons du village de Tucurinca accusent les propriétaires terriens des familles Riascos et Lacouture d'avoir organisé l'attaque de leurs terres par des « bandits [...] munis de tracteurs ». Sur une période de 15 jours, les paysans reportent neuf assassinats dans leurs rangs (Arango 1980, 21). Des dénonciations similaires sont émises par des groupes d'occupation dans la Zona ainsi qu'à ses frontières (Britto 2020, 49). En mai 1963, 300 paysans occupent le parvis de la

---

<sup>119</sup> Entretien #3, ancien planteur et haut fonctionnaire, 22 août 2019, Santa Marta.

<sup>120</sup> Entretien #11, éleveur et membre d'une famille de planteur, 22 juin 2019, Santa Marta.

<sup>121</sup> Entretien #4, membre d'une famille de planteurs, 19 juillet 2019, Ciénaga.

préfecture régionale pour protester contre les assassinats et les expulsions menées par la famille Dávila (Arango 1980, 40).

L'organisation des paysans pour appuyer la réforme agraire est particulièrement vigoureuse au centre et au sud du département, dans les grandes plaines d'élevage (CNMH 2014a). En 1964 les premières rencontres ont lieu et trois ans plus tard, une section de l'Association Nationale d'Usagers Paysans (ANUC) est créée dans la commune d'El Plato. L'association implante des comités municipaux à travers le département au cours des années suivantes (CNMH 2014a, 19 -21). Dans la Zona cependant, face à la culture ouvrière et salariale des habitants, l'ancrage de l'organisation est plus laborieux. Originaires d'autres régions du département et peu accoutumés aux problématiques historiques du prolétariat agricole, les militants de l'ANUC se heurtent à la nostalgie du salariat et au manque d'intérêt de certains anciens ouvriers pour la récupération de terre (Torres, Fontalvo, et Montaña 1984, 145).

Au début des années 1970, l'organisation paysanne jouit d'un soutien fort de l'Incora. L'Institut finance et participe aux séminaires organisés par l'ANUC afin notamment de former des dirigeants paysans dans la région<sup>122</sup>. Ses fonctionnaires collaborent étroitement avec l'organisation pour une grande partie des attributions de terres. Ils encouragent les invasions de terres tout en protégeant les militants d'une répression trop sévère. Le succès régional d'une réforme redistributive repose sur la capacité du mouvement paysan à organiser des invasions de terre et sur l'appui apporté par de jeunes fonctionnaires partisans d'une transformation radicale de la propriété<sup>123</sup>.

Fort de cet appui, le mouvement paysan multiplie les occupations de terres. Bien que leur nombre soit plus important au sein des grands « *latifundios* » du sud et du centre du département<sup>124</sup>, le maire de Ciénaga informe le ministre du Gouvernement en novembre 1971 que d'incessantes invasions ont lieu au sein du bassin agro-industriel qui jouxte sa ville. Il note ainsi que la plupart des occupations de plantations sont expulsées au cours

---

<sup>122</sup> Lettre de l'ANUC El Banco à l'Incora, 10 octobre 1971, Archives Générales de la Nation (AGN), Fd. Ministerio de Gobierno, S. Despacho del Ministro, C. 78/D. 1/ F. 84.

<sup>123</sup> Entretien #7, ancienne fonctionnaire de l'Incora, 20 juillet 2019, Santa Marta, (CNMH 2017a, 22,25).

<sup>124</sup> Entretien #10, ancien directeur de l'Incora Magdalena, 10 février 2021, à distance, Entretien #7, ancienne fonctionnaire de l'Incora, 20 juillet 2019, Santa Marta.

du mois et que malgré l'emprisonnement de quarante-six personnes, ces derniers se trouvent déjà libres et dans « l'intention de réitérer leurs méfaits »<sup>125</sup>. De même, un anthropologue présent dans la région en 1972-73 fait le constat suivant :

« [Il] ne se passe pas un mois dans la Zona Bananera sans que des squatters, ou colons, n'envahissent un domaine d'élevage. »  
(Partridge 1979, 504)

Il décrit plus précisément la dynamique de ces invasions. Des groupes de travailleurs journaliers choisissent l'invasion en prenant en compte le poids politique du propriétaire terrien et la possibilité d'obtenir de l'aide de l'Incora ainsi que des employés de l'exploitation. La nuit, ils envahissent la terre et érigent des habitations de fortune et des cultures sommaires. Les employés découvrent l'invasion et préviennent le propriétaire qui, dans la majorité des cas, fait appel à un groupe armé chargé d'expulser les colons. Si cela est impossible ou que le propriétaire souhaite vendre sa terre à l'État, une négociation s'ouvre pour le rachat de la terre et la constitution d'une coopérative (Partridge 1979, 504-5).

À cette période, la demande de terres dans la Zona est forte, mais la redistribution par l'Incora est encore insuffisante pour les paysans. En 1971, trois représentants d'un groupe de paysans du village Sevilla écrivent au président de la République, Misael Pastrana (1970 - 1974) :

« Monsieur le Président, nous ne demandons rien d'autre que des terres pour travailler, car la misère dans cette région est insupportable. [...] Tous les jours, nous nous rendons à l'institut Incora, Projet 1, pour nous inscrire en vue de la distribution de parcelles de terre et le jour où nous sommes convoqués, nous restons aux portes de l'Incora, comme des cochons affamés [...] et le directeur et ses avocats nous disent "M. José Vives ne veut pas céder ses terres". Nous demandons à votre Excellence, ces terres de la Zona Bananera [...] sont-elles la propriété du "*terrateniente*" José Vives? Nous ne pouvons pas attendre plus longtemps, ce sera la dernière demande que nous ferons au

---

<sup>125</sup> Lettre du maire de Ciénaga au ministre du Gouvernement, 17 novembre 1971, AGN, Fd. Ministerio de Gobierno, S. Despacho del Ministro, C. 78/D. 1/ F. 60.

gouvernement central. Soit vous nous donnez des terres à travailler, soit nous serons dans la nécessité d’envahir ces terres que nous savons être la propriété du gouvernement et qui sont sous la responsabilité de l’institut Incora. »<sup>126</sup>

Cette lettre témoigne non seulement de la pression sociale qu’entendent exercer les paysans sans terres sur l’État, mais aussi des profonds antagonismes entre groupes sociaux qui traversent la Zona. La représentation d’un accaparement des terres publiques par les élites rurales — présente dans la société plantationnaire dès le début du siècle — est active au cours de la réforme agraire et marque, aujourd’hui encore, la mémoire populaire<sup>127</sup>. Quant aux deux photos ci-dessous, elles montrent la forte surveillance militaire qui accompagne une manifestation de l’ANUC dans le village de Sevilla, probablement au début des années 1970 :



*Figures 5a et 5b, Photographies d’une manifestation de l’ANUC à Sevilla, Ciénaga., s.d., Source : DDHH-CNMH fond José Rivera Mesa*

<sup>126</sup> Lettre de trois individus au Président de la République, 30 juin 1971, Archivo Central de la Presidencia, Série : Correspondencia enviada, Sous-série : Instituto Colombiano de Reforma Agraria C. 198/D. 2.

<sup>127</sup> Entretien #1, ancien ouvrier, 12 juillet 2019, Zona Bananera.

Malgré les parcelles obtenues au début des années 1970 et suite aux échecs répétés des hommes pour obtenir de nouveaux titres de propriété, ce sont les femmes paysannes qui portent, dans la région, les luttes de l'ANUC (Porras 1990). Margarita est la fille de l'une des fondatrices de l'ANUC dans la Zona Bananera. Elle raconte ainsi une invasion menée par un groupe de femmes pour des terres et la répression violente à laquelle elles font alors face :

« Ces soixante-dix-sept femmes ont empoigné la machette et ont arraché la terre au propriétaire. [...] La réforme agraire est née à Magdalena avec ces 77 femmes. [...] La récupération s'est faite sur des terres de la United laissées vacantes et appropriées par les *terratenientes*. Ma mère a été emprisonnée 37 fois. [...] À une occasion, on a su qu'ils cherchaient nos camarades pour les emprisonner. Mais nous n'avions pas peur, alors nous avons fait une grande marche [...] à travers la ville, en criant "*À bas les terratenientes!*" et "*Vive l'organisation paysanne!*". Ils n'ont jamais emprisonné ces camarades. »<sup>128</sup>

Le groupe de paysannes finit par avoir gain de cause et, à l'issue de ces affrontements, 674 hectares sont distribués à 99 familles (Porras 1990, 123 ; CNMH 2011, 135). La politique redistributive et les reprises de terre dans la Zona provoquent des conflits importants entre paysans et propriétaires et donnent lieu à une violence, publique et privée, particulièrement intense au début des années 1970.

### 2.3. La redistribution à l'épreuve de l'État, des élites et du marché

Dans tout le pays, la redistribution des terres est finalement largement contenue. Entre 1962 et 1987, 970 741 hectares de terres privées sont acquis par l'État et redistribués. Seuls 6,4 % sont expropriés, le reste est acheté par l'État ou cédé par les propriétaires. En contraste, près de dix fois plus de terres publiques — dix millions d'hectares — sont privatisées au sein de zones rurales marginales (Londoño Botero 2016, 144 -51). Le programme de colonisation de frontières agricoles ouvertes se substitue à la réforme

---

<sup>128</sup> Entretien #CNMH, Ancienne paysanne et militante de l'ANUC, 2009, Santa Marta. Ce témoignage, tout comme d'autres entretiens menés dans le cadre de cette recherche, souligne un fait encore négligé dans l'historiographie de la réforme agraire : le rôle essentiel des femmes dans l'organisation du mouvement paysan et la récupération des terres voir León et Deere 1997 ; Pazos et Fernanda 2015 ; Meertens 2019.

redistributive et la structure de la propriété des espaces au sein desquels la terre est déjà concentrée reste pratiquement inaltérée.

Dans la commune de Ciénaga, l'évolution de la taille des parcelles entre 1970 et 1981 montre une structure de la propriété peu transformée par la réforme agraire :

	Nb de parcelles		% de la commune		Superficie		% de la commune	
	1970	1981	1970	1981	1970	1981	1970	1981
Moins de 5 ha	524	636	27,1	24,6	1288	1837	1,2	1,8
5 à 10 ha	286	381	4,8	14,7	1953	2922	1,9	2,9
10 à 50 ha	673	946	34,9	36,5	15 615	21 970	14,9	24,2
50 à 100 ha	218	424	11,3	16,4	14 502	29 917	13,8	29,3
100 à 500 ha	198	195	10,3	7,5	39 203	36 738	37,4	35,9
Plus de 500 ha	32	8	1,7	0,3	32 359	8805	30,8	8,6

Tableau 3, Taille des parcelles de terre à Ciénaga en 1970 et 1981<sup>129</sup>, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : URPA 1984

Si la proportion des grandes propriétés supérieure à 500 hectares est réduite de 30 % à 8 % de la superficie totale de la commune, celle des grandes propriétés de 50 à 100 hectares passe de 14 % à 29 %. Enfin, malgré l'augmentation substantielle du nombre de parcelles de taille moyenne, celles de moins de 10 hectares — caractéristique de l'économie paysanne régionale<sup>130</sup> — représentent 39 % des propriétés, mais seulement 4,7 % de la superficie de la commune en 1981. En somme, la répartition de la terre reste hautement inégale après la réforme agraire. Quelles sont les forces à l'œuvre dans l'annihilation de la politique de redistribution ?

Cet échec est le résultat de trois facteurs conjoints : la violence des élites rurales, la transformation de la politique étatique et la pression des marchés agricoles. Dans son étude des luttes entre paysans et grands propriétaires de la région de Córdoba — un département de la côte caribéenne dominé par la grande propriété d'élevage — Andrés

<sup>129</sup> Notons qu'une partie de la commune de Ciénaga comprend le massif montagneux de la Sierra Nevada, un espace de culture du café où la petite et moyenne propriété domine. Du fait d'une plus grande disponibilité de terres, l'attribution de terres par l'État y est moins conflictuelle et plus efficace (Molano, Roza, et Escobar 1986).

<sup>130</sup> La superficie des parcelles attribuées par l'État est, en moyenne, de dix hectares.

Felipe Aponte étudie la menace que fait peser la mobilisation paysanne — motivée par une paupérisation continue — sur l'ordre social rural. L'auteur soutient de manière convaincante que les contradictions qui s'expriment au cours de la réforme agraire aboutissent à une privatisation de la violence qui s'avère cruciale dans l'expression postérieure du conflit armé et du paramilitarisme (Aponte 2014 ; Gutiérrez Sanín 2014). Dans la Zona aussi, la violence est un instrument important d'entrave à la redistribution des terres et la réforme constitue un moment de privatisation de la violence.

Toutefois, la violence seule ne saurait expliquer la reproduction de la concentration de la terre au sein de la société plantationnaire. L'échec de la réforme redistributive est aussi le fait de l'abandon progressif des politiques étatiques de soutien à l'économie paysanne, un élément constitutif de la réforme agraire. À mesure que ces politiques s'étiolent pour privilégier le soutien aux secteurs agro-industriels, les exploitations issues de la réforme agraire subissent la pression des marchés agricoles, s'endettent et font faillite. Les luttes qui entourent la définition de l'action de l'État et l'appropriation de la terre tournent peu à peu à l'avantage des partisans de la réforme productiviste et de la préservation d'une distribution concentrée de la terre.

### *2.3.1. Le démantèlement multiscalaire de la réforme redistributive*

Sur la scène internationale de la toute fin des années 1960, la redistribution des terres ne constitue plus une priorité politique. La redistribution des terres n'est plus promue comme le pilier de la réforme agraire par le gouvernement des États-Unis. Ses politiques de développement rural en Amérique latine sont désormais tournées vers la modernisation des systèmes de production agricole capitaliste (Petras et LaPorte 1973). Celle-ci doit être le produit des améliorations techniques, des innovations génétiques et des solutions chimiques apportées par la révolution verte que promeuvent les institutions internationales et les sociétés philanthropiques (Lorek 2023; Kumar et al. 2017; Patel 2013).

En Colombie, la réforme agraire productiviste est portée par des experts internationaux, tels que l'influent économiste de la Banque Mondiale Lauchlin Currie (Brittain 2005), ainsi que par le secteur agro-industriel (Offner 2019 ; Lorek 2023). Le problème agraire du

pays n'est pas défini par ces acteurs en termes d'inégalité d'accès à la terre, mais à l'aune de la faible productivité des exploitations et de la sous-exploitation des terres. L'action de l'État doit dès lors se porter sur l'assistance aux moyennes et grandes exploitations par des politiques de crédits, de financement des infrastructures d'irrigation ou encore au soutien aux importations de semences et de fertilisants (Janvry 1981).

La protection de la propriété rurale et le soutien à l'agro-industrie sont largement renforcés sous la présidence de Misael Pastrana. Son gouvernement adopte, à partir de 1970, un ensemble de mesures visant à enrayer la redistribution des terres. La signature en janvier 1972 du pacte de Chicoral est « une déclaration officielle de contre-réforme agraire » (Zamosc 1986, 98). En contrepartie de la hausse des taxes foncières, il entérine la limitation l'acquisition de terres par l'Incora à la vente volontaire des grands propriétaires (Londoño Botero 2016, 176; Palacios 2003, 255; Kalmanovitz et López 2006, 379). Le pacte, tout en ouvrant la voie à des pratiques massives de corruption et de fraude, paralyse toute possibilité de transformer la structure de la propriété nationale. À partir de cette date, le démantèlement de la réforme agraire et la protection de la propriété agraire sont développés par des législations successives entre 1973 et 1982 (Fajardo 2014, 46; Absalon Machado 2013, 35).

À l'intérieur de l'Incora, les fonctionnaires récalcitrants sont remplacés par des fonctionnaires loyaux afin de restreindre le soutien aux invasions et le lien avec les mouvements paysans (Zamosc 1986, 104). Ceci, au niveau national comme départemental. Dans la section du Magdalena, un conflit est ouvert depuis la fin des années 1960 entre les fonctionnaires partisans d'une redistribution des terres aux paysans sous forme d'entreprises communautaires — la réforme redistributive — et les fonctionnaires qui privilégient la propriété traditionnelle et la compétence des planteurs pour garantir la pérennité des plantations — la réforme productiviste<sup>131</sup>.

En février 1973, des tensions se présentent entre l'institut et les planteurs du Magdalena. Ces derniers écrivent au ministre de l'Agriculture pour dénoncer l'usage par des fonctionnaires de « moyens de pression et de représailles, sans formules légales, pour

---

<sup>131</sup> Entretien #7, ancienne fonctionnaire de l'Incora, 20 juillet 2019, Santa Marta.

obtenir la livraison de terres dont ils revendiquent, de manière fallacieuse, la propriété.»<sup>132</sup> Une ancienne fonctionnaire relate d'importants conflits dans l'Incora à propos des baux ruraux signés entre l'institut et les propriétaires de la Zona et les délais d'attribution des terres aux paysans et aux entreprises communautaires. Ces conflits aboutissent à son licenciement au cours du même mois de février 1973 :

« J'ai compris la tromperie, j'ai compris le mensonge, et j'ai dit "ceci ira de tribunal en tribunal et ils passeront leur vie ici à attendre la terre et l'Incora, de tribunal en tribunal, prolongera le bail de ces fermes" [...] Je me suis réuni avec les dirigeants paysans et je leur ai dit la vérité "il n'y a rien à faire ici, ils ne vont rien céder, ces baux n'expireront jamais" [...] Puis la nouvelle est parvenue aux directeurs de l'Incora, et même aux propriétaires. Deux d'entre eux [...] [ont] envoyé une lettre au directeur de l'Incora à Bogotá [...] [écrivait] qu'une autre María Cano<sup>133</sup> était arrivée dans la région pour semer la subversion, et ainsi de suite [...] [Ils] demandaient au directeur de l'Incora d'agir parce que la subversion était de retour sur la scène et que la situation devenait dangereuse, "bla bla bla", et le directeur de l'Incora a envoyé une résolution fulminante me destituant de mon poste. [...] Les paysans ont appris que j'avais été licencié et [...] ils ont organisé une occupation des bureaux de l'Incora, et ils les ont occupés pendant trois jours, 300 paysans de toute la Zona étaient venus, une belle protestation... »<sup>134</sup>

Les conflits entre propriétaires et fonctionnaires sont amenés à se raréfier. En effet, selon l'analyse des changements institutionnels décrits par Camilo Andrés Acero Vargas, un processus de politisation de l'Incora est à l'œuvre à partir de la signature du pacte de Chicoral. Les technocrates du directoire national sont remplacés par des politiciens, et à l'échelle locale le personnel qualifié et originaire d'autres régions est substitué par des fonctionnaires locaux recrutés grâce à leurs relations politiques. Ces changements

---

<sup>132</sup> « Denuncian del Incora en la Zona Bananera. Angustiosos Mensajes al Ministro de Agricultura y al Gerente General del Incora, en Bogotá », *El Informador*, 20 février 1973.

<sup>133</sup> María Cano (1887 - 1967) était une syndicaliste et membre fondatrice du Parti Socialiste Révolutionnaire. Elle est une figure historique des luttes ouvrières colombiennes, notamment du fait de sa participation à la grève des bananeraies de 1928.

<sup>134</sup> Entretien #7, ancienne fonctionnaire de l'Incora, 20 juillet 2019, Santa Marta.

favorisent le clientélisme, la corruption et l'influence des grands propriétaires terriens à l'intérieur des sections locales de l'institut (Acero Vargas 2018).

### 2.3.2. *La violente répression des occupations de terres*

Le mouvement paysan de récupération des terres se heurte à une importante résistance des propriétaires et génère de nombreuses confrontations. À la fin des années 1960, face aux invasions, les grands propriétaires de la côte Atlantique ont déjà pour habitude de constituer des petits groupes armés et de payer des fonctionnaires de police rurale afin de protéger leurs propriétés et d'expulser les envahisseurs (Escobar 1983). Selon Gutiérrez Sanín, les grands propriétaires ont la possibilité de placer des fonctionnaires sous leur contrôle direct, comme l'illustre un contrat passé entre la famille de planteurs Dávila et la police de San José à Pivijay (au sud de la Zona), prévoyant la mise à disposition de deux agents en échange de leur nourriture et de leur logement (Gutiérrez Sanín 2014, 156 -57).

Les incidents violents autour de la terre qui émaillent la décennie 1960 s'intensifient dans le département au cours de l'année 1971. Pour le seul mois de novembre 1971, à titre d'exemple, des colons d'El Banco (sud Magdalena) dénoncent l'incendie de leur ferme, la destruction de leurs outils de travail et l'assassinat d'un des leurs ; des paysans de Plato (sud Magdalena) signalent la destruction de leurs cultures par un propriétaire terrien ; un groupe d'Orihueca (Ciénaga) fait état de l'incendie de leurs fermes, la destruction de leurs semailles et l'emprisonnement de 14 de leurs compagnons (Arango 1980, 63). Des dénonciations similaires des collectifs paysans sont émises tout au long de première moitié des années 1970, principalement dans le centre et le sud du département, mais aussi dans la Zona Bananera<sup>135</sup>.

---

<sup>135</sup> Des événements similaires sont rapportés en janvier 1971 à Plato, en décembre 1971 à El Difcil, au cours des mois de janvier, juin et août 1972 à Arcataca, San Sebastian, El Banco et Plato, en avril 1973 à Sevilla (Ciénaga) et à Bonda et en février 1974 à Fundación et Plato. (Arango 1980, 104,123,124,129,137,150,186), Lettre de l'ANUC nationale au Ministre du Gouvernement, 24 janvier 1972, AGN, Fd. Ministerio de Gobierno, S. Despacho del Ministro, C. 78/D. 1/F. 78 Lettre de la Société des Educateurs du Magdalena au Président de la République, 12 avril 1973, AGN, Fd. Ministerio de Gobierno, S. Despacho del Ministro, C. 78/D. 3/F. 104-105 Lettre de l'ANUC nationale au Ministre du Gouvernement, 27 février 1972, AGN, Fd. Ministerio de Gobierno, S. Despacho del Ministro, C. 78/D. 1/F. 78.

Les propriétaires, quant à eux, se plaignent aux autorités de la dépossession dont ils sont victimes. Ces plaintes sont portées sur la scène régionale et nationale par des hommes politiques alliés, dont le sénateur conservateur Hugo Escobar Sierra est l'une des voix fortes. Pourfendeur de l'irrationalité de la politique de redistribution des terres et des coopératives agricoles (Sierra 1972), le sénateur est l'acteur principal d'une campagne politique visant à prévenir le pays du danger des invasions de terre et à renforcer la répression étatique à leur encontre. Dans une séance du Sénat de novembre 1971 consacrée à la question, le sénateur dénonce la « ruine du développement agricole dans le département du Magdalena » causée par « des gens sans scrupule qui font des invasions un business lucratif ». Il défend l'usage des armes et la légitime défense des propriétaires<sup>136</sup>. À l'instar de la bataille politique nationale, ses détracteurs à l'échelle locale accusent la réforme redistributive d'être le terreau de la subversion communiste. Ces craintes et la mise en scène de la menace subversive sont nourries à l'échelle nationale par la radicalisation de l'ANUC et le travail idéologique mené par des groupes révolutionnaires en son sein. La ligne Sincelejo, issue d'une scission du mouvement opérée en 1972, devient la cible principale du discours anticommuniste et de la répression étatique.

Les plaintes des propriétaires du Magdalena s'étendent jusqu'au milieu de la décennie 1970. Le propriétaire d'une ferme à Aracataca rapporte ainsi les invasions systématiques dont il est victime. Il signale l'irruption de deux cents « envahisseurs armés » dans sa ferme, qui ont planté des bananiers et construit des ranchs<sup>137</sup>. De même, en juillet 1975, un rapport de police fait état de l'augmentation du nombre d'invasions de terres dans le département — 28 au total —, notamment dans les communes de Santa

---

<sup>136</sup> Extrait du débat sénatorial sur les invasions de terres envoyé par le Secrétaire Général du Sénat à destination du ministre du Gouvernement, 17 novembre 1971, AGN, Fd. Ministerio de Gobierno, S. Despacho del Ministro, C. 22/D. 2/ F. 29-40 Une lettre tardive, datant de 1979, envoyée par un propriétaire terrien de la Zona Bananera au sénateur Hugo Escobar Sierra constitue l'une des rares traces écrites de la relation entre les grands propriétaires et l'homme politique. Le propriétaire y condamne les agissements violents des « agents de la subversion marxiste » et déplore le manque de protection de la propriété par l'État. Lettre d'un propriétaire terrien à Hugo Escobar Sierra, 15 février 1979, Archives du ministère de l'Intérieur (AMI), Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 155/D. 8129.

<sup>137</sup> Lettre d'un propriétaire au gouverneur du Magdalena, 18 mars 1975, AGN, Fd. Ministerio de Gobierno, S. Secretaria General, C. 79/D. 4/ F. 115-116.

Marta, Fundación et Ciénaga. Le rapport souligne le caractère organisé, unifié et systématique des invasions<sup>138</sup>.

La répression est à la fois privée et publique. À la même époque, des bataillons de l'armée sont mobilisés, les peines de prison s'allongent et la violence des expulsions se durcit dans l'ensemble du pays (Zamosc 1986, 105). En juillet 1975, devant le congrès national, les responsables nationaux de l'ANUC évoquent la violence dont leur organisation est victime dans tous les départements, particulièrement sur la côte Atlantique, et dénoncent le recours des propriétaires à des « milices paramilitaires »<sup>139</sup>. Des lettres continuent de parvenir au ministère de l'Intérieur, envoyées par des propriétaires se plaignant des invasions de terre, du vol de bétails et demandant une protection militaire<sup>140</sup>. Certains courriels proviennent de groupes paysans qui dénoncent l'emprisonnement de leurs membres et la violence de groupes civils armés à leur encontre<sup>141</sup>. D'autres enfin sont écrites par le procureur rural dont la défense des organisations paysannes de la Zona contre la violence étatique et privée semble avoir été importante<sup>142</sup>. La violence est d'abord utilisée pour contrecarrer la réforme redistributive promue par l'État avant d'être stimulée par le durcissement de la répression étatique.

Par la suite, si le mouvement paysan pour la récupération des terres ne retrouve pas la mobilisation dont il jouit au début des années 1970, des incidents violents pour la terre continuent de se déclarer dans la région au début des années 1980. Deux traces de conflits datant de 1982 illustrent la continuité des dynamiques d'affrontement violent entre propriétaires et paysans ainsi que le clientélisme qui pénètre l'Incora. En février 1982, les

---

<sup>138</sup> Rapport du Département de police du Magdalena « Criminalité dans le Magdalena », 1<sup>er</sup> juillet 1975, AGN, Fd. Ministerio de Gobierno, S. Secretaria General, C. 85/D. 3/ F. 61-71.

<sup>139</sup> Communication du comité exécutif de l'ANUC sur la répression du mouvement paysan au Sénat, 29 septembre 1975, Anales del Congreso, Senado de la Republica, Acta de la sesión del lunes, 29 de septiembre de 1975, p. 853.

<sup>140</sup> Lettre du comité d'éleveurs de Plato au ministre du Gouvernement, 5 janvier 1976, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 106/D. 1469.

<sup>141</sup> Lettre de cinq individus au maire de Plato, 16 février 1976, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 106/D. 1469.

<sup>142</sup> Dans une lettre adressée au Gouverneur en 1976, le procureur rural annonce avoir ordonné des mandats d'arrêt contre l'inspecteur Général de police et un fonctionnaire d'Aracataca et deux employés d'une ferme pour des violences exercées sur dix-huit familles occupant une parcelle contestée. Rapport spécial sur la parcelle « La Reserva » du procureur agraire à Prado Sevilla, 21 septembre 1976, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 106/D. 1469 De même, un propriétaire terrien dénonce, quelques années plus tard, « les instructions et l'aide » du procureur rural aux invasions dans la Zona Bananera. Lettre d'un propriétaire terrien à Hugo Escobar Sierra, 15 février 1979, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 155/D. 8129.

dirigeants de l'ANUC relatent l'expulsion de paysans dans la municipalité de Chibolo par un peloton de policiers, ayant dégénéré en affrontement armé et coûté la vie à un policier et deux paysans. Les militants accusent alors le coordinateur sectoriel de l'Incora d'entraver la formalisation des parcelles occupées et d'aller « à la pêche aux votes des propriétaires terriens au détriment du travail des paysans »<sup>143</sup>.

La même année, 69 paysans écrivent au ministre du Gouvernement pour dénoncer les agissements de l'Incora dans le département. Alors qu'ils occupent une parcelle d'El Réten dont la propriété est revendiquée par un grand propriétaire, ils constatent lors de leur demande de formalisation à l'Institut que le nouveau directeur du Projet n° 4 Incora n'est autre que le fils de ce même propriétaire. Malgré l'attribution du dossier à la section départementale voisine sur ordre de la direction nationale, l'ordre d'expulsion est ordonné par les autorités régionales. Quatre mois plus tard, le neveu du propriétaire, un narcotrafiquant notoire selon les paysans, se présente à la parcelle, accompagné d'agents de police et d'hommes de main lourdement armés. Les cultures sont incendiées et les paysans ligotés et torturés. Quatre jours plus tard, l'un d'eux est assassiné sur ordre, toujours selon les paysans, de ce même mafieux<sup>144</sup>.

Ces luttes violentes nourrissent la polarisation des identités politiques dans la société plantationnaire. Elles participent à la privatisation de la violence ainsi qu'à son intégration au répertoire d'actions collectives.

### *2.3.3. Les échecs de la repaysanisation*

Toutefois, la réforme redistributive est aussi minée par le déclin progressif du soutien de l'État à l'économie paysanne et par les difficultés que rencontrent les exploitations collectives et individuelles issues de la réforme agraire.

Dans la Zona comme au niveau national (Zamosc 1986, 154), la grande majorité des terres ont été allouées par l'institut à des formes collectives d'exploitation et des entreprises

---

<sup>143</sup> Lettre des dirigeants de l'ANUC Magdalena à destination du ministre du Gouvernement, 10 février 1982, AGN, Fd. Ministerio de Gobierno, S. Despacho del Ministro, C. 22/D. 2/ F. 125-128.

<sup>144</sup> Lettre du comité d'usagers paysans d'El Jayo au ministère du Gouvernement, 4 mars 1982, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 264/D. 8093.

communautaires. Inspirées d'expériences similaires en Amérique latine, ces exploitations sont destinées à stimuler une utilisation collective et rationnelle des ressources et de la main-d'œuvre, à faciliter l'accès à la technologie et au crédit, ainsi qu'à permettre l'accès des nouvelles exploitations aux marchés. Au niveau social et politique, la forme communautaire doit permettre d'augmenter le niveau de vie de ses membres et de stimuler l'organisation collective et l'exercice de la pression paysanne sur les politiques de redistribution. En 1977, l'Incora a créé 62 entreprises et fermes communautaires consacrées à la production de bananes, de riz, de cacao et à l'élevage dans la Zona (Lopez 1978).

L'une des politiques centrales de l'Institut est de diversifier une production agraire dominée depuis le début du XXe siècle par la monoculture. Les fonctionnaires souhaitent maintenir les plantations de banane au nord du fleuve Sevilla et implanter des cultures commerciales de cacao, de coton, de melons, de riz, de maïs au sud de la Zona tout en permettant aux paysans de maintenir une production vivrière. Toutefois, malgré l'importante quantité de terres que l'Incora redistribue dans la région et l'investissement significatif de l'État, une grande partie de ces exploitations ne perdurent pas. Cet échec est le résultat d'erreurs de gestion (1), du manque de ressources de l'Incora pour garantir la formation et l'assistance technique auprès des exploitations paysannes (2) et enfin de l'endettement de ces exploitations sous la pression du marché (3).

(1) Une fois réformé suite au pacte de Chicoral, l'institut poursuit ses objectifs en assurant la médiation entre la demande de redistribution des organisations paysannes et sa dénégration par l'État. L'Incora se concentre dès lors sur la réussite des exploitations existantes. La nécessité de montrer le succès des entreprises communautaires devient la source d'une supervision autoritaire (Zamosc 1986, 157). Dans les vestiges de l'UFC, l'ancien *patron-Etat*, l'État devient patron<sup>145</sup>. Un ex-fonctionnaire témoigne de la mainmise de l'institut sur les exploitations réformées :

---

<sup>145</sup> Dans son étude de la reprise étatique d'une hacienda de la région Nariño, Soraya Maite Yie Garzón note que l'État, à travers la réforme agraire, s'engage dans un rôle de tutelle et d'émancipateur, cherchant à transformer les « indiens des haciendas » en « citoyens » sans toutefois transformer la structure de l'ordre social rural (Garzón 2015).

« [Le] phénomène était le suivant : ils ont continué là, sur cette grande étendue de terre, comme s'ils étaient encore des employés. [...] Les ouvriers étaient payés chaque semaine par l'Incora, un superviseur allait leur dire de travailler tant d'heures. Au lieu d'être les propriétaires des fermes, l'Incora devenait leur patron. Ils n'ont jamais considéré que la terre leur appartenait, ils ont changé de patron. Le patron n'était plus le propriétaire de la ferme, mais le patron était l'Incora. »<sup>146</sup>

Parallèlement, des erreurs d'élaboration et d'application des projets associées au manque d'assistance technique et de formation des paysans provoquent une chaîne de dysfonctionnements qui précipitent l'insuccès du programme de diversification. Des cultures inadaptées sont implantées, à l'instar des champs de gombo mis en place par les agronomes de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)<sup>147</sup>, comme se remémore ce même ancien fonctionnaire :

« La FAO est venue pour faire toutes sortes d'expériences avec les paysans. Il y avait des techniciens du monde entier, des Italiens, des Français, des "gringos". Et puis une fois, ces techniciens de la FAO ont demandé aux paysans de produire du gombo. Ils en ont planté environ 100 hectares. Et ça avait l'air très bien, mais personne ne savait ce que c'était que le gombo, ou comment le commercialiser. Je me souviens donc qu'ici, à Santa Marta, des gens sont venus voir s'ils pouvaient vendre du gombo sur le marché. "Et ça qu'est-ce que c'est ?" et personne ne savait ce qu'était que le gombo. [...] Et puis ça a été perdu, ils ont terminé par jeter la récolte. »<sup>148</sup>

Les exploitations de melon et de riz sont mal gérées et largement endettées<sup>149</sup>. De même, des intempéries et des épidémies frappent des unités de production déjà fragiles, à l'image des producteurs de cacao dont la production est détruite par un champignon, la moniliose

---

<sup>146</sup> Entretien #8, ancien fonctionnaire de l'Incora, 20 juillet 2019, Santa Marta.

<sup>147</sup> La FAO publie une étude sur la diversification de la production agricole dans la Zona Bananera en 1975 (FAO 1975).

<sup>148</sup> Entretien #8, ancien fonctionnaire de l'Incora, 20 juillet 2019, Santa Marta.

<sup>149</sup> *Ibid.*

du cacaoyer<sup>150</sup>. Enfin, les entreprises communautaires dédiées à la production de banane sont elles aussi gravement endettées (Ledesma, Ramos, et Daza 1976 ; Bonnet, Serna, et Espinosa 1979).

(2) L'assistance lacunaire de l'État ne permet pas le maintien économique et la pérennisation des exploitations mises en place. Elle est pourtant fondamentale dans la conversion des anciens ouvriers agricoles en producteurs agricoles. En effet, nombre d'individus manquent de connaissances agronomiques et ne sont pas accoutumés à la propriété des moyens de production et à l'administration d'une exploitation (Incora 1967, 4,25 ; Torres, Fontalvo, et Montaña 1984, 122,139). Un ancien ouvrier se rappelle à la fois des invasions de terres, mais aussi de la difficulté des habitants de la Zona à prospérer sur ces nouvelles terres :

« Donc certains ont prospéré sur ces terres, mais la plupart n'ont pas prospéré. [...] [Au sud du département] ce sont des agriculteurs [...], mais de Fundación jusqu'ici, l'homme est un travailleur journalier, il travaille pour un salaire journalier. [...] À ce moment, ils font un pas en arrière et redeviennent des paysans, mais ils ne sont pas nés paysans. Beaucoup de gens ont quitté la parcelle et sont partis. Et la terre est de très bonne qualité, avec une bonne eau. Mais la façon dont on a été élevé, notre culture ce n'est pas d'être des agriculteurs, de vivre de l'agriculture. »<sup>151</sup>

La culture salariale et le manque d'expérience des individus dans l'administration des exploitations se conjuguent à des erreurs de l'Incora ainsi qu'à une diminution des aides de l'État. À mesure que la réforme agraire est démantelée et que les ressources étatiques s'amenuisent, les entreprises communautaires sont marginalisées et la condition de ses membres se dégrade. Peu à peu, sous la contrainte silencieuse du marché et du désengagement de l'État, les politiques d'agriculture collective s'érodent.

(3) L'endettement des exploitations individuelles et collectives constitue un point central de l'échec de la réforme agraire dans la Zona. Alors que les nouvelles lois agricoles de 1973 fournissent des quantités massives de crédit bon marché pour stimuler la

---

<sup>150</sup> Entretien #12, ancien fonctionnaire et agronome de l'Incora, 12 juin 2019, Santa Marta.

<sup>151</sup> Entretien #9, paysan, 28 août 2019, Zona Bananera.

production agro-industrielle, le montant des crédits accordés aux petits producteurs diminue et les conditions de prêt se durcissent (Zamosc 1986, 133, 157). Des prêts dont les intérêts sont trop importants et les délais trop courts obligent alors les entreprises communautaires à commercialiser rapidement leurs récoltes à des conditions désavantageuses ou à utiliser ces crédits pour la consommation quotidienne, entretenant ainsi un endettement structurel. Dès le milieu des années 1970, les entreprises communautaires dédiées à la culture de la banane présentent un taux d'endettement élevé et une désertion de leurs membres (Ledesma, Ramos, et Daza 1976, 61). Ces situations aboutissent à la demande d'individualisation des parcelles, à la revente des terres ainsi qu'au retour des ouvriers au travail salarié ou à l'économie informelle (Lopez 1978, 141).

Dans tout le pays, et particulièrement sur la côte caribéenne, des fonctionnaires de l'Incora font état d'une paysannerie bénéficiaire de la réforme lourdement endettée, devant se résoudre à vendre ou abandonner la terre pour émigrer ou chercher du travail au sein des plantations (Zamosc 1986, 245). Les terres acquises par l'État à la fin des années 1960 sont saisies pour abonder le fonds d'attribution de l'Incora ou réintègrent les domaines des grands propriétaires terriens (Lopez 1978, 154).

Ce témoignage d'un habitant de Guacamayal sur la trajectoire de son père et de ses voisins au sein d'une entreprise communautaire illustre la diversité des situations des paysans réformés, mais aussi leur endettement structurel et la perte des terres au profit des grands propriétaires :

« Mon père dans les années 70, lors de la réforme agraire, a reçu la parcelle que nous avons toujours. Il plantait de la banane au début. Ils étaient 6 membres, 6 familles qu'ils ont installées ici. Et de ces 6 il n'est resté que nous en possession de la terre parce que les autres ont vendu à de grands propriétaires et certains voisins du secteur [...] Les voisins ont vendu à cause de la dette de la Caisse Agraire, qui est ce qui asphyxie le producteur. Et pour ne pas se faire exproprier la terre, ils l'ont vendue, au prix qu'on leur a offert. [...] Parfois les enfants et petits-enfants de ceux qui étaient les compagnons de mon père travaillent gagnent un salaire journalier avec moi. C'est triste, mais c'est la réalité, ils ont décidé

de vendre le peu qu'ils avaient et ils sont toujours dans la pauvreté absolue. »<sup>152</sup>

Les propriétaires de grandes plantations rachètent les parcelles des paysans endettés. Alors que les terres attribuées par l'Incora soient soumises à l'impossibilité de vendre sans l'accord préliminaire de l'État, des transactions foncières sont opérées sous forme de « carte-vente » — un papier manuscrit reconnu localement comme contrat de vente — qui atteste de la vente sans toutefois être enregistrée auprès des notaires et du cadastre. Ces accords coutumiers et informels permettent aux grandes plantations d'incorporer les parcelles distribuées par l'État. La vente n'a aucune existence légale, mais la parcelle est physiquement jointe à la plantation par des clôtures. Bien qu'elle n'ait, dans un premier temps, pas d'existence légale, le transfert est reconnu de tous dans la Zona, y compris des fonctionnaires<sup>153</sup> et peut être sanctionné légalement a posteriori.

\*

La réforme agraire dans la Zona naît d'une profonde crise sociale et économique. Le départ de l'UFC et l'exposition des producteurs régionaux à la pression du marché aboutissent à un effondrement du secteur agro-industriel. Cette désarticulation se traduit par le chômage massif, la pauvreté et l'émigration de nombreux habitants. Avec l'émigration, l'appropriation des terres et l'agriculture vivrière deviennent des moyens primordiaux de subsistance.

Cette crise est la source de l'intervention étatique. La création d'un corps de fonctionnaires, la production de connaissances et la prise de contrôle des moyens de production permettent de territorialiser l'action de l'État, qui assume des fonctions jusqu'alors exercées par le capital étranger. Cette politique poursuit les objectifs de redistribution des terres, de diversification agricole, mais aussi de conservation des structures de l'économie agro-industrielle. D'un côté, les organisations paysannes réussissent à se consolider et à se mobiliser dans tout le département. Les invasions

---

<sup>152</sup> Entretien #13, petit producteur, 11 août 2019, Zona Bananera.

<sup>153</sup> Entretien #12, ancien fonctionnaire et agronome de l'Incora, 12 juin 2019, Santa Marta, Entretien #8, ancien fonctionnaire de l'Incora, 20 juillet 2019, Santa Marta.

terrestres spontanées deviennent structurées, nombreuses et menaçantes pour les élites rurales. De l'autre côté, ces dernières cherchent à accumuler des terres ainsi qu'à protéger leur capital foncier, par la diversification productive et la sécurité privée.

À partir de 1971, la réforme redistributive est limitée par plusieurs phénomènes combinés : la réaction politique nationale, la violence locale et les difficultés économiques de l'économie paysanne. En effet, sous l'influence de la politique internationale et des intérêts de groupes nationaux, la contre-réforme amorcée en 1972 et la réorganisation bureaucratique de l'Incora mettent fin aux ambitions redistributives et réorientent la politique étatique vers le soutien à l'agro-industrie. De même, la violence des groupes armés privés et des forces de l'ordre contre les occupations s'intensifie entre 1971 et 1975 et constitue un instrument important pour contenir l'ampleur du mouvement de redistribution des terres. Ces conflits et ces usages de la violence privée se poursuivent au cours des années 1980 et font du recours à la violence un répertoire d'action déjà consolidé avant l'expansion commerciale et le conflit armé de la fin du XXe siècle (voir chap. 4).

Enfin, les tentatives de diversification agricole et de renforcement de l'agriculture paysanne sont importantes. L'État alloue des parcelles de terre, il lance des programmes de culture, fournit des formations et des crédits et crée entreprises communautaires. Cependant, une mauvaise gestion, le tarissement progressif de l'aide étatique et l'état des marchés agricoles mènent de nombreuses exploitations surendettement. Ce déficit structurel provoque l'abandon et la vente de leurs terres par de nombreux paysans et favorise une nouvelle concentration de la terre aux mains des grands propriétaires de la région.

Peu à peu, sous l'effet des armes, des marchés et des amendements, la réforme redistributive est enrayée et renversée à l'avantage du secteur agro-industriel et d'une répartition inégale de la terre. Ce processus s'avère crucial pour la réarticulation de la Zona au commerce international qui a lieu au cours des années 1980.

### CHAPITRE 3. SUREXPLOITATION DU TRAVAIL : PREDATION DANS LA CHAÎNE DE VALEUR ET CONFLITS DANS L'ESPACE DE PRODUCTION (1983 - 2000)

Et au milieu de ce fatras de manœuvres et de bananes, de soleil et de peste, de sueur et de machines, d'insectes et de malaria, on entendait le cri retentissant des contremaîtres, le sifflement des « *güipes* » et le pouvoir suprême du jargon « *gringo* », s'exercer avec suffisance.

Ramón Amaya Amador, *Prisión verde*,  
Universitaria, 1988 [1950], p. 66

Vingt ans après le départ de l'UFC, le nord Magdalena est de nouveau intégré à la chaîne de valeur et les bananeraies reforment ses paysages. Les capitaux colombiens et étatsuniens affluent, tout comme les travailleurs sans emplois et les paysans sans terres, à la recherche d'une opportunité salariale. L'État rénove les canaux d'irrigation et des ateliers de conditionnement sont construits au bord des plantations. Les allées et venues successives des navires marchands figurent la nouvelle expansion commerciale. Cette prospérité n'empêche cependant pas l'éclatement de conflits sévères, dans et autour des plantations, à propos des niveaux des salaires, des conditions d'embauche, des conditions de vie des ouvriers agricoles. La situation sociale se dégrade encore quand cette expansion prend fin que le secteur entre en crise au cours de l'année 1993.

Comment ces conflits sont-ils modulés par l'évolution du marché et la structure de la chaîne de valeur ? Comment peut-on comprendre le lien entre le fonctionnement de ces systèmes commerciaux, le type d'exploitation du travail et les conflits locaux qui se développent au sein des espaces de production ? Comme le notent Arrighi et Piselli à propos des paysans et ouvriers agricoles de la Calabre :

« Dans l'ensemble, cependant, la forme, l'intensité et l'issue du conflit social ont été façonnées par des processus de développement qui n'ont

été déterminés que dans une faible mesure, voire pas du tout, par les actions présentes ou passées des gens de Calabre.» (Arrighi et Piselli 1987, 738)

De même, Mitchell synthétise de manière remarquable le jeu multiscale des rapports de pouvoir qui forment le paysage des plantations :

« Il ne fait aucun doute que les agriculteurs capitalistes ont beaucoup plus de pouvoir pour façonner les géographies dans lesquelles ils opèrent que les travailleurs qui les produisent réellement, mais pour de nombreux cultivateurs [...] ce pouvoir est sévèrement limité par le pouvoir encore plus grand des institutions financières (ou des expéditeurs) auxquelles ils sont liés, ainsi que par les coûts de nombreux facteurs de production sur lesquels ils n'ont guère de contrôle direct : terres, engrais, innovations en matière de machines susceptibles d'avantager leurs concurrents, prix du marché, etc. [...] La pression que les cultivateurs ressentent constamment dans leur lutte pour accroître leur profit (et en garder au moins une partie hors des mains des financiers) est gérée, parfois, en modifiant le processus de travail, et parfois en transférant les effets de la pression — la douleur — sur les épaules (ou peut-être le bas du dos endolori) des travailleurs.» (Mitchell 2012, 198)

Ainsi, afin d'expliquer les causes et les conséquences du conflit et du changement dans les communautés rurales, il est en effet nécessaire de regarder au-delà des relations sociales locales. La compréhension de ces espaces doit inclure l'analyse des forces du marché mondial qui façonnent leurs trajectoires de développement (Bair, Harris, et Hough 2019 ; Silver 2019).

Toutefois, les analyses des chaînes de valeur et des relations de production sont généralement séparées. D'un côté, des travaux examinent le processus de captation de la valeur au sein des chaînes, mais sans prêter attention à la question de l'exploitation du travail. De l'autre, des études détaillent l'organisation du travail au sein des usines et des champs de l'économie mondiale, mais sans considérer leur lien avec les relations de pouvoir qui régissent les chaînes de valeur. Or, pour comprendre les conflits dans la Zona,

il est nécessaire, comme le propose Intan Suwandi (2019, 19), de lier ces deux perspectives. Il faut interroger à la fois la nature du contrôle des groupes dominants dans les chaînes de valeur et l'effet des relations commerciales sur les formes d'exploitation du travail et des ressources. Une telle démarche permet de saisir la relation entre les mécanismes d'extraction de la plus-value et de prédation commerciale qui opèrent dans la chaîne de valeur et les conflits et antagonismes sociaux qui s'expriment localement.

L'analyse des chaînes de valeur s'attache à décrire comment des entreprises dominantes gagnent la capacité de diriger les activités d'entreprises subordonnées, de déterminer l'utilisation des ressources humaines, matérielles et financières (Gereffi, Humphrey, et Sturgeon 2005 ; Humphrey et Schmitz 2001 ; Ponte et Sturgeon 2014)<sup>154</sup>. Ces entreprises gouvernent la chaîne de valeur et ont, de ce fait, une influence déterminante sur les espaces de production, a fortiori dans le contexte d'économies extraverties. L'exercice de cette gouvernance leur permet d'influer la formation des prix, de capter une grande part des profits ainsi que de reproduire leur position dominante (Bair 2005). De même, la position d'un acteur au sein d'une chaîne détermine, selon Arrighi et Drangel, sa capacité à externaliser les pressions du marché (1986; Hough 2012) et à faire peser sur d'autres acteurs les pertes, les récessions ou encore l'augmentation des coûts.

Malgré des catégories d'analyse heuristiques, ces études souffrent d'un prisme commercial et focalisent leur attention sur les relations entre capitaux. Elles négligent l'analyse du travail, des espaces de production et masquent leur importance au sein des chaînes de valeur (Henderson et al. 2002 ; Bernstein et Campling 2006 ; Selwyn 2012). Depuis peu, une génération d'études inspirées par l'histoire du travail à la périphérie ainsi que par la géographie de la division internationale du travail réaffirme la pertinence de l'étude des chaînes de valeur pour comprendre les formes locales de contrôle et d'exploitation du travail (p.ex. Barrientos 2013 ; Pattenden 2016 ; Baglioni 2018 ; Hough

---

<sup>154</sup> À la distinction faite par Gereffi entre des chaînes gouvernées par le producteur (« *producer-driven commodity chains* », plus en intensives en capital) ou par l'acheteur (« *buyer-driven commodity chains* », plus intensives en travail), Gibbon ajoute la catégorie des chaînes menées par les commerçants internationaux (« *international trader-driven commodity chains* »). Ces dernières sont caractérisées par leur intensité en travail, la dispersion des sources d'approvisionnement ainsi qu'une tendance à la saturation. Les entreprises de commercialisation y jouent un rôle central dans la gestion de réseaux de production décentralisés et de commercialisation. Le commerce international de la banane ayant un usage intensif de main-d'œuvre se situe entre ces deux derniers types de chaînes.

2019); les effets des changements au sein des chaînes de valeur sur les formations sociales locales (p.ex. Bair 2009 ; Bair et Werner 2011 ; Selwyn 2018 ; 2019) ou encore les capacités d'organisation, de résistance et de disruption des travailleurs en leur sein (p.ex. Anner 2015 ; Hough 2022 ; Levy 2008). À l'opposé des thèses du développement vertueux par l'intensification du commerce international, certains de ces auteurs montrent que l'articulation des espaces périphériques aux chaînes de valeurs peut être soutenue par la surexploitation du travail (Barrientos, Kothari, et Phillips 2013 ; Selwyn 2019 ; Hough 2022 ; Smith 2016 ; Suwandi 2019).

La *surexploitation du travail* définit la rétribution du travail à un niveau inférieur au niveau nécessaire pour assurer la subsistance des travailleurs dans une formation sociale donnée (Marini 1973 ; Latimer 2021)<sup>155</sup>. Dans l'ouvrage *Femmes, greniers et capitaux*, Claude Meillassoux mobilise cette notion pour caractériser, au sein de sociétés rurales sud-africaines intégrées à l'économie internationale, l'extraction de surprofits par les propriétaires de moyens de production. Ces derniers maintiennent des coûts de production faibles et rémunèrent le travail en deçà du niveau de nécessaires aux travailleurs (Meillassoux 1975 ; 1979). Conjointement aux travaux de Pierre-Philippe Rey (1977), de Giovanni Arrighi (1970 ; 2010) ou de recherches plus récentes (Araghi 2003 ; 2012 ; Bernstein 2010), l'anthropologue note que la surexploitation du travail peut être « subventionnée » par l'agriculture vivrière qui permet aux ouvriers de subvenir à leurs besoins malgré la faiblesse des salaires. Toutefois, en l'absence de terres disponibles et devant l'impossibilité d'abaisser les coûts de l'alimentation, des contradictions sociales peuvent émerger.

L'argument de ce chapitre est le suivant : la chaîne de valeur est structurée de façon à ce que l'espace de production soit privé d'une majeure partie des profits tout en étant particulièrement exposé aux pressions du marché. Ainsi tout en ne touchant qu'une faible part des profits en période de prospérité, les acteurs locaux sont durement frappés par les cycles de récession et les crises de surproduction. Ces mécanismes induisent une corrélation des profits des planteurs au maintien de faibles coûts de production et à la

---

<sup>155</sup> Cette différence est alors convertie, dans les termes de Ruy Mauro Marini, en une source supplémentaire de plus-value appropriée par le capital. Elle touche avant tout les économies orientées vers l'exportation et les secteurs marqués par un usage intensif en travail tels que l'agriculture de plantation ou l'extraction minière.

surexploitation des travailleurs. Or, du fait de la monopolisation des terres (voir chap 2.), il est impossible pour les habitants de compenser ces revenus faibles par l'agriculture vivrière. La surexploitation du travail conjuguée à la concentration des terres aboutit à une contradiction majeure : le profit des planteurs repose sur le maintien de la surexploitation alors que l'amélioration du niveau de vie des travailleurs ne peut passer que par l'intensification des luttes pour la redistribution des profits et l'augmentation des coûts du travail. Cette contradiction est décisive dans les conflits sociaux et l'expression du conflit armé.

Dans un premier temps, j'exposerai la structure et le fonctionnement de la chaîne de valeur en interrogeant la distribution de la plus-value et de la pression du marché. Au cours de la deuxième sous-partie, j'analyserai la succession rapide d'un cycle de croissance commerciale et d'expansion des plantations (1987-1993) et d'un cycle de surproduction, de récession et de conflits commerciaux (1993-2000). Enfin, dans un troisième temps, j'analyserai plus précisément les conditions de surexploitation du travail et ses conséquences sur le niveau de vie au sein des plantations et des villages de la Zona.

### 3.1. La structure commerciale de l'extractivisme agro-industriel

La surexploitation du travail des ouvriers agricoles au sein de la Zona n'est pas le seul résultat d'une culture patronale. Il est aussi le produit d'un système commercial de prédation. Les contraintes qui tirent les coûts de production et la rétribution du travail vers le bas sont les résultats de la concentration des profits et du pouvoir au sein de la chaîne de valeur et de la tendance à la dégradation des termes de l'échange pour les producteurs.

#### 3.1.1. *Le régime agroalimentaire de firmes*

L'agro-industrie bananière est un secteur précurseur du système de production agricole dominé par quelques grands groupes commerciaux transnationaux (Friedland 1994). Au tournant des années 1980, ce *régime agroalimentaire de firmes*<sup>156</sup> (« *corporate food*

---

<sup>156</sup> L'analyse des régimes agroalimentaires émerge au cours des années 1980 au sein de travaux cherchant à saisir le rôle de la production agricole dans la production de l'économie capitaliste mondiale (Friedmann

*regime*») devient dominant à l'échelle mondiale, succédant à un régime d'après-guerre dominé par les États-Unis et régulé par les politiques agricoles des États centraux de l'économie mondiale (McMichael 2009 ; 2005 ; Friedmann 2005). Ce régime émerge grâce à des politiques internationales et nationales visant à faciliter les investissements des entreprises transnationales, et se caractérise par la concentration du capital agricole et son contrôle croissant sur l'économie rurale mondiale (Otero 2012 ; Goodman et Watts 2013 ; Akram-Lodhi 2017). Les rapports entre le centre et la périphérie de l'économie mondiale sont marqués, au sein de ce régime, par trois processus conjoints : les États-Unis tirent profit d'une supériorité économique et technique pour accroître massivement leurs exportations agricoles et pénétrer de nouveaux marchés ; les pays centraux internationalisent une partie du coût de la reproduction interne de leur force de travail en se procurant des denrées alimentaires bon marché à la périphérie ; en raison d'une augmentation de la compétition sur le marché et de la hausse de la demande, les grandes entreprises agro-industrielles intensifient leur production à la périphérie (Teubal 1987, 318 ; Suárez et Vigorito 2013).

Le contrôle du marché agricole par un groupe d'entreprises transnationales se consolide à la fin du XXe siècle :

« Ces dernières décennies ont été marquées par un processus saisissant de concentration des fournisseurs d'intrants agricoles que les agriculteurs doivent acheter (tels que les semences, les engrais, les pesticides et les machines) ainsi que de concentration dans les secteurs de la transformation, de la distribution et de la vente au détail de produits alimentaires, où un nombre relativement restreint de conglomérats alimentaires jouent désormais un rôle dominant.»  
(Magdoff, Foster, et Buttel 2000, 9-10)

Cette concentration est variable au sein de chaque chaîne de valeur et ne se limite pas à la seule production, mais à l'ensemble des activités. Le contrôle de ces activités situées en

---

et McMichael 1989). Elle vise à identifier des « périodes stables d'accumulation de capital associées à des configurations particulières de pouvoir géopolitique, conditionnées par des formes de production agricole et des relations de consommation au sein et au-delà de l'espace national. (McMichael 2009, 139).

amont et en aval de la production se révèle essentiel dans la gouvernance de la chaîne et donc dans la distribution des profits et de la pression du marché.

Dans un travail pionnier, Roger Burbach et Patricia Flynn retracent le processus de modernisation agricole menée en Amérique latine par les entreprises transnationales, les États, les institutions internationales et les élites locales. Ils décrivent le développement d'un système agroindustriel dominé, au tournant des années 1980, par quelques groupes nord-américains :

« Dans le Valle del Bajío au Mexique, dans le Valle del Cauca en Colombie et dans la Salinas Valley en Californie, nous avons vu des producteurs de fruits et légumes qui utilisaient des techniques de production similaires. [...] Ils étaient financés par les mêmes banques, et vendaient aux mêmes multinationales. La bourgeoisie agraire de chaque vallée était également impliquée dans d'incessants conflits sociaux, cherchant à maintenir les salaires des travailleurs agricoles à un niveau bas et à les empêcher de former des syndicats efficaces. » (Burbach et Flynn 1980, 11-12)

De même que les intrants et les techniques de production, la gestion du travail est répliquée afin de garantir la disponibilité d'une main-d'œuvre bon marché au sein des espaces de production (Bonanno 2014 ; Wolf et Bonanno 2014 ; Harvey 2005).

Les commerces mondiaux de céréales et de graines oléagineuses, les commerces de café, de thé et de cacao sont hautement concentrés au début des années 1980 (Burbach et Flynn 1980, 222 ; Clapp 2016, 92-96 ; Teubal 2001, 48-49). De même, l'expansion du commerce international de fruits et légumes frais se conjugue à sa concentration, aux mains de quelques entreprises transnationales. Parmi les cinq exportateurs qui dominent le commerce au cours des années 1980, trois sont issus du commerce de la banane — United Brands, Castle and Cooke, Del Monte —, et deux sont des entreprises émergentes — Polly Peck International et Albert Fisher.

Malgré la continuité de l'implication directe dans certaines productions, ces entreprises tendent à contrôler indirectement la production, par le contrat et la supervision, et à concentrer leur activité sur le transport et le marketing. Elles développent une myriade

de pratiques d'approvisionnement auprès d'entreprises de production, de coopératives ou de petits producteurs pour livrer les marchandises selon des critères de temps, de qualité et de prix. Elles constituent aussi des coentreprises (« *joint-ventures* ») au sein desquelles les exportateurs fournissent une partie ou l'ensemble du capital et déterminent les critères de production et la distribution des profits (Friedland 1994, 180). Dans un même espace agro-industriel, ces relations commerciales entre planteurs locaux, exportateurs et travailleurs coexistent et s'enchevêtrent. Elles déterminent la capacité des groupes dominants à tirer un rendement élevé de l'exploitation d'une main-d'œuvre et de ressources naturelles bon marché (Foster 2000).

### 3.1.2. *Restructuration du commerce international de bananes et captation de la plus-value*

Sa position de monopole sur le marché international et de monopsonne au sein de l'espace de production avait permis à l'UFC de capter une grande partie des profits. Toutefois, à la fin du XXe siècle, plusieurs évolutions transforment la gouvernance de la chaîne de valeur : la compétition entre exportateurs s'intensifie, des exportateurs nationaux émergent et les revendeurs au détail captent une plus grande partie des profits. La rupture du monopole et l'amélioration de la position des entreprises nationales au sein de la chaîne de valeur (« *upgrading* ») signifient, en théorie, une plus grande redistribution des profits vers l'espace de production et donc une décorrélation du profit des planteurs à la surexploitation du travail. Cependant, dans le cas de la Zona, l'extraction des profits est perpétuée par trois phénomènes : le renforcement de la position des revendeurs au détail dans les économies centrales, le maintien du contrôle des exportateurs étatsuniens sur les nœuds intermédiaires de la chaîne et la reproduction des pratiques de prédation par les exportateurs nationaux.

#### 3.1.2.1. Hausse de la compétition à l'exportation

Sur le marché international de la banane<sup>157</sup>, plusieurs facteurs contribuent, à partir des années 1960, à fragiliser la position de la United Fruit Company et à faire de l'exportation

---

<sup>157</sup> Le marché international de la banane est séparé en deux du fait des restrictions imposées, à partir de 1974, par la Communauté économique Européenne afin de protéger les productions de ses anciennes colonies. D'une part, le marché protégé garantit aux producteurs d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), ex-colonies ou départements de l'Angleterre et de la France, des accords préférentiels sur les

de bananes un marché hautement compétitif. Pour ses pratiques monopolistiques, l'UFC est condamnée par le gouvernement étatsunien à céder 25 % de ses infrastructures de production et transport à des entreprises concurrentes à la fin des années 1960 (Josling et Taylor 2003, 78 ; CEPAL 1982, 18). Au cours des années 1970, malgré son adaptation aux nouvelles méthodes de culture et de commerce, la compagnie continue de perdre du terrain sur ses concurrents. La combinaison, au milieu des années 1970, de l'ouragan Fifi qui détruit ses plantations au Honduras et de la taxe d'exportation établie par les gouvernements d'Amérique Centrale aggrave un peu plus sa situation largement déficitaire (Maillard 1991, 348-50 ; Josling et Taylor 2003, 80). Malgré les perspectives négatives au début des années 1980, l'entreprise mise avec succès sur une augmentation de la consommation mondiale, notamment sur le marché européen, où elle doit cependant affronter la concurrence de la Standard Fruit Company et des importateurs européens. En 1990, elle est renommée Chiquita Brands International afin de renforcer la visibilité de son label. La décennie, marquée par la restriction du marché européen, s'avérera calamiteuse pour l'ancien empire du commerce de fruits tropicaux (Bucheli 2013, 90).

La Standard Fruit Company est fondée en 1899 par deux familles siciliennes installées en Nouvelle-Orléans et fait partie des quelques exportateurs internationaux qui échappent, au cours de la première moitié du XXe siècle, aux tentatives de prise de contrôle de l'UFC. En 1961, le groupe Castle and Cooke, alors spécialisée dans la culture de canne à sucre à Hawaï, prend le contrôle de l'exportateur d'ananas Dole Company et acquiert, entre 1964 et 1967, la majorité des parts de la Standard Fruit Company (Friedland 1994, 183). Au milieu des années 1960, l'entreprise s'associe à divers importateurs allemands et belges pour pénétrer le marché européen tout en exportant les fruits équatoriens et philippins vers le Japon (Maillard 1991, 358). Elle développe rapidement ses activités au Honduras, au Costa Rica et en Équateur ainsi que ses approvisionnements depuis le Nicaragua et initie, à la fin des années 1970, des importations depuis la Colombie, fief traditionnel de

---

volumes d'exportations et les prix. Des marchés protégés sont aussi développés par l'Espagne depuis les îles Canaries, par l'Italie depuis la Somalie, par le Portugal depuis Madère. D'autre part, sur le marché libre, les principaux importateurs — les États-Unis, le Japon, la République Fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique — consomment une production dominée par l'Équateur, le Costa Rica, la Colombie, le Panama, le Honduras et le Guatemala. Les principaux producteurs pour le marché asiatique sont, à partir des années 1970, Taïwan et les Philippines. Bien que les trois grands distributeurs développent des filiales d'importation depuis les pays producteurs ACP vers le marché européen, c'est avant tout sur le marché libre que s'exerce leur hégémonie commerciale.

l'UFC. Le département Dole de la Castle and Cooke dépasse ainsi la United Brands sur le marché étatsunien en 1973 avec 43,4 % des importations (voir figure 6).

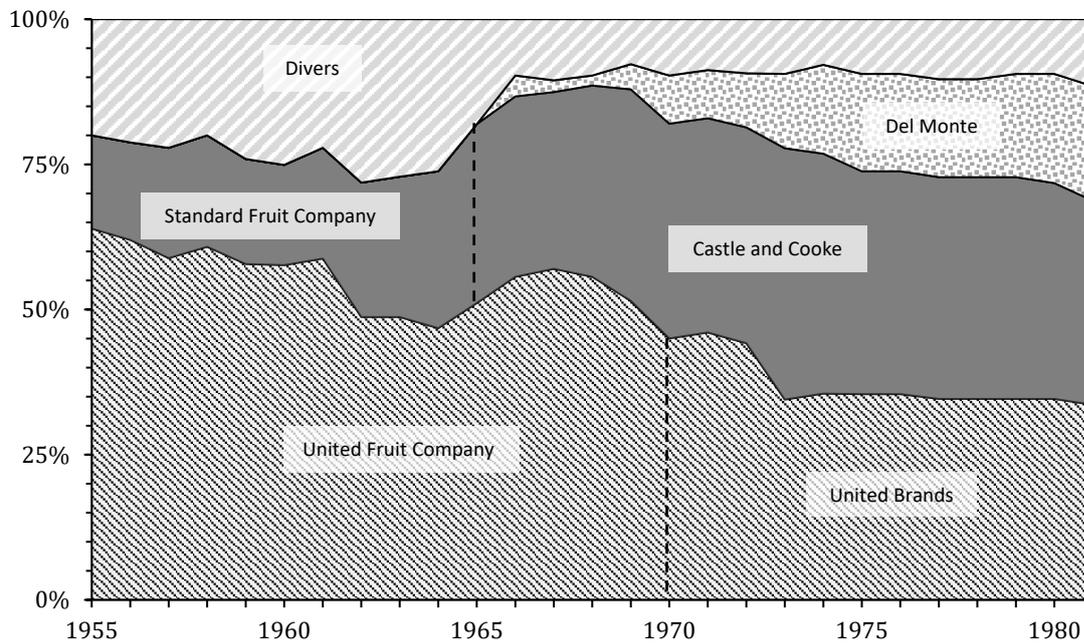


Figure 6, Répartition du marché des États-Unis entre les principaux exportateurs de 1955 à 1981, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : Maillard 1991

L'activité du groupe Castle and Cooke s'étend au commerce d'ananas, de poisson frais, mais aussi au transit portuaire, à la vente de machinerie agricole, aux assurances ainsi qu'à la promotion immobilière (Maillard 1991, 359). Cette diversification se poursuit au cours des années 1980 par une série d'acquisitions. Le label Dole, qui devient le nom de l'entreprise en 1991, se déploie dans le commerce de citrons, de pommes, de poires, d'oranges, de salades et de choux pour faire du groupe le premier exportateur mondial de fruits et légumes frais (Villarejo 1991).

Au cours des années 1970, un troisième grand exportateur émerge au sein du commerce international de bananes. Le groupe Del Monte, qui échappe aux tentatives d'absorption de l'UFC en s'engageant dans le commerce de la banane, acquiert la division guatémaltèque de son concurrent et développe l'approvisionnement depuis le Costa Rica et les Philippines pour acquérir des parts importantes des marchés étatsuniens et japonais au début des années 1980 (Friedland 1994, 1985).

Par ailleurs, pour contrevenir à la concentration du marché aux mains de ces trois groupes, les gouvernements et producteurs latino-américains stimulent l'émergence d'exportateurs nationaux. Au début des années 1960, les grands exportateurs se retirent d'Équateur dont la commercialisation de bananes, bien que réduite, est nationalisée. Grâce à une expansion rapide des plantations et à une main-d'œuvre très bon marché, le principal groupe équatorien — Noboa — s'impose parmi les grands exportateurs internationaux (Striffler 2002 ; FAO 1986 b, voir tableau 4). Ces politiques sont aussi développées au Panama, au Honduras, au Costa Rica et au Guatemala, mais sans succès. Les groupes étatsuniens continuent d'y administrer l'économie d'exportation (CEPAL 1982 ; FAO 1986a ; Maillard 1991).

	1950	1966	1975	1980	1992	1997
United B. / Chiquita	75	34	28	29	34	24-25
Castle and C. / Dole	9	13	21	21	20	25-26
Del Monte	-	-	12	15	15	16
Fyffes	-	-	-	-	2-3	6-7
Noboa	-	-	-	5	7-8	13
Total	84	47	61	70	78-80	84-86

Tableau 4, Répartition, en pourcentages du commerce mondial de bananes, entre les principaux exportateurs entre 1950 et 1997, source : FAO1986a, UNCTAD 2003

En Colombie, la tentative est réussie. En 1968, face à la volonté de l'UFC de diminuer le prix d'achat des fruits, les planteurs d'Urabá fondent, avec l'aide du gouvernement, une compagnie de commercialisation, l'Union des Producteurs de Bananes d'Urabá (« *Unión de Bananeros del Urabá* », Uniban), le syndicat patronal Augura, ainsi qu'une société d'importation basée à Miami (Bucheli 2013, 195). L'État soutient les investissements nécessaires des entrepreneurs d'Antioquia pour moderniser les plantations et adopter l'ensemble des techniques de culture, de conditionnement et de transport. Il force l'UFC à céder l'accès aux canaux d'accès à la mer aux exportateurs nationaux. Uniban domine dès lors le commerce colombien avec plus de 45 % des exportations entre 1971 et 1991 (voir tableau 5), et jusqu'à 6 % du marché international (FAO 1986 b, 15). D'autres entreprises

nationales s'imposent dans l'exportation tels que Proban<sup>158</sup> et Banacol, deux compagnies fondées au début des années 1980 en Urabá.

	Uniban	Proban*	Banacol	Técnicas Baltimé (Dole)	United B. /Banadex (Chiquita)**	Banamar	Autres	Total (milliers de t.)
1971	54	-	-	-	27	-	18	296300
1979	44	-	-	n/a	13	-	43	626415
1981	42	-	2	n/a	35	-	20	802885
1983	50	-	19	n/a	21	-	10	786927
1984	45	-	19	n/a	18	n/a	18	1029823
1986	43	16	18	n/a	-	n/a	23	987132
1987	49	18	20	n/a	-	n/a	13	910524
1988	52	17	17	8	-	5	1	919648
1989	52	20	13	9	-	6	0	875279
1990	45	17	14	9	8	6	0	1026407
1991	41	17	15	10	7	6	5	1266360
1992	38	15	15	12	7	5	8	1355801
1993	34	18	15	11	12	4	7	1490102
1994	33	17	14	13	11	4	8	1571954
1996	33	17	14	12	7	4	15	1406521
1997	32	17	15	11	17	4	4	1509302
1998	31	-	12	25	15	3	13	1435745
1999	31	-	12	30	17	2	7	1649668
2000	32	-	12	21	19	1	15	1523983

\* Les exportations de Proban sont regroupées à celles de la United Brands entre 1979 et 1984 et aux exportations de Tebaco entre 1998 et 2000 \*\*Banadex est une filiale directe de Chiquita Brands International (United Brands) active à partir de 1990 en Urabá.

Tableau 5, Participation en pourcentages des principaux exportateurs en Colombie de 1971 à 2000, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : FAO 1986 b, Augura 1995

Malgré cette promotion au sein de la chaîne du capital national, le capital nord-américain continue d'exercer une influence importante. La variété des arrangements commerciaux

<sup>158</sup> Proban est formée en 1982 lorsque la United Brands vend la totalité de ses propriétés à ses producteurs associés. Ces producteurs fondent alors l'entreprise d'exportation dont le degré d'autonomie est incertain. Si l'historien Marcelo Bucheli indique un contrôle de l'entreprise nationale sur les exportations, Fernando Botero Herrera souligne au contraire que l'entreprise est « toujours étroitement liée à Frutera de Sevilla (United Brands) et ne dispose pas d'une capacité de commercialisation autonome. » (Botero Herrera 1988, 196) De même, la FAO comptabilise les exportations de Proban comme celles d'une succursale du distributeur nord-américain (FAO 1986a, 14). Le même regroupement est effectué par les économistes d'Augura au sein du document « Canasta Bananera. Índice de costos de producción de una caja de banano para exportación » (Augura 1982). Ces éléments semblent indiquer que Proban est, au cours des années 1980, un rassemblement de planteurs dont la production est exportée par la United Brands. En 1998, l'entreprise est acquise par le groupe Dole. De même, certains exportateurs ont un degré variable d'indépendance vis-à-vis des multinationales, certains ne disposant pas d'une flotte suffisante pour exporter l'ensemble des fruits qu'ils achètent.

entre exportateurs peut masquer l'activité des transnationales (Botero Herrera 1988). Le manque de capacités de transport ou de marketing constitue un frein pour les exportateurs nationaux dont certains ne peuvent assumer qu'une partie de l'activité d'exportation (Vázquez et Gutiérrez 2000, 21)<sup>159</sup>. De par leur présence au sein d'une variété d'espaces de production et de nœuds de la chaîne de valeur, de par l'importance grandissante des labels et du marketing, ces groupes continuent d'exercer une influence décisive sur les politiques de production (Hallam 1995 ; Reynolds 2003).

Enfin, la nationalisation de l'exportation ne signifie pas la baisse de la pression du marché sur les producteurs, et ce, pour deux raisons principales. Premièrement, les mêmes pratiques commerciales mises en place par le capital transnational sont mimées par les groupes nationaux (Bucheli 2004, 201 ; sur l'Équateur, voir Striffler 2002 ; Larrea Maldonado 1987)<sup>160</sup>. Des études montrent par ailleurs que, contrairement aux conjectures théoriques, l'élévation des entreprises au sein de la chaîne de valeur (« *upgrading* ») ne se traduit pas toujours par l'amélioration des normes de travail ou de la qualité de vie à la périphérie (Werner et Bair 2019, 188 ; Rossi 2013). Secondement, la capacité de captation des profits est déplacée au sein de la chaîne vers les centres de consommation et, malgré l'optimisation de la position des entreprises nationales, la pression du marché est toujours déversée vers les espaces de production (Hough 2022).

### 3.1.2.2. Formation des prix et captation de la plus-value au sein des centres de consommation

La formation du prix constitue un processus complexe et déterminant dans la distribution des profits. Le fruit est acheté au producteur au prix « *Free On Board* » (FOB) qui définit le prix des fruits après la production, la récolte, le conditionnement, le transport jusqu'au port et la taxe du pays d'origine. Il est fixé par l'exportateur au sein du contrat, parfois

---

<sup>159</sup> À titre d'exemple, l'entreprise Banamar du Magdalena, bien que référencée comme d'exportation, exporte ses marchandises à travers des transnationales des États-Unis (Chiquita), d'Urabá (Uniban) puis d'Angleterre (Geest International) (Figuroa Cabas 1994, 183).

<sup>160</sup> Le mimétisme des pratiques de prédation et d'extraction du capital national, s'il est induit ici des entretiens réalisés avec des producteurs ainsi que des travaux de Philip Hough, devrait être l'objet de recherches plus approfondies. Les protestations des producteurs du Magdalena au cours de la crise de la moitié des années 1990 et de la négociation des quotas d'exportation vers l'Europe témoignent des accusations d'imposition de conditions d'échange inégal portées par les planteurs du Magdalena contre les exportateurs étatsuniens et colombiens (principalement du département d'Antioquia). Voir infra.

accompagné d'une clause annuelle de renégociation. L'exportateur transporte la marchandise jusqu'au port d'importation (Coût, assurance et fret, « *Cost Insurance Freight* », CIF) où l'importateur — qui peut être la même entreprise — achète la marchandise au prix de livraison au transport terrestre (« *Freight On Road* », FOR). Enfin, le fruit est vendu à une entreprise de mûrissement avant d'être commercialisé au détail.

Une multitude de paramètres à différentes échelles de temps — état de la production, désastres naturels, concurrence d'autres fruits tropicaux, politiques de taxation, tendances de consommation, taux de change, etc. — peuvent influencer l'offre et la demande et moduler le prix final. L'exportateur a un rôle clé dans la détermination du prix FOB et peut aussi exercer un contrôle sur les installations portuaires, les installations de mûrissement et de distribution et établir des contrats exclusifs avec les détaillants (Roche 1998, 118). Le haut degré de concentration qui caractérise le commerce de bananes permet à quelques groupes dominants de poursuivre des stratégies hégémoniques de formation du prix, affectant ainsi les retours économiques de leurs associés et de leurs concurrents (CEPAL 1995 ; Roche 1998 ; Reynolds 2003)<sup>161</sup>.

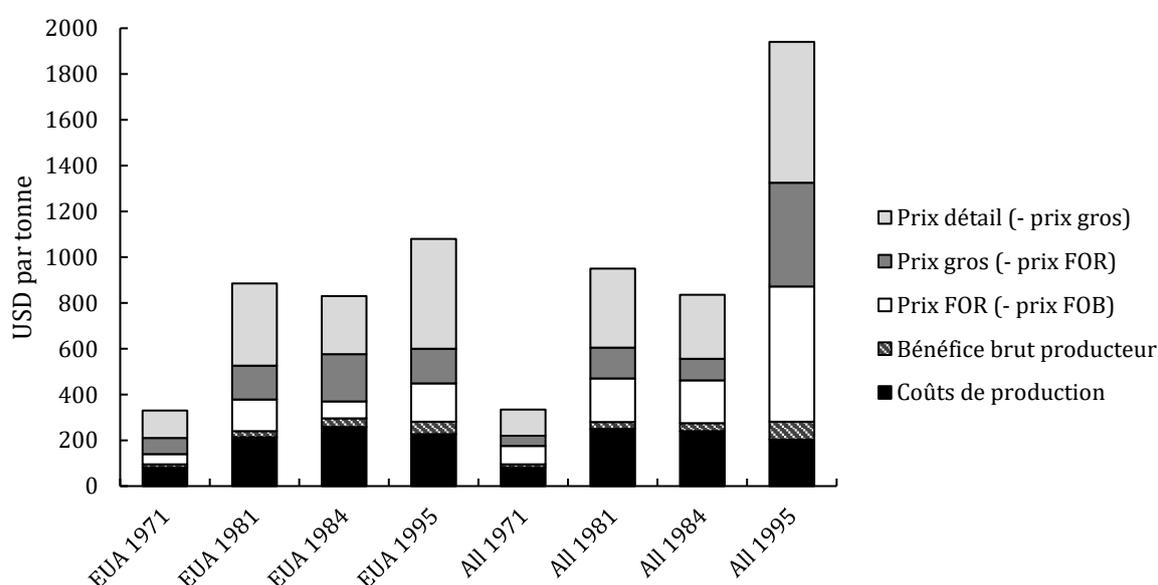


Figure 7, Prix et estimation du bénéfice brut des producteurs sur les marchés des États-Unis et de la République Fédérale d'Allemagne/Allemagne en 1971, 1981, 1984 et 1995, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : FAO 1984a, CEPAL 1995

<sup>161</sup> Au sein de l'ouvrage *Concentration and Power in the Food System: Who Controls What We Eat?*, Philip Howard montre le pouvoir des distributeurs sur la manipulation du prix au sein des agro-industries concentrées du soja, du porc et des produits laitiers. En outre, il souligne la routine des pratiques anti-concurrentielles entre grands groupes mondiaux (2016, chap. 5).

La figure 7 présente l'évolution des différents prix et du bénéfice brut<sup>162</sup> des producteurs latino-américains au sein de la chaîne de valeur. Si ces chiffres doivent être interprétés avec précaution, étant donné la diversité des arrangements entre acteurs de la chaîne et la difficulté d'accès à des informations plus précises sur ces transactions, ils montrent cependant la proportion faible des bénéfices réalisés dans l'espace de production, et ce malgré l'augmentation des prix au détail. Les exportateurs peuvent compenser la dégradation des conditions de marché ou la compétition des détaillants pour la captation de la plus-value grâce à l'occupation de multiples nœuds intermédiaires (FAO 1986 b, 44) et à leur capacité à « façonner les règles selon lesquelles ils opèrent dans l'espace intermédiaire qu'ils occupent au sein de l'économie alimentaire mondiale » (Clapp 2016, 113 ; 2022).

À un bout de la chaîne, le producteur reçoit une part faible (mais stable, entre 4 et 5 %) du prix, tout en assumant les principaux risques propres à la production (Maillard 1991, 408 ; Clairmonte 1984 ; 1974 ; Hough 2012). À l'autre bout, les mûrisseries et les détaillants captent une part grandissante du prix final, soulignant une concentration des profits au sein des centres de consommation. Si les exportateurs ont historiquement dominé la formation des prix des fruits d'exportation, les années 1980 marquent l'augmentation de la capacité des groupes de vente au détail à déterminer le prix des fruits, comme le note un observateur l'Organisation des Nations Unies :

« Bien que le marché de la banane ait une structure oligopolistique, cela ne signifie pas que les sociétés transnationales de commercialisation ont un pouvoir illimité pour fixer les prix de vente [...] Leur position en tant que décideur des prix n'est pas claire. [...] Par conséquent, la formation des prix des bananes a lieu principalement au stade de la vente au détail, en raison notamment de la position de plus en plus dominante des exportateurs (chaînes de supermarchés). » (UNCTAD 2003, 49)

---

<sup>162</sup> Le bénéfice brut correspond au produit des ventes qu'une entreprise conserve après avoir supporté les coûts directs et indirects liés à la production des biens et services qu'elle vend et avant l'application des impôts et des amortissements.

Cette évolution n'est pas propre au marché de la banane. Au cours des décennies 1980 et 1990, la gouvernance de nombreuses chaînes alimentaires mondiales est captée par des groupes de supermarchés (Fuchs et Kalfagianni 2010; Lang et Heasman 2015), particulièrement dans le secteur des fruits et légumes frais (Cadilhon et al. 2003). Ainsi, alors que les entreprises nationales réussissent à se hisser dans l'espace intermédiaire de l'exportation, ce nœud devient hautement compétitif et la captation de la plus-value se déplace vers les centres de consommation (Hough 2022, 159).

### *3.1.3. La pression du marché au sein de l'espace de production : hausse de la production, baisse des prix et externalisation des coûts du travail*

Dans leur étude *The Stratification of the World-Economy: An Exploration of the Semiperipheral Zone*, Giovanni Arrighi et Jessica Drangel définissent le pouvoir d'un acteur au sein d'une chaîne comme sa capacité à initier et contrôler des processus d'innovation, ainsi qu'à externaliser la concurrence du marché sur le reste des acteurs de la chaîne. Chaque acteur cherche dès lors à reverser la pression du marché de son propre domaine vers celui des autres acteurs de la chaîne.

Dans le commerce de bananes la pression du marché s'incarne dans des crises de surproduction, des chutes des prix internationaux ainsi que dans une baisse sur le long terme des prix réels de vente. En l'absence d'une unité politique des pays producteurs et sous l'emprise des exportateurs, les producteurs sont incapables de se protéger de la pression du marché international. Malgré des épisodes de hausse des prix, leurs conditions commerciales se dégradent et leurs profits sont corrélés à la réduction des coûts et à l'augmentation de la productivité du travail.

#### 3.1.3.1. L'absence d'organisation des pays producteurs

Le marché est caractérisé par l'absence d'organisation politique des producteurs. La principale tentative d'organisation des producteurs a lieu au milieu des années 1970, lorsque les pays producteurs tentent d'atténuer le contrôle des exportateurs transnationaux et d'instaurer une nouvelle distribution des profits.

Au début de l'année 1974, affectés par la détérioration des prix de vente, la hausse du prix des intrants ainsi que la hausse des prix du pétrole, et inspirés par les succès des organisations de producteurs de café et de pétrole, les gouvernements d'Amérique Centrale s'accordent sur la nécessité d'augmenter les revenus nationaux tirés de la production bananière. Ils fondent l'Union des Pays Exportateurs de Bananes (*Unión de Países Exportadores de Banano*, UPEB) afin d'imposer des taxes aux exportateurs et de constituer une entreprise d'exportation latino-américaine, Comunban (CEPAL 1982 ; FAO 1986a).

Un économiste s'adressant aux députés colombiens en 1975 à l'occasion de la création de l'UPEB, note les difficultés qui présentent aux producteurs nationaux (le prix du conditionnement, la lutte contre les épidémies, la surproduction et la baisse tendancielle des prix). Il en appelle alors à la régulation étatique et l'organisation des pays producteurs :

« Si les défauts chroniques et structurels de la commercialisation des bananes ne sont pas corrigés, c'est-à-dire si les facteurs qui tendent à perpétuer l'offre excédentaire ne sont pas maîtrisés, les pays exportateurs devront subir, à des degrés divers, un processus d'appauvrissement collectif résultant de l'inévitable détérioration des termes de l'échange.

En d'autres termes, il s'agit d'un de ces cas où il est clair que les forces du marché, par elles-mêmes et sans action corrective, créent une situation désavantageuse pour les producteurs, en faveur des quelques entreprises qui ont réussi à s'imposer sur le marché mondial et des consommateurs des pays prospères. »<sup>163</sup>

Bien que cet épisode ait des conséquences politiques et commerciales importantes au cours de la seconde moitié des années 1970, il se solde par un échec cuisant.

Tout d'abord, la nature périssable des bananes rend impossible la constitution de stocks. Les producteurs ne peuvent pas tenir des volumes de marchandise à l'écart du marché

---

<sup>163</sup> Anales del Congreso, 29 octobre 1975, Senado de la Republica, Ponencia para primero y segundos debates al proyecto de ley número 69 (S. 61). Alvaro Edmundo Mendoza, Jorge Mario Eastma, p. 1068.

afin de détruire ou d'immobiliser la valeur dans le but d'augmenter les prix, comme le font les producteurs de café ou de pétrole (Hough 2022, 161). Faute d'infrastructures de commercialisation efficaces, l'entreprise Comunban fait faillite en 1983. De même aucun effort de coopération n'avait encore réuni les producteurs dont la culture est ancrée dans la compétitivité et la méfiance. Ces rapports sont renforcés par la disparité des coûts de production au sein des différents espaces et le système mondial de sous-traitance mis en place par les firmes d'exportation qui entravent un accord sur les quantités de production et les prix (Bucheli 2013). L'Équateur et les Philippines, qui représentent 19 et 13,6 % de la production mondiale en 1980 (voir tableau 6), et dont les bas coûts de production sont extrêmement bas, refusent d'intégrer l'UPEB, minant ainsi la représentativité de l'organisation.

### 3.1.3.2. Compétition et dégradation du prix réel

La pression qui s'exerce sur les espaces de production de bananes à la fin du XXe siècle est le résultat d'une augmentation de la compétition entre pays producteurs (1). Quant à la dégradation des termes de l'échange, elle résulte de la baisse des prix réels de vente des marchandises aux exportateurs ainsi que la hausse du prix des importations induit (2).

(1) L'émergence de l'Équateur et des Philippines est le produit des politiques d'après-guerre des deux grands groupes mondiaux, l'UFC et la Standard Fruit Company, pour diversifier leurs approvisionnements et amenuiser leur dépendance aux producteurs d'Amérique Centrale où ils sont confrontés à de fortes pressions politiques et sociales (Bucheli 2003). Sur le marché libre<sup>164</sup>, la compétition et l'absence d'organisation des producteurs favorisent à des cycles d'augmentation rapide de la production lorsque la demande augmente. Cette croissance aboutit à des épisodes de surproduction lorsque la demande se rétracte<sup>165</sup>.

---

<sup>164</sup> Les restrictions imposées, à partir de 1974, par la Communauté économique Européenne afin de protéger les productions de ses anciennes colonies intensifient la compétition au sein des marchés « dollar », aux États-Unis et au Japon principalement.

<sup>165</sup> Florido, Aldanondo, et Jacob (2002, 325) soutiennent que les transnationales ont tendance à entretenir cette surproduction par leurs politiques de production et d'approvisionnement afin de surmonter les aléas du marché, les effets des catastrophes naturelles et de garantir une réponse rapide aux évolutions de la demande.

	76	78	80	82	84	86	88	90	92	94	96	98	00
<b>Amérique Centrale</b>													
Costa Rica	18	16	14	15	16	13	14	16	17	15	15	16	15
Guatemala	5	5	6	7	5	5	4	4	4	5	4	6	6
Honduras	11	11	14	13	11	11	11	9	7	4	4	3	3
Panama	9	9	7	8	10	8	9	8	7	6	5	3	3
Total	43	41	42	43	42	38	39	37	35	32	30	31	27
<b>Amérique du Sud</b>													
Colombie	8	9	10	12	16	14	13	13	14	14	11	10	11
Équateur	16	18	19	18	14	20	20	24	26	24	28	28	28
Total	24	28	29	30	30	34	34	37	40	39	39	39	40
<b>Asie du Sud-Est</b>													
Philippines	13	12	14	14	12	12	12	9	8	9	9	8	11

Tableau 6, Participation, en pourcentages, des principaux producteurs aux exportations mondiales de bananes de 1976 à 2000, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : FAOSTAT 2023

Après une période d'augmentation des importations, le début des années 1970 marqua la stagnation des importations jusqu'à la récession des importations mondiales au tournant de la décennie suivante. La production des pays latino-américains passe de 165 millions de tonnes en 1972 à 143 en 1983 (voir figure 8). Un nouveau cycle d'augmentation s'amorce à partir de 1983. Toutefois, d'une part la demande sur le marché étatsunien augmente lentement et, d'autre part, l'accès au principal moteur de cette croissance, le marché européen, va être restreint à partir de 1993, provoquant une crise de surproduction (voir supra). Sur l'ensemble de cette période, la seule production des principaux exportateurs d'Amérique du Sud (comprenant la production pour les marchés intérieurs) surpasse largement le volume des importations mondiales.

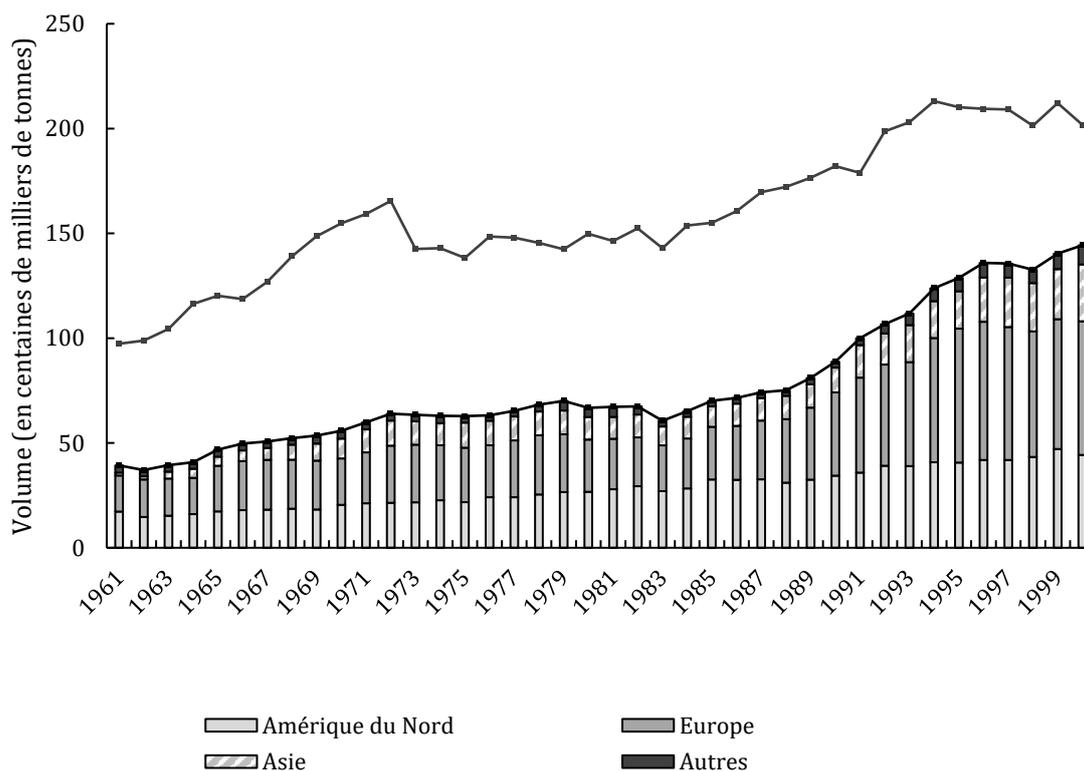


Figure 8, Importations mondiales et production en Amérique Latine de 1961 à 2000, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : FAOSTAT 2023

(2) Le prix des bananes connaît une tendance à la baisse sur l'ensemble de la seconde moitié du XXe siècle. Au sein des marchés européens, japonais et étatsuniens, le prix du fruit baisse et sa vocation de produit bon marché est consolidée (CEPAL 1995, 21). Le prix courant<sup>166</sup> de l'importation diminue lui aussi et la marge des intermédiaires se forme par l'économie d'échelle, c'est-à-dire par l'augmentation des volumes commercialisés. Dans l'espace de production, le prix constant connaît une baisse tendancielle entre 1960 et 1996 (voir figure 10). Le maintien des marges du producteur passe par l'augmentation des volumes de production, l'amélioration de la productivité et la réduction des coûts. Cette tendance à la baisse est aussi celle d'autres produits tropicaux d'exportation (comme le caoutchouc ou le thé). Au début des années 1990, le directeur de l'UPEB note :

« [Au] cours des dix dernières années, le pouvoir d'achat obtenu grâce aux exportations de bananes n'a cessé de diminuer. Les producteurs sont

<sup>166</sup> Le prix courant, ou valeur nominale, désigne le prix en vigueur au moment de la vente. Le prix constant, ou valeur réelle, est calculé en des prix courants corrigés de l'effet de l'inflation. Ce calcul permet d'effectuer une comparaison sur une période.

obligés de fournir un effort supplémentaire pour minimiser la perte de leur revenu réel. » (Cit. in. Figueroa Cabas 1994, 231)

Cette tendance se poursuit au cours de la dernière décennie du XXe siècle (FAO 2004, 16). Les graphiques suivants montrent les tendances des prix réels et constants des bananes sur le marché international.

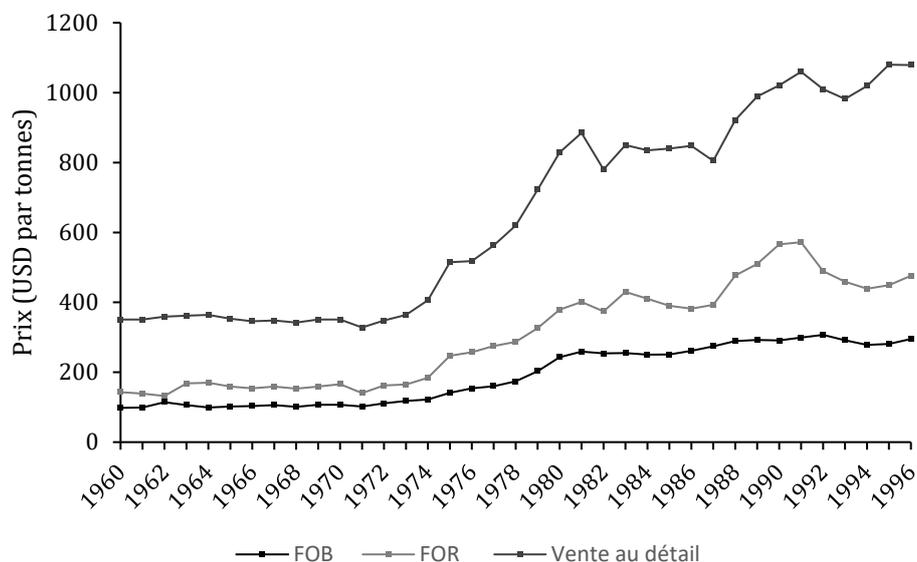


Figure 9, Prix courants FOB aux ports d'Amérique Centrale, FOR aux ports des États-Unis et prix de la vente au détail aux États-Unis entre 1960 et 1996, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : FAO 1984a, UPEB 1986 B. Levy

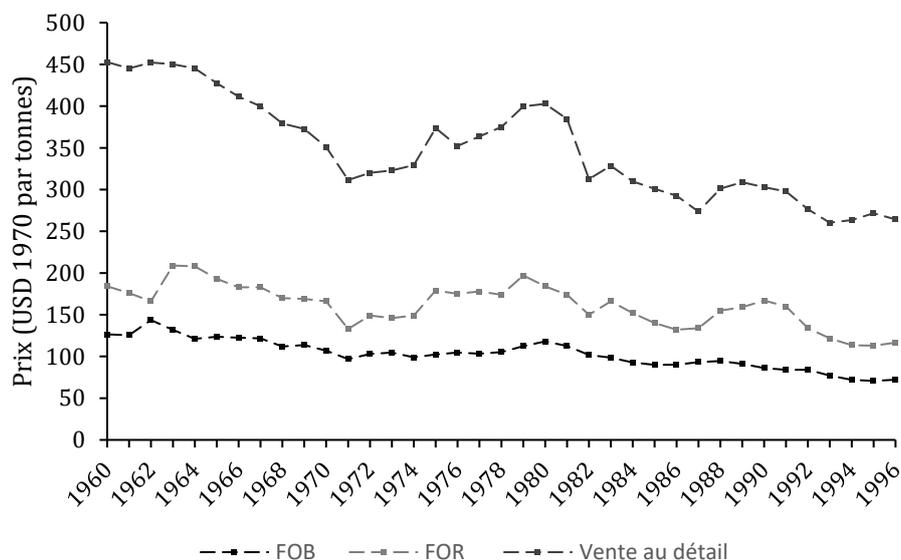


Figure 10, Prix constants (1970) FOB aux ports d'Amérique Centrale, prix FOR aux ports des États-Unis et prix de la vente au détail aux États-Unis entre 1960 et 1996, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : FAO 1984a, UPEB 1986

Quel est l'impact de cette dégradation du prix réel sur les producteurs? Couplée au maintien ou à la hausse de leurs coûts, elle signifie la baisse significative de leurs profits. Il est possible de vérifier cette tendance en comparant les prix des marchandises avec l'évolution des prix de deux herbicides utilisés dans les plantations, le Gramoxone (Paraquat) et le Round-Up. Le prix du premier connaît une augmentation dans la première moitié des années 1990, après des prix stables. Alors qu'en 1990, un planteur doit exporter 1,9 tonne de marchandise pour importer 100 litres de Gramoxone, 2,80 tonnes sont nécessaires pour la même importation en 1995. Dans le cas du Round-Up, après une baisse au cours des années 1980, le rapport entre exportation de fruits et importation d'herbicide passe de 3,5 en 1990 à 4,8 en 1995. Dans les deux cas, la fin du contrôle des prix des importations et l'ouverture aux marchés internationaux des années 1990 (voir infra) dégrade les termes de l'échange pour les producteurs.

	Prix FOB bananes (USD par tonne)	Prix FOR Gramoxone (USD par centaine de litres)	Rapport FOR Gramoxone/FOB banane	Prix FOR Round-Up (USD par centaine de litres)	Rapport FOR Round-Up/FOB banane	Prix FOR tracteur Agricole (USD par unité)	Rapport FOR tracteur/FOB banane
1978	174	n/a	-	n/a	-	457	2,6
1979	203	n/a	-	n/a	-	529	2,6
1980	243	n/a	-	n/a	-	609	2,5
1981	259	n/a	-	n/a	-	768	3,0
1982	254	n/a	-	n/a	-	936	3,7
1983	255	n/a	-	n/a	-	1069	4,2
1984	250	517	2,1	1695	6,8	1367	5,5
1985	251	479	1,9	1640	6,5	1912	7,6
1986	261	501	1,9	1589	6,1	2453	9,4
1987	274	523	1,9	1444	5,3	3053	11,1
1988	289	544	1,9	1420	4,9	3948	13,7
1989	292	529	1,8	1162	4,0	5133	17,6
1990	291	557	1,9	1018	3,5	n/a	-
1991	299	487	1,6	1252	4,2	n/a	-
1992	307	593	1,9	1368	4,5	n/a	-
1993	291	654	2,3	1167	4,0	n/a	-
1994	278	755	2,7	1368	4,9	n/a	-
1995	281	789	2,8	1337	4,8	n/a	-

Tableau 7, Évolution du prix des herbicides et des tracteurs agricoles en rapport avec les prix d'exportation des bananes entre 1978 et 1995, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : MADR 1991, 1996, FAO 1984a, Augura 1982

Si l'on analyse l'évolution du nombre de tonnes de fruits exportés nécessaire pour l'achat d'un tracteur agricole importé entre 1978 et 1989<sup>167</sup> — majoritairement depuis les États-Unis —, on observe une dégradation plus nette encore des termes de l'échange. En 1978, 3 tonnes de fruits exportés suffisent à acheter un tracteur agricole importé. Il en faut six fois plus, soit 18 tonnes, en 1989. Si la dégradation de l'échange intersectoriel semble modérée concernant les intrants chimiques, on observe une dégradation plus nette pour les produits manufacturés à l'instar du tracteur. Les exportations du secteur agricole sont largement déficitaires face aux importations du secteur industriel.

Dès lors, le processus d'accumulation ne peut être préservé que par l'augmentation des volumes exportés et la hausse de la productivité. La pression qui résulte de la compétition au sein de la chaîne de valeur et de la baisse du prix réel des fruits s'exerce, en bout de chaîne, sur les coûts de production et le travail. Le maintien des profits des planteurs au sein de l'espace de production dépend de la disponibilité d'une main-d'œuvre bon marché et flexible dont la gestion est externalisée par les exportateurs auprès des producteurs. On aperçoit derrière ces dynamiques économiques mondiales, la tendance à la prédation qui régit les espaces périphériques de production.

### 3.1.3.3. L'emprise des exportateurs sur la production et l'externalisation du travail

Si leur monopole est disputé dans la chaîne, les exportateurs continuent de jouir d'un rapport de force largement favorable au sein de l'espace de production. Cela leur permet de contrôler les prix d'achat et de s'adapter aux évolutions des marchés, c'est-à-dire de transférer la pression du marché sur les producteurs.

Au milieu des années 1980, le directeur de l'UPEB en appelle toujours à des mécanismes de correction des prix afin de restreindre la tendance des compagnies d'exportation à « transférer les effets des périodes critiques vers les pays qui rendent l'activité possible en fournissant des terres, une main-d'œuvre bon marché et des conditions favorables à

---

<sup>167</sup> La valeur unitaire d'un tracteur importé est obtenue par la division de la quantité de tracteurs agricoles importés en Colombie par la valeur de ces importations. Données : FAOSTATS 2023.

l'exploitation de leurs ressources naturelles. Les bénéfices des périodes favorables sont au contraire entièrement retenus par les [exportateurs]. »<sup>168</sup>

Au tournant des années 1990, quand l'activité agro-industrielle reprend dans le Magdalena, les contrats passés entre exportateurs et producteurs sont proches des contrats des années d'avant-guerre que propose l'UFC à ses producteurs associés et de ceux que les exportateurs nationaux signent depuis les années 1960<sup>169</sup>. Ces contrats déterminent le prix d'achat (recalculé chaque semestre en fonction des marchés internationaux), la production, la supervision, l'entretien phytosanitaire et le conditionnement des marchandises. Un planteur peut choisir parmi les quelques exportateurs présents dans la région celui qui propose les meilleures conditions ou le meilleur prix, mais il doit, quoi qu'il en soit, exporter ses fruits et rester intégré à la chaîne. L'exportateur peut, quant à lui, substituer n'importe quel producteur à condition que ses navires soient remplis.

Aussi, si le prix de vente est déterminé par ces contrats, de nombreux mécanismes influent sur les conditions de l'échange entre les deux parties. L'exportateur supervise la production, fournit les intrants agricoles, les cartons et sacs plastiques utilisés dans les plantations, il pourvoit les services de fumigation et de transport. Ces fonctions lui permettent à la fois de s'assurer du bon approvisionnement des produits frais au sein de la chaîne, et d'ajuster des termes de l'échange marchand. Un planteur, ancien propriétaire d'une exploitation de taille moyenne sous contrat avec l'entreprise Técnicas Baltimé au milieu des années 1990, détaille l'emprise de l'exportateur sur le processus de production et le prix des marchandises :

« Il vaut mieux ne pas lire le contrat parce que sinon tu ne le signes pas, tu finis toujours perdant. Comme on dit ici, ce sont des clauses léonines ("*contratos leoninos*").

Toi tu fournis le travail et la terre et eux ils s'occupent de tout le reste, de la logistique, ils financent tout, tu demandes et ensuite tu obtiens le règlement avec tous les coûts. [...] Ils ont l'usine de carton, ils envoient le

---

<sup>168</sup> « Países bananeros exigen mejores precios », *Voz*, 14 février 1985.

<sup>169</sup> Entretien #14, ancien planteur, 18 mai 2019, Santa Marta.

carton, ils ont l'usine de plastique, les sceaux qu'il faut mettre, ils te le vendent, tout est vendu [...].

La fumigation, tu n'as aucune idée de ce qu'ils pulvérisent ou de la manière dont ils le font. Ils pulvérisent, ils déterminent eux-mêmes la fréquence et tu n'as aucun contrôle. Tu reçois la facture, "fumigation pour tant" et c'est tout. Tu dois t'y fier parce que c'est ce qui maintient la ferme sans maladies. [...] Ils achètent, en énormes quantités pour la Zona, donc la remise est énorme et ils ont la facilité de te vendre l'engrais moins cher que le marché, mais à tout moment il monte ou descend, cela dépend du marché [...].

Lorsque tu vas encaisser le chèque, tu regardes juste combien il te reste et tu ne regardes pas le reste. »<sup>170</sup>

Ainsi, le commerce des pesticides, engrais et fertilisants, des matériaux de conditionnement permet aux exportateurs de réaliser d'importantes économies d'échelle et d'ajuster les conditions de l'échange commercial entre producteurs et exportateurs (Roche 1998, 247). De même, les critères de qualité et le contrôle des fruits présentés au port sont des instruments d'ajustement des quantités de marchandises achetées. Ils sont les leviers du pouvoir de l'exportateur sur le producteur<sup>171</sup>, à l'instar de nombreuses chaînes alimentaires (Clapp 2016 ; Salvia 2020).

Ces mécanismes ne sont pas seulement utilisés par l'exportateur pour contrôler les prix, mais aussi pour coordonner la production sans toutefois prendre en charge la propriété des terres et la gestion du travail. L'agriculture sous contrat (« *contract farming* ») promue s'apparente à une accumulation flexible comme le notent Watts et Friedland à propos d'autres contextes. Elle est rendue possible grâce à une coordination verticale de la production qui subordonne, par voie de contrat, les planteurs et travailleurs aux groupes agro-industriels (Watts 1994 ; Friedland 1994).

Par ailleurs, les exportateurs maintiennent un double système, conjuguant la production des planteurs associés à une culture propre. Cette combinaison leur permet d'assurer les volumes d'exportation face aux évolutions de la demande tout en externalisant une part

---

<sup>170</sup> Entretien #14, ancien planteur, 18 mai 2019, Santa Marta.

<sup>171</sup> Entretien #3, ancien planteur et haut fonctionnaire, 22 août 2019, Santa Marta.

importante de la gestion de la main-d'œuvre et de la terre. Bien qu'aucune donnée précise ne soit accessible quant à la propriété foncière, la presse locale estime, en 1995, qu'un tiers des terres cultivées dans la Zona sont la propriété des grands groupes d'exportation, de leurs filiales ou de leurs co-entreprises<sup>172</sup>. Dans ses plantations comme celles de ses associés, les exportateurs supervisent strictement la culture.

À titre d'exemple, le groupe Dole développe, à partir de 1990, une structure complexe de succursales dans le Magdalena comprenant une entreprise d'exportation (Técnicas Baltime), une co-entreprise d'exportation (Proban) et deux entreprises de production (Agrícola Eufemia et Banas) légalement indépendantes, mais factuellement contrôlées par le groupe. Depuis l'entreprise mère, Técnicas Baltime, un ensemble de salariés supervisent les plantations du groupe ainsi que des planteurs associés : un chef de qualité coordonne l'évaluation de la qualité des fermes conformément aux exigences de Dole ; un coordinateur d'embarquement suit quotidiennement l'évolution des récoltes afin de coordonner les expéditions vers le port ; le superintendant de la production administre les programmes d'aide technique et la quantité de marchandise nécessaire dans chaque plantation ; les superviseurs de qualité inspectent les fruits aux ateliers de conditionnement les jours d'embarquement et enfin, chaque superviseur de production doit contrôler l'ensemble du processus de culture au sein des neuf plantations dont il a la charge<sup>173</sup>.

Ce mouvement d'externalisation supervisée n'est pas le propre de la Zona, mais une caractéristique centrale des chaînes de valeurs de la fin du XXe siècle (Barrientos, Kothari, et Phillips 2013). Dans son étude de l'agro-industrie italienne, Salvia note que bien que la production reste déterminée par les acteurs intermédiaires ou centraux, « l'organisation du travail pour répondre au besoin du capital de disposer d'une main-d'œuvre aussi bon marché et flexible que possible est laissée au mécanisme de régulation local. » (Salvia 2020, 100). Dans de nombreux commerces, cette externalisation est compatible avec le renforcement des pratiques antisyndicales, le recours au travail informel et la

---

<sup>172</sup> « Bananeros insisten en el precio mínimo », *El Informador*, 27 avril 1995.

<sup>173</sup> Entretien #21, ancien administrateur, 15 août 2019, Santa Marta. Chez les travailleurs on distinguait à peine les plantations associées des plantations appartenant directement aux groupes d'exportation. Toute plantation était catégorisée, selon la couleur de ses barrières — bleu et bordeaux pour Chiquita et orange pour Dole — comme affiliée à un groupe ou un autre. Entretien #29, ouvrier et cadre syndical Sintrainagro, 04 juillet 2019, Ciénaga.

surexploitation (Barrientos 2008 ; De Neve 2014 ; Mezzadri 2008 ; Mezzadri et Fan 2018). Dans la Zona, le contrôle de la production par l'exportateur se conjugue à l'externalisation de la gestion et des coûts du travail, dont la réduction — par l'intensification du travail, l'amélioration des rendements ou le travail informel — détermine les bénéfices des producteurs.

### 3.2. Le choc des cycles économiques : du boom de 1987 à la crise de 1993

Le cas de la Zona illustre les effets socio-économiques que l'évolution des marchés internationaux peut avoir sur les espaces périphériques de production. L'impulsion d'un nouveau cycle mondial d'expansion des surfaces cultivées et le retour des capitaux nationaux et internationaux se concrétisent à la fin des années 1980 par une évolution rapide de ses paysages et de ses formations sociales. Dans une économie peu diversifiée, l'exportation agricole redevient rapidement dominante, exposant le département aux fluctuations du marché et aux stratégies des acteurs dominants de la chaîne de valeur.

Cette fragilité se concrétise au cours de l'année 1993 lors d'une crise de surproduction et des restrictions commerciales imposées par les pays européens sur les importations. Ces deux éléments engendrent une profonde crise pour les producteurs de la Zona. Dès lors, ils sont exposés à la diminution de leur productivité ainsi qu'au maintien, par les exportateurs, de prix d'achat bas. De nombreuses plantations font faillite et une forte pression s'exerce sur les coûts du travail.

#### 3.2.1. *L'expansion commerciale (1987-1993)*

Au milieu de la décennie des années 1980, l'agro-industrie du Magdalena connaît une nouvelle impulsion commerciale, une quinzaine d'années après sa désarticulation des marchés internationaux. Cette réactivation est le produit de la hausse des prix sur les marchés internationaux, d'aides gouvernementales au secteur et des investissements des planteurs d'Antioquia et du Magdalena face aux perspectives d'expansion du marché.

### 3.2.1.1. La hausse de la demande et des prix sur le marché international

Alors que l'après-guerre est marquée par une augmentation constante des importations de bananes et l'ouverture de nouveaux marchés en Europe et en Asie (Bucheli 2013, 37-40 ; Maillard 1991, 299-302), la consommation mondiale est ralentie au cours des années 1970. Les importations européennes faiblissent sous l'effet de la concurrence d'autres fruits tropicaux. Au début des années 1980, les importations mondiales se contractent pour la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale (voir figure 11).

Devant la baisse drastique de la demande au début des années 1980, la FAO estime alors que les Nord-Américains et les Européens ont atteint le niveau de saturation de leur consommation, se situant entre 9 et 10 kilogrammes par individu et par an (FAO 1986a). Toutefois, à partir de 1983, la consommation moyenne des Européens augmente de nouveau tout comme les importations mondiales (voir figures 8 et 11). Entre 1985 et 1990, les importations augmentent de 14 % et la quantité moyenne importée par individu en Allemagne — les principaux consommateurs en Europe — s'accroît de 51 %<sup>174</sup>.



Figure 11, Quantité moyenne de bananes disponibles par personne aux États-Unis, en Europe de l'Ouest et au Japon de 1961 à 2005, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : FAOSTAT

<sup>174</sup> Ces tendances sont dues à une multiplicité de facteurs : l'abaissement des taxes douanières sur les marchés allemands et italiens ; l'augmentation généralisée des revenus des Européens dans la seconde moitié des années 1980 ; les campagnes de publicité massives en Europe des transnationales Nord-Américaines ; la sensibilisation des consommateurs à une alimentation saine et à la consommation de fruits et légumes frais (Hallam 1995, 523).

En 1987, quelques années après le début de la hausse de la demande, le prix des marchandises augmente rapidement sur le marché international (voir figure 9). Ainsi, un nouveau cycle d'accumulation s'initie et la transformation des goûts et habitudes alimentaires au centre se concrétise par l'expansion des champs de monoculture à la périphérie. De nouveaux espaces sont articulés à la chaîne de production et parmi eux, la Zona Bananera du Magdalena connaît une réactivation rapide.

### 3.2.1.2. Cycles agro-industriels et politiques de stimulation des exportations

À l'échelle nationale, d'autres facteurs favorisent cette nouvelle expansion commerciale. Après une période de croissance rapide menée par le commerce de café ainsi que de sucre, de fleurs et de bananes, les exportations agricoles se contractent à la fin des années 1970 et expérimentent une crise sans précédent en 1982. La chute rapide des prix mondiaux et la récession mondiale provoquent la chute des rendements de l'agriculture commerciale. La fin des années 1980 marque toutefois un nouveau boom des exportations du fait de deux facteurs principaux : la politique de dévaluation du peso et la hausse des prix internationaux agricoles (Jaramillo 2019, 26-28). La hausse de la rentabilité des cultures d'exportation entre 1986 et 1990 permet l'augmentation substantielle des surfaces plantées et des niveaux de production agro-industrielle.

De même le développement par les exportations agricoles est une politique étatique. À partir de la fin des années 1960, l'État soutient des politiques de stimulation des exportations incluant des exonérations d'impôts, des subventions, des crédits et des remboursements de droits de douane. À la fin des années 1980, le Certificat de Remboursement d'Impôt (CERT, créé en 1983) constitue le principal instrument politique de subvention de ces cultures (Viloria de la Hoz 2008, 67). De même, jusqu'à 1992, la banque de développement Proexpo fournit un soutien financier pour l'établissement et l'entretien des plantations et le ministère du commerce (plan Vallejo) permet de recouvrer les droits de douane sur les intrants importés. Les producteurs de bananes sont ainsi soutenus financièrement, bien que moins bien dotés que leurs homologues qui cultivent de la canne à sucre, des palmiers à huile et du café (MADR 1991, 162-74 ; 1996, 196-201).

Toutefois, dans le cadre de la libéralisation économique du début des années 1990, ces subventions sont supprimées et remplacées par des produits financiers (proposés par la banque de commerce extérieur Bancoldex) favorables aux exportateurs. Stimulée par la hausse des prix sur les marchés, cette réforme a pour ambition, dans l'agriculture comme dans l'ensemble de l'économie, de mettre fin aux politiques de substitution des importations et d'intégrer pleinement les producteurs et exportateurs nationaux aux marchés internationaux. Cela doit être réalisé en éliminant les barrières non tarifaires, en flexibilisant le marché du travail ainsi que par l'adoption d'un cadre juridique favorable aux investissements étrangers (Jaramillo 2019, 39; 2001; Arango et al. 1999).

### 3.2.1.3. La réactivation de la Zona

À l'échelle régionale, d'autres facteurs politiques favorisent la reprise de l'agro-industrie. Les planteurs du Magdalena sont actifs pour promouvoir les investissements privés et une politique publique de développement agro-industriel<sup>175</sup>. Celle-ci est notamment assurée par l'Institut colombien d'hydrologie qui, grâce à un crédit de la Banque Mondiale de 44 millions de dollars, développe un Plan de réhabilitation et de rénovation de la zone bananière en 1988. Le programme a pour objectif principal de rénover les canaux d'irrigation de 45 000 hectares de terres, comprenant des bananeraies, mais aussi des plantations de palmiers à huile, alors en plein essor au sein du département<sup>176</sup>.

Au même moment, les planteurs et exportateurs d'Urabá voient quant à eux leurs profits ralentis par les grèves, la hausse du coût du travail, les épidémies de Sigatoka ainsi que l'insécurité<sup>177</sup> (Morón 2000, 12). Dans un rapport envoyé en septembre 1987 au département d'État, l'ambassadeur des États-Unis note :

« Le responsable de l'association des producteurs de bananes d'Urabá affirme que la violence n'a pas affecté les niveaux de production.

L'exportation de bananes est si lucrative qu'il y aura toujours des

---

<sup>175</sup> Lettre de José Ignacio Diaz Granados, Alfredo Riascos Labarces et José Rafael Davila Angulo au gouverneur du Magdalena, 23 février 1983, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 235/D. 6686, « Magdalena participa en congreso bananero », *El Informador*, 11 octobre 1986, Entretien #14, ancien planteur, 18 mai 2019, Santa Marta.

<sup>176</sup> « Himat acomete obras por \$4.200 millones », *El Informador*, 29 septembre 1987, « US \$44.900.000 invertirá Himat en Zona Bananera », *El Informador*, 14 octobre 1988.

<sup>177</sup> « Desempleo y monopolios en la industria bananera », *Voz*, 15 août 1985.

personnes prêtes à prendre le risque. [...]. Mais deux tendances sont apparues : (1) les propriétaires cèdent la gestion des plantations à des contremaîtres et s'installent à Bogotá ; (2) ils transfèrent leur production dans la région de Santa Marta ou (3) ils vendent. »<sup>178</sup>

En 1987, le journal local du Magdalena annonce l'arrivée des planteurs :

« De nombreux cultivateurs de la région d'Urabá commencent à migrer vers notre région face à la grave situation de terrorisme, d'extorsion, d'enlèvement et d'assassinat qui mine la région du nord d'Antioquia. »<sup>179</sup>

En réalité, plutôt que de simples planteurs, ce sont avant tout les entreprises d'exportation qui s'installent dans la région. À partir de 1984, le groupe Proban initie l'achat de la production des planteurs du Magdalena regroupés au sein de l'entreprise Banamar et exporte près de la moitié de la production de la région. De même, Dole, à travers sa succursale Técnicas Baltime réinvestit la région au milieu des années 1980 (Botero Herrera 1988, 66-67). Au cours des années suivantes, des entreprises colombiennes et des filiales des compagnies étatsuniennes s'implantent : Expocaribe (filiale d'Uniban) ; Samarex (filiale de Chiquita) et Banacol. Ainsi, au début des années 1990, la production de la Zona est supervisée à 40 % par le capital étatsunien et à 50 % par le capital d'Urabá (Augura 1995).

Cependant, si l'exportation est monopolisée par des capitaux extérieurs, les principaux producteurs restent des patronymes traditionnels du Magdalena : Riascos Labarcés, Dangond Noguera, Vives, Kadavid, Diazgranados et Dávila<sup>180</sup>. Aux capitaux extérieurs le contrôle du commerce, au capital local celui de la terre et de la main-d'œuvre.

---

<sup>178</sup> Rapport du Département d'Etat sur la violence, la démographie et les transformations économiques en Colombie, septembre 1987, DNSA, Fd. COL and the U.S., ref. R 152257Z. p. 12.

<sup>179</sup> « Se reactiva la Zona Bananera », *El Informador*, 20 mars 1987.

<sup>180</sup> Rapport de police sur la situation sécuritaire dans la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696.

### 3.2.1.4. L'expansion rapide des plantations et leur importance dans l'économie départementale

Bien que la reprise soit amorcée en 1983, c'est l'année 1987 qui marque un mouvement rapide d'augmentation de la surface cultivée et de la production dans le Magdalena.

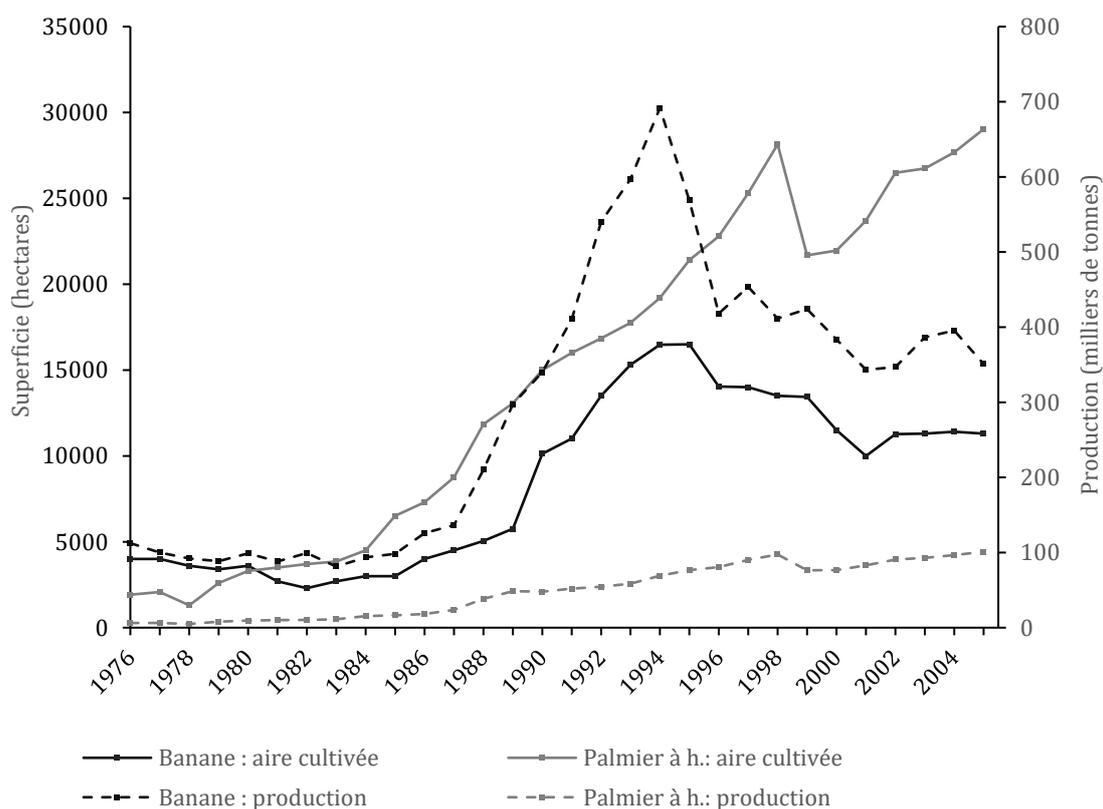


Figure 12, Évolution de la superficie cultivée et de la production de bananes et d'huile de palme dans le Magdalena entre 1976 et 2004, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des source : MADR 1980, 1985, 1991, 2001, 2012

La production de bananes augmente subitement de 137 000 tonnes de fruits produits en 1987 à 297 000 en 1989. Un niveau de croissance comparable se poursuit jusqu'à 1994, année du pic de 692 000 tonnes avant que la production ne chute rapidement. En sept années, la production quintuple. De même, la surface cultivée passe de 5 700 hectares en 1989 à 16 500 en 1994, transformant radicalement le paysage de la Zona. Enfin, à un rythme tout aussi soutenu, mais plus constant, les plantations de palmiers à huile s'étendent à l'ouest et au sud de la Zona, notamment sur des terres impropres à la culture des bananes. Alors que ces champs occupent 3300 hectares en 1980, ils s'étendent sur près de 28 000 hectares en 1998. Intensive en terre, cette culture demande dix fois moins de main-d'œuvre que les bananeraies tout en offrant des rendements économiques bien

inférieurs. La culture est massivement soutenue par l'État. En 1994, les 69 000 tonnes d'huile de palme obtenue, une fois extraite dans l'une des deux raffineries<sup>181</sup>, ont une valeur marchande de 26 millions de dollars contre 147 millions de dollars pour la production de bananes (Augura 1995). Les palmiers à huile occupent beaucoup de terre pour des rendements économiques modestes.

Au cours de ces années, l'expansion des bananeraies n'est pas un phénomène propre à la Colombie. La hausse éphémère des prix, la conviction que l'Europe va augmenter les importations au début des années 1990 et les attentes de la libéralisation du commerce mondial dans le sillage de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1986 (GATT) encouragent une croissance de la production à un rythme sans précédent (FAO 2004, 15). Alors que la participation des pays d'Amérique Centrale s'amenuise, à l'exception du Costa Rica dont les exportations augmentent constamment jusqu'à la fin des années 1990, l'Équateur s'impose définitivement comme le premier exportateur mondial, passant de 900 millions de tonnes exportées au milieu des années 1980 à 4,5 milliards de tonnes à la fin des années 1990 (voir figure 13). En Équateur, la superficie de culture bondit de 130 000 hectares en 1989 à 220 000 en 1994.

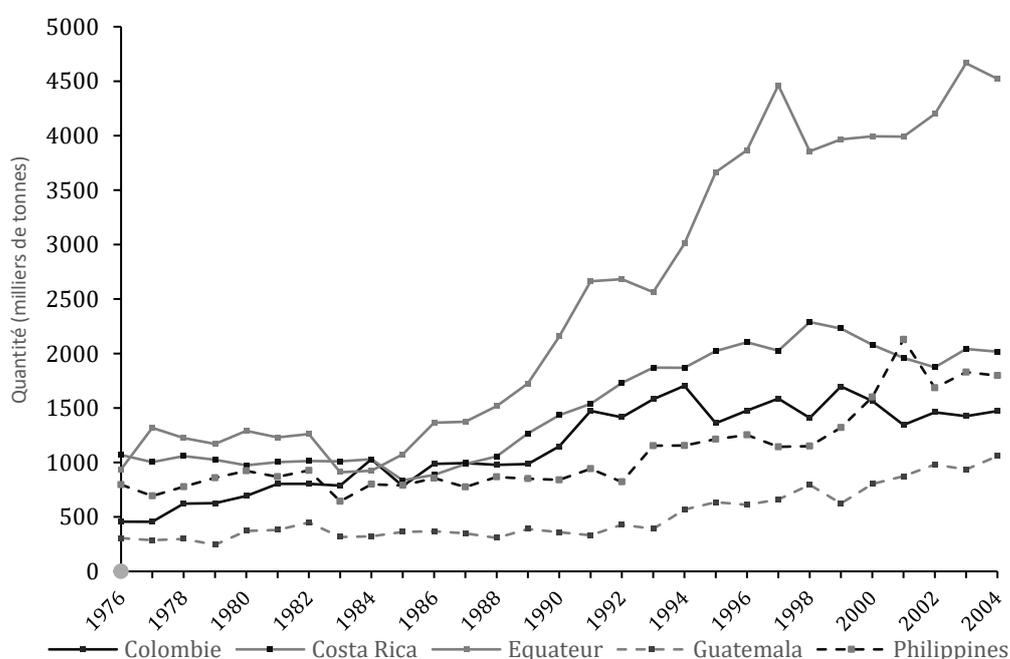


Figure 13, Évolution des volumes d'exportation des principaux producteurs entre 1976 et 2004, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : FAOSTAT

<sup>181</sup> « Cultivo de palma : alternativa ante crisis bananera », *El Informador*, 18 février 1993.

Au début des années 1990, l'euphorie gagne le secteur entrepreneurial colombien. Parallèlement à la croissance rapide des exportations de fleurs, le commerce de banane doit permettre de pallier la crise majeure du café. L'ex-ministre et président du syndicat patronal Augura José Manuel Arias Carrizosa déclare ainsi :

« L'horizon des marchés internationaux s'élargit et devient chaque jour plus prometteur [...] La Colombie doit accroître ses exportations de bananes malgré les fluctuations du marché [...] L'industrie bananière constitue une lueur d'espoir pour l'amélioration du destin économique de la Colombie et il est nécessaire non seulement de la préserver, mais aussi de lui donner un grand élan. »<sup>182</sup>

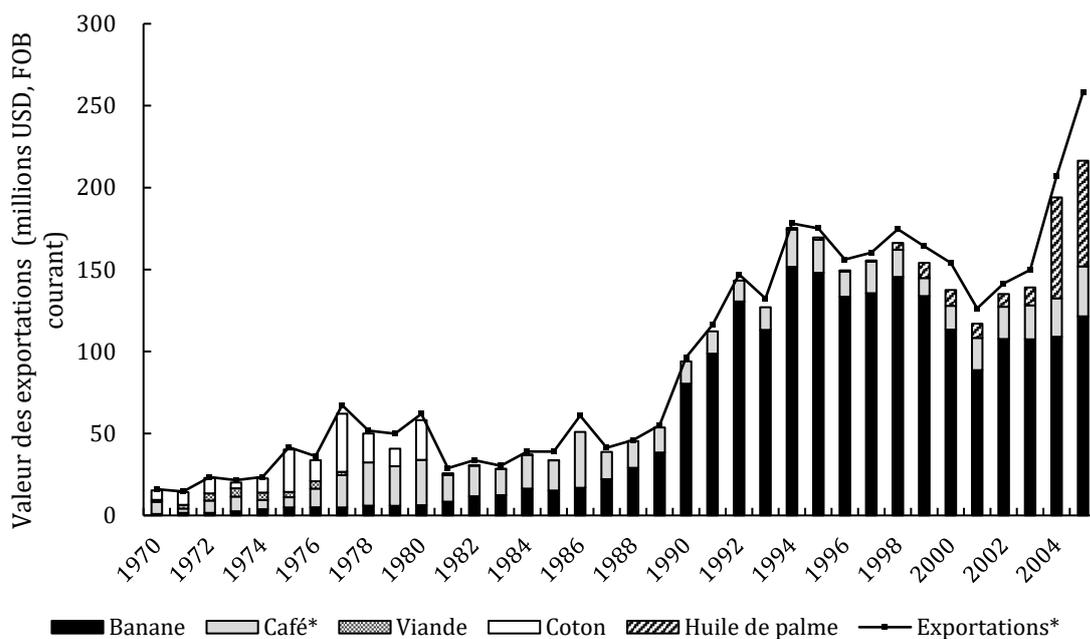
Les planteurs du Magdalena aussi se montrent confiants quant aux perspectives d'augmentation des exportations sur le marché européen et à l'augmentation des cultures dans la Zona<sup>183</sup>. L'aire de culture traditionnelle s'expand vers le sud et une nouvelle zone agro-industrielle est implantée au nord-est, à la frontière avec le département de la Guajira (Viloria de la Hoz 2008).

Ainsi, dans un département marginal de la vie économique nationale, l'économie plantationnaire acquiert une place prépondérante. Isolé de la région andine de production de café, des bassins industriels et des principaux marchés intérieurs du pays, le Magdalena compte, à la fin du XXe siècle, l'un des PIB par habitant les plus faibles du pays. En l'espace de quelques années, le commerce de bananes devient le principal moteur des exportations du département dont il représente 85 % au cours de la décennie des années 1990 (voir figure 14). Aucune autre économie d'exportation n'a émergé au sein du département.

---

<sup>182</sup> « Ausencia del Estado limita desarrollo del sector bananero », *El Informador*, 12 mai 1990.

<sup>183</sup> « Bananeros evalúan situación del mercado internacional », *El Informador*, 26 août 1988.



\*Les données des exportations de café des périodes 1977-1992, 1995-2004 n'étant pas disponibles, elles sont estimées à partir des exportations de café enregistrées au niveau national et aux douanes de Santa Marta

Figure 14, Évolution des exportations du Magdalena entre 1970 et 2005, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : DANE 2019, 2020

De même, l'exportation de bananes passe de 4,1 % du PIB départemental en 1987 à 16,4 % cinq ans plus tard avant que cette portion ne s'amenuise.

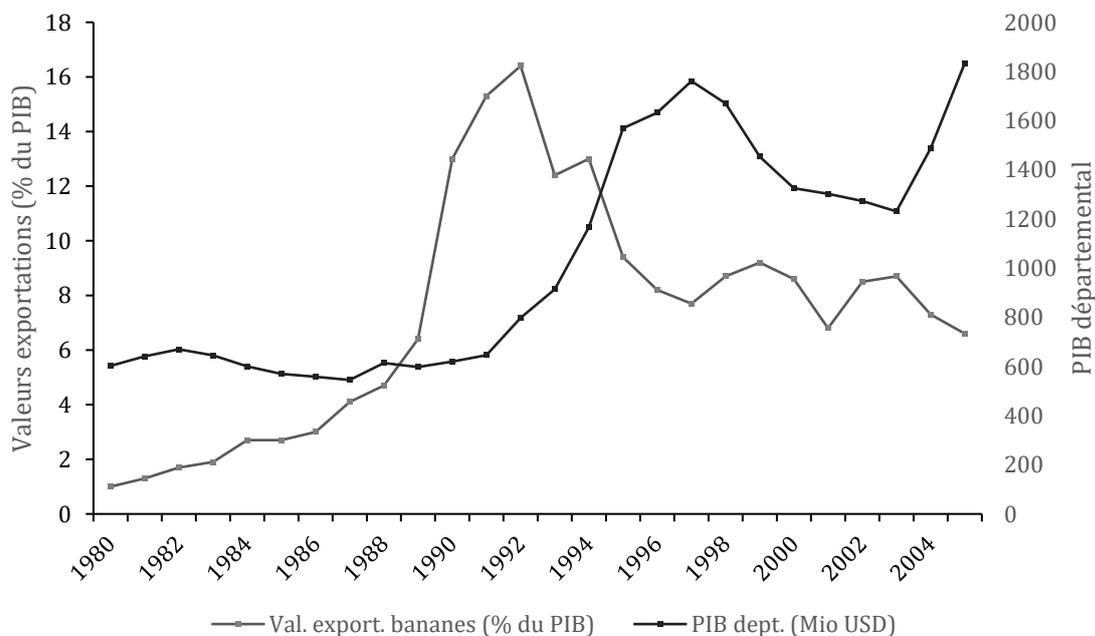


Figure 15, Évolution de la valeur des exportations de bananes relativement au PIB du Magdalena entre 1980 et 2005, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : DANE 2019, 2020

Cette progression est fulgurante pour un espace qui ne représente que 5 % de la population et des terres de l'ensemble du département. L'économie départementale est rapidement stimulée par la reprise de l'agro-industrie et redevient sujette aux mouvements volatiles des marchés internationaux. Cela est visible au cours de l'expansion commerciale, durant laquelle les planteurs expérimentent de larges profits grâce à la hausse des prix internationaux. C'est aussi le cas lorsque ces derniers s'effondrent et que le secteur rentre de nouveau en crise.

### *3.2.2. Surproduction, restrictions et récession (1993-2000)*

Après six ans de prospérité économique, l'économie plantationnaire replonge dans la crise au début des années 1990. Produit d'un cycle mondial de surproduction et des restrictions commerciales imposées par les pays européens, cette crise souligne l'exposition des producteurs aux pressions du marché. Alors que la productivité baisse, les exportateurs imposent des prix d'achat bas, réduisant drastiquement les profits des planteurs. En dernière instance, ces mouvements se répercutent sur le travail, stimulant la réduction des coûts de production et la surexploitation du travail.

#### 3.2.2.1. Surproduction

Peu après l'impulsion commerciale, des signes avant-coureurs laissent présager une crise à venir. L'organisation UPEB, qui devient un organisme intergouvernemental de statistiques et d'analyse des marchés, tente dès la fin des années 1980 de promouvoir des politiques de restriction de la production afin de réguler les prix d'achat. En 1992, son directeur avertit les entreprises colombiennes du début d'une crise de surproduction et les invite à ralentir l'expansion des plantations<sup>184</sup>. En effet, à partir de 1991, les prix FOB commencent à décroître devant l'excès de l'offre sur la demande (voir figure 9), mais l'aire cultivée continue à croître dans le Magdalena jusqu'en 1994 avant de chuter drastiquement (voir figure 12). L'organisation mondiale de la production conduit, de manière structurelle, à la surproduction. Les crises systémiques de surproduction ne sont

---

<sup>184</sup> « No ampliar siembras y tecnificar las que hay, es el desafío bananero », *El Informador*, 7 novembre 1992.

pas l'exclusivité du marché des bananes. Elles touchent de nombreuses industries de matières premières et de produits agricoles, aux marges très faibles et dont la rentabilité repose sur l'augmentation de la productivité et l'écoulement réussi de la production excédentaire (Goodman et Watts 2013, 157 ; Harvey 2002, 251 ; Araghi 2012, 136).

La croissance de la production était le résultat des attentes de croissance du marché européen suite à la chute du mur de Berlin et de la prochaine libéralisation des marchés protégés français, anglais ou encore espagnol. Dans le Magdalena, depuis 1989, les exportations vers l'Europe (principalement l'Allemagne et la Belgique) équivalaient à 58 % du commerce (Montoya Jaramillo 1995, 58). Mais au cours de l'année 1991, la demande européenne stagne (voir figure 11) et on annonce bientôt de possibles restrictions d'accès au marché européen<sup>185</sup>. De telles restrictions sont effectivement confirmées en décembre 1992 quand la Communauté Européenne déclare avoir trouvé un accord pour la réglementation d'un marché unique des importations de bananes.

### **Encadré 3 : Restrictions européennes et conflits commerciaux**

Le règlement du Conseil 404/93 fait l'objet de longues tractations. Les Européens cherchent à conserver les compromis octroyés, dans le cadre de la Convention de Lomé (1989), aux producteurs africains et caribéens tout en respectant les conditions du GATT. Alors qu'un quota d'importation et des tarifs spéciaux sont réservés aux exportateurs « traditionnels » d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), les producteurs non traditionnels, en grande majorité les pays latino-américains, se voient octroyés des licences limitées d'exportation (Wiley 2008, 164-72). Ces restrictions entraînent une multitude de conflits commerciaux.

Dans un premier temps, la Commission Européenne ignore la plainte des pays producteurs latino-américains devant le GATT, avant d'accorder, en mars 1994, un quota d'exportations au Costa Rica, à la Colombie, au Nicaragua et au Venezuela. À l'échelle internationale, les États-Unis intègrent la dispute commerciale afin de défendre les intérêts de leurs trois exportateurs. Le groupe Chiquita, particulièrement lésé, initie une campagne coûteuse de lobbying au sommet l'État et des instances législatives, afin de forcer les pays européens à reculer (Bucheli 2013, 88). Les États-Unis menacent le Costa Rica et la Colombie de sanctions commerciales et émettent une nouvelle plainte devant l'OMC avec les producteurs restés en dehors des nouveaux quotas. Malgré leur condamnation, les pays européens maintiennent le système de licence. La « guerre de la banane », telle que la nomment les médias, se poursuit tout au long des années 1990 jusqu'à un accord trouvé devant l'OMC en avril 2001 qui permet à Chiquita de retrouver ses niveaux d'exportation vers l'Europe (Clegg 2002 ; Josling et Taylor 2003).

<sup>185</sup> « Frente común de bananeros pide Colombia », *El Informador*, 9 mars 1991.

À l'échelle nationale, les producteurs du Magdalena s'estiment lésés. Après l'octroi de quotas d'exportation européens, l'État colombien met en place une répartition nationale de ces quotas aux exportateurs nationaux et transnationaux. Cette mesure favorise le secteur agro-industriel d'Antioquia (Urabá). Elle reflète leur influence sur les instances nationales, telles que le ministère du Commerce et Bancoldex<sup>186</sup>. De même, cette mesure renforce, selon les planteurs de la Zona, l'emprise des exportateurs sur des prix qu'ils maintiennent « artificiellement bas »<sup>187</sup>.

### 3.2.2.2. Récession, faillites et conflits

Simultanément à l'entrée en vigueur des restrictions européennes, la Zona est frappée, en août 1993, par l'une des pires tempêtes de la décennie. En une heure, l'ouragan Bret détruit près de 8000 hectares de cultures, soit 40 % de la production régionale<sup>188</sup>. Le désastre météorologique s'ajoute à la chute des prix et aux restrictions européennes et précipite le secteur dans une crise qui s'étire jusqu'au début des années 2000. Les conséquences sociales de cette crise sont profondes et illustratives des contradictions du développement agro-industriel.

Aux alentours de juillet 1995, dans le cadre d'un forum entre le gouvernement national et les planteurs, ces derniers multiplient les interventions dans la presse afin de signaler la disparition de nombreux petits producteurs, l'endettement de la majorité des grandes exploitations amenant certaines à la faillite<sup>189</sup>. De même le syndicat patronal déplore la détérioration des cultures et une chute de la productivité de 30 % provoquées par l'impossibilité de certains d'entre eux à payer la main-d'œuvre et les intrants<sup>190</sup>. Cette dégradation, conjointe à l'abandon d'une trentaine de plantations, favorise l'émergence d'épidémies. Devant de telles circonstances et face au contexte de conflit armé, les planteurs en appellent à l'aide de l'État afin d'éviter une « catastrophe sociale aux conséquences imprévisibles »<sup>191</sup>.

---

<sup>186</sup> Entretien #33, membre d'une famille de planteurs et juriste, 18 mai 2021, à distance.

<sup>187</sup> « Los bananeros piden cuotas de exportación », *El Informador*, 7 janvier 1994, Anales del Congreso, 18 mars 1997.

<sup>188</sup> « Coletazo del Bret arrasó Zona Bananera », *El Informador*, 10 août 1993.

<sup>189</sup> « Promueven respaldo a pliego de peticiones de bananeros », *El Informador*, 21 juillet 1995, « Solo acuerdos parciales en foro bananero de ayer », *El Informador*, 25 juillet 1995.

<sup>190</sup> « Dice Pérez Dávila "El principal problema de los productores son sus ingresos" », *El Informador*, 29 juillet 1995.

<sup>191</sup> « Bananeros piden precio mínimo », *El Informador*, 26 avril 1995.

En effet, entre 1993 et 1995 certains producteurs cessent de verser les salaires dans le Magdalena (voir chap. 5.2), plusieurs milliers d'ouvriers sont licenciés et les opportunités s'amenuisent largement pour les travailleurs journaliers<sup>192</sup>. La crise de l'emploi s'aggrave à mesure que certaines bananeraies sont transformées en champs de palmiers à huile, une activité permettant d'occuper la terre et de libérer la main-d'œuvre<sup>193</sup>. En mars 1995, une manifestation est annoncée par le syndicat de l'agro-industrie Sintrainagro<sup>194</sup> pour presser le gouvernement « d'accorder des prêts à taux réduit aux producteurs [...], afin de leur fournir les ressources nécessaires pour rembourser les dettes impayées à leurs employés et payer les salaires en temps voulu. »<sup>195</sup> La manifestation soulève des débats houleux à l'intérieur de l'organisation, comme se souvient un ancien cadre, partisan d'une ligne sans compromis :

« Ceux qui voulaient faire cette marche c'étaient les employeurs. Faire un blocus pour demander des aides à l'État, et ainsi de suite. Nous ne l'avons pas fait. Nous on a bloqué la route quand ils sont venus nous tuer. [...] Parce que, regarde, quand le dollar paie bien, ils ne disent pas "voilà une prime", quand ça va bien pour eux, ils ne donnent rien. [...] Il y en avait certains de Sintrainagro qui disait "il faut faire un blocus parce que si les compagnies de bananes coulent..." Moi je disais que s'ils sont un syndicat patronal, ils peuvent aller voir le gouvernement pour qu'il leur résolve le problème. »<sup>196</sup>

Aux nombreux appels au soutien gouvernemental, l'État répond principalement par la hausse temporaire du CERT, l'attribution de nouveaux crédits auprès de la banque étatique agricole (la « *Caja Agraria* ») et une restructuration des coûts et délais de remboursement des dettes auprès de l'institut étatique Bancoldex<sup>197</sup>. En effet, pour maintenir leurs exploitations, les producteurs se sont largement endettés, faisant passer la dette des producteurs auprès de Bancoldex de vingt-deux milliards de pesos en 1991

---

<sup>192</sup> « Paro bananero en el Magdalena », *El Tiempo*, 7 décembre 1995.

<sup>193</sup> Entretien #13, petit producteur, 11 août 2019, Zona Bananera, « Cultivo de palma : alternativa ante crisis bananera », *El Informador*, 18 février 1993.

<sup>194</sup> Sintrainagro né, en octobre 1987, de l'union des deux principaux syndicats des plantations de l'Urabá. Il devient très rapidement le syndicat majoritaire dans le secteur agro-industriel. L'organisation parvient à consolider les réclamations ouvrières et à présenter à l'organisation patronale des demandes uniques pour l'ensemble des exploitations de la région.

<sup>195</sup> « Suspenden el paro bananero », *El Informador*, 25 mars 1995.

<sup>196</sup> Entretien #6, ouvrier et ancien syndicaliste Sintrainagro, 04 mai 2019, Ciénaga.

<sup>197</sup> « Solo acuerdos parciales en foro bananero de ayer », *El Informador*, 25 juillet 1995.

(35 millions de dollars) à deux cents milliards à la fin de l'année 1994 (242 millions de dollars)<sup>198</sup>.

En 1997, devant les députés, le directeur d'Augura fait état de cet endettement et ajoute :

« Nous avons dévoré les plantations. [...] Nous allons terminer l'année avec un maximum de 1 700 caisses [par hectare par an], soit environ 400 caisses de moins que notre seuil de rentabilité. »<sup>199</sup>

Regrettant l'existence de conventions collectives dans les plantations d'Urabá que les producteurs, de fait, ne respectent pas, le représentant en appelle alors à la renégociation des conditions de travail et de salaire<sup>200</sup>. La diminution du coût du travail constitue le levier principal pour faire face à l'endettement et à la baisse de la productivité. L'homme fait aussi état, devant la presse nationale, de l'impossibilité d'assumer les coûts de travail pour de nombreuses exploitations de la Zona :

« [Il y a] un manquement imminent aux obligations envers les travailleurs de la banane et une fermeture définitive de plusieurs entreprises. [...] Les producteurs ne seront pas non plus en mesure d'honorer leurs obligations parafiscales, c'est-à-dire les paiements aux caisses de sécurité sociale et de compensation pour le reste de l'année. [...] Bien qu'il n'y ait pas encore d'estimation précise du nombre d'emplois qui seront perdus, plusieurs producteurs ont déjà informé par écrit le syndicat des travailleurs des suppressions d'emplois et des fermetures d'exploitations. »<sup>201</sup>

En effet, en plus d'une dette accumulée auprès du fournisseur d'électricité, les planteurs de la Zona creusent une dette auprès de l'Institut des assurances sociales (« *Instituto de los Seguros Sociales* », ISS) qui interrompt provisoirement ses services en juillet 1995<sup>202</sup>. Dans la crise, les coûts de production sont trop importants et le travail devient le nœud de la chaîne où s'exerce la pression du marché.

---

<sup>198</sup> Anales del Congreso, 18 mars 1997, Gaceta del Congreso, Lectura y aprobación de las Actas números 7 del día 5 de septiembre de 1995 y 8 del 12 de septiembre de 1995, Juan Diego Vélez, p. 34.

<sup>199</sup> *Ibid.*

<sup>200</sup> *Ibid.*

<sup>201</sup> « Cerrarían fincas bananeras », *El Tiempo*, 25 novembre 1996.

<sup>202</sup> « Solo acuerdos parciales en foro bananero de ayer », *El Informador*, 25 juillet 1995.

Les producteurs sont pressurés par deux phénomènes conjoints : la diminution des bénéfices bruts (1) et les politiques commerciales des exportateurs (2). (1) Le tableau 8 présente l'ensemble des coûts de production de plantations de taille moyenne (20-50 hectares) dans le Magdalena à partir des données récoltées, au cours des années 1990 par le département d'agronomie de l'Université du Magdalena<sup>203</sup>.

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Matériaux culture	123	153	220	215	263	296	349	350	354
(%)	14	12	13	11	12	11	10	9	9
Main-d'œuvre culture	53	121	164	208	254	311	466	535	535
(%)	6	10	10	11	11	12	14	14	13
Matériaux atelier	32	89	117	135	147	172	203	219	227
(%)	4	7	7	7	6	6	6	6	6
Main-d'œuvre atelier	77	98	123	155	194	233	285	319	355
(%)	9	8	8	8	9	9	8	8	9
Dépenses gén. de plantation	169	229	321	385	490	597	831	914	933
(%)	19	18	20	21	22	22	24	23	23
Main-d'œuvre complémentaire	19	24	30	37	47	57	101	110	105
(%)	2	2	2	2	2	2	3	3	3
Administration	100	126	161	204	256	297	418	460	463
(%)	11	10	10	11	11	11	12	12	11
Total main-d'œuvre (%)	28	29	29	32	33	33	37	37	36
Transport et chargement port	117	205	279	297	370	442	515	588	660
(%)	13	16	17	16	16	16	15	15	16
Autres	197	207	220	236	254	302	282	401	443
(%)	22	17	13	13	11	11	8	10	11
<b>Total (Pesos)</b>	<b>888</b>	<b>1253</b>	<b>1634</b>	<b>1872</b>	<b>2274</b>	<b>2707</b>	<b>3450</b>	<b>3897</b>	<b>4075</b>
<b>Total (USD)</b>	<b>2,32</b>	<b>2,49</b>	<b>2,61</b>	<b>2,75</b>	<b>2,89</b>	<b>3,28</b>	<b>3,78</b>	<b>3,76</b>	<b>3,57</b>
<b>Prix FOB (USD)</b>	<b>5,30</b>	<b>5,28</b>	<b>5,42</b>	<b>5,57</b>	<b>5,28</b>	<b>5,04</b>	<b>5,10</b>	<b>5,35</b>	<b>5,50</b>
<b>Bénéfice brut (USD)</b>	<b>2,98</b>	<b>2,79</b>	<b>2,82</b>	<b>2,82</b>	<b>2,39</b>	<b>1,77</b>	<b>1,32</b>	<b>1,59</b>	<b>1,93</b>

Tableau 8, Coûts de production d'une caisse de 18,14 kg entre 1989 et 1997, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : Figueroa 1994 ; Noriega, Gutierrez, et Restrepo 1998

<sup>203</sup> Les données de 1989 à 1994 proviennent de (Figueroa 1994) et celle de 1995 à 1997 de (Noriega, Gutierrez, et Restrepo 1998). Si le protocole de récolte des données semble tout à fait similaire d'une étude à l'autre, la seconde étude est focalisée sur des exploitations de la commune d'Aracataca, donc du sud de la Zona, induisant une productivité et des coûts de production légèrement moins élevés. Ces coûts incluent le détail des opérations d'entretien des cultures et des infrastructures de production ; les intrants de production (fertilisants, insecticides, engrais) ; le travail et les matériaux nécessaires au sein des ateliers de conditionnement ; les coûts généraux tels que le contrôle contre les épidémies et le carburant ; la main-d'œuvre complémentaire ; les coûts d'administration et les dépenses de transport, de chargement au port.

La comparaison de ces prix met en lumière plusieurs processus. Le premier est la hausse généralisée des coûts de production à un rythme égal ou légèrement inférieur à l'inflation qui se maintient entre 20 et 30 % au cours de cette période. De même, alors que les coûts des matériaux de culture et de conditionnement sont multipliés par 4 et baissent de 18 à 14 % du coût total d'une caisse entre 1989 et 1997, ceux de la main-d'œuvre (culture, atelier, administratif) sont multipliés par 6 et passent de 28 à 36 % du coût total à la même période. La main-d'œuvre dépasse dès lors le tiers du coût des marchandises du fait notamment de la revalorisation gouvernementale des salaires face à l'inflation. Elle est le principal coût de production et le principal facteur sur lequel peuvent jouer les planteurs.

De même, en conséquence de la hausse des risques d'épidémies, le coût des contrôles de la sigatoka noire — administrés et facturés par les entreprises d'exportation — est multiplié par 6, passant de 56 à 330 pesos par caisses, tout comme les frais de transport jusqu'au port et de chargement sur les navires marchands. Enfin, le bénéfice brut moyen que peut tirer un planteur sur chaque caisse produite est divisé par deux entre 1989 et 1995, passant de 2,98 à 1,32 dollar par caisse exportée, avant de remonter au cours des deux années suivantes. Ainsi, la période de prospérité et d'expansion laisse rapidement place au durcissement des conditions économiques.

Cette baisse a notamment pour conséquence d'éliminer les plantations les moins productives. En effet, à mesure que les conditions se dégradent, le point d'équilibre (le nombre de caisses de fruits minimum à produire par hectares pour couvrir les charges fixes et variables) augmente.

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Point d'équilibre	1218	1142	966	1052	1229	1219	1283	1372	1405
Productivité moy.	1740	1875	1709	1704	1822	1857	1670	1630	1776
Écart	522	733	743	652	593	638	387	258	371

*Tableau 9, Productivité nécessaire pour atteindre le point d'équilibre de 1989 à 1997, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : Figueroa 1994, Noriega, Gutierrez, et Restrepo 1998, Sintrainagro 2000*

Alors qu'il est nécessaire de vendre plus de 966 caisses de fruits par hectares pour dégager des bénéfices en 1991, il faut en vendre 1405 en 1997. De même, si la productivité

moyenne dépasse de près de 800 points le point d'équilibre en 1991, cette différence est réduite à 400 en 1995, indiquant qu'un grand nombre de plantations ne dégagent aucun bénéfice ou comptent des pertes. Il est possible pour les grands et moyens producteurs disposant d'économies accumulées au cours des périodes précédentes de survivre et même de réaliser des bénéfices modestes. Toutefois, de nombreux petits producteurs font faillite.

Le cas de La Isla, qui sera analysé en profondeur au chapitre 5, est représentatif des conséquences directes de cette pression marchande. La plantation de 65 hectares hautement productive située dans la commune d'Orihueca, fait faillite au cours de l'année 1997. Dans les années précédentes, cette exploitation fondée en 1970 connaît de grandes difficultés comme le montre l'évolution des chiffres de ses ventes, coûts, bénéfices nets et de son patrimoine.

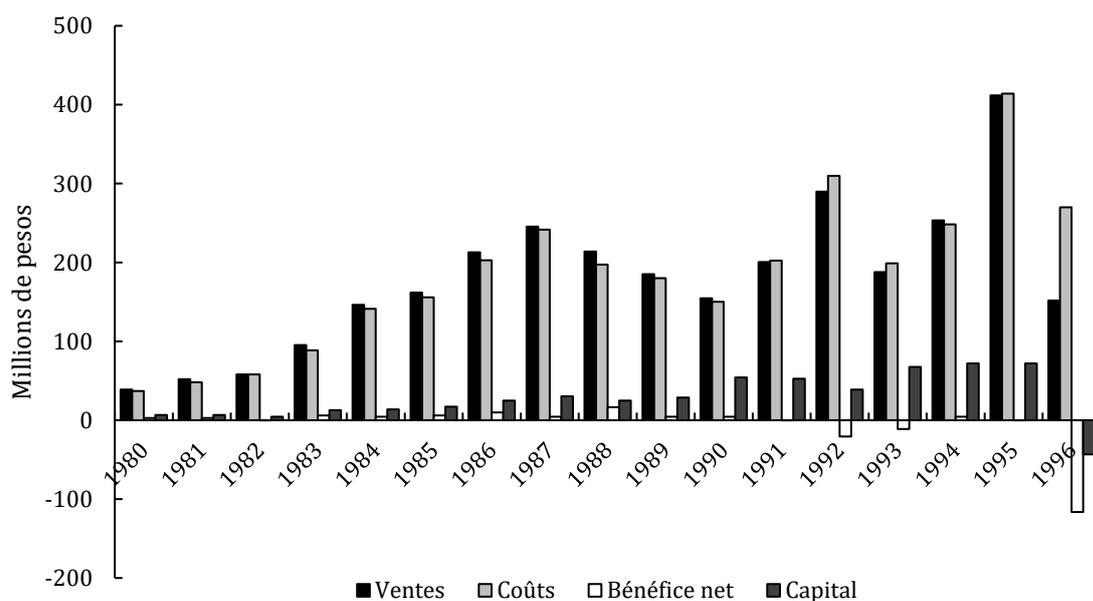


Figure 16, Évolution des comptes de la plantation La Isla entre 1980 et 1996, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : URT<sup>204</sup>

En 1991, pour la première fois, les coûts surpassent le montant des ventes et la situation se réitère au cours des années suivantes. En 1995, malgré l'augmentation de la production et un chiffre d'affaires sans précédent, la plantation continue de perdre de l'argent. En

<sup>204</sup> Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, caso La Isla, 2016, URT.

dépit d'une restructuration de l'administration et d'apports conséquents au capital en 1995, une nouvelle tempête en mai 1996 a raison de l'entreprise. La fermeture est précédée de pratiques antisyndicales et d'une politique de réduction des coûts de production incluant la réduction et la rétention des salaires. Selon les travailleurs, le propriétaire accumule jusqu'à 6 mois de salaires non payés à certains d'entre eux<sup>205</sup> (voir chap. 5.2).

(2) De surcroît, les producteurs doivent affronter les politiques des exportateurs qui, en temps de crise de surproduction, cherchent à limiter leurs propres pertes et à réduire la quantité de fruits achetée. Ces entreprises diminuent les volumes d'achat en ne renouvelant pas les contrats et en cassant les contrats en cours en l'échange d'une indemnisation. Les planteurs doivent diminuer la production afin d'éviter que les fruits ne terminent « au sol », comme se remémore ce petit producteur :

« C'est-à-dire qu'il est arrivé un moment où les entreprises d'exportation ont dit : "ne cultivez plus de bananes parce qu'on ne peut pas recevoir ces fruits" [...] Alors on plantait petit à petit, et quand on voyait qu'on pouvait avoir une bonne production, on y allait et puis la crise est revenue [...] Il est arrivé un moment où ils ont dit qu'il n'y avait plus de coupe pour personne et toute la récolte est restée au sol. C'est ce qu'on appelle ici "la récolte du vautour" ("*el corte del goler*"), c'est-à-dire que le fruit est apte à l'exportation, mais qu'ils ne te le reçoivent pas. Car ici, même le vautour s'est lassé de manger des bananes à l'époque, en 1997. »<sup>206</sup>

Déjà affaiblies par l'augmentation du point d'équilibre, se sont les petites exploitations qui subissent, en premier lieu, les restrictions imposées par les exportateurs<sup>207</sup>.

Un certain nombre de conflits éclatent. Les planteurs accusent les exportateurs étatsuniens et colombiens de maintenir des prix artificiellement bas et de ne pas respecter les contrats d'approvisionnement. En 1992, Chiquita Brands suspend ses achats aux

---

<sup>205</sup> Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, caso La Isla, 2016, URT, pp. 38-41.

<sup>206</sup> Entretien #13, petit producteur, 11 août 2019, Zona Bananera.

<sup>207</sup> Entretien #12, ancien fonctionnaire et agronome de l'Incora, 12 juin 2019, Santa Marta.

exploitations regroupées dans l'entreprise Banamar qui, en retour, attaquent l'exportateur devant la justice colombienne (Figuroa 1994, 136)<sup>208</sup>. Quelques années plus tard, alors que la Zona est dans le cœur de la crise économique, les 152 petits producteurs de la coopérative Asoproban protestent contre les conditions imposées par les exportateurs d'Urabá et menacent d'organiser une grève générale. Ils accusent l'exportateur Banacol d'avoir rompu unilatéralement son contrat d'exportation après les avoir enjoins à rompre leur contrat avec l'exportateur Uniban. Ce dernier est accusé parallèlement d'imposer des prix artificiellement bas<sup>209</sup>. Le gouverneur de la région signale que les exportateurs Uniban et Banacol ont « constamment malmené les producteurs ». Il implore cependant l'annulation de la grève prévue le premier mai, considérant que « la situation de l'ordre public dans le département ne permet pas ce type d'activités »<sup>210</sup>.

À la fin de la décennie, le secteur est toujours en berne. Malgré une légère reprise entre 1996 et 1998, les exportations repartent à la baisse entre 1998 et 2000 (voir figure 14). L'activité est minée par une récession généralisée de l'économie départementale et nationale (Viloria de la Hoz 2008, 19) qui entre en récession au cours de l'année 1999 sous l'effet de la crise financière asiatique (Echeverría 2019, 282). Cette même année, un nouveau conflit éclate entre l'exportateur Técnicas Baltimé (Dole) et l'entreprise Banamar. Devant le refus des planteurs de renégocier les clauses de leur contrat, l'exportateur refuse d'acheter la moindre caisse de fruits pendant près de trois mois. Les producteurs, quant à eux, accusent l'entreprise d'un ensemble de pratiques irrégulières. Ils dénoncent son recours systématique au mécanisme de la « *boleja* ». En ne donnant pas d'ordre de récolte, l'exportateur peut réduire sa quantité d'achats et compenser faiblement les producteurs pour des fruits qui n'ont pas été récoltés et livrés au port. Ils stipulent aussi le retard des paiements ; la facturation excessive de services et les retenues injustifiées sur les paiements ; l'établissement de prix et de conditions de qualité discriminatoires et un ensemble de pratiques visant à les « asphyxier » et à favoriser les

---

<sup>208</sup> Entretien #14, ancien planteur, 18 mai 2019, Santa Marta, « Bananeros insisten en el precio mínimo », *El Informador*, 27 avril 1995.

<sup>209</sup> « Organizan paro general en la Zona Bananera del Magdalena », *El Informador*, 24 mars 1996.

<sup>210</sup> « Orden publico actual no admite que haya paro », *El Informador*, 27 avril 1996.

propres exploitations de l'exportateur et ses planteurs associés<sup>211</sup>. En période de crise, la prédation des acteurs dominants se fait plus visible et plus conflictuelle.

L'affaire a des retombées considérables dans la Zona. En mai 2000, un analyste de la section départementale des services de renseignement (DAS) note l'influence de ces conflits commerciaux sur le contexte social :

« Il est également extrêmement important de tenir compte, pendant cette période, du grave problème social qui se profile dans la zone bananière, car les multinationales [...] ont décidé de ne plus acheter une seule caisse de fruits aux grands, moyens et petits producteurs, arguant de la surproduction de bananes, qui a inondé les marchés d'Europe et des États-Unis [...] Des centaines de travailleurs agricoles vont rester sans travail, car les exploitations bananières commencent à les licencier. »<sup>212</sup>

Quelques mois auparavant, dans une lettre adressée au président, le directeur de la chambre de commerce dresse un constat tout aussi désastreux :

« La zone bananière est au bord de l'effondrement et environ 60 % des entrepreneurs sont dans une situation économique très difficile [...] Le problème de la zone bananière présente des projections sociales explosives [...] environ 20 000 familles sont sans travail et sans moyens de subsistance. Tout cela menace de devenir incontrôlable. »

Dans un contexte de prise de pouvoir des groupes paramilitaires, l'homme ajoute :

« L'insécurité est telle que les extorsions et les enlèvements sont monnaie courante en ville comme à la campagne, sans qu'aucune solution ne soit en vue pour remédier à la très grave situation de l'ordre public.

---

<sup>211</sup> Lettre du président exécutif de Banamar aux ministres du Commerce Extérieur et de l'Agriculture, Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 52/D. 29456.

<sup>212</sup> Rapport du Département Administratif de Sécurité sur la « Situation d'ordre public dans le département du Magdalena, juin 2000 », 5 mai 2000, Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 113/D. 32 950, p. 6.

Monsieur le Président, cet état de fait ne peut attendre et croyez bien que nous considérons que les solutions par voie de fait ne sont pas appropriées, mais la négligence des organes de l'État signifie qu'ils sont le seul mécanisme viable pour parvenir à des solutions. Nous pensons qu'il est encore temps de trouver des solutions institutionnelles optimales. »<sup>213</sup>

Quinze ans après la réactivation de l'économie agro-industrielle, le constat est cruel. Dans un environnement commercial frappé par la récession, la violence privée constitue la voie privilégiée pour lutter contre l'insécurité. De même, la surproduction mondiale de marchandises se traduit, au niveau local, par la dégradation des interactions et l'intensification des conflits sociaux.

Le lien établi par le directeur de la chambre de commerce entre la crise de l'agro-industrie, la paupérisation de la population et la privatisation de la violence se situe au cœur de la présente recherche. Nous avons vu dans les deux sous-parties précédentes les mécanismes d'extraction de la plus-value ainsi que la distribution de la pression des marchés vers l'espace de production en période de crise. Pour comprendre comment ces mécanismes stimulent la conflictualité sociale, il faut saisir leurs répercussions sur l'organisation et les relations de travail ainsi que sur le niveau de vie des habitants de la Zona.

### 3.3. La surexploitation du travail au sein de l'espace de production

Le travail est le principal levier d'adaptation des producteurs à la pression du marché, comme le remarque Mitchell :

Les processus de travail sont les pistons du moteur de l'accumulation du capital, et la manière dont ils sont façonnés et dont ils se déclenchent — leur ordre, leur fréquence — doit être comprise précisément. Les agriculteurs le savent. En jouant continuellement avec ces pistons, en les faisant réviser, pour ainsi dire, ils cherchent à toujours posséder un

---

<sup>213</sup> Lettre du directeur de la chambre du commerce de Santa Marta au président de la République, Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 52/D. 29456.

meilleur moteur d'accumulation. Malheureusement pour eux, les travailleurs sont souvent un peu moins faciles à manipuler qu'un piston. (Mitchell 2012, 200)

Dans son acceptation relative, le concept de surexploitation définit une rétribution inférieure du travail à la périphérie par rapport au centre de l'économie mondiale comme un mécanisme central de l'échange inégal et de l'impérialisme économique (Amin 2011 ; Smith 2016 ; Selwyn 2018 ; Suwandi 2019). La surexploitation absolue, comme définie par Claude Meillassoux, décrit la rétribution du travail en deçà du minimum nécessaire à la reproduction sociale des travailleurs au sein de la périphérie. C'est à ce sens plus restreint — mais non totalement distinct du précédent — et focalisé sur la formation sociale dans l'espace de production que je me réfère dans la présente partie.

Dans la Zona, le recours au travail informel, au travail occasionnel et les multiples entorses au Code du travail sont les leviers de l'abaissement des coûts. De même, les syndicalistes réclament l'augmentation, des salaires, le paiement des cotisations sociales, des primes, des vacances, du transport et des heures supplémentaires, etc. La restriction de la rémunération s'opère aussi à partir des pratiques antisyndicales qui visent à restreindre le pouvoir de négociation des travailleurs.

Ces procédés sont les sources de conflits et doivent être associés à un contrôle autoritaire du travail. Par ailleurs, quand ces bas salaires sont adjoints à l'absence de terres pour l'agriculture vivrière, à des coûts de vie importants ainsi qu'au manque d'infrastructures sociales, ils s'avèrent insuffisants à la subsistance des travailleurs et de leurs foyers. La pauvreté qui émane d'une telle situation devient elle aussi un facteur de protestations et de conflits.

### *3.3.1. Discipline, conflits et exploitation du travail*

Dans l'univers hiérarchique des plantations, les conflits du travail sont fréquents au cours de l'expansion commerciale. Ils concernent à la fois la discipline du travail — les mécanismes d'atténuation, d'endiguement et de prévention des conflits inhérents à la

production — et les conditions d'exploitation du travail, c'est-à-dire les conditions de production d'une valeur supérieure à la rémunération du travail (Baglioni 2018).

### 3.3.1.1. La discipline du travail

Au sein du régime local de contrôle du travail, les contremaîtres occupent une place d'intermédiaire entre l'administration et les travailleurs. Un ancien ouvrier des bananeraies détaille leur rôle clé dans la gestion du travail et la surveillance des travailleurs :

« C'est le contremaître qui vit avec les ouvriers. Il sait s'ils sont bagarreurs, s'ils sont paresseux, il les connaît. En tant que contremaître, il donne à l'administrateur un avis sur les travailleurs. Lorsqu'ils prennent la décision de renvoyer un travailleur, par exemple, ils en ont déjà discuté. Ce n'est pas qu'ils ont un pouvoir extraordinaire, mais ils parlent à l'oreille des propriétaires.

Le contremaître est celui qui est là pour surveiller le travail. Pour surveiller l'heure d'arrivée [...], il faut être au travail à 6 heures du matin, à 6 heures précises. Le contremaître a établi un plan de travail avec l'administrateur, un plan hebdomadaire ou un plan pour le mois. »<sup>214</sup>

Les relations varient d'une plantation à une autre selon les conditions de travail, les conditions salariales imposées par le propriétaire et le type d'économie morale instaurée entre ouvriers, contremaîtres et administrateurs. Il poursuit :

« L'administrateur réunit les contremaîtres. "L'ordre de la ferme — quand ils parlent de la ferme, ils parlent du propriétaire — il faut faire ceci, ceci et cela." Ce sont les contremaîtres qui font appliquer les ordres. Les travailleurs les voient donc comme ceux qui les persécutent. Les travailleurs les considèrent comme des tyrans, mais ils exécutent les ordres du propriétaire. [...] Je connaissais un contremaître, il doit être retraité maintenant, dans le village on l'appelle "el Ñerito". Cet homme ne se battait pas avec les travailleurs, il avait l'habitude de dire "Je ne suis

---

<sup>214</sup> Entretien #1, ancien ouvrier, 12 juillet 2019, Zona Bananera.

pas venu me battre avec mes gens, je suis venu travailler” “Eh bien les gars, vous êtes venus pour travailler, pas pour vous tuer”. Tout le monde est heureux avec Ñerito. “On fait notre boulot et on part” il disait. [...] Mais il y en a d’autres qui parlaient mal aux ouvriers. Ça rendait les gens furieux. Il y en a qui maltrahitaient les travailleurs. Une fois j’en ai entendu un dire au contremaître “un jour tu vas payer pour ce que tu fais ici”. »<sup>215</sup>

Ces relations réputées autoritaires varient donc selon la politique de production du propriétaire et de l’administration, selon les méthodes des contremaîtres et la discipline des travailleurs.

De même elles évoluent selon l’état de l’économie plantationnaire, les rapports entre le patronat et le syndicat ainsi que la santé économique de chaque exploitation. À La Isla par exemple, l’exploitation dont j’ai évoqué la faillite précédemment, à mesure que l’exploitation décline sous l’effet de la crise économique, les relations de travail se tendent. Un ancien ouvrier se remémore d’excellentes conditions de travail au tournant des années 1990 :

« Quand je suis arrivé, c’était une ferme, et on y travaillait bien, l’ambiance était agréable, les coordinateurs, l’administrateur, un excellent groupe de travail et comme on avait un bon employeur, parce qu’on était payé tous les quinze jours et nous, notre obligation c’était de faire un bon travail pour que ça se reflète les jours de chargement. [...] À cette époque, on le reconnaissait comme un bon patron. »<sup>216</sup>

Toutefois, ces relations se dégradent sous l’effet de trois changements : la syndicalisation en 1991 des ouvriers qui est interprétée comme un geste de trahison et d’ingratitude par le propriétaire ; les difficultés économiques de la plantation entre 1991 et 1996 ; le changement de propriétaire en 1996 (voir chap 5.2.3). Au cours de ces années, les conditions de travail et de paiement se détériorent tout comme les relations de travail. Finalement, en 1997, l’administration cesse de payer les salaires des ouvriers et abandonne la plantation. Les travailleurs exploitent alors les terres avant d’être expulsés par la violence paramilitaire en 2001.

---

<sup>215</sup> *Ibid.*

<sup>216</sup> Entretien #26, ancien ouvrier et syndicaliste Sintrainagro, 18 août 2021, Zona Bananera.

Les humiliations et les mauvais traitements des ouvriers par les contremaîtres sont, au début des années 1990, des phénomènes courants (voir chap. 4.3.). Deux ouvriers se remémorent :

« À l'époque, ils te traitaient mal. À l'époque, ils te traitaient comme un esclave, ils te prenaient comme un jouet et "paf" : "au travail!". »<sup>217</sup>

« Ici, il y avait des administrateurs qui battaient les ouvriers. Ici, il y a eu de graves humiliations. C'était moche. De nombreux travailleurs ont été humiliés. [...] Ils avaient cette culture de l'humiliation... Et un contremaître était un ouvrier comme nous. Après les meurtres et tout le reste, le traitement a changé. Et puis il y a eu des règles. Si un coordinateur traitait mal un travailleur, le ministère pouvait venir. »<sup>218</sup>

Les traitements des contremaîtres peuvent être les sources de fortes inimitiés et de profondes divisions au sein des villages de la Zona.

Dans le contexte d'un antisindicalisme radical importé d'Urabá, mais aussi du renforcement du syndicalisme national et agro-industriel<sup>219</sup>, une première tentative de création d'une section de Sintrainagro est violemment réprimée en 1988 (voir chapitre 4.3.). Trois ans plus tard, le 10 mars 1991, la section est finalement créée et le syndicalisme reprend avec une grande force. Malgré des assassinats sélectifs et des licenciements antisindicaux, Sintrainagro compte une adhésion massive des ouvriers et déclare, au mois de mai, une première grève au sein de 47 plantations. Selon les exploitations, les revendications divergent. Elles concernent principalement le paiement des prestations sociales, la formalisation des contrats d'embauche, la hausse des salaires, les conditions de vie au sein des campements ouvriers et les modalités de négociation

---

<sup>217</sup> Entretien #5, ancien ouvrier, 11 août 2019, Zona Bananera.

<sup>218</sup> Entretien #6, ouvrier et ancien syndicaliste Sintrainagro, 04 mai 2019, Ciénaga.

<sup>219</sup> Au niveau national, la création en 1986 de la Centrale Unitaire de Travailleurs (*Central Unitaria de Trabajadores*, CUT), née de la fusion de l'UTC (libéral) et de la Confédération syndicale des travailleurs de Colombie (CSTC, communiste), renforce le mouvement syndical. Pour la première fois, une organisation indépendante du patronat, de l'État, des églises et des partis politiques devient la fédération syndicale majoritaire, pourvue d'une large capacité de mobilisation dans des secteurs variés (Delgado Guzmán 2003). Affilié à la CUT, Sintrainagro compte, à la fin des années 1980, de nombreux adhérents et des conquêtes syndicales importantes en Urabá. Des sections sont créées au sein des champs de palmier à huile des départements de Santander, du Cesar ainsi que du Magdalena.

entre les planteurs et le syndicat<sup>220</sup>. Lors de la déclaration de grève, les ouvriers de la plantation La Marcela, l'un des épïcètres de la mobilisation, s'exclament : « Assez de la misère et des mauvais traitements du patron ! »<sup>221</sup>

### 3.3.1.2. L'exploitation du travail

La restriction du syndicalisme permet aux planteurs de maintenir des salaires bas. Elle est, avec le travail informel et l'embauche de travailleurs occasionnels, un instrument de maintien des coûts du travail à un niveau faible. Ces pratiques sont rendues possibles par la faiblesse des contrôles du ministère du Travail au sein des plantations.

Au début des années 1990, le travail informel est largement répandu. Il est d'autant plus important que les plantations, du fait du caractère ponctuel et irrégulier des récoltes, exigent une quantité fluctuante de main-d'œuvre. Cependant, le bananier est cultivé toute l'année et une main-d'œuvre journalière est nécessaire en continu. Selon les ordres de récolte des exportateurs et l'état de la production, les administrateurs étalent la récolte sur un à six jours et font appel à un nombre variable de travailleurs occasionnels. Le contrat à durée indéterminée différencie une partie des travailleurs jouissant d'une stabilité salariale et d'avantages sociaux d'une masse de journaliers mobiles qui vont de ferme en ferme, payés à la journée, pour gagner un salaire sans cotisations ni avantages. Dès lors cette fluctuation favorise le caractère informel d'une part conséquente du travail, comme se remémore une responsable du groupe Técnicas Baltime, ainsi qu'une employée de l'inspection du travail :

« [En 1991], lorsque je suis arrivé dans cette entreprise, la coutume était que seules les personnes qui allaient travailler tous les jours, en particulier dans les champs, avaient une relation contractuelle, mais les personnes qui travaillaient dans l'atelier de conditionnement étaient des occasionnels ou des personnes qui allaient travailler pour la journée et à

---

<sup>220</sup> « La huelga florece de nuevo en las bananeras », *Voz*, 20 juin 1991.

<sup>221</sup> *Ibid.*

la fin de la journée, elles recevaient leur salaire et il n'y avait aucun type de relation contractuelle avec elles. C'était la coutume. »<sup>222</sup>

« Il y avait des travailleurs qui allaient tous les jours dans la même ferme, mais les employeurs les appelaient travailleurs occasionnels. [...] Et il ne faisait pas de contrat au travailleur, ils disaient : "Ils n'ont pas droit aux prestations sociales, ce sont des occasionnels". »<sup>223</sup>

Les travailleurs occasionnels constituent un volume de main-d'œuvre flexible, adaptable aux demandes des exportateurs et bon marché. Sur les 12 000 travailleurs que recensent les services de police au cours de l'année 1991, 4000 sont « fluctuants », allant d'une ferme à l'autre au rythme des récoltes et des travaux journaliers<sup>224</sup>. D'une part, cette main-d'œuvre ne peut revendiquer aucune amélioration des conditions de travail sans risquer d'être renvoyée sur le champ ou pire, de devenir indésirable au sein de plusieurs plantations. Malgré des tentatives en Urabá, dans la Zona, le syndicat est incapable d'atteindre et d'organiser ces ouvriers. D'autre part, en l'absence de contrat et face à l'importance du chômage<sup>225</sup>, ce travail peut être payé en dessous du salaire minimum et sans prestations sociales.

Or, les prestations sociales représentent 8 % du prix total de la production en 1990, 10 % en 1997 et près d'un tiers du coût du travail (voir tableau 8). Alors que le coût brut du travail augmente sous l'effet de l'inflation, les cotisations sont aussi à la hausse. La réforme du système de sécurité sociale colombien en 1993 a pour effet d'augmenter de 7 % les coûts du travail non salariaux des employeurs (principalement les cotisations pour la couverture santé et la retraite des travailleurs). Cette augmentation est compensée, au niveau national, par la réduction des salaires et elle stimule le recours au travail informel (OIT 2003 b, 26 ; Galvis et Prada 2006, 57). L'économie des charges sur la main-d'œuvre

---

<sup>222</sup> Entretien #28, ancienne cadre d'un exportateur transnational, 15 septembre 2019, Santa Marta.

<sup>223</sup> Entretien #18, ancienne fonctionnaire du ministère du Travail, 14 juin 2019, Santa Marta.

<sup>224</sup> Rapport de police sur la situation socio-économique de la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696.

<sup>225</sup> Les informations officielles d'époque sur les taux de chômage en milieu rural sont notoirement défectueuses. En effet, une personne est considérée au chômage si elle n'a pas effectué de travail au cours de la semaine précédant l'enquête. Toutefois, au niveau national, le taux de chômage en milieu rural augmente de 4,2 pour cent en 1991 à 6,5 en 1997 (Jaramillo 2019, 139). Le chômage reste important dans la Zona (voir infra).

occasionnelle et permanente constitue une méthode courante de réduction des coûts de production.

Au début de la grève de 1991, la presse communiste écrit, à propos des travailleurs de la ferme La Marcela :

« Les travailleurs sont fatigués d'attendre que les entrepreneurs agro-industriels investissent au moins une partie minimale des bénéfices en devises étrangères qu'ils reçoivent des exportations de fruits dans des œuvres d'intérêt communautaire et social. [...] Rien de plus illustratif que l'attitude de Victor Dangond Noguera, propriétaire de La Marcela, envers ses travailleurs. "En février et mars, il ne nous a pas payé nos salaires. Après un certain temps, nous avons reçu un petit paiement parce que nous avons adhéré au syndicat, mais sans vacances, sans sécurité sociale, sans pension, sans allocations familiales, ni rien de tout cela." »<sup>226</sup>

De même, dans la presse nationale, la direction de Sintrainagro dénonce, quelques mois plus tard, « la situation critique dans laquelle se trouvent les travailleurs de la zone bananière de Santa Marta, où aucune réglementation du Code du travail n'est respectée, et encore moins, le salaire minimum. »<sup>227</sup>

Au cours de ces années de forte inflation, les négociations salariales sont nombreuses et tendues. Le syndicat réussit à obtenir des augmentations de salaire et à imposer des conventions collectives en Urabá, mais les planteurs de la Zona s'opposent fermement à un mécanisme de négociation analogue. Les conditions de travail et de paiement doivent être négociées à l'échelle de chaque ferme. En conséquence, le salaire reste, en 1991, nettement inférieur dans le Magdalena :

« Alors que les travailleurs de la banane d'Urabá reçoivent des salaires compris entre 150 000 et 200 000 pesos par mois, les travailleurs de

---

<sup>226</sup> « La huelga florece de nuevo en las bananeras », *Voz*, 20 juin 1991.

<sup>227</sup> « 225 Convenciones colectivas en Urabá », *El Tiempo*, 7 novembre 1991.

Ciénaga gagnent le salaire minimum de 51 720 pesos, et parviennent avec difficulté à toucher 65 000 pesos. »<sup>228</sup>

En 1992, le salaire minimum est de 65 000 pesos et une étude évalue le salaire des ouvriers permanents à 85 000 pesos mensuel (Cuan, Delgado, et Pardo 1994, 25). Cette différence s'avérera durable (voir chap. 5.3.3.3.). En Urabá, l'organisation syndicale a été essentielle pour obtenir l'augmentation des salaires malgré une violence armée continue. Dans le Magdalena, de telles négociations collectives sont systématiquement refusées et la répression armée du syndicat permet d'éviter une telle hausse du coût du travail<sup>229</sup>.

De même, les infractions au Code du travail sont rendues possibles grâce à la contention du syndicalisme ainsi qu'à la faiblesse de l'inspection du travail. Le ministère du Travail et ses divisions locales sont dépourvus des moyens nécessaires au contrôle des relations salariales. À l'échelle nationale, l'Organisation Internationale du Travail note lors de ses missions d'observation en 1990 et 1992 les insuffisances de l'inspection en milieux agricoles. L'organisme souligne l'absence de moyens de transport mis à disposition des inspecteurs ; le manque de formation du personnel ; le manque de données disponibles sur les contrôles, les accidents du travail et les maladies professionnelles<sup>230</sup>. De même, dans un rapport remis au département d'État, l'ambassade des États-Unis souligne le peu de moyens alloués à l'inspection du travail et l'application laxiste de la législation du travail qui serait « due en partie au petit nombre d'inspecteurs du ministère du Travail et à la crainte des travailleurs non organisés de perdre leur emploi. »<sup>231</sup>

Au niveau local aussi les moyens manquent. Les locaux du ministère du Travail à Ciénaga sont occupés par des ouvriers syndicalistes qui protestent contre la violence dont ils sont la cible<sup>232</sup>. Puis, ils sont fermés et transférés à Santa Marta au cours de l'année 1992 « faute de disposer de quelqu'un pour l'administrer et face à la menace d'être la cible d'un attentat

---

<sup>228</sup> « La huelga florece de nuevo en las bananeras », *Voz*, 20 juin 1991. Le salaire journalier est fixé, en 1991, à 1740 pesos par jours (DANE 1991, 124).

<sup>229</sup> Entretien #15, cadre syndical Fensuagro, 22 juin 2019, Ciénaga.

<sup>230</sup> OIT, Demande directe (CEACR) publiée 79e session CIT Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1992, <https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=1000:131>. Consulté le 01 décembre 2022. OIT, Demande directe (CEACR), publiée 77e session CIT Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1990, <https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=1000:131>. Consulté le 01 décembre 2022.

<sup>231</sup> Rapport de l'Ambassade des États-Unis sur les droits humains, version de travail, janvier 1992, DNSA, Fd. COL and the U.S., ref. C06080988.

<sup>232</sup> « Bananeros se toman oficinas », *Voz*, 30 mai 1992.

à la bombe. »<sup>233</sup> En septembre 1993, l'inspectrice du travail indique toujours être basée à Santa Marta par manque de moyens<sup>234</sup>. Une secrétaire, ayant travaillé près de trente ans à l'officine du ministère Travail de Ciénaga, se remémore le manque de moyens qui interrompt alors le travail du ministère dans la Zona :

« Le propriétaire avait loué deux chambres à l'inspection du travail, au ministère du Travail ; les conditions étaient très précaires, horribles. Un jour, la propriétaire de la maison a mis un cadenas et ne nous a plus laissé entrer. J'imagine que c'était à cause des loyers, trop bas. Ils nous ont donc envoyés à Santa Marta, on voyageait trois fois par semaine à Ciénaga. [...] Jusqu'à ce que le ministère trouve enfin une maison dans un autre coin de la ville. [...]

Ici, on faisait avec des bouts de ficelle ("*aquí se atendía con las uñas*"). [...] Pourquoi on ne pouvait pas aller dans les fermes ? Parce que pour aller à la ferme, il faut payer de sa poche. [...] Mais ils doivent vous donner une indemnité de déplacement parce que nous ne pouvions pas aller avec l'employeur ou le syndicat. L'inspectrice payait de sa poche et elle était remboursée. C'était tout un processus. Mais parfois, il n'y avait même pas assez d'argent pour voyager. »<sup>235</sup>

Cette absence de moyens financiers se reflète aussi sur les salaires des inspecteurs du travail et du reste du personnel. « Personne ne voulait être inspecteur parce que c'est le ministère qui payait le moins bien de tous les ministères », signale un inspecteur de Santa Marta à la retraite<sup>236</sup>.

Au manque d'argent s'ajoutent les interférences politiques. L'influence des planteurs semble entraver l'opposition du ministère aux intérêts de la classe dirigeante, comme le soutient cet ancien fonctionnaire :

« Le directeur est nommé par le ministre au niveau national, donc le directeur est choisi par celui qui a une influence politique sur le ministre

---

<sup>233</sup> « Trabajadores bananeros insisten en funcionamiento de oficinas de trabajo », *El Informador*, 16 février 1993.

<sup>234</sup> « Oficina del Trabajo de Ciénaga continúa prestando ayuda a los bananeros damnificados », *El Informador*, 4 septembre 1993.

<sup>235</sup> Entretien #18, ancienne fonctionnaire du ministère du travail, 14 juin 2019, Santa Marta.

<sup>236</sup> Entretien #34, ancien fonctionnaire du ministère du Travail, 03 novembre 2019, Santa Marta.

[...] c'est la raison pour laquelle les partis politiques ont eu le contrôle du ministère, ils l'ont toujours contrôlé. [...]

Les employeurs influençaient de deux manières, par l'intermédiaire du directeur ou des inspecteurs. Directement avec le directeur, ils se faisaient des faveurs mutuelles et les directeurs ne faisaient rien, tout simplement rien. Ils n'envoyaient pas d'inspecteurs ou quoi que ce soit d'autre. Les plaintes des travailleurs étaient examinées, quand ça devenait inévitable, qu'ils ne pouvaient pas se dérober, et parfois les entreprises étaient sanctionnées. Mais bien souvent, l'enquête ne menait nulle part, ou si elle parvenait au bureau du procureur, elle restait sans suite. »<sup>237</sup>

L'influence de certains planteurs s'exerce selon la mécanique complexe des politiques locales, et ce, à des niveaux multiples : à la direction du ministère du Travail, au niveau des inspecteurs ou directement au sein des instances de justice (voir chap. 5.2.4). Enfin, à mesure que le conflit s'intensifie et que la violence se consolide dans la Zona, les missions d'inspection deviennent de plus en plus risquées.

La faiblesse de l'inspection du travail est, au cours des années 1990, une caractéristique constitutive du régime local de contrôle du travail. Elle permet, en période d'expansion et plus encore en temps de crise, de contenir ou de réduire les coûts du travail par le travail informel ; le non-paiement des cotisations sociales ; les salaires en dessous du minimum légal ; les retards de salaires ; le recours permanent à des travailleurs occasionnels ; les licenciements abusifs, etc. En l'absence d'une intermédiation institutionnelle forte et indépendante, l'amélioration des conditions de travail et la hausse des salaires reposent uniquement sur la force de l'organisation syndicale.

Ces modalités de l'exploitation du travail fournissent des éléments vraisemblables pour expliquer la persistance de la pauvreté au sein d'un espace prospère. Trois facteurs supplémentaires permettent d'étayer sa compréhension : le manque d'emplois, de terres et d'infrastructures sociales.

---

<sup>237</sup> Entretien #34, ancien fonctionnaire du ministère du Travail, 03 novembre 2019, Santa Marta.

### 3.3.2. *Vie et pauvreté dans la société plantationnaire*

Dans une petite maison en torchis au milieu du village de Guamachito, Ivan déplore les conditions de vie de la classe ouvrière qui lui semblent figées dans le temps :

« Je suis d'accord pour que les gens travaillent, bien sûr. Si la bible dit que celui qui ne travaille pas ne doit pas manger. Ce que je n'aime pas, ce sont les salaires misérables qu'ils donnent aux hommes utiles. Un salaire qui ne représente même pas la moitié de ce qu'ils devraient gagner compte tenu du coût de la vie. [...] Et vivre ne consiste pas seulement à manger. On parle de nourriture, de logement, d'école, de tout ce dont une personne a besoin, dont le foyer a besoin. Et ici, on ne gagne pas suffisamment pour ça. [...] Cela fait plus de 100 ans que les plantations ont été établies et on trouve aujourd'hui des travailleurs dans des conditions presque identiques à celles du début du siècle. »<sup>238</sup>

Cette impression de reproduction incessante de la pauvreté par les plantations est une représentation mémorielle répandue dans la Zona.

Pourtant, un mythe occupe une place centrale dans la représentation des ouvriers agricoles et du développement socio-économique plantationnaire. Il se dit des travailleurs de l'UFC dans la Zona du début du siècle qu'ils étaient si bien payés qu'ils dansaient la cumbia en brûlant des liasses de billets en guise de chandelles (LeGrand 1998). D'abord relayée par la littérature (Mozo 1964), cette image devint une illustration mémorielle des conditions qu'offrait la transnationale à ses travailleurs, de l'inconséquence des mœurs prolétaires ou encore des salaires avantageux que pouvait offrir l'agriculture moderne. L'image fut durable et répandue. À l'orée des années 1980, il se disait en Urabá que les ouvriers étaient très bien payés et que leurs conditions de vie misérables n'étaient dues qu'à leur incapacité à économiser et à la mauvaise habitude qu'ils avaient de dépenser leurs quinzaines dans l'alcool, la fête et la prostitution (Sierra Botero et Botero Herrera 1981, 130). En 2019, au cours de nos entretiens, plusieurs planteurs évoquent la

---

<sup>238</sup> Entretien #1, ancien ouvrier, 12 juillet 2019, Zona Bananera.

fainéantise, les mauvaises mœurs et l'incapacité des ouvriers et paysans à capitaliser pour expliquer la pauvreté dans la Zona<sup>239</sup>.

Dans les plantations d'Urabá de la toute fin des années 1970, le salaire des ouvriers agricoles dépassait effectivement de 30 % le salaire rural minimum alors en vigueur dans le pays. Toutefois, de nombreux travailleurs engagés comme occasionnels ou en sous-traitance ne touchaient pas de telles rémunérations, étant exclus des relations salariales (Sierra Botero et Botero Herrera 1981, 123-26). Plus encore, ce salaire était érodé par le coût de la vie au sein des plantations. Les dépenses alimentaires représentaient, cette même année, 60 % du salaire des travailleurs et jusqu'à 87 % pour les hommes veufs ou séparés. La monopolisation des terres par les plantations et l'économie d'exportation jugulait le développement de l'agriculture paysanne, des cultures vivrières (« *pan-coger* ») et des jardins potagers (« *huerta* »)<sup>240</sup>. Les aliments étaient importés depuis Medellín, à 200 km au sud, élevant ainsi le coût de la vie dans la société plantationnaire à l'équivalent des espaces urbains (Sierra Botero et Botero Herrera 1981, 126).

À ce propos, dans son étude du transfert du travail paysan vers les secteurs capitalistes, Rey note que la destruction des modes de production non capitalistes provoque la dégradation du niveau de vie ouvrier :

« Dès lors qu'un pays "sous-développé" doit nourrir des ouvriers devenus trop nombreux grâce à d'autres produits que ceux dégagés par le surplus de l'agriculture traditionnelle, le prix de la force de travail [...] augmente très rapidement sans que le niveau de vie ouvrier ne s'améliore le moins du monde (et souvent parallèlement à une baisse de ce niveau de vie). » (Rey 1977, 48)

De même, selon Arrighi, la prolétarianisation complète des travailleurs sans subvention de la reproduction sociale par l'agriculture vivrière favorisa, au Lesotho, l'intensification des luttes pour la redistribution des profits et l'augmentation des coûts du travail

---

<sup>239</sup> Entretien #3, ancien planteur et haut fonctionnaire, 22 août 2019, Santa Marta, Entretien #11, éleveur et membre d'une famille de planteur, 22 juin 2019, Santa Marta.

<sup>240</sup> Sur les conditions de l'expansion des grandes plantations de bananes et de l'expulsion à la fois des paysans et des petits producteurs de bananes voir Botero Herrera 1990, 76-77,88-89.

(Arrighi 1970; Arrighi, Aschoff, et Scully 2010). Dans son étude des modes de développement agraires de la Calabre, l'auteur note :

« Pour demeurer viables, les relations de production capitalistes dans un contexte périphérique doivent soit développer une relation symbiotique avec les activités de subsistance, soit substituer à la main invisible du marché les mains visibles des appareils répressifs, ou associer les deux. »(Arrighi et Piselli 1987, 704)

Une étude approfondie des revenus, des dépenses et des conditions de vie dans la Zona des années 1990 montre une réalité tout à fait similaire à l'Urabá de la fin des années 1970. Entre 1992 et 1994, cinq mémoires d'économie agraire et d'agronomie portant sur les conditions de vie sont publiés au sein de l'université du Magdalena<sup>241</sup>. Le premier élément que montrent ces études est un taux de chômage important. Dans le village de Varela en 1992, sur 704 personnes âgées de 15 à 64 ans, seules 362 occupent un poste fixe, dont 300 au sein des plantations. Le reste de la population active se consacre aux travaux occasionnels de récolte, de conditionnement et d'application des engrais, au travail domestique ainsi qu'à l'économie informelle. À Sevilla en 1992, sur 1522 personnes en âge de travailler — 816 hommes et 706 femmes —, 910 personnes travaillent plus de trois jours par semaine au sein d'un emploi fixe — 785 hommes et 125 femmes. Une grande majorité des femmes restent en dehors des relations salariales et le chômage équivaut à 13 % chez les hommes. Enfin, sur les 910 personnes comptées comme ayant un travail, près de 380 sont ouvriers agricoles salariés et 229 travaillent comme journaliers. En pleine expansion commerciale, la situation de l'emploi est fragile. Dans les quartiers sud de la ville de Ciénaga, où quatre travailleurs sur dix sont employés au sein des plantations de la Zona, le taux de chômage atteint 38 % en 1994, en période de crise.

---

<sup>241</sup> Dans le cadre de ces quatre études, des enquêtes par questionnaires sont réalisées auprès des habitants du village de Varela (Castañeda et Sossa 1992), Sevilla (Martínez, Mejía, et Vizcaino 1993; Cuan, Delgado, et Pardo 1994), et de la ville de Ciénaga (Charris, Fernández, et Márquez 1992; Pomarico 1998) sur les conditions d'habitat, les services publics, les revenus et les dépenses des foyers. Le travail d'Enerieth Pomarico porte sur l'année 1994.

Plus encore, les salaires sont insuffisants pour couvrir les besoins des habitants. Dans le village de Sevilla, en 1992, 80 % des foyers ont des revenus compris entre 30 000 et 90 000 pesos — le salaire minimum étant de 65 000 pesos — et 50 % des familles ne gagnent pas suffisamment pour satisfaire leurs nécessités élémentaires (Martínez, Mejía, et Vizcaino 1993, 57-60). À partir du cas de 180 ouvriers agricoles en 1992, une seconde étude montre que le salaire moyen au sein des plantations est de 85 000 pesos alors que les dépenses moyennes d'un foyer sont de 92 000 pesos. Ils dépensent en moyenne 57 000 pesos pour l'alimentation, soit quasiment l'équivalent d'un salaire minimum (Cuan, Delgado, et Pardo 1994, 28). De même, dans les quartiers sud de Ciénaga en 1994, le revenu moyen des foyers est légèrement supérieur au salaire minimum — 140 000 pour 118 000 — obligeant les habitants à obtenir des crédits au sein des commerces, à cumuler plusieurs emplois et à mener une activité économique informelle (Pomarico 1998). La monopolisation des sols par la monoculture et l'absence d'agriculture vivrière font de l'alimentation une dépense majeure.

La surexploitation du travail et l'absence d'investissements étatiques se répercutent sur la qualité des habitats. À Sevilla par exemple, l'un des centres économiques de la Zona, une maison sur quatre est habitée par plusieurs familles, une sur cinq est construite sur un terrain occupé sans titre de propriété et une sur dix est faite de murs en torchis et d'un sol en terre. En l'absence d'un réseau d'égouts, un tiers des maisons compte des fosses septiques et seule la moitié est équipée de toilettes. Aussi, bien que le réseau d'électricité couvre une grande partie du village, le réseau d'eau est largement restreint, en l'absence de canaux efficaces. Sans traitement adéquat contre la contamination par les fertilisants et pesticides appliqués au sein des plantations, la consommation courante d'eau est source importante d'infections gastro-intestinales (Martínez, Mejía, et Vizcaino 1993, 48-52). Une situation similaire est constatée à Varela et dans les quartiers sud de Ciénaga.

La pauvreté au sein de la société plantationnaire n'est pas seulement le résultat d'une rétribution directe du travail insuffisante, mais aussi d'une carence d'infrastructures sociales. Cette situation est signalée à de nombreuses reprises dans l'Urabá où les finances publiques sont « principalement destinées à satisfaire les besoins de la production et de son transport. » (Bejarano 1988, 46; Sierra Botero et Botero Herrera 1981; Botero Herrera 1990; García 1996; Sarmiento 2007). Dans la Zona, en l'absence

d'investissements étatiques, une partie de ces financements est apportée par les fondations Fundeban et Fundauniban créées par les principaux exportateurs. Subventionnés à hauteur de 2 et 1,5 centime de dollars par caisse exportée, ces « substituts de l'État »<sup>242</sup> financent la création de puits et d'aqueducs, de terrains de sport, de routes et de dispensaires au sein des villages<sup>243</sup>. Elles subventionnent près d'un tiers du Plan d'Action Sociale pour la Zona (PASBAN) initié en 1992 en coopération avec les institutions politiques nationales et régionales<sup>244</sup>.

Un an plus tard cependant, les fondations indiquent avoir supprimé l'apport de 2 centimes par caisses sous l'effet de la crise du secteur. Le maire de Ciénaga après avoir subi un attentat en juin déclare à la presse régionale :

« J'ai toujours soutenu que j'étais assis sur un baril de poudre [...] Le plan d'action sociale pour la Zona a été un palliatif, mais très lent, alors que la municipalité de Ciénaga continue d'être pauvre malgré le fait qu'elle produit plus de cent millions de dollars en devises pour le pays, qu'elle possède 14 000 hectares de bananes et que la seule chose qui lui reste est le surgeon et le nylon qu'ils laissent par terre. »<sup>245</sup>

Au milieu des années 1990, les investissements des fondations dans la Zona sont réduits et les promesses de l'État formulées à la suite de la crise semblent tarder à se concrétiser. La situation sociale se tend. En mars et octobre 1995, des paysans bloquent les routes pour demander l'amélioration du service d'électricité<sup>246</sup> et Sintrainagro organise une manifestation afin d'exiger la construction de dispensaires, d'écoles, d'aqueducs, d'un système d'égouts et de routes<sup>247</sup>. Deux mois plus tard, un nouveau blocage routier est organisé par Sintrainagro pour réclamer l'accomplissement des mesures d'investissements promises par l'État au cours de l'année<sup>248</sup>. L'année suivante, alors qu'en

---

<sup>242</sup> « Capacitación, obras de infraestructura para comunidades de la Zona », *El Informador*, 3 février 1995.

<sup>243</sup> « Buscan solución a la disminución de agua para riego en le Zona », *El Informador*, 9 juin 1993, « Abren la licitación para dos acueductos en la Zona Bananera », *El Informador*, 6 août 1993, « Fundaunban invirtió \$126 millones en el 93 », *El Informador*, 8 janvier 1994.

<sup>244</sup> « Pasban : resurgir social para la Zona Bananera », *El Informador*, 23 mars 1992.

<sup>245</sup> « Habla acalde de Ciénaga : estamos sentados en un barril de pólvora », *El Informador*, 17 juin 1993.

<sup>246</sup> « Campesinos de Zona Bananera bloquearon la Troncal Oriental », *El Informador*, 27 octobre 1995.

<sup>247</sup> « Suspenden el paro bananero », *El Informador*, 25 mars 1995.

<sup>248</sup> « Paro bananero en el Magdalena », *El Tiempo*, 7 décembre 1995.

avril, les petits producteurs manifestent pour demander des aides face à la crise qui les frappe, Sintrainagro rassemble à nouveau 2000 personnes sur la principale route pour exiger du gouvernement national le respect de ses engagements pour la réhabilitation sociale et économique de la Zona<sup>249</sup>.

Le mécontentement social, déjà présent en période de prospérité économique, gagne en amplitude au cours de la crise. Les travailleurs et habitants de la Zona exigent à la fois l'augmentation des salaires et le paiement des cotisations. Ils réclament aussi l'amélioration des conditions d'habitat et le développement des infrastructures sociales. Les demandes sociales sont nombreuses et les autorités politiques départementales craignent qu'elles deviennent des facteurs de violence<sup>250</sup>. En effet, la délinquance, le soutien à la subversion et le recours des élites à des groupes de violence privée sont perçues par les autorités à l'aune des contradictions sociales qui agitent la société plantationnaire.

\*

Quel est donc le lien qui associe la chaîne de valeur, l'exploitation du travail et les conflits sociaux? La démarche analytique développée au cours de ce chapitre est de saisir conjointement la structuration et les dynamiques du commerce et de l'exploitation du travail afin d'examiner la formation multiscalaire du régime local de contrôle du travail. Une telle approche souligne que la restriction de la rétribution du travail et la conflictualité sociale qui l'accompagne ne sont pas seulement déterminées pas les acteurs locaux, mais aussi par l'organisation extraterritoriale de la prédation commerciale.

L'extraction des profits par les exportateurs est assurée, au cours des années 1980 et 1990, grâce à leur maîtrise des espaces intermédiaires de commercialisation ainsi qu'à leur capacité à superviser la production tout en externalisant une part importante de la gestion et des coûts de production. De même, une part grandissante des profits sont captés par les revendeurs au détail, au sein des économies centrales.

---

<sup>249</sup> « Ayer el bloqueo fue laboral », *El Tiempo*, 28 mai 1996.

<sup>250</sup> Rapport du gouverneur sur l'ordre public dans la Zona Bananera, 05 avril 1994, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 83/D. 32 782, p. 2, « Bananeros deben manejar las cuotas de exportación », *El Informador*, 28 décembre 1993, « Gobernador expone ante Presidente ola de inseguridad », *El Informador*, 24 février 1994.

À l'autre bout de la chaîne, au nœud de production, l'entrée de nouveaux pays exportateurs tels que l'Équateur et les Philippines, et la hausse mondiale de la production provoquent une hausse importante de la compétition et une course à la réduction des coûts. De même, le marché est frappé par des cycles de surproduction ainsi que par une tendance à la dégradation des prix réels sur le temps long. Ainsi, si l'augmentation des prix courants suite à la hausse de la demande internationale au cours des années 1980 est la source d'opportunités d'accumulation pour les planteurs, l'expansion est courte et fragile. Entre 1992 et 1993, sous le coup de la contraction de la demande, des restrictions commerciales et des conditions météorologiques, le secteur replonge immédiatement dans une nouvelle crise. En conséquence, des salaires restent impayés, des plantations sont fermées et la situation sociale se détériore rapidement.

La faiblesse des salaires et les coûts élevés de l'alimentation forment un régime de surexploitation du travail impossible à compenser par une agriculture vivrière dépourvue de terres. De même, les conditions de vie précaires au sein des villages de la Zona résultent du manque d'emplois, des coûts de la vie quotidienne et de la faiblesse des investissements étatiques. Comme dans de nombreuses autres régions du pays, ces manques sont les objets d'un malaise social important qui conditionne l'expression de conflits sociaux ainsi que l'action des acteurs armés. Ainsi, dans la première moitié des années 1990, la société plantationnaire est traversée par une contradiction majeure. D'une part, les travailleurs et habitants de la Zona n'ont d'autre choix que de s'organiser et de lutter pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail et de l'autre, les profits des planteurs sont conditionnés par la contention de ces demandes et plus particulièrement de l'avancée du syndicalisme. Articulée à des formes diffuses de criminalité et aux acteurs supralocaux du conflit armé, cette contradiction devient l'objet de la privatisation de l'intensification de la violence armée au sein de la société plantationnaire.

## CHAPITRE 4. LES PLANTATIONS COMME PAYSAGE DE LA GUERRE (1982 - 1995)

Personne ne peut dire lequel des deux groupes attaqua le premier. Soudain, dans l'air peuplé de menaces et de cris, deux coups de feu furent tirés. Un homme qui se tenait près de Rudecindo tourna sur lui-même et tomba sur ses compagnons terrifiés, le crâne complètement fracassé. L'autre balle toucha le toit. Tous les ouvriers, plus de trois cents, se jetèrent sur les dix policiers dans une fureur aveugle.

Fernando Soto Aparicio, *La rebelión de las ratas*, Bedout, 1975 [1965], p. 205

Le 5 avril 1994, Miguel Pinedo Vidal, gouverneur du Magdalena, écrit au ministre de l'Intérieur à propos du quatrième assassinat d'un conseiller municipal de Ciénaga en quelques semaines. Il joint à sa communication une analyse de la situation sociale de la ville et de son bassin agro-industriel au sein de laquelle on peut lire :

« Le nouveau boom de la banane de la fin des années 1980 a suscité un important processus migratoire ayant pour point d'arrivée la zone bananière de Ciénaga. Cela a conduit au manque d'infrastructures et de présence de l'État à Ciénaga face aux rapides changements économiques et sociaux. En outre, les exportations de bananes n'apportent pas de bénéfices sociaux majeurs à la région. Cette situation crée un environnement propice à la guérilla pour développer ses objectifs, et renforce en outre le recours d'un secteur d'éleveurs et de planteurs à la sécurité privée pour faire face aux problèmes d'ordre public. C'est également une source qui permet le développement de diverses organisations dédiées à la criminalité commune. »<sup>251</sup>

Ce constat révèle, avec lucidité, les processus conjoints de transformations socio-économiques et de développement de la violence privée qui marquent la Zona à partir du

---

<sup>251</sup> Rapport du gouverneur sur l'ordre public dans la Zona Bananera, 05 avril 1994, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 83/D. 32 782, p. 2.

début des années 1980 et qui s'aggravent au cours de l'expansion commerciale de 1987 à 1994. Il souligne l'arrivée de nouveaux acteurs dans la région, le manque d'infrastructures sociales et l'extraction hors de la région de la plus-value agro-industrielle. Le fonctionnaire analyse la superposition de trois formes de violences collectives : les attaques coordonnées des guérillas, les vols, enlèvements et braquages des organisations délinquantes et la violence privée commanditée par les élites agraires.

Pourquoi les plantations sont-elles le théâtre de telles violences ? Quels sont les mécanismes et processus du recours à la violence privée ? Quels sont les acteurs qui stimulent son immixtion au sein des relations entre planteurs, ouvriers et paysans ? Comment interagissent les acteurs armés avec les contradictions et antagonismes sociaux de la Zona ?

Dans l'ouvrage *El orangután con sacoleva*, Gutiérrez Sanín montre, à partir du cas des éleveurs de bétail colombiens, que la privatisation de la violence et la consolidation du paramilitarisme au cours des années 1980 sont le fait d'*élites vulnérables*<sup>252</sup>. Face à des attaques constantes et des défis à leur sécurité physique et à leurs droits de propriété, les éleveurs ont recours à la violence. Ils l'utilisent pour se protéger des extorsions, pour maintenir et étendre leurs domaines terriens (Gutiérrez Sanín 2014, 297-304). Cette inclinaison des éleveurs prend racine dans une longue tradition de privatisation de la violence favorisée par le caractère coercitif des relations de travail dans l'élevage ; la construction historique violente de leurs droits de propriété ainsi que la difficulté de surveiller de vastes étendues de terre et de lutter contre le vol de bétail. Selon les termes de Gutiérrez Sanín, les élites vulnérables sont :

« [les] élites dont l'appareil productif est lié à des économies à forte composante coercitive et qui sont confrontées à des problèmes de

---

<sup>252</sup> L'auteur introduit cette thèse par un avertissement, dont la présente étude se fait l'écho : s'il est prouvé que le paramilitarisme fut développé grâce à des soutiens politiques et financiers d'entrepreneurs ruraux, il est important de rappeler que tous ne furent pas complices des crimes paramilitaires et beaucoup en furent les victimes. De même, on ne peut étudier la dynamique du conflit à partir d'une explication mécanique qui présuppose que les élites rurales furent attaquées par la guérilla et protégées par les paramilitaires. Les alliances et les rapports entre acteurs civils et militaires furent complexes et dynamiques.

sécurité qui, pour des raisons structurelles ou contingentes, ne peuvent être efficacement traités par l'État. » (2014, 386)

En effet, la capacité de l'État à garantir le contrôle des élites sur le système d'exploitation et d'accumulation des opportunités est cruciale pour expliquer l'occurrence de violences privées (Tilly 2003, chap. 5).

L'importance de la vulnérabilité des élites agraires et des attaques contre la propriété rurale est aussi soulignée dans l'Italie du sud du début du XXe siècle. Arlacchi (1983, 155), Arrighi et Piselli (1987, 665) notent le rôle des anciens bandits cooptés par les planteurs pour éradiquer la délinquance des campagnes et assurer la discipline au sein des plantations du Crotonese. De même Blok souligne l'émergence d'intermédiaires violents au sein des conflits entre les élites agraires et les paysans (1988). Enfin, Diego Gambetta note lui aussi le mouvement conjoint de modernisation agricole, de montée de l'insécurité et de l'émergence d'un marché de la violence dans la Sicile du début du XXe siècle. Les flambées de banditisme et d'insurrection induisent d'immenses incertitudes dans la gestion des ressources agricoles, sur les marchés fonciers et dans les politiques locales. La protection par la force et l'intimidation devient un marché lucratif et une option rationnelle pour les entrepreneurs chargés d'assurer une confiance dans les transactions économiques (Gambetta 1996).

Dans l'étude du conflit armé colombien, les travaux liminaires de Mauricio Romero (2003), mais aussi les travaux plus récents de Gutiérrez Sanín (2014 ; 2019) et de Grajales (2016 ; 2021) accordent trop peu d'importance à la délinquance et au banditisme. Or, ces formes de violences semblent jouer un rôle crucial dans la déstabilisation des sociétés rurales et l'alimentation des recours à la violence privée. Bien que le narcotrafic soit largement étudié comme source de violences, les illégalismes — tels que le trafic, mais aussi les vols, les braquages, les enlèvements, etc. — sont rarement intégrés dans l'examen des contextes locaux où se développe le conflit armé.

L'analyse du cas de la Zona montre comment ils interagissent avec d'autres processus sociaux dans le bouleversement de l'ordre social plantationnaire. Elle décrit un continuum de menaces à la fois criminelles, subversives, sociales et syndicales qui aboutissent à une *crise de contrôle*. De même la présence de spécialistes de la violence

favorise le recours à la violence privée et des alliances se forment entre les acteurs locaux du conflit social et des acteurs supralocaux du conflit armé. Cette violence elle sert à certains planteurs et éleveurs non pas seulement à se protéger, mais aussi à réprimer des demandes sociales sur la terre et le travail. Elle est à la fois un moyen de défense et un instrument d'accumulation. Les effets de ce recours sont la polarisation des identités politiques, l'escalade et une articulation de plus en plus serrée du conflit social au conflit armé.

L'argument de ce chapitre est donc le suivant. Dans un contexte de croissance rapide du commerce agro-industriel, les planteurs de la Zona sont les cibles d'attaques constantes contre leur sécurité physique et leurs droits de propriété par des organisations délinquantes et subversives. De même, leur hégémonie est contestée par des mouvements politiques et syndicaux. Des troubles tels que le vol, la délinquance, les grèves, les invasions de terres, le sabotage ou encore l'extorsion sont nourris par un certain nombre de contradictions qui traversent la société plantationnaire — le manque de terres, la surexploitation du travail et la paupérisation (voir chap. 2 et 3). Ils provoquent une déstabilisation de l'ordre social et placent les élites rurales dans une position vulnérable. Ces dernières sont dès lors dans l'incapacité d'imposer, sans violence, les arrangements sociaux nécessaires à la continuité du modèle d'accumulation et de développement agro-industriel.

Dans un premier temps je montrerai l'influence qu'exerce l'économie du trafic de cannabis qui se développe aux alentours des plantations sur la formation d'un marché de la violence, la transformation des élites rurales et l'émergence de spécialistes de la violence. Dans une deuxième partie, j'aborderai les menaces qui pèsent dès le début des années 1980 et qui s'accroissent au cours de l'expansion commerciale sur les terres, la sécurité et les propriétés des planteurs. Enfin, dans une troisième et dernière partie, j'exposerai la réimplantation du syndicalisme ouvrier dans les plantations et l'intermédiation des groupes armés au sein des conflits entre patrons et travailleurs.

## 4.1. L'émergence d'une élite mafieuse et de spécialistes de la violence

La violence dans la Zona n'est pas le seul résultat des contradictions sociales au sein des plantations. Elle est aussi le fait d'acteurs et de processus exogènes. L'émergence d'un marché de la violence dans la Sierra Nevada — les montagnes qui bordent les plaines de Ciénaga — a des effets importants sur les dynamiques sociales de la Zona à partir du début des années 1980. Elle implique l'enchevêtrement des élites agraires traditionnelles et des élites mafieuses ; elle provoque l'émergence de multiples groupes armés et initie un grand nombre d'individus à la violence armée.

### 4.1.1. *Le commerce du cannabis et la transformation des élites rurales*

Les travaux de Blok montrent que les mafieux siciliens ne sont pas de simples prédateurs, mais deviennent une « force de changement ». Ils façonnent la distribution des terres, les modes de culture et la division du travail et participent à la transition de la société paysanne sicilienne vers des formes d'agriculture plus commerciales (Blok 1988 ; Watts 2016). De même, les études récentes de McSweeney et al. (2017), de Ballvé (2019 ; 2020) et d'Eric Dante Gutierrez (2021) portent une attention particulière à l'influence des entrepreneurs illicites et criminels dans les changements agraires des régions périphériques — en particulier en Amérique latine. Elles soulignent le rôle crucial qu'ils peuvent avoir dans la consolidation des économies plantationnaires et l'articulation des zones frontalières aux chaînes de valeur. Dans le nord Magdalena, l'influence du commerce de cannabis sur le développement agro-industriel naît en partie de ses effets sur les secteurs sociaux dominants.

#### 4.1.1.1. La formation d'une élite mafieuse et sa pénétration au sein économies légales

Au début des années 1970, alors que la production agro-industrielle se trouve quasiment à l'arrêt, un nouveau commerce agricole se forme dans le département du Magdalena autour de la culture de marijuana. Sous l'effet de l'explosion de sa consommation aux États-Unis, grâce à l'ouverture de routes commerciales et aux innovations technologiques

de production et de transport, le cannabis devient le nouveau moteur de l'économie agraire régionale (Thoumi 2002 ; Britto 2020).

Entre les « *peones* » chargés de défricher la terre, d'ensemencer et de cultiver les plants et les importateurs nord-américains, une série d'acteurs intermédiaires assurent le lien et la connexion entre les différents nœuds de la chaîne de production et de transport. Des hommes issus des classes moyennes urbaines de la région — des planteurs, éleveurs, politiciens, fonctionnaires, etc. — qui vivaient confortablement avant le déclin de l'agro-industrie bananière deviennent les entrepreneurs de la marijuana (Partridge 1976). Les « *marimberos* », comme l'on dénomme ces nouveaux riches, font la démonstration de fortunes aussi grandes que soudaines par des comportements ostentatoires et extravagants. Ils exhibent leur richesse et leur prestige lors de grandes fêtes au sein de fermes ou de bars. Les carnivals, la danse et la musique *vallenata* sont les marqueurs culturels des transformations sociales induites par ce commerce prospère (Betancourt et Luz García 1994 ; Britto 2020).

Toutefois, à la fin des années 1970, la figure du « *capo* » violent à la richesse ostentatoire tend à disparaître au profit de celle d'un homme d'affaires intégré à la vie sociale et économique régionale. Hernando Ruiz Hernández constate en 1978 l'émergence et l'adaptation d'une nouvelle élite locale :

« Le “mafioso” cherche à imiter — et à accepter — les coutumes et le mode de vie d'une élite sociale traditionnelle, sans que cela empêche un échange de valeurs, en raison de la pression exercée par le formidable pouvoir économique qui accompagne cette élite “émergente”. »  
(Ruiz 1979, 195)

Certains narcotrafiquants ne sont plus des acteurs marginaux qui utilisent la violence pour bâtir leur richesse, mais des acteurs pleinement intégrés dans les réseaux économiques et politiques du département.

Alors que nombre de ces nouveaux riches dilapident leur fortune aussi rapidement qu'ils l'ont amassée, d'autres sont en mesure d'investir dans les économies légales. Plusieurs

d'entre eux profitent de la politique monétaire laxiste de l'État<sup>253</sup> pour blanchir l'argent du trafic. Les profits accumulés sont massivement réinvestis sur les marchés de l'immobilier et de la construction (Melo 1998, 87). De même, au cours des années 1980, l'achat de terres et l'investissement dans le secteur agricole par les narcotrafiquants sont des phénomènes de grande ampleur dans certains départements du pays, dont celui du Magdalena (Betancourt et Luz García 1994 ; Reyes 1997 ; Sáenz Rovner 2021).

Certains travaux montrent que les investissements dans le foncier et le capital agro-industriel présentent des avantages comparatifs pour les trafiquants de drogues (p.ex. McSweeney et al. 2017 ; Ballvé 2019). Dans le Magdalena, les économies de l'élevage et de la banane présentent au moins trois caractéristiques qui facilitent leur articulation avec le narcotrafic. La première d'entre elles — et peut-être la plus importante — a trait à la terre. Bien que la production de marijuana ait lieu sur les hauts plateaux de la Sierra, les zones d'expédition pour l'exportation se trouvent dans les plaines. Là, il est nécessaire de contrôler de grandes exploitations pour au moins deux raisons. D'une part pour stocker et camoufler les cargaisons de marchandise. D'autre part, pour la logistique de l'expédition. Ces fermes peuvent être situées dans des zones côtières, lorsque l'expédition se fait par voie maritime ; ou se prêter à la construction de pistes d'atterrissage, quand l'expédition se fait par voie aérienne (Ruiz 1979).

Dans le cas du secteur agro-industriel, l'infrastructure de transport est appropriée pour le commerce de cannabis. Plusieurs exploitations bananières disposent de pistes d'atterrissage pour la fumigation des cultures. La surveillance des autorités est complexe, car il ne suffit pas de détecter les pistes d'atterrissage : il faut aussi corroborer qu'il s'agit de pistes clandestines — non autorisées — ou qu'elles sont utilisées pour transporter du cannabis. Un rapport des renseignements avertit en 1985 que l'un des principaux problèmes dans le contrôle du trafic de drogue est l'existence de « nombreux aéroports non contrôlés, adaptés à des avions dotés de bonnes capacités de transport »<sup>254</sup>.

---

<sup>253</sup> On dénomme « guichet sinistre » (« *ventanilla siniestra* ») le guichet officiel créé par la Banque centrale en 1974 pour échanger des dollars contre des pesos colombiens sans vérification de leur provenance (Pécaut 2006, 236).

<sup>254</sup> Rapport de renseignement DAS, 26 août 1975, AGN, Fd. Ministerio de Gobierno. S. Secretaría General, C. 85/D. 3/F. 34-37.

Cependant, l'articulation des élites légales et illégales n'est pas le seul fait de la diversification économique des mafieux. Elle est aussi le résultat de l'investissement des élites traditionnelles au sein du commerce de drogues.

#### 4.1.1.2. L'articulation des élites légales et illégales

Une partie de cette élite est inquiète de l'émergence de nouveaux riches disposant de grandes réserves d'argent, d'influence politique et coutumiers de pratiques violentes (López and Camacho 2003, 257). Une autre partie voit dans le commerce de cannabis l'opportunité de refonder des fortunes annihilées par la crise de l'agro-industrie. Les autorités elles-mêmes sont bien documentées sur la participation de ce secteur social dès le début des années 1970. En 1973, un rapport des renseignements signale que « des personnes colombiennes [...] de haut rang social, politique et économique » sont impliquées dans le trafic de marijuana<sup>255</sup>. De même, dans un rapport de 1976, la police du Magdalena note :

« des personnes ayant une certaine capacité économique et une position sociale importante apparaissent comme des commanditaires cachés d'un commerce obscur principalement lié au trafic de drogue et à l'importation illicite de marchandises interdites ». <sup>256</sup>

Un membre d'une ancienne grande famille de planteurs de Ciénaga se remémore l'implication de cette élite et l'importance des liens familiaux de la classe dirigeante :

« C'était un "*samarior*"<sup>257</sup> de la classe supérieure de Santa Marta, d'un nom de famille aristocratique, important, qui a d'abord pris contact et fait des affaires avec la famille Dangond. Eux, c'étaient d'anciens cultivateurs de bananes ruinés qui menaient le commerce. [...] L'économie était parfaite parce que des neveux, des oncles, étaient impliqués et d'autres non. Et l'un était gouverneur, l'autre était ambassadeur, l'autre était sénateur.

---

<sup>255</sup> Rapport du conseil de Sécurité du Magdalena, 28 novembre 1974, AGN, Fd. Ministerio de Gobierno, S. Secretaria General, C. 77/D. 1/ F. 161 175.

<sup>256</sup> Rapport du département de police du Magdalena, Archivo Histórico del Magdalena, C. 1976.

<sup>257</sup> Les « *samarior* » sont les habitants de Santa Marta alors que le terme « *ciénaguero* » désigne ceux de Ciénaga.

C'était du niveau économique et social le plus élevé au niveau le plus bas. C'est-à-dire qu'il fut un temps où, à Ciénaga et Santa Marta, tout le monde était lié au trafic de drogue. »<sup>258</sup>

Un membre de l'élite agraire de Santa Marta, fils d'un ancien associé de l'UFC, se souvient quant à lui de l'implication de ses cousins et des jeunes descendants des familles prestigieuses dans ce commerce lucratif :

« Beaucoup de gens de Santa Marta se sont lancés dans le commerce de la marijuana parce qu'il n'y avait plus de bananes. J'ai des cousins qui, chaque mercredi, chargeaient un avion qui arrivait des États-Unis de 10 000 livres de marijuana. Et le pilote leur remettait 100 000 dollars ! Ouf ! Personne ne comptait. [...] Moi je ne me suis pas impliqué, mon père m'a dit : "Je ne veux pas que tu te mettes à la marijuana". Ceux d'entre nous qui étaient financièrement stables ne se sont pas lancés dans le business. Les cousins qui étaient moins bien financièrement eux se sont lancés. [...] Donc nous n'avions plus de bananes, ils les ont remplacées par de la marijuana et tous ces gars qui avaient étudié aux États-Unis sont devenus très riches. »<sup>259</sup>

Parmi les nombreux acteurs engagés, les plus riches apportent les capitaux nécessaires à la production et à la commercialisation (Beltrán, Acevedo, et Martínez 2013 ; Silva 2014, 31). À la fin des années 1970, les expéditions deviennent plus fréquentes et plus importantes et leurs coûts augmentent. Les exportateurs lèvent des fonds auprès d'un certain nombre de personnes prêtes à investir, notamment des entrepreneurs du secteur agro-industriel et de grands éleveurs de bétail (Britto, 2020, p. 109). Toutefois « ils n'étaient pas des prêteurs, mais des associés. Si la marchandise était saisie, ils perdaient leur argent. »<sup>260</sup> Ainsi, tout en faisant émerger une nouvelle élite sociale, le trafic de drogue implique l'élite traditionnelle. Des alliances, et parfois des conflits, se forment entre les « parvenus » et les « gens de bonne famille » (Williams 1973, 61).

---

<sup>258</sup> Entretien #4, membre d'une famille de planteurs, 19 juillet 2019, Ciénaga.

<sup>259</sup> Entretien #11, éleveur et membre d'une famille de planteur, 22 juin 2019, Santa Marta.

<sup>260</sup> *Ibid.*

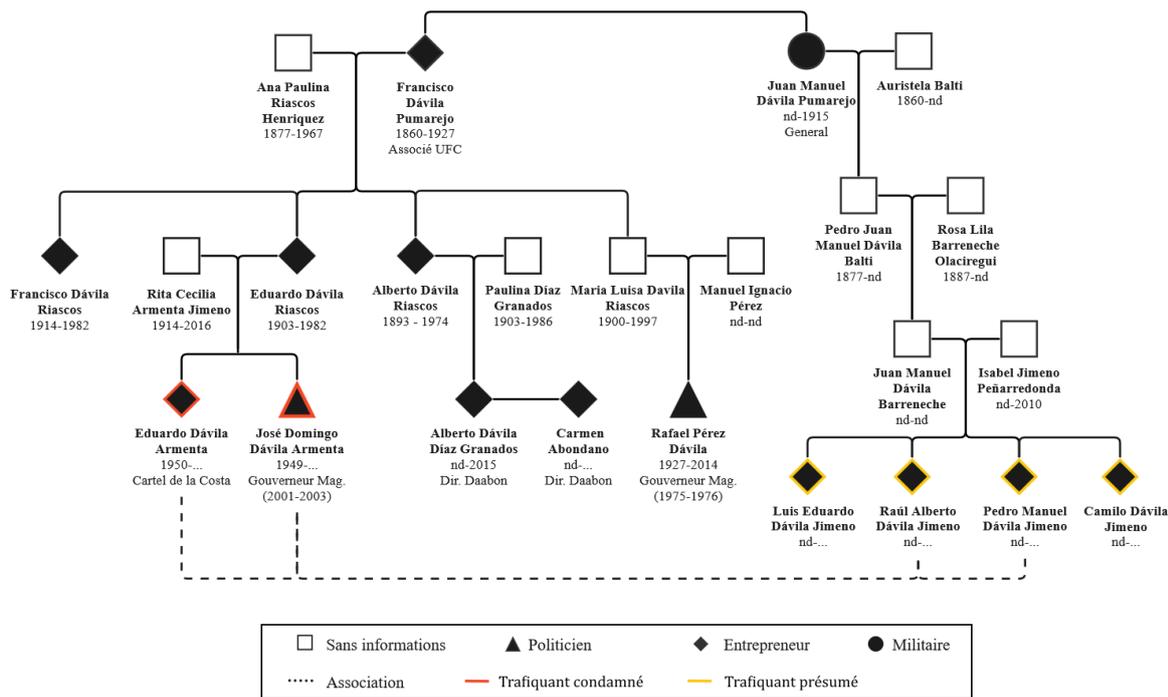


Figure 17, Arbre généalogique de la famille Dávila, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : GDC 2023

Le cas de la famille Dávila illustre cet enchevêtrement. Descendant de la noblesse espagnole de Santa Marta, Francisco Pumarejo Dávila est l'un des principaux associés de l'UFC au début du XXe siècle avant que ses fils Francisco et Alberto Dávila Riascos ne deviennent eux aussi d'importants planteurs. Dans la génération suivante, Alberto Dávila Díaz Granados est le dirigeant de l'une des entreprises agro-industrielles les plus importantes du pays et Rafael Pérez Dávila est sénateur, gouverneur et planteur. Leur cousin, José Domingo Dávila Armenta, poursuit une carrière politique qui l'amène jusqu'au poste de gouverneur alors que son frère, Eduardo Dávila Armenta, fait fortune grâce à l'exportation de cannabis. Pionnier du narcotrafic dans la région (Castillo 1987), mais aussi de la production et de la transformation de palmiers à huile puis patron de presse, ce dernier est condamné en 1996 à dix ans de prison pour trafic de stupéfiants<sup>261</sup>. Il est de nouveau inculpé, treize ans plus tard, pour ses relations avec l'un des principaux trafiquants et paramilitaires de la région, Hernán Giraldo Serna<sup>262</sup>.

<sup>261</sup> Tribunal Superior del Distrito Judicial de Bogotá, Sala Penal de Decisión de Extinción del Derecho del Dominio, 29 mai 2019, Raúl Dávila Jimeno et al., Radicado No. 1100131070-13-2009-057, p. 3.

<sup>262</sup> Son frère José Domingo est inculpé, au même moment, pour ses relations avec les paramilitaires des Autodéfenses Unies de Colombie puis condamné pour l'appui de ces miliciens lors de son accession au poste de gouverneur au cours de l'année 2001 (Verdad Abierta 2009). Ce dernier commence sa carrière politique en 1992 à l'assemblée du département du Magdalena avant de devenir le député de Ciénaga élu avec le plus de voix au cours des élections de 1994 et 1998.

Si aucune relation commerciale n'est connue entre les Dávila Abondano et les Dávila Armenta, ces derniers sont associés aux frères Dávila Jimeno, issus d'une autre branche familiale. Bien que jamais écroués, ces quatre frères sont signalés à de nombreuses reprises au cours des années 1980 par des rapports de renseignement étatsuniens et colombiens comme d'importants exportateurs de drogue vers les côtes de Miami<sup>263</sup>. Cette branche familiale entretient des liens étroits avec les milieux politiques, en particulier avec les Dávila Armenta et le parti libéral<sup>264</sup>. Les documents judiciaires témoignent de l'accumulation de biens immobiliers ruraux et urbains initiée par la fratrie Dávila Jimeno à partir de la fin des années 1970 et poursuivie au cours des deux décennies suivantes. À l'instar d'Eduardo Dávila Armenta, les frères investissent dans des plantations **au sein** des communes de Guacamayal et de Pueblo Viejo, dans des entreprises de production d'huile de palme, de construction, mais aussi au sein du secteur florissant du tourisme dans la région de Santa Marta. Ces commerces sont soupçonnés par la justice d'être utilisés pour le blanchiment des revenus du trafic de drogue<sup>265</sup>.

Le cas des frères Dangond Noguera (Dangond ci-dessous) illustre lui aussi l'avènement d'une élite mafieuse dans la ville de Ciénaga. Descendants d'immigrés français et fils du planteur et sénateur libéral Julio Dangond Ovalle, les cinq frères Dangond sont des planteurs de café et de bananes, mais aussi des hommes politiques — Victor et Orlando — et des trafiquants de drogue notoires — Julio, Armando et Carlos —. Au milieu des années 1970, accablés par les dettes et menacés de se voir saisir leurs terres par une banque agraire, Julio et Armando investissent dans le commerce de cannabis. Ils s'allient alors avec le principal mafieux de la ville, Tito Rendon, propriétaire d'une brûlerie de café

---

<sup>263</sup> Tribunal Superior del Distrito Judicial de Bogotá, Sala Penal de Decisión de Extinción del Derecho del Dominio, 29 mai 2019, Raúl Dávila Jimeno et al., Radicado No. 1100131070-13-2009-057.

<sup>264</sup> En octobre 1989, le sénateur conservateur Hugo Escobar Sierra écrit une lettre au ministre de l'Intérieur afin de dénoncer les liens entre le sénateur libéral Miguel Pinedo Vidal (gouverneur de 1992 à 1994) avec la fratrie Dávila : « Pour des raisons inconnues, ses liens sont maintenant avec le "clan" Dávila (Eduardo et Raúl) reconnus comme trafiquants de drogue et extradables depuis plusieurs années. [...] Le trafic de drogue est la source du fabuleux capital qu'ils détiennent. Pineda soutient avec son groupe politique la candidature de José Domingo (Chelo) Dávila Armenta, un frère et proche parent de ces derniers, qui sont aussi ses financeurs [...] De la même manière, les Pinedos forment une coalition au sein de la même Assemblée avec les Dangond, Orlando et Victor, chefs du trafic de drogue à Ciénaga. Comme vous pouvez le constater, c'est l'horreur des horreurs. » Lettre d'Hugo Escobar Sierra au ministre de l'Intérieur, 17 octobre 1989, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C349/D. 12723.

<sup>265</sup> Tribunal Superior del Distrito Judicial de Bogotá, Sala Penal de Decisión de Extinción del Derecho del Dominio, 29 mai 2019, Raúl Dávila Jimeno et al., Radicado No. 1100131070-13-2009-057.

où ces derniers ont pour habitude de faire sécher leurs récoltes de café, comme se remémore l'une de leurs proches<sup>266</sup>. Après d'âpres luttes entre clans, les frères parviennent au début des années 1980 à contrôler le trafic de drogue dans la commune de Ciénaga.

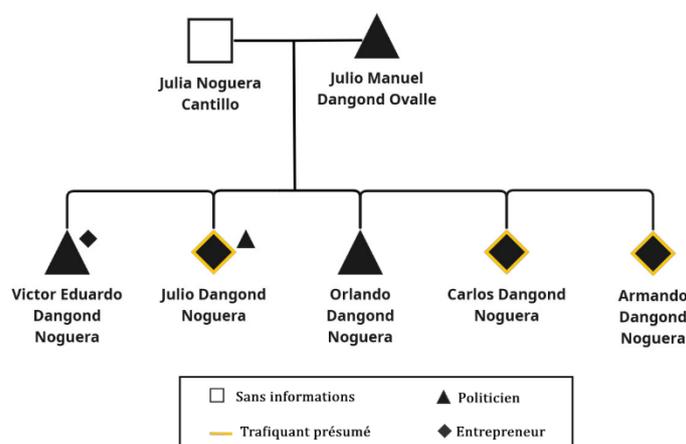


Figure 18, Arbre généalogique de la famille Dangond Noguera, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : GDC 2023

Au milieu des années 1980, la fratrie établit son pouvoir politique à travers le parti libéral alors dominant sur la scène politique locale. Victor est élu à l'assemblée départementale en 1980, au congrès (1982,1986), au sénat (1990) puis comme maire de Ciénaga en 1992 ; Orlando mène lui aussi une carrière politique à l'assemblée départementale (1984,1986) puis à la mairie (1990,1998) ; enfin Julio est élu au conseil municipal de Ciénaga (1986). Au cours de la seconde moitié des années 1980, la famille occupe une place hégémonique sur la scène politique locale. En 1984, le ministère de la Justice s'inquiète de la participation de candidats liés au trafic de stupéfiants aux élections à travers le pays, citant les cas d'Orlando et de Julio Dangond<sup>267</sup>. De même, le parti conservateur signale la mainmise du « groupe Dangond » sur l'administration municipale<sup>268</sup> et un habitant déplore, dans une lettre écrite en 1987 au ministre de l'Intérieur, que « la municipalité de

<sup>266</sup> Entretien #19, ancienne élue municipale de Ciénaga, 17 juin 2019, Ciénaga.

<sup>267</sup> Lettre du ministère de la Justice au ministère de l'Intérieur, 7 mars 1984, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 301/D. 13122.

<sup>268</sup> Lettre de la section départementale du parti Conservateur au ministre de l'Intérieur, 1984, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Viceministro, C. 10/D. 9235.

Ciénaga soit gouvernée depuis 1984 par des maires appartenant au groupe politique des narcotrafiquants (les frères Dangond-Noguera) »<sup>269</sup>.

Parallèlement à leur capital politique, les frères accumulent un capital foncier. Après avoir acquis des terrains en zone urbaine entre 1977 et 1980, les frères Julio, Armando, Carlos et Victor achètent plus de 800 hectares de bananeraies au sein de la Zona entre 1986 et 1990<sup>270</sup>, après le déclin du commerce de cannabis.

Un grand propriétaire ayant vendu ses terres à Eduardo Dávila Armenta se rappelle des investissements fonciers des narcotrafiquants et de leur rôle prépondérant dans l'économie du palmier à huile :

« Nous on a vendu à Eduardo Dávila au milieu des années 80 [...] Les trafiquants de drogue étaient jeunes, ils avaient une vingtaine d'années et à l'époque, c'est eux qui achetaient toutes les terres que les gens voulaient vendre. [...] Tous ces jeunes gens, fils de producteurs de bananes, avec l'argent de la marijuana, ils ont acheté des terres dans la région et ont planté des palmiers africains (...) Ils ont tous planté des palmiers et cela leur rapportait beaucoup. Mais c'était un mensonge, il y avait surtout beaucoup d'argent à blanchir ! [Il rit] »<sup>271</sup>

Ainsi, les frères Dávila Armenta, Dávila Jimeno et Dangond acquièrent une grande quantité de terre du bassin agro-industriel. L'achat de propriétés rurales permet de réinvestir les revenus du narcotrafic, de constituer des zones de sécurité et de disposer d'infrastructures de commercialisation. Dès 1985, les pistes d'atterrissage des Dangond sont soupçonnées par les autorités de ne pas être destinées aux épandages aériens, mais à l'envoi de cannabis et de cocaïne vers le Panama et les États-Unis<sup>272</sup>. Dans un rapport établi à la fin de l'année 1991, les renseignements de la police signalent que trois familles

---

<sup>269</sup> Lettre d'un habitant de Ciénaga au ministère de la Défense, 29 juillet 1987, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Viceministro, C. 10/D. 9235.

<sup>270</sup> Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, caso La Marcela, 2016, URT, pp.10-12.

<sup>271</sup> Entretien #11, éleveur et membre d'une famille de planteur, 22 juin 2019, Santa Marta.

<sup>272</sup> Résolution 0193 de l'Oficine juridique du département Magdalena, 15 mars 1985, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696.

contrôlent les dix pistes d'atterrissage pour la fumigation des plantations : les frères José et Carlos Lacouture (voir chap. 5)<sup>273</sup>, les frères Dávila Armenta et les frères Dangond<sup>274</sup>.

Comme cela est noté pour le cas des départements de Córdoba (Reyes 2009 ; Romero 2003), de Puerto Boyacá (Gallego 1990 ; Gutiérrez Sanín 2014), ou encore du Valle del Cauca (CNMH 2014b), les alliances nouées entre les élites agraires traditionnelles et le narcotrafic sont décisives au sein des conflits pour la terre qui opposent historiquement ces élites aux communautés paysannes. Ces liens stimulent la concentration de la propriété tout en facilitant l'accès des propriétaires aux moyens de la violence (Reyes 1997 ; 2009 ; Richani 2007, voir infra pour le cas la Zona).

Par ailleurs, l'engagement dans le narcotrafic entrave le recours à la protection de l'État et expose aux attaques de concurrents violents. Il forme des entrepreneurs rompues à l'exercice de la violence privée, à l'instar de ceux que Blok nomme les « entrepreneurs ruraux violents » (1988). En d'autres termes, l'engagement dans l'économie de la marijuana apporte à certaines élites de nouvelles opportunités et méthodes d'accumulation, mais il accroît aussi leur vulnérabilité et leur propension à faire usage de la violence. Cette inclinaison est favorisée par la multiplication des sources de vulnérabilité, par la protection politique dont jouissent certains trafiquants (Levy et Castillo à paraître) et par la consolidation d'un marché de la violence dans la région.

#### *4.1.2. Émergence et consolidation d'un marché de la violence*

##### 4.1.2.1. Cannabis, répression et « combos »

Le commerce de marijuana est accompagné d'une violence intensive et de la prolifération de ses spécialistes. L'initiation, à la fin de l'année 1978, d'une campagne anti-narcotique de l'État axée sur la répression armée et la militarisation des espaces de production et de

---

<sup>273</sup> Carlos Aurelio Lacouture Dangond est un éleveur et planteur de café et de palmiers à huile importants de la région ainsi que le maire de la ville de Santa Marta en 1983 pour le parti conservateur. Bien que des activités de narcotrafic ne lui soit pas reconnue, il est signalé comme responsable d'expulsions contre des paysans de la Zona, d'assassinats de syndicalistes ainsi que d'avoir été un allié des miliciens paramilitaires (voir chap. 5).

<sup>274</sup> Rapport de police sur la situation sécuritaire dans la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696.

transport durcit les relations marchandes (Sáenz Rovner 2021, chap. 3). À la même époque, de nouveaux entrepreneurs rompus aux méthodes violentes arrivent massivement du centre du pays, des Andes. Ainsi, piégés entre des concurrents violents et la répression de l'État, « les trafiquants de marijuana deviennent des marchands agressifs » (Britto 2020, 97). Le port d'arme, la vengeance, la justice privée et la loi du talion sont valorisés culturellement et la violence sans limites s'impose comme instrument d'ascension sociale et d'accumulation, incarnée par la figure du sicaire, le « *gatillero* » (Betancourt et Luz García 1994, 63-65).

Ainsi, la violence commence à proliférer dans les multiples maillons de l'économie du cannabis. Les « *capos* » engagent des tueurs à gages pour éliminer leurs concurrents ou régler leurs comptes, en particulier dans les grandes villes où ils opèrent. Les vendettas se soldent par la violence spectaculaire d'assassinats en plein jour et d'attentats à la bombe (Angulo 1980, 66). Il devient également courant pour les intermédiaires d'agresser et d'assassiner les petits producteurs — avant ou après le paiement — afin de conserver leur récolte et leur argent (Beltrán, Acevedo, et Martínez 2013). Les « *caletas* » — les dépôts clandestins où sont stockées les cargaisons de marijuana en attente d'expédition — sont d'importants foyers de violence. Ils sont les « lieux de toutes sortes de vendettas, d'agressions, de vols de cargaisons, de bagarres entre groupes » (Betancourt et Luz García 1994, 56).

Une autre des manifestations les plus visibles et les plus durables de cette violence est la formation de petites structures armées, connues sous le nom générique de « *combos* »<sup>275</sup>. Ils sont liés au contrôle de certaines étapes du commerce et fonctionnent initialement comme des groupes de sécurité privés. Les « *marimberos* » les emploient pour garder les dépôts ou pour protéger les convois de mules qui transportent la marijuana des hauts plateaux de la Sierra vers les points d'expédition. Néanmoins, certains de ces groupes se spécialisent dans le pillage des cargaisons et des dépôts, occasionnant de nombreux conflits violents entre « *combos* ».

---

<sup>275</sup> La littérature ne précise pas vraiment les dimensions de ces groupes, mais les personnes interrogées indiquent clairement que la puissance de feu, la taille et le degré d'organisation sont bien inférieurs à ceux des groupes de guérilla et des groupes paramilitaires qui apparaissent plus tard.

Oscar est originaire du département Valle del Cauca au sud du pays. À l'âge de vingt ans, au début de l'année 1980, alors qu'il est travailleur journalier dans des fermes de café, il entend parler des champs de cannabis de la Sierra à la radio. Il dépense ses économies pour voyager jusqu'à Ciénaga où il commence à travailler comme cueilleur de café avant qu'un « *marimbero* » ne l'embauche en 1982. Il est employé à presser et conditionner la marijuana avant de devenir transporteur, acheminant la marchandise des montagnes jusqu'à la vallée. Il se remémore la flambée de violence au début de la décennie :

« Le principal problème était la question du vol des producteurs. [...] Les propriétaires des "*caletas*" avaient beaucoup d'armes, des carabines, des mitrailleuses. Ils avaient leurs propres gardes pour surveiller leur "*caleta*" et personne n'y entrait [...]. Le combo Parranda Seca par exemple, ils tuaient les producteurs pour leur prendre un peu de marijuana. Ils ont tué des gens qui étaient mes amis et compagnons. Ils tuaient la femme, les enfants pour voler 10 quintaux de marijuana [...] Du coup, il est devenu très dangereux de se balader seul, il fallait s'allier à un groupe. »<sup>276</sup>

Les vols et les règlements de compte nourrissent la recrudescence de spécialistes de la violence dans la région.

Toutefois, cette violence n'est pas circonscrite au massif montagneux. Dans les plantations aussi, elle est instrument puissant d'ascension sociale et d'accumulation économique au cours du boom du cannabis<sup>277</sup>. Confrontés au chômage, de nombreux habitants de la Zona sont embauchés pour partir cultiver les champs de la Sierra ou pour assurer la sécurité et le transport des marchandises<sup>278</sup>. Un habitant de Guamachito ayant assisté à ces départs se remémore le système macabre échafaudé par un « *marimbero* » de la Zona :

« Il y avait un homme un riche de Guacamayal. Il utilisait le système de métayage, c'est-à-dire qu'il te disait "bon, tu vas dans la Sierra, tu fais

---

<sup>276</sup> Entretien #35, ancien transporteur de cannabis, 14 juillet 2019, Siberia

<sup>277</sup> Sur la violence et la mobilité sociale au sein de la mafia italienne, voir Pezzino 1991 ; 2000 ; Catanzaro 1992.

<sup>278</sup> Entretien #36, ancien garde d'un dépôt de cannabis, 19 août 2021, Zona Bananera, Entretien #37, commerçant et ancien ouvrier, 02 août 2021, Zona Bananera, Entretien #1, ancien ouvrier, 12 juillet 2019, Zona Bananera.

pousser 10 hectares de marijuana, je finance la nourriture, les outils et ensuite on prend ce qui reste et on le partage”. Et c’était une affaire rentable ! [...] Puis, quelques jours avant qu’on lui donne sa part, le paysan apparaissait mort. C’est arrivé plusieurs fois et les gens se sont rendu compte qu’il faisait comme ça avec tous. [...] C’est comme ça que le “*sicariato*” a commencé à se développer, à prendre forme dans la Zona. »<sup>279</sup>

Les fortunes soudaines de certains « *marimberos* » et les hauts salaires sont des vecteurs de mobilité sociale. À Ciénaga comme dans la Zona, le commerce de cannabis provoque de profondes transformations culturelles<sup>280</sup> et induit l’initiation d’un grand nombre de personnes à la violence privée<sup>281</sup>. Au cours du temps, cette violence fragmentée et multiple laisse place à un phénomène organisé, régie par des groupes armés structurés.

#### 4.1.2.2. L’apparition de groupes violents structurés

En 1982, l’état-major des FARC résout, lors de la septième conférence nationale de l’organisation, de dédoubler ses fronts afin de dépasser sa marginalité géographique et d’étendre sa couverture territoriale. Ce plan d’expansion se traduit par le doublement des effectifs — de 1500 à 3050 membres — et l’implantation de 17 fronts — sur un total de 33 — vers de nouvelles zones, dont la côte Atlantique et le Magdalena, entre 1982 et 1987 (CNMH 2014, 143–44). Ainsi, en 1982, les FARC créent le Front José Prudencio Padilla (ou Front XIX) pour s’implanter sur les contreforts de la Sierra Nevada.

L’insertion du groupe s’effectue en premier lieu par sa lutte contre les bandes armées qui harcèlent les cultivateurs et transporteurs de cannabis. Les FARC créent des milices chargées de combattre les sicaires et les « *combos* ». Dans ses aires d’influence, il fait cesser la production et le commerce de cannabis (Vallejo et Contreras 2020, 59-61). Puis, au travail clandestin mené auprès des paysans succède le contrôle territorial et social de nombreux villages et zones de la Sierra Nevada à partir du milieu des années 1980.

---

<sup>279</sup> Entretien #1, ancien ouvrier, 12 juillet 2019, Zona Bananera.

<sup>280</sup> Entretien #27, ancien guérillero, 06 septembre 2021, Ciénaga, Entretien #17, parent d’un syndicaliste assassiné, 19 juillet 2019, Ciénaga.

<sup>281</sup> Entretien #27, ancien guérillero, 06 septembre 2021, Ciénaga, Entretien #19, ancienne élue municipale de Ciénaga, 17 juin 2019, Ciénaga.

Parallèlement, des groupes de sécurité privée se consolident. Deux d'entre eux sont particulièrement influents. Les *Chamizos* et les *Rojas* sont organisés autour de familles ayant fui la violence de l'intérieur du pays vers la Sierra Nevada au cours des années 1969 et 1970. Ils deviennent des pourvoyeurs de sécurité auprès des narcotrafiquants et des commerçants légaux. Le groupe d'Hernán Giraldo Serna — les *Chamizos* — s'implante sur le versant nord de la Sierra Nevada — un territoire offrant un accès direct au littoral de la mer caribéenne et aux zones d'embarquement — avant d'étendre ses actions à la ville de Santa Marta au cours des années 1980. Dans certains quartiers de la ville, en particulier sur le marché public, il devient une autorité incontournable, au nom de la lutte contre le racket et les enlèvements. Il s'engage, à partir du milieu des années 1980, dans la lutte contre-insurrectionnelle face aux guérillas et à leurs soutiens présumés<sup>282</sup>.

Sur le versant ouest de la Sierra Nevada, le clan commandé par Adán Rojas Ospina a pour fief le village caféiculteur de Palmor. La forte augmentation des violences au sein des zones de production et de commerce de marijuana permet au groupe de s'imposer comme pourvoyeur de services violents. Les *Rojas* vendent leurs services à des narcotrafiquants, des agriculteurs et des commerçants<sup>283</sup>. Ils sont financés notamment, selon certaines sources judiciaires, par le cartel de Cali pour la sécurisation de routes d'exportation<sup>284</sup>. Ils travaillent aussi pour les frères Duran — deux narcotrafiquants de la ville de Fundación, au sud de la Zona — ou encore pour les trafiquants Julio Noguera — de la commune d'El Retén, à l'ouest — et Jorge Gnecco — situé à Cordobita, dans le sud de la Zona — (CNMH 2021, 76)<sup>285</sup>.

Le groupe se distingue par ses liens avec les acteurs nationaux du conflit armé. Mis en relation avec les paramilitaires du Magdalena Medio par José Gregorio Dávila Armenta, Adán Rojas Ospina envoie son fils au camp d'entraînement contre-insurrectionnel de Boyacá, au sud du Magdalena, au milieu de l'année 1986. La même année, le jeune homme

---

<sup>282</sup> Pour un exposé détaillé sur la généalogie de ce groupe voir Tribunal Superior de Bogotá, Sala de Justicia y Paz, 31 juillet 2015, José Gregorio Mangones Lugo et al. radicado 11-001-60-00253-2007 82 791

<sup>283</sup> *Ibid.* p. 584.

<sup>284</sup> Tribunal Superior de Barranquilla, Sala de Justicia y Paz, 21 octobre 2014, Janci A. Novoa Peñaranda, radicado 08-001-22-52-000-2011-8334, p. 37.

<sup>285</sup> Tribunal Superior del Distrito Judicial de Barranquilla, Sala de Justicia y Paz, 30 novembre 2020, Camilo Rojas Mendoza, radicado 08-001-22-52-002-2018-83498, p. 92.

est recruté au sein du groupe paramilitaire de Carlos Castaño, au nord-ouest du pays<sup>286</sup>. Ces liens établis avec les acteurs paramilitaires nationaux seront cruciaux dans l'expression locale du conflit armé. À la fin des années 1980, une fois réinstallé dans la région de Palmor après en avoir été expulsé par les FARC, le clan *Rojas* se lance dans l'attaque systématique de la guérilla et de ses soutiens potentiels. Bien qu'implanté dans la Sierra Nevada, le groupe exerce une influence importante au sein de la Zona où il est lié à des planteurs qui sollicitent ses services violents. À partir du début des années 1990, les *Rojas* jouent un rôle prépondérant dans la répression des mouvements paysans, des syndicats ouvriers, et des collaborateurs présumés des guérillas.

D'autres groupes, de taille plus modeste agissent à Ciénaga et dans la Zona. Dans ces espaces de transit, de négociation et de recrutement du commerce du cannabis, des petites bandes violentes subsistent après le déclin du secteur. Formé autour de la famille Payares et mené par un ancien lieutenant de police — le capitaine Pérez —, le groupe des *Magníficos* est particulièrement actif dans la ville de Ciénaga. Peu d'informations fiables existent sur ses origines et, bien qu'il semble avoir été actif antérieurement, les premières traces datent du début des années 1990. Ses membres sont accusés d'être les principaux responsables des assassinats ciblés et de la vague de violence à Ciénaga<sup>287</sup>. À la suite de la perte d'une cargaison de drogue, le groupe se trouve impliqué au sein des règlements de compte entre deux leaders du narcotrafic de la région. Enfin, les *Magníficos* sont accusés de mener des assassinats ciblés, des attentats et des enlèvements pour le compte de la guérilla des FARC. À partir de 1992 il entre en alliance avec le groupe révolutionnaire, dans une confrontation armée avec les *Rojas* et les *Meriños*, alliés de la famille Dangond (Montes et al. 2011, 396–99 ; CNMH 2021, 39).

Les *Meriños* est formé autour de la famille du même nom et basé dans le village de Guacamayal, au cœur de la Zona. Ce groupe initie ses actions violentes par le vol de bétail<sup>288</sup> ainsi que le l'attaque des marchands transportant leurs bêtes à l'abattoir de

---

<sup>286</sup> Tribunal Superior del Distrito Judicial de Barranquilla, Sala de Justicia y Paz, 30 novembre 2020, Camilo Rojas Mendoza, radicado 08-001-22-52-002-2018-83498, p.38.

<sup>287</sup> Lettre d'habitants de Ciénaga au ministre de l'Intérieur, 03 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 390/D. 15837.

<sup>288</sup> Tribunal Superior del Distrito Judicial de Barranquilla, Sala de Justicia y Paz, 30 novembre 2020, Camilo Rojas Mendoza, radicado 08-001-22-52 — 002-2018-83 498, p. 92, Entretien #Oraloteca, ancien contremaître et administrateur, 2011, Zona Bananera.

Ciénaga (Montes et al. 2011, 396). Provenant du banditisme, ils sont recrutés, à partir de la fin des années 1980, par de grands propriétaires de la commune pour rechercher et châtier des personnes accusées de vols, tout en continuant, selon les souvenirs d'un habitant du village, à voler dans les fermes et les plantations<sup>289</sup>. Un ancien administrateur se remémore la réputation sulfureuse du groupe :

« Ces Meriños, quand ils faisaient des bringues, ça durait jusqu'à trois ou quatre jours. [...] Quand un propriétaire de ferme ne voulait pas les payer pour un travail qu'ils avaient fait, ils volaient le bétail [...] si quelqu'un ne voulait pas leur payer le "vaccin"<sup>290</sup>, ils venaient à la ferme et abattaient les animaux. »<sup>291</sup>

Au début des années 1990, le groupe est impliqué dans plusieurs massacres, notamment à l'encontre des syndicalistes de Sintrainagro et il est la cible de plusieurs opérations militaires des FARC dans le village de Guacamayal (voir infra). Peu à peu, ces acteurs violents opérant à petite échelle sont articulés à une confrontation armée élargie.

Gallant note la frontière poreuse qui sépare habituellement les hors-la-loi des gardiens au sein des plantations :

« Le passage au banditisme était facile et, par conséquent, partout où l'on trouve des gardes de propriété, on trouve aussi des brigands. Les propriétaires terriens utilisaient leurs bandes privées dans les conflits politiques et les luttes pour le pouvoir. [...] Lorsqu'ils agissaient avec le consentement de l'État ou des dirigeants, leurs déprédations et leurs activités étaient légitimes, comme lorsqu'ils agissaient en tant que gardes sur les domaines fonciers et les plantations ; mais lorsqu'ils tombaient en disgrâce, ils devenaient littéralement des hors-la-loi - des bandits. » (Gallant 1999, 30,33)

Le cas des *Meriños* illustre l'ambiguïté de ces spécialistes de la violence dans l'ordre social plantationnaire. Comme certains « *mafiosi* » décrits par les époux Schneider (1976, 17-22 ; 2011) ou les anciens bandits cooptés par les planteurs du Crotonese (Arrighi et

---

<sup>289</sup> Entretien #13, petit producteur, 11 août 2019, Zona Bananera.

<sup>290</sup> Le « vaccin » désigne l'extorsion des agriculteurs et commerçants contre la protection de leur activité.

<sup>291</sup> Entretien #Oraloteca, ancien contremaître et administrateur, 2011, Zona Bananera.

Piselli 1987, 665), ce groupe armé issu de la petite criminalité est enrôlé dans la répression des voleurs, de la subversion et des contestataires. Ils vendent leurs services aux plus offrants et donnent aux planteurs et éleveurs — les seuls capables d’acquérir ces services — les moyens de réprimer les menaces au bon fonctionnement du commerce. Mais ils sont aussi des sources de criminalité, d’intensification de la violence et de déstabilisation de l’ordre social. Ainsi, à l’image de la mafia sicilienne, ce groupe produit « ses propres turbulences (violence et extorsion) tout en assurant une stabilité et une protection suffisantes (des personnes et des biens) pour garantir l’accumulation et le maintien des privilèges de classe. » (Watts 2016, 77 ; Catanzaro 1992) A contrario, la bande des *Magníficos* illustre la cooptation d’entrepreneurs de la violence par la guérilla sous l’effet du jeu d’alliances militaires et politiques. Elle devient un facteur d’aggravation de la menace subversive qui pèse sur les élites rurales.

Ces groupes ont des origines, des trajectoires, des territorialités, des alliances et des modes de fonctionnement divers. Les deux clans structurés qui deviendront des organisations paramilitaires (les *Chamizos* et les *Rojas*) côtoient une multitude de petites bandes armées dédiées à la sécurité du trafic de drogue et aux assassinats ciblés. Ces formations ont aussi la capacité de répondre aux besoins de secteurs en quête de sécurité — en particulier des élites agraires vulnérables — et de s’engager au sein du conflit armé naissant.

#### 4.2. La terre et la sécurité : les planteurs et leurs biens à l’épreuve du mouvement paysan, de la délinquance et de la subversion

De nombreuses études historiques appréhendent la criminalité comme un élément central des sociétés plantationnaires. À titre d’exemple, dans son histoire du crime au sein des plantations de canne à sucre de la Trinidad coloniale au XIXe siècle, David Trotman soutient que la perception des inégalités sociales et les rapports de dominations inhérents aux plantations sont les facteurs de la forte incidence des crimes contre la propriété (1986, 3104). Dans les plantations sucrières de République dominicaine des années 1930, Julie Franks observe que les travailleurs agricoles rejoignent les gangs armés sur la promesse « d’un pantalon et d’un cigare » et que les gardes des plantations sont généralement recrutés parmi les bandes de hors-la-loi qui font régner l’insécurité dans

les campagnes (1995, 165). De même, selon Arrighi et Piselli, c'est la convergence d'antagonismes sociaux anciens, de la paupérisation des paysans et du boom commercial qui stimulent le brigandage et le vol au sein des plantations du Crotonese au début du XXe siècle (1987). Dans une période plus récente, Taussig prête une attention particulière aux formes de criminalités qui se développent dans les plantations de canne à sucre du Valle del Cauca depuis les années 1960 et leur influence sur l'expression du conflit armé (2010 ; 2005). Ces crimes sont nourris par les antagonismes sociaux et les opportunités de prédation qui accompagnent le développement des plantations. Ils sont aussi un motif d'intervention des acteurs armés.

Dans la Zona, des discours sont produits par les groupes subversifs pour légitimer l'extorsion des éleveurs et des planteurs de même que par les organisations paysannes afin de justifier les occupations de terre. Néanmoins, une grande partie des atteintes à la propriété privée des élites agraires est dénuée de toute justification publique. Il faut, comme le suggère Blok, comprendre la criminalité dans le contexte socio-économique et l'interaction entre les groupes sociaux ruraux (1972). De même, l'histoire sociale du vol et de sa répression au sein des forêts anglaises du XIXe siècle écrite par Edward P. Thompson nous engage à comprendre les illégalismes au regard de la formation des classes sociales et des transformations économiques et politiques de leur environnement (1975). Il faut, dans notre cas, les comprendre dans leur interaction avec l'évolution de l'ordre social plantationnaire.

S'ils ne sont pas accompagnés d'un discours ou d'une reconnaissance publique et politique, il est nécessaire d'envisager la nature *infrapolitique* des vols et des atteintes à la propriété (Scott 1977 ; 1985 ; 2008) en situant ces actes dans les rapports de pouvoir qui traversent la société plantationnaire. Ce concept n'est pas ici limité, comme le fait James Scott, aux seuls « stratagèmes discrets visant à minimiser l'appropriation » (Scott 2008, 188), mais à l'ensemble des actes et stratagèmes discrets qui contestent, subvertissent ou rompent, de manière intentionnelle ou non, le consensus sur la propriété privée et l'ordre social. En d'autres termes, l'ordre social dans la Zona est sapé tout à la fois par la contestation par de groupes identifiés dans l'espace public — tels que la guérilla, les syndicats ou les organisations paysannes — ainsi que par des formes diffuses de criminalité, plus ou moins organisée. Ensemble, elles mettent à mal deux des trois

arrangements sociaux nécessaires au développement de l'agriculture commerciale : la terre et la sécurité.

#### *4.2.2. Les luttes pour la terre et l'irruption de spécialistes de la violence*

Les problématiques d'atteinte à la propriété privée et de sa protection par la violence étatique ou privée sont au centre des conflits qui agitent les espaces ruraux au cours des années 1970. Les éleveurs et agriculteurs de Ciénaga dénoncent les attaques d'haciendas par des bandes organisées et le manque de policiers pour contrôler les campagnes<sup>292</sup>. De même les invasions de terres, les vols de bétail et de matériel agricole justifient, selon le sénateur du département Hugo Escobar Sierra, le recours des propriétaires à « la défense légitime de leurs biens par la force des armes »<sup>293</sup>. Ainsi, le vol, les attaques contre la propriété et les réactions violentes des propriétaires qui s'intensifient au début du boom commercial des années 1980 (voir infra) sont des répertoires d'action inscrits dans « une longue histoire de luttes antérieures » (Tilly et Tarrow 2015, 40). Ils s'inscrivent dans la lignée de processus anciens de polarisation sociale et de privatisation de la violence qui marquent la Zona et certaines campagnes colombiennes (Gutiérrez Sanín 2014 ; Aponte 2014).

Au cours des années 1970, le mouvement paysan de récupération des terres avait été fortement réprimé et affaibli. Cependant, bien que la conflictualité se concentre, durant l'expansion commerciale, sur les conditions de rétribution du travail, les affrontements pour la terre sont toujours communs et parfois violents dans la seconde moitié de la décennie 1980.

À la fin de l'année 1985 par exemple, des paysans cultivant une parcelle à Pueblo Viejo déposent une plainte contre la famille Dangond Noguera et le maire de la municipalité. Ils les accusent d'avoir envoyé 15 agents de police sans plaques d'identification, en dehors de tout processus légal, pour les expulser après avoir mis le feu à leurs constructions et

---

<sup>292</sup> Voir, par exemple, Lettre de l'Association des éleveurs et agriculteurs de Ciénaga, 27 décembre 1977, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 116/D. 6511.

<sup>293</sup> Extrait du débat sénatorial sur les invasions de terres, envoyé par le Secrétaire Général du Sénat à destination du Ministre de l'Intérieur, 17 novembre 1971, AGN, Fd. Ministerio de Gobierno, S. Despacho del Ministro, C. 22/D. 2/ F. 29-40.

volé leurs économies<sup>294</sup>. En 1986, des cas similaires d'affrontements dans le département sont rapportés par des propriétaires fonciers<sup>295</sup>.

En octobre, des paysans occupant une parcelle de la commune d'Aracataca dénoncent, auprès de l'ensemble des autorités politiques, l'usage de la violence par les planteurs des familles Diazgranados et Lacouture. Revendiquant être les possesseurs de terres publiques, ils signalent la venue de dix hommes armés de carabines et de revolvers afin de les expulser « morts ou vifs » de la parcelle. Dans cette longue lettre parsemée de considérations politiques transparaissent les *représentations conflictuelles* des élites par les paysans sans terre :

« Précisons que nous ne sommes pas les paysans ignorants et sans éducation des années 1920 que vous commandiez comme des esclaves, non monsieur [...] [Chacun] d'entre nous se bat pour un petit lopin de terre pour survivre, eux se battent pour plus de 2 000 hectares pour satisfaire leur distinction aristocratique. [...]

[Ils] ont été protégés par toutes sortes de fonctionnaires de l'Incora, qui met en œuvre des projets de formation agraire, mais pas à notre profit, mais au profit de la couche sociale supérieure qui nous écrase depuis la ville sur la campagne, s'appropriant tout ce qui peut nous apporter une stabilité économique, provoquant ainsi le chômage et la délinquance, qu'ils ont le culot de critiquer sans vergogne, bien que tous ceux mentionnés ici soient les pères de ces phénomènes. »<sup>296</sup>

Il apparaît dans cette lettre non pas seulement le conflit ponctuel généré entre des occupants et un propriétaire, mais un antagonisme radical entre groupes sociaux de la Zona construit et représenté dans le temps long.

---

<sup>294</sup> Lettre du Syndicat des Petits et Moyens Agriculteurs du Magdalena au président de la République, 11 décembre 1985, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 88/D. 8842.

<sup>295</sup> Lettre du maire de Salamina au ministère de l'Intérieur, 10 décembre 1986, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 88/D. 8842, Lettre d'un propriétaire de Bonda au ministre de la Justice, 20 juin 1986, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 88/D. 8842.

<sup>296</sup> Lettre du Comité d'Usagers Paysans du hameau El Porvenir au président de la République, 21 octobre 1986, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 88/D. 8842.

Le cas des parcelles Las Franciscas I et II, qui sera analysé en profondeur au chapitre 5, illustre la conflictualité foncière et les pratiques violentes qui existent au début de la reprise de l'activité agro-industrielle. En 1987, un groupe de paysans apprend, par un fonctionnaire, que ces anciennes parcelles de l'UFC appartiennent l'État. Soutenus par l'Incora, ils entrent sur les terres et commencent à les cultiver avant que le planteur Antonio Riascos Torres ne se présente à eux, revendiquant être le véritable propriétaire de la terre. Suite à la déclinaison d'une proposition de rachat des travaux d'améliorations et d'entretien de la parcelle par les paysans, des hommes armés les menacent. Les paysans se rendent au commissariat de police pour dénoncer les faits, mais onze d'entre eux sont emprisonnés pendant quinze jours. À la fin de l'année, ils sont expulsés par des hommes armés connus sous le nom de « *matapatos* » et identifiés par la communauté comme originaires de Ciénaga<sup>297</sup> (CNMH 2021a, voir infra). Les terres sont alors reconverties en bananeraies et vendues, en 1991, à l'entreprise Agrícola Eufemia, filiale du distributeur étatsunien Dole. Elles sont l'objet, au cours des années suivantes, de luttes entre paysans et planteurs et d'une grande violence paramilitaire. Ce cas illustre la tension qui existe autour de l'appropriation de la terre. Il souligne aussi la diversité des recours financiers, juridiques et violents qui soutiennent l'accumulation de terres et l'expansion des plantations au cours de l'expansion commerciale.

La conflictualité des relations nouées autour de la terre et le recours commun à la violence privée sont remémorés par un grand propriétaire habitant à Santa Marta. En 1986 une de ses parcelles, destinée à l'élevage extensif dans la municipalité d'Aracataca, est occupée par des paysans sans terres de la Zona :

« Lorsque ces salariés n'ont pas de salaire, ils doivent devenir des paysans. Et s'ils n'ont pas de terre, où vont-ils semer ? En prenant les terres de ceux qui en ont. [...]

À nous, ils nous ont envahi une ferme. Un jour, un employé nous appelle pour nous dire qu'il y avait environ 80 personnes sur le terrain. Alors j'ai engagé des gens armés, j'y suis allé et on a tout démoli, "*a la brava*". Mais cela a coûté beaucoup d'argent et beaucoup de temps. Nous avons sept

---

<sup>297</sup> Tribunal Superior del Distrito Judicial de Cartagena, Sala Civil Especializada en Restitución de Tierras, 24 janvier 2018, radicado 47001-31-21-002-2014-0009-00, pp 73, 92.

hommes armés et les paysans eux avaient un fusil de chasse. J'ai pu les affronter parce qu'à cette époque il n'y avait pas de guérillas.

Les envahisseurs vivaient à El Réten. Un jour, je suis allé chez le chef, j'ai enfoncé sa porte. J'étais armé et on était environ cinq. Je l'ai attrapé, je l'ai plaqué contre le mur et je lui ai dit : "T'y retournes une fois et je te tue, OK?" Il n'est jamais revenu, mais le lendemain, ils avaient nommé un autre leader. [...]

Un jour, Eduardo Dávila m'appelle et me dit : "Hé, je t'achète la parcelle, tu peux me la vendre, cette terre est vraiment excellente !

— Eduardo, je ne peux pas te la vendre, j'ai une invasion là-bas.

— C'est pour ça que je te l'achète ! Pour l'acheter pas cher. Mets un prix sur cette terre et on négociera. Si tu ne me la vends pas, ils te la prendront."

J'ai fini par la lui vendre. Il avait 30 hommes alors que nous nous ne pouvions pas en payer 30, parce que ce n'était pas juste un mois, ça a pris six mois. Eduardo pouvait, il avait l'argent. Mais ce qu'il a dépensé n'équivalait pas la différence entre ce qu'il nous a payé et ce qu'il aurait dû nous payer. Il a été gagnant. »<sup>298</sup>

Le recours à des hommes armés est un procédé commun à la fois pour combattre une occupation de terre, mais aussi un moyen efficace d'accumuler des terres. De même que Gutiérrez Sanín note la propension des éleveurs alliés à la mafia ou eux-mêmes mafieux (les « *narco-ganaderos* », 2014, 304) à faire usage de la violence, Eduardo Dávila Armenta représente la figure du planteur dont les procédés violents transitent du narcotrafic à l'économie agro-industrielle.

Un autre acteur armé s'immisce dans ces conflits. Alors que les grands propriétaires s'appuient sur des petits groupes de violence privée, des groupes paysans trouvent dans la guérilla un allié puissant pour soutenir leurs luttes pour la terre. Ces derniers perçoivent dans ces conflits un moyen de constituer des bases sociales. Les éleveurs du sud du département indiquent depuis plusieurs années la présence de guérillas quand, à

---

<sup>298</sup> Entretien #11, éleveur et membre d'une famille de planteur, 22 juin 2019, Santa Marta.

la fin des années 1980, les grands propriétaires et les autorités de la Zona commencent à signaler, à soupçonner ou à instrumentaliser les liens entre paysans et guérillas. En 1989, un comité paysan en conflit avec la puissante famille Riascos rapporte avoir été traité de guérilleros et détenus arbitrairement par la police<sup>299</sup>. L'année suivante, un grand propriétaire dénonce à la justice l'invasion d'une terre à Aracataca et le soutien de la guérilla aux occupants<sup>300</sup>. Ces traces écrites ne représentent qu'une petite partie des conflits fonciers qui surviennent. Dans un rapport de 1991, la police qualifie les invasions dans la Zona de « fléau » croissant. Il note qu'un groupe nommé Coopération Paysanne (« *Coordinadora Campesina* ») a soutenu plusieurs invasions de fermes dans la Zona, avec l'aide supposée de groupes subversifs. Entre janvier et août 1991, le rapport fait état de six invasions de fermes des grands planteurs de la Zona, toutes expulsées par la police.<sup>301</sup>

L'une d'entre elles est la propriété des mafieux et entrepreneurs Raul et Manuel Dávila Jimeno. En juillet 1991, quarante personnes qui occupent cette parcelle sont expulsées par la police. Le 22 novembre 1991, la même ferme est attaquée par « un groupe de séditieux en nombre indéterminé et semblant appartenir au front de l'ELN "*Heroes de las bananeras*" ». Ils assassinent quatre individus sans que la police n'en connaisse le mobile<sup>302</sup>. Ce cas illustre, parmi d'autres, la convergence des acteurs des mouvements sociaux, de l'économie mafieuse et de la subversion armée sur une même parcelle de terre. Les alliances entre acteurs locaux des conflits fonciers et acteurs supralocaux du conflit armé participent à l'escalade de la violence. La Zona fait alors partie des quelques espaces où persistent des conflits pour la terre, mais elle est aussi représentative de

---

<sup>299</sup> Lettre du Comité d'Usagers Paysans d'Iberia (Orihueca, Ciénaga) au ministre de l'Intérieur, 29 juin 1989, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministerio, C. 48/D. 11083.

<sup>300</sup> Jurisprudencia de Tutela Tomo CXXX, AC-221, 1992, Anales del Consejo de Estado, p. 523.

<sup>301</sup> Rapport de police sur la situation sécuritaire dans la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18 696, p. 9-10. S'il est difficile d'établir l'influence et l'aide réelles de la guérilla aux invasions dans cette région, on peut noter qu'en 1989 le directeur de la section de l'ANUC-Ciénaga accuse la direction départementale de l'organisation, devant les autorités politiques, de « nommer des individus d'extrême gauche à la place des leaders légitimes ». Lettre de la section Ciénaga ANUC au président de la République, 22 septembre 1989, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 48/D. 11083.

<sup>302</sup> Rapport de police sur la situation sécuritaire dans la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18 696, p. 19-20 Cinq ans plus tard, selon une source judiciaire, l'ELN attaque de nouveau une propriété de la famille Dávila Jimeno dans la même commune, incendiant des habitations, des infrastructures de production tout en enlevant deux travailleurs. Tribunal Superior de Bogotá, Sala de Justicia y Paz, 31 juillet 2015, José Gregorio Mangones Lugo et al. radicado 11-001-60-00253-2007 82791, p. 32.7

l'affaiblissement généralisé des mouvements paysans (Reyes 2009, 49) sous l'effet de la répression armée et de l'expansion nationale des acteurs du conflit armé.

Bien que la propriété terrienne continue d'être un facteur de conflit au cours de l'expansion commerciale, on trouve au sein des archives du ministère de l'Intérieur un nombre réduit de traces de ces conflits en comparaison avec les décennies 1970 et 1980. Il est probable que les revendications pour la terre diminuent sous l'effet de la reprise de l'agro-industrie et que la conflictualité se concentre dans les relations entre ouvriers agricoles et administrateurs. Les luttes pour la terre reviennent cependant au premier plan après la crise économique que traverse la filière en 1993. À partir du milieu de la décennie, de nombreux ouvriers et paysans sans terre, au chômage ou las de la précarité des contrats journaliers, participent à une nouvelle vague d'occupations. Elles sont violemment réprimées par les miliciens paramilitaires (voir chap. 5).

En période de prospérité économique, la terre reste une source de conflits entre groupes sociaux. Dans de nombreux cas, cette conflictualité est aggravée par le flou juridique qui entour le statut de ces terres. La propriété est continuellement contestée et attaquée. De même, ces conflits sont durcis par l'immixtion des acteurs connectés au commerce de cannabis et ayant un accès privilégié ainsi que par le soutien ponctuel des guérillas aux invasions de terres.

#### *4.2.3. L'économie du soupçon, la délinquance et les attaques contre la propriété privée*

##### 4.2.3.1. L'économie du soupçon

Les propriétés des planteurs de la Zona ne sont pas seulement menacées par les occupations de terre, mais aussi par les vols et les attaques de fermes qui se multiplient au cours de l'expansion commerciale. La forte criminalité qui se développe dans la Zona, tout en étant un signe de ses contradictions sociales, est une source de vulnérabilité des élites, de polarisation politique et de recours à la violence privée.

Les bandes de voleurs de bétail sont une constante historique de l'élevage en Colombie (Gutiérrez Sanín 2014a). Les éleveurs de bétail du Magdalena ne font pas exception.

Depuis les années 1960, ils ne cessent de dénoncer — avec un fort sentiment d’urgence — le fait qu’ils sont gravement touchés par ce phénomène (Castillo 2022, 126). Comme dans d’autres régions de la côte caraïbe (Aponte 2014), ils organisent leur défense par leurs propres moyens, en dirigeant ou en finançant de petits groupes armés pour faire face à ce phénomène.

Dans les plantations de banane, le vol est couramment pratiqué par les habitants pour remédier au manque de nourriture et à la faim<sup>303</sup>. Dans la mémoire des travailleurs et producteurs de la Zona, les plantations sont une cible constante du vol :

« [Le vol] a également entraîné plusieurs morts violentes. Ici les producteurs de bananes ont été touchés par le vol d’arroseurs, de contrôleurs, de produits chimiques, d’intrants et même de fruits. Et c’est toute une économie, car le propriétaire est obligé de payer quelqu’un pour le surveiller afin d’éviter le vol. »<sup>304</sup>

« Il y a toujours eu des vols, parce que vous savez ce que c’est qu’une ferme de 200 hectares, c’est énorme. Mais quand le vigile veut aller dans un coin, l’autre est déjà à l’affût, le vol est toujours là. Alors il faut mettre plus de gardes, plus de vigiles [...], mais le vol ne s’arrêtera jamais. »<sup>305</sup>

« Les bandits du village d’à côté volaient de tous les côtés. Des fruits, des arroseurs, des câbles, n’importe quoi [...] Si vous quittiez la ferme pour un seul jour, le lendemain vous ne trouviez plus rien. Et une plantation nécessite beaucoup de matériel. Vous devez gérer un entrepôt avec un cadenas, vous devez être là tous les jours pour voir ce qui manque et faire un inventaire. [...] Plus la ferme est grande plus les employés de sécurité sont nombreux et coûteux. »<sup>306</sup>

La sécurité et le vol, ne sont pas seulement des coûts et des pertes dans les plantations, mais les fondements d’une « économie du soupçon » (Linhardt 2001) où la suspicion se

---

<sup>303</sup> Entretien #CNMH, Ancienne paysanne et militante de l’ANUC, 2009, Santa Marta.

<sup>304</sup> Entretien #13, petit producteur, 11 août 2019, Zona Bananera.

<sup>305</sup> Entretien #5, ancien ouvrier, 11 août 2019, Zona Bananera.

<sup>306</sup> Entretien #14, ancien planteur, 18 mai 2019, Santa Marta.

portent sur les travailleurs, leurs familles, les paysans de la parcelle attenante, les habitants du village voisin. Dans les plantations comme dans le monde industriel de Karachi étudié par Gayer, on se demande « [qui] gardera les gardiens ? » (Gayer 2019) :

« Si tu avais 100 hectares et qu'ils t'en prenaient 1, qu'est-ce que ça pouvait te faire ? Alors ils s'installaient [...] Mais ce type allait te voler. Et cela avait lieu dans toute la zone bananière. [...] Ces petits producteurs te volaient tes fruits parce que ton ouvrier était son frère. Le jour où l'on récoltait les fruits, il en disparaissait comme par magie. Mais ils ne volaient pas seulement tes fruits, ils volaient aussi ton engrais. Quand ils fertilisaient la grande ferme, ils fertilisaient celle de leur frère contre un peu d'argent. [...] Et ceux qui assuraient les services de sécurité étaient aussi les frères de ceux qu'il fallait surveiller. [...] Tous ces gens détestaient les grands producteurs. »<sup>307</sup>

Dans ce témoignage apparaît la mémoire des antagonismes entre paysans, travailleurs et planteurs, et l'économie morale du vol quotidien dont les grandes exploitations sont la cible. Ainsi, à l'instar de rapports sociaux générés par l'élevage extensif décrit par Gutiérrez Sanín (2014, 300 ; Moore 1969), les plantations nécessitent une surveillance ; elles recouvrent une composante coercitive et génèrent, à ce titre, des aversions personnelles et des menaces concrètes. Aussi, la perception de l'ordre social inégalitaire et la sédimentation des conflits dans la « détestation » entre groupes sociaux nourrissent l'économie du soupçon. À côté de ces petits larcins et de conflits routiniers, un vol organisé émerge.

#### 4.2.3.2. Délinquance et insécurité

Dans la première moitié des années 1980, peu d'incidents de vols et de faits de délinquance sont signalés au ministère de l'Intérieur ou relevés par la presse locale. Au cours des mois d'août à octobre 1984 cependant, les éleveurs de la Zona dénoncent une série de vols de bétail et déplorent « la menace constante de bandes criminelles bien

---

<sup>307</sup> Entretien #11, éleveur et membre d'une famille de planteur, 22 juin 2019, Santa Marta.

organisées et composées de professionnels »<sup>308</sup>. L'année suivante, des producteurs de la région signalent une série d'attaques contre des fermes et des véhicules particuliers et annoncent avoir constitué un comité « afin de défendre leurs intérêts »<sup>309</sup>.

Ces événements et discours sont les prémices des dynamiques qui se consolident à la fin des années 1980. En 1987, au début de la reprise commerciale, la presse locale rapporte une série d'attaques contre des plantations :

« Depuis plusieurs semaines, l'inquiétude est grande chez plusieurs administrateurs, propriétaires et exploitants de fermes situées dans la Zona Bananera, en raison de la vague d'agressions qui ont été commises sur ces propriétés, entraînant de nombreuses et lourdes pertes. Une bande de voleurs, composée vraisemblablement de dix à quinze délinquants, a attaqué quatre fermes, où après avoir menacé de mort les résidents s'ils opposaient une résistance, ils ont volé tout ce qu'ils pouvaient emporter. »<sup>310</sup>

Au cours de cette série d'attaques, les voleurs ont subtilisé des pompes à eau, des tubes, des fumigateurs, plusieurs fusils de chasse, trois taureaux, des poules, des vêtements, une caisse à outils et des ustensiles de cuisine<sup>311</sup>. De même, la presse note la hausse des cas d'enlèvements visant des éleveurs du département.

Aucune autre vague d'attaques contre les exploitations n'est signalée au cours des trois années suivantes. Néanmoins, selon un rapport de police produit en 1991, les braquages des exploitations et l'enlèvement contre rançon des élites agraires constituent, avec l'assassinat, les principaux crimes dans la Zona<sup>312</sup>. Le 18 mai 1991, par exemple, la plantation du fils de l'ancien gouverneur José Benito Vives de Andrés est attaquée :

---

<sup>308</sup> « La Zona Bananera bajo la ley del hampa », *El Informador*, 09 août 1984, « El DAS rural controla a los cuatreros », *El Informador*, 25 août 1984, « Cuatreros azotan a los ganaderos », *El Informador*, 07 septembre 1984, « Ola de cuatrерismo y secuestro », *El Informador*, 27 octobre 1984.

<sup>309</sup> « Inseguridad en La Sierra y Zona Bananera », *El Informador*, 28 août 1985.

<sup>310</sup> « Serie de atracos en Fincas de la Zona bananera », *El Informador*, 15 juillet 1987.

<sup>311</sup> *Ibid.*, « Asaltan otra finca en la Zona Bananera », *El Informador*, 16 juillet 1987.

<sup>312</sup> Entre janvier et novembre 1991, les services de police restituent 33 « faits les plus notables ». La grande majorité sont des assassinats d'administrateurs, de surveillants et d'ouvriers et seuls dix de ces délits ont un mobile connu des autorités. Sept sont des braquages de fermes et trois des enlèvements de propriétaires.

« Au cours de la soirée a été assaillie la ferme María Teresa, appartenant à Pepe Vives Campo, situés dans la juridiction d'Orihueca, par 8 sujets qui masqués et portant des armes à feu ont pénétré et sont parvenus à réduire les gardes à l'impuissance et après les avoir bâillonnés ont volé une pompe d'irrigation de marque Honda, 30 rouleaux de câbles, 5 rouleaux de plastique et 30 litres de Gramaxone. Les polices d'Orihueca et de Gran Via, ayant connaissance du fait, ont monté une opération et réussit à capturer trois des délinquants récupérant les biens dérobés. »<sup>313</sup>

Arrêtés, les voleurs ne sont pas confondus avec la guérilla. Les éleveurs de la Zona<sup>314</sup> et de ses alentours<sup>315</sup> continuent de signaler des vols épisodiques de bétail. De même, les commerçants de Fundación déplorent, en 1990, une vague d'enlèvement contre rançon<sup>316</sup>.

À Ciénaga, une multitude de petits groupes se consacrent au racket, au vol, aux braquages et à la sécurité privée. Un journaliste note alors le contraste de la prospérité agro-industrielle et des conditions de grande pauvreté de la population comme toile de fond de l'intensification de l'économie de la violence :

« Dans le secteur urbain, on compte environ six gangs et bandes de jeunes qui s'offrent généralement aux plus offrants pour des meurtres commandités, formant des bandes redoutables comme les Magníficos et les Cuquecos, qui opèrent dans toute la région et maintiennent une partie de Ciénaga dans un état de grande tension. [...] Le gangstérisme à Ciénaga et dans la Zona Bananera est né, en partie, comme une conséquence d'une société aux multiples carences. Elle est dépourvue de services essentiels pour 60 % de sa population. Située au milieu d'une

---

<sup>313</sup> Rapport de police sur la situation sécuritaire dans la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18 696, p. 12.

<sup>314</sup> « Se robaron 15 semovientes », *El Informador*, 12 juillet 1988.

<sup>315</sup> Lettre du maire de Pivijay au ministre de l'Intérieur, 11 septembre 1990, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 350/D. 12 932, « Se roban ganado por 8 millones de pesos », *El Informador*, 12 octobre 1992.

<sup>316</sup> Lettre de l'Association des commerçants de Fundación au président de la République, 03 avril 1990, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 350/D. 12932.

route très fréquentée, elle favorise la formation de bandes de coupeurs de route. »<sup>317</sup>

Les *Cuquecos*, les *Pavitas*, les *Villamil*, les *Magníficos*, les *Meriños* opèrent dans trois types de disputes : les conflits du travail au sein des plantations, les conflits pour le contrôle du pouvoir politique à Ciénaga et les conflits nés des rivalités ou des différends entre les structures de trafic de drogue<sup>318</sup>.

Au cours de l'année 1991, la délinquance commune se conjugue aux actions militaires des acteurs du conflit armé, faisant de la Zona, selon la presse, « un volcan sur le point d'entrer en éruption »<sup>319</sup>. Ces faits deviennent une préoccupation du ministre de l'Intérieur qui demande un rapport exhaustif aux autorités régionales<sup>320</sup>. Dans l'une des réponses apportées, un fonctionnaire constate que le taux d'homicides par habitant est plus élevé à Ciénaga et dans la Zona, qu'à Medellín, une ville pourtant marquée à la même époque par des luttes mortelles entre cartels de la drogue. Elle note par ailleurs la difficulté de distinguer la délinquance commune, des organisations subversives et des groupes d'autodéfense. Les différentes formes de violences collectives, politiques ou opportunistes, létales ou non, s'enchevêtrent.

Une nouvelle vague d'attaques et de vols contre les plantations est signalée en 1993. En avril, l'exploitation d'un ancien gouverneur du département est attaquée et le matériel de l'atelier d'emballage est dérobé. Le même jour, un camion de marchandise est dévalisé sur la route reliant Ciénaga et Santa Marta<sup>321</sup>. Durant le mois de juin, un groupe attaque plusieurs fermes vêtues d'uniformes de la police. Les autorités se montrent alors préoccupées par « la vague d'insécurité qui touche la Zona Bananera, où les braquages de fermes sont quotidiens. »<sup>322</sup>

---

<sup>317</sup> « La violencia sacude a ciénaga », *El Tiempo*, 7 février 1994.

<sup>318</sup> UAERGTD, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, Caso La Isla, p. 21.

<sup>319</sup> « La violencia de Urabá se trasladó a la Zona Bananera », *El Informador*, 05 décembre 1991.

<sup>320</sup> Lettre du chargé de l'Ordre Public et de la Cohésion Sociale du ministère de l'Intérieur au gouverneur du Magdalena, 8 janvier 1992, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696.

<sup>321</sup> « Asalto en la Zona Bananera. Banda robó equipos por \$3 millones », *El Informador*, 30 avril 1993.

<sup>322</sup> « Ejército decomisa 6 uniformes de la Policía Nacional », *El Informador*, 06 juin 1993.

Quelques mois plus tard, les planteurs font part de leur préoccupation face au braquage, en une semaine, de cinq exploitations, de plusieurs vols de bétail, de l'interception de camions de marchandise et à l'attaque armée de magasins<sup>323</sup>. Alors que les autorités attribuent ces actes aux FARC<sup>324</sup>, le doute subsiste sur la véritable identité des assaillants. Trois semaines après ces événements, trois nouvelles fermes sont attaquées à main armée. Dans chaque cas, les cambrioleurs ligotent les surveillants et dérobent le matériel<sup>325</sup>. L'agro-industrie du Magdalena subit les assauts répétés de ceux qu'un journaliste rassemble sous l'appellation « antisociaux » :

« Les producteurs de bananes continuent d'être l'un des secteurs les plus touchés par les actions des criminels de droit commun et des guérillas. La vaste zone bananière est propice aux agressions et aux vols commis par les antisociaux. »<sup>326</sup>

Les vols se poursuivent au cours des mois suivants. Des braquages de magasins<sup>327</sup>, des vols d'intrants et machines agricoles<sup>328</sup> sont régulièrement relatés par la presse locale. Au milieu des années 1990, à la fin de la période d'expansion commerciale, les vols sont toujours un élément problématique dans les plantations. Dans un rapport de sécurité, l'entreprise Banadex, filiale de Chiquita Brands International, note le caractère incontrôlable des vols dans la région de Santa Marta et indique travailler avec l'entreprise Dole pour étudier les moyens de joindre leurs efforts afin de combattre le phénomène<sup>329</sup>.

Le flou et l'ambiguïté qui entourent l'identité des voleurs et l'action des guérillas sont constants au cours de cette période. Alors que les autorités les qualifient de délinquants, les guérilleros font valoir leur statut de « bandits politiques ». Par exemple, lors de l'enlèvement d'un grand propriétaire — leur première action armée dans la région —, les membres de l'ELN revendiquent la nature politique de leur action : « Nous avons besoin de cet argent pour continuer à mener à bien les tâches importantes en faveur de la

---

<sup>323</sup> « Preocupación en la Zona Bananera por asalto », *El Informador*, 20 août 1993.

<sup>324</sup> « Dado de baja un guerrillero », *El Informador*, 23 août 1993.

<sup>325</sup> « Sigue ola de asaltos en fincas bananeras », *El Informador*, 14 septembre 1993.

<sup>326</sup> « Asalto en la Zona Bananera. Banda robó equipos por \$3 millones », *El Informador*, 30 avril 1993.

<sup>327</sup> « Sigue violencia », *El Informador*, 23 février 1994.

<sup>328</sup> « Consejo de seguridad para evaluar situación de la Zona Bananera », *El Informador*, 24 janvier 1994, « Caen cuatro sindicatos de robar en fincas de la Zona », *El Informador*, 18 octobre 1995, « En Zona Bananera Bananeros preocupados por delincuencia », *El Informador*, 19 avril 1996.

<sup>329</sup> Superior Court of the State of California for the County of Los Angeles, Gomez v. Dole Food Company, No. BC412620 (Cal. Ct. App. Mar. 21, 2014), p. 58.

libération, de la justice, de l'égalité, du bien-être, du bonheur de tous les pauvres de Colombie [...] Nous ne sommes pas des fainéants ou de vulgaires brigands. Nous sommes des révolutionnaires.»<sup>330</sup> La presse régionale qualifie, au contraire, ces actes de « délinquance commune des subversifs »<sup>331</sup>. Cette confusion est entretenue à la fois par les groupes subversifs dont la stratégie politique peut exiger de revendiquer ou non une action et d'opérer à l'image des groupes de délinquance. De même, ces derniers utilisent parfois les modes opératoires ou les uniformes de la guérilla pour dissimuler leurs identités<sup>332</sup>. Enfin, cet amalgame est le résultat du travail symbolique de certains acteurs qui vise à identifier l'ensemble des désordres à la subversion politique nationale, occultant ainsi leurs dimensions socio-économiques.

Une revue de presse détaillée révèle ainsi que le doute plane sur la nature politique de la majorité des vols armés et enlèvements menés entre 1987 et 1996. Sur la même période, une analyse quantitative montre que le nombre d'exactions des groupes inconnus ou non identifiés est systématiquement supérieur à celui des groupes de guérillas et inférieur à celui des groupes paramilitaires (voir figure 22 p. 250). Entre 1992 et 1994, les exactions attribuées à ces groupes sont deux fois plus nombreuses que les actes imputés aux guérillas.

Enfin, les actions des guérillas et des groupes criminels, ce que les autorités régionales distinguent parfois comme « délinquance commune » et « délinquance politique », sont intimement liées, et ce de trois façons différentes. (1) Tout d'abord elles sont nourries par l'environnement coercitif et les conflits sociaux de l'économie plantationnaire. (2) De même, les acteurs du conflit armé produisent un contexte propice à l'usage opportuniste de la violence. Dans les termes de Tilly, la destruction coordonnée — associée ici aux guérillas — génère des « spirales de signalisation qui communiquent la faisabilité et l'efficacité de pratiques généralement risquées et modifient ainsi la disposition des participants à affronter les risques en question. » (Tilly 2003, 137) (3) Enfin, l'action de la délinquance comme de la subversion forme des menaces contre les

---

<sup>330</sup> Lettre publique du groupe Union Camilista-ELN, décembre 1987, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 311/D. 10109.

<sup>331</sup> « Aventureros se toman Ciénaga », *El Informador*, 03 octobre 1991.

<sup>332</sup> Au début des années 1990, le gouvernement national cherche à redéfinir les termes du conflit armé et à assimiler les groupes de guérilla à des organisations criminelles financées par le trafic de drogue et l'enlèvement contre rançon (Grajales 2016, 201).

planteurs et leurs propriétés. Ainsi, la violence routinière de la criminalité favorise le recours à la violence privée et la formation d'alliances entre les élites rurales et des acteurs supralocaux du conflit armé.

Pour pleinement comprendre la crise de contrôle qui touche l'agro-industrie à cette époque, il faut évaluer la rupture du troisième arrangement nécessaire à la production agricole : le travail.

#### 4.3. Le travail : syndicalisme, subversion et répression armée dans les plantations

Dans la région, on avait coutume de dire : « attention, les hommes aux sacs à dos arrivent », alors on savait que c'était les guérilleros qui venaient chercher un employé. Quand les paramilitaires sont arrivés, on parlait de la mouche bleue qui venait chercher les membres du syndicat.

Entretien #Oraloteca, ancien  
contremaître et administrateur, 2011,  
Zona Bananera,

À la fin des années 1980, le syndicalisme se réactive dans la Zona en parallèle de violents conflits qui frappent l'Urabá. La croissance des syndicats de l'Urabá au cours de la seconde moitié des années 1980 a été marquée par des taux de violence très importants et l'interférence de multiples acteurs armés. À la fin de la décennie, de nombreuses grèves sont menées par les syndicats et appuyées par les guérillas. Elles visent à exiger, parfois avec succès, la signature de conventions collectives plus avantageuses pour les travailleurs ainsi qu'à protester contre les assassinats qui ciblent les dirigeants syndicalistes et militants politiques (Botero Herrera 1990 ; Sarmiento 2007 ; Carroll 2011 ; Chomsky 2007).

Les niveaux de violences contre le syndicalisme est, en comparaison avec le reste du pays, extrêmement élevés dans l'Urabá (PNUD 2011, 65), mais la dynamique n'est pas limitée à cette région ou à l'agro-industrie bananière. Dans de nombreux espaces, l'articulation des conflits du travail et du conflit armé aboutit aussi à la persécution des syndicalistes. À la

même période, il arrive aux ministères à Bogotá des signalements similaires de meurtres de syndicalistes dans les champs de cannes à sucre du Valle del Cauca<sup>333</sup>, les cimenteries du Magdalena Medio<sup>334</sup>, les plantations de palmiers à huile du César et du Meta<sup>335</sup>, les raffineries de pétrole de Santander<sup>336</sup>, etc. Tous les secteurs extractifs sont touchés. En 1991, la Confédération Unitaire du Travail, la fédération syndicale la plus importante et proche de la gauche radicale, dénombre ses pertes (voir figure 19) :

« Les assassinats, massifs ou sélectifs, continuent d'être notre pain quotidien. Dans le cas de la CUT, au cours des quatre années qui ont suivi sa fondation, 600 syndicalistes ont été assassinés, sans tenir compte des disparitions et des menaces de mort ou des assassinats de nombreux autres travailleurs. »<sup>337</sup>



Figure 19, Photographie d'une manifestation de la CUT à Bogotá contre les violences antisyndicales, 26 juillet 1989, source : Voz<sup>338</sup>

<sup>333</sup> Lettre du Syndicat National des Travailleurs de l'Industrie de la Canne à Sucre au ministère du Travail, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Viceministro, C. 124/D. 12 773, Lettre du Syndicat des Travailleurs de Colgate Palmolive au président de la République, 06 juin 1990, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 365/D. 13331.

<sup>334</sup> Lettre de la CUT au président de la République, 21 janvier 1988, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 308/D. 10094.

<sup>335</sup> Lettre de la CUT au ministère de l'Intérieur, 17 juillet 1990, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 365/D. 13 331, Lettre de la CUT au ministère de l'Intérieur, 09 août 1990, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 365/D. 13 331, Lettre de la CUT au ministère de l'Intérieur, 07 septembre 1990, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 365/D. 13331.

<sup>336</sup> Rapport de la CUT sur la répression du syndicalisme, 20 décembre 1990, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 403/D. 19 856, p. 4.

<sup>337</sup> Rapport de la CUT sur la répression du syndicalisme, 20 décembre 1990, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 403/D. 19 856, p. 2.

<sup>338</sup> « CUT. Jornadas por el derecho a la vida », *Voz*, 26 août 1989.

Dans tous ces espaces, les acteurs armés s'articulent aux conflits qui marquent les relations de travail. Dans la Zona, les violences et la persécution syndicale qui pénètrent les plantations ne sont ni des pures expressions du conflit armé entre groupes rivaux ni l'aboutissement logique des conflits du travail. C'est à l'intersection des relations politiques et productives, du conflit armé et du conflit social, qu'il faut se placer pour comprendre cette violence. Je montrerai au cours de cette sous-partie qu'elle est le produit de l'articulation sous la forme d'alliances entre les acteurs des conflits du travail et des intermédiaires violents. Ces alliances sont dénoncées tour à tour au sein des discours insurrectionnels et contre-insurrectionnels et aboutissent à la polarisation des identités politiques. De même, elles participent à la « politisation » du syndicalisme et des conflits du travail, c'est-à-dire à leur traduction dans les termes du conflit armé national.

#### 4.3.2. *L'entrave violente aux mouvements politiques et syndicaux*

Porté par ses succès en Urabá de Sintrainagro et par la dynamique nationale de la CUT, le syndicalisme de l'agro-industrie est en pleine croissance à la fin des années 1980. De nombreuses sections sont créées à travers le pays et notamment dans les champs de palmier à huile du nord. Dans la Zona cependant, les premières tentatives de créer une section syndicale sont annihilées par la violence.

Pour superviser la nouvelle organisation, le syndicat fait appel à un militant du jeune parti communiste de l'Union Patriotique (*Unión Patriótica*, UP)<sup>339</sup> et natif de Ciénaga, Cayetano Elías Rodríguez<sup>340</sup>, ainsi qu'à plusieurs ouvriers arrivés d'Urabá au début de l'année 1988. La surveillance policière note des tentatives infructueuses de mobilisation au sein de plusieurs plantations<sup>341</sup>. Un habitant se remémore la dynamique politique et syndicale que connaît la Zona :

---

<sup>339</sup> L'UP est un parti politique fondé en 1985 par le Parti Communiste et les FARC comme résultante des accords passés entre la guérilla et le gouvernement du président Betancur (1982-1986). De par son ouverture à un spectre politique large et à son lien fort avec les mouvements étudiants, syndicaux et paysans, le parti connaît un succès rapide et un grand enthousiasme militant, en particulier sur l'ensemble de la côte Atlantique (CVC 2022a, 100).

<sup>340</sup> Entretien #16, deux habitants de Ciénaga, 29 juin 2019, Ciénaga.

<sup>341</sup> Rapport de police sur la situation sécuritaire dans la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18 696, p. 6.

« Des militants travaillaient depuis 2 ans auparavant, notamment dans le village d'Orihueca. Orihueca était alors un bastion de l'Union Patriotique et les ouvriers voulaient un syndicat. »<sup>342</sup>

Une nouvelle tentative est conduite en juillet à l'occasion d'une grève au sein d'une ferme du village d'Orihueca, Sara II, de propriété du planteur, sénateur et narcotrafiquant Victor Dangond. Selon la fédération syndicale, les meneurs sont alors menacés. On dit à la mère de l'un d'entre que son fils doit démissionner sous peine d'être assassiné. Quatre hommes armés, « communément reconnus dans la région comme des tueurs à gages », viennent à la parcelle pour demander des informations sur les grévistes. Le 11 juillet 1988, un jour de récolte, le propriétaire se présente à la plantation avec « un camion rempli de travailleurs et d'hommes armés » afin de licencier l'ensemble des grévistes<sup>343</sup>.

À la même période, le directeur national du syndicat est présent dans la Zona. Entré clandestinement<sup>344</sup>, Hector Julio Garay est venu superviser la création de la section et accompagner les grévistes. Toutefois, sa présence s'ébruite et l'un des grévistes apprend par l'administrateur de la plantation que des hommes armés sont à sa recherche. Le 16 juillet, alors que l'ouvrier en charge des négociations syndicales et son père se trouve chez Cayetano Elías Rodríguez, cinq sicaires rentrent dans la maison et font allonger les trois hommes ainsi que la famille de ce dernier. Ils demandent des renseignements sur Hector Julio Garay et fouillent la maison à la recherche de biens de valeur. Ils emportent le représentant syndical, son père et Cayetano Elías Rodríguez qui sont retrouvés morts sur les plages de Ciénaga<sup>345</sup>. Deux ans plus tard, alors que Victor Dangond est candidat (et bientôt élu) à la mairie de Ciénaga, un tribunal de la ville de Barranquilla ouvre une enquête considérant qu'il existe « suffisamment de preuves pour enquêter sur Dangond et les membres de sa famille pour le meurtre » des trois militants de Sintrainagro et de l'Union Patriotique<sup>346</sup>.

---

<sup>342</sup> Entretien #16, deux habitants de Ciénaga, 29 juin 2019, Ciénaga.

<sup>343</sup> Lettre de la Fédération Syndicale Nationale Unitaire Agricole au procureur général de la nation, 25 juillet 1988, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Viceministro, C. 112/D. 9791.

<sup>344</sup> Entretien #17, parent d'un syndicaliste assassiné, 19 juillet 2019, Ciénaga.

<sup>345</sup> Lettre de la Fédération Syndicale Nationale Unitaire Agricole au procureur général de la nation, 25 juillet 1988, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Viceministro, C. 112/D. 9791, Entretien # 17, Deux habitants de Ciénaga, juillet 2019, « En Ciénaga, Magdalena, la huelga florece de nuevo en las bananeras », *Voz*, 21 juin 1991.

<sup>346</sup> « Por terrorismo, detención a ex senador de magdalena », *El Tiempo*, 05 mars 1992.

Cette tentative avortée illustre deux éléments. Premièrement, il met en évidence le répertoire d'actions violentes de certains planteurs déjà constitué à la fin des années 1980. Il est notamment hérité des luttes passées, des méthodes importées d'Urabá et du trafic de drogue. Ce triple assassinat n'est pas le produit de la radicalisation des conflits sociaux, mais de l'antisindicalisme radical de certains planteurs rompus à l'exercice de la violence et connectés au commerce de marijuana. Une ancienne fonctionnaire du ministère du Travail se remémore la difficulté qu'avaient les syndicalistes pour entrer dans les exploitations tenues par des mafieux comme la famille Dangond :

« Ils ne les laissaient pas entrer dans les fermes pour qu'ils puissent syndiquer les fermes, alors ils faisaient grève. Et ici, de nombreuses personnes ont perdu la vie à cause de ces problèmes. [...] Parce qu'ici, pour entrer dans une ferme à cette époque, il fallait bien y réfléchir. [...] Il y avait des familles puissantes qui disaient qu'aucun syndicaliste n'entrerait dans leurs fermes, et parmi ces familles il y avait des trafiquants de drogue. »<sup>347</sup>

Deuxièmement, il illustre la dynamique croissante du syndicalisme. Les aspirations à l'organisation syndicale sont d'autant plus vives que les conflits du travail sont nombreux. Postérieurement, dans un rapport interne, une fonctionnaire note le rôle de ces conflits dans la violence qui agite alors la région :

« Dans certains cas, ces morts sont le produit des conflits du travail qui existent dans cette région ; la polarisation qui existe entre les patrons et les travailleurs est causée par certains producteurs de bananes indépendants et des entreprises d'exportation qui ne respectent pas les normes du travail. »<sup>348</sup>

De même, le mouvement ouvrier peut à s'appuyer sur de nombreux soutiens et sur la dynamique de la gauche radicale qui traverse le département et la Zona. L'UP rencontre un succès rapide et un grand enthousiasme militant dans le Magdalena et sur l'ensemble

---

<sup>347</sup> Entretien #18, ancienne fonctionnaire du ministère du Travail, 14 juin 2019, Santa Marta.

<sup>348</sup> Lettre de la déléguée aux droits humains de Santa Marta au procureur général de la nation, 24 septembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696.

de la côte Atlantique (CVC 2022a, 100-103). Ses membres sont présents dans la Sierra Nevada (Martínez et Renán 2011, 374-76) ainsi qu'au sein des villes de Santa Marta et Ciénaga<sup>349</sup>, comme l'illustre ci-dessous la photo d'un rassemblement du parti dans les rues de Ciénaga en 1991 (voir figure 20) Cependant, comme en Urabá et dans le reste du pays, une violente répression s'abat sur ses membres.

Dès 1985, le front XIX des FARC dénonce la persécution militaire contre le lancement régional du parti politique et l'assassinat d'un militant de l'UP dans le César<sup>350</sup>. Un an plus tard, des menaces de mort sont signalées à Santa Marta par des militants de la section du parti<sup>351</sup> et en août 1987, Marcos Sánchez, le candidat pressenti de l'UP aux élections municipales, et Adalberto Pertuz Bolaño, son chef de campagne, sont assassinés à quelques semaines d'intervalle<sup>352</sup> (Grajales 2016, 77). L'année 1987 est marquée par les premiers succès électoraux du parti et le début de sa répression systématique<sup>353</sup>. Entre 1987 et 1991, 117 militants de l'UP sont assassinés dans la seule région caribéenne (CVC 2022a, 103). La violence frappe le parti dans les villes moyennes du nord du Magdalena ainsi que dans les montagnes de la Sierra Nevada (Silva 2014, 51). En février 1990, la presse annonce le douzième meurtre d'un membre de l'UP dans le Magdalena<sup>354</sup>.

Dans la Zona, la dynamique de l'UP est liée à la reprise de l'économie agro-industrielle ainsi qu'au retour du militantisme ouvrier et syndical. Malgré l'assassinat de trois de ses militants en 1988 lors de la tentative de création d'une section syndicale, les militants de l'UP sont toujours présents dans la Zona au début des années 1990. La police note, en novembre 1991, la fondation d'un Comité Populaire mené par l'UP et le syndicat ouvrier Sintrainagro et rejoint par des militants du Parti Communiste, de la CUT et de syndicats agricoles. Les services de sécurité préconisent alors de poursuivre la surveillance et font

---

<sup>349</sup> « La UP en la Costa Atlántica : a todo vapor », *Voz*, 10 octobre 1991.

<sup>350</sup> Lettre du front XIX des FARC au gouverneur du César, 07 août 1985, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 279/D. 9507.

<sup>351</sup> Lettre du Syndicat National des Travailleurs d'Inderena (Sintrarena) au président de la République, 31 octobre 1986, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 524/D. 9107.

<sup>352</sup> « Guerra Sucia en el Magdalena. El miserable asesinato de Marcos Sánchez », *Voz*, 13 août 1987 L'année suivante, la prise du village de Minca dans la Sierra Nevada par le front XIX des FARC est baptisée « Opération Marcos Sánchez Castellón » (Santrich 2008).

<sup>353</sup> Pour une histoire nationale et régionale de la répression de l'UP, voir Reiniciar 2006 ; CNMH 2018d ; CVC 2022b.

<sup>354</sup> « Asesinado ex-concejal e la U. P. en Aracataca », *El Informador*, 08 février 1990.

état « d'infiltrations subversives présumées »<sup>355</sup>. La montée conjointe du parti et du syndicat constitue, comme cela a été le cas en Urabá, une menace pour les planteurs et un contexte politique propice aux guérillas. Leur répression violente est dès lors un facteur d'escalade de la violence.



Figure 20, Photographie d'un rassemblement de l'UP à Ciénaga à l'occasion de l'élection présidentielle, octobre 1991, Source : Voz<sup>356</sup>

#### 4.3.3. La subversion armée au sein des plantations

Dans tout le pays, alors que la progression de la gauche radicale est durement réprimée, les FARC poursuivent une stratégie de combinaison de toutes les formes de luttes. L'expansion des guérillas à travers les espaces périphériques du pays est menée par l'incursion au sein des communautés rurales ; l'immixtion dans les problématiques quotidiennes des communautés ; l'intermédiation dans les systèmes locaux de justices et les structures politiques communales (Molano 1994 ; Reyes 2009 ; CNMH 2014). Toutefois, les plaines de la Zona sont trop facilement accessibles pour devenir une base permanente. Les guérillas cherchent à infiltrer et à recruter au sein des mouvements sociaux, ouvriers et paysans, mais leur présence est avant tout militaire.

---

<sup>355</sup> Rapport de police sur la situation sécuritaire dans la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696.

<sup>356</sup> « La UP en la Costa Atlántica : a todo vapor », *Voz*, 10 octobre 1991.

#### 4.3.3.1. L'immixtion des guérillas au sein des plantations

À Ciénaga, les FARC bénéficient de l'appui de miliciens et peuvent placer certains de leurs membres au sein des institutions municipales, tels que le futur membre de l'état-major, Jesus Santrich, qui devint secrétaire de l'éducation dans la ville<sup>357</sup>. Les militants urbains des FARC côtoient les lieux de la gauche comme la Maison Culturelle qui est le théâtre, à la fin des années 1980, de plusieurs assassinats ciblés opérés par l'armée et par des groupes paramilitaires<sup>358</sup>.

Dans la Zona, la présence visible des guérillas est seulement discontinue et concentrée dans les centres névralgiques de la vie ouvrière et de la production agro-industrielle. Deux habitants se remémorent de la présence des guérilleros et de la constitution d'un important réseau de renseignement :

« Les guérilleros descendaient la nuit et s'installaient dans une ferme, par exemple, dans la ferme de mon père, ils pouvaient arriver et rester 1 ou 2 jours, puis passer à un autre endroit, en marchant la nuit. »<sup>359</sup>

« Ils n'avaient pas de base fixe dans la Zona, mais ils étaient présents occasionnellement, ils patrouillaient dans les fermes, dans les villages, de façon sporadique. Mais ils gardaient sur place les milices qui étaient celles qui collectaient les informations sur qui possédait cette ferme, dans quelle voiture il se déplaçait, s'il avait de l'argent ou pas, s'il parrainait d'autres personnes ; c'étaient les services de renseignement de la guérilla. »<sup>360</sup>

Le mouvement guérillero tente, au cours de son avancée dans la Zona entre 1990 et 1994, de recruter des membres parmi les travailleurs. Un ancien syndicaliste se remémore des

---

<sup>357</sup> Entretien #16, deux habitants de Ciénaga, 29 juin 2019, Ciénaga, Entretien #19, ancienne élue municipale de Ciénaga, 17 juin 2019, Ciénaga.

<sup>358</sup> *Ibid.*

<sup>359</sup> Entretien #9, paysan, 28 août 2019, Zona Bananera.

<sup>360</sup> Entretien #19, ancienne élue municipale de Ciénaga, 17 juin 2019, Ciénaga.

affinités idéologiques qui peuvent exister ainsi que des politiques de recrutement du groupe subversif :

« Bien sûr, on voulait les rencontrer. Déjà à cause de la propagande, “on lutte pour vous!” qu’ils disaient. Puis ils sont devenus familiers. [...] Certaines personnes partageaient l’idéologie, la lutte pour les plus démunis, les opprimés, pour nos enfants. [...] Il y a eu des travailleurs qui sont partis avec eux. De jeunes femmes sont arrivées, des femmes andines de l’intérieur, et les jeunes d’ici sont tombés amoureux. [...] Et ils ont choisi les plus jeunes parce que les plus vieux avaient déjà leur vie ici. »<sup>361</sup>

Dans la région d’origine de Sintrainagro, en Urabá, les guérillas de l’EPL et des FARC ont effectué un travail politique au sein du syndicat et exercé une influence décisive en son sein (Botero Herrera 1990 ; Sarmiento 2007). Dans la Zona, ce lien est manifestement moins important. Certains syndicalistes se souviennent tout de même des tentatives de recrutement du groupe et de syndicalistes notoires ayant rejoint les rangs de la guérilla tels que l’ancien président de section Jacobo Beltrán Novoa<sup>362</sup>. Il est vraisemblable que ce soient des cadres du syndicat qui entretiennent des liens plus forts. Ils sont mobiles et connectés à différentes régions où le syndicat est sous l’influence des guérillas. Un ancien cadre et salarié de Sintrainagro implanté au début des années 1990 dans les champs de palmier à huile de Puerto Wilches<sup>363</sup> se remémore l’importance du Parti Communiste dans sa formation politique ainsi que la proximité des mouvements armés :

« L’éducation politique que les mouvements insurrectionnels et les partis de gauche ont apportée était importante, par exemple dans mon cas, ça m’a permis de résoudre des choses très tôt, mais mon engagement organisationnel commence à Puerto Wilches [...] [Le Parti Communiste] a éduqué politiquement sans avoir besoin d’emmener les gens au maquis. Ils ont créé beaucoup de bases politiques dans la région, et on a

---

<sup>361</sup> Entretien #20, ouvrier et syndicaliste Sintragrancol, juillet 2019, Ciénaga Il est important de noter que l’ampleur réelle des liens qui existent entre les membres de Sintrainagro Ciénaga et le front XIX des FARC reste inconnu. Des recherches plus approfondies seraient nécessaires pour éclaircir ce point.

<sup>362</sup> Entretien #38, ancien ouvrier et syndicaliste de Sintrainagro, 09 août 2021, Zona Bananera.

<sup>363</sup> Puerto Wilches est une des principales régions de production d’huile de palme dans le département de Santander ainsi qu’un espace d’influence du front XXIV des FARC.

cru à ce qui s'est passé ici, à l'époque, et partout ailleurs, dans la combinaison des luttes<sup>364</sup>, appelons-le ainsi. [...] Il ne faut pas nier que de nombreux dirigeants de ces organisations syndicales et sociales ont entretenu des relations très étroites avec le mouvement [de guérilla], ce qui a également conduit le paramilitarisme et l'État à nous associer à eux.»<sup>365</sup>

À l'intérieur des plantations des bruits courent sur l'appartenance d'ouvriers — et parfois de contremaîtres — à la guérilla et plusieurs licenciements sont effectués à partir de ces suspicions au sein des plantations de Dole<sup>366</sup>. Un fonctionnaire note ainsi que le mouvement cherche à imposer certaines personnes au sein des plantations<sup>367</sup>. Un autre, manifestement sans source, signale que la guérilla force les ouvriers à se syndiquer<sup>368</sup>. Cette assimilation qui devient le terreau de la violence paramilitaire est généralisée dans les administrations et les institutions. Une fonctionnaire du ministère de l'Intérieur se souvient de sa perception, incertaine et confuse, de ce lien au début des années 1990 :

«Quand on est arrivés ici, en 1992, ils venaient d'assassiner le propriétaire d'une ferme. [...] Nous ne savions pas ce qui s'était passé ; mais lorsque le syndicat Sintrainagro arrivait, nous étions tous dans un état de nervosité. [...] Parce que, bon, ce que les employeurs nous disaient, c'est qu'ils appartenaient à un groupe [guérillero].»<sup>369</sup>

Les syndicalistes sont systématiquement signalés comme des collaborateurs de la guérilla. L'existence effective de ce lien semble, a posteriori, moins déterminante que sa mobilisation symbolique au sein des discours contre-insurrectionnels et des conflits entre patrons et ouvriers.

---

<sup>364</sup> La « combinaison de toutes les formes de luttes » est une doctrine politique adoptée par le Parti Communiste au cours des années 1960 et fondamentale dans la naissance des FARC. Elle consiste à combiner la lutte armée, les luttes sociales et la politique électorale au sein de la stratégie de prise de pouvoir.

<sup>365</sup> Entretien #15, cadre syndical Fensuagro, 22 juin 2019, Ciénaga.

<sup>366</sup> Entretien #21, ancien administrateur, 15 août 2019, Santa Marta.

<sup>367</sup> Rapport du gouverneur sur l'ordre public dans la Zona Bananera, 05 avril 1994, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 83/D. 32 782 Cet élément est aussi noté par Martínez et Renán (2011, 392) et évoqué par d'anciens administrateurs de plantation. Entretien #Oraloteca, ancien contremaître et administrateur, 2011, Zona Bananera, Entretien #21, ancien administrateur, 15 août 2019, Santa Marta.

<sup>368</sup> *Ibid.*

<sup>369</sup> Entretien #18, ancienne fonctionnaire du ministère du Travail, 14 juin 2019, Santa Marta.

L'immixtion des guérillas au sein des fermes sert à la fois à construire une base sociale au sein du prolétariat agricole de la Zona ainsi qu'à assurer l'extorsion des entreprises du bassin agro-industriel. L'extorsion devient une source de préoccupation importante pour les éleveurs et les planteurs<sup>370</sup>. Quelques années plus tôt, en Urabá, le syndicat patronal Augura signalait au gouverneur régional le mode opératoire des groupes subversifs :

« L'extorsion et le chantage se généralisent dans les entreprises bananières, par des personnes qui se présentent de manière anonyme et au nom des groupes guérilleros [...] Ces individus exigent de grosses sommes d'argent et donnent un délai pour satisfaire leurs demandes, sous peine de mettre le feu aux installations, de détruire des véhicules, d'abattre les câbles et de porter atteinte à la vie des administrateurs et/ou des propriétaires. »<sup>371</sup>

Un planteur de la Zona se remémore la visite au sein de son exploitation de la guérilla au début des années 1990 :

« Un jour, l'administrateur me dit que les guérilleros sont là. Ils faisaient des listes et demandaient des noms et qui était le propriétaire, etcétera. Et moi j'étais encore à l'intérieur, mais j'ai attendu un moment [...] je suis parti et je ne suis pas revenu à la ferme pendant deux ans<sup>372</sup>. [...] La guérilla était plus exigeante avec les producteurs en raison des salaires désavantageux des travailleurs, et pour eux-mêmes. "Dites à votre patron que vous devez nous donner tant et nous vous citerons à tel ou tel endroit" [...] Et si vous n'acceptiez pas leurs conditions, ils vous brûlaient une machine à emballer, un bâtiment, un système de câble, une série de choses qui endommageaient l'infrastructure. »<sup>373</sup>

---

<sup>370</sup> On trouve les premières traces de plainte d'extorsion des planteurs dans la presse en mai 1989.

<sup>371</sup> Lettre de l'Augura au gouverneur d'Antioquia, 22 avril 1986, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Viceministro, C. 6/D. 13344.

<sup>372</sup> L'absentéisme des propriétaires et la délégation complète de la gestion des plantations à des administrateurs du fait des conditions sécuritaires de la Zona sont des phénomènes importants au cours des années 1990 et amplement remémorés par les planteurs.

<sup>373</sup> Entretien #14, ancien planteur, 18 mai 2019, Santa Marta.

Le refus des planteurs de se soumettre à « l'impôt révolutionnaire » peut aboutir à des attaques des plantations et des sabotages de leurs infrastructures. Toutefois, l'extorsion des plantations n'est pas systématiquement violente. À mesure que les groupes guérilleros gagnent des soutiens à l'intérieur des plantations et établissent des contacts avec leurs administrations, ils parviennent à des accords stables dans le temps<sup>374</sup>.

#### 4.3.3.2. L'expansion militaire des guérillas

Au début des années 1990 alors que la guérilla des FARC entreprend un processus d'expansion militaire et civile dans la Zona, ses relations avec les entreprises et les planteurs se dégradent. L'un des procédés du groupe est l'enlèvement des grands éleveurs et planteurs de la Zona. En juillet 1990, un mois après avoir enlevé l'un des plus importants planteurs de la région, l'ancien ministre Alfredo Ríascos Labarcés, les FARC libèrent leur otage contre une rançon et à la condition qu'il soit l'émissaire des demandes du groupe pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des ouvriers des plantations<sup>375</sup>. Quelques mois plus tard, les FARC réitèrent, par communiqué, ces demandes. Après la répression violente des premières tentatives d'organisation syndicale, le groupe dénonce le « capitalisme sauvage des grands entrepreneurs de la banane » et « l'exploitation la plus abjecte » des travailleurs. Le front XIX somme les planteurs d'entrer en négociation sous peine de représailles violentes :

« Face à leurs tentatives d'organisation syndicale, des tueurs à gages sont payés, des groupes paramilitaires sont formés et la zone est militarisée. Nous proposons un dialogue qui évite la radicalisation du conflit. Notre objectif [est] d'humaniser les conditions de travail. Les producteurs de bananes sont réticents au dialogue ou aux accords qui impliquent de renoncer à la moindre partie des privilèges dont ils disposent [...] C'est

---

<sup>374</sup> Entretien #21, ancien administrateur, 15 août 2019, Santa Marta, Entretien #19, ancienne élue municipale de Ciénaga, 17 juin 2019, Ciénaga, Entretien #22, fils d'un administrateur assassiné, 02 juin 2019, Santa Marta.

<sup>375</sup> « Bananeros acogen propuestas de las FARC », *El Informador*, 23 juillet 1990, Rapport de police sur la situation sécuritaire dans la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696.

tout simplement impossible ; s'ils persistent dans une politique de violence et de guerre, elle viendra frapper à leur porte. »<sup>376</sup>

Le groupe fait valoir, dans les discours et dans les faits militaires (voir infra), des revendications ouvriéristes.

La pression qu'exercent les groupes subversifs sur l'élite de la Zona est dédoublée d'une intensification des actions militaires au cours des années 1990 et 1991 (voir figure 21). Le 2 janvier 1991, la Coordination des Guérillas Simón Bolívar (*Coordinadora Guerrillera Simón Bolívar*, CGSB)<sup>377</sup> dynamite la tour de communication de la police du village de Río Frío puis tend une embuscade à un convoi policier de soutien venu de Santa Marta, tuant 10 agents<sup>378</sup>. Des combats sont notés le même jour, à midi, entre la police et les guérilleros à San Pedro, dans la Sierra Nevada, et un attentat contre un oléoduc est signalé à Fundación le soir même<sup>379</sup>. Le lendemain, le pylône d'une ligne à haute tension est dynamité dans un village voisin et le 11 janvier ; les services de police notent la mise en place, par les FARC, d'un barrage routier entre les villes de Ciénaga et Fundación et l'incendie d'un camion transportant du ciment, en représailles aux opérations militaires menées à San Pedro<sup>380</sup>.

La figure 21 montre l'augmentation importante des actions des guérillas dans les municipalités de la zone bananière. Toutefois, la figure 22 révèle que, dès le début des années 1990, la violence paramilitaire est plus importante que la violence émanant des groupes de guérilla. Si l'on exclut la violence provenant de groupes non identifiés ou

---

<sup>376</sup> Lettre du Front XIX des FARC au gouverneur du Magdalena, 12 décembre 1990, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro , C. 389/D. 12804

<sup>377</sup> La CGSB regroupe les principaux mouvements guérilleros (FARC-EP, ELN, EPL, M-19, Movimiento Armado Quintín Lame, Partido Revolucionario de los Trabajadores) entre 1987 et 1991 puis est restreint aux FARC-EP et à l'ELN ainsi qu'à une dissidence de l'EPL jusqu'à la fin de la coordination en septembre 1994. Il est à noter que la relation entre les FARC et l'ELN dans le Magdalena et la Sierra Nevada est particulièrement pacifique au regard des affrontements que les deux groupes soutiennent au sein d'autres régions.

<sup>378</sup> Rapport de police sur la situation sécuritaire dans la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696.

<sup>379</sup> Lettre du gouverneur du Magdalena au président de la République, 3 janvier 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro , C. 389/D. 12 804 Le commandant des FARC affirme par la suite à la presse que ces actions sont menées pour venger l'assassinat de trois indigènes Arhuacos assassinés dans une ville voisine alors qu'ils se rendaient à Bogotá pour dénoncer les exactions commises contre leur communauté. « No hemos secuestrado a nadie afirman las FARC », *El Informador*, 02 mars 1991.

<sup>380</sup> Rapport de police sur la situation sécuritaire dans la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696.

inconnus, les exactions commises par des groupes paramilitaires sont, en 1991, deux fois et demie plus nombreuses que celles des FARC. C'est dans ce contexte polarisé et violent que s'implante finalement le syndicalisme ouvrier.

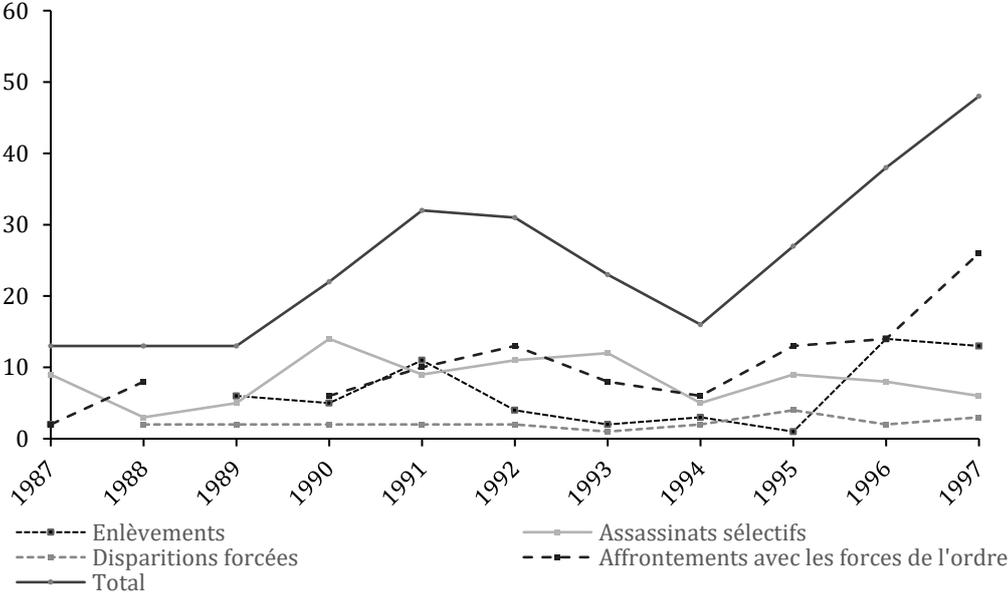


Figure 22, Exactions\* des groupes de guérilla dans les municipalités de Ciénaga, Aracataca, Fundación, Pueblo Viejo et El Retén entre 1987 et 1997, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : OMC 2020

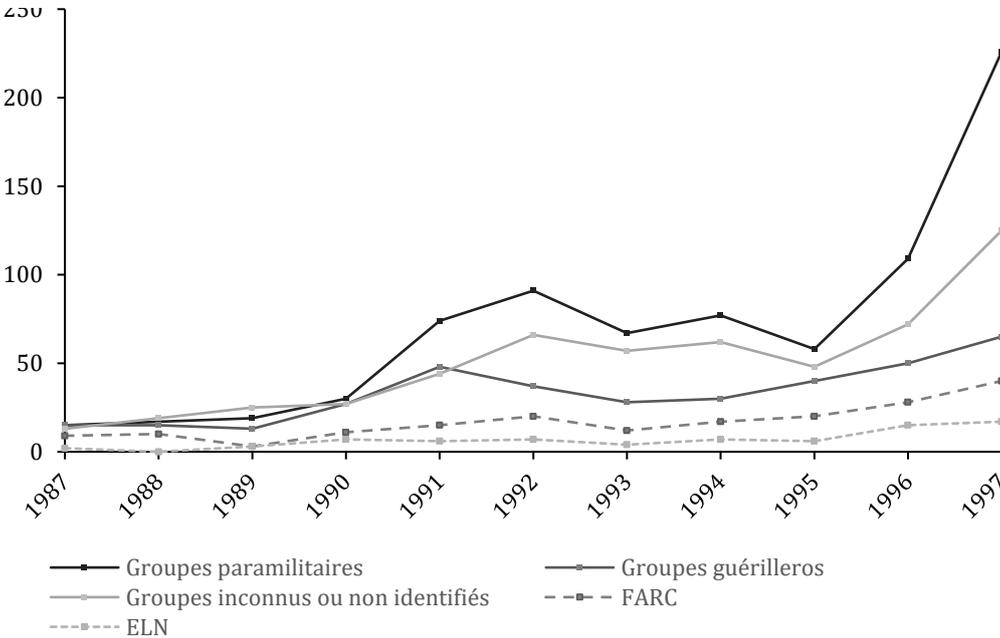


Figure 21, Exactions\* des groupes de guérilla, paramilitaires et inconnus dans les municipalités de Ciénaga, Aracataca, Fundación, Pueblo Viejo et El Retén entre 1987 et 1997, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : OMC 2020

\* Les exactions comptabilisées sont : enlèvements, assassinats sélectifs, dégâts matériels et attaques contre la propriété et disparition forcée

#### 4.3.4. L'implantation du syndicalisme

La section locale de Sintrainagro est finalement créée le 10 mars 1991. La presse communiste nationale célèbre alors la refondation du syndicalisme des ouvriers agricoles, sur la place des martyrs de Ciénaga, en hommage aux grévistes de 1928<sup>381</sup>. « Pendant ces trois années d'inactivité syndicale due à la force des balles, *déclare un leader syndical*, les travailleurs ont gagné en conscience. Cette fois, nous ne serons pas écrasés. Le combat est maintenant une question de vie ou de mort pour le syndicat, et nous allons gagner ce combat ! »<sup>382</sup> Le syndicat revendique 1400 adhésions en seulement deux mois sur un total de 12 000 travailleurs. Il déplore toutefois le licenciement abusif de vingt ouvriers en raison de l'annonce de leur affiliation<sup>383</sup> ainsi que l'attaque à main armée du président par des sicaires à la recherche d'informations sur les ouvriers syndiqués<sup>384</sup>. Les licenciements des syndicalistes et leur assimilation aux mouvements armés sont communs, comme se remémore un ancien administrateur :

« À l'époque, dans les fermes d'Agrícola Eufemia du groupe Tebaco<sup>385</sup>, ils géraient les débuts du syndicat en contraignant les travailleurs par le biais de leurs employés, en les insultant. Le responsable du département de sécurité de Tebaco se rendait fréquemment dans les fermes où le syndicat commençait à faire son apparition, ils accusaient le syndicat de sa relation directe avec la guérilla des FARC. »<sup>386</sup>

Le mois suivant, le syndicat annonce un mouvement de grève dans 47 plantations, la première mobilisation ouvrière massive depuis la reprise de l'activité agro-industrielle. Seulement, à la différence de la région de l'Urabá où le syndicat a obtenu une négociation unique pour l'ensemble des plantations et jouit, en 1991, d'une position de force dans les pourparlers, les syndicalistes du Magdalena doivent négocier avec chaque entreprise, au cas par cas. Si le conflit est rapidement résorbé dans une majorité des cas, il dure dans

---

<sup>381</sup> « En Ciénaga, Magdalena, vuelven las bananeras », *Voz*, 16 mars 1991.

<sup>382</sup> « La huelga florece de nuevo en las bananeras », *Voz*, 20 juin 1991.

<sup>383</sup> « Persecución bananera », *Voz*, 18 avril 1991.

<sup>384</sup> Rapport de la CUT sur la persécution syndicale remis au ministère de l'Intérieur, 12 juin 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 403/D. 19856.

<sup>385</sup> Agrícola Eufemia et Tebaco sont deux filiales de la transnationale Dole dans le Magdalena.

<sup>386</sup> Entretien #21, ancien administrateur, 15 août 2019, Santa Marta.

16 plantations, parmi lesquelles un grand nombre ont été récemment acquises par la succursale de Dole<sup>387</sup> — La Francisca I et II ; La Olga ; Bomba ; Teresa ; Circacia ; Eufemia ; San Pedro — ainsi que la plantation la Marcela, propriété de Victor Dangond<sup>388</sup>. Une partie de ces plantations deviendront, par la suite, des foyers de violence du confit armé. Au milieu de ce mouvement, le 15 mai, l'ouvrier responsable du comité des plaintes du syndicat est assassiné<sup>389</sup>. Les militants se déclarent en état d'alerte face au « resurgissement de groupes paramilitaires dans la Zona Bananera »<sup>390</sup>.

Le cas de la plantation La Marcela offre une illustration des tensions qui existent entre travailleurs et patrons et des répertoires d'action utilisés. Les travailleurs exposent à la presse des conditions de surexploitation dans lesquelles ils doivent vivre et travailler :

« Nous vivons dans la misère. Nous n'avons pas d'eau potable. [...] C'est le règne de la maladie pour les enfants qui doivent se baigner dans les eaux usées des canaux, déjà infectées par les fumigations dans les plantations. »<sup>391</sup>

En raison d'une dette, le propriétaire retient la paie des ouvriers depuis deux mois, une pratique commune à cette époque<sup>392</sup>. Les travailleurs se mobilisent pour recevoir ces arriérés, mais aussi pour renégocier la convention collective qui régit leurs conditions de travail. Ils affirment ne pas avoir de droits aux prestations sociales, au paiement des vacances ainsi qu'aux cotisations de retraite. Ils exigent enfin la reconnaissance des conditions de travailleur accidenté et de travailleur temporaire<sup>393</sup>.

---

<sup>387</sup> Une grande partie de ces parcelles viennent d'être acquise ou sont en cours d'acquisition par Eufemia Agrícola Ltd auprès de la famille Riascos. À la suite de l'enlèvement d'Alfredo Riascos Labarcés et craignant une crise prochaine du marché, la famille vend l'ensemble de ses propriétés à la succursale de l'entreprise qui assurait jusqu'alors la commercialisation de ses fruits avant de quitter définitivement la Zona pour les États-Unis. Entretien #3, ancien planteur et haut fonctionnaire, 22 août 2019, Santa Marta Orlando, Tribunal Superior del Distrito Judicial de Cartagena, Sala Civil Especializada en Restitución de Tierras, 24 janvier 2018, radicado 47001-31-21-002-2014-0009-00, p. 38.

<sup>388</sup> Rapport de police sur la situation sécuritaire dans la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696.

<sup>389</sup> « La huelga florece de nuevo en las bananeras », *Voz*, 20 juin 1991, Rapport de la CUT sur la persécution syndicale remis au ministère de l'Intérieur, 12 juin 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 403/D. 19856.

<sup>390</sup> « Los bananeros en alerta por los paramilitares », *El Informador*, 23 mai 1991.

<sup>391</sup> « La huelga florece de nuevo en las bananeras », *Voz*, 20 juin 1991.

<sup>392</sup> Entretien #38, ancien ouvrier et syndicaliste de Sintrainagro, 09 août 2021, Zona Bananera. Cette pratique est décrite plus en détail pour la période 1993-1997 (voir chap. 5.2.).

<sup>393</sup> UAERGTD, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, Caso La Marcela, p. 31.

Au cours des négociations, le frère du propriétaire, Carlos « Moñón » Dangond, lui-même planteur, propose aux travailleurs d'améliorer le campement ouvrier de la plantation en l'échange du retrait du syndicat. Après leur refus, il les menace avec un revolver. L'un des membres de la commission syndicale de négociation se remémore sa rencontre avec le frère du propriétaire :

« Moi j'ai eu des problèmes avec monsieur Moñón, j'ai baissé la tête, parce que c'était un type dangereux, parce que c'était le bras droit, parce que ce n'était un secret pour personne ce à quoi ils se consacraient : la drogue. L'entreprise c'était une façade. »<sup>394</sup>

En juillet 1991, le syndicat annonce finalement avoir signé des conventions syndicales dans la majorité des exploitations touchées par la grève. Il dénonce cependant quelques planteurs réfractaires et la signature forcée, dans deux plantations, de conventions désavantageuses sous la contrainte de menaces et de violences<sup>395</sup>.

Toutefois, cette victoire est suivie, trois mois plus tard, du premier massacre contre des syndicalistes. Le 18 novembre 1991, une camionnette est interceptée par des hommes du clan *Rojas*<sup>396</sup> qui exécutent cinq personnes, dont trois dirigeants syndicaux de Sintrainagro<sup>397</sup>. À la suite de ce massacre, une marche de protestation est menée par les syndicats et les habitants de la Zona et on peut lire dans la presse les craintes des habitants d'une vengeance armée des groupes de guérilla :

« Ils disent que suite à la mort de cinq personnes dans un taxi, dont deux leaders paysans, il y aura des morts parce que ces meurtres doivent être vengés » [...] Il se dit que « de nombreuses attaques seront dirigées contre les administrateurs des plantations et que la guérilla prendra une des villes de la Zona avant le 9 décembre. »<sup>398</sup>

---

<sup>394</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>395</sup> « Negociaciones bananeras », *Voz*, 8 juillet 1991.

<sup>396</sup> UAERGTD, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, Caso La Marcela, p. 50.

<sup>397</sup> « La violencia de Urabá se trasladó a la Zona Bananera », *El Informador*, 05 décembre 1991, « Masacran a 5 personas en bananeras de Ciénaga », *El Tiempo*, 29 novembre 1991, Rapport de police sur la situation sécuritaire dans la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696.

<sup>398</sup> « La violencia de Urabá se trasladó a la Zona Bananera », *El Informador*, 05 décembre 1991.

Le 3 décembre 1991, la CGSB attaque de nouveau le commissariat de police de Río Frío et tend une embuscade à un convoi militaire. 10 jours plus tard, trente membres des FARC attaquent un poste de police à l'entrée de la ville de Ciénaga<sup>399</sup>. Les groupes de guérilla lancent au cours de l'année suivante une campagne d'attaques contre les administrateurs et propriétaires de plantations.



Figure 23, Photographie de l'enterrement des dirigeants syndicaux assassinés dans la Zona Bananera, novembre 1991.  
Source : *El Informador*<sup>400</sup>

Cette succession d'événements est illustrative de la dynamique des relations entre ouvriers, patrons et groupes armés lors de la première moitié des années 1990. Le syndicat obtient, à partir de juin 1991, une force de négociation que les planteurs peuvent difficilement conjurer. L'histoire orale des anciens syndicalistes témoigne à la fois de la formation et du fonctionnement quotidien des cellules syndicales<sup>401</sup> ; des tensions qui naissent entre les administrations et les ouvriers à cette occasion<sup>402</sup> ; des grèves et des baisses de cadence — appelées « opération morrocoy » — que le syndicat impose au sein

<sup>399</sup> « Acoso subversivo en la Y », *El Informador*, 13 décembre 1991.

<sup>400</sup> « La violencia de Urabá se trasladó a la Zona Bananera », *El Informador*, 05 décembre 1991.

<sup>401</sup> Entretien #6, ouvrier et ancien syndicaliste Sintrainagro, 04 mai 2019, Ciénaga, Entretien #26, ancien ouvrier et syndicaliste Sintrainagro, 18 août 2021, Zona Bananera.

<sup>402</sup> Entretien #26, ancien ouvrier et syndicaliste Sintrainagro, 18 août 2021, Zona Bananera, Entretien #38, ancien ouvrier et syndicaliste de Sintrainagro, 09 août 2021, Zona Bananera .

des plantations<sup>403</sup> ; ainsi que des améliorations substantielles des conditions de travail et de salaires conquises dans certaines plantations<sup>404</sup>. Cependant, les alliances qui se forment entre ouvriers, patrons et groupes armés s'avèrent funèbres pour le mouvement syndical.

#### 4.3.5. *L'intermédiation des acteurs armés au sein des plantations et l'escalade de violence*

##### 4.3.5.1. L'escalade de la violence

Dans la première moitié des années 1990, la polarisation des relations entre patrons et ouvriers est nourrie par trois éléments principaux : les conditions d'exploitation du travail et les conditions de vie au sein des plantations (voir chap. 3) ; les aversions personnelles qui surgissent au sein des plantations ; les méthodes violentes qui sont utilisées par les planteurs pour contrecarrer l'implantation du syndicalisme. Pour comprendre la violence qui frappe les ouvriers, contremaîtres et administrateurs, il faut saisir l'enchevêtrement complexe des conflits du travail et de la polarisation politique ainsi que le rôle crucial des spécialistes de la violence. Une série d'événements provoque l'escalade de la violence entre 1992 et 1994.

Les syndicalistes sont l'objet permanent de menaces et de violence de groupes armés. En mai 1992, les membres de Sintrainagro envahissent les locaux du ministère du Travail à Santa Marta et Ciénaga afin de demander des garanties de liberté syndicale. Ils dénoncent alors le patronage par des planteurs d'un groupe paramilitaire qui a assassiné plusieurs syndicalistes<sup>405</sup>. Par ailleurs, la pression des guérillas sur l'élite de la Zona continue d'augmenter. Les conflits politiques<sup>406</sup> et sociaux de la Zona et de Ciénaga sont transposés dans la confrontation armée entre d'une part, les *Rojas* et les *Meriños*, alliés à la famille Dangond et d'autre part les FARC et les *Magníficos*. Le 15 mai 1992, l'attentat qui vise

---

<sup>403</sup> Entretien #23, ancien ouvrier et paysan, 08 août 2021, Zona Bananera. L'appellation opération morrocoy est partagée dans le syndicalisme latino-américain, il fait référence aux tortues du même nom originaire de la côte vénézuélienne.

<sup>404</sup> Entretien #38, ancien ouvrier et syndicaliste de Sintrainagro, 09 août 2021, Zona Bananera

<sup>405</sup> « Bananeros se toman oficinas », *Voz*, 30 mai 1992.

<sup>406</sup> La municipalité de Ciénaga est, en 1992, l'objet d'une compétition politique féroce. L'augmentation des revenus de la ville sous l'impulsion des investissements portuaires de la société minière Drummond et de la réorganisation et de la privatisation du secteur de la gestion des ports commerciaux déclenche de violents conflits entre les Dangond Noguera et des factions politiques opposées. UAERGTD, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, Caso La Marcela p. 37.

Orlando Dangond — le frère du maire de Ciénaga — est attribué, par la presse au groupe des *Magníficos* et aux FARC<sup>407</sup>. Le 23 octobre 1992, le responsable de la production Dole dans la région, Peter Arthur Kessler, est enlevé et exécuté, selon la presse et les services de renseignement, par la guérilla des FARC<sup>408</sup>, sans que cette dernière ne revendique l'opération. Quelques mois plus tard, alors que la Zona connaît une vague inédite d'attaques et de braquages contre les plantations, un nouveau propriétaire associé de l'entreprise Dole est enlevé<sup>409</sup>.

En juin 1993, un attentat est dirigé contre le maire de Ciénaga, Victor Dangond et attribué, là encore, au groupe des *Magníficos* et aux FARC. Le maire, sur qui ont reposé des accusations judiciaires pour l'assassinat de Cayetano Elías Rodríguez et de deux autres syndicalistes en 1988 (voir infra), est accusé par la guérilla de fomenter des groupes paramilitaires dans la Zona<sup>410</sup>.

Le conflit prend un nouveau tournant au cours des mois de novembre et décembre 1993 quand une série d'enlèvements et d'assassinats sélectifs touchent les propriétaires et administrateurs. L'assassinat de Wilfrido Vives Bustamante — neveu d'un sénateur et planteur associé à l'entreprise Dole — et de ses deux gardes du corps, est largement médiatisé. Le crime est attribué tout d'abord au front XIX<sup>411</sup> puis aux sicaires du groupe des *Magníficos*<sup>412</sup>. Membre d'une famille prestigieuse de planteurs de la région, l'homme est connu pour son antisindicalisme radical — « Plutôt mourir que de laisser entrer le syndicat! » l'entendît s'exclamer un travailleur<sup>413</sup> — et ses méthodes agressives et violentes d'administration :

« Lui, il jetait les gens dehors et ne payait pas [...] quand il se disputait avec un employé et que le gars se plaignait, il le jetait immédiatement dehors et s'il ne voulait pas partir, il lui envoyait ses deux gardes du corps [...] Un jour, je l'ai vu, en pleine récolte, dire aux gens qu'il allait

---

<sup>407</sup> « Alcalde siguió la parranda... », *El Tiempo*, 17 mai 1992 UAERGTD, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, Caso La Marcela p. 39.

<sup>408</sup> « FARC asesinan ejecutivo secuestrado », *El Tiempo*, 24 octobre 1991.

<sup>409</sup> « En la Zona Bananera : secuestrado un hacendado », *El Informador*, 10 mai 1993.

<sup>410</sup> « Como moscas sobre la miel », *El Tiempo*, 22 mai 1994.

<sup>411</sup> « El ELN asesina a seis militares venezolanos », *El Tiempo*, 18 novembre 1993, « Por triple crimen: Consejo de Seguridad en Ciénaga », *El Informador*, 20 novembre 1993.

<sup>412</sup> « Capturados 3 más de "Los magníficos" », *El Informador*, 28 décembre 1993.

<sup>413</sup> UAERGTD, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, Caso La Marcela p. 43.

escompter certaines caisses que les superviseurs de la qualité des fruits de Dole avaient rejetées [...] du salaire des gens. Qu'est-ce que ces travailleurs allaient gagner ? Rien. Lui, il était très agressif. »<sup>414</sup>

Plus encore, l'homme est remémoré par différentes personnes comme l'initiateur de l'emploi d'agents de sécurité, étrangers à la Zona, chargés d'assassiner des individus « problématiques » tels que des voleurs, des envahisseurs ou des syndicalistes<sup>415</sup>. Au cours des mois de novembre et décembre, quatre nouveaux producteurs sont enlevés par des groupes de délinquance et de guérilla<sup>416</sup>, dont José Miguel De Vengoechea, un planteur important. De même, deux planteurs ainsi qu'un conseiller municipal proche du maire sont assassinés<sup>417</sup>.

#### 4.3.5.2. Les plantations comme paysage de la guerre

Le témoignage d'Eduardo, un ancien administrateur de San Pedro — trois plantations ayant été l'objet des grèves de 1991 et affiliées à la multinationale Dole — s'avère extrêmement précieux pour cerner l'interventionnisme des groupes armés au sein des plantations. Il est nommé contremaître en octobre 1993 sous les ordres d'Alberto Monsalve — un homme originaire d'Antioquia, « très rigide [...] qui ne laissait rien passer, qui ne tolérait rien » — dans un contexte où la guérilla « brûle les véhicules des administrateurs » et fait des barrages réguliers à des points stratégiques de la Zona<sup>418</sup>.

---

<sup>414</sup> Entretien #Oraloteca, ancien contremaître et administrateur, 2011, Zona Bananera.

<sup>415</sup> Un ancien administrateur ayant côtoyé Wilfrido Vives Bustamante, le signale comme l'un des pionniers du paramilitarisme dans la Zona : « C'est cet homme qui a lancé les groupes paramilitaires dans la Zona Bananera du Magdalena de 1990 à 1993. Il recrutait des voyous ou des délinquants qui tuaient des leaders paysans et des personnes qui, pour une raison ou une autre, avaient volé des bananes ou des arroseurs d'irrigation dans ses fermes. » Entretien #21, ancien administrateur, 15 août 2019, Santa Marta. De même, dans le conflit autour des terres de Las Franciscas, un habitant de Ciénaga relate avoir entendu un conseil donné par Wilfrido Vives à Antonio Riascos Torres : « tu n'as qu'à tuer cinq leaders et les autres s'en iront ». Documento de Análisis de Contexto, caso Las Franciscas I y II, 2013, URT, p. 16. Par ailleurs le groupe des « *matapatos* » est mentionné par la communauté de Las Franciscas (voir infra). Enfin, un ancien conseiller municipal de la Zona cite lui aussi la famille Vives comme « les premiers qui ont amené des vigiles, comment dire... des étrangers à la Zona Bananera, ces "*matapatos*", des sortes de paramilitaires sous couverture qui ont commencé à tuer beaucoup de gens. » Entretien #25, ancien conseiller municipal, 02 septembre 2021, Zona Bananera.

<sup>416</sup> « Guerilla secuestro a productor bananero y a capataz de finca », *El Informador*, 02 décembre 1993, « Cuatro secuestros en siete días en magdalena », *El Tiempo*, 07 décembre 1993, « El das liberó al bananero José Miguel de Vengoechea », *El Tiempo*, 19 janvier 1994, La police annonce avoir comptabilisé 32 enlèvements au cours de l'année dans le département, 10 de moins que l'année précédente.

<sup>417</sup> « Asesinado otro administrador », *El Tiempo*, 24 décembre 1993, « Más asesinatos de empleados bananeros », *El Tiempo*, 16 janvier 1994.

<sup>418</sup> Entretien #Oraloteca, ancien contremaître et administrateur, 2011, Zona Bananera.

Alberto Monsalve empêche le syndicat de s’implanter dans les fermes et les demandes des travailleurs sont rejetées par la direction. Le jour de l’assassinat de Wilfrido Vives Bustamante, l’administrateur interpelle Eduardo :

« Il m’a appelé : “Hé ! Ils viennent de tuer Wilfrido ! Ils l’ont tué avec les deux gardes du corps, et au plomb !”. Ce jour-là, il n’a pas quitté la ferme. La même année, Mike Vengoechea avait été enlevé, si bien que ces morts et ces enlèvements étaient fatals pour lui. Je me souviens des mots d’Alberto Monsalve après la mort de Wilfrido. Il a rassemblé des gens et a fait un commentaire [demandant] si Wilfrido était meilleur que lui ou pire. “Mais des gens comme lui et moi pour gérer cette chose ici c’est difficile, celui qui survit ici c’est difficile.” “J’ai le sentiment qu’ils vont me tuer. Je sens les pas d’un grand animal et l’animal s’empare de moi. Mais plutôt mourir que de laisser entrer le syndicat !” Peu après, ils l’ont refroidi. »<sup>419</sup>

Il est assassiné le 15 décembre, un jour de paie. Son ancien employé se remémore d’un crime opéré par des ouvriers et soutenu par les FARC :

« Alberto Monsalve a été tué par un ouvrier agricole qui était d’ici, de Ciénaga [...] Ce ne sont pas les FARC qui ont tué et c’est ce qui s’est passé à María Luisa et la même chose s’est produite à la ferme Eufemia [...] [Les FARC] leur donnaient une arme et un uniforme et ils se présentaient avec le visage couvert et ils faisaient leur truc et ensuite ils disaient que c’était les guérilleros. »<sup>420</sup>

« [Alberto] mort, les pétitions syndicales sont entrées »<sup>421</sup>. Devenu administrateur de la ferme, Eduardo doit composer avec la syndicalisation des ouvriers et la présence régulière des dirigeants de Sintrainagro au sein de la plantation. L’administrateur soupçonne la communication radio permanente des cadres du syndicat avec les FARC et la rumeur prête au président du syndicat un passé de commandant guérillero dans la région amazonienne. « On ne pouvait pas l’appeler Sintrainagro [...] moi je l’appelais

---

<sup>419</sup> *Ibid.*

<sup>420</sup> *Ibid.*

<sup>421</sup> *Ibid.*

“Sintri-FARC”. »<sup>422</sup> L’assimilation des revendications ouvrières et du syndicalisme aux groupes insurrectionnels par les cadres de l’agro-industrie semble totale. À mesure que des alliances se renforcent, les conflits sociaux sont peu à peu absorbés par la dynamique du conflit armé national.

Au début de l’année 1994, de fortes tensions surgissent entre les ouvriers syndicalistes de San Pedro et son administration à propos des conditions de travail. Les travailleurs ne stoppent pas la production, mais ils la ralentissent jusqu’à atteindre une productivité deux fois moins importante qu’en temps normal. L’administrateur se remémore les pertes économiques, les rapports de force avec les syndicalistes et les méthodes brutales qui s’imposent dans la Zona :

« [Les syndicalistes] se foutaient de la convention et ils le faisaient parce qu’ils se sentaient soutenus par la guérilla, c’est pour ça qu’ils ont commencé à les traquer et à les tuer. Donc, si un ouvrier parlait beaucoup alors les propriétaires des fermes savaient qu’ils allaient avoir des pertes [économiques], ils le faisaient immédiatement tuer. »<sup>423</sup>

Le discours contre-insurrectionnel constitue dès lors le fondement de la répression des demandes syndicales et du maintien, par la violence, du travail à bas coût. Le 23 février 1994, neuf jours après l’assassinat du président de Sintrainagro et d’un élu municipal de l’UP à Ciénaga, cinq syndicalistes des plantations Bomba et Circasia — touchées par les grèves de 1991 — sont assassinés par le groupe de sicaires les *Meriños*<sup>424</sup>. En réaction, 65 plantations sont paralysées par la grève et une campagne d’assassinats ciblés est initiée par les FARC. Cet événement marque une rupture dans les relations entre le groupe guérilleros et les planteurs et donne lieu à une nouvelle escalade de la violence<sup>425</sup>.

---

<sup>422</sup> *Ibid.*

<sup>423</sup> *Ibid.*

<sup>424</sup> « Matanza originó paro ayer », *El Tiempo*, 24 février 1994, Lettre de l’Union Patriotique au ministre de l’Intérieur, 3 mars 1994, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 94/D. 22704, « ANUC rechaza matanza en Zona Bananera y pide presencia social del Estado », *El Informador*, 25 février 1994, « Aumentan pie de fuerza. 1300 soldados para combatir guerrilla en la Zona Bananera », *El Informador*, 26 février 1994.

<sup>425</sup> Entretien #Oraloteca, ancien contremaître et administrateur, 2011, Zona Bananera, Entretien #21, ancien administrateur, 15 août 2019, Santa Marta.

Peu après ce massacre, Eduardo retrouve sur son lieu de travail une carte signée des FARC lui enjoignant de se rendre, avec un autre administrateur au village de Santa Rosalía. Arrivés sur place, les deux hommes sont menés par plusieurs individus jusqu'à Julián Conrado, commandant du front XIX des FARC. De cette longue entrevue, l'administrateur se remémore des reproches qui leur sont présentés par les guérilleros, le licenciement abusif d'une ouvrière et des humiliations quotidiennes. « Pourquoi m'avoir amené ici ? Je paie un salaire juste, celui qui est négocié dans la convention ! » se défend l'administrateur<sup>426</sup>. Quelques jours après cette entrevue, le bus des employés de San Pedro est intercepté par les FARC qui, liste en main et après avoir fait allonger tous les employés, ordonnent à certains de quitter définitivement la plantation et à Eduardo de réintégrer l'ouvrière licenciée.

Cet épisode souligne à la fois l'antisyndicalisme violent des administrateurs et la campagne menée par les FARC pour appuyer l'avancée du syndicalisme ouvrier ainsi que sa propre influence au sein des plantations. La répression du syndicalisme, la situation de surexploitation des ouvriers et les griefs personnels sont les objets du travail politique des guérillas. Les guérillas se placent en intermédiaires des relations entre ouvriers et patrons afin de consolider leurs emprises sur ces exploitations et de construire une base sociale. Accusant la principale compagnie Dole et ses associés de commanditer des groupes paramilitaires, d'attaquer systématiquement le syndicat et de maltraiter les ouvriers, les guérillas déclarent l'entreprise comme objectif au cours de l'année 1993. Les planteurs se tournent quant à eux vers des groupes de sicaires et de violence privée, principalement les *Meriños* et les *Rojas*, pour endiguer la syndicalisation des plantations et l'extorsion exercée par les groupes de guérilla<sup>427</sup>. La confrontation devient systématique.

---

<sup>426</sup> Entretien #Oraloteca, ancien contremaître et administrateur, 2011, Zona Bananera. A posteriori, l'administrateur souligne l'importance des griefs personnels, des rumeurs et des mauvaises informations dans les assassinats menés par les groupes armés : « [Un] travailleur se disputait avec toi, puis il apportait des informations selon lesquelles tu le traitais mal. [Pourquoi] tant de meurtres de syndicalistes et d'administrateurs ? Je ne veux pas te dire que j'étais un bon administrateur, mais tout ce qui s'est passé dans la région était dû à de mauvaises informations. Par exemple, si tu ne leur plaisais pas, ils donnaient de mauvaises informations et te tuaient aussitôt. » Les mauvaises informations, les rumeurs et leurs usages à des fins opportunistes ont été notés à de nombreuses reprises par l'historiographie du conflit armé colombien comme des vecteurs importants de violence (p.ex. CNRR 2011, 146 ; CNMH 2015a, 215 ; Restrepo 2009, 28 ; Gill 2016, 106).

<sup>427</sup> Entretien #21, ancien administrateur, 15 août 2019, Santa Marta.

Les deux administrateurs sont ressortis vivants de leur entrevue avec le groupe subversif grâce à une information précieuse. L'un d'eux habite au sein du même village que la famille Meriño, et a désigné au commandant, par un croquis, l'emplacement de leur maison. Le 2 avril, soit quelques semaines après le massacre de cinq syndicalistes et d'un conseiller municipal de l'UP, le conseiller municipal de Ciénaga Próspero Meriño Samper est assassiné<sup>428</sup>. S'ouvre dès lors un conflit entre les FARC et la famille. Un an plus tard, les FARC assassinent trois autres membres de cette famille à Guacamayal<sup>429</sup>. Un habitant se remémore la justice privée exercée par la guérilla et le conflit initié après le massacre de février 1994 :

« [Los Meriños] étaient ceux qui tuaient, extorquaient tous ceux qui possédait un magasin ou une ferme. Il y avait beaucoup de gens qui avaient des problèmes avec ce groupe [...] et ils sont allés dans les montagnes chercher la guérilla pour se venger [...] Quand [la guérilla] a vu que des innocents, des syndicalistes étaient massacrés ici et que personne n'agissait [...] c'est là que les guérilleros ont commencé à descendre et à les décimer. »<sup>430</sup>

Le conflit qui oppose la guérilla au groupe de violence privée illustre alors l'enchevêtrement des conflits du travail, des rivalités politiques et des affrontements armés au sein de la Zona.

\*

Au cours de l'essor commercial de 1987 à 1993, le projet agro-industriel de la Zona est fragilisé par l'absence d'arrangements sur la terre, la sécurité et le travail. Deux éléments conjoints ont structuré le développement de ce chapitre. Premièrement, l'expansion commerciale est accompagnée d'une grande vulnérabilité des élites. La sécurité physique, les propriétés et l'hégémonie politique des élites rurales sont menacées tout à la fois par des groupes subversifs, par des délinquants et des mouvements politiques et syndicaux contestataires. Secondement l'augmentation de la criminalité — sous des formes diverses

---

<sup>428</sup> Rapport du gouverneur du Magdalena au ministre de l'Intérieur, 5 avril 1994, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 477/D. 22697.

<sup>429</sup> « Asesinan a 3 miembros de una familia », *El Tiempo*, 21 mars 1995.

<sup>430</sup> Entretien #9, paysan, 28 août 2019, Zona Bananera.

et dans l'ensemble des secteurs sociaux — et la contestation du contrôle de la terre et du travail sont trois éléments majeurs de déstabilisation de l'ordre social rural qui favorisent les alliances nouées avec des acteurs du conflit armé. Cet ordre est bouleversé et mis en crise par un continuum de menaces à la fois criminelles, subversives, sociales et syndicales.

L'existence d'un marché de la violence et la présence de spécialistes stimulent le recours à la violence privée et induisent l'expression violente des conflits sociaux. Les guérillas extorquent les entreprises et pénètrent les conflits du travail au sein des plantations afin d'appuyer les luttes ouvrières et paysannes. De même, le lien de certains planteurs avec l'économie illégale et les mafias régionales facilite leur accès et leur propension à violence. Une multitude de groupes à la frontière entre la délinquance commune, la violence politique et le narcotrafic prêtent leurs services aux plus offrants. Certains d'entre eux se lient au mouvement national de consolidation du paramilitarisme et stimulent son développement dans le département.

Ainsi cette escalade est articulée au conflit armé national, mais elle est également nourrie par les contradictions qui traversent la société plantationnaire. Les luttes anciennes et les antagonismes entre groupes sociaux sur la terre et le travail sont des éléments de polarisation sur lesquelles s'agrège la violence. De même si les guérillas communistes exercent une pression importante sur les planteurs, par les attentats, les assassinats et les enlèvements, une partie — difficilement estimable — des attaques contre la propriété et les personnes sont le fait de groupes de délinquance sans revendications politiques. La déstabilisation de l'ordre social plantationnaire est aussi le fait d'acteurs non identifiés, en dehors des catégories traditionnelles du clivage politique élargi.

L'une des conséquences majeures de cette crise de contrôle est le recours, par certains secteurs sociaux — en particulier les élites rurales — à la violence privée. Cette privatisation est à la fois une réaction des élites vulnérables pour protéger leurs biens et leur vie, mais aussi un instrument d'accumulation et de répression des demandes sociales. Elle permet à certains acteurs d'accumuler des terres et de contenir l'avancée du syndicalisme et de restreindre les coûts du travail. Toutefois, cette privatisation prend une nouvelle ampleur à partir du milieu des années 1990 quand deux phénomènes

frappent la région : la crise de l'agro-industrie et l'implantation du paramilitarisme des Autodéfenses Unies de Colombie.

## CHAPITRE 5. LE PARAMILITARISME DANS LA CHAÎNE DE VALEUR (1995 - 2006)

C'est que ces soixante-six soldats constituaient soixante-six individus, et quiconque se serait approché d'eux s'en serait vite rendu compte, quiconque aurait écouté battre leur cœur, tâté leur pouls, glissé la main dans leurs poches et touché la viscosité de leur misère et de leur dénuement, aurait compris que ces soixante-six soldats étaient prêts à exécuter les ordres sur-le-champ.

Abdelaziz Baraka Sakin, *Le Messie du Darfour*, Zulma, 2016, p. 12

Au milieu des années 1990, après moins d'une décennie de prospérité depuis sa réintégration aux circuits du commerce international, la crise est multiple dans la Zona. Elle est économique, sociale et sécuritaire. La surproduction, les restrictions commerciales et les tempêtes ont largement affaibli le secteur. La rentabilité des cultures est devenue si faible que des producteurs abandonnent leurs exploitations, favorisant ainsi leur appropriation par des ouvriers sans emplois et des paysans sans terre. Dans les plantations, les conditions se durcissent et les relations entre les administrateurs et les travailleurs se dégradent.

La crise sécuritaire aussi s'aggrave. D'une part, de multiples petits groupes armés opèrent dans la ville de Ciénaga et ses alentours. La délinquance commune, les vols et les attaques à main armée sont un problème majeur pour le commerce. D'autre part, les guérillas poursuivent une campagne militaire agressive contre les intérêts de certains groupes agro-industriels (voir chap. 4). Toutes ces crises font courir un péril important au secteur agro-industriel. Elles menacent les plantations et « la persistance du paysage » :

« Pour sculpter un futur capitaliste, il faut trouver des moyens non seulement de produire de nouveaux espaces, mais aussi, et peut-être surtout, d'assurer la persistance du paysage. L'enjeu est trop important

[...] pour qu'on la laisse se perdre, pour que les cultures se flétrissent et meurent, pour que les usines de conditionnement restent vides [...] pour que les camps de travail s'effacent comme des villes fantômes» (Mitchell 2012, 369)

Dans ce contexte, la conquête militaire puis l'hégémonie de l'organisation paramilitaire Autodéfenses Unies de Colombie (*Autodefensas Unidas de Colombia*, AUC) sont cruciales. Le groupe provoque l'augmentation dramatique du niveau de violence et plonge définitivement la région dans une *escalade* du conflit armé (Tilly et Tarrow 2015, 229). Aussi, de par son hégémonie militaire et politique, il devient un acteur central du développement de la Zona et de la gestion des multiples crises qui le touchent. Quelles sont les interactions entre le groupe paramilitaire et les acteurs de l'agro-industrie ? Quelles alliances sont formées dans la société plantationnaire ? Quelles formes d'accumulation économique et d'exploitation du travail sont stimulées, consolidées ou réprimées par l'ordre social paramilitaire ?

L'argument central de ce dernier chapitre est le suivant : face à la crise de contrôle que traverse l'agro-industrie, le paramilitarisme devient, par ses propres formes d'accumulation et ses alliances politiques et sociales, un instrument de développement de l'économie plantationnaire. Il permet de dépasser la crise de contrôle et d'imposer de nouveaux arrangements sur la sécurité, la terre et le travail. La violence est dès lors un moyen extra-économique de formation du *régime local de contrôle des ressources et du travail* intégré à la chaîne de valeur. Eric Dante Gutierrez note que les spécialistes du crime sont « des acteurs qui régulent et manipulent, souvent de manière coercitive, l'accès à la terre et aux ressources, ils mobilisent la main-d'œuvre et façonnent ses divisions, et promeuvent certaines formes d'accumulation du capital. » (2021, 1). Ainsi, dans la continuité de cet argument je montrerai au cours de ce chapitre que les miliciens ne sont pas une simple externalité négative au développement économique. De par leur fonction d'intermédiaire, ils deviennent des protagonistes de l'agro-industrie extractiviste et de l'articulation de la région à la chaîne mondiale de valeur.

Dans un premier temps, j'exposerai les alliances et la relation de protection qui se nouent entre les élites agraires vulnérables et les miliciens paramilitaires. Dans une seconde

partie j'examinerai cinq cas de récupérations collectives des terres réprimées par les miliciens paramilitaires. Je prêterai attention à la fois aux capacités ouvrières et paysannes de mobilisation au milieu de la guerre ainsi qu'à l'influence décisive du groupe sur les conflits fonciers, conflits du travail et le paysage de la Zona. Enfin, dans un troisième temps, j'examinerai l'effet du paramilitarisme sur l'ordre social plantationnaire et son effet sur les arrangements sociaux formés autour de la terre, de la sécurité et du travail.

### 5.1. L'appel à la violence privée et son économie politique

Les élites en situation de vulnérabilité peuvent être portées vers le recours à la violence privée plutôt qu'à l'armée ou à la police — sans que ces deux solutions soient parfaitement substituables. Toutefois, ce recours est coûteux et risqué (Tilly et Tarrow 2015, 229-31). Il engendre deux cercles vicieux : (1) il produit un effet de démonstration qui devient un signal public pour d'autres secteurs et augmente le niveau de menaces et de privatisation de la violence ; (2) l'élite vulnérable se convertit en cliente privilégiée des groupes qui peuvent alors gagner une capacité d'ingérence (Gutiérrez Sanín 2014, 298). Cette « capacité d'ingérence » ou le degré d'autonomie des milices est au cœur des controverses sur la nature du paramilitarisme. Elle est aussi centrale dans la compréhension des fonctions que les spécialistes de la violence peuvent endosser au sein de l'ordre social plantationnaire. Comment qualifier la relation tissée entre les élites rurales et les miliciens paramilitaires ?

La rencontre entre les demandes de l'élite et l'expansion du groupe paramilitaire le plus important du pays aboutit à une transformation de l'économie de la violence privée. L'organisation instaure un mode d'accumulation économique, guidé à la fois par son propre agenda politique et par les intérêts de ses dirigeants, alliés et financeurs. Les AUC développent une myriade de taxes, d'extorsions et d'activités commerciales qui permettent le financement de la guerre et l'accumulation. Dans la Zona, le revenu le plus important provient de la relation de protection qui lie les miliciens aux planteurs. Cette source de financement scelle l'incorporation de la violence privée du groupe armé aux marchandises et à la chaîne de valeur.

### 5.1.1. L'appel à la violence privée

En avril 1994, l'assassinat de Próspero Meriño Samper, conseiller municipal — le quatrième en quelques mois — et membre du clan «*los meriños*», marque l'approfondissement de la crise sécuritaire. Dans le rapport qui suit cet événement, un fonctionnaire du département écrit :

« Le nouveau boom de la banane dans la région a été accompagné dès le début par une gestion fortement associée à des groupes privés qui font face au problème du travail et à d'autres conflits sociaux avec le schéma "paramilitaire" et sans recourir à l'État. »<sup>431</sup>

Ce recours à la violence privée est justifié par les difficultés — effectives et mises en scène — de l'État à réprimer la guérilla et la délinquance ainsi que par des politiques nationales de sécurité et le renforcement national du paramilitarisme.

Depuis le début des années 1990, les signalements des hausses des violences et les demandes d'augmentation des contingents de soldats et de policiers se multiplient dans les journaux<sup>432</sup>, dans les cartes et les rapports administratifs envoyés aux ministères<sup>433</sup>. Par ailleurs, les services de police se plaignent du manque de matériel et d'effectifs<sup>434</sup> au point que la police comme l'armée ont recours aux fonds des compagnies bananières pour l'achat et l'entretien de véhicules et des équipements<sup>435</sup>. L'incapacité de l'État à contrôler

---

<sup>431</sup> Rapport du gouverneur sur l'ordre public dans la Zona Bananera, 05 avril 1994, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 83/D. 32782, p. 1.

<sup>432</sup> « El sabotaje y la vacuna ganadera flagelos de la Zona », *El Informador*, 15 avril 1989, « La violencia de Urabá se trasladó a la Zona Bananera », *El Informador*, 05 décembre 1991, « Otros dos acribillados en la Zona bananera », *El Informador*, 23 juin 1992, « 12 crímenes en un mes en la Zona », *El Informador*, 2 juillet 1992, « Preocupación por delicada situación de región bananera », *El Informador*, 25 mai 1993, « Bananeros y ciudadanía : organización y colaboración para evitar violencia en la Zona », *El Informador*, 14 décembre 1993, « Gobernador pide mucha más presencia militar », *El Informador*, 23 février 1994, « Sigue violencia », *El Informador*, 23 février 1994.

<sup>433</sup> Lettre du maire de Fundación au ministère de la Justice, 10 avril 1990, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 369/D. 19 393, Lettre du procureur délégué aux droits humains au ministre de la Défense Nationale, 11 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18 696, Rapport du gouverneur sur l'ordre public dans la Zona Bananera, 05 avril 1994, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 83/D. 32782

<sup>434</sup> Lettre du département de police du Magdalena au gouverneur du Magdalena, 09 mai 1990, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 369/D. 19 393, Rapport de police sur la situation sécuritaire dans la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696.

<sup>435</sup> *Ibid.*, Courriel électronique de l'entreprise Chiquita Brands International au bataillon Córdoba, 8 mai 1992, Santa Marta, DNSA, Fd. COL and the U.S., réf. 152854Y.

militairement ces espaces est largement décriée par les planteurs<sup>436</sup>. Or, comme les travaux de Ballvé sur la région de l'Urabá le montrent, l'absence de l'État, réel et mis en scène, est mobilisée par une multitude d'acteurs, dont les groupes armés et les élites agraires. Elle constitue un instrument puissant de promotion de *projets étatiques* et de formes de violence privée au sein des espaces périphériques et productifs (2020).

Dans la lignée des mécanismes anciens de privatisation de la violence et de constitution de groupes d'autodéfense<sup>437</sup>, il émerge dans la presse du début des années 1990 des discours de promotion de la collaboration des civils à la sécurité. Par exemple, le nouveau commandant de police de Ciénaga appelle à ce que « la communauté se convertisse en police civique dans les limites autorisées par la loi »<sup>438</sup> face à l'escalade des vols et des attaques. Quelques mois plus tard, en mai 1994, lors d'un forum commercial, les entrepreneurs dénoncent les vols, les assassinats et les enlèvements dont ils sont victimes et le président de la chambre de commerce avertit que, sans réaction du gouvernement et des forces armées, ils procèderaient à « la création de leur propre corps de défense »<sup>439</sup>.

---

<sup>436</sup> À titre d'exemple, le président du syndicat des planteurs, Asbama, regrette ainsi l'incapacité de l'État à garantir la sécurité des planteurs et le développement économique de la région : « [Notre] seule issue, pour moderniser l'économie et surmonter les goulets d'étranglement qui la caractérisent, réside dans les exportations [...] le secteur de la banane a trouvé dans l'absence de l'État une limitation fondamentale. Exercer une activité économique, quelle qu'elle soit, au milieu des menaces pour la vie, la propriété et la liberté individuelle est presque impossible, si ce n'est en Colombie. » « Ausencia del Estado limita desarrollo del sector bananero », *El Informador*, 12 mai 1990.

<sup>437</sup> Le recours à la violence privée et la création d'unités civiles d'autodéfense ont été, dans certaines régions colombiennes, des mécanismes récurrents pour faire face au banditisme, soumettre des adversaires politiques et, depuis les années 1960, pour mener des campagnes contre-insurrectionnelles (González 2014 ; Gutiérrez Sanín 2014a). Les groupes d'autodéfense étaient légalisés en 1965 par l'État colombien, régulés à plusieurs reprises et incorporés à des stratégies militaires contre-insurrectionnelles jusqu'à leur interdiction en 1989 sous le gouvernement de Virgilio Barco (1986-1990). Ces groupes étaient concentrés dans un premier temps au sein des premières régions d'expansion des guérillas, au centre et à l'est du pays. (CCJ 2018, 24-30).

<sup>438</sup> « Nuevo comandante de policía de Ciénaga anuncia planes para garantizar seguridad », *El Informador*, 30 septembre 1993.

<sup>439</sup> « Magdalena va rumbo a ser otro Urabá », *El Tiempo*, 6 mai 1994. Il est intéressant de noter qu'un Général, alors commandant des troupes militaires de la région, considère ces propos comme préoccupants et illégaux au sein des colonnes du même journal. « La zona bananera no está desamparada », *El Tiempo*, 11 mai 1994. Cinq ans plus tard, le même homme, toujours président de la chambre de commerce signale une nouvelle fois la situation de la Zona dans une lettre au président de la République au sein de laquelle il justifie le recours à la violence privée : « les solutions par voie de fait ne sont pas appropriées, mais la négligence des organismes d'État implique qu'ils constituent le seul mécanisme viable pour obtenir de l'attention. » Lettre du directeur de la chambre du commerce de Santa Marta au président de la République, Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 52/D. 29456.

De même, l'usage de la violence privée est stimulé par l'État et les politiques nationales de sécurité. En décembre 1993, le président César Gaviria (1990 – 1994) répond, à l'occasion d'une visite à Santa Marta, aux inquiétudes des habitants :

« L'arrivée de l'industrie de la banane à Magdalena a fait resurgir des forces subversives, auxquelles il faut répondre par une réaction sans faille des forces publiques, mais aussi par la pleine coopération des citoyens. Le ministre de la Défense est venu ici à plusieurs reprises pour rencontrer les dirigeants du secteur de la banane, et certaines décisions ont été prises [...] Cela a porté ses fruits dans de nombreuses autres régions de Colombie qui étaient très violentes et qui sont maintenant substantiellement pacifiées. »<sup>440</sup>

Le lendemain, le principal journal local s'interroge sur le sens de telles déclarations :

« La défense de la vie et la protection des personnes et de leurs propriétés relèvent-elles de la responsabilité de l'État ou de celle des planteurs ? »<sup>441</sup>

Cette déclaration intervient au début d'un nouveau cycle national de légalisation des groupes paramilitaires par l'État.

En effet, en août, le gouvernement régule la création des compagnies de sécurité privée et renforce ainsi la doctrine de collaboration entre les secteurs publics et privés alors à l'œuvre (Grajales 2017, 32). L'année suivante, sous la demande notamment des syndicats patronaux de l'élevage et de l'agro-industrie (CCJ 2018, 31), le gouvernement d'Ernesto Samper Pizano (1994-1998) réforme ce cadre normatif jusqu'à l'instauration des groupes de sécurité privée *Convivir*<sup>442</sup>. Ces derniers sont le produit du croisement entre des schémas institutionnels de privatisation de la violence par l'État central et la demande des élites rurales pour une répression armée. Ils marquent le glissement de la régulation de la sécurité privée vers son usage offensif par des coalitions contre-insurrectionnelles

---

<sup>440</sup> « Bananeros y ciudadanía : organización y colaboración para evitar violencia en la Zona », *El Informador*, 14 décembre 1993.

<sup>441</sup> « ¿El Estado o los bananeros? », *El Informador*, 15 décembre 1993.

<sup>442</sup> Ces groupes sont légalement dénommés « Services spéciaux ou communautaires de surveillance et de sécurité privée » et sont appelés communément *Convivir*, signifiant « vivre ensemble », par leur principal artisan, le ministre de la Défense Fernando Botero (CVC 2022a, 304).

régionales. Ils permettent principalement d'institutionnaliser des espaces de partages de renseignements entre les paramilitaires et l'armée régulière ainsi que de légaliser les achats d'armes (Gutiérrez Sanín 2014a ; Grajales 2016b ; Romero 2003).

Ces organisations sont fondamentales dans le développement des Autodéfenses Paysannes de Córdoba et Urabá (ACCU) au sein des plantations du nord-ouest du pays, devenu le nouvel épicode du conflit armé et du paramilitarisme national. Dans le Magdalena, les *Convivirs* facilitent le renforcement de la structure armée du paramilitaire Hernán Giraldo Serna dans la Sierra Nevada (Zúñiga 2007, 246 ; CNMH 2021b, 88-97)<sup>443</sup>.

Conjointement à cet affermissement régional du paramilitarisme ainsi qu'à l'augmentation substantielle des effectifs militaires dans le nord Magdalena et la Zona<sup>444</sup>, la situation sécuritaire se dégrade de manière dramatique au cours de l'année 1995. Bien qu'elle corresponde à une tendance nationale, cette dynamique est particulièrement forte dans la Zona et la Sierra Nevada. Alors que se déploient les effets de la crise de l'agro-industrie, les actions armées et les exactions de l'ensemble des parties s'intensifient. Comme l'illustre la figure 22, l'action armée des guérillas augmente au cours de l'année 1995. Elles frappent lourdement les intérêts agro-industriels par des attaques contre les postes de police<sup>445</sup> ; des enlèvements et assassinats de planteurs<sup>446</sup> ; des

---

<sup>443</sup> Tribunal Superior del Distrito Judicial de Barranquilla, Sala de Justicia y Paz, 18 décembre 2018, Hernán Giraldo Serna et al., radicado 08-001-22-52-002-2013-80003, p. 96, Tribunal Superior de Bogotá, Sala de Justicia y Paz, 31 juillet 2015, José Gregorio Mangones Lugo et al. radicado 11-001-60-00253-2007 82791, pp 578-580.

<sup>444</sup> Une Unité Anti Extorsion et Enlèvement (*Unidad Anti Extorsión y Secuestro*, UNASE), regroupant des effectifs de police, de l'armée et des services de renseignement, a été implanté. La direction générale de la police s'engage, en avril 1994, à ajouter 100 agents aux 137 déjà répartis entre Ciénaga et les villages de la Zona. À la même date, des 700 militaires qui composent le bataillon Córdoba implanté à Santa Marta, 35 soldats sont détachés à un site militaire de la ville de Ciénaga, 36 effectuent des patrouilles au sein de la Zona alors que 300 soldats appartiennent au corps de contre-guérilla, opérant uniquement dans la Sierra Nevada. Rapport du gouverneur sur l'ordre public dans la Zona Bananera, 05 avril 1994, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 83/D. 32 782, « Grupo UNASE comienza operaciones en Santa Marta », *El Informador*, 07 février 1993. En septembre 1995, l'armée annonce également le détachement de nouvelles troupes de contre-insurrection dans la Zona afin de « parvenir, une fois pour toutes, à la pacification du principal bassin agricole du département. » « Contraguerrilla en Zona Bananera », *El Informador*, 22 septembre 1995.

<sup>445</sup> « Guerrilla dio muerte a un policía y dejó a 2 heridos », *El Informador*, 20 novembre 1995, « Zona bananera bajo dominio de la violencia », *El Tiempo*, 24 avril 1995.

<sup>446</sup> « Zona bananera bajo dominio de la violencia », *El Tiempo*, 24 avril 1995, « El Ejército capturó a tres sindicatos de guerrilleros », *El Informador*, 11 novembre 1995, « Administrador de finca, el plagiado por las Farc », *El Informador*, 26 octobre 1995.

barrages routiers<sup>447</sup> et des attentats contre les infrastructures de production, visant en particulier la transnationale Dole<sup>448</sup>. Au cours de la même période, ce sont les exactions des groupes paramilitaires qui connaissent l'augmentation la plus importante dans le nord du département avant de croître de façon exponentielle l'année suivante (voir figure 24).

### 5.1.2. La conquête militaire des AUC

En 1996, trois groupes paramilitaires sont dominants dans la région : les autodéfenses de José María Barrera Ortiz au sud ; le groupe d'Hernán Giraldo sur le versant nord de la Sierra Nevada, le littoral nord-est et la ville de Santa Marta, et celui du clan Rojas sur le versant ouest du massif montagneux et dans la Zona. Toutefois, l'escalade du conflit armé est déclenchée par l'irruption dans la région des Autodéfenses Paysannes de Córdoba et de l'Urabá (*Autodefensas Campesinas de Córdoba y Urabá*, ACCU) — renommées Autodéfenses Unies de Colombie en avril 1997. Fort de sa domination militaire en Urabá, des ressources du narcotrafic et des réseaux tissés au sein des *Convivirs*, l'organisation initie, au cours de l'année 1996, son expansion vers l'est du littoral de la côte Atlantique. À la demande d'éleveurs et de grands propriétaires, un premier groupe mobile est actif en juillet, avant qu'un front<sup>449</sup> ne « rompe la zone »<sup>450</sup> dans le nord-Magdalena (CNMH 2021b, 148) et initie ses opérations avec le soutien et la collaboration d'une partie des forces de sécurité<sup>451</sup>.

Le groupe mène une « guerre punitive/préventive » contre la « population civile insurgée » (Restrepo 2009, 267 -70), c'est-à-dire contre les populations vivant au sein des

---

<sup>447</sup> « Zona bananera bajo dominio de la violencia », *El Tiempo*, 24 avril 1995, « Administrador de finca, el plagiado por las Farc », *El Informador*, 26 octobre 1995, « La guerrilla quemó tres tractomulas », *El Tiempo*, 13 avril 1995.

<sup>448</sup> « Contraguerrilla en Zona Bananera », *El Informador*, 22 septembre 1995, « Zona bananera bajo dominio de la violencia », *El Tiempo*, 24 avril 1995, « La guerrilla quemó tres tractomulas », *El Tiempo*, 13 avril 1995

<sup>449</sup> Un front désigne une unité de combattants, de nombre variable, implantée sur un territoire. Plusieurs fronts forment un Bloc qui peut s'étendre sur plusieurs départements.

<sup>450</sup> « Rompre la zone » (« *romper la zona* ») qualifie l'action des groupes de guérilla et paramilitaires pour conquérir, militairement et/ou socialement, de nouveaux territoires.

<sup>451</sup> Fiscalía general de la nación, 25 juillet 2009, entretien judiciaire d'Edgar Córdoba Trujillo, Barranquilla *Cit In*. Juzgado Cuarto Civil del Circuito Especializado en Restitución de Tierras de Sincelejo en Santa Marta, 2016, radicado 2016-00030-00, Caso Cimborazo, Cuaderno No.1 p.33 Pour une étude détaillée du déploiement des AUC dans la région voir Grajales 2016a, chap. 2 ; CNMH 2021b. Sur la collaboration du Bloc Nord avec l'armée, voir CNMH 2017b, 62-69 ; 2021c, 275-319, sur la collaboration plus générale des AUC avec l'armée voir, entre autres, CVC 2022b, 337-45.

espaces d'influence des guérillas et l'ensemble de leurs soutiens supposés. Il se distingue par un niveau de violence extrêmement élevé et le recours aux massacres, qui deviennent chroniques dans la Zona au cours de l'année 1997<sup>452</sup>. Comme ailleurs dans le pays, le massacre est la méthode systématique de conquête territoriale et sociale des AUC (CNMH 2018, 171-93).

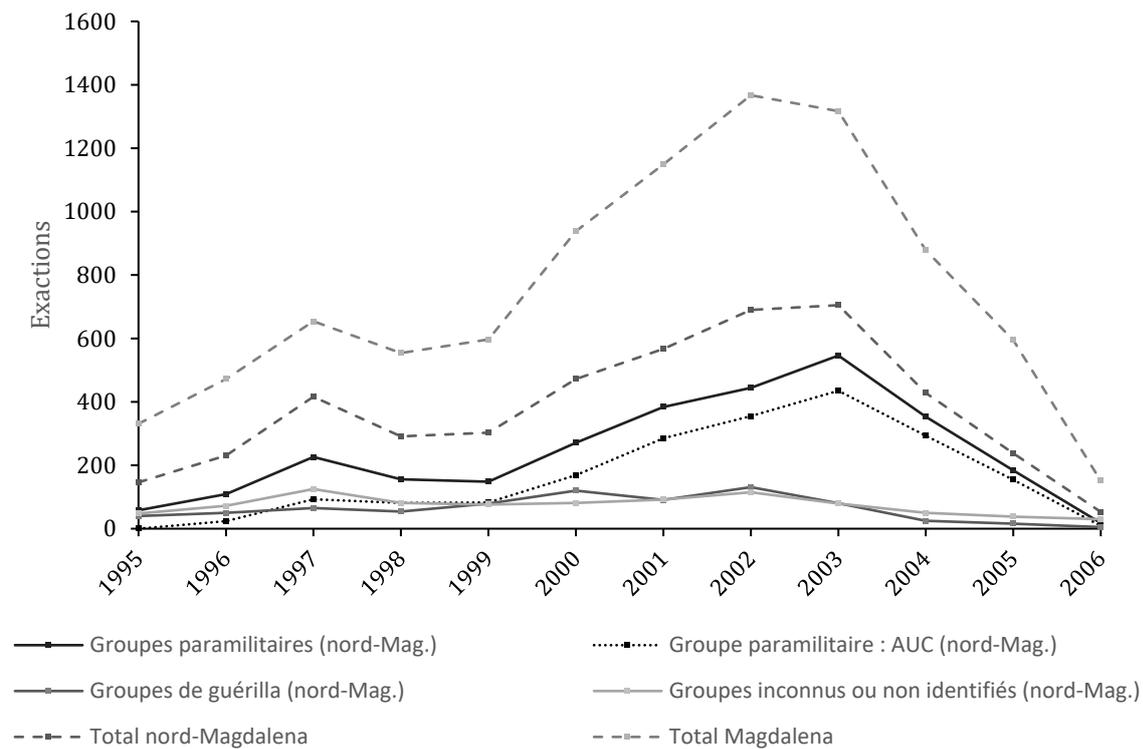


Figure 24, Exactions des groupes de guérilla, paramilitaires et inconnus ou non identifiés dans le nord-Magdalena\* et le Magdalena entre 1995 et 2006, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : OMC 2020

\* Le nord Magdalena comprend ici les municipalités de Ciénaga, Aracataca, Fundación, Pueblo Viejo, El Retén et Zona Bananera, et exclut celle de Santa Marta<sup>453</sup>.

Au tournant des années 2000, la structure regroupant l'ensemble des fronts AUC dans le nord-est du pays — le Bloc Nord — devient hégémonique. Alors que le groupe achève une nouvelle étape d'expansion territoriale dans les départements du Magdalena, du Cesar et de la Guajira, son commandement est confié, à la fin de l'année 1999, à Jorge Tovar Pupo,

<sup>452</sup> « Asesinan a nueve personas en zona bananera del Magdalena », *El Tiempo*, 5 mai 1997, « Desconocidos asesinaron a 5 personas en la zona bananera », *El Tiempo*, 19 mai 1997, « Asesinados seis campesinos en la zona bananera », *El Tiempo*, 31 mai 1997.

<sup>453</sup> Il est à noter qu'à cette époque, les six municipalités formant le bassin agro-industriel concentrent entre la moitié et les deux tiers des exactions violentes alors qu'elles représentent un tiers de la population et un quart de la superficie du département. La zone agro-industrielle ne recouvre cependant qu'une partie de ces municipalités, une partie des communes étant formée de montagnes.

connu sous l'alias de Jorge 40 (CNMH 2021b, 166-73). Au début des années 2000, l'organisation continue d'affronter les guérillas qui, bien qu'affaiblies, contrôlent toujours de larges pans de la Sierra Nevada et frappent encore fortement dans le bassin agro-industriel<sup>454</sup>. De même, une série de conflits opposent les différentes structures paramilitaires de la région<sup>455</sup>.

Au sortir de ces affrontements, le Bloc Nord exerce un contrôle total sur le paramilitarisme dans le nord-est du pays. Il absorbe les structures d'Hernán Giraldo et des Rojas, et crée, en novembre 2001, le front William Rivas, opérant dans la Zona Bananera et les villes de Ciénaga, Aracataca et Fundación. Son commandement est confié à un ancien soldat d'infanterie du bataillon Córdoba, José Gregorio Mangones Lugo (alias Carlos Tijeras, ci-dessous José Mangones)<sup>456</sup>. Dans la foulée de cette restructuration, le Bloc Nord lance une série d'offensives au sein des bastions des guérillas dans la Sierra Nevada<sup>457</sup>. Parallèlement à des troubles internes au sein des FARC (Aguilera Peña 2013, 60) et aux opérations de l'armée régulière, ces offensives aboutissent, au cours de l'année 2003, à l'affaiblissement et au recul définitif des guérillas vers les hauteurs du massif montagneux.

D'une méthode de conquête, la violence devient un mode de gouvernement. Des barrages routiers et des contrôles d'identité; un important réseau de renseignement et de surveillance au sein des villes, des villages et des plantations; et des patrouilles quotidiennes permettent au front William Rivas d'asseoir l'ordre sociopolitique paramilitaire au sein de la société plantationnaire entre 2001 et 2006 (voir Grajales 2016a, chap. 2). L'hégémonie militaire acquise, la terreur et le recours massif aux assassinats sélectifs continuent d'instituer le pouvoir paramilitaire. Ils visent les soutiens supposés de la guérilla et s'étendent, dans un usage extensif de la rhétorique contre-

---

<sup>454</sup> Rapport du Département Administratif de Sécurité sur la « Situation d'ordre public dans le département du Magdalena, janvier 1999 », s.d., AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Secretaria General, C. 93/D. 34346, Tribunal Superior de Bogotá, Sala de Justicia y Paz, 31 juillet 2015, José Gregorio Mangones Lugo et al. radicado 11-001-60-00253-2007, p. 574.

<sup>455</sup> Tribunal Superior de Bogotá, Sala de Justicia y Paz, 31 juillet 2015, José Gregorio Mangones Lugo et al. radicado 11-001-60-00253-2007, pp. 595-616.

<sup>456</sup> Ces deux nouveaux fronts sont complétés par le front Contrainsurgencia Wayuu, opérant dans le département de la Guajira et le front Pivijay, situé au sud de la Zona.

<sup>457</sup> Documento de Análisis de Contexto Rm 01090, Santa Marta: corregimiento de Minca, 2016, URT, pp 64-65.

insurrectionnelle, à tout opposant aux intérêts économiques et à l'ordre sociopolitique des miliciens et de leurs alliés.

### *5.1.3. Accumuler dans la violence : économie politique paramilitaire et relation de protection*

Au cours de l'ascension politique et militaire des AUC, l'élite vulnérable devient sa « clientèle privilégiée ». Le groupe armé gagne ainsi une « capacité additionnelle d'ingérence » et son économie politique se développe dans une interaction complexe entre ses propres intérêts et ceux de la classe dirigeante. L'action des miliciens oscille entre la prédation économique, le vigilantisme armé<sup>458</sup> et la défense des intérêts agro-industriels. Quelles sont les ressources économiques du groupe ? De quelle nature est la relation qui lie les miliciens aux planteurs ? S'agit-il de racket, d'extorsion ou encore de protection ?

#### 5.1.3.1. L'économie politique paramilitaire

Fort de leur domination militaire, les AUC monnaient leurs services de sécurité et prélèvent des taxes sur le commerce légal et illégal ainsi que sur les contrats publics. Tout en agissant de concert avec certains secteurs sociaux, il poursuit une stratégie autonome d'accumulation, à la frontière entre protection et extorsion et soutenue par une gestion rationnelle de ses ressources.

Le Bloc Nord est un archétype d'une *entreprise de la violence* (Volkov 2002). À chaque front est assigné un inspecteur qui contrôle les ressources financières reportées par le commandant et révisé l'état de l'armement de chaque milicien. Un coordinateur général supervise l'action de tous les commandants qui, lors de réunions mensuelles, rapportent les dépenses de fonctionnement, les recettes perçues et les affaires internes auprès de Jorge Tovar. Des commissions sont constituées pour la gestion des affaires économiques

---

<sup>458</sup> Sur la notion de vigilantisme et ses différentes expressions, voir la somme Favarel-Garrigues et Gayer 2021 ; voir aussi Fourchard 2018.

et militaires du groupe et un système d'incitatifs et de bonifications rapporte 5 % des revenus des extorsions aux commandants des fronts<sup>459</sup>.

Interrogés par le Centre National de Mémoire Historique à propos des sources de revenus de leur ancienne organisation, 2251 miliciens démobilisés du Bloc Nord indiquent avoir connaissance des activités économiques suivantes :

Activités	Déclarations (cumulatives)
Extorsion, « vaccin » et impôt	1475 (29 %)
Apport volontaire de personnes et d'entreprises	762 (15 %)
Taxe sur le commerce et les marchandises	656 (13 %)
Narcotrafic	542 (10 %)
Service de sécurité	396 (8 %)
Appropriation de contrats publics	262 (5 %)
Achat et vente de terres	243 (5 %)
Entreprise propre	241 (5 %)
Crédit	185 (4 %)
Enlèvement	136 (3 %)
Exploitation minière	131 (2 %)
Autre	78 (1 %)
Connaissance des sources de financement : oui	1738 (77 %)
Connaissance des sources de financement : non	441 (20 %)
Sans réponse	72 (3 %)

Tableau 10, Sources de financements du Bloc Nord mentionnées par les miliciens démobilisés, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : CNMH<sup>460</sup>

Les catégories identifiées par les miliciens et le CNMH sont à interpréter avec précaution. « L'extorsion », « l'apport volontaire », « la taxe » et « le service de sécurité » sont des pratiques enchevêtrées aux frontières poreuses. Néanmoins, ce tableau illustre la diversité des sources de financements du groupe dont l'activité pénètre l'ensemble des domaines économiques. Dans la Zona, les AUC captent des revenus dans les économies formelles comme informelles. La mise à contribution touche tout à la fois « les éleveurs de

<sup>459</sup> *Ibid.* pp. 617-620.

<sup>460</sup> Déclarations de 2251 miliciens démobilisés au Mécanisme Non Judiciaire de Contribution à la Vérité, voir CNMH 2020.

bétail, producteurs de bananes, commerçants, transporteurs, contractuels publics, prêteurs de fonds, chauffeurs de vélo-taxi et vendeurs de minutes [téléphoniques] »<sup>461</sup>.

Le meurtre d'Adalberto Millán Padilla, un petit commerçant de vêtements dans le village de Guacamayal, et de sa mère, le 22 janvier 2004, illustre le large spectre social auquel s'applique le « vaccin »<sup>462</sup> paramilitaire. Il est relaté par un commandant paramilitaire devant les tribunaux comme la conséquence de ses activités de recel. Aux enquêteurs, le frère et fils des deux victimes signale que le mobile du crime est son refus de payer les miliciens :

« Mon frère devait leur payer la somme de cent cinquante mille pesos, il devait aussi leur apporter des chaussures et d'autres vêtements qu'ils commandaient, mais ne lui payaient pas. Et ça a duré plusieurs mois. À la fin de l'année 2003, ils ont exigé une contribution plus élevée que mon frère a refusé de payer [...], car le peu qu'il tirait du commerce, il devait pratiquement leur donner. »<sup>463</sup>

Après une première convocation à la base paramilitaire du village de Soplador que le commerçant n'honore pas, six hommes en motos se rendent à sa maison et l'assassinent, ainsi que sa mère.

Aussi le groupe développe des pratiques de prédation telles que le vol et le pillage. De nombreux assassinats sont accompagnés du pillage des biens au sein des maisons des victimes. L'assassinat d'Eparquio Fernández, un éleveur installé au sud de la Zona, dans les terres du hameau de Caraballo, renseigne ces pratiques. L'éleveur et sa famille paient,

---

<sup>461</sup> Tribunal Superior de Bogotá, Sala de Justicia y Paz, 31 juillet 2015, Mangones et al. radicado 11-001-60-00253-2007, p. 620.

<sup>462</sup> Le « vaccin » (« *vacuna* ») est un terme classique de la relation des groupes armés aux communautés locales colombiennes. Il est une métaphore du service de protection offert par l'acteur violent contre un concurrent ou contre la délinquance et le crime organisé. Il est mobilisé à la fois par les groupes de guérilla et les miliciens paramilitaires.

<sup>463</sup> Tribunal Superior del Distrito Judicial de Barranquilla, Sala de Justicia y Paz, 11 juillet 2016, Rolando René Garavito Zapata, radicado 08-001-22-52— 003-2011-83 724, p. 303 Il est intéressant de noter cependant que le refus de payer les extorsions est déclaré par les paramilitaires comme étant à l'origine d'un nombre très réduit d'assassinats (voir tableau 12, p. 315) De même, le sous-commandant Rolando René Garavito Zapata affirme que ce type d'assassinat ne fait pas partie de la politique du front alors que le Tribunal Supérieur de Bogotá estime qu'un nombre conséquent d'assassinats est mené sous ce mobile. Tribunal Superior de Bogotá, Sala de Justicia y Paz, 31 juillet 2015, Mangones et al. radicado 11-001-60-00253-2007, p. 620.

depuis 1996, une contribution aux AUC. Le 2 novembre 2001, l'homme est convoqué et assassiné pour ses liens supposés avec la guérilla. Au même moment, des miliciens emportent 400 à 500 têtes de bétail et les équipements de la ferme qu'ils remettent à leur commandant<sup>464</sup>.

Ces pratiques s'incarnent aussi dans l'accaparement de terres. Cette activité est à la fois un service violent rémunéré que le groupe vend aux grands propriétaires terriens en conflit avec des collectifs paysans (voir chap. 5.2.4.), mais aussi un instrument d'accumulation des miliciens. À la suite des massacres et du déplacement forcé, des terres sont légalisées devant des notaires cooptés et cédées à des prête-noms loyaux aux commandants paramilitaires. Tovar Pupo est l'un des dirigeants paramilitaires qui accumulent une quantité importante de terres au cours du conflit armé. Dès lors, le Bloc Nord exerce une influence majeure sur la propriété, en particulier au sein des grands pâturages du centre du département (Grajales 2011; CJYC 2018; Roa, Vaca, et Reina 2018; CNMH 2019a; 2021 c).

Cette extraction économique ne concerne pas seulement le commerce légal, mais aussi les contrats publics et les commerces illicites. Le Bloc Nord développe un vaste système d'appropriation des ressources publiques, principalement au sein des hôpitaux, des universités et des mairies (CNMH 2021c, 369-451). De même, la contrebande d'essence et le trafic de drogues constituent des ressources importantes de certains fronts tels que le front commandé par Hernán Giraldo dans la Sierra Nevada. Le principal gestionnaire financier du Bloc Nord détaille, devant les tribunaux, le système de taxation au poids mis en place à partir de la fin de l'année 2001<sup>465</sup>.

Toutefois, les contrats publics et le trafic ne sont pas les sources principales de financements du front William Rivas<sup>466</sup>. L'ancien commandant José Mangones expose l'importance des contributions versées par les entreprises agro-industrielles de la région :

---

<sup>464</sup> Tribunal Superior del Distrito Judicial de Barranquilla, Sala de Justicia y Paz, 11 juillet 2016, Rolando René Garavito Zapata, radicado 08-001-22-52-003-2011-83724. p. 247.

<sup>465</sup> Rapport de la police judiciaire sur l'activité de narcotrafic du Bloc Nord, num. 110016000253-200783489, novembre 2009, Bogota, DDHH-CNMH, réf. 1\_1 468 931 443, <https://www.archivodelosddhh.gov.co/anexos>. Consulté le 10 avril 2023.

<sup>466</sup> Rapport de la police judiciaire sur les financements du front William Rivas, num. s.i., 13 octobre 2009, Santa Marta, DDHH-CNMH, réf. 1\_468 931 508 <https://www.archivodelosddhh.gov.co/anexos>. Consulté le 13 avril 2023.

« Au cours d'un mois normal, 80 à 90 % des revenus du front William Rivas provenaient des compagnies bananières. Le front William Rivas avait un revenu de 80-100 millions de pesos par mois. Les commerçants contribuaient à hauteur de 10 à 20 %, le reste provenant des entreprises bananières, car nous on ne travaillait pas avec le trafic de drogue.

Le front William Rivas dépensait habituellement 60 à 65 millions de pesos par mois de ce revenu, et ce qui restait était envoyé à Jorge 40 pour être utilisé dans le Bloc Nord. Les fonds que je recevais de Chiquita et de Dole étaient utilisés comme fonds opérationnels pour le front William Rivas. On utilisait ces fonds pour payer les salaires, acheter des armes, des uniformes et des fournitures pour mes hommes, ainsi que pour les frais de transport dans la région lorsque nous menions nos opérations de sécurité. »<sup>467</sup>

Bien que les déclarations de José Mangones soient à prendre avec précautions<sup>468</sup>, ces éléments sont confirmés par les rapports de la police judiciaire<sup>469</sup>. Pour comprendre plus en détail comment la violence paramilitaire intègre la chaîne de valeur, il faut étudier l'organisation de cette contribution et la nature de la relation qui lie les planteurs et les miliciens.

#### 5.1.3.2. L'intégration de la violence à la marchandise : la relation de protection

Comment peut-on différencier l'extorsion de la protection, la coercition de la collaboration ? Lors de leurs auditions judiciaires, les ex-paramilitaires affirment à de multiples reprises avoir œuvré dans l'intérêt des entrepreneurs ruraux. Ces derniers furent-ils des bénéficiaires, des associés ou des victimes d'extorsion ? La relation entre les

---

<sup>467</sup> Déclaration de José Gregorio Mangones Lugo, 29 October 2009, Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario de Barranquilla, archive privée, p. 8.

<sup>468</sup> Ces déclarations judiciaires interviennent dans le cadre des procès intentés par les États-Unis puis par plusieurs organisations non gouvernementales contre les multinationales Chiquita Brands et Dole Food. La seule mention des multinationales et l'occultation des noms des entreprises et producteurs locaux sont les signes manifestes du maniement stratégique de ces informations par l'ex-commandant paramilitaire.

<sup>469</sup> Rapport de la police judiciaire sur les financements du front William Rivas, num. s.i., 13 octobre 2009, Santa Marta, DDHH-CNMH, réf. 1\_468 931 508 <https://www.archivodelosddhh.gov.co/anexos>. Consulté le 13 avril 2023. Il est à noter que les calculs apportés par la police judiciaire au procureur du tribunal Justice et Paix sont approximatifs, en particulier sur la quantité de caisses de fruits exportées et d'hectares cultivés qui peuvent être taxés par le front William Rivas.

AUC et l'élite rurale fut elle un « amour non réciproque »<sup>470</sup> ? Elle ne fut pas un simple rapport de subordination et fut marquée par de nombreuses tensions. Au cours de cette sous-partie, je montrerai qu'elle fut une relation de protection qui intégra, sous différentes formes de paiement, la violence aux coûts indirects de la production agro-industrielle.

L'extorsion définit l'appropriation des biens et des propriétés d'une personne sous la menace de violence. Quant à la protection, elle implique un service de défense contre un danger ainsi qu'une relation durable, institutionnalisée et de type commercial. La protection devient racket de protection quand, grâce à un monopole sur le marché de la violence, le protecteur ne fournit pas de réel service ou s'il est lui-même la source d'insécurité (Tilly 1985, 171 ; Volkov 2002, 29-31). Or, la collaboration et la coercition, la protection et l'extorsion sont liées par un continuum et leur discrimination dépend de la perspective de l'analyse. En isolant la relation entre le protégé et le protecteur, souligne Vadim Volkov, elle ressemble toujours à une extorsion (2002, 35).

La nature de la relation change cependant en observant le phénomène à une échelle plus large. En appréhendant l'action d'un spécialiste de la violence non pas seulement dans la relation contractuelle qu'il noue avec son client, mais dans le cadre étendu de son effet sur l'environnement commercial, Volkov suggère d'analyser sa fonction à l'aune du maintien de l'ordre :

« Par association pour le maintien de l'ordre ("enforcement partnership"), j'entends la fonction d'une agence de gestion de la violence (un groupe criminel, une société de protection privée ou une organisation similaire) qui, par un usage habile de la force et de l'information dans le cadre d'une relation commerciale, permet de maintenir un environnement institutionnel favorable aux activités économiques de ses entreprises clientes. » (Volkov 2002, 41)

De même, la notion de « prolifération de la protection » de Diego Gambetta permet de considérer le service des spécialistes de la violence à l'échelle d'un secteur d'activité et

---

<sup>470</sup> L'expression est de Gutiérrez Sanín et interroge originellement la relation des milices paramilitaires à l'État colombien (2014a, chap. 4).

non pas du contrat individuel de protection (Gambetta 1996, 31). La relation de protection n'est pas déterminée par la seule demande ou volonté du client, mais par son engagement ou son maintien sur un marché dont la condition de fonctionnement est la protection par un spécialiste de la violence.

Au sein des deux zones bananières du pays, dans l'Urabá et le Magdalena, le service des guérillas est distinct de celui des paramilitaires. Alors que le premier est un racket de protection, le second est une protection. Cinq éléments soutiennent cette différenciation : (1) les guérillas représentent des menaces effectives ; (2) les ex-commandants paramilitaires témoignent du caractère volontaire de l'engagement des entreprises ; (3) certains miliciens forment des relations organiques avec le secteur agro-industriel ; (4) les attaques paramilitaires contre les plantations sont presque inexistantes. Trois éléments supplémentaires étayent l'hypothèse d'une association pour le maintien de l'ordre : (5) la protection paramilitaire se diffuse à l'ensemble du secteur agro-industriel ; (6) des modes communs de paiement sont institués ; (7) les miliciens fournissent des services effectifs aux planteurs et entreprises, à l'échelle des sites de production et de la société plantationnaire.

Le cas de l'entreprise Chiquita Brands, dont on connaît les détails grâce à la déclassification de notes internes<sup>471</sup>, illustre ces différents points. (1) Entre 1989 et 1997, l'entreprise, présente dans l'Urabá et le Magdalena, finance les trois principaux groupes de guérillas du pays, les FARC, l'ELN et l'EPL. Entre 1991 et 1996 elle verse, à travers ses filiales locales<sup>472</sup> un total de 856 000 dollars aux guérillas, dissimulés dans les livres de comptes et les rapports internes. Des accords, dont les termes et les montants sont négociés, sont trouvés avec les principaux groupes subversifs afin d'éviter la menace que ces mêmes groupes font peser sur la sécurité des biens et des personnes. Des cas de protection contre les vellétés pécuniaires d'autres acteurs armés, des exemples épars de fourniture de personnels de sécurité ou de services de briseurs de grève sont signalés (National Security Archive et Verdad Abierta 2017a). Cependant les guérillas continuent

---

<sup>471</sup> À partir d'avril 2011 l'organisation non gouvernementale National Security Archives parvient à faire déclassifier et à publier près de 48 000 pages transmises par l'entreprise aux autorités judiciaires étatsuniennes dans le cadre de poursuites judiciaires. Ces archives incluent des documents financiers, des mémorandums juridiques, des notes manuscrites et le témoignage sous serment de cadres de la société.

<sup>472</sup> Ces filiales sont : Banadex, Samarex et Compañía Frutera de Sevilla.

de représenter le principal danger contre lequel elles « vaccinent ». Elles sont à l'origine d'un grand nombre d'attaques, d'assassinats et d'enlèvements contre les plantations et leurs propriétaires (voir chap. 4., sur l'Urabá voir Sarmiento 2007). Ces relations commerciales restent dans leur grande majorité de l'ordre du racket de protection.

(2) Ces paiements cessent entre la fin de l'année 1996 et le début de 1997, quand les paramilitaires prennent le contrôle de l'Urabá. Au cours de cette période, Carlos Castaño, chef du groupe ACCU, Charles Keiser, directeur général de Banadex ainsi que d'autres planteurs initient une relation commerciale dans une demeure luxueuse de la ville de Medellín<sup>473</sup>. A posteriori, les planteurs déclarent avoir été contraints par les paramilitaires au même titre que par les guérillas<sup>474</sup>. Les paramilitaires quant à eux, assurent avoir apporté un service à des entrepreneurs se trouvant dans un besoin cruel de sécurité. Les commandants paramilitaires tels que Salvatore Mancuso Gómez<sup>475</sup>, numéro deux des AUC, l'ancien commandant Hebert Veloza García<sup>476</sup>, Raúl Hasbún Mendoza<sup>477</sup>, l'architecte du système de collecte, et José Mangones<sup>478</sup>, le commandant du front de la Zona, insistent, devant les tribunaux et la presse, sur le caractère volontaire et dénué de coercition de l'engagement des planteurs d'Urabá et du Magdalena.

(3) Certains miliciens ont des intérêts directs dans le secteur agro-industriel et des relations organiques et de parenté avec une partie des acteurs de l'agro-industrie. Des commandants de l'Urabá, tels que Raúl Hasbún Mendoza, sont ou deviennent d'importants planteurs de bananiers et de palmiers à huile (Franco et Restrepo 2011 ; Verdad Abierta 2014 ; Ballvé 2020). Les AUC entretiennent un lien spécifique avec les

---

<sup>473</sup> United States District Court Souther District of Florida, 1 février 2009, Rapport du Comité Spécial des Litiges, No 0:08-md-01916-KAM, p. 56.

<sup>474</sup> C'est là l'argument central de la défense de l'entreprise devant les tribunaux. Le rapport interne de l'entreprise sur cette réunion — produit à l'occasion d'une enquête interne menée trois ans plus tard — témoigne du caractère conjoint de la menace et du service, indissociables dans l'introduction de la relation de protection Note interne de Robert Thomas sur les rencontres entre des cadres de Banadex et des membres des AUC, septembre 2000, DNSA, Fd. COL and the U.S., <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB340/20000900>, Consulté le 13 octobre 2022.

<sup>475</sup> Déclarations de Salvatore Mancuso Gómez devant le Bureau du procureur général, *cit. in* Gómez Albarello 2021, 96.

<sup>476</sup> Tribunal Superior del Distrito Judicial de Bogotá, Sala de Justicia y Paz, 30 de octubre de 2013, Hébert Veloza García *et al.*, radicado 11-001-60-00 253-2006 810099, pp. 80-81.

<sup>477</sup> Voir Gómez Albarello 2021, 116 ; Verdad Abierta 2012.

<sup>478</sup> Déclaration de José Gregorio Mangones Lugo, 29 October 2009, Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario de Barranquilla, archive privée, pp. 2-16, La Otra Opinión, « La muerte de Carlos Tijeras ». 2 avril 2013. <https://www.youtube.com/watch?v=0RJQHCO3EDE>. Consulté le 18 octobre 2022.

planteurs d'Antioquia, leur région d'origine. Dans le Magdalena, des planteurs comme Eduardo Dávila Armenta (Zúñiga 2007, 241 ; CNMH 2018b, 192), Carlos Aurelio Lacouture ou la famille Olarte (voir chap. 5.2.4.) sont des pionniers du paramilitarisme.

(4) De même, à la différence des guérillas, les paramilitaires offrent un service de protection dont ils ne sont pas l'unique cause. Le nombre d'attaques perpétrées par les AUC contre des plantations pour le refus du paiement, s'il n'est pas nul<sup>479</sup>, est dérisoire.

(5) La relation de protection n'est pas entérinée seulement en fonction des besoins de sécurité de chaque entreprise. Elle est le résultat des incitations politiques et de l'engagement de l'ensemble du secteur agro-industriel. Dans une note interne manuscrite d'août 1997, un avocat de l'entreprise Chiquita Brands souligne l'importance de l'appui des militaires et des instances politiques locales au financement des *Convivirs*. Il ajoute :

« Nous participons au même titre que les autres entreprises bananières.  
(Nous avons été les derniers à participer) »<sup>480</sup>

À la même période, ces paiements sont qualifiés de « coûts des affaires en Colombie » (« *cost of doing business* »)<sup>481</sup> par un autre avocat de la firme.

Le dispositif légal des *Convivirs* est crucial dans l'engagement de cette relation et sa prolifération, de l'Urabá au Magdalena. Le cerveau de leur organisation dans l'Urabá, Raúl Hasbún Mendoza, est chargé, à la fin de l'année 1999, d'instaurer un système de sécurité dans le département du Magdalena. Le même mois, la filiale locale de la multinationale, Banadex, initie ses paiements à la société Inversiones Manglar SA<sup>482</sup>, créée par le

---

<sup>479</sup> L'administrateur Carlos Javier Zuluaga Arenas est exécuté par les AUC le 5 mars 2005 dans une plantation de Río Frío après avoir, selon son épouse, « refusé de leur laisser garer leurs voitures et leurs motos et de payer le vaccin ». Le sous-commandant Rolando René Garavito Zapata du front William Rivas réfute cependant ce mobile : « Madame la magistrate, nous n'avons jamais tué personne pour le non-paiement d'un vaccin et encore moins un administrateur [...] parce que si un cas se présentait, on rencontrait le propriétaire de la ferme, pas l'administrateur, nous n'avons jamais fait cela, ce n'était pas la politique des autodéfenses ». Tribunal Superior del Distrito Judicial de Barranquilla, Sala de Justicia y Paz, 18 décembre 2018, José Gregorio Mangones Lugo et al. radicado 08-001-22-52-003-2014-82791, p. 318

<sup>480</sup> Note interne d'un avocat de Banadex sur les *Convivirs*, août 1997, DNSA, Fd. COL and the U.S., <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB340/19970800>. Consulté le 13 octobre 2022.

<sup>481</sup> Note interne d'un avocat de Banadex sur les « paiements sensibles », mai 1997, DNSA, Fd. COL and the U.S., <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB340/19970507>. Consulté le 13 octobre 2022.

<sup>482</sup> Note interne de Robert Thomas sur les rencontres entre des cadres de Banadex et des membres des AUC, septembre 2000, DNSA, Fd. COL and the U.S., <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB340/200009>

paramilitaire pour collecter les paiements, à raison de trois centimes de dollars par caisse de banane exportée. Dans une note, le responsable de l'enquête interne de l'entreprise écrit à propos de la société Inversiones Manglar :

« Société commerciale agricole [flèche] dissimule le but réel d'assurer la sécurité

Les mêmes personnes qui ont formé la Convivir ont formé cette nouvelle société ; le gouvernement ne permettra pas d'autre Convivir ; trop de pression politique à propos des paramilitaires [...]

[Supprimé] dit que nous devrions continuer à faire les paiements ; on ne peut pas obtenir le même niveau de soutien de la part des militaires.

[Supprimé] dit que toutes les autres entreprises bananières contribuent à Santa Marta »<sup>483</sup>

Ces paiements sont justifiés en interne par l'engagement de l'ensemble du secteur agro-industriel et le service effectif des paramilitaires contre les attaques de la guérilla et de la délinquance commune.

(6) À mesure que s'avère le caractère paramilitaire de ces organisations et que les risques légaux augmentent<sup>484</sup>, les procédures de paiement et l'enregistrement des dépenses sont dissimulés et complexifiés (National Security Archive et Verdad Abierta 2017b). Finalement, de 1999 à 2004, l'entreprise finance les groupes des AUC de l'Urabá et du Magdalena à hauteur de 1,7 million de dollars. Or, Chiquita Brands n'est qu'une des multiples entreprises agro-industrielles qui financent des AUC. Dans le Magdalena, ce marché potentiel représente 4,5 millions de dollars par an<sup>485</sup>.

---

00. Consulté le 13 octobre 2022. La société n'est pas une *Convivir*, le gouvernement cesse d'octroyer des licences pour leur formation.

<sup>483</sup> Note interne de Robert Thomas sur Inversiones Manglar SA, mai 2000.

<sup>484</sup> Le lien entre les AUC et les *Convivirs* était connu des employés locaux et du siège social de l'entreprise et, le 10 septembre 2001, les AUC sont classées organisation terroriste par les États-Unis. Malgré cela, les cadres de l'entreprise décident de continuer les paiements à l'organisation jusqu'à janvier 2004. United States District Court Souther District of Florida, 1 février 2009, Rapport du Comité Spécial des Litiges, No 0:08-md-01916-KAM, pp. 80-90 Le Bureau du procureur général a stipulé, en 2016, qu'il était « de notoriété publique chez les habitants de la région d'Urabá que [les *Convivir*] fonctionnent comme un appendice des groupes d'autodéfense. » (cit. in. Gómez Albarello 2021, 100).

<sup>485</sup> Ces calculs sont établis pour l'année 2003 en additionnant la taxe de 3 centimes de dollars par caisses exportées (145 millions) et de 25 dollars par hectares (38 000) cultivés dans la Zona.

À la taxe sur les exportations se superpose une taxe sur les surfaces cultivées (de 25 dollars par hectare par an). Ces paiements sont dissimulés au sein des comptes des entreprises — le nettoyage des canaux, l'entretien des systèmes d'irrigation ou des câbles aériens étant habituellement utilisés pour légaliser des paiements irréguliers<sup>486</sup> — ou effectués à travers le don des fruits non exportés par les distributeurs<sup>487</sup>. Un habitant de Ciénaga ayant été témoin de la captation du marché local par les paramilitaires se remémore :

« Avant, si tu étais un ouvrier dans une plantation de bananes, quand tu rentrais chez toi l'après-midi, tu prenais un sac ou une besace, tu le remplissais de bananes de rebut ("*banano de rechazo*"), et tu l'emportais chez toi. Lorsque les paramilitaires ont commencé à exercer le contrôle sur la région, ça a cessé. Les bananes étaient collectées par les paramilitaires. [...] Ils collectaient toutes les bananes de rebus de toutes les plantations et les emmenaient à l'entrepôt de Cooama<sup>488</sup> et ça sortait vers les marchés de Barranquilla, Cartagena, Santa Marta. Et à travers cela, ils étaient payés. »<sup>489</sup>

De jeunes miliciens du front William Rivas sont nommés responsables d'un secteur de collecte et se présentent aux plantations, à la fin des jours de récolte, afin de contrôler le chargement des fruits de rebut au sein des camions de l'entreprise des paramilitaires Cooama<sup>490</sup>. Cette collecte a pour effet de réduire drastiquement la quantité de fruits donnée aux ouvriers des plantations. Le coût de la sécurité paramilitaire est en partie ponctionné sur les primes des travailleurs. En somme, elle est payée par la taxation des

---

<sup>486</sup> Entretien #21, ancien administrateur, 15 août 2019, Santa Marta

<sup>487</sup> Juzgado penal del circuito especializado de Santa Marta, 18 avril 2008, José Gregorio Mangones Lugo et al., radicado 47001-3107-001-2006-00060, p. 91 Nous ignorons, en l'état actuel des connaissances, si les fruits de rebus et la taxe sur les surfaces sont un paiement complémentaire demandé par Tovar Pupo aux planteurs ou un substitut à la taxe sur les caisses exportées imposée aux exportateurs. Il semblerait tout de même que la taxe sur les surfaces cultivées et les fruits de rebus sont le produit d'une stratégie mise en place au printemps 2002 par Tovar Pupo contre Hasbún Mendoza visant à conserver dans le Bloc Nord les contributions des planteurs et entreprises. Tribunal Superior de Bogotá, Sala de Justicia y Paz, 31 juillet 2015, José Gregorio Mangones Lugo et al. radicado 11-001-60-00253-2007 82791, pp. 608-609.

<sup>488</sup> La Coopérative de Commercialisation du Magdalena (Cooama) est créée au cours de l'année 2002 pour permettre au front William Rivas de récolter l'argent des planteurs en lieu et place de la société Inversiones SA.

<sup>489</sup> Entretien #27, ancien guérillero, 06 septembre 2021, Ciénaga.

<sup>490</sup> Entretien #21, ancien administrateur, 15 août 2019, Santa Marta.

exportations, l'imposition sur les surfaces cultivées ou le don des fruits de rebut. Elle est ainsi incorporée aux coûts indirects de production et aux marchandises.

(7) José Mangones affirme avoir été payé par l'ensemble des entreprises et détaille la nature de ces services devant la justice :

« [L'une] des principales fonctions du Front William Rivas étaient d'assurer la sécurité des plantations de bananes. [...] Toute entreprise qui faisait des affaires avec les propriétaires et les producteurs de bananes, qu'il s'agisse de la société Chiquita Brands ou de Dole Food ou de n'importe quel autre nom, coordonnait ses opérations avec le Front William Rivas, qui contrôlait entièrement la zone. [...]

Les paiements qui nous étaient versés par Chiquita Brands, par l'intermédiaire de la société de sécurité, étaient la contrepartie des services de sécurité et de coopération que nous avons fournis, et non une extorsion forcée. [...]

Nous les avons débarrassés des guérilleros qui les extorquaient, kidnappaient leurs dirigeants et incendiaient leurs plantations, et nous leur avons offert une protection contre les bandes criminelles qui volaient leurs fournitures et équipements, dévalisaient les cargaisons de fruits et pillaient les plantations [...]. Nous garantissions le retour des plantations envahies ainsi que la stabilité et la valeur immobilière des plantations, nous faisons un travail politico-militaire pour expulser les guérilleros des syndicats et des organisations sociales, et nous escortons les camions transportant les fruits des plantations au port de Santa Marta. »<sup>491</sup>

Et l'ancien commandant paramilitaire de citer une liste des administrateurs auprès desquels le front collecte de l'argent et des cadres du groupe Dole qui collaborent avec les AUC. L'ancien milicien souligne non seulement la collaboration des élites politiques, militaires et commerciales, mais aussi les bénéficiaires indirects et structurels que ces

---

<sup>491</sup> Déclaration de José Gregorio Mangones Lugo, 29 October 2009, Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario de Barranquilla, archive privée, pp. 2-16.

acteurs retirent de la présence paramilitaire. Les paramilitaires n'assurent pas seulement des services spécifiques pour certains planteurs, ils garantissent un environnement commercial favorable à la production et à la compétitivité internationale dont jouit l'ensemble du secteur. Ils garantissent trois arrangements sociaux fondamentaux pour la stabilité du commerce agro-industriel : la sécurité, la terre et le travail.

## 5.2. « Vimos ese futuro y nos lo quitaron »<sup>492</sup> : le coopératisme ouvrier et paysan et sa répression violente

À la fin des années 2000, la Colombie prend peu à peu la mesure des transformations engendrées par le paramilitarisme sur la propriété de la terre et découvre, partout, d'innombrables récits de violence, d'abandons et d'expropriation des terres. On estime bientôt que 6,5 millions de personnes sont déplacées au cours du conflit entre 1990 et 2010 et que près de 8 millions d'hectares de terres sont abandonnés ou accaparés (CNMH 2015b). Cet accaparement devient l'objet d'une grande attention académique qui permet de documenter les politiques foncières des groupes paramilitaires (p.ex. Reyes 2009; Salinas Abdala et Zarama Santacruz 2012; Gutiérrez Sanín 2014c); la complicité des institutions étatiques locales, des fonctionnaires et l'articulation des procédés violents et légaux dans l'accaparement de terres (Grajales 2011; Gutiérrez Sanín et Vargas Reina 2016; Davila Saenz 2018); le rôle des capitaux illicites et des narcotrafiquants (Reyes 1997; Ballvé 2012); le processus conjoint d'accaparement, de transformation des usages des sols et d'expansion de l'agriculture commerciale (Ojeda 2016; Sonia Uribe Kaffure 2014; Ballvé 2020; Gómez, Sánchez-Ayala, et Vargas 2015; Grajales 2021). Cependant, si la lecture agraire est centrale dans ces études, peu d'auteurs interrogent l'effet de l'accaparement paramilitaire sur les rapports entre l'agriculture paysanne et commerciale au sein des espaces agro-industriels. De même, l'effet des violences sur la forme d'exploitation du travail et sur les rapports entre la terre et le travail restent des questions subsidiaires, nous empêchant ainsi de saisir pleinement l'importance des acteurs armés et de la violence dans le mode de développement de ces espaces ruraux.

---

<sup>492</sup> « On a vu cet avenir et ils nous l'ont enlevé ».

Quels sont les effets de la violence armée sur la distribution des ressources naturelles et les modes d'exploitation du travail? Comment la violence y module-t-elle les territorialités paysannes et agro-industrielles? Dans les pages suivantes, j'étudie à une échelle microsociale cinq cas de violences contre des collectifs paysans et ouvriers occupant des plantations en faillite ou des domaines en friche et réclamant l'intervention de l'État pour la redistribution des terres. L'analyse montre les mécanismes, les processus et les effets de la mobilisation collective et des usages de la violence paramilitaire dans des conflits pour la terre et le travail. Ces luttes sont déterminantes dans la formation et la destruction des paysages de la Zona :

« Les paysages sont produits. Ils sont fabriqués physiquement. Ils sont créés par des personnes dans des conditions historiques et sociales spécifiques et difficiles. [...] Les travailleurs créent leurs propres paysages, certes, mais le degré de contrôle qu'ils exercent sur les conditions de leur production est une question empirique. C'est une question à laquelle on ne peut répondre qu'en se concentrant sur le pouvoir - qui le détient, à quoi il ressemble et comment il est déployé. »  
(Mitchell 2012, 168)

Dans un premier temps, après avoir présenté en détail chaque cas d'étude, cette analyse souligne l'impact fondamental du marché international et la vigueur du mouvement de récupération des terres au cours de la crise du milieu des années 1990. J'explore alors, dans un deuxième temps, le rôle prépondérant des ouvriers et paysans dans la transformation de l'espace agro-industriel et dans l'émergence de modes de production et de paysages alternatifs. Troisièmement, le récit se concentre sur l'irruption de la violence paramilitaire au sein des plantations occupées par des collectifs subalternes ; sur les alliances tissées entre propriétaires et miliciens et sur l'actuation de ces derniers dans la défense des intérêts de l'élite rurale. Enfin, dans une quatrième et dernière sous-partie, mon analyse se porte sur l'effet de la violence sur la possession des terres et l'exploitation du travail ainsi que sur les trajectoires socioprofessionnelles des travailleurs qui en sont victimes.

### 5.2.1. Cinq cas d'étude

Parallèlement aux universitaires, les fonctionnaires de l'Unité de Restitution des Terres (URT) — l'institut étatique chargé de conduire la restitution des terres spoliées — et les juristes d'ONG nationales et internationales récoltent et compilent des témoignages, des récits et des preuves dans l'ensemble du pays. Avec ces éléments, ils font valoir le droit des communautés paysannes, indigènes et afro-colombiennes à la restitution qu'entérine la loi des victimes (« *Ley de las victimas* ») de 2011.

Parmi l'ensemble des demandes de restitutions qui sont émises dans la Zona, seules une poignée de demandes collectives, menées par des groupes visibles, en lien avec des organisations sociales et des ONG, reçoivent l'attention des institutions étatiques et des tribunaux. Cinq de ces demandes constituent nos cinq cas d'étude. Quatre d'entre elles — Diana María, La Marcela, La Isla, Las Franciscas — concernent des plantations qui sont abandonnées puis occupées pendant la crise alors que la cinquième — Chimborazo —, située en périphérie de la Zona, est initialement un terrain en friche occupé par des paysans avec l'accord du propriétaire<sup>493</sup>. Les documents analysés sont issus d'entretiens, des procès menés devant les tribunaux, des documents internes produits par l'URT ainsi que des écrits produits par l'ONG Commission Colombienne de Juristes (*Comisión Colombiana de Juristas*, CCJ)<sup>494</sup>. Leur richesse réside dans la perception détaillée qu'ils donnent de l'économie morale des relations entre planteurs, ouvriers et paysans. Ils montrent l'articulation de ces relations avec d'une part la dynamique du marché international et d'autre part l'action des spécialistes de la violence. Ils permettent ainsi de suivre l'évolution des arrangements et conflits sur la terre et le travail au fil des cycles économiques et des cycles de violence.

---

<sup>493</sup> Pour trois de ces cas, le travail de récolte de données et d'analyse a été fait en collaboration avec Jacobo Grajales dans le cadre l'écriture d'un article sur les héritages de la gouvernance paramilitaire dans l'économie agraire du nord Magdalena (Grajales et Levy à paraître). Par ailleurs ce partage des sources a donné lieu à deux analyses distinctes. La première est centrée sur les conflits pour la terre (Grajales 2021, chap. 3) alors que la seconde, dans la présente recherche, est étendue aux relations de travail et aux rapports entre les économies paysanne et agro-industrielle.

<sup>494</sup> Les dossiers des six affaires sont enregistrés dans les juridictions suivantes : Juzgado segundo civil del circuito especializado en restitución de tierras de Santa Marta, cas no. 2017-00067 (La Marcela), Juzgado segundo civil del circuito especializado en restitución de tierras de Santa Marta, cas no. 2016-0048 (Diana María); Tribunal superior de Cartagena, Sala de restitución de tierras cas no. 2014-0009 (Las Franciscas), UAEGRTD, Resolución RM00925, 7 December 2015 (Tierra Grata), Juzgado cuarto civil del circuito especializado en restitución de tierras de Sincelejo en Santa Marta, 2016, cas no 2016-00030-00 (Chimborazo), URT, Resolución RM 01036, 30 November 2016 (La Isla).

En premier lieu, voici une brève présentation de la localisation, du contexte historique et de la situation de chacune de ces cinq parcelles au tournant des années 1990 :

- **Diana María**, une parcelle de 104 hectares située dans le hameau de Santa Rita, près du village Guacamayal, est vendue en 1961 par l'UFC à plusieurs acheteurs, dont la famille Fernández de Castro, avant d'être acquise, en 1985, par Teresita Fernández de Castro et Carlos Dangond Noguera (voir chap. 4.1.2., ci-dessous Carlos Dangond et Teresita Fernández). À la fin des années 1980, la plantation compte 53 travailleurs. L'un d'eux se souvient d'une plantation productive et de bonnes conditions salariales :

« Parfois, ils étaient en retard pour nous payer, mais ils n'ont jamais cessé de nous payer, ni les quinzaines, ni les prestations, ils nous payaient les vacances, les primes. Quand [Carlos Dangond] est mort, ils ne nous devaient rien. »<sup>495</sup>

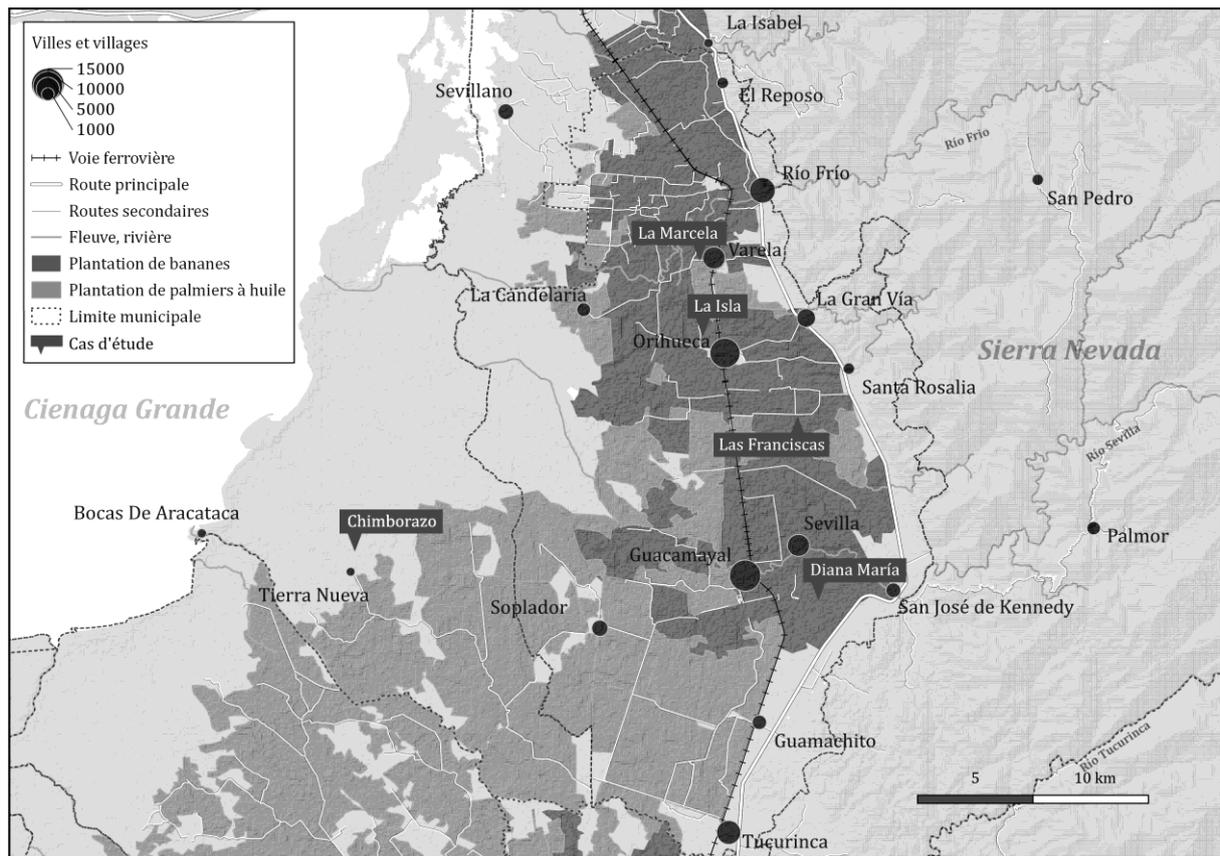
Toutefois, la production de la ferme et les conditions salariales se dégradent après le décès accidentel de ce dernier en octobre 1991, quand Teresita Fernández devient la seule propriétaire et gestionnaire de la plantation.

- En 1986, Armando Dangond (alias Nay), le frère de Carlos, achète lui aussi plusieurs terrains autour du village de Varela pour former une parcelle de 210 hectares qu'il nomme **La Marcela**. Quelque temps plus tard, il fonde la société CEAR & Cía. S. En C (CEAR) pour exploiter la plantation qui, au tout début de la décennie 1990, jouit d'une bonne productivité et emploie jusqu'à 170 travailleurs. Cependant, Armando Dangond est signalé par les autorités et la presse depuis plusieurs années comme l'un des principaux trafiquants de drogue de Ciénaga<sup>496</sup>.

---

<sup>495</sup> Entretien requérant Diana María, *cit in* Documento de Análisis de Contexto para microfocalizaciones caso Fincas Diana María I y II y Chimborazo, 2015, URT, p. 57.

<sup>496</sup> En octobre 1990, un tribunal de Floride demande son arrestation pour l'importation de 1200 kilogrammes de cocaïne. URT, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, Caso La Marcela, pp 25-28.



Carte 7, Cinq cas d'étude dans la Zona, Réalisation : B. Levy, 2023, Source des données : OSM 2023, URT 2016

L'occupation du propriétaire est de notoriété publique, comme se remémorent deux anciens travailleurs :

« Ce qui était sûr, c'est que Nay était un mafieux. Tout le monde le savait. Il faisait ses fêtes et ses réunions dans l'atelier de conditionnement, même feu Diomedes Díaz<sup>497</sup> y allait. Vous ne vous approchiez jamais de là, car les gardes vous avertissaient de ne pas y entrer. »<sup>498</sup>

« L'histoire c'est que c'était un narco et là-bas c'était rien que de la drogue pure. Ils la cachaient là-bas, dans la ferme. Et parfois la police faisait une descente [...] À la ferme, quand ils exportaient tout était normal, mais il restait une caisse, qui n'avait pas de sceau. Cette caisse

<sup>497</sup> Diomedes Díaz est une légende du vallenato, une musique populaire du nord-est de la Colombie qui trouve un écho particulier chez les capos du trafic de cannabis (Britto 2020).

<sup>498</sup> Déposition d'un ancien ouvrier de La Marcela, Juzgado segundo civil del circuito especializado en restitución de tierras de Santa Marta, 2016, radicado no. 2017-00067, caso La Marcela, Cuaderno No.1, pp. 203-204.

était la dernière à être manipulée. Et tout le monde était heureux parce que... [les propriétaires] gagnaient gros. »<sup>499</sup>

La gestion est familiale. Alors que le propriétaire Armando Enrique doit s'exiler au Venezuela sous la menace du front XIX des FARC, la plantation est administrée par le sénateur et planteur Victor Dangond. De même, quand les travailleurs déclarent la grève en 1991 pour des quinzaines impayées, c'est Carlos Dangond qui vient les menacer d'un revolver.

- **La Isla** est une parcelle de 65 hectares située à la périphérie du village d'Orihueca, et exploitée à partir de 1970 par l'entreprise Agrícola y Ganadera La Revancha Ltda de Raúl Galofre. Décrite par un ancien travailleur comme « l'une des meilleures fermes de l'époque », la plantation semble offrir de bonnes conditions de travail à la quarantaine d'ouvriers fixes, comme se remémore l'un d'eux :

« La Isla était une ferme bien connue dans la région parce qu'ils payaient tout, respectaient les règlements et versaient tous les avantages [...] Je m'entendais bien avec les gens, je n'ai jamais eu de problèmes avec qui que ce soit, pas même avec le contremaître. [...] La production de la ferme était très bonne, c'était une ferme productive. »<sup>500</sup>

Cependant la cordialité des relations entre la direction et les ouvriers est rompue en 1991 quand ces derniers ouvrent une section syndicale de Sintrainagro au sein de la plantation et qu'ils présentent un ensemble de réclamations. « [Le patron] vient nous voir et nous dit qu'on est des ingrats. »<sup>501</sup> se souvient un ouvrier. Un autre se rappelle la réaction du propriétaire lors d'une rencontre avec les syndicalistes après la remise de la pétition syndicale au ministère du Travail :

---

<sup>499</sup> Entretien #20, ouvrier et syndicaliste Sintragrancol, juillet 2019, Ciénaga.

<sup>500</sup> Ancien ouvrier de La Isla, cit. in. URT, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, Caso La Isla, p. 17.

<sup>501</sup> Entretien #26, ancien ouvrier et syndicaliste Sintrainagro, 18 août 2021, Zona Bananera.

	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10
La Marcela	CEAR & Cía. S. En C. (A. E. Dangond Noguera)				Cooinagivar						Cobam Ltda.						C.I. Canali Ltda.			
La Isla	Agrícola y Ganadera La Revancha Ltda. (R. B. Galofre Henríquez)							Trav. Indep.			Agrícola y Ganadera La Revancha E.U. (C. A. Lacouture Dangond)									
Diana María	T.Fernández de Castro/Banacol SA.			Cooproban							V.F. S.A. (J. M. Fernández de Castro)									
Las Franciscas	Agrícola Eufemia Ltda.				Aucibe								Agrícola Eufemia S.A.S				Las Fran. S.A.S.			
Chimborazo	C. et R. Olarte Loiza					Asomvic					C. et R. Olarte Loiza					Inv. La Española S.A.S.				

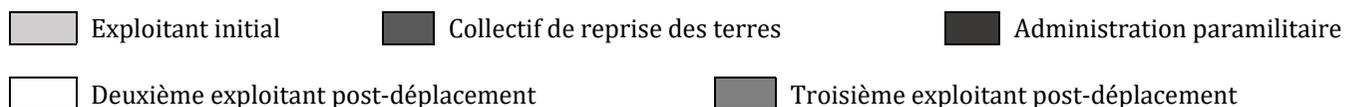


Figure 25, Évolution de l'exploitation des parcelles entre 1991 et 2010, Réalisation : B. Levy, 2023,

« “Pourquoi vous êtes-vous syndiqués, pourquoi vous me faites ça ? J’ai respecté mes engagements, je vous ai payé à temps et [...] vos prestations sociales incluses.” Cependant, il a continué à nous payer notre quinzaine à temps. »<sup>502</sup>

Si le propriétaire accepte certaines des concessions demandées par le syndicat, et bien que les syndicalistes se pensent protégés des représailles patronales, la majorité des ouvriers à l’origine de la section syndicale sont licenciés.<sup>503</sup>

- La plantation **Las Franciscas** couvre quelques 127 hectares de terre dans le hameau d’Iberia à proximité du village d’Orihueca. Après avoir appartenu à l’UFC, la parcelle est hypothéquée et administrée par une banque agricole puis louée à un agriculteur au cours des décennies 1970 et 1980. Au début de l’année 1987, des paysans apprennent, par le directeur régional de l’Incora, que ces terres fertiles sont publiques et le 6 mars 1987, trente d’entre eux entrent sur ces terres, afin de les défricher, de les semer et d’en prendre possession (CNMH 2021a).

Toutefois, ces terres sont aussi revendiquées par Antonio Riascos Torres, un descendant d’une puissante famille de planteurs, qui, devant le refus des paysans de quitter la parcelle, menace de couper l’arrivée d’eau ainsi que les voies d’accès. Après une première convocation au poste de police, les paysans sont expulsés, à la fin de l’année 1987, par des hommes armés, habillés en civils. La parcelle est alors récupérée et exploitée par le planteur avant d’être vendue, en 1991, à l’entreprise Agrícola Eufemia Ltda., succursale de la transnationale Dole.

À la différence de ces plantations, Chimborazo est une terre en friche dont l’occupation est négociée entre le propriétaire et les paysans :

- À Tierra Nueva, dans la municipalité de Pueblo Viejo, au sud-ouest de la Zona, un ensemble de cinq parcelles est rassemblé sous le nom de **Chimborazo**. Ces

---

<sup>502</sup> Ancien ouvrier de La Isla, cit. in. URT, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, Caso La Isla, p. 31.

<sup>503</sup> Entretien #26, ancien ouvrier et syndicaliste Sintrainagro, 18 août 2021, Zona Bananera.

anciennes propriétés de l'UFC recouvrent 674 hectares et sont la propriété des frères Carlos et Roberto Olarte Loaiza depuis 1980. Elles servent de pâturage et restent improductives du fait de leur isolement, des caractéristiques marécageuses et inondables des terrains. Au début des années 1990, les propriétaires sont victimes de la guérilla et de la délinquance, selon le témoignage postérieur de l'ex-compagne de Carlos Olarte Loaiza :

« Nous avions du bétail là-bas [...] les guérilleros et les délinquants ont brûlé nos bulldozers, nos machines, ils ont tué le bétail et ont menacé mon mari de l'enlever [...] les ouvriers lui ont dit de ne pas revenir parce que les guérilleros allaient l'enlever [...] à partir de 1994, 1995, on a plus pu revenir à la ferme. »<sup>504</sup>

Cette situation sécuritaire ainsi que la perspective d'une vente à bon prix de la terre à l'État poussent les propriétaires à chercher un groupe de paysans voulant occuper ces terres afin de les vendre à l'Etat.

### *5.2.2. La crise agro-industrielle, la suspension des paiements et l'abandon des terres*

Au milieu des années 1990, l'économie régionale entre dans une crise majeure. La surproduction mondiale de bananes, la restriction du marché européen de janvier 1993 et le cyclone tropical Bret d'août 1993 ont largement affaibli l'agro-industrie. En conséquence, des plantations sont abandonnées, de nombreux travailleurs perdent leur emploi (voir chap. 3.2.2.). Dans ce contexte, les travailleurs de Diana María, La Marcela et La Isla expérimentent des situations semblables de conflits avec les administrations des plantations, de retenues des salaires et de pertes d'emplois entre 1993 et 1997 :

- Dans la plantation **Diana María**, le déclin de la production commence dès le décès de Carlos Dangond, fin 1991, et la reprise de la ferme par Teresita Fernández. Les travailleurs notent au cours de l'année 1992 des négligences dans l'entretien et

---

<sup>504</sup> Nury Barona Gonzalez cit. In. Juzgado Cuarto Civil del Circuito Especializado en Restitución de Tierras de Sincelejo en Santa Marta, 2016, radicado 2016-00030-00, Caso Chimborazo, Cuaderno No.1, p. 77.

l'administration de la plantation avant que l'on ne cesse de leur payer les primes, les congés payés et les salaires (jusqu'à 8 quinzaines). En 1993, la plantation est confiée à l'entreprise Banacol SA qui accepte d'assumer une partie de la dette salariale et qui réussit à rétablir un bon niveau de productivité. Le contrat est toutefois rompu après cinq mois, suite à un différend financier entre l'entreprise et la famille Fernández de Castro.

Devant le départ de l'entreprise et l'incapacité de la propriétaire à indemniser les travailleurs, ces derniers s'organisent en groupes pour entretenir la ferme, surveiller les infrastructures et maintenir les cultures, selon le témoignage d'un ancien ouvrier :

« Nous n'avons jamais cessé d'aller travailler, parfois on se relayait pour aller dans d'autres fermes et ramener de la nourriture à la maison, on gagnait une journée de salaire dans d'autres plantations, mais on est toujours restés à Diana María, on a même pensé à comment aider doña Teresita à sortir de la crise. »<sup>505</sup>

Dans un contexte de délaissement des plantations et d'interruption des traitements phytosanitaires, une épidémie de sigatoka se développe et touche la ferme Diana María. En juin 1994, la propriétaire abandonne totalement la plantation avant d'autoriser les travailleurs à cultiver des cultures vivrières sur la parcelle par une lettre transmise en décembre. Au cours des mois suivants, les anciens ouvriers engagent l'avocat José de los Santos, recommandé par le syndicat Sintrainagro, afin de poursuivre la propriétaire et l'entreprise en justice relativement aux salaires non payés.

- Au début de l'année 1994, la situation est tout aussi complexe à **La Marcela**. Poursuivi par la justice pour narcotrafic et menacé par la guérilla<sup>506</sup>, le propriétaire

---

<sup>505</sup> Déposition d'un ancien ouvrier de Diana María, cit. in. Juzgado Cuarto Civil del Circuito Especializado en Restitución de Tierras de Sincelajo en Santa Marta, 2016, radicado 2016-00030-00, Caso Chimborazo, Cuaderno No.1, p. 58.

<sup>506</sup> La famille Dangond Noguera mène, au début des années 1990 une guerre contre le front XIX des FARC et le groupe de sicaires Los Magnificos. Armando Dangond est victime, en octobre 1991 d'un attentat à la bombe qui coûte la vie à son cousin. Au milieu de l'année 1993, les attaques de la guérilla contre la classe politique de Ciénaga s'intensifient et le 16 juin, un attentat vise le maire Victor Eduardo Dangond Noguera. Enfin, les travailleurs signalent la réalisation de plusieurs opérations anti-narcotiques dans la plantation La

Armando Dangond ne se présente que rarement à la plantation et en délègue la gestion à sa femme Cecilia Fernández (la sœur de Teresita). D'autre part, le cyclone tropical puis les conditions d'exportation imposées par la multinationale Dole (prix d'achat, prix de la fumigation et du transport, refus des marchandises de mauvaise qualité, etc.) touchent durement la plantation dont les performances économiques se dégradent au cours du premier semestre 1994.

Au second semestre 1994, l'entreprise cesse de payer les salaires et les prestations sociales de ses travailleurs. Après quatre quinzaines non payées, les syndicalistes initient une grève qui, au bout de vingt jours, est prolongée indéfiniment. Devant le refus des ouvriers de laisser entrer des travailleurs externes pour faire la récolte, Cecilia Fernández demande au ministère du Travail de déclarer la grève illégale. La demande est refusée et un accord est trouvé afin de laisser les travailleurs exploiter la parcelle à leur propre bénéfice. En mars 1995, après 8 mois sans recevoir aucun paiement, vingt-huit ouvriers engagent l'avocat José de los Santos afin d'attaquer l'entreprise CEAR en justice.

- À **La Isla**, en 1995, les travailleurs observent eux aussi une dégradation de leurs conditions de travail par la réduction du taux horaire, des changements d'administrateurs, des retards de paiement et des embauches aux jours plutôt qu'à la quinzaine. Depuis 1992, les bénéfices de la plantation ont réduit. Après une année 1995 sans bénéfices, les performances économiques de la plantation se détériorent dramatiquement au cours de l'année 1996 du fait d'une nouvelle tempête qui abat la quasi-totalité des bananiers de La Isla au mois de mai.

L'entreprise doit alors contracter des emprunts et licencier des travailleurs. Pour ceux qui restent, la situation se détériore quand le propriétaire Raúl Galofre cède la plantation à son fils, comme se remémore un ancien travailleur :

« Lorsque le fils a pris possession de la ferme, les problèmes ont commencé : il a cessé de nous payer et nous a dit que "désormais, c'est le

---

Marcela au cours des années 1992 et 1993. URT, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, Caso La Marcela, pp. 37-41.

syndicat qui vous nourrira". Puis, au milieu de l'année 1996, il a commencé à ne pas payer toutes les quinzaines, une oui une autre non, jusqu'à accumuler 12 quinzaines non payées. Dans cette situation, la ferme s'est détériorée jusqu'en 1997, quand il nous a complètement abandonnés.»<sup>507</sup>

En septembre 1997, le planteur cesse définitivement de verser les salaires et, dans ce cas également, les ouvriers syndicalistes font appel au même avocat afin de tenter de récupérer ces impayés.

Ces trois cas d'abandon de fermes illustrent l'effet concret de la pression du marché international sur les rapports de travail au sein de la frontière marchande. Dans cet espace où l'application du droit du travail est tout à fait relative; où les poursuites judiciaires engagées par les travailleurs s'avèrent trop longues, trop coûteuses ou peuvent être neutralisées par des moyens extrajudiciaires; la crise sectorielle se répercute directement sur le travail sous la forme de la rétention des salaires et de la fermeture des plantations. Toutefois, de ces faillites il émerge un mouvement important de reprise coopérative des plantations.

### *5.2.3. Reprise de terre, coopératisme agro-industriel et économie paysanne*

Ce mouvement prend racine dans la tradition de récupération, par les paysans et ouvriers, des terres abandonnées ou non cultivées. À chaque crise sectorielle (1931, 1942, 1971), le mouvement s'intensifie, animé par des paysans, des ouvriers licenciés et des semi-prolétaires qui à la recherche de terres (voir chap. 1 et 2).

Conjointement à la crise, un autre facteur alimente cette « fièvre de la prise de terre »<sup>508</sup>. Dans la continuité du succès dans de nombreux pays du sud du paradigme de la réforme agraire par le marché, la loi 160 de 1994 marque un nouvel effort du gouvernement colombien pour faciliter l'accès à la terre des secteurs ruraux pauvres (Machado 2009 ;

---

<sup>507</sup> Déposition d'un ancien ouvrier de La Isla, URT, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, Caso La Isla, p. 43.

<sup>508</sup> Entretien d'un requérant en restitution, cit. in. Juzgado Cuarto Civil del Circuito Especializado en Restitución de Tierras de Sincelejo en Santa Marta, 2016, radicado 2016-00030-00, Caso Chimborazo, Cuaderno No.1, p. 81.

Londoño Botero 2016). L'acquisition d'une parcelle peut se faire selon deux procédés. Premièrement, en cas d'accord entre l'acheteur et le vendeur et grâce à l'intermédiation de l'Incora, la vente peut être subventionnée à hauteur de 70 % par l'État et complétée par un prêt bancaire. Le prix de la vente pouvant être supérieur au marché, il peut s'avérer avantageux pour des propriétaires d'encourager l'occupation de leurs terres, comme dans le cas de la parcelle Chimborazo. Secondement, si des personnes font acte de possession d'une terre abandonnée et improductive pendant cinq ans, la terre peut être expropriée par l'État et redistribuée aux nouveaux possesseurs. Toutefois, cette seconde voie est plus complexe et plus conflictuelle, contrevenant souvent aux intérêts de grands propriétaires, comme dans les cas des parcelles Diana María, La Marcela, La Isla et Las Franciscas.

De même, des organisations sociales soutiennent le mouvement de récupération des terres. Le syndicat ouvrier Sintrainagro ainsi que la Fédération Nationale Syndicale Unitaire Agricole (Fensuagro) — un mouvement agricole qui s'implante dans la Zona à partir de 1994 — ont une activité importante. Ils organisent des marches et des manifestations notamment pour l'appointement des salaires impayés<sup>509</sup>; pour l'acquisition et la redistribution par l'État des plantations abandonnées<sup>510</sup>. Ils forment des dirigeants locaux à la législation agraire ainsi qu'au code du travail ; ils leur apportent un soutien organisationnel et juridique afin d'encourager la création de coopératives ouvrières.

Entre 1995 et 1997, au sein des cinq parcelles étudiées ici, des coopératives sont établies pour cultiver des terres en friche — dans le cas de Chimborazo — et des plantations abandonnées. Elles rassemblent des paysans, des prolétaires et des semi-prolétaires et combinent la production agro-industrielle pour l'exportation avec l'agriculture vivrière au sein des mêmes parcelles.

- Dans la zone d'Iberia, **Las Franciscas** est exploitée depuis 1991 par l'entreprise Agrícola Eufemia Ltda. Son abandon par l'entreprise est l'objet, devant les

---

<sup>509</sup> « Suspenden el paro bananero », *El Informador*, 25 mars 1995, « Huelgas y paros de principio a fin », *Voz*, 13 décembre 1996, « Gobierno atenderá a bananeros », *El Tiempo*, 7 décembre 1994, « Paro bananero en el Magdalena », *El Tiempo*, 7 décembre 1995. Sintrainagro accompagne les collectifs de travailleurs poursuivant leur ancien employeur pour le remboursement de salaires non payés.

<sup>510</sup> « Solicitarán al Gobierno Nacional dar cumplimiento a compromisos », *El Informador*, 24 juillet 1995.

tribunaux, de deux versions divergentes. Les paysans demandant sa restitution déclarent que la plantation est abandonnée en 1994. Depuis leur expulsion de 1987 ils ont travaillé comme ouvriers ou saisonniers dans les plantations voisines et sont restés associés dans l'Association des Usagers Paysans d'Iberia (Aucibe). Observant que la terre reste improductive, ils initient l'occupation dans la nuit du 4 janvier 1996 (CNMH 2021a)<sup>511</sup>. Au cours des mois suivants, ils réussissent à demeurer sur ces terres malgré plusieurs tentatives d'expulsion. L'entreprise allègue au contraire que les causes de son abandon des terres sont une attaque de la guérilla et l'invasion par la communauté.<sup>512</sup>

À leur entrée, les paysans trouvent une terre envahie par les mauvaises herbes, mais un atelier de conditionnement fonctionnel. Ils distribuent trois hectares à chaque famille et initient le nettoyage des terres et l'ensemencement des cultures vivrières. L'organisation du groupe est déterminée lors des réunions qui, tous les quinze jours, servent à prévoir les démarches juridiques auprès des institutions étatiques, à planifier les travaux collectifs ou encore à résoudre des conflits entre ses membres. À partir de 2001, et jusqu'à leur expulsion en 2004, les membres de l'association initient la culture de bananes pour l'exportation.

- Dans le cas de **Chimborazo**, les occupants sont originaires du village d'Orihueca où ils initient, en 1996, des rencontres afin d'obtenir des terres. La rumeur se propageant, ces réunions rassemblent près de 200 familles, pressées par la précarité de l'emploi dans la région, comme en témoigne l'un d'eux :

« [Certains] travaillaient dans des fermes, la plupart des femmes étaient femmes au foyer, d'autres travaillaient à l'abattoir à couper les os, ils bossaient comme journaliers dans la production de bananes [...] le travail dans les fermes était très instable, un travail pour seulement trois

---

<sup>511</sup> Documento de Análisis de Contexto, caso Las Franciscas I y II, 2013, URT, p. 20.

<sup>512</sup> Plus précisément, l'entreprise affirme devant les tribunaux que la plantation est toujours exploitée en 1996 et que son abandon est la conséquence de trois phénomènes : la tempête de mai 1996 ; une attaque des FARC qui, le 11 septembre 1996, détruit l'atelier de conditionnement, les bureaux et les entrepôts ; l'invasion de la parcelle, le 5 janvier 1997, par 20 familles. Tribunal Superior del Distrito Judicial de Cartagena, Sala civil especializada en restitución de tierras, 24 janvier 2018, Petrona Meriño Caceres y otros, Radicado No. 47001-31-21-002-2014-0009-00, p. 39.

ou six mois, c'est pour ça qu'ils avaient besoin de terre, il n'y avait pas de stabilité de l'emploi. »<sup>513</sup>

Ils forment l'Association des Paysans La Victoria (Asomvic) et le groupe rentre en contact avec les frères Olarte, propriétaires des terres de Chimborazo. D'un côté, les propriétaires sont intéressés par les prix élevés proposés par l'État. De l'autre, pour les paysans, l'occupation des terres avec l'autorisation du propriétaire permet d'accéder à la terre sans subvertir ouvertement l'ordre social<sup>514</sup>.

Les membres d'Asomvic entrent en janvier 1997 sur ces terres qui, contrairement à leurs attentes, sont des friches (appelées « *monte* » ou « *montañas* ») remplies de serpents et de moustiques. De grands feux sont allumés pour éloigner les nuisibles et, lors de longues journées de travail, les paysans défrichent la terre, arrachent les ronces, nettoient les canaux et bâtissent des ranchs avec le bois des arbres abattus.

Quand les terres sont nettoyées, chaque famille est libre de cultiver sa parcelle. Les cultures vivrières — telles que les courges, les haricots ou encore le manioc — et la viande d'élevage — de poulets, de porcs ou de vaches — sont consommées par les familles et vendues sur les marchés locaux. Tout comme à Las Franciscas, certains paysans complètent leurs revenus en travaillant comme journaliers au sein des plantations de banane. Enfin, à partir de 1998, la communauté s'engage, par l'intermédiaire d'un militant paysan de l'ANUC, dans un projet collectif de culture de maïs soutenu par la Banque Agraire.

Dans le cas de Las Franciscas comme dans celui de Chimborazo, des collectifs paysans divisent les terres en parcelles individuelles tout en maintenant une forte organisation collective. L'agriculture vivrière sur chaque parcelle permet aux paysans de vivre à moindres frais et se trouve combinée avec des projets collectifs d'agriculture

---

<sup>513</sup> Juzgado Cuarto Civil del Circuito Especializado en Restitución de Tierras de Sincelejo en Santa Marta, 2016, radicado 2016-00030-00, Caso Chimborazo, Cuaderno No.1, p. 82.

<sup>514</sup> Comme le note Eloisa Berman-Arévalo à propos d'un espace agro-industriel un peu plus à l'ouest, le procédé « n'était pas seulement le résultat de relations de patronage, mais aussi une stratégie calculée visant à se protéger de l'éventualité de représailles violentes, dans un contexte politique risqué. » (Berman-Arévalo 2019, 11).

commerciale. Ce même schéma est aussi à l'œuvre dans les reprises par les ouvriers licenciés des plantations de La Marcela, Diana Maria et La Isla.

- Dans la plantation **La Marcela**, les ouvriers sans travail s'organisent pour récupérer la plantation. Un premier groupe — le « groupe des trente » — se structure autour des syndicats. Soutenus par Sintrainagro et Fensuagro, ils enregistrent, le 18 août 1995, la Coopérative Intégrale des Agriculteurs de Varela (Cooïnagivar) à la chambre de commerce. Le groupe s'installe dans l'un des deux ateliers de conditionnement, commence la culture collective des terres et établit un accord commercial avec l'Association de Producteurs de Bananes (Zonaban), un exportateur dédié aux petits et moyens producteurs. Sur les terres restantes, les familles des travailleurs de la coopérative s'occupent des cultures vivrières :

« On semait du manioc, du maïs, de la banane, des courges, du piment, de la papaye, avec lesquels on se nourrissait en attendant la récolte de bananes. On partageait ces produits dans le groupe et s'il y avait des restes, on les vendait pour acheter d'autres choses qu'on ne cultivait pas. Et parfois on organisait des déjeuners communs avec le "groupe des trente", ce qui servait à souder davantage le groupe et certains des "indépendants" se joignaient au groupe dans ces activités. »<sup>515</sup>

Le second groupe, formé par une trentaine « d'indépendants », est composé d'anciens travailleurs et de membres de l'administration de la plantation. Ils s'installent dans le second atelier de conditionnement et découpent les terres en petites parcelles de 3 hectares. Les fruits sont vendus à la Coopérative d'Agriculteurs et de Petits Producteurs de Bananes (Asoproban) qui fournit les intrants et les outils nécessaires à la production pour l'exportation.

La reprise de la plantation La Marcela par la coopérative du « groupe des trente » et par les « indépendants » constitue le contre-modèle de l'agro-industrie extractiviste des grandes plantations de la région. Elle représente une agriculture

---

<sup>515</sup> Déclaration d'un requérant, URT, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, Caso La Marcela, p. 55.

commerciale dont la plus-value issue de la production est redistribuée parmi les travailleurs. Son effet sur l'économie locale est important, comme s'en souvient l'un de ses membres :

« Et on a progressé. On avait des employés, on faisait un jour et demi de récolte. On commençait à avoir un impact sur l'économie de Varela. Quand Cooinagivar nous payait, il y avait du mouvement, on voyait l'argent, la joie [...] on avait cette entreprise de travail associatif qui était déjà représentative dans la région, ou du moins dans le village. »<sup>516</sup>

Les membres de la coopérative se remémorent aussi la méfiance des propriétaires des plantations voisines :

« On savait à quoi on s'exposait avec le reste des propriétaires [...] On était très ennuyeux pour eux, dans le sens où on avait réussi notre affaire. »<sup>517</sup>

En effet, le mouvement de récupération des terres, l'action des syndicats paysans et ouvriers ainsi que la mobilisation des ouvriers licenciés donnent naissance à un mouvement coopérativiste puissant. Ces formes d'exploitation collective de la terre et du travail ne donnent pas seulement des opportunités à des ouvriers sans emplois et des paysans sans terres. Elles incarnent une alternative à la surexploitation du travail au sein des grandes plantations.

- À **Diana María**, les anciens ouvriers de la plantation continuent de cultiver les terres et de réclamer les salaires impayés à la propriétaire Teresita Fernández. En 1997, selon le récit des occupants, cette dernière leur remet un document leur accordant la propriété des terres en guise de paiement des dettes. Alors que le tribunal de Santa Marta condamne, le 29 octobre 1998, l'entreprise à verser des sommes importantes à ses anciens travailleurs, ceux-ci affirment rencontrer une dernière fois la propriétaire qui réitère sa volonté de leur céder la terre afin de

---

<sup>516</sup> Déclaration d'un requérant, URT, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, Caso La Marcela, p. 68.

<sup>517</sup> Déclaration d'un requérant, URT, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, Caso La Marcela, p. 68.

payer les dettes salariales. A posteriori, la famille Fernández de Castro assure toutefois qu'aucun document de ce type ne fut émis et que l'autorisation fut restreinte à la périphérie de la parcelle et aux cultures vivrières.

Les occupants se répartissent la terre et chaque famille a droit à une parcelle de trois hectares. Les projets agricoles varient d'une parcelle à l'autre, associant les cultures vivrières, les cultures destinées aux marchés locaux et les élevages d'animaux. Sur les terres inutilisées, le groupe cultive des bananes, afin d'éviter leur occupation par d'autres individus. Ils forment, avec des agriculteurs voisins, la Coopérative des Petits Producteurs de Bananes (Cooproban) dont les fruits sont vendus à l'exportateur Asoproban.

- À **La Isla**, la situation est tout à fait similaire. Alors que le propriétaire quitte totalement la plantation en septembre 1997, 27 travailleurs décident, au cours de l'année suivante, d'exploiter la plantation, comme en témoigne l'un d'eux :

« En 1998, alors qu'on est restés seuls avec la ferme, on a réuni tous les compagnons de travail et on a décidé de redresser la ferme. [...] L'accord était que tout le groupe travaillerait à la ferme et que tout ce qui serait récolté serait divisé entre nous tous. »<sup>518</sup>

« On a reçu l'assistance technique d'Asoproban [...] On leur a raconté notre histoire, on fournissait la main-d'œuvre et ils fournissaient l'assistance technique, les engrais, la fumigation aérienne, les tuyaux de PVC, et en échange on s'est engagés à commercialiser les fruits avec eux. On a récupéré une trentaine d'hectares. Puis on s'est développés davantage, en récupérant et en récupérant. [...]. On se sentait satisfaits, car on voyait un avenir. On est arrivés à fournir à Asoproban une bonne quantité de bananes [...] On a vu ce futur et ils nous l'ont enlevé. ("Vimos ese futuro y nos lo quitaron.") »<sup>519</sup>

---

<sup>518</sup> Déclaration d'un requérant, Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, caso La Isla, 2016, URT, pp 54-55.

<sup>519</sup> Déclaration d'un requérant, Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, caso La Isla, 2016, URT, pp 55.

Entre juillet 1998 et avril 1999, les ouvriers vendent leurs récoltes sans discontinuer à l'exportateur Asoproban et augmentent le volume de production, le chiffre d'affaires et les bénéfices de l'exploitation.

À la fin des années 1990, au milieu de la crise et du conflit armé, les quatre plantations abandonnées sont redressées par les ouvriers et rendues productives grâce à l'organisation collective des travailleurs (Aucibe, Cooinagivar, Cooprobán, les travailleurs de la Isla). Le mouvement est soutenu par un tissu dense d'organisations syndicales et de coopératives de production et d'exportation pour les petits producteurs (Zonaban et Asoproban). Ainsi, la crise de l'agro-industrie des grands planteurs forme le terreau du développement de l'agro-industrie des coopératives ouvrières et paysannes. Sur l'ensemble de ces exploitations, l'agriculture commerciale coopérative est associée à l'agriculture vivrière.

Les différences qu'engendrent ces modes d'exploitation sur le développement de la Zona sont nombreuses. (1) Tout d'abord, la possession d'une parcelle de terre permet aux individus de s'assurer un moyen de subsistance, d'avoir un lieu de vie et de réduire drastiquement les coûts de l'alimentation, très élevés dans cet espace (voir chap. 3.3.2.). (2) Le contrôle collectif des moyens de production garantit une redistribution d'une part plus importante de la plus-value aux travailleurs. (3) Cette association entre l'agriculture vivrière et agro-industrie coopérative permet aux travailleurs de dépasser la crise conjoncturelle et de se soustraire à la surexploitation du travail journalier. (4) Une part moindre des profits sont extraits en dehors de l'espace de production et les coopératives renforcent les mécanismes de mobilisation collective. (5) Enfin, ces exploitations, où la monoculture côtoie l'agriculture paysanne, constituent une rupture avec l'agro-industrie extractiviste. Elles forment des paysages différents.

#### *5.2.4. Répression paramilitaire et expulsion*

Ces alternatives sont annihilées par une violente répression des groupes paramilitaires lorsque les planteurs veulent récupérer les terres occupées. La rupture de l'accord avec le collectif d'occupants – Chimborazo –, la vente à un nouveau propriétaire – La Isla, La Marcela – ou les vellétés de retrouver la possession des plantations abandonnées – Diana

Maria, Las Franciscas – sont à l'origine du recours par les planteurs à la violence paramilitaire. Les menaces, les humiliations, les viols, les assassinats et les massacres que subissent ces cinq communautés sont à l'image du gouvernement par la terreur et sa *théâtralisation* par les AUC. Cette terreur n'est pas irrationnelle. Elle est le produit des relations organiques ou commerciales que les planteurs entretiennent avec les miliciens et aboutit à l'expulsion des paysans et ouvriers et à la destruction des coopératives.

- Sur les terres de **Chimborazo**, la négociation pour la vente des terres entre les propriétaires, les paysans et l'État tourne court. Le leader d'Asomvic poursuit les démarches administratives pour le rachat des terres à l'État avec, pour principal intermédiaire, Florentino Olarte Ortiz, le frère des propriétaires. Mais les deux hommes se heurtent au refus d'un assesseur juridique, comme le relate le paysan :

« Florentino m'a fait venir et m'a dit d'aller à l'Incora [...] [Le conseiller juridique] m'a dit qu'ils ne pouvaient pas négocier parce que ces terres appartenaient à l'État. Mais nous on était déjà sur les terres. Une semaine plus tard, [Florentino] m'a appelé pour me demander si j'étais allé à l'Incora et je lui ai dit que je leur avais fait une offre, Florentino a dit : "s'ils ne me les vendent pas, ce type est mort". Et ils l'ont tué entre 1999 et 2000, à la sortie du bâtiment où se trouvait l'Incora. »<sup>520</sup>

Au mois de janvier 1998, le groupe des AUC commandé par William Rivas Hernández installe une base à Tierra Nueva, dans le village le plus proche de Chimborazo. Dans un premier temps, les miliciens laissent les paysans travailler en paix. Cependant, au fil des mois, la présence du groupe se fait de plus en plus régulière. Les parcelles deviennent un lieu de repos et de ravitaillement des miliciens qui commencent à violenter la communauté. Ils font irruption dans les maisons, ils exigent que les paysans tuent des animaux et les leurs cuisinent, ils forcent les paysans à laver leurs bottes :

« Ils arrivaient à l'aube et nous demandaient de cuisiner à n'importe quelle heure. Nous, les hommes, devions sortir pour aller chercher les

---

<sup>520</sup> Déclaration d'un requérant, Documento de Análisis de Contexto para microfocalizaciones caso Fincas Diana María I y II y Chimborazo, 2015, URT, p. 69.

ingrédients, les femmes devaient aller chercher de l'eau pour qu'ils se baignent. »<sup>521</sup>

Les paramilitaires ne sont pas seulement intéressés par les cultures vivrières de la communauté, mais aussi par la culture commerciale de maïs. Quand, après la seconde récolte de mars 1999, l'intermédiaire du projet vient récupérer les céréales et disparaît avec l'argent, la pression des miliciens se fait plus forte :

« On s'en est rendu compte quand la banque a envoyé des mules pour ramasser le maïs qui restait. Ils ont tout pris, les machines, les outils, et avec ça ils nous ont dit que la dette était couverte. Nous n'avons plus jamais entendu parler de [lui], il a volé notre maïs et nos espoirs avec. Après le vol du maïs, les paramilitaires ont [...] demandé à le voir. [...] Nous ne savons pas s'il avait fait des affaires avec eux et s'il les a également roulés. Le truc, c'est qu'ils nous harcelaient avec cette histoire de maïs. »<sup>522</sup>

À partir de cette date, les paramilitaires violentent les membres de la communauté. Ils violent à de très nombreuses reprises les femmes ainsi que certains hommes. Dans ce village, dans la Zona et dans tout le pays, la violence sexuelle est massive et fait partie intégrante des armes mobilisées par les miliciens (CVC 2019b). Les mouvements des individus sont strictement contrôlés et, face à l'interdit formel d'abandonner les parcelles, les paysans évacuent les familles au compte-goutte. En février 2000, les paramilitaires s'aperçoivent du déplacement d'une famille vers le village de Soplador et font irruption dans leur maison, tuant le fils et le père et violant les enfants. Ils les accusent, devant le village, d'être des auxiliaires de la guérilla. Un autre membre de l'association est assassiné en mai de la même année. Finalement, entre le 13 et 23 décembre 2000, les paysans fuient définitivement les parcelles de Chimborazo, principalement vers le village d'Orihueca.

---

<sup>521</sup> Déclaration d'un requérant, Juzgado Cuarto Civil del Circuito Especializado en Restitución de Tierras de Sincelejo en Santa Marta, 2016, radicado 2016-00030-00, caso Chimborazo, Cuaderno No.1, p. 96.

<sup>522</sup> Déclaration d'un requérant, Juzgado Cuarto Civil del Circuito Especializado en Restitución de Tierras de Sincelejo en Santa Marta, 2016, radicado 2016-00030-00, caso Chimborazo, Cuaderno No.1, p. 89.

L'échec de la vente de la terre à l'État rend l'occupation de Chimborazo désavantageuse pour la famille Olarte Loaiza. Dès lors, les paysans d'Asomvic sont représentés par les propriétaires non plus comme les partenaires d'une bonne affaire, mais comme des occupants illégitimes, devant être expulsés. Après la perte des produits de la vente du maïs, les paramilitaires initient une phase de terreur à l'encontre de la communauté. Cette violence est le résultat de la relation organique qu'entretient la famille Olarte avec les miliciens paramilitaires des AUC :

Dans la famille Olarte, Carlos et Roberto Olarte Loaiza sont les demi-frères de Florentino et Marcos Olarte Ortiz, celui-ci étant un important entrepreneur du secteur hôtelier de Santa Marta et le père de Fulgencio, Aristóteles et Boris Olarte Morales. Ces deux derniers, non mentionnés dans l'affaire Chimborazo, sont signalés à plusieurs reprises par la presse, la justice colombienne et étatsunienne comme des membres de différentes structures du narcotrafic au cours des décennies 1990 et 2000<sup>523</sup>. Roberto, Carlos, Florentino et Fulgencio Olarte, qui interviennent tous dans la négociation des terres, sont quant à eux des entrepreneurs agricoles reconnus, propriétaires de plantations de palmiers à huile et d'une usine d'extraction d'huile située dans le village de Soplador.

Fulgencio, qui participe aux premières discussions avant d'initier l'occupation, sera élu maire de la Zona en août 2005 avec le soutien du front William Rivas alors que Florentino sera élu conseiller municipal en octobre 2003. Les deux élus assistent aux réunions politiques de José Mangones au sein de la base paramilitaire de Tierra Nueva, à côté des terres de Chimborazo. Postérieurement, Florentino est reconnu par trois miliciens démobilisés du front comme un « collaborateur de la cause paramilitaire dans la Zona », ayant une influence politique importante dans

---

<sup>523</sup> Sur Boris Olarte Morales, voir United States Court of Appeals for the Tenth Circuit, 15 mars 1993, United States of America v. Boris Olarte Morales 992 F.2d 1223, « Testigo colombiano contra Noriega regresó a EE.UU », *El Tiempo*, 13 septembre 1991, Fiscalía General de la Nación, « Desarticulada estructura ... », Bogotá Boletín, 3 novembre 2017, <https://www.fiscalia.gov.co/colombia/trafico-de-estupefacientes/desarticulada-estructura-senalada>. Consulté le 30 septembre 2022. Sur Aristóteles Olarte Morales, voir « Cayeron 6 toneladas de marihuana », *El Tiempo*, 7 septembre 1992. Corte Suprema de Justicia, Sala de Casación Penal, 5 juin 2013, Magistrada ponente: María del Rosario González Muñoz aprobado acta no. 174.

le groupe et fournisseur, au sein de son usine d'extraction d'huile de palme, du carburant aux patrouilleurs des AUC<sup>524</sup>.

Dans un témoignage apporté par la défense, un témoin affirme qu'en l'absence des frères Roberto et Carlos Olarte, leur demi-frère Florentino Olarte Ortiz a défendu les terres et « fait partir tous les occupants d'une manière ou d'une autre, je ne peux pas être sûr de la manière dont il l'a fait, mais il l'a fait. »<sup>525</sup> Leur relation avec les AUC permet à la famille Olarte de se débarrasser des occupants de Chimborazo et de reprendre possession de la terre.

Dans le cas des plantations abandonnées de La Marcela, La Isla et Diana María, les occupants mènent deux luttes connexes : le remboursement des salaires impayés et la conservation des terres dont ils prennent possession. Cependant, la propriété légale des plantations est vendue ou cédée — avec les dettes de salaires — à de nouveaux propriétaires qui veulent récupérer ces terres à tout prix. Tel est le motif de l'intervention des paramilitaires qui usent de la terreur et des massacres pour expulser les ouvriers coopérativistes.

- Dans le cas de **La Marcela**, les deux procédures juridiques et notariales avancent conjointement. D'une part, de 1998 à 2000, le procès pour les salaires impayés se poursuit en faveur des travailleurs qui réclament la saisie de la plantation. Cette lutte juridique continue malgré un contexte de persécution armée des membres de Sintrainagro à l'image de l'assassinat du comptable de Sintrainagro, Camilo Suárez Ariza, qui assiste la procédure juridique des anciens ouvriers de la plantation.

Parallèlement, le propriétaire Armando Dangond se trouve en Espagne d'où il vend la parcelle à des membres des AUC. Postérieurement, le planteur déclare avoir été forcé, suite à des menaces contre sa famille, d'octroyer une procuration à un juriste

---

<sup>524</sup> Juzgado penal del circuito especializado de Santa Marta, 18 avril 2008, José Gregorio Mangones Lugo et al., radicado 47001-3107-001-2006-00060, p. 14.

<sup>525</sup> Déclarations sous serment présentées par la défense, cit. in. Juzgado Cuarto Civil del Circuito Especializado en Restitución de Tierras de Sincelejo en Santa Marta, 2016, radicado 2016-00030-00, caso Chimborazo, Cuaderno No.1, p. 99.

afin que ce dernier signe l'acte de vente le 21 mars 2000. Peu crédible<sup>526</sup>, cette version des faits est fragilisée par le probable paiement d'une dette contractée par le plaignant auprès d'un membre des AUC<sup>527</sup>.

Le jour précédent cette vente, un groupe de cinq à six personnes se présente à la plantation et fait savoir aux travailleurs que l'exploitation a été vendue par leur ancien patron à un homme surnommé « el Paisa ».

« Ce jour-là, Juancho<sup>528</sup> nous a dit : “Vous devez partir de gré ou de force”  
 (“*por las buenas o por las malas*”) »<sup>529</sup>

Ces menaces sont mises à exécution six mois après la vente de la parcelle, le 8 septembre 2000. Un contingent d'une trentaine de paramilitaires du front Víctor Villarreal (ex-William Rivas) et du groupe d'Urabá envahissent la parcelle. Ils assassinent quatre des membres du « groupe des 30 » :

« En 2000, 8 septembre, je suis sorti de chez moi à 5 h 30 du matin. Je suis arrivé à la ferme et j'ai vu un bon nombre de soldats. Quand je suis arrivé, tous mes camarades étaient face contre terre dans l'atelier de conditionnement. Ils m'ont attrapé aussi et m'ont dit : “Allez, abruti, allonge-toi”. Ils avaient mis en place un point de contrôle pour que tous ceux qui passaient par le portail restent dedans. Quand il n'y avait plus personne qui passait, ils ont fermé le portail. Ils ont commencé à nous dire que nous étions des guérilleros, que c'était pour ça qu'ils allaient nous tuer. [...] Ils ont commencé à appeler les membres de la coopérative

---

<sup>526</sup> Dans sa déclaration, le plaignant signale que des personnes armées s'adressent directement à son cousin, juriste, pour qu'il soit l'intermédiaire de la vente forcée de la parcelle. Or, le plaignant signe deux autres procurations lors de la même année en faveur du même juriste, dont une afin de le représenter dans son procès face à ses anciens salariés. Cette répétition semble indiquer le caractère commun, et non forcé ou déterminé par un tiers, de la relation contractuelle entre le plaignant et le juriste. Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, caso La Marcela, 2016, URT, p. 91.

<sup>527</sup> *Ibid.* p. 104.

<sup>528</sup> Les ouvriers reconnurent le fils de Carlos Lacouture : « Ce jour-là, il [nous] a donné un autre nom de famille, mais je sais qu'il s'agissait de Juan Lacouture parce qu'il était le fils de Toño Lacouture qui avait repris la ferme de La Isla à Orihueca ». Déclaration d'un requérant, Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, caso La Marcela, 2016, URT, p. 100.

<sup>529</sup> *Ibid.*

avec une liste en main. [...] Ils m'ont appelé. Ils en ont appelé 8. Parmi eux, 4 ont été tués et 4 d'entre nous ont été épargnés. »<sup>530</sup>

Les travailleurs fuient la plantation et se réfugient dans le village de Varela. Ils sont autorisés, au cours des jours suivants, à récolter leurs cultures vivrières. Deux mois plus tard, un nouveau massacre est commis à Varela contre cinq commerçants qui ont refusé, selon les témoignages, de payer le « vaccin ».

Les paramilitaires jouent le rôle de pourvoyeurs de services violents et de garants du bon déroulement de la transaction commerciale entre Armando Dangond et « el Paisa ». Ils prennent une position similaire dans le cas de La Isla où le nouveau propriétaire fait appel à leurs services pour expulser les occupants. De même, la théâtralisation de la violence par l'excès est adressée à l'ensemble des occupations de plantations. Ainsi, des mois plus tard, le massacre des quatre ouvriers de La Marcela est mentionné devant les travailleurs de La Isla en guise de menace.

- Le 24 février 1999, les Galofre vendent l'entreprise familiale Agrícola y Ganadera La Revancha et la plantation **La Isla** à l'entrepreneur et homme politique Carlos Aurelio Lacouture Dangond (ci-dessous Carlos Lacouture). Au cours de l'année, l'acheteur vient une première fois avertir les travailleurs de la nouvelle situation et les prévenir qu'ils sortiraient de la parcelle « de gré ou de force » (« *que si no salíamos a las buenas salíamos a las malas* »<sup>531</sup>). Après un temps de répit, l'homme revient l'année suivante pour réclamer la sortie des occupants avant que six hommes armés ne se présentent à la plantation. Les travailleurs obtiennent une protection policière et Carlos Lacouture, à l'occasion de nouvelles menaces, est emmené au commissariat d'Orihueca. Il cesse alors de menacer la communauté.

Cependant, le 23 février 2001, un groupe du front Víctor Villarreal fait irruption, dirigé par la paramilitaire Alexis Astrid Parejo Valencia. Cette dernière signale avoir acheté la propriété et exige le départ immédiat des 27 travailleurs présents. « Ils étaient en civil, pas en uniforme, ils ne se sont pas présentés comme

---

<sup>530</sup> *Ibid.* p. 105.

<sup>531</sup> Déclaration d'un requérant, Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, caso La Isla, 2016, URT, p. 60.

autodéfenses, mais nous savions qu'il s'agissait de "paracos"»<sup>532</sup>. L'un des miliciens, Abel Antonio Ávila Durán, réunit les travailleurs et leur dit :

« Je suis du village, vous êtes du village et la patronne a acheté cette ferme. Si vous ne quittez pas la ferme, alors c'est à moi de procéder. L'ordre que j'ai est de commencer à vous massacrer et je ne veux pas procéder à cet ordre parce que je ne veux pas que ce qui s'est passé à El Tiempo (La Marcela) se reproduise dans cette ferme. »<sup>533</sup>

À cette date, la majorité des travailleurs abandonnent l'exploitation. Certains reviennent toutefois au cours des mois suivants cultiver leurs parcelles. L'assassinat de l'un d'eux, Manuel Pájaro de Arco, un an plus tard est signalé par la communauté comme la conséquence de ces retours et marque la date de l'abandon total des terres. Les déplacés sollicitent leur avocat, sans succès :

« Nous avons totalement abandonné la ferme à ce moment-là. Nous avons fait appel à l'avocat Chacín pour qu'il nous aide, il nous a dit : "vous feriez mieux de laisser ça comme ça parce qu'avec ces gens, on ne peut rien faire." »<sup>534</sup>

Des événements tout à fait similaires se répètent six mois plus tard sur les terres de Diana María où le frère de l'ancienne propriétaire entend récupérer la plantation occupée. Dans ce cas, le commandant paramilitaire relate postérieurement devant la justice la relation commerciale établie entre les AUC et le planteur.

- Les travailleurs de **Diana María** ont eux aussi affaire à un nouvel interlocuteur, le frère de la propriétaire, Juan Manuel Fernández de Castro (ci-dessous Juan Fernández). Lors d'une première rencontre, cet entrepreneur reconnu du département demande aux ouvriers d'évacuer la plantation. Puis, en août 2001, les deux parties se rencontrent devant une instance de médiation. Alléguant des signes clairs de connivence entre le propriétaire et la médiatrice, le représentant

---

<sup>532</sup> Déclaration d'un requérant, Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, caso La Isla, 2016, URT, p. 67.

<sup>533</sup> Déclaration d'un requérant, Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, caso La Isla, 2016, URT, p. 66.

<sup>534</sup> *Ibid.*, p. 67.

des travailleurs raconte, a posteriori, avoir refusé un dédommagement trop faible en l'échange du retrait de leur plainte :

« [Monsieur Fernández] était en rogne, en colère contre nous. Après cela, il m'a dit "prenez ce que je vous offre parce que la situation sécuritaire est très mauvaise dans la Zona". Il nous a pratiquement menacés, mais on n'imaginait pas ce qui allait se passer. »<sup>535</sup>

Suite à cette réunion, l'avocat José de los Santos fait savoir aux travailleurs qu'il souhaite se retirer de l'affaire et leur recommande d'engager un avocat d'une autre ville. À Santa Marta, aucun avocat ne peut s'opposer à l'entrepreneur agricole.

Le 12 septembre 2001, peu avant six heures du matin, quatre hommes du front William Rivas se présentent à la plantation. Liste à la main, ils assassinent deux membres de la coopérative, accusent la communauté de collaborer avec la guérilla et ordonnent l'évacuation des terres sous 72 heures. Au sein du procès-verbal de son audition par le procureur, José Mangones relate l'événement de la manière suivante :

« Mangones Lugo : J'ai participé et tué l'un d'entre eux [...] M. Juan Fernández de Castro allait commencer à planter des palmiers à huile et ces gens sont allés envahir la ferme parce que l'ancien propriétaire leur devait quelque chose. [...] À plusieurs reprises il a parlé avec M. Felipe et mon commandant Rodrigo [...] [Eux m'ont appelé et] m'ont dit : "il se passe ça, cet homme est le propriétaire de la terre, *ces hommes sont des collaborateurs de la guérilla*" et ils m'ont donné les noms, j'ai pris les noms et j'y suis allé. [...]

Procureur : Combien d'argent vous a-t-on versé à la suite de la récupération des terres ?

Mangones Lugo : Je n'ai pas reçu cet argent directement, Mme la procureure, parce que je n'étais pas commandant. [...] J'étais un

---

<sup>535</sup> Déclaration d'un requérant, Solicitud de restitución jurídica y material de tierras despojadas, caso Diana María 1 y Diana María 2, Cuaderno No.1, 2016, CCJ, p. 58.

subordonné de Rodrigo et j'imagine qu'il a été payé et a reçu l'argent, mais je ne sais pas combien. »<sup>536</sup>

Trois jours plus tard, les paysans aperçoivent un motard, équipé d'une radio et d'un revolver, venu vérifier l'absence d'occupants sur les terres. La communauté de Diana María abandonne définitivement la plantation.

La désignation des occupants de Diana María comme des « collaborateurs de la guérilla » est significative. Elle illustre le travail symbolique opéré par les miliciens et leurs alliés pour confondre tout trouble à l'ordre social plantationnaire à la subversion et ainsi convertir la violence du mercenariat paramilitaire en une violence défensive et légitime, propre au vigilantisme armé. Par ce biais, les conflits sociaux locaux sont traduits dans les termes du conflit armé. Cet élément de langage est un instrument central de l'articulation de la Zona au conflit armé national.

Finalement, entre septembre 2000 et septembre 2001, les quatre communautés de Chimborazo, La Marcela, La Isla et Diana María sont expulsées par la violence paramilitaire. La communauté Las Franciscas est touchée à cette période par un assassinat, mais elle n'est expulsée que trois ans plus tard :

- À **Las Franciscas**, au cours de ce dernier mois, les trois frères Terán Pérez sont signalés comme des collaborateurs de la guérilla et assassinés par des miliciens des AUC. Toutefois, la communauté demeure sur les terres. Un nouveau meurtre bouleverse l'association en mars 2004. Plusieurs hommes armés viennent annoncer aux paysans l'ordre de sortir des terres et assassinent son président.

Les paysans évacuent la plantation et se réfugient au sein des villages voisins. Cependant l'association ne cesse pas d'exister et élit un nouveau président qui dénonce le meurtre auprès des autorités. Le mois suivant, ce dernier échappe de peu à une tentative d'assassinat et doit quitter la Zona. De même, certains membres retournent sur les terres afin de récolter leurs cultures. En janvier 2005,

---

<sup>536</sup> Déclaration de José Gégorrio Mangones Lugo devant le procureur, 4 décembre 2014, cit. in. Solicitud de restitución jurídica y material de tierras despojadas, caso Diana María 1 y Diana María 2, Cuaderno No.1, 2016, CCJ, p. 60.

le nouveau président de l'association Abel Bolaños se trouve sur sa parcelle quand il est assassiné par des membres du front William Rivas.

Ces cinq cas illustrent à la fois le recours à la violence des AUC par les planteurs impliqués dans des conflits pour la terre et son effet dévastateur sur les formes de mobilisation collective et les alternatives à l'agro-industrie extractiviste. En creux, ces cas donnent à voir la « théâtralisation de la mort » (Blair 2005) et l'usage de la terreur comme instrument de pouvoir (Kalyvas 2001). La violence est sans limites et vise à la construction d'une domination totale des paramilitaires sur la vie et la mort des habitants de la Zona (Grajales 2016a), comme dans de nombreuses régions du pays (p.ex. Taussig 2005 ; Uribe 2018).

Au cœur de cette violence agit le travail d'assimilation de tout trouble au modèle d'accumulation agro-industriel à la menace subversive. Parfois idéologique et souvent opportuniste, ce rapprochement symbolique se concrétise par d'innombrables exécutions de supposés « collaborateurs de la guérilla » pour la protection d'intérêts privés et de l'ordre social plantationnaire.

#### *5.2.5. La réintégration des terres et des travailleurs à l'agro-industrie extractiviste*

Suite aux violences et à l'expulsion de ces communautés, l'ensemble des terres réintègrent le capital foncier d'entreprises agro-industrielles et de grands planteurs. **La Marcela** est vendue par Armando Dangond à une intermédiaire paramilitaire afin de couvrir une dette. Deux mois après le massacre de quatre travailleurs de septembre 2000, une nouvelle administration est installée. Elle est coordonnée par un membre de la coopérative qui profite ainsi de sa relation familiale avec l'un des miliciens<sup>537</sup>. La ferme est vendue à plusieurs reprises et exploitée continuellement avant d'être achetée en 2007 par une entreprise du groupe K'David, l'un des plus importants exportateurs de la région.

Après l'expulsion de février 2001 dans la plantation de **La Isla**, la paramilitaire Alexis Astrid Parejo Valencia assume l'administration de la nouvelle plantation avant que Carlos

---

<sup>537</sup> Ce même travailleur est accusé par ses anciens compagnons d'avoir subtilisé les fonds de la coopérative Cooinagivar.

Lacouture ne récupère la propriété de la ferme en juin 2002. Le planteur cède, semble-t-il, sa terre aux miliciens paramilitaires seulement pour l'intervalle de l'expulsion des occupants. De même, à **Diana María**, les anciens occupants constatent un mois après leur violente expulsion de septembre 2001 que les travailleurs de Juan Manuel Fernández initient les travaux d'aménagement de la terre. Ils installent des câbles, des moteurs d'irrigations et un nouveau bâtiment de surveillance pour la plantation de palmiers à huile. Au cours des années suivantes, la terre est exploitée par son entreprise. Il est postérieurement accusé d'accaparement violent de terres dans deux autres municipalités des départements du Magdalena et du Cesar<sup>538</sup>. Les terres de **Chimborazo** restent la propriété de la famille Olarte avant d'être vendues, en 2009, à l'entreprise Inversiones la Española, l'un des principaux producteurs d'huile de palme de la région<sup>539</sup>.

Dans le cas **Las Franciscas**, quelques semaines après leur expulsion des parcelles, en juin 2004, les associés d'Aucibe sont convoqués par deux employés d'Agrícola Eufemia qui leur font une offre afin qu'ils quittent définitivement les lieux. Les paysans, selon leur témoignage, sont accueillis lors d'une seconde réunion par trois hommes armés qui les enferment dans une salle. Ils les obligent à signer des documents vierges contre la remise d'une somme trois fois inférieure à celle convenue lors de la réunion précédente. L'entreprise inscrit ces dépenses au sein de ses comptes comme « achat de l'aménagement des terres » (« *mejora de tierras* ») (Verdad Abierta 2018). Elle poursuit l'exploitation de la terre jusqu'à sa restitution aux membres de l'association en 2019.

Toutes ces terres réintègrent donc le capital des planteurs et des compagnies agro-industrielles. La période est favorable au commerce. En effet, si l'abandon des terres correspondait à une crise de l'agro-industrie, les violentes expulsions du début des années 2000 interviennent à l'amorce d'un cycle de réexpansion des superficies de culture et d'augmentation de la production, comme l'indique le graphique suivant :

---

<sup>538</sup> Solicitud de restitución jurídica y material de tierras despojadas, caso Diana María 1 y Diana María 2, Cuaderno No.1, 2016, CCJ, pp. 85-87.

<sup>539</sup> L'entreprise, inscrite comme opposante au procès pour la restitution des terres de Chimborazo, déclare avoir été empêchée d'exploiter ces terres par un groupe armé contestant la légitimité de sa propriété.

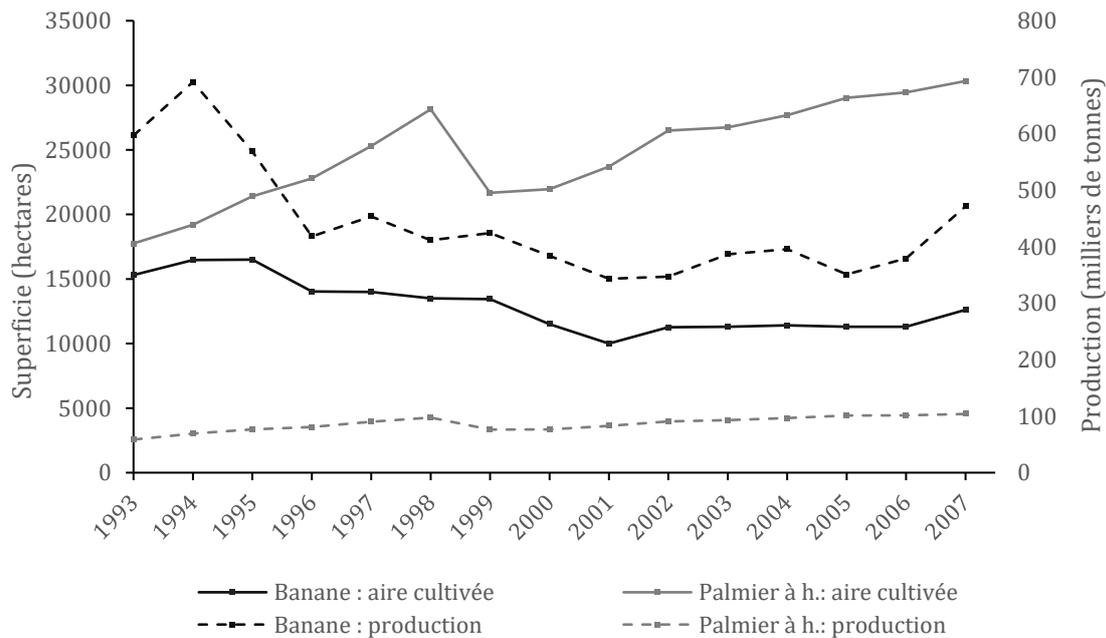


Figure 26, Évolution de la superficie cultivée et de la production de bananes et d'huile de palme dans le Magdalena entre 1982 et 2008, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : MADR 1991, 2001, 2012

La hausse de la valeur de la terre sous l'effet du marché international augmente la propension des planteurs engagés au sein de conflits pour la terre à faire appel à la violence paramilitaire.

Ce n'est pas seulement la terre qui est accaparée et réintégrée à l'agro-industrie extractiviste par la violence, mais aussi le travail ouvrier et paysan. Premièrement, les stratégies légales et violentes sont combinées par les planteurs pour endiguer les poursuites lancées par les anciens ouvriers afin de recouvrer les salaires non payés. Dans le cas de **La Marcela**, quatre jours après le massacre de quatre ouvriers, l'avocat des ouvriers présente au juge du travail sa « renonciation irrévocable » aux pouvoirs conférés par les anciens travailleurs. Cette requête rejetée, il demande au nom de ses clients, quatre mois plus tard, la levée des mesures préventives ainsi que la classification de la plainte<sup>540</sup>. Dans la foulée, la juge ordonne la levée de la saisie de la plantation, permettant ainsi la ratification légale de sa vente. À propos de ces salaires, Armando Dangond déclare en 2016, devant l'URT :

<sup>540</sup> Requête de José de los Santos Chacín de Luque dans la procédure exécutive Luz Marina Rúa et autres contre Inversiones CEAR Y CIA S. En C. adressée au troisième juge du travail du circuit de Santa Marta, 26 juin 2001 cit. in Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, caso La Marcela, 2016, URT, p. 113.

« Il [en parlant de son avocat] me dit que le délai de prescription est écoulé [ils rient] [...] Ils se sont payés. Pendant combien d'années ont-ils été à la tête de la production de la ferme? Ils se sont payé leurs salaires. »<sup>541</sup>

À **La Isla**, ce même avocat abandonne immédiatement la procédure intentée par les ouvriers contre Carlos Lacouture. De même, cinq mois après leur évacuation violente, les travailleurs de **Diana María** rencontrent le planteur Juan Manuel Fernández. Ce dernier leur offre de l'argent en liquide en l'échange de la signature de contrats de cession de droits litigieux qui impliquent l'abandon des poursuites pour les salaires non versés. Signés dans des conditions de grande précarité, ces contrats sont utilisés par les avocats du planteur dans trois procédures judiciaires, entre juin 2002 et mai 2004<sup>542</sup>, afin d'éviter l'émolument des impayés et de récupérer l'entière propriété de la plantation.

Deuxièmement, le travail d'aménagement et d'entretien des terres est lui aussi accaparé. Un tel processus, loin d'être anecdotique, est central dans le développement agraire du pays. En effet, la colonisation agricole des terres reposa, au XIXe et XXe siècle, sur l'exploitation et l'appropriation du travail de défrichage et d'essartage des colons par les grands propriétaires (LeGrand 1988 ; Arango 2014 ; Londoño Botero 2016). De même, dans la Zona du début du XXe siècle, la transformation de larges portions de la forêt tropicale en plantations fut le produit du travail de colons (voir chap. 1). Ainsi, à **Chimborazo**, les paysans rendent les terres arables et propres aux cultures vivrières et agro-industrielles. Leur déplacement violent signifie l'accaparement de ce travail gratuit par les propriétaires puis par les entreprises agro-industrielles. L'achat sous la contrainte des aménagements de la terre par Agrícola Eufemia à **Las Franciscas** est d'une nature similaire. Avant d'être expulsés des plantations, **La Marcela**, **La Isla** et **Diana María**, les anciens ouvriers ne cessent de réclamer aux tribunaux la rémunération du travail d'aménagement des terres et des infrastructures de production abandonnées par les planteurs.

---

<sup>541</sup> Entretien avec Armando Enrique Dangond Noguera, cit. in. Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, caso La Marcela, 2016, URT, p. 97.

<sup>542</sup> Au cours de la même période, l'avocat José de los Santos Chacín, cède sa représentation légale à deux avocats qui travaillent, en sous-main, pour le compte de Juan Fernández. Solicitud de restitución jurídica y material de tierras despojadas, caso Diana María 1 y Diana María 2, Cuaderno No.1, 2016, CCJ, pp. 422-428.

Enfin, troisièmement, la violence paramilitaire a pour effet de réintégrer la force de travail des membres des associations et coopératives au sein des grandes plantations. À ce titre, le cas de la ferme **La Marcela** est particulier. Certains membres de la coopérative sont réemployés par l'administration paramilitaire. Deux mois après le massacre du 8 septembre 2000, le nouveau gérant convoque les travailleurs à la plantation, y compris ceux qui fuient vers la ville de Santa Marta. Elle choisit de garder 35 travailleurs, la main-d'œuvre qualifiée nécessaire à l'exploitation. Certains fuient et d'autres restent. À peine expulsés, ces derniers sont réintégrés comme ouvriers. À mesure que l'exploitation change de propriétaires et que certaines personnes se réinstallent au village, de nombreux anciens membres de la coopérative reviennent travailler dans la plantation. La fille d'un ancien membre de la coopérative se remémore le retour de son père au sein de ces terres :

« Mon père est retourné travailler là-bas, même mon frère et mon mari sont aussi allés travailler dans cette ferme, nous ne savions même pas qui était le propriétaire parce que tous les trois mois le propriétaire changeait, mais les travailleurs étaient bien payés, et mon père a fini sa vie dans cette ferme. »<sup>543</sup>

La nouvelle administration de La Marcela caractérise la consolidation d'une élite de « propriétaires sans visage ». Cette expression est utilisée par les ouvriers des plantations de palmier à huile d'une région voisine, Montes de María, pour signaler l'anonymat des patrons et la nature impersonnelle des nouvelles relations agraires (Berman-Arévalo 2019, 4). De même un ancien membre raconte la résignation des travailleurs et leur adaptation aux conditions imposées par la violence :

« La ferme a changé de nom [...] après trois ans, quatre responsables d'Antioquia et de Bogotá sont apparus et ont aidé le village, c'étaient des gens bien [...] avec eux, la violence avait été oubliée, le passé était le passé. Nous nous sommes résignés. »<sup>544</sup>

---

<sup>543</sup> Déclaration d'une requérante, *Solicitud colectiva de restitución jurídica y material de tierras Rm 01488, caso La Marcela*, 2017, URT, p. 190.

<sup>544</sup> Déclaration d'un requérant, *Solicitud colectiva de restitución jurídica y material de tierras Rm 01488, caso La Marcela*, 2017, URT, p. 186.

Par-delà le cas de l'accapement direct et forcé du travail par les nouveaux propriétaires de La Marcela, les trajectoires socioprofessionnelles des travailleurs après leur déplacement sont illustratives. Elles montrent d'une part la précarisation de la vie des travailleurs enfermés dès lors dans des stratégies individuelles de survie et, d'autre part, la réintégration d'une main-d'œuvre journalière au sein de l'agro-industrie extractiviste. Les récits des victimes devant l'URT et les tribunaux témoignent des effets communs de l'expérience du déplacement et de la violence : les ruptures des trajectoires de vie ; les ruptures sentimentales et familiales ; la destruction des liens communautaires ; les troubles de santé physique et mentale. De nombreuses personnes relatent une expérience similaire de grande pauvreté et de dépression lors de leur migration vers des centres urbains — Santa Marta en premier lieu — incapables d'absorber cette nouvelle main-d'œuvre. Enfin, la perte du rapport à la terre et la fin de l'agriculture vivrière constituent des facteurs de précarité et de mal-être, comme l'évoque un ancien paysan des terres de Chimborazo :

« La vie a changé après que j'ai été déplacé. J'ai vécu dans une situation terrible, parce que j'avais l'habitude d'avoir mes propres cultures. Puis j'ai été un vagabond, et depuis lors, je n'ai pas pu construire quoi que ce soit à moi. »<sup>545</sup>

En l'absence de cultures propres, la subsistance des travailleurs expulsés repose alors de nouveau et exclusivement sur leurs opportunités de vendre leur force de travail.

L'analyse des récits de vie des travailleurs récoltés par l'URT et la CCJ dans le cadre des procès pour la restitution des terres accaparées montrent une très large réintégration de la main-d'œuvre à l'agro-industrie extractiviste. Au sein des 215 entretiens menés entre 2014 et 2016 avec les anciens occupants des parcelles de Chimborazo, La Marcela et Diana María<sup>546</sup>, 87 personnes indiquent leurs situations au moment de l'entretien :

---

<sup>545</sup> Solicitud de restitución jurídica y material de tierras despojadas, caso Diana María 1 y Diana María 2, Cuaderno No.1, 2016, CCJ, p. 116.

<sup>546</sup> Ces entretiens sont menés par les fonctionnaires de l'URT et les avocats de l'ONG CCJ au sein des bureaux de l'institution ou au cours des rencontres organisées avec les communautés rurales. Ajoutés en annexe des demandes de restitution de terre présentées aux tribunaux, ces entretiens sommaires présentent les situations individuelles et familiales des requérants en restitution et des témoins. D'une longueur comprise entre 100 et 1000 mots, ces courts entretiens semi-directifs présentent la situation de l'individu avant son entrée sur la parcelle de terre ; les circonstances de son entrée ; l'activité déployé sur la parcelle ; les faits

	Femmes (16)	Hommes (71)
Sans emploi	4	9
Ouvrier agricole	2	40
Salarié	-	4
Journalier	2	20
Non indiqué	-	16
Vente de rue	9	5
Inapte au travail	-	4
Paysan	-	2
Autres	1	11
Dans la Zona	16	62
En dehors de la Zona	-	9

Tableau 11, Situation professionnelle des travailleurs déplacés entre 2014 et 2016, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : URT, CCJ

Ainsi, 90 % de ces personnes habitent dans la Zona, près de 15 ans après leur déplacement forcé, et 65 % des hommes sont ouvriers agricoles au sein des grandes plantations. De même, l'écrasante majorité (80 %) de ceux qui indiquent la nature de leur contrat travaille comme journaliers avec des contrats au jour ou à la semaine au grès des récoltes. Parmi les femmes, plus de la moitié vit de la vente dans la rue, principalement de nourriture, et un quart est sans emploi ou femme au foyer. La précarité des situations professionnelles des anciens membres des coopératives se concrétise par la difficulté, signalée au sein de nombreuses déclarations, d'assurer leur subsistance et par conséquent, par leur exposition à la surexploitation. Aussi, la violente séparation du capital et du travail qu'opèrent les paramilitaires n'a pas seulement pour conséquence l'accaparement des terres et du travail par l'agro-industrie extractiviste. Elle permet son approvisionnement, parfois sur plusieurs générations, en main-d'œuvre bon marché.

Elle a pour effet de séparer les travailleurs de la propriété des moyens de production (la *depaysanisation*) et de les réintégrer en partie comme journaliers au sein des plantations. À ce titre, les massacres, les déplacements forcés et l'accaparement des terres sont des

---

de violence et d'expulsion ; le déplacement ; les traumatismes physiques et psychologiques ; la situation familiale et professionnelle post-déplacement. Le manque de systématisation des entretiens de l'URT — contrairement à ceux de la CCJ — engendre de fortes disparités dans la nature des données récoltées.

facteurs extraéconomiques de *prolétarisation*<sup>547</sup>, c'est-à-dire de la formation de travailleurs dépendants du marché pour satisfaire leurs besoins de reproduction (Bernstein 2010 ; Hough 2019). Plus encore, en considérant l'instabilité des emplois et la précarité des conditions de vie des victimes on peut considérer le mécanisme de *sous-prolétarisation* (Raman 2010a, 9) stimulé par la violence. Les victimes sont insérées dans les diverses formes de travail partiel, occasionnel, informel, sous-traité. Elles deviennent dépendantes du marché tout en étant dans l'impossibilité, du fait de la structure du marché de l'emploi, de s'y maintenir et de sortir de la pauvreté. Ainsi, alors que certains individus sont expulsés du processus de production, d'autres sont convertis en main-d'œuvre flottante (« *footloose labor* », Breman 1996), sans attache et désorganisée.

\*

L'étude de ces cinq cas d'accaparement souligne l'interaction entre les cycles économiques du marché international, les conflits pour la terre et le travail et la violence paramilitaire. Ils montrent la vigueur du coopérativisme et du mouvement de récupération des terres au cours des années 1990. Un tissu dense d'organisations syndicales, d'intermédiaires paysans et ouvriers, d'exportateurs permet l'appropriation et l'exploitation collective ou semi-collective des plantations. La crise de l'agro-industrie se convertit en opportunité d'accès à la propriété et de développement d'un mode alternatif de production, combinant l'agro-industrie coopérative et l'agriculture vivrière.

Ces modes d'organisation sont annihilés par la violence qui émane des alliances et des relations commerciales entre des élites rurales et les AUC. Le cas de la famille Olarte montre un lien organique, composé de réseaux familiaux et politiques, entre des propriétaires et le groupe armé. De même, les cas de Carlos Lacouture, d'Armando Dangond et de Juan Fernández illustrent la prestation de services violents offerts par les miliciens paramilitaires à des planteurs rompus à l'usage de la violence par des méthodes anciennes d'appropriation foncière ou par le commerce de drogue (voir chap. 2 et 4). Enfin, la figure du planteur disparaît dans le cas de Las Franciscas qui témoigne du service

---

<sup>547</sup> Les concepts de depaysanisation et prolétarisation ont été formés dans l'histoire et la sociologie rurale marxiste afin de saisir les mouvements de transformation des modes et des rapports de production au sein des sociétés agraires. Pour une introduction à ces concepts, voir Scott 1976 ; Heath 1981 ; Brass et Bernstein 1992 ; Bernstein 2010.

offert par les AUC à la succursale de la multinationale Dole, intermédiée par les employés de cette dernière. Pour de nombreux acteurs, le coût social, politique et judiciaire de l'usage de la violence contre des travailleurs ou des occupants est marginal au tout début des années 2000.

Ainsi, la violence des acteurs paramilitaires supralocaux est profondément modulée par les conflits locaux. Inversement, elle a des effets drastiques sur la distribution des ressources et l'exploitation du travail. Associée à des manœuvres juridiques, elle permet de réintégrer les terres et les infrastructures de production au capital des grands planteurs et entreprises agro-industrielles. Elle est aussi l'instrument de l'appropriation par les planteurs des salaires non payés lors de la crise, des travaux d'entretien et d'aménagement des terres. Enfin, elle produit une main-d'œuvre précaire et bon marché.

À ce titre, la violence exercée contre les coopératives se conjugue à celle qui frappe le syndicat ouvrier dans la destruction de trois éléments centraux du mouvement ouvrier : les structures de mobilisation collective ; les luttes pour une meilleure redistribution des profits du commerce d'exportation ; les aspirations individuelles et collectives à la sécurité économique.

### 5.3. Le paramilitarisme dans l'ordre social plantationnaire

Les cas des coopératives illustrent l'incursion des paramilitaires au sein des litiges et des arrangements anciens sur la terre. Aux intérêts individuels de cette violence se superpose l'annihilation des velléités collectives de redistribution des terres et de rupture avec un modèle de développement basé sur la concentration de la propriété foncière.

Cet impact de la privatisation de la violence sur les formes d'appropriation de la terre est au centre de l'attention des analyses du conflit armé colombien. Toutefois, peu d'attention est prêtée à la réponse des paramilitaires aux demandes de sécurité contre le brigandage et la délinquance ainsi que ses effets sur les relations de travail. Les troubles à l'ordre public ainsi que les conflits syndicaux sont examinés selon une lecture politique, imprégnée des catégories produites au cours du conflit armé national. À titre d'exemple, la désignation par les paramilitaires de l'ensemble des syndicalistes assassinés comme

des auxiliaires des guérillas doit encore être analysée et déconstruite (p.ex. Casas 2012 ; CNMH 2019b). Si l'on donne une plus grande importance analytique aux conflits sociaux et que l'on examine l'articulation de leurs protagonistes avec les acteurs supralocaux du conflit armé, il devient alors possible de percevoir, derrière les termes abstraits du conflit général, les déterminants locaux et prosaïques de la violence. Cette approche permet d'appréhender les trois grandes fonctions que remplit paramilitarisme dans l'économie plantationnaire et la chaîne de valeur : la protection des terres (voir supra), la répression de la délinquance, le contrôle du travail.

### 5.3.1. *La sécurité*

La narration avancée par les acteurs paramilitaires devant les tribunaux oblitère leur propre entreprise d'accumulation, mais consacre la thèse des *élites vulnérables*. José Mangones fait ainsi état d'une situation sécuritaire hors de contrôle lors de son arrivée dans la Zona :

« Avant mon arrivée et ma prise de commandement du Front William Rivas, les autorités civiles de la zone bananière avaient cédé le contrôle de la zone aux FARC, ainsi qu'à des bandes criminelles armées. En conséquence, la criminalité ordinaire était hors de contrôle. Les entreprises de bananes, en particulier, étaient fréquemment victimes de vols. Les voleurs pillaient les stocks d'intrants et les équipements des compagnies, attaquaient les chargements de bananes, saccageaient les installations de stockage et enlevaient les dirigeants des compagnies pour obtenir une rançon. »<sup>548</sup>

Le premier service de sécurité offert par les AUC est celui de la contre-insurrection. Au début des années 2000, le groupe atteint l'hégémonie militaire dans la région, coupant l'accès des groupes de guérillas aux plaines agro-industrielles.

Toutefois, une analyse détaillée des exactions du groupe dans la Zona montre que la contre-insurrection n'en est pas le motif principal. À partir des déclarations des membres

---

<sup>548</sup> Déclaration de José Gregorio Mangones Lugo, 29 October 2009, Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario de Barranquilla, archive privée, p. 9.

des miliciens démobilisés dans le cadre de la loi Justice et Paix, le tribunal catégorise, lors d'un procès tenu en 2015<sup>549</sup>, les motifs de 149 assassinats imputés au front William Rivas. Cette analyse est complétée ici par la recension des mobiles des meurtres indiqués par les miliciens au cours des deux procès postérieurs menés en 2016 et 2018<sup>550</sup> dans le même cadre judiciaire :

Mobile de l'assassinat	Nb de cas (2015)	Nb de cas (2016/2018)
Civils signalés comme délinquants	30 (20 %)	40 (17 %)
Civils ayant violé les codes moraux approuvés par le groupe (homosexualité, toxicomanie et sorcellerie)	28 (19 %)	8 (3 %)
Civils ayant prétendument aidé la guérilla	27 (17 %)	68 (29 %)
Contrôle social sans spécifications*	-	46 (20 %)
Membres des AUC ayant enfreint les règles internes du groupe	20 (13 %)	28 (12 %)
Vengeances personnelles	9 (6 %)	6 (3 %)
Erreurs de victimes	8 (5 %)	2 (1 %)
Fonctionnaires ayant refusé de se soumettre aux AUC	7 (5 %)	-
Accaparement de terre et expulsions	7 (5 %)	6 (3 %)
Civils ayant usurpé le nom des AUC pour extorsionner	5 (4 %)	4 (2 %)
Commerçants ayant refusé de payer l'extorsion des AUC	4 (3 %)	4 (2 %)
Civils ayant dénoncé des membres des AUC devant les autorités	4 (3 %)	7 (3 %)
Faux positifs <sup>551</sup>	-	6 (3 %)
Autres	-	4 (2 %)
<b>Total</b>	<b>149</b>	<b>229</b>

\* *Homicides classifiés par le tribunal comme relevant du contrôle social, mais dont le mobile n'est pas indiqué.*  
 Tableau 12, *Mobiles des assassinats indiqués par les miliciens du front William Rivas, Réalisation et calculs : B. Levy, 2023, Source des données : Justicia y Paz*

<sup>549</sup> Tribunal Superior de Bogotá, Sala de Justicia y Paz, 31 juillet 2015, José Gregorio Mangones Lugo et al. radicado 11-001-60-00253-2007 82791.

<sup>550</sup> Tribunal Superior del Distrito Judicial de Barranquilla, Sala de Justicia y Paz, 11 juillet 2016, Rolando René Garavito Zapata, radicado 08-001-22-52-003-2011-83724, Tribunal Superior del Distrito Judicial de Barranquilla, Sala de Justicia y Paz, 18 décembre 2018, José Gregorio Mangones Lugo et al. radicado 08-001-22-52-003-2014-82791.

<sup>551</sup> Le terme de faux positif désigne les assassinats commis contre des civils par les militaires ou les paramilitaires en collaboration avec l'armée, afin d'augmenter les chiffres des actions militaires contre la guérilla. Une fois assassinée, la victime est « déguisée » en milicien de guérilla (CVC 2022b, 485). Un document du Procureur Général de la Nation montre une coopération systématisée avec certains secteurs militaires de la région et un nombre conséquent de « faux positifs », Fiscalía, Informe Frente William Rivas, s.d., expediente 2014-00091 dossiers 37-43, DDHH-CNMH, réf. 1\_687528508, <https://www.archivodelosddhh.gov.co/anexos>. Consulté le 10 avril 2023. Voir aussi Jurisdicción Especial para la Paz, Sala de Definición de Situaciones Jurídicas, 22 février 2019, Adolfo Enrique Guevara Cantillo, Radicado No. 000565.

La proportion des assassinats commis contre des civils accusés d'être des auxiliaires, des informateurs ou des membres clandestins des guérillas représente entre 17 et 29 % des mobiles signalés<sup>552</sup>. Or, comme je l'ai exposé précédemment, ces accusations sont largement fallacieuses et couvrent souvent d'autres motifs.

La violence dépasse le cadre contre-insurrectionnel. Près de 40 % des assassinats ciblent les civils signalés comme délinquants ou ayant enfreint les normes morales du groupe. La *limpieza social*, ou « nettoyage social », désigne communément, depuis le début des années 1980, l'assassinat systématique de personnes de groupes sociaux marginaux, d'individus qui présentent des comportements considérés comme nuisibles à l'ordre moral et social (mendiants, prostituées, délinquants, personnes démentes, toxicomanes, sorcières, homosexuels, etc.) (Rojas 1994, 21) Cette violence s'exerce contre les comportements illégaux trop peu réprimés par l'État, ou légaux, mais rejetés par la morale sociale dominante. Elle constitue une source importante de légitimation sociale et de soutien populaire pour le pouvoir paramilitaire.

Pourtant, la délinquance est l'objet d'une attention toute relative des études historiques sur le conflit armé. Michael Taussig, dans ses notes ethnographiques sur la violence paramilitaire dans un village du bassin agro-industriel du Valle del Cauca, interprète la lutte contre la délinquance comme une composante centrale de la « *limpieza* » (Taussig 2005). Dans la Zona, une grande partie de cette violence se dirige contre les personnes accusées de vol, de braquage, de racket ou d'escroquerie (voir tableau 12). José Mangones déclare à ce propos :

« Nous surveillons les propriétés du secteur pour prévenir et sanctionner les vols ou les cambriolages, notamment dans les bananeraies dont dépendait l'économie de la région. Nous déterminions, après une étude, quelles personnes nuisaient à la région et nous les

---

<sup>552</sup> Ces chiffres sont cependant à prendre avec précaution, ne représentant qu'une petite part des meurtres du groupe paramilitaire et sujet à des erreurs, des fausses déclarations ou des accusations abusives.

faisons partir, notamment celles qui étaient impliquées dans des activités criminelles. »<sup>553</sup>

Les plaintes proviennent de planteurs, d'éleveurs, de commerçants ou d'habitants supposément affectés par les méfaits d'un « délinquant ». L'un des lieutenants du groupe, devant expliquer les mobiles de l'assassinat d'un supposé délinquant devant la justice, décrit ainsi la procédure de plaintes et de châtement :

« Le garçon était un voleur (“*un ratero*”) [...] pour vérifier les faits, les gens du village venaient et déposaient de nombreuses plaintes. [...] Ils me disaient que ce garçon ne laissait pas le village en paix, qu'il était toujours en train d'embêter les gens, que tout ce qu'il voyait mal rangé, il l'emportait. J'ai même parlé à sa famille, bien avant, j'ai dit à la famille ce qui se passait, que les gens devaient se reprendre (“*tenía que componerse*”). L'intention n'était pas d'arriver et de décimer la population civile, mais de la redresser (“*componerla*”) [...] J'ai dit à alias Foca, “mon petit, tu sais ce que tu dois faire maintenant, vas tuer ce garçon” et il est allé à sa maison et l'a tué. »<sup>554</sup>

De même, le témoignage de Marlon Celis, un patrouilleur de Ciénaga et de la Zona, montre le travail qui est opéré par les sicaires du groupe contre les bandes de délinquance qui agissent dans la ville et sa campagne<sup>555</sup>. Depuis son intégration aux AUC en 2002 et pour un salaire de 550 000 pesos par mois, l'homme traque et assassine les cibles que lui indiquent ses commandants. Sur 55 assassinats énoncés, l'ancien milicien ne connaît le mobile que de 31. Dans 16 de ces cas, il évoque l'appartenance de l'individu à une bande de délinquants des quartiers de Ciénaga comme le mobile principal de l'assassinat<sup>556</sup>.

---

<sup>553</sup> Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario, Déclaration de José Gregorio Mangones Lugo, Barranquilla, 29 October 2009, pp. 13-15, archive privée.

<sup>554</sup> Tribunal Superior del Distrito Judicial de Barranquilla, Sala de Justicia y Paz, 11 juillet 2016, Rolando René Garavito Zapata, radicado 08-001-22-52-003-2011-83724, p. 268.

<sup>555</sup> Déclaration de Marlon Gregorio Celis Caballero devant la police judiciaire, num. 4 700 160 012 009, 23 septembre 2009, Valledupar, DDHH-CNMH, réf. 1\_1468932546, <https://www.archivodelosddhh.gov.co/anexos>. Consulté le 13 avril 2023.

<sup>556</sup> *Ibid.*

Les miliciens mènent donc des opérations militaires et des assassinats punitifs contre les membres des groupes de sicaires, de braqueurs ou de coupeurs de route, qui opèrent dans la région<sup>557</sup>. Ils agissent aussi dans les plantations. Le 18 janvier 2002, sur un chemin du village d'Orihueca, des policiers arrêtent six personnes de 14 à 24 ans, originaires de Ciénaga et accusés de commettre des vols dans la région. Le convoi est intercepté par les miliciens du front William Rivas qui exécutent les six supposés délinquants<sup>558</sup>. Un an plus tôt, le 6 février 2001, un ouvrier de la ferme Olga est assassiné, vraisemblablement pour le vol d'équipement électronique au sein de la plantation<sup>559</sup>. En octobre de la même année, un travailleur de l'exploitation La Claret est tué par un milicien qui l'accuse d'avoir volé des équipements d'irrigation<sup>560</sup>. Le vol du matériel des fermes, mais aussi de bétail ou le braquage des camions de marchandise sont des motifs récurrents d'exécution.

Le groupe assure la sécurité dans et autour des plantations. Lors d'un entretien, un ancien superviseur de production de Técnicas Baltimo (Dole) signale la collaboration ouverte entre les services de sécurité de son entreprise — comme de l'ensemble des compagnies — et les AUC. Selon ce dernier, l'agissement des miliciens au sein des plantations dépend des secteurs géographiques et de la relation des patrouilleurs avec les administrateurs, les contremaîtres et les vigiles. Dans certains secteurs, notamment dans celui du village d'Orihueca où se trouve une grande partie des exploitations du groupe, les miliciens rentrent librement dans les plantations. Ils s'informent auprès du personnel de sécurité, saluent le personnel administratif et font des rondes sur les sentiers internes des plantations<sup>561</sup>.

De même, les administrateurs, contremaître et vigiles constituent des sources précieuses de renseignements. Les vigiles des plantations de Técnicas Baltimo doivent annoter dans un « journal de bord » (« *bitácora* ») les nouvelles et événements de la journée qu'ils

---

<sup>557</sup> Tribunal Superior de Bogotá, Sala de Justicia y Paz, 31 juillet 2015, José Gregorio Mangones Lugo et al. radicado 11-001-60-00253-2007 8279, p. 636.

<sup>558</sup> Tribunal Superior del Distrito Judicial de Barranquilla, Sala de Justicia y Paz, 18 décembre 2018, José Gregorio Mangones Lugo et al. radicado 08-001-22-52-003-2014-82791, p. 318, « Masacre en a Zona Bananera : 6 muertos », *El Informador*, 20 janvier 2002.

<sup>559</sup> Superior Court of the State of California for the County of Los Angeles, Gomez v. Dole Food Company, No. BC412620 (Cal. Ct. App. Mar. 21, 2014), p. 16.

<sup>560</sup> Superior Court of the State of California for the County of Los Angeles, Gomez v. Dole Food Company, No. BC412620 (Cal. Ct. App. Mar. 21, 2014), p. 18.

<sup>561</sup> Entretien #21, ancien administrateur, 15 août 2019, Santa Marta.

reportent par radio à la sécurité centrale de l'entreprise. À plusieurs reprises, le superviseur observe des vigiles transmettre ces informations aux patrouilleurs AUC<sup>562</sup>. « Il existait une relation ouverte et publique entre les groupes d'autodéfense et les contremaîtres des fermes [...]. Les groupes d'autodéfense se déplaçaient comme un poisson dans l'eau au sein des plantations de bananes »<sup>563</sup> signale le commandant paramilitaire José Mangones. Cependant, la relation varie d'une plantation à une autre et reste sujette à la coercition. Le refus d'un service sollicité par les miliciens ou la rupture d'une alliance peut valoir la mort au personnel des exploitations<sup>564</sup>.

Ces archives et témoignages donnent à voir le *vigilantisme armé* qu'assume le groupe paramilitaire. Le vol constitue un problème majeur à Ciénaga et dans la Zona (voir chap. 4) et sa répression est un élément important de l'intégration locale des AUC et de ses alliances sociales. L'organisation se présente comme la garante de l'ordre social en signalant ses victimes comme des auxiliaires des guérillas ou des individus immoraux, tel que l'exprime l'ex-commandant Mangones Lugo devant la justice :

« Les drogués ("*viciosos*") et les bandits, la délinquance commune et les collaborateurs de la subversion sont la même chose [...] [Les drogués] sont ceux qui consomment des hallucinogènes, qui deviennent des détritiques ("*desechables*"), qui font beaucoup de mal à la société. »<sup>565</sup>

Les figures du drogué, du délinquant et du subversif sont centrales dans la formation du discours et du pouvoir paramilitaire. Contre ces expressions du désordre, les miliciens revendiquent une défense armée de la société. Ils s'appuient sur le sentiment d'insécurité pour invoquer le rétablissement de l'autorité, imposer l'ordre sur la base de la coercition (Restrepo 2009, 104). Tout en investissant le marché lucratif de la violence privée, les AUC façonnent un ordre social.

---

<sup>562</sup> *Ibid.*

<sup>563</sup> Déclaration de José Gregorio Mangones Lugo, 29 October 2009, Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario de Barranquilla, archive privée, p. 3.

<sup>564</sup> À titre d'exemple, Roberto Noriega Mercado, vigile dans une plantation de Río Frío, est assassiné le 19 juin 2005 après avoir refusé que les installations de la plantation servent de lieu de réunion aux miliciens. Tribunal Superior de Bogotá, Sala de Justicia y Paz, 31 juillet 2015, José Gregorio Mangones Lugo et al. radicado 11-001-60-00253-2007 82791, p. 89.

<sup>565</sup> « Crudo destape del ex Auc "Tijeras" », *El Tiempo*, 23 août 2007.

### 5.3.2. *Le contrôle du travail*

Dans la crise de contrôle qui ébranle la société plantationnaire au cours de la première moitié des années 1990, les relations entre ouvriers et patrons jouent un rôle central. Les conflits se multiplient au sein des plantations et l'organisation syndicale des travailleurs menace la rentabilité de la production agro-industrielle. À partir de la seconde moitié de la décennie, le groupe AUC a des effets considérables sur le régime local de contrôle du travail. Il constitue un dispositif d'identification, de renseignement et de surveillance des travailleurs ; un instrument de persécution et de répression armée du syndicalisme ; il permet la cooptation du syndicat et la promotion de sa collaboration avec le patronat.

#### 5.3.2.1. L'identification et la surveillance des travailleurs

Le pouvoir social des paramilitaires s'appuie sur un contrôle strict des mobilités de la population et la mise en place d'un vaste réseau de renseignement (Grajales 2016a, 98-102). Les points de contrôle installés sur les routes ; les informations transmises par les services de renseignements étatiques<sup>566</sup> et le réseau d'informateurs recrutés dans les villages permettent aux AUC d'instituer une surveillance accrue de la Zona, comme le relate José Mangones devant la justice :

« [Notre] système de surveillance nous permettait d'avoir des informations instantanées sur les véhicules et les personnes circulant sur les routes et les chemins de la zone bananière, de sorte que lorsque nous détectons la présence de personnes inconnues, nous les interceptons immédiatement pour leur demander leurs documents. »<sup>567</sup>

Les ouvriers agricoles constituent une des cibles principales de ce renseignement. Les informateurs peuvent être recrutés parmi les travailleurs, comme se remémore un ancien syndicaliste de la plantation San Pedro, relatant le déroulé d'un conflit du travail :

---

<sup>566</sup> Procuraduría General de la Nación, 2013, « Incidente de afectaciones de José Gregorio Mangones Lugo », cit. In. Juzgado Cuarto Civil del Circuito Especializado en Restitución de Tierras de Sincelajo en Santa Marta, 2016, radicado 2016-00030-00, Caso Cimbrazo, Cuaderno No.1, p. 50.

<sup>567</sup> Declaration de José Gregorio Mangones Lugo, 29 October 2009, Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario de Barranquilla, archive privée, p. 9.

« On aurait dit que c'était les travailleurs eux-mêmes, comme s'ils étaient présents aux réunions. Ils savaient qui tu étais, ils savaient que tu allais ici ou là. Et si tu disais quelque chose qui ne leur plaisait pas, ils te cherchaient. »<sup>568</sup>

De même, les informations des administrations des plantations sur leurs travailleurs sont précieuses. Un administrateur se souvient de l'irruption des AUC dans ses bureaux :

« Une nuit, les paramilitaires sont entrés [...] et [le garde] dès qu'il a vu ces hommes, il s'est caché. Ils ont pris les autres gardes et les ont mis dans des conteneurs et ont attaché la porte avec du fil de fer, ils ne leur ont rien fait, mais ils leur ont posé des questions sur moi et leur ont demandé où se trouvait mon bureau. Les miliciens ont cassé la porte et ont tout fouillé et ont pris les papiers où se trouvaient tous les [informations sur les] travailleurs et ils ont tout pris... un paquet d'informations. »<sup>569</sup>

La transmission de ces renseignements peut aussi être volontaire, comme l'allèguent plusieurs commandants paramilitaires. José Mangones affirme avoir reçu des informations des entreprises sur les travailleurs « problématiques »<sup>570</sup>. De même Hasbún Mendoza décrit le mode opératoire utilisé, en Urabá, pour assassiner les travailleurs accusés de collaborer avec les guérillas :

« L'administrateur savait qui était un guérillero ou un collaborateur et travaillait dans les fermes. Ensuite, ils nous donnaient les fameuses listes pour que nous arrêtions les bus aux barrages routiers et, avec la liste en main, le commandant du barrage routier disait "vous me descendez untel et untel" et ils en tuaient trois ou quatre. » (cit. in. Gómez Albarello 2021, 127)

---

<sup>568</sup> Entretien #6, ouvrier et ancien syndicaliste Sintrainagro, 04 mai 2019, Ciénaga.

<sup>569</sup> Entretien #Oraloteca, ancien contremaître et administrateur, 2011, Zona Bananera.

<sup>570</sup> Déclaration de José Gregorio Mangones Lugo, 29 October 2009, Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario de Barranquilla, archive privée, pp. 4-5.

Le même milicien décrit devant la justice l'accès des paramilitaires dès le milieu des années 1990 à une base de données informatiques produite par les entreprises d'Urabá afin de systématiser les informations sur les ouvriers et journaliers. Le programme permet alors de savoir si un travailleur est signalé au sein d'une autre plantation pour son mauvais rendement, s'il est accusé de vol ou de collaborer avec la guérilla. Il est, entre les mains des paramilitaires, le substrat des listes noires<sup>571</sup> (Gómez Albarello 2021, 126)<sup>572</sup>.

Un tel mode opératoire n'est pas connu dans le Magdalena. Toutefois l'identification des travailleurs y est aussi un enjeu important et des sources d'information similaires existent et circulent. En effet, les services de police indiquent dès la fin de l'année 1991 avoir accès à un programme administré par les entreprises agricoles au sein duquel est recensé l'ensemble des informations connues sur les ouvriers ayant attrait à leur identité, leur poste de travail et leur appartenance syndicale<sup>573</sup>. Ce recensement doit servir à surveiller les activités syndicales et subversives au sein des plantations ainsi qu'à « identifier tous les employés de chacune des fermes afin d'avoir, à un quelconque moment, un contrôle accru des étrangers. »<sup>574</sup> De même, la gestionnaire des ressources humaines du groupe Dole mène un programme important de recensement et d'identification des ouvriers de la Zona au milieu des années 1990<sup>575</sup>. Elle est aussi signalée par José Mangones comme une protagoniste centrale des « relations entre les groupes d'autodéfense, la compagnie [Dole], les plantations et les administrateurs »<sup>576</sup>.

---

<sup>571</sup> Les listes noires sont les listes de noms d'individus que les miliciens utilisent lors des blocages pour exécuter les individus signalés. Elles sont alimentées par le système de renseignement et citées dans de très nombreux récits de massacres.

<sup>572</sup> Hasbún Mendoza indiqua que les compagnies bananières ne connaissaient pas l'usage qui allait être fait par les paramilitaires des bases de données. De même il signala que la décision d'exécution était une décision autonome du groupe paramilitaire. (Gómez Albarello 2021, 131-32).

<sup>573</sup> Rapport de police sur la situation sécuritaire dans la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696.

<sup>574</sup> Rapport de police sur la situation socio-économique de la Zona Bananera, 06 décembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696, p. 5.

<sup>575</sup> Entretien #28, ancienne cadre d'un exportateur transnational, 15 septembre 2019, Santa Marta.

<sup>576</sup> Déclaration de José Gregorio Mangones Lugo, 29 October 2009, Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario de Barranquilla, archive privée, p. 7.

### 5.3.2.2. La répression armée du syndicalisme

Les renseignements collectés par les paramilitaires servent à mener les campagnes d'assassinats sélectifs contre les prétendus auxiliaires de la guérilla et aboutissent à l'élimination systématique des cadres de Sintrainagro de 1997 à 2001.

Un ancien membre de Sintrainagro se souvient de la rumeur de l'arrivée du groupe armé :

« Lors d'une réunion avec les gens d'en haut<sup>577</sup>, quand nous étions avec eux là-bas, ils nous ont dit : "Messieurs, qu'est-ce que vous allez faire maintenant à Sintrainagro ? Un groupe arrive, ils sont contre nous, ils viennent d'Urabá. Ils sont en guerre et c'est à vous qu'ils vont s'en prendre". Ils voulaient que nous les travailleurs des plantations on s'organise pour se défendre, qu'on prenne les armes et ainsi de suite. Ils avaient cette idéologie. Il y a beaucoup de travailleurs qui sont allés avec eux. Et même pas six mois après qu'ils nous aient dit cela, le totalitarisme a commencé. À cette époque, chaque semaine, nous devions aller faire nos adieux ("*despedirnos*"). »<sup>578</sup>

Au milieu du mois de juillet 1997, à l'appel de Sintrainagro, les ouvriers des plantations s'apprêtent à marcher de la Zona jusqu'à Santa Marta pour dénoncer les assassinats sélectifs dont ils sont les cibles avec la collaboration des forces de l'ordre<sup>579</sup>. Mais le 18 juillet 1997, le comptable et le secrétaire du syndicat sont retrouvés morts après avoir été séquestrés par un groupe armé au siège de l'organisation à Ciénaga<sup>580</sup>. Les deux syndicalistes assumaient un rôle important dans l'accompagnement et le conseil d'anciens travailleurs qui réclament, par voie judiciaire, le paiement de salaires non payés, dont ceux de La Marcela et Diana María<sup>581</sup>. La marche est annulée et les ouvriers déclarent une grève silencieuse, sans cependant manifester publiquement. « La peur générée par les

---

<sup>577</sup> Cette expression fait référence aux miliciens de la guérilla, installés dans le massif montagneux.

<sup>578</sup> Entretien #20, ouvrier et syndicaliste Sintragrancol, juillet 2019, Ciénaga. L'expression « despedirnos » traduite ici par « faire nos adieux » signifie enterrer un proche.

<sup>579</sup> Entretien avec un ancien syndicaliste, cit. in. URT, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, Caso La Marcela, p. 50.

<sup>580</sup> « Secuestradas cinco personas por desconocidos », *El Tiempo*, 19 juillet 1997.

<sup>581</sup> URT, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, Caso La Marcela, p. 50.

meurtres commence à fragmenter les processus d'organisation des travailleurs et des communautés de la région. »<sup>582</sup>

Trois jours plus tard, un autre syndicaliste est assassiné par les miliciens à Santa Rosalía et le mois suivant, le vice-président du syndicat est tué avant que les paramilitaires ne tuent trois autres de ses proches sur le même lieu<sup>583</sup>. Le 23 janvier de l'année suivante, le représentant syndical Miguel Guête est à son tour tué<sup>584</sup>. Cette persécution se poursuit au cours des années suivantes avec l'assassinat, dans les locaux du syndicat à Ciénaga, du secrétaire général national Cesar Herrera Torreglosa le 13 décembre 1999 (ENS 2000, 8:15). Un an plus tard, le 24 janvier 2001, le président de la section régionale du syndicat, José Luis Guête Montero, est assassiné à son tour. Cet assassinat marque, selon le témoignage de José Mangones, la prise de contrôle du syndicat par les AUC, qui placent, à sa tête, un syndicaliste coopté, ancien membre de la guérilla EPL. Le syndicat paie désormais 10 % des cotisations qu'il percevait chaque mois des entreprises<sup>585</sup>. Après cette cooptation, deux nouveaux syndicalistes sont assassinés le 6 et 11 mars 2002<sup>586</sup>. Il est important de rappeler que les cadres du syndicat sont eux-mêmes ouvriers et en charge de négociations sur les conditions de travail au sein de leurs plantations et de celles des membres de l'organisation. Leur élimination induit l'affaiblissement direct du pouvoir de négociation au sein des exploitations.

Toutefois, dans de nombreux cas de violence antisyndicale au cours du conflit armé, il est commun d'observer « l'intention d'obscurcir ou de dissocier le lien entre l'acte de violence et l'activité syndicale et, en particulier, de diluer et de brouiller son lien avec un conflit du travail » (Casas 2012, 120). Il est nécessaire, en temps de guerre, de camoufler l'intérêt privé d'un assassinat et de traduire son mobile dans les termes abstraits du conflit général. Le 7 juin 2000, un groupe de miliciens du front William Rivas se présente aux premières heures du jour à la ferme María Luisa. Ils appellent, à partir d'une liste, trois travailleurs qui sont emmenés dans une camionnette et tués alors qu'ils tentent de fuir.

---

<sup>582</sup> *Ibid.*, p. 51.

<sup>583</sup> *Ibid.* « Masacrados siete labriegos en la zona bananera », *El Tiempo*, 29 novembre 1997.

<sup>584</sup> « Continúa el desangre sindical », *Voz*, 4 février 1998.

<sup>585</sup> Déclaration de José Gregorio Mangones Lugo, 29 October 2009, Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario de Barranquilla, archive privée, p. 12.

<sup>586</sup> Juzgado Décimo Penal del Circuito Especializado de Bogotá D. C., 19 décembre 2008, José Gregorio Mangones Lugo, radicado 11001-3107-010-2008.0022-00, Tribunal Superior de Bogotá, Sala de Justicia y Paz, 31 juillet 2015, José Gregorio Mangones Lugo et al. radicado 11-001-60-00253-2007 82791, p. 140.

Deux d'entre eux sont membres de Sintrainagro. Selon les proches des victimes qui témoignent contre le groupe Dole — propriétaire de la plantation —, les ouvriers s'apprêtaient à entamer des négociations collectives avec la direction de la plantation. De même, avant son assassinat, l'une des deux victimes avait souffert d'un accident du travail et s'était vu refuser un arrêt de travail et une indemnisation pour invalidité par la direction<sup>587</sup>.

Plusieurs cas similaires sont signalés par les familles plaignantes. Dans quatre autres cas d'assassinats d'ouvriers du groupe, le refus de démissionner des ouvriers (trois d'entre eux étant membres de Sintrainagro) et des conflits autour des indemnités de leur départ sont mentionnés comme mobile probable de leur mort entre octobre 1998 et mai 2003<sup>588</sup>. L'un d'eux, employé de la ferme Siria — exploitée elle aussi par Dole —, est assassiné dans la nuit du 20 janvier 1999 par les AUC. Il avait signalé une semaine avant son meurtre, selon le témoignage de son fils, s'être disputé avec le propriétaire de la plantation qui avait exigé sa démission sans indemnité de départ après 23 ans de service<sup>589</sup>.

Il ne peut être inféré des allégations précédemment citées que l'assassinat est, au début des années 2000, un instrument commun de gestion des conflits du travail. De nombreux planteurs ne font jamais appel directement à la violence paramilitaire. Cependant le recours à la violence ou sa menace sont récurrents chez certains d'entre eux tels que l'ancien maire de Santa Marta Carlos Lacouture, comme en témoigne un ancien administrateur :

« J'administrerais la ferme du vieux Carlos Lacouture, un vieil enfoiré qui ordonnait de tuer les gens pour ne pas les payer. Il achetait une ferme et s'il y avait un syndicat, dans la nuit les paramilitaires entraient et tuaient tous ces gens [...] Ça, c'est monsieur Carlos Lacouture Dangond. »<sup>590</sup>

---

<sup>587</sup> Superior Court of the State of California for the County of Los Angeles, Gomez v. Dole Food Company, No. BC412620 (Cal. Ct. App. Mar. 21, 2014), p. 7.

<sup>588</sup> *Ibid.*, pp. 5, 7, 9, 14, 28.

<sup>589</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>590</sup> Entretien #Oraloteca, ancien contremaître et administrateur, 2011, Zona Bananera.

Sous domination paramilitaire, la possibilité de se débarrasser d'un travailleur problématique existe et certains la saisissent. De même la persécution armée fournit un moyen de pression aux planteurs confrontés à l'insubordination de travailleurs.

À La Isla, un an et demi après l'expulsion des anciens ouvriers, un nouveau conflit éclate entre les travailleurs et Carlos Lacouture. Un groupe de cinquante d'employés des plantations La Isla et Sara Bretaña s'affilie à Sintrainagro et présente une liste de réclamations à l'administration et au ministère du Travail. Ils dénoncent la rétention des salaires, des congés, des allocations familiales et de sécurité sociale et exigent la réintégration de trois ouvriers licenciés pour motifs syndicaux<sup>591</sup>. Trois semaines plus tard, après leur avoir demandé de signer une carte de rétractation, Carlos Lacouture réunit les employés et profère les menaces suivantes :

« Moi je n'aime pas les syndicats [...] vous pouvez voir les problèmes qui surgissent lorsque des syndicats se forment [...] Des personnes des groupes d'autodéfense sont venues dans mes bureaux et m'ont demandé une liste de toutes les personnes affiliées au syndicat et en particulier de ses directeurs, car ils n'aiment pas non plus les syndicats. »<sup>592</sup>

Interrogés par un juge, l'ensemble des ouvriers déclarent avoir été menacés par le planteur. Devant le refus de l'un d'eux de se désyndicaliser et d'accepter la somme que lui propose son patron, ce dernier l'avertit :

« Si vous ne vous retirez pas de Sintrainagro, vous devriez vous souvenir de ce qui s'est passé à la ferme [La Marcela]. »<sup>593</sup>

L'évocation de la terreur joue comme levier de pression. Dans la Zona ainsi que dans de nombreuses régions du pays, le meurtre est combiné à l'intimidation, aux menaces directes et à différentes formes de harcèlement pour affaiblir la force de négociation des syndicats (Casas 2012, 127).

---

<sup>591</sup> Corte Constitucional de Colombia, 17 octobre 2003, Sentencia T-952/03, Réf. Exp. T-677353. Il est intéressant de noter que cette lutte est conduite sous l'hégémonie paramilitaire et que le président du syndicat qui mène les démarches auprès des institutions étatiques est l'homme que Mangones Lugo signale postérieurement avoir placé à la tête de l'organisation. S'il apparaît peu probable que le syndicat ait, à cette période, une liberté suffisante pour attaquer un allié des AUC, il est possible que l'alliance entre le groupe et Carlos Lacouture soit rompue sous le commandement de José Mangones.

<sup>592</sup> *Ibid.*

<sup>593</sup> *Ibid.*

### 5.3.2.3. L'instauration d'un syndicalisme de collaboration

Toutefois, la stratégie des AUC envers Sintrainagro, dans l'Urabá et le Magdalena, ne vise pas à sa disparition, mais à sa cooptation violente et son instrumentalisation politique. Le syndicat aux composantes communistes et aux revendications classistes est transformé en une organisation de coopération avec la classe dirigeante et de défenses des intérêts du secteur agro-industriel. Ainsi, dans un écho aux tentatives de l'UFC et des planteurs des années 1920 (voir chap. 1), les paramilitaires imposent par les armes, au début des années 2000, le syndicalisme de collaboration.

En 2002, dans la presse écrite, le dirigeant des AUC Carlos Castaño se félicite du travail accompli et de la nouvelle attitude du syndicat :

« Les syndicats travaillent pour sauver les entreprises, et non pour les ruiner, comme c'était le cas dans le passé lorsque la guérilla opérait dans le pays. C'est pourquoi je le répète : ça en valait la peine ! [...] Depuis trois ans, il n'y a pas eu de grève dans la zone bananière [d'Urabá], et les syndicats réunis au sein de Sintrainagro travaillent main dans la main avec les employeurs pour le développement de la région. »  
(Aranguren 2002, 171-72)

Le syndicalisme est historiquement signalé comme un obstacle au développement par de nombreux secteurs de l'élite colombienne (Urrutia 2016). La violence des AUC s'inscrit dans ce canevas idéologique. Les commandants paramilitaires certifient a posteriori qu'ils ont été engagés pour « normaliser et pacifier les relations de travail » au sein des plantations<sup>594</sup> et pour empêcher tout événement syndical contrevenant à l'économie agro-industrielle (Veloza García cit. in. Gómez Albarello 2021, 134). Dans le Magdalena, l'assassinat du président du syndicat Jose Luis Guête Montero en janvier 2001 marque la fin de la ligne classiste du syndicat et le début de la collaboration, comme se remémore un membre du syndicat :

---

<sup>594</sup> Les commandants paramilitaires Mancuso Gómez et Hasbún Mendoza cit. in. Tribunal Superior del Distrito Judicial de Bogotá, Sala de Justicia y Paz, 16 décembre 2011, Fredy Rendon Herrera, radicado 11001-6000-253-2007-82701, p. 199.

« Quand cet assassinat a eu lieu, ils ont essayé de coopter les postes les plus importants du syndicat. Et la direction du syndicat à cette époque a suivi une ligne de collaboration, mais c'était aussi une question de survie. Pas tous, mais une grande partie d'entre eux, c'est-à-dire les dirigeants les plus importants. [...] Ils ont essayé de transformer le syndicat en un syndicat patronal, pratiquement. Car ce sont les paramilitaires qui ont fini par négocier les conditions de travail, les négociations collectives dans les entreprises dont ils étaient partenaires, parce qu'ils avaient des accords de sécurité avec elles. »<sup>595</sup>

La ligne dite de collaboration ou de conciliation de classe qui prime dans la nouvelle direction naît non seulement de la violence paramilitaire, mais aussi du travail idéologique opéré d'abord en Urabá puis dans le Magdalena par d'anciens guérilleros du groupe EPL cooptés par les AUC<sup>596</sup>. Au niveau national, le syndicat Sintrainagro coupe ses liens avec le syndicalisme d'inspiration communiste de la fédération CUT<sup>597</sup>. En mai 2002, son président annonce le soutien de l'organisation au candidat de la droite radicale aux élections présidentielles Álvaro Uribe Vélez (Chomsky 2007, 107). Ce tournant reste pour de nombreux militants la conséquence directe de la violence paramilitaire comme le déplore, 20 ans plus tard, cet ancien membre de Sintrainagro :

« L'autre jour, le président de Sintrainagro, Guillermo Rivera, racontait au congrès de Sintrainagro le bon accueil qu'il avait des gens d'Augura et je ne sais pas quoi... mais un autre membre du congrès lui a dit "pour qu'ils nous traitent comme ça, il a fallu 3000 morts !" ».<sup>598</sup>

La collaboration et plus généralement l'affaiblissement et les scissions apparues au sein des organisations syndicales, communautaires et des mouvements politiques perdurent après la démobilisation du groupe paramilitaire. Les formes d'organisation collective et

---

<sup>595</sup> Entretien #29, ouvrier et cadre syndical Sintrainagro, 04 juillet 2019, Ciénaga.

<sup>596</sup> Entretien #30, cadre syndical CUT, 01 août 2021, Santa Marta, Entretien #15, cadre syndical Fensuagro, 22 juin 2019, Ciénaga Sur l'EPL, les conflits entre guérillas et la transformation du syndicalisme ouvrier en Urabá voir Sarmiento 2007 ; Suárez 2007 ; Carroll 2011.

<sup>597</sup> Entretien #31, cadre syndical CUT, 16 octobre 2019, Bogota.

<sup>598</sup> Entretien #6, ouvrier et ancien syndicaliste Sintrainagro, 04 mai 2019, Ciénaga.

leurs appareils idéologiques restent profondément marqués par les héritages du paramilitarisme.

### 5.3.3. *Les héritages du paramilitarisme*

Engagées depuis la fin de l'année 2002, les négociations entre le gouvernement d'Álvaro Uribe Vélez et les AUC se concrétisent par la démobilisation partielle du groupe au cours des années 2005 et 2006. José Mangones arrêté<sup>599</sup>, une partie des miliciens du front sont démobilisés le 8 mars 2006 dans le département du Cesar en même temps que d'autres fronts du Bloc Nord (CNMH 2021b, 241). Ce processus, loin d'entériner la fin du paramilitarisme, est marqué par de nombreuses irrégularités et n'est que partiel, comme en témoigne l'émergence des organisations néoparamilitaires au cours des années suivantes (Carranza-Franco 2019; Massé et al. 2010; Ostos 2018; Grajales 2021). De même, dans la Zona comme ailleurs, les réseaux politiques et économiques accumulés durant la guerre restent solidement implantés grâce à l'impunité judiciaire<sup>600</sup> (Grajales et Levy à paraître).

Le syndicalisme sort exsangue de l'hégémonie paramilitaire. La majorité des dirigeants ont été assassinés ou exilés. Certains conflits furent réglés par l'exercice de la violence alors que de nombreux autres furent résolus par la menace, verbalisée ou non, directe et indirecte. Trois autres effets à long terme sont à l'œuvre : une transformation idéologique, une peur généralisée et une faible capacité de mobilisation.

---

<sup>599</sup> Après avoir intégré les négociations de démobilisation du Bloc Nord, Mangones Lugo est arrêté dans la ville de Barranquilla le 23 juillet 2005. Il est remplacé, à la tête du front William Rivas, par un ancien militaire qui déserte rapidement. Puis, le groupe est ensuite placé sous les ordres du commandant du front Bernardo Escobar Corte Suprema de Justicia, Sala de Casación Penal, 5 août 2020, magistrado ponente : Eugenio Fernández Carlier, SP2876-2020 Radicación 55135 Acta 162.

<sup>600</sup> Bien que de multiples informations et preuves s'accumulent contre des élites agraires au cours des auditions des chefs paramilitaires opérés par les tribunaux de justice transitionnelle Justice et Paix (loi 975 de 2005) et au cours des procès de Restitution des Terres (loi 1448 de 2011), les poursuites judiciaires sont extrêmement réduites. Pour Philipp Wesche, ce très faible niveau de poursuites judiciaires est lié au transfert des enquêtes menées contre des hommes d'affaires aux procureurs locaux. Ces derniers sont souvent dotés de peu de personnel et supportent une charge de travail très élevée. Ils ne sont donc pas incités à enquêter sur des affaires généralement perçues comme étant très complexes, difficiles à instruire et comportant des risques personnels pour les enquêteurs (Wesche 2019 ; 2021).

### 5.3.3.1. La scission idéologique au sein du syndicalisme ouvrier

Premièrement, Sintrainagro est un exemple manifeste de la transformation de l'idéologie, des mentalités et des pratiques syndicales en Colombie (Dombois et Quintero 2019). Si certains militants conservent, durant l'hégémonie paramilitaire, la conviction silencieuse d'un syndicalisme communiste et radical, l'orientation de Sintrainagro vers la collaboration est durable. En effet, le renoncement à un militantisme orienté vers de profondes transformations de l'ordre social plantationnaire au début des années 2000 persiste après la guerre. Le syndicat est dès lors perçu comme une organisation fantoche contrôlée par les planteurs.

Une rupture se forme entre les militants qui ont quitté l'organisation sous domination paramilitaire et ceux qui, pour une question de survie individuelle ou par adhésion idéologique, ont demeuré au sein du syndicat. Les premiers doivent attendre 2006 et la démobilisation des AUC pour former une nouvelle organisation, l'Union National des Travailleurs de l'Agro-industrie de Colombie (Sintragrancol). Ils rejettent alors l'attitude collaborative qui caractérise leur ancien syndicat :

« En tant que cadres de Sintragrancol, nous restons dans l'idéologie de classe. [...] Je ne partage pas la politique [de Sintrainagro]. Cette attitude de négociation, qui attend de voir jusqu'où le patron concède et s'en satisfait. »<sup>601</sup>

La création de ce nouveau syndicat matérialise la scission entre deux branches du syndicalisme ouvrier au sein des plantations. Malgré ses faibles effectifs, Sintrainagro reste l'organisation la plus influente.

### 5.3.3.2. La peur et la stigmatisation comme héritages

De même, la peur et la stigmatisation du syndicalisme sont des empreintes persistantes du paramilitarisme. Un militant déclare avec regret :

---

<sup>601</sup> Entretien #6, ouvrier et ancien syndicaliste Sintrainagro, 04 mai 2019, Ciénaga.

« Et puis tout est devenu calme, les gens ont commencé à se désaffilier. Et sur les 5000 membres, une grande majorité est partie. Nous nous retrouvons maintenant avec 1700 personnes alors que la région compte 40 000 travailleurs. Et les travailleurs, ils ne soutiennent pas... parce que l'idéologie a changé... [...] Les gens ont eu peur et nous n'avons pas pu aller de l'avant. Parce qu'ils pensent que ces gens vont revenir pour réprimer et tuer. C'est juste que... ces groupes n'ont pas disparu. Tu as vu ce tract qui est sorti il y a quelques jours ? C'était calme et ils ont commencé à ressortir et maintenant ils se reforment. [...] C'est qu'ils ont tué tout le monde. Et les gens tremblent : "Adhérer à un syndicat ? Tu ne penses pas !" C'est dur... »<sup>602</sup>

La désaffiliation répond à deux facteurs principaux : la réminiscence de la peur des violences et la transformation durable des subjectivités politiques. Premièrement, la syndicalisation continue d'être perçue comme dangereuse par les travailleurs, même après la démobilisation paramilitaire. La seule réactivation du souvenir des massacres perpétrés par les AUC constitue un levier d'action dans les conflits du travail, comme l'illustrent les menaces de Carlos Lacouture (voir supra). Bien que la violence diminue largement dans la seconde moitié des années 2000, chaque nouveau cas de menaces anonymes ou de tracts menaçants rappelle la persistance des réseaux armés et des héritages du paramilitarisme dans la Zona. Ainsi, l'assassinat en 2010 d'un syndicaliste de Sintrainagro lors d'un mouvement de grève dans une plantation d'huile de palme, réactive la mémoire des persécutions de la guerre (Casas 2012, 130).

Secondement, le militantisme syndical est déprécié et stigmatisé. Le signalement du syndicalisme comme subversif et nocif pour l'économie régionale, mais aussi le stigmate de sa cooptation par les paramilitaires résulte en une méfiance des travailleurs envers le mouvement syndical. On accuse le syndicat de tromper les ouvriers et ses dirigeants d'être corrompus<sup>603</sup>. De même, l'une des cibles principales du paramilitarisme fut les réseaux de solidarité et d'entraide de la classe ouvrière qui fondaient les politiques collectives de résistance à la surexploitation. La guerre et les déplacements

---

<sup>602</sup> Entretien #6, ouvrier et ancien syndicaliste Sintrainagro, 04 mai 2019, Ciénaga.

<sup>603</sup> Entretien #9, paysan, 28 août 2019, Zona Bananera, Entretien #27, ancien guérillero, 06 septembre 2021, Ciénaga.

transformèrent radicalement les dynamiques organisationnelles et les relations entre ouvriers. Les militants syndicaux déplorent, quinze ans après la démobilisation partielle des AUC, la perte de la « conscience de classe » et de la « cohésion entre les travailleurs ». Ils regrettent le déclin de la solidarité et la montée de stratégies plus individualistes, comme l'exprime l'un d'eux :

« Cela signifie non seulement qu'on vit dans la peur, mais aussi qu'on a une autre façon de voir les choses. Une manière différente d'agir. On finit par se comporter différemment, en évitant de s'exposer (*"sin poner la cara"*). »<sup>604</sup>

L'anthropologue Lesley Gill, dans son étude de la transformation sociale induite par la violence paramilitaire à Barrancabermeja et dans l'industrie pétrolière rend compte de l'effet de la guerre sur la subjectivité politique ouvrière :

« La désintégration de l'ordre social a donné naissance à une nouvelle subjectivité politique dans laquelle l'individualisme intéressé a remplacé une compréhension plus large de soi, liée à la solidarité avec les autres par le biais d'une "politique collective qui attend de l'État qu'il rende justice" [...]. Cette nouvelle sensibilité est née des trahisons et des divisions que la violence incessante avait créées dans la vie des gens. La confiance s'est évaporée. » (Gill 2016, 78)

La peur, la trahison et la méfiance qu'engendrèrent la violence paramilitaire eurent pour effet d'affaiblir les revendications collectives et de renforcer des stratégies de survie individuelle. Désorganisée, la classe ouvrière se trouve dès lors plus exposée aux relations autoritaires qui continuent de caractériser l'économie plantationnaire.

Enfin, l'importance de l'héritage de la terreur et de la peur sur les formes d'organisation collective n'est pas limitée au syndicalisme. Les mouvements paysans de récupération des terres sortent extrêmement affaiblis de la guerre, comme l'illustrent les déboires de la politique de restitution des terres. En juillet 2018, un total de 381 demandes de restitutions sont émises sur des terres de la Zona. Un nombre important, mais qui est

---

<sup>604</sup> Entretien #32, militant de Fensuagro, 24 mai 2019, Ciénaga.

certainement minoré par le manque d'informations légales des victimes de déplacement (Gutiérrez Sanín 2014b). De même, seuls les cas rendus visibles par la mobilisation de comités de victimes et d'ONG sont comptabilisés et traités<sup>605</sup>. Finalement seule la demande de la communauté de Las Franciscas aboutit à la restitution effective des terres par l'État aux paysans expulsés par les AUC.

Les cas de demande de restitution étudiés précédemment (chap. 5.2.) montrent la persistance de formes d'organisations paysannes après les massacres et les déplacements forcés. Certains collectifs continuent de se réunir et de constituer des stratégies légales de défense de leurs droits. Toutefois, l'effet de la violence est l'annihilation temporaire et l'affaiblissement durable des organisations luttant pour l'appropriation paysanne des terres dans la société plantationnaire<sup>606</sup>. À l'assassinat des leaders paysans et à la menace qui plane sur toute occupation de terres s'ajoutent les stigmates profonds que marque la terreur paramilitaire (CNMH 2011; 2014a; 2021 c). La peur, la stigmatisation des invasions et la désorganisation des mouvements d'occupation sont les effets directs de la politique paramilitaire et continuent de modeler les rapports de pouvoir après la démobilisation partielle des miliciens (Grajales et Levy à paraître). À ce titre, cet ordre constitue une rupture dans les conflits pour la terre qui opposent les groupes sociaux de la région depuis le début du XXe siècle. Il marque l'affaiblissement profond de la contestation du monopole des terres et du mode de développement agro-industriel.

### 5.3.3.3. La faible capacité de mobilisation syndicale

L'ensemble de ces héritages résultent en une faible capacité de mobilisation des travailleurs, une diminution des grèves dans les plantations et le maintien d'une culture antisyndicale.

Tout d'abord, le pouvoir de négociation des travailleurs sur les conditions salariales est affaibli. En l'absence d'une convention collective, que les compagnies bananières ont concédée en Urabá à la toute fin des années 1980, mais qu'elles ont hardiment refusée

---

<sup>605</sup> Sur la limite de la politique de restitution des terres, voir Gutiérrez Sanín 2014b; Gutiérrez Sanín et al. 2020; Grajales 2021; Maryluz et Catalina 2017.

<sup>606</sup> Entretien #19, ancienne élue municipale de Ciénaga, 17 juin 2019, Ciénaga, Entretien #1, ancien ouvrier, 12 juillet 2019, Zona Bananera.

dans le Magdalena (voir chap 4.3.3.), les conditions de travail continuent d'être négociées au sein de chacune des plantations. En conséquence, le salaire moyen reste inférieur dans la Zona<sup>607</sup>. En 2018, dans l'Urabá, il est toujours supérieur de plus de 100 dollars à celui de Magdalena (579 dollars contre 469) (Andersen et al. 2020, 48-49).

Des conflits continuent de se former dans les fermes à propos du paiement des prestations sociales et des congés, des heures supplémentaires, des rétentions de salaires<sup>608</sup>. En l'absence d'organisations syndicales consolidées, le rapport de négociation reste asymétrique et les conflits invisibles. Le 5 octobre 2013, les employés de la plantation Montelimar, propriété de Carlos Lacouture, déclarent la grève après la suspension du paiement de leur salaire et des cotisations sociales durant trois mois. La grève dégénère en affrontement avec les forces de l'ordre (FOS 2013).

Les principales entreprises agro-industrielles sont signalées par les syndicalistes pour le maintien des pratiques antisyndicales<sup>609</sup>, comme l'explique l'un d'eux :

« Que font de nombreuses entreprises ? Quand Sintragrancol arrive, elles commencent à licencier du personnel. Tout le personnel. Le travailleur qui adhère au syndicat risque de perdre son emploi. Beaucoup d'entre nous l'ont perdu. À San Pedro, il y a trois ans, les gens ont adhéré au syndicat et tout le monde a été licencié. [...] Et puis quand ils jettent dehors, ils commencent à dire "Regardez ce qui arrive quand on laisse le syndicat entrer". Alors les travailleurs ont toujours peur de se syndiquer. »<sup>610</sup>

Le cas de la grève de San Pedro illustre à la fois les scissions du syndicalisme, la persistance des pratiques antisyndicales et la difficulté des organisations à lutter contre le recours des employeurs au travail temporaire. En mai 2014, près de 90 travailleurs affiliés à Sintragrancol (sur un total de 120) se mettent en grève dans la plantation de San Pedro. Leur revendication première est d'obtenir des contrats permanents, l'ensemble de

---

<sup>607</sup> Entretien #15, cadre syndical Fensuagro, 22 juin 2019, Ciénaga.

<sup>608</sup> Entretien #29, ouvrier et cadre syndical Sintrainagro, 04 juillet 2019, Ciénaga.

<sup>609</sup> Entretien #29, ouvrier et cadre syndical Sintrainagro, 04 juillet 2019, Ciénaga, Entretien #30, cadre syndical CUT, 01 août 2021, Santa Marta.

<sup>610</sup> Entretien #6, ouvrier et ancien syndicaliste Sintrainagro, 04 mai 2019, Ciénaga.

la main-d'œuvre de l'exploitation étant sous contrat temporaire. La direction de la plantation licencie 40 d'entre eux dans les premiers jours de la grève. Elle exige des travailleurs souhaitant conserver leur emploi qu'ils se désaffilient de Sintragrancol et qu'ils rejoignent Sintrainagro<sup>611</sup>.

Selon les syndicalistes, de nombreux travailleurs continuent aujourd'hui de travailler sans contrats, embauchés à la journée. La faiblesse des organisations syndicales permet à certains planteurs de privilégier les formes flexibles d'exploitation du travail :

« Les producteurs utilisent les occasionnels pour payer moins. Ils appellent un travailleur, ils le mettent à la découpe pour 2 ou 3 jours et puis s'ils ont un autre travail ils le mettent pour faire ce travail et ils l'utilisent pendant 6 jours par semaine, et puis ça dure pendant un an. Et ce travailleur n'est pas payé ni les vacances, ni les dimanches, ni les avantages sociaux ni la sécurité sociale. Voilà le problème. »<sup>612</sup>

Tout comme au début des années 1990, l'usage extensif du travail occasionnel et le travail informel sont utilisés pour réduire les coûts du travail. Ses formes d'embauche ont pour effet subsidiaire d'empêcher la syndicalisation des travailleurs.

La collaboration, la culture antisyndicale des administrations, le recours au travail journalier ou le salariat déguisé participent conjointement à l'affaiblissement des capacités de revendication et de négociation des ouvriers agricoles. Ainsi, les syndicats Sintrainagro et Sintragrancol rencontrent de grandes difficultés pour accéder aux travailleurs et aux plantations, ainsi que pour coordonner les revendications des ouvriers et négocier des conventions collectives. Dans une certaine mesure, ces difficultés correspondent à des tendances nationales et latino-américaines de déclin du syndicalisme ouvrier rural (Ramírez 2003 ; Urrea 2010 ; Dombois et Quintero 2019), d'externalisation et de fragmentation du travail au sein de l'économie agricole (Basualdo et Morales 2019). Elles sont aussi une conséquence directe de la violence paramilitaire. Ainsi, les séquelles de cette violence s'articulent à des transformations plus générales du travail et du

---

<sup>611</sup> « Paro en finca bananera », *Voz*, 21 mai 2014.

<sup>612</sup> Entretien #15, cadre syndical Fensuagro, 22 juin 2019, Ciénaga.

syndicalisme dans l'affaiblissement durable de l'organisation collective des travailleurs des économies plantationnaires.

\*

Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, la violence paramilitaire est un élément clé dans la reproduction de l'espace agro-industriel extractiviste et dans l'intégration de ses ressources humaines et naturelles à la chaîne de valeur. Ceci est le résultat d'une relation, complexe et plurivoque, qui se forme dans la rencontre entre la demande de sécurité des élites rurales et la stratégie d'accumulation des entrepreneurs de la violence. Cette interaction entre acteurs supralocaux du conflit armé et acteurs locaux des conflits sociaux transforme l'économie politique de la violence et aboutit à une *association pour le maintien de l'ordre*.

Cette association provoque une rupture dans les conflits pour la terre. Alors qu'un nouveau mouvement de reprise des terres émerge au cours de la crise de l'agro-industrie, les miliciens offrent des services de récupération des terres et procèdent à des accaparements. Les conflits sont résolus par la violence en faveur des clients et des alliés des AUC. Plus généralement, les miliciens déterminent la réintégration des terres occupées et des travailleurs indépendants à l'agro-industrie extractiviste. Ils répriment, non pas seulement le mouvement de récupération de terres, mais aussi les alternatives au mode d'exploitation du travail et de la terre promues historiquement par les élites rurales et le capital transnational. Ils éradiquent ces géographies alternatives et travaillent à « la persistance du paysage » de l'agro-industrie extractiviste.

Le paramilitarisme a un effet majeur sur le régime local de contrôle du travail. Il annihile le syndicalisme contestataire et mine les capacités de négociations des ouvriers. Il permet de discipliner le travail, c'est-à-dire d'atténuer, d'endiguer et de prévenir les conflits et de subordonner la main-d'œuvre au sein des plantations. Dans un contexte où les luttes syndicales sont le seul recours des ouvriers et sont nombreuses, l'affaiblissement de leurs capacités d'organisation est fondamental. Elle mine les capacités de négociation des travailleurs et restreint la hausse des coûts du travail.

De même, l'insécurité est un objet central de la politique paramilitaire. Une grande partie de sa violence s'exerce contre les multiples formes de criminalité qui menacent l'ordre social plantationnaire et le cours du commerce. Les petites formations dédiées à la délinquance et au crime sont persécutées au même titre que les groupes révolutionnaires. Ils sont des menaces directes sur les intérêts des AUC et de leurs alliés. Ils sont aussi réprimés dans le cadre d'une lutte idéologique menée par les paramilitaires pour « l'épuration sociale » et contre le « désordre social ».

Finalement, l'association nouée entre les élites agraires et les miliciens consacre le rôle d'intermédiaire de ces derniers. Leurs impacts sur l'accès à la terre et aux ressources, sur le contrôle et l'exploitation du travail, sur les relations entre groupes sociaux au sein des plantations indiquent leur rôle prépondérant dans l'organisation de la société et de l'économie plantationnaire. De même, le cas de la Zona illustre l'importance que peuvent avoir les spécialistes de la violence au sein des chaînes de valeur. Il figure, dans un degré de violence particulièrement élevé, le rôle possible des acteurs armés dans l'intégration de ressources naturelles et d'une main-d'œuvre bon marché à la chaîne de valeur. Il montre leur intervention au sein des conflits sociaux et le rôle central que ces acteurs peuvent jouer dans l'instauration d'un ordre social favorable au commerce international.

## CONCLUSION

En août 2019, au sud de la Zona Bananera, deux amis militants nous convoquent, trois étudiants de l'Université du Magdalena et moi, pour nous expliquer et nous montrer les problèmes d'accès à l'eau que vivent les habitants de la région. José et Juan arrivent au point de rendez-vous et commandent un café. José semble tendu. En effet, la campagne politique bat son plein pour les prochaines élections municipales et la veille, l'assassinat de trois dirigeants paysans dans le département de Córdoba, fait resurgir la peur des violences. Les deux hommes sont engagés dans la campagne politique au sein de la Zona et craignent ces violences qui, dans de nombreux espaces ruraux du pays, visent des leaders sociaux.

Puis, nous partons en moto vers l'entrée du canal d'irrigation qui achemine l'eau du fleuve jusqu'au village voisin. Arrivés sur place, nous constatons que celui-ci est délabré et que les travaux de rénovation initiés ont été abandonnés depuis plusieurs années. Les habitants du village ont donc pour habitude de marcher quelques kilomètres et de venir à ce même endroit, à côté des infrastructures vétustes, pour se laver, nettoyer leurs vêtements et remplir des bidons d'eau pour la consommation courante.

Juste à côté, un autre canal est en état de fonctionnement. Il capte l'eau du fleuve pour la transporter vers une plantation de bananes que l'on aperçoit au loin. Le contraste est ordinaire dans la Zona : on irrigue largement les champs alors que les villages alentour manquent d'eau courante. Quant aux puits et aux sources souterraines d'eau potable, ils sont contaminés par les fertilisants et insecticides utilisés au sein des plantations.

Sur le chemin du retour, alors que l'on traverse discrètement une bananeraie, je demande à Juan à qui appartiennent ces plantations. Il me répond, à voix basse :

« Cela appartient à la famille X. Si tu t'opposes à eux, ils engagent un tueur à gages et c'est tout. C'est pourquoi tu ne peux pas aller contre eux. Chacun doit savoir ce qui lui appartient. »

Dans la Zona, la violence ne s'est pas achevée pas avec la démobilisation des groupes paramilitaires, ni dans ses manifestations physiques effectives ni dans les mémoires individuelles et collectives. Malgré la baisse drastique d'événements violents, elle continue d'émailler les campagnes politiques, d'influer sur la distribution des ressources naturelles, d'impacter les formes de mobilisation collectives. Son influence et ses héritages subsistent dans la structuration d'un ordre social et économique au sein duquel « chacun doit savoir ce qui lui appartient ».

Or, cet encastrement social et politique de la violence est souvent ignoré. Dans l'analyse du conflit armé colombien, certains auteurs ont focalisé leur attention sur les stratégies économiques et militaires des acteurs armés sans examiner plus en avant la nature des interactions entre ces groupes, les formations sociales et les formes locales de développement économique. Les acteurs armés sont considérés à la seule aune de la captation de rentes économiques, en particulier du narcotrafic (p.ex. Leongómez 2004 ; Pécaut 2001). Parfois, comme dans les travaux précieux d'Ana Arajona, l'ordre social formé par cette interaction est au centre de l'analyse, mais dépolitisé (Arjona 2016). La teneur idéologique du projet social avancé par les miliciens est minorisée, tout comme l'influence des alliances qu'ils nouent avec certains secteurs sociaux à l'échelle locale. Or, d'une part les groupes armés présentent des différences politiques et idéologiques conséquentes (Gutiérrez Sanín 2008). D'autre part, leurs agissements — notamment violents — sont profondément liés aux relations et luttes entre groupes sociaux ainsi qu'aux formes du développement économique local (Grajales 2021 ; Gutiérrez Sanín 2015 ; Ballvé 2020).

De nombreuses analyses conventionnelles des conflits liés aux ressources naturelles procèdent à la même dépolitisation en considérant l'extraction tout comme la violence comme des activités purement économiques. Les ressources naturelles sont pensées en dehors du processus de production, des relations sociales et des rapports de pouvoirs qui régulent leur extraction. Elles sont réduites aux profits qui peuvent être accaparés au cours de la guerre. L'action des acteurs armés est alors analysée au prisme de la seule

prédation économique et en dehors des fonctions sociales et politiques incombant aux miliciens qui contrôlent et régulent un territoire. Elle est extraite de son ancrage social, des alliances formées avec certains groupes sociaux, des fonctions que ces acteurs peuvent remplir dans l'économie extractive.

Enfin, alors que les plantations, comme l'ensemble des espaces d'extraction, sont des frontières du système commercial mondial, les violences qui s'y déploient sont souvent analysées à partir d'un prisme exclusivement local (Korf 2011, 739 ; Billon 2014). Les acteurs et les dynamiques transnationaux de ces économies restent souvent impensés bien qu'ils exercent une influence déterminante sur les systèmes sociaux locaux. De même, malgré leurs effets immenses sur les espaces de production et d'extraction, les acteurs armés sont insuffisamment intégrés à l'analyse des chaînes de valeur. La formation et les politiques de ces groupes doivent être analysées selon les formes d'accumulation, d'exploitation du travail et de distribution des ressources qui prévalent au sein des espaces qu'ils occupent. L'analyse multiscalaire du crime et du commerce révèle leurs multiples intersections.

Au cours de cette recherche, j'ai ainsi exploré les caractères sociaux et politiques de l'économie plantationnaire et de la violence afin de réexaminer la nature de leur articulation. Ce faisant, j'ai montré que l'agro-industrie extractiviste constitue une forme de développement socio-économique propice aux antagonismes et à la conflictualité sociale dans le nord Magdalena colombien. L'organisation et les cycles de la chaîne de valeur, la distribution des ressources naturelles et l'exploitation du travail forment un système multiscalaire de prédation ainsi qu'un ordre social local fortement contesté. La violence est le produit d'acteurs, de processus et d'intérêts en grande partie exogènes à la société plantationnaire, mais elle se développe en synergie avec sa conflictualité. Les alliances tissées entre acteurs du conflit social et du conflit armé sont les vecteurs d'intégration de la violence aux différends locaux. Ces derniers sont traduits dans les termes du conflit armé national. Cette incorporation peut déclencher une crise de contrôle, une rupture des arrangements sociaux sur la terre, le travail et la sécurité. Elle peut aussi devenir un instrument de gouvernement et de développement de l'économie extractive.

## 6.1. Plantations et conflits sociaux : la formation d'un ordre social contesté

L'intégration des plaines de la région du nord Magdalena au commerce agro-industriel international implique certaines formes de développement socio-économiques propices à la conflictualité sociale au cours de la seconde moitié du XXe siècle. Les fortes inégalités sociales, l'extraction des profits en dehors de l'espace de production et la domination de deux monocultures agro-industrielles définissent un développement social et sectoriel désarticulé. En conséquence, la société plantationnaire est exposée à des contestations et des contradictions internes fortes ainsi qu'à la pression des marchés internationaux. Celle-ci se traduit par des mouvements rapides d'expansion et de récession qui induisent des chocs économiques et conditionnent le cours des conflits sociaux.

Deuxièmement, l'appropriation de la terre est une source importante de conflictualité. Sa concentration est héritée de la colonisation et stimulée, au début du XXe siècle par les politiques étatiques d'attribution des terres et les stratégies d'accumulation foncière de la United Fruit Company et des élites rurales. De vastes mouvements d'occupation des terres se développent, en particulier au cours des périodes de récession économique. La réforme redistributive promue par l'État et le secteur paysan au début des années 1970 est limitée par l'usage de la violence, par des mécanismes de marché et par une restriction progressive de la politique de réforme agraire. De même au cours des décennies suivantes, l'expansion des champs de palmier à huile, l'investissement des capitaux du narcotrafic puis la réactivation de l'agro-industrie bananière participent à la reproduction de cette concentration. L'espace de la Zona est monopolisé par la plantation agro-industrielle dans ses dimensions à la fois physiques et sociales. En conséquence, dans la seconde moitié des années 1990, quand l'agro-industrie est frappée de nouveau par la crise, l'appropriation des terres de la Zona est le motif de conflits sociaux qui sont alors imprégnés par la violence du conflit armé.

Enfin, troisièmement, de grandes tensions traversent le régime d'exploitation du travail qui prévaut au sein des plantations. Ce régime est le produit de l'intersection entre les relations locales de production et les dynamiques transnationales de la chaîne de valeur. Une analyse de l'organisation et des rapports de pouvoir qui constituent cette chaîne montre qu'une pression pour la réduction des coûts de production s'exerce

continuellement sur l'espace de production. Elle aboutit à la restriction de la rétribution du travail — qui constitue le coût principal des plantations — et à la formation d'un régime de surexploitation, au sein duquel leur salaire ne suffit pas aux dépenses des habitants de la Zona. Le manque de terres pour l'agriculture vivrière provoque la hausse des dépenses alimentaires et entrave la compensation des faibles salaires ouvriers par l'économie paysanne. Alors que les profits sont captés par les entreprises transnationales et les planteurs installés dans les grandes villes du département, dans les plantations, les conditions d'habitat, d'accès à l'eau et d'alimentation restent très précaires. De ce fait, la Zona est traversée par une contradiction classique : les profits des planteurs dépendent de la restriction des coûts du travail et donc, de sa désorganisation collective, alors que l'amélioration du niveau de vie des travailleurs ne peut passer que par l'organisation syndicale et l'intensification des luttes collectives.

En résumé, l'assemblage terre - travail - capital des plantations forme un système social inégalitaire et conflictuel. Les conflits pour l'appropriation de la terre et la rétribution du travail sont modulés par des cycles d'expansion et de récession économique. Ainsi l'ordre social qui sous-tend l'extraction et le régime local de contrôle des ressources et du travail est soumis à de vives tensions et des antagonismes qui s'avèrent déterminants dans l'expression locale du conflit armé au cours des années 1990.

## 6.2. Conflits sociaux et conflits violents : les plantations deviennent un paysage de guerre

Toutefois, la seule existence de conflits sociaux ne saurait expliquer l'occurrence du conflit violent. Dans une définition restreinte du concept de violence (voir Introduction) l'extractivisme agraire n'est pas violent *per se*. Dans le cas de la Zona, trois phénomènes favorisent l'expression violente des conflits sociaux : l'émergence d'une économie et de spécialistes de la violence ; la hausse des demandes de sécurité d'élites rurales vulnérables ; la formation d'alliances entre acteurs des conflits sociaux et acteurs violents.

L'émergence du commerce de cannabis dans le massif montagneux de la Sierra Nevada et l'économie de la violence qui l'accompagne à partir de la toute fin des années 1970 ont des effets importants sur la société rurale de la Zona. Tout d'abord, des spécialistes de la

violence prolifèrent à la fois dans les montagnes, mais aussi dans les plaines et les villes. Des petites structures armées dédiées à la protection de trafiquants de drogue, d'agriculteurs et de commerçants, mais aussi au vol et au racket côtoient, au cours des années 1980, des groupes de guérilla et de paramilitaires connectés aux acteurs du conflit armé national. De même, cette économie participe à la restructuration des élites rurales. Des élites traditionnelles intègrent ce commerce et ses méthodes alors que certains de ses « capos » s'assimilent aux sphères économiques et politiques légales de la région. Plusieurs d'entre eux investissent massivement dans les terres du bassin agro-industriel et s'imposent comme des forces politiques dominantes au sein de la société plantationnaire. Or, ces acteurs sont étroitement liés à des structures armées et ont un accès privilégié à la violence privée. Le point ici n'est pas seulement de signaler que la violence est en grande partie le fait d'acteurs extérieurs à la société plantationnaire. Il est aussi de montrer que les acteurs des économies illégales et les spécialistes de la violence peuvent s'articuler et jouer un rôle au sein d'une économie extractive.

Tout au long des années 1990, les élites rurales, mafieuses comme légales, sont sujettes à une importante vulnérabilité. Les menaces sont multiples. Elles proviennent des mouvements et des collectifs paysans qui continuent de contester la possession des terres, mais aussi de groupes qui procèdent à des attaques contre leur vie et leurs propriétés. Ces violences émanent des mouvements de guérilla qui frappent fréquemment les plantations et leurs administrateurs. Elles sont aussi le fait d'une multitude de groupes qui s'adonnent au racket, aux enlèvements et aux braquages. Ces violences, tout en exprimant les contradictions sociales qui touchent la société plantationnaire, montrent l'importance de l'insécurité, d'actes infrapolitiques de délinquance dans la formation de demandes de sécurité et dans le recours à la violence privée.

Enfin, l'organisation syndicale des travailleurs constitue une troisième grande source de vulnérabilité pour les planteurs. Les conflits du travail au sein des plantations sont courants et le syndicalisme agricole est fort des conquêtes sociales acquises dans l'Urabá au cours des années précédentes. Toutefois, sa formation et ses premiers succès au tournant des années 1990 se heurtent à un antisindicalisme radical une résistance violente de certains planteurs et administrateurs. De même, bien que la teneur exacte de

ce lien soit difficile à évaluer et semble modeste, les guérillas cherchent à appuyer ces luttes et à former une base politique au sein de la population ouvrière. Le prolongement de ces conflits au sein des plantations et l'intervention des acteurs armés sont au cœur de l'escalade de la violence qui frappe la région entre 1991 et 1998.

Les conflits pour la terre et le travail ainsi que l'insécurité convergent dans une crise de contrôle et ébranlent l'ordre social plantationnaire au milieu des années 1990. Les conditions d'accumulation et d'extraction sont troublées et les demandes de sécurité privée des élites rurales s'accroissent. De même, à mesure que ces conflits locaux sont traduits dans les termes du conflit armé national et que les acteurs supralocaux s'efforcent de former des alliances avec des groupes locaux, les conflits formés autour de l'extraction sont intégrés et réorganisés autour de clivages plus larges et plus abstraits. Les plantations deviennent l'un des multiples lieux d'action dans le « paysage de guerre » (Nordstrom 1997 ; Korf, Engeler, et Hagmann 2010).

### 6.3. Extraire par la violence : le paramilitarisme comme instrument de développement

Ce paysage est transformé, dans la seconde moitié des années 1990 par la réaction paramilitaire. La conquête militaire et l'hégémonie politique des AUC transforment radicalement les rapports de pouvoirs établis au cours de la crise de contrôle. Elles forment, par l'entremêlement d'une violence brutale et du consentement, un nouvel ordre social favorable au développement du secteur agro-industriel et à l'extraction de ressources naturelles.

Cette adéquation est le résultat des stratégies autonomes d'accumulation des miliciens et des alliances sociales et commerciales qu'ils établissent au sein de la Zona. L'économie politique paramilitaire s'appuie en grande partie sur les profits réalisés par les entreprises agro-industrielles. Une relation de protection est établie dans laquelle les paramilitaires garantissent la sécurité des personnes, des marchandises et des propriétés, comme en attestent les archives de l'entreprise Chiquita Brands ainsi que de nombreux témoignages. Si le caractère contraint ou volontaire de ce financement est, dans certains cas, difficile à établir, les entrepreneurs de la violence n'agissent pas seulement à l'échelle

des unités de production, mais à celle de l'ensemble de la société plantationnaire. Ils produisent un environnement terrorisant, mais stable et favorable au commerce agro-industriel. « C'étaient tous des bandits, mais au moins les paramilitaires ils laissaient travailler »,<sup>613</sup> résume un planteur.

La société plantationnaire de la Zona reste traversée, dans la seconde moitié des années 1990, par d'importantes contestations. Au cours d'une période marquée par la crise du secteur agro-industriel et l'escalade de la violence armée, le mouvement de reprise des plantations abandonnées illustre la forte dynamique des mobilisations collectives. Des collectifs de travailleurs licenciés et de paysans sans terre s'approprient des parcelles et forment des exploitations individuelles et coopératives associant productions agro-industrielles et agriculture vivrière. Les conflits pour l'appropriation de la terre et la rétribution du travail enflent, dans les plantations et devant les tribunaux. Au tournant des années 2000, ils sont investis par les miliciens paramilitaires qui expulsent violemment les collectifs d'occupation. Cette violence répond à des services de sécurité, à des relations politiques et commerciales nouées entre miliciens et planteurs. Elle est aussi le produit d'un travail idéologique de stigmatisation des opposants et des formes alternatives au développement agro-industriel. Son usage a pour effet de réintégrer les terres aux capitaux fonciers des grands propriétaires et de réinsérer les individus dans la réserve de main-d'œuvre journalière des plantations. Ainsi, la violence devient un instrument déterminant dans le régime local de contrôle du travail et des ressources de l'économie extractive.

Ce régime est aussi composé d'une surveillance étroite de la population et des travailleurs ainsi que d'une répression systématique du principal syndicat ouvrier. Les cadres de l'organisation sont tous assassinés jusqu'à sa cooptation au début des années 2000. En conséquence, la capacité collective de mobilisation et de négociation est annihilée au profit d'un syndicalisme de coopération. De même, la violence paramilitaire se concentre sur la petite délinquance et les individus accusés de vol, de braquage ou de racket. Ce nettoyage social procède à la fois d'une idéologie réactionnaire propre au paramilitarisme colombien, mais aussi d'une guerre menée — et traduite dans les termes abstraits du

---

<sup>613</sup> Entretien #14, ancien planteur, 18 mai 2019, Santa Marta

conflit armé national — contre les individus qui s’opposent ou entravent le système plantationnaire.

Dans la Zona, les miliciens sont directement intégrés à la chaîne de valeur. Ils manipulent et régulent, souvent de manière coercitive, l’accès à la terre et aux ressources, ils mobilisent la main-d’œuvre et promeuvent certaines formes d’accumulation de capital. Ils ne constituent pas des externalités négatives du développement capitaliste légal, mais des acteurs essentiels à son organisation :

« En tant qu’intermédiaires des chaînes valeur, les entrepreneurs criminels peuvent être des “fixeurs” qui utilisent la ruse, l’innovation, la violence et leurs connexions pour permettre la circulation des produits, des profits et des personnes à travers ces chaînes qui traversent les frontières. » (Gutierrez 2021, 8)

Dans les espaces périphériques de production et d’extraction, là où l’appropriation des ressources et la mobilisation du travail sont structurées par des logiques économiques et politiques de prédation et traversées par une forte conflictualité sociale, l’action de ces intermédiaires violents peut s’avérer décisive. Elle peut être la source d’effondrements organisationnels et de crises de contrôle. Elle peut aussi permettre de protéger, restaurer ou instaurer un ordre social favorable aux économies d’extraction.

#### 6.4. Perspectives

En mai 2023, le Tribunal Spécial pour la Paix rend publiques de nouvelles auditions judiciaires de Salvatore Mancuso, l’ancien numéro deux des Autodéfenses Unies de Colombie. « Ecopetrol nous permettait d’extraire du carburant » titre la presse nationale en citant le milicien (Cambio 2023). Alors que les vols de combustible sont une source connue de financement du groupe, Salvatore Mancuso affirme qu’ils étaient effectués sur des valves d’oléoducs laissées intentionnellement ouvertes par certains cadres de la compagnie pétrolière. Ces « vols arrangés » auraient constitué un mode dissimulé de financement des services de sécurité. Par ailleurs, l’actuel prisonnier signale la participation de l’ensemble des exportateurs de bananes au financement de son ex-organisation. Son témoignage est aussi capital dans le procès visant les entreprises qui

exploitent les mines de charbon au sein du département du Cesar (Gómez Albarello 2021). Ainsi, le processus actuel de justice transitionnelle souligne la centralité des liens qui unissent la violence, la criminalité et l'extraction de ressources naturelles dans les dynamiques historiques du conflit armé. L'exploration de ces liens constitue aussi une voie de recherche prometteuse.

Cinq réflexions initiées ou inexplorées au cours de cette recherche pourraient être approfondies dans le cadre de travaux futurs. La première porte sur l'impact que les agro-industries ont sur les régimes fonciers locaux, les formes d'exploitation du travail et le conflit social. En effet, notre compréhension des effets de ce secteur économique sur les systèmes sociaux ruraux colombiens reste à préciser. Nous pourrions comprendre plus en détail comment la privatisation des terres publiques, la concentration foncière et l'exclusion des agricultures paysannes ont influé les relations entre groupes sociaux et les dynamiques du conflit violent. Outre le cas de la violence armée en Colombie, l'analyse multiscalaire des rapports de production et de l'accès aux ressources constitue une approche pertinente dans l'écologie politique des plantations agro-industrielles (p.ex. Li et Semedi 2021 ; Peano, Macedo, et Le Petitcorps 2023 ; León Araya 2023). Elle doit être approfondie afin d'appréhender plus précisément les conflits et les contradictions formées par l'extractivisme agraire (McKay, Alonso-Fradejas, et Ezquerro-Cañete 2021 ; Alonso-Fradejas 2018).

Deuxièmement, dans l'analyse des ordres sociaux formés par les plantations comme par la violence, je focalise mon attention sur les différences de classe, sans intégrer les différences de genre. Dans l'économie plantationnaire, le conflit social et la violence, les femmes sont dissimulées. Cette recherche souffre, par analogie, du même effacement. Une compréhension approfondie de l'économie plantationnaire devrait porter une attention particulière aux liens qu'elle entretient avec les économies informelle et domestique dont les femmes sont les principales actrices. De même le rôle des femmes dans les conflits sociaux — en particulier autour de l'appropriation de la terre — et les processus historiques de mobilisation collective au sein des espaces ruraux colombiens constitue un axe important de recherche.

La troisième réflexion tient à l'analyse de l'incidence des formes de criminalité et de délinquance sur les processus de privatisation de la violence. Malgré l'attention précoce qui leur fut portée par Michael Taussig (2005), ces troubles sociaux ont été souvent assimilés à des expressions du conflit armé et ignorés dans la compréhension des demandes locales de sécurité et de violence. Dans les plantations de la Zona, ils participent à la polarisation des relations de classe et entravent l'économie agro-industrielle. À cette analyse « par le bas » de la criminalité, il faut adjoindre une attention à ses effets « par le haut », sur la composition et les agissements des élites rurales. Le narcotrafic représente une clé de lecture centrale dans la compréhension de la violence dans l'histoire colombienne récente, mais peu de travaux interrogent ses effets sur les secteurs sociaux dominants et leur recours à la violence privée (Levy et Castillo, à paraître, Gallego 1990 ; Reyes 1997 ; Gutiérrez Sanín 2014).

Par extension, la quatrième réflexion porte sur l'implication des entrepreneurs du crime et de la violence dans le développement des économies extractives. Un nombre croissant d'études explorent les enchevêtrements du développement économique rural, du crime et de la violence à la périphérie du capitalisme mondial (p.ex. Goodhand 2021 ; Ballvé 2020 ; Gutierrez 2021 ; Grajales 2021 ; Bhatia et al. 2021). Plus spécifiquement, des travaux récents soulignent le rôle que peuvent avoir ces entrepreneurs dans l'implémentation et le développement des complexes agro-industriels en Amérique latine (McSweeney et al. 2017 ; Sauls, Dest, et McSweeney 2022 ; Grandia 2013). Le cas de la Zona nous invite à considérer les multiples implications des narcotrafiquants et des miliciens au sein des économies agro-industrielles colombiennes. Ces derniers peuvent être des pourvoyeurs de sécurité, des investisseurs, des gouvernants et leur présence transforme l'expression des conflits sociaux. De même ce cas d'étude nous enjoint à interpréter l'action des spécialistes de la violence à l'aune de ses effets sur le régime local de contrôle des ressources et du travail. L'examen de l'implication de ces acteurs au sein des économies extractives et leur intégration aux chaînes mondiales de valeur offre des perspectives stimulantes de recherche.

Enfin, cinquièmement, cette recherche initie une réflexion sur le lien entre les conflits du travail et le conflit violent en Colombie. Bien que la violence portée contre les syndicats et leurs membres soit souvent mentionnée comme un trait caractéristique du conflit armé,

très peu de travaux ont exploré ce rapport plus en détail (p.ex. Gill 2016 ; CNMH 2019). Une analyse approfondie de ces conflits au sein des plantations de la Zona, notamment à travers les archives du ministère du Travail, pourrait permettre de comprendre avec plus de finesse la nature des conflits du travail qui éclatent au cours des dernières décennies du XXe siècle. De même, cette perspective permettrait d'examiner le rôle d'acteurs violents et les usages de la violence dans les relations de travail au sein d'autres économies extractives colombiennes ou secteurs industriels colombiens.

Toutes ces perspectives de recherche concourent à une compréhension plus approfondie des entrelacements de la violence, du crime et du commerce au sein des géographies inégales de l'expansion capitaliste. Elles peuvent nous permettre de saisir plus nettement l'assemblage de consentement et de coercition qui façonne les paysages des plantations agricoles et régule les formes mondiales d'exploitation du travail.

## SIGLES ET ACRONYMES

ANUC : Association Nationale des Usagers Paysans (*Asociación Nacional de Usuarios Campesinos*)

AUC : Autodéfenses Unies de Colombie (*Autodefensas Unidas de Colombia*)

CCJ : Commission Colombienne de Juristes (*Comisión Colombiana de Juristas*)

CGSB : Coordination des Guérillas Simón Bolívar (*Coordinadora Guerrillera Simón Bolívar*)

CNMH : Centre National de Mémoire Historique (*Centro Nacional De Memoria Histórica*)

CSTC : Confédération syndicale des travailleurs de Colombie, (*Confederación Sindical de Trabajadores de Colombia*)

CTC : Confédération des Travailleurs de Colombie (*Confederación de Trabajadores de Colombia*)

CUT : Centrale Unitaire de Travailleurs (*Central Unitaria de Trabajadores*)

ELN : Armée de Libération Nationale (*Ejército de Liberación Nacional*)

EPL : Armée Populaire de Libération (*Ejército Popular de Liberación*)

FAO : l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FARC : Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*)

PSR : Parti Socialiste Révolutionnaire (*Partido Socialista Revolucionario*)

SFC : Standard Fruit Company

UFC : United Fruit Company

UP : Union Patriotique (*Unión Patriótica*)

UPEB : l'Union des Pays Exportateurs de Bananes (*Unión de Países Exportadores de Banano*)

URT : Unité de Restitution des Terres (*Unidad de Restitución de Tierras*)

USTM : Union Syndicale des Travailleurs de Magdalena (*Union Sindical de Trabajadores de Magdalena*)

UTC : Union des Travailleurs de Colombie (*Unión de Trabajadores de Colombia*)

## TABLES

### Table des cartes

Cartes 1a et 1b, Principaux bassins agro-industriels (ha) en 2013 et nombre d'assassinats entre 1990 et 2010 par municipalité .....	6
Carte 2, Nord Magdalena .....	7
Carte 3, Municipalités du Magdalena .....	8
Carte 4, Les plantations de la Zona.....	9
Carte 5, Plan de Río Frio.....	68
Carte 6, Plantations de banane et de palmier à huile dans la Zona en 1931, 1966 et 2023 .....	108
Carte 7, Cinq cas d'étude dans la Zona .....	280

### Table des figures

Figure 1, Exploitation de chemins de fer et surfaces de bananeraies plantées par l'UFC de 1900 à 1960 .....	58
Figure 2, Photographie d'un géomètre qui arpente les plantations de la Zona Bananera, 1926, Ciénaga .....	63
Figure 3, Photographie d'un garde surveillant une ligne de télégraphe sabotée, 10 décembre 1928, Ciénaga.....	77
Figure 4, Exportations de bananes depuis le Magdalena entre 1891 et 1950 .....	80
Figure 5a et 5b, Photographies d'une manifestation de l'ANUC, s.d.,.....	112
Figure 6, Répartition du marché des États-Unis entre les principaux exportateurs de 1955 à 1981 .....	137
Figure 7, Prix et estimation du bénéfice brut des producteurs sur les marchés des États-Unis et de la République Fédérale d'Allemagne/Allemagne en 1971, 1981, 1984 et 1995.....	141
Figure 8, Importations mondiales et production en Amérique Latine de 1961 à 2000.	147
Figure 9, Prix courants FOB aux ports d'Amérique Centrale, FOR aux ports des États-Unis et prix de la vente au détail aux États-Unis entre 1960 et 1996 .....	148

Figure 10, Prix constants (1970) FOB aux ports d'Amérique Centrale, prix FOR aux ports des États-Unis et prix de la vente au détail aux États-Unis entre 1960 et 1996 .....	148
Figure 11, Quantité moyenne de bananes disponibles par personne aux États-Unis, en Europe de l'Ouest et au Japon de 1961 à 2005 .....	155
Figure 12, Évolution de la superficie cultivée et de la production de bananes et d'huile de palme dans le Magdalena entre 1976 et 2004 .....	159
Figure 13, Évolution des volumes d'exportation des principaux producteurs entre 1976 et 2004.....	160
Figure 14, Évolution des exportations du Magdalena entre 1970 et 2005 .....	162
Figure 15, Évolution de la valeur des exportations de bananes relativement au PIB du Magdalena entre 1980 et 2005.....	162
Figure 16, Évolution des comptes de la plantation La Isla entre 1980 et 1996 .....	170
Figure 17, Arbre généalogique de la famille Dávila .....	201
Figure 18, Arbre généalogique de la famille Dangond Noguera.....	203
Figure 19, Photographie d'une manifestation de la CUT à Bogotá contre les violences antisyndicales, 26 juillet 1989 .....	228
Figure 20, Photographie d'un rassemblement de l'UP à Ciénaga à l'occasion de l'élection présidentielle, octobre 1991.....	233
Figure 21, Exactions des groupes de guérilla dans les municipalités de Ciénaga, Aracataca, Fundación, Pueblo Viejo et El Retén entre 1987 et 1997 .....	240
Figure 22, Exactions des groupes de guérilla, paramilitaires et inconnus dans les municipalités de Ciénaga, Aracataca, Fundación, Pueblo Viejo et El Retén entre 1987 et 1997.....	240
Figure 23, Photographie de l'enterrement des dirigeants syndicaux assassinés dans la Zona Bananera, novembre 1991.....	244
Figure 24, Exactions des groupes de guérilla, paramilitaires et inconnus ou non identifiés dans le nord-Magdalena et le Magdalena entre 1995 et 2006.....	262
Figure 25, Évolution de l'exploitation des parcelles entre 1991 et 2010.....	282
Figure 26, Évolution de la superficie cultivée et de la production de bananes et d'huile de palme dans le Magdalena entre 1982 et 2008.....	306

## Index des tableaux

Tableau 1, Évolution de la population dans les principales municipalités du nord Magdalena entre 1938 et 1993.....	98
Tableau 2, Acquisitions de l'Incora, projet n° 4 entre 1964 et 1977 .....	104
Tableau 3, Taille des parcelles de terre à Ciénaga en 1970 et 1981.....	114
Tableau 4, Répartition, en pourcentages du commerce mondial de bananes, entre les principaux exportateurs entre 1950 et 1997.....	138

Tableau 5, Participation en pourcentages des principaux exportateurs en Colombie de 1971 à 2000 .....	139
Tableau 6, Participation, en pourcentage, des principaux producteurs aux exportations mondiales de bananes de 1976 à 2000.....	146
Tableau 7, Évolution du prix des herbicides et des tracteurs agricoles en rapport avec les prix d'exportation des bananes entre 1978 et 1995.....	149
Tableau 8, Coûts de production d'une caisse de 18,14 kg entre 1989 et 1997.....	168
Tableau 9, Productivité nécessaire pour atteindre le point d'équilibre de 1989 à 1997 .....	169
Tableau 10, Sources de financements du Bloc Nord mentionnées par les miliciens démobilisés .....	265
Tableau 11, Situation professionnelle des travailleurs déplacés entre 2014 et 2016....	310
Tableau 12, Mobiles des assassinats indiqués par les miliciens du front William Rivas, .....	314

## Table des encadrés

Encadré 1 : Brève géographie contemporaine de la Zona Bananera.....	7
Encadré 2 : La grève de 1928 et sa répression .....	75
Encadré 3 : Restrictions européennes et conflits commerciaux .....	164

## ANNEXES

### Annexe 1 : Liste des entretiens

Num.	Date	Lieu	Fonction	Genre	Age
1	12.07.2019	Zona Bananera	Ancien ouvrier	Homme	76
Il est un jeune travailleur des plantations de bananes lorsque la réforme agraire est mise en œuvre dans la Zona. Aussi paysan et intellectuel, il est un grand connaisseur de l'histoire orale de la région.					
2	05.08.2019	Fundación	Instituteur	Homme	65
Instituteur dans la ville de Fundación, il fut un témoin privilégié de la crise de l'agro-industrie et la réforme agraire.					
3	22.08.2019	Santa Marta	Ancien planteur et haut fonctionnaire	Homme	~65
Bien qu'il ne soit pas issu d'une famille de planteurs, il devient agriculteur et propriétaire d'une parcelle de taille moyenne. Par la suite il continue sa carrière dans l'entrepreneuriat et la haute fonction publique.					
4	19.07.2019	Ciénaga	Membre d'une famille de planteurs	Homme	72
Il est descendant d'une famille de planteurs qui fut associée, au début du siècle, à l'UFC. La crise de l'agro-industrie et la division des héritages ont dissipé la fortune familiale.					
5	11.08.2019	Zona Bananera	Ancien ouvrier	Homme	64
Aujourd'hui à la retraite, il est arrivé dans la Zona à trente ans pour rejoindre son frère et travailler comme ouvrier au sein des grandes plantations.					
6	04.05.2019	Ciénaga	Ouvrier et ancien syndicaliste Sintrainagro	Homme	~ 60
Fils d'ouvriers agricole et né dans la Zona il travaille dès l'adolescence dans les plantations. Il est aussi syndicaliste à Sintrainagro avant de quitter l'organisation à la fin des années 1990 et de participer à la fondation du syndicat Sintragrancol au milieu des années 2000.					
7	20.07.2019	Santa Marta	Ancienne fonctionnaire et économiste à l'Incora	Femme	~ 60
Économiste de formation, elle intègre l'Incora au début des années 1970 et devient une cadre de la réforme agraire dans la Zona. Elle milite par ailleurs au sein de l'extrême gauche colombienne.					
8	20.07.2019	Santa Marta	Ancien fonctionnaire et agronome à l'Incora	Homme	60
Agronome de formation, il intègre l'Incora au début des années 1970. Il est alors chargé de la réforme des canaux d'irrigation dans la Zona.					
9	28.08.2019	Zona Bananera	Paysan	Homme	54
De sa famille, il hérite d'une petite parcelle sur laquelle il cultive des bananiers. Chassé par la violence et la pauvreté, il doit s'exiler à la fin des années 1990 avant de se réinstaller dans la Zona					
10	10.02.2021	À distance	Ancien directeur de l'Incora Magdalena	Homme	65

Agronome de formation, il devient directeur de l'Incora au milieu des années 1980 et participe activement à la politique de soutien aux coopératives de production.					
11	22.06.2021	Santa Marta	Éleveur et membre d'une famille de planteurs	Homme	66
Son père, issu d'une grande famille d'agriculteurs, abandonne la culture de la banane au moment de la réforme agraire. Il est cependant resté un grand propriétaire terrien et un membre de l'élite rurale du département.					
12	12.06.2019	Santa Marta	Ancien fonctionnaire et agronome à l'Incora	Homme	64
Au début de sa carrière, il est engagé comme agronome après la première réforme agraire au milieu des années 1980, d'abord à l'Instituto de Hidrología, puis à l'Incora.					
13	11.08.2019	Zona Bananera	Petit producteur	Homme	~ 55
Son père bénéficie d'une parcelle au cours de la réforme agraire. Il en hérite et convertit sa plantation à la culture de l'huile de palme. Ancien président de l'association communale, il doit s'exiler sous la menace des paramilitaires avant de revenir dans le village.					
14	18.05.2019	Santa Marta	Ancien planteur	Homme	69
Fils d'agriculteurs, il devient lui-même un producteur de bananes de taille moyenne. Il participe à la reprise du secteur agro-industriel. Après avoir vécu l'escalade du conflit des années 1990, il abandonne sa ferme au début des années 2000, ruiné par une inondation.					
15	22.06.2019	Ciénaga	Cadre syndical CUT	Homme	52
Originaire de la région agro-industrielle de Puerto Wilches, il adhère au Parti Communiste avant de devenir un cadre de la CUT et du syndicat Sintragrancol.					
16	29.06.2019	Ciénaga	Deux habitants de Ciénaga	Hommes	63/72
L'un est issu de l'élite rurale de Ciénaga alors que l'autre est professeur au collège. Ils sont tous les deux nés dans la ville et partagent le même goût pour la littérature et la poésie. Ils connaissent en détail l'histoire politique et criminelle de la ville.					
17	19.07.2019	Ciénaga	Professeur	Homme	63
Habitant et professeur au collège de Ciénaga. Un membre de sa famille a été membre du front XIX des FARC et un militant politique de la région.					
18	14.06.2019	Ciénaga	Ancienne fonctionnaire du ministère du Travail	Femme	57
Elle entre au ministère du Travail comme secrétaire au début des années 1990 et poursuit sa carrière jusqu'au début des années 2020					
19	17.06.2019	Ciénaga	Ancienne élue municipale de Ciénaga	Femme	62
Née à Ciénaga, elle est avocate, femme politique et militante des droits paysans dans la ville de Ciénaga.					
20	25.07.2019	Ciénaga	Ouvrier et syndicaliste Sintragrancol	Homme	~ 65
Originaire de la Zona et fils d'ouvriers, il est lui-même ouvrier agricole. Militant du Parti Communiste et syndicaliste à Sintrainagro, il doit cesser toute activité politique au cours de la guerre. Au milieu des années 2000, il participe à la fondation de Sintragrancol.					
21	15.08.2019	Santa Marta	Ancien administrateur	Homme	56

Membre d'une famille traditionnelle de planteurs, il intègre l'entreprise Dole comme superviseur de production avant de devenir administrateur.					
22	02.06.2019	Santa Marta	Fils d'un administrateur assassiné	Homme	43
Originaire de Rio Frio, il est le fils d'un administrateur de plantations. Lorsqu'il a 15 ans, son père est assassiné par la guérilla. Il travaille aujourd'hui dans un secteur différend, à Santa Marta.					
23	08.08.2021	Zona Bananera	Ancien ouvrier et paysan	Homme	64
Cet homme originaire d'Orihueca est tout d'abord ouvrier journalier au sein des plantations. Au cours des années 1990, il participe à l'occupation des terres de Chimborazo dans la commune de Pueblo Viejo.					
24	02.09.2021	Ciénaga	Ancien ouvrier	Homme	~ 60
Arrivé enfant à Guacamayal, il se consacre, avec son père, au travail agricole au sein de fermes d'élevage et de plantations. En tant que membre de la Junte d'Action Communale de Sevilla, il est témoin du travail politique local des milices paramilitaires.					
25	02.09.2021	Zona Bananera	Ancien conseiller municipal	Homme	59
Originaire de la Zona, il s'établit comme paysan grâce à un contrat de fermage passé avec un grand propriétaire. Il devient conseiller municipal de Sevilla au début des années 1990. Il doit démissionner et quitter la région en 1999 sous la menace paramilitaire.					
26	18.08.2021	Zona Bananera	Ancien ouvrier et syndicaliste Sintrainagro	Homme	62
Né à Ciénaga, il est un ancien ouvrier et occupant de la plantation La Isla. Il est membre du syndicat Sintrainagro dès sa fondation en 1991 et assiste à ce titre, à sa dynamique forte ainsi qu'à sa répression par les armes.					
27	06.09.2021	Ciénaga	Ancien membre de guérilla	Homme	56
Né à Ciénaga, il s'engage dans sa jeunesse au sein du mouvement M-19. Démobilisé, il travaille dans le secteur de la santé et milite au sein des partis de gauche de la ville. Il devient un fin connaisseur de la relation entre les entreprises transnationales et les miliciens paramilitaires.					
28	15.09.2019	Santa Marta	Ancienne cadre d'un exportateur transnational	Femme	~ 65
Originaire de Santa Marta, elle intègre une entreprise transnationale comme travailleuse sociale. Elle gravit les échelons jusqu'à devenir responsable des politiques sociales. Elle est citée comme une personne clé des relations entre l'entreprise et le groupe paramilitaire AUC.					
29	04.07.2019	Ciénaga	Ouvrier et cadre syndical Sintrainagro	Homme	~ 55
Ouvrier dans la Zona et habitant de Ciénaga, il reste dans le syndicat majoritaire au cours du conflit et fait aujourd'hui partie de ses cadres.					
30	01.08.2019	Santa Marta	Ouvrier et cadre syndical CUT	Homme	~ 60

Technicien dans le secteur de l'énergie, il est un cadre de la CUT depuis le début des années 1990. À ce titre, il est un témoin privilégié de l'impact du conflit armé sur l'organisation syndicale.					
31	16.10.2019	Bogotá	Cadre syndical CUT	Homme	~ 60
Cet habitant de Bogota est un ancien militant du Parti Communiste et actuellement cadre de la CUT. Il fait superviser la relation entre la fédération CUT et le syndicat Sintrainagro à l'échelle nationale.					
32	24.05.2019	Ciénaga	Militant de Fensuagro	Homme	47
Né à Ciénaga, il travaille pendant une longue période comme ouvrier intérimaire au port carbonifère de Ciénaga. Militant de gauche, il s'engage dans l'organisation paysanne Fensuagro et participe à la création de coopératives paysannes.					
33	18.05.2021	À distance	Juriste et membre d'une famille de planteur	Homme	45
Ce fils d'un planteur de l'Urabá devient juriste dans le droit des affaires. Au cours du conflit commercial qui fait suite aux restrictions de la Communauté européenne, il est engagé par le ministère du Commerce pour conduire les négociations avec les États-Unis.					
34	03.11.2019	Santa Marta	Ancien fonctionnaire du ministère du Travail	Homme	~ 65
Originaire de Santa Marta, au cours de sa jeunesse il est vendeur de rue et militant dans les partis de la gauche colombienne. Par la suite il devient inspecteur du travail, chargé avant tout des manufactures urbaines.					
35	14.07.2019	Zona Bananera	Ancien transporteur de cannabis	Homme	~ 60
Né dans les Andes, il arrive dans la Sierra Nevada pour répondre au besoin de main-d'œuvre au sein des champs de cannabis. D'abord travailleur journalier dans les champs de café il devient transporteur de cannabis avant d'acquiescer une petite plantation de café.					
36	19.08.2021	Zona Bananera	Ancien garde d'un dépôt de cannabis	Homme	~ 65
Quand le travail manque dans son village de la Zona, il s'engage dans l'économie du cannabis. Il part en dans le département de la Guajira et intègre un groupe de gardes armés. Quand la violence s'emballe, il fuit vers le Cesar et s'engage comme ouvrier agricole dans les champs de palmier à huile.					
37	02.08.2021	Zona Bananera	Commerçant et ancien ouvrier	Homme	63
Fils d'un mécanicien de l'UFC et originaire de la Zona, il travaille une grande partie de sa vie comme ouvrier agricole avant de devenir épiciériste dans un village de la Zona. Il est parent de victimes de la violence paramilitaire et participe, après le conflit, aux demandes de réparation.					
38	09.08.2021	Zona Bananera	Ancien ouvrier et syndicaliste Sintrainagro	Homme	63
Originaire de la Zona, il commence comme journalier au sein des plantations à l'âge de 9 ans. Il travaille de ferme en ferme jusqu'à obtenir un travail fixe au début des années 1990. À la même époque, il participe à la fondation de Sintrainagro où il milite jusqu'à sa cooptation paramilitaire. Il participe à la reprise des terres de la plantation La Marcela et il est le témoin de sa répression armée.					

Oralo- teca	2011	Ciénaga	Ancien contremaître et administrateur	Homme	n.a.
<p>Il commence à travailler dans les plantations comme contremaître à la fin des années 1980. Il fait le reste de sa carrière au sein du groupe Dole et il devient, au cours des années 1990 administrateur. Son récit de son expérience des relations de travail et du conflit armé au cours de cette décennie est extrêmement détaillé et précieux. Réf. : (Martínez et Renán 2011)</p>					
CNMH	2009	Santa Marta	Ancienne paysanne et militante de l'ANUC	Femme	n.a.
<p>Originaire de la Zona, elle est la fille d'une militante de l'ANUC qui, au cours des années 1970, participe aux occupations des terres abandonnées par l'UFC. Son récit d'enfance dans les plantations est un témoignage riche de cette époque. Elle devient elle-même militante de la même organisation dans la commune de Pivijay. Réf. : Archivo de los Derechos Humanos del CNMH, Co.11001000.00003.01-01-00-01-00-000-0194</p>					

## Annexe 2 : Citations en langue originale

### **Introduction**

« Infortunadamente contrario a lo que cree el pueblo colombiano, la guerrilla no prospera tanto en las zonas de pobreza, sino en las zonas donde llega alguna riqueza. La llegada del banano de nuevo al Magdalena, ha implicado atraer de nuevo fuerzas subversivas, fuerzas guerrilleras que tienen que tener por parte de la fuerza pública toda la reacción, pero también tienen que tener toda la colaboración ciudadana. »

« Bananeros y ciudadanía : organización y colaboración para evitar violencia en la Zona », *El Informador*, 14 décembre 1993.

« Siempre he sostenido que estoy sentado en un barril de pólvora [...] [El] municipio de Ciénaga sigue siendo pobre a pesar de que produce más de cien mitones de dólares en divisas al país, tiene 14 mil hectáreas de banano y lo único que le queda al municipio de eso es el vastago y el nylon que tiran en la tierra. »

« Habla alcalde de Ciénaga: estamos sentados en un barril de pólvora », *El Informador*, 17 juin 1993

### **Chapitre 2**

« Cuando la compañía se va volvimos al primitivismo, al esclavismo primitivo de acá. A los salarios miserables, quitaron los cartones, quitaron el colegio para los pelados, todas las mínimas condiciones que habían. Y aunque ellos siguieron como obreros, pero ya no con las condiciones de la Compañía. [...] La vida del trabajador desmejoró totalmente. Y algo que se le había arrancado a la Compañía con esfuerzo, con huelgas y con todo que eran las prestaciones. Dotaciones para los trabajadores, los descansos dominicales, eso costo sangre, de ahí hicieron la huelga de 1928, directamente con los gringos, con la Compañía. Aunque ellos, en la tierra de ellos ya eso sucedía. Pero aquí, los propietarios de acá no querían de todo esto sino que el trabajador seguía descalzo. »

Entretien #1, ancien ouvrier, 12 juillet 2019, Zona Bananera.

« Yo era un niño de ocho o nueve años y veía que había una decadencia total. Las fiestas a las que solía ir se habían deteriorado o habían dejado de celebrarse. Las visitas a la casa de mi abuelo los domingos, que eran obligatorias, disminuyeron, dejaron de hacerse todos los domingos y luego desaparecieron. [...] Recuerdo que aquí nos faltaban muchas cosas. La Compañía se fue y aquí seguía habiendo mucha miseria. [...] En la iglesia había menos gente y mucha gente se fue a las grandes ciudades como Barranquilla y Santa Marta. »  
Entretien #2, instituteur, 05 août 2019, Fundación.

« Cuando la United se va de a región, los terratenientes se adueñan de esas tierras que habían quedado baldías. La vida era dura. No había que comer. No había trabajo. Las mujeres como mi mama para sostener a sus hijas, iban a cortar las sobras de arroz. [...] La verdad, yo no he tenido ni una niñez; yo no puedo describir nada bueno. [...] Yo acompañé las luchas porque yo quería que mis hijas no llevaran la vida que yo llevé. Que no sufrieran tanto. Que no aguantaran hambre. »  
Entretien #CNMH, Ancienne paysanne et militante de l'ANUC, 2009, Santa Marta.

« El negocio fue muy bueno, el monocultivo, muy bueno, pero como todos los monocultivos se acabó y se acabó la región. Los pueblos de la zona eran pueblos fantasmas después que se acabó. Tú ibas y eso la gente a recostada sentada en los sardineles, a recostado en las paredes, a las diez de la mañana mirando sin nada que hacer. Porque lo único que hacían era trabajar el banano. »  
Entretien #3, ancien planteur et haut fonctionnaire, 22 août 2019, Santa Marta.

« En el setenta y dos vine a trabajar aquí, a Sevilla, Prado de Sevilla, donde estaba el campamento que había dejado la United Fruit Company, que era un campamento muy particular, bien estratificado. Había un sector de casas muy modestas, era el más grande, donde vivían los obreros, conductores, gente que trabajaba en distrito de riesgo, gente que operaba maquinas, etc. Había otro sector donde las viviendas eran mucho mejores, pero sin ningún lujo, allí vivían los oficinistas, empleados de escritorio, pero sin título profesional. Y había el otro sector, no recuerdo como lo llamaban, donde vivíamos los doctores... el Prado, ahí vivíamos los profesionales, en casas con piscinas. [...] El Prado estaba completamente cerrado y [los trabajadores] no podían entrar. Entraban a limpiar, o como conductores. »

Entretien #7, ancienne fonctionnaire de l'Incora, 20 juillet 2019, Santa Marta.

« Cuando el United se fue a Turbo, vendieron las tierras, las fincas, los tractores, las residencias, las casas en Sevilla, en Santa Marta, por una miseria. [...] Los que compraron fueron personas que habían ahorrado un poco de dinero y también fue porque el United lo vendía por sumas irrisorias. Mi abuelo compró unas casas allí, en Orihueca, donde estaban las fincas, y las compró por casi nada. »

Entretien #4, membre d'une famille de planteurs, 19 juillet 2019

« Nos otros Señor Presidente, no pedimos sino Tierras para Trabajar [...] No podemos esperar mas, Sr Presidente, porque el Ambre, la Miseria, las Epidemias, están diesmando los habitantes de esta Región [...] Todos los días, nos acercamos al Instituto de INCORA, Proyecto 1, y que a inscribirnos para el Reparto de parcelas. y total que para el día que se nos cita, llegamos a las puertas de INCORA, como Cerdos Ambrientos [...] y entonces el señor Director y sus Abogados nos dicen El señor José Vives no quiere entregar sus Tierras. Preguntamos nos otros a su Excelencia. Acaso estas Tierras de la Zona Bananera, son Eredadas o Popriedades del Terrateniente, José Vives?.. Pues lla no podemos esperar más, Esta será la última petición que le hcemos al Gobierno Central. O nosdan tierra para trabajar o nos econtraremos en la necesidad de Inbadir la tierra que sabemos que son propiedad del Gobierno y están a cargo del Instituto de INCORA. »

Lettre de trois individus au Président de la République, 30 juin 1971, Archivo Central de la Presidencia, Série : Correspondencia enviada, Sous-série : Instituto Colombiano de Reforma Agraria C. 198/D. 2.

« Esas setenta y siete mujeres empuñaron el machete y arrancaron le quitaron la tierra al terrateniente. Esto fue en los setenta. [...] La recuperación se hacía sobre tierras de la United que habían quedado baldíos y que habían sido apropiadas por los terratenientes. Mi madre fue encarcelada 37 veces. [...] En una ocasión, se supo que estaban buscando a los compañeros [...] para encarcelarlos. Pero nosotras que no teníamos miedo, hicimos una caminata grande [...] por la ciudad, gritando "¡Abajos! ¡A los terratenientes! " y "¡Vivas! ¡A la organización campesina!». Nunca nos cogieron a esos compañeros presos »

Entretien #CNMH, Ancienne paysanne et militante de l'ANUC, 2009, Santa Marta.

« Yo entendí el engaño, yo entendí la mentira, y dije esto aquí de tribunal en tribunal y se les irá la vida a estos aquí esperando el predio [...] Entonces yo me reuní con las direcciones de los campesinos y les dije la verdad : “aquí no hay nada que hacer, aquí no van a entregar nada, esos contratos de arrendamiento nunca se van vencer”. [...] Entonces de reunión en reunión, la noticia pues llegó hasta los directivos del INCORA, y hasta los inquilinos de los predios, entonces dos de ellos que se llamaba uno, el otro creo que todavía vive, X era uno de esos, y el otro era X creo que ese vive, ellos dos mandaron un marconigrama al gerente del INCORA en Bogotá, Jorge Torres Lozano, diciéndole que otra María Cano había llegado a la región. [...] Entonces estos samarios mandaron este marconigrama, que otra María Cano había llegado a la región a sembrar la subversión, etc. Y en el otro marconigrama, mandaron dos, decían que le pedían al director del INCORA que tomara cartas en el asunto porque la subversión estaba aquí de nuevo en escena y que la situación se tornaba peligrosa, bla bla bla, y el gerente del INCORA mandó una resolución fulminante destituyéndome a mí de mi cargo [...] Los campesinos supieron que me habían destituido y que me habían dado 24 horas para abandonar el campamento. Entonces yo salí como dos días después ellos organizaron una toma del Capitolio, de lo que le decíamos el Capitolio, las oficinas del Incora y se las tomaron durante 3 días, reclamando y llegaron como 300 Campesinos de toda la zona bananera, una protesta bien bonita... »

Entretien #7, ancienne fonctionnaire de l'Incora, 20 juillet 2019, Santa Marta.

« El fenómeno era el siguiente con ellos, ellos siguieron ahí pero los síntomas como si siguieran siendo empleados, de esa gran extensión de tierra. Entonces le afectaron la finca es de ustedes pero nosotros controlamos todo entonces, a los trabajadores les pagaban cada semana el Incora, iba un supervisor y le indicaría usted trabajo tantas horas, “tome” le pagaba. Y era el Incora el que les pagaba, en lugar de ser los dueños de las fincas, el dueño de la finca es el que era antes, el Incora se convertirá en patrón. »

Entretien #8, ancien fonctionnaire de l'Incora, 20 juillet 2019, Santa Marta.

« Ahí vino la FAO a hacer toda clase de experimentos con Los campesinos que tenían técnicos de todo el mundo, unos italianos, unos franceses, otros gringos, de la FAO, eran funcionarios de la FAO. Y entonces en una ocasión esos técnicos de la FAO los pusieron a producir oca, sembraron como 100 hectáreas de oca, y eso se vio muy bien, pero nadie

sabía que era eso, el ocra, ni cómo la comercializaban Entonces yo me acuerdo que aquí a Santa Marta se venía a ver si se podía vender en el mercado el ocra, entonces ¿pero eso qué es? Porque nadie conocía la ocra el cultivo de la ocra. Entonces eso se perdió, la producción entonces terminaron regalándola. »

Entretien #8, ancien fonctionnaire de l'Incora, 20 juillet 2019, Santa Marta.

« Entonces unos prosperaron y la mayoría no prosperaron. [...] [En el sur del departamento] son agricultores, [...], pero de Fundación por acá, el hombre es jornalero, trabaja para un jornal. [...] Dan un paso pa' atrás y se vuelven campesino pero la forma de ellos con las que nacieron no es de campesino. Mucha gente dejaba la parcela y se iba. Y son tierras de muy buena calidad, y con buena agua. Pero ellos como te digo la forma como hemos sido enseñados no es de ser agricultores no es de vivir de la agricultura. Sino de vivir de un salario, que como ese salario ha sido miserables, pues vivimos en forma miserable. »

Entretien #9, paysan, 28 août 2019, Zona Bananera.

« Mi papa en los años 70 pues recibe de la reforma agraria, la parcela que ahora tenemos, que fue banano al principio, era una entre 6 miembros, 6 familias que posesionaron ahí, y de esos 6 solo quedamos nosotros con la posesión de la tierra porque los demás lo vendieron a algunos terratenientes y a algunos vecinos del sector [...] Los vecinos vendieron por la deuda del banco agrario, de la caja, que es la que comienza a asfixiar al productor y el entonces en vista de que no le quitaran las tierras, las vendía, por lo que le ofrecieran, [...] Por allá por donde mí, van a veces los hijos, nietos, de los que fueron compañeros de mi papa, a ganarse la jornada conmigo, es triste, pero es la realidad, ellos mismos se decidieron de todo lo poquito que tenían y siguen en la pobreza absoluta. »

Entretien #13, petit producteur, 11 août 2019, Zona Bananera.

### **Chapitre 3**

« Si no se corrigen los defectos crónicos y estructurales de la comercialización del guineo, es decir, si no se controlan los factores que tienden a perpetuar el exceso de oferta, los países exportadores tendrán que sufrir, en mayor o menor medida, un proceso de

empobrecimiento colectivo derivado del inevitable deterioro de la relación de intercambio.

En otras palabras, se trata de uno de esos casos en los que está claro que las fuerzas del mercado, por sí solas y sin medidas correctoras, crean una situación desventajosa para los productores, en favor de las pocas empresas que han logrado establecerse en el mercado mundial y de los consumidores de los países prósperos. »

Anales del Congreso, 29 octubre 1975, Senado de la Republica, Ponencia para primero y segundos debates al proyecto de ley número 69 (S. 61). Alvaro Edmundo Mendoza, Jorge Mario Eastma, p. 1068.

« Mejor no lo lea porque no lo firma, porque siempre llevas la de perder, como le llaman acá, contratos leoninos.

Tú pones la mano de obra y la finca y ellos se encargan de todo lo demás, de la logística, lo financian todo, tú pides y luego te dan la liquidación con todos los gastos. [...] Ellos tienen es la fábrica de cartón que mandan el cartón, tienen la fábrica o compran el plástico, sin embargo a veces te venden el plástico, los sellos que se tienen que poner, lo compran y te lo venden, todo es comprado. [...]

La fumigación, tu no tienes ni idea de que le echan ni como le echa, a ti te llega es la cuenta, fumigación por tanto y ya, tienes que creer porque eso es lo que mantiene la finca sin enfermedad. [...] Ellos tienen la manera de manejar precios más baratos que el mercado por el volumen que compran, en cantidades gigantescas para la zona, entonces el descuento es grande y tienen la facilidad de venderte a ti e fertilizante más barato que en el mercado, igual eso en cualquier momento sube o baja, eso depende del mercado [...]

Cuando vayas a cobrar el cheque solo mira cuanto te quedo y no mires lo demás. »

Entretien #14, ancien planteur, 18 mai 2019, Santa Marta.

« The director of the Urabá banana association says the violence has not affected production levels. Banana exports are so lucrative that there will always be people willing to take the risk. [...]. But two trends have emerged: (1) owners hand over plantation management to foremen and move to Bogotá; (2) they move their production to the Santa Marta region; or (3) they sell their bananas. »

Rapport du Département d'Etat sur la violence, la démographie et les transformations économiques en Colombie, septembre 1987, DNSA, Fd. COL and the U.S., ref. R 152257Z. p. 12.

« El horizonte de los mercados internacionales se amplía y se hace cada día más prometedor [...] Colombia debe aumentar sus exportaciones de banano a pesar de las fluctuaciones del mercado [...] La industria bananera es una ceja de luz en el mejoramiento del destino económico de Colombia, y es necesario no sólo preservarla, sino también darle un gran impulso. »

« Ausencia del Estado limita desarrollo del sector bananero », *El Informador*, 12 mai 1990.

« Los que lo querían hacer esta marcha eran los empleadores. Bloquear para pedir auxilios, y eso. Nosotros no nos pusimos. Los bloqueamos cuando nos venían a matar. Se los pedían a Sintrainagro y [...] estuvimos cerca de ceder. Porque, mira, cuando el dolar paga bien no dicen "muchachos tienen un incentivo", cuando le va bien a ellos ni siquiera le dicen "le vamos a dar ...". [...] Habían varios de Sintrainagro que decían 'tenemos que bloquear porque si se acaban las bananeras...' yo decia que si ellos son un gremio, ya ven con el gobierno para que le solucione la cosa. »

Entretien #6, ouvrier et ancien syndicaliste Sintrainagro, 04 mai 2019, Ciénaga.

« Nos comimos las plantaciones. [...] Vamos a terminar el año con un máximo de 1.700 cajas [por hectárea y año], unas 400 cajas por debajo de nuestro punto de equilibrio. »

Anales del Congreso, 18 mars 1997, Gaceta del Congreso, Lectura y aprobación de las Actas números 7 del día 5 de septiembre de 1995 y 8 del 12 de septiembre de 1995, Juan Diego Vélez, p. 34.

« Llegamos a la conclusión de un inminente incumplimiento de las obligaciones con los trabajadores bananeros y el cierre definitivo de varias empresas. [...] os productores tampoco podrán cumplir con sus obligaciones parafiscales, o sea los pagos al Seguro Social y Cajas de Compensación en lo que resta del año [...] Aunque aún no existe un cálculo preciso sobre el número de empleos que se perderán, ya varios productores han notificado por escrito al sindicato de trabajadores sobre el recorte de personal y cierre de fincas »

« Cerrarían fincas bananeras », El Tiempo, 25 noviembre 1996.

« O sea, ahí llego un momento donde las compañías exportadoras dijeron, no me cultives mas mata de banano porque no tengo donde recibirte esa fruta, [...] uno lo iba sembrando paulatinamente pero eso se fue llegando y cuando ya vio que podia tener una buena producción, le frenaba por ahí, y ya por ahí venia la crisis nuevamente [...] llego el momento en el que dijeron que no había corte para nadie y la recibían la fruta al suelo. Eso es lo que llaman aquí corte de golero, o sea, la fruta que estaba adecuada para la exportación pero que no te recibían. Porque aquí el golero hasta incluso se aburrió de comer guineo maduro en ese entonces, en el año 1997. »

Entretien #13, petit producteur, 11 août 2019, Zona Bananera.

« Es de suma importancia, también, tener en cuenta en este periodo el grave problema social que se avecina en la Zona Bananera por cuanto las compañías multinacionales comercializadoras de Banano, tomaron la determinación de no comprar una sola caja mas de fruta a los grandes, medianos y pequeños productores, con el argumento de que hay una sobreproducción de eta, que tiene inundados los mercados de Europa y EEUU [...] Cientos de trabajadores del agro, van a quedar cesantes, ya que las fincas productoras de banano, han empezado a despedirlos. »

Rapport du Département Administratif de Sécurité sur la « Situation d'ordre public dans le département du Magdalena, juin 2000 », 5 mai 2000, Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 113/D. 32 950, p. 6.

« La Zona Bananera, se encuentra al borde del colapso y aproximadamente un 60% de los empresarios está en una muy difícil situación económica [...]. El invierno inclemente ha dejado sin casa y sin parcela de trabajo a gran número de campesinos que hoy en día engrosan la interminable lista de desplazados. El problema de la zona bananera presenta proyecciones sociales explosivas, [...] aproximadamente 20.000 familias están sin trabajo y sin sustento. Todo esto amenaza con tornarse de características incontrolables. »

Lettre du directeur de la chambre du commerce de Santa Marta au président de la République, Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 52/D. 29456.

« La inseguridad es tal que la extorsión y el secuestro cabalgan rampantes en la ciudad como en el campo, sin que se vislumbre ninguna solución para remediar la gravísima situación de orden público.

Señor Presidente, este estado de cosas no da espera y créanos que consideramos inconveniente las vías de hecho para las soluciones requerida. Pero la desatención de los organismos del estado conduce a que son el único mecanismo viable para lograr atención. Consideramos que todavía es tiempo de soluciones institucionales óptimas. »

Lettre du directeur de la chambre du commerce de Santa Marta au président de la République, Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 52/D. 29456.

« Es el capataz que convive con los trabajadores. Sabe si se pelean, si son flojos, los conoce. Entonces uno como capataz le da referencia al administrador de los trabajadores que tiene y para que le de al patron. Cuando toman una decisión de por ejemplo sacar un trabajador ya eso lo tienen hablado. No es que tengan un poder extraordinario, pero ellos le hablan al oído a los dueños.

El capataz es el que esta ahí para vigilar el trabajo. Vigilar sobre todo la hora de entrada [...] hay que estar al trabajo a las 6 de la mañana, a la 6 en punto. Ahí se reúnen los trabajadores con el capataz El capataz ha elaborado un plan de trabajo con el administrador, un plan semanal o para el mes y le dicen 'bueno entonces tú te vas pa' tal parte, tú te vas pa' tal parte y tú te vas pa' tal parte'. Y cada uno de los trabajadores ya sabe lo que va a hacer. »

Entretien #1, ancien ouvrier, 12 juillet 2019, Zona Bananera.

« El administrador reúne a los capataces. La orden de la finca - cuando hablan de la finca es que hablan del patrón - hay que hacer esto y esto y esto. Los capataces son lo llamados a hacer esto. Entonces los trabajadores los ven a ellos como los que les persiguen. Los trabajadores los ven a ellos como los tiranos, pero ellos están cumpliendo ordenes del dueño. Claro que hay unos que se pasan. Hay otros que les dicen "muchachos vengan aca, ustedes saben que yo no soy sino un trabajador que me estoy ganando la comida para mis hijos. Esa política no es de nosotros' pero ellos hablan, otros que son hablan mal 'buen los haces o te vas'. Eso lo tiene rabia a la gente.

Yo conocí un capataz, debe ser pensionado ya, en el pueblo le dicen el Ñerito. Ese hombre no peleaba con los trabajadores, el decía 'yo no vine a pelear con mi gente, yo vine fue a trabajar' 'bueno muchachos, vengan a coger un tiro que ustedes vinieron a trabajar, no a matarse' todo el mundo estaba feliz con el Ñerito. Vamos a hacer tantas tareas y nos vamos. [...] Pero habían otros de que maltrataban a los trabajadores. Una vez oí a uno de ellos decirle al capataz 'un día de esto vas a pagar lo que haces acá' »

Entretien #1, ancien ouvrier, 12 juillet 2019, Zona Bananera.

« No, pues, igual cuando yo llegué era una finca, pa qué, que trabajábamos bien, el ambiente era agradable, los coordinadores, el administrador, un grupo de trabajo excelente y como teníamos un buen patrón, porque... ahí nos pagaban quincenal y nosotros, la obligación de nosotros era hacer una buena labor para que se viera reflejada en los días de embarque, y los días que nos tocaba el pago a nosotros que era sábado de por medio a las 7:00am que llegaba el oficinista nos pagaban, nos daban nuestro cheque... entonces, pues, nosotros teníamos trabajando normalito, y era muy agradable, era muy agradable la cuestión ahí. »

Entretien #26, ancien ouvrier et syndicaliste Sintrainagro, 18 août 2021, Zona Bananera.

« En ese momento lo trataban a uno mal, en ese tiempo se trataba a la persona como un esclavo, antes te cogían con un juguete y tan, " ¡trabaje! ", pero ahora no, eso fue en los tiempos pasados. »

Entretien #5, ancien ouvrier, 11 août 2019, Zona Bananera.

« Aquí habían administradores que cogían y pegaban a los trabajadores. Aquí habían humillaciones graves. Eso era feo. Muchos trabajadores han sido humillados. [...] Tenían esa cultura de humillar ... Y un capataz era un trabajador igual que nosotros. Después de los asesinatos y todo el trato ya había cambiado. Y después llegaron normas. Si un coordinador trata mal al trabajador, puede llegar el ministerio. »

Entretien #6, ouvrier et ancien syndicaliste Sintrainagro, 04 mai 2019, Ciénaga.

« Cuando yo llegue a esa empresa, la costumbre, el uso era que solamente tenían vínculo laboral aquellas personas que iban todos los días a laboral, especialmente las labores del campo, pero las personas que laboraban en la empacadora eran eventuales o personas

que iban y trabajaban el día y al finalizar la jornada se les pagaba el jornal y no había ningún tipo de relación contractual con ellos; eso era la costumbre. »

Entretien #28, ancienne cadre d'un exportateur transnational, 15 septembre 2019, Santa Marta.

« Habían trabajadores que se iban todos los días a la misma finca, pero entonces los empleadores le llamaban ocasionales. [...] No le hacían contrato de trabajo al trabajador y le decían " No tienen derecho a prestaciones sociales, son ocasionales". »

Entretien #18, ancienne fonctionnaire du ministère du Travail, 14 juin 2019, Santa Marta.

Los obreros estan cansados de esperar que los empresarios de la agroindustria reviertan en obras de beneficio comunitario y social, al menos una mínima parte de las utilidades en divisas que perciben por exportaciones de fruta. [...] Nada mas ilustrativo que la actitud de Victor Dangond Noguera, propietario de La Marcela, frente a sus trabajadores. « En febrero y marzo no nos pago los sueldos Despues de un tiempo recibimos la paguita gracias a que nos afiliamos al sindicato, pero sin vacaciones, seguro social, pension, ni subsidio familiar, ni nada de eso.»

« La huelga florece de nuevo en las bananeras », *Voz*, 20 juin 1991.

« Mientras los trabajadores bananeros en Urabá perciben sueldos entre 150000 y 200000 pesos mensualmente, los obreros de Ciénaga llegan al sueldo mínimo de 51720 pesos, y con dificultad lo hacen subir siquiera a los 65000 pesos. »

« La huelga florece de nuevo en las bananeras », *Voz*, 20 juin 1991.

« La dueña le había arrendado a la Inspección de Trabajo, al Ministerio de Trabajo, dos habitaciones; Eran condiciones muy precarias, horribles. Un día la dueña de la casa nos puso candado, no nos dejó entrar. Me imagino que sería por los arriendos, demasiado bajito. Entonces nos mandaron para Santa Marta, viajamos tres veces a la semana a Ciénaga. [...] Hasta que al fin consiguió el Ministerio una casa en otra parte por acá. [...] Aquí se atiende con las uñas. [...] ¿por qué no se iba en las fincas ? Porque para trasladarse a la finca tienen que dar porque uno no puede. Pues el inspector es el que viaja. Sin embargo, yo viajaba con la inspectora, ella no viajaba nunca sola. Pero te tienen que dar viáticos porque no nos podíamos ir con el empleador ni con el sindicato. La inspectora

pagaba de su bolsillo y le reembolsaba el dinero por caja menor. Es todo un proceso. Pero a veces no había ni para viajar. »

Entretien #18, ancienne fonctionnaire du ministère du travail, 14 juin 2019, Santa Marta.

« Los empresarios trabajaban de dos maneras, a través de directora o director o a través de los inspectores. De forma directa con el director, se hacían sus favores entre si y los directores no hacían nada, simple y llanamente no hacían nada, y no comisionaban inspectores ni nada. Entonces las demandas que hacían los trabajadores se hacían las investigaciones porque ya tocaba, no podían evadir, y a veces se sancionaban. Pero muchas veces no llevaban la investigación a ningún lado, o, si la investigación llegaba a la fiscalía, ahí quedaba. »

Entretien #34, ancien fonctionnaire du ministère du Travail, 03 novembre 2019, Santa Marta.

« Yo estoy de acuerdo que la gente trabaje, claro está. Si la biblia dice que el que no trabaja que no coma. Lo que no me gusta es el salario tan miserable que los dan a los hombres útiles. Un salario que no es ni la mitad de que lo que deben ganar teniendo en cuenta el costo e la vida. Es que ahí donde está la cosa. [...] Y vivir no es sólo comer. Estamos hablando de comida, vivienda, escuela, todo lo que necesita una persona, todo lo que necesita el hogar. Y aquí no ganamos lo suficiente para eso. [...] Hace más de 100 años que se establecieron las plantaciones, y hoy encontramos trabajadores en condiciones casi idénticas a las de principios de siglo. »

Entretien #1, ancien ouvrier, 12 juillet 2019, Zona Bananera.

#### **Chapitre 4**

« El nuevo auge bananero de finales de la década de los ochenta dio lugar a un importante proceso migratorio que tuvo como punto de llegada la zona bananera de Ciénaga. Esto condujo a una falta de infraestructura y de presencia estatal en Ciénaga frente a los rápidos cambios económicos y sociales. Además, las exportaciones de banano no aportan grandes beneficios sociales a la región. Esta situación crea un ambiente propicio para que la guerrilla desarrolle sus objetivos, además de reforzar el recurso de un sector de productores y ganadores a la seguridad privada para enfrentar problemas de orden

público. Es también una fuente que permite el desarrollo de diversas organizaciones dedicadas a la delincuencia común. »

Rapport du gouverneur sur l'ordre public dans la Zona Bananera, 05 avril 1994, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 83/D. 32 782, p. 2.

« personas con cierta capacidad económica y una posición social importante aparecen como los patrocinadores ocultos de un oscuro comercio vinculado principalmente al tráfico de drogas y a la importación ilegal de mercancías prohibidas. »

Rapport du département de police du Magdalena, Archivo Histórico del Magdalena, C. 1976.

« Fue un samario de la clase alta de Santa Marta, de aristocráticos apellidos, republicano, importante que hizo el contacto primero y negocio con los Dangond. Eran antiguos bananeros que estaban arruinados. [...] La economía era perfecta porque los sobrinos, los tíos, estaban y otros no estaban, y el otro era el gobernador, el otro era el embajador, senador. Esa fue desde la capa más alta, económicas y sociales, hasta la más baja. Es decir, hubo un momento en que Ciénaga y Santa Marta, todo el mundo estaba vinculado con el negocio del narcotráfico. »

Entretien #4, membre d'une famille de planteurs, 19 juillet 2019, Ciénaga.

« Pero mucha gente de Santa Marta se metió al negocio de la marihuana porque no había banano, yo tengo unos primos que todos los miércoles llegaba un avión de Estados Unidos y lo cargaban con 10 mil libras de marihuana. ¡Y el piloto entregaba 100.000 dólares! ¡Uf! Nadie llevaba la cuenta. [...] Yo no me metí, mi papá dijo: « No quiero que te metas la marihuana. ». Los que estábamos económicamente estable no nos metimos en el negocio. Los primos, que estaban bajo económicamente, se metieron en el negocio. [...] Entonces no teníamos ya banano, lo reemplazaron por marihuana y todos esos muchachos que habían estudiado en los Estados Unidos se volvieron muy ricos. »

Entretien #11, éleveur et membre d'une famille de planteur, 22 juin 2019, Santa Marta.

« Nosotros vendimos a Eduardo Dávila a mediados de los ochenta [...] Los narcotraficantes eran jóvenes, tenían 20 y pico años. En ese momento fueron los que compran todas las tierras que la gente quiere vender. [...] Todos esos muchachos, hijos de

los bananeros, con esa plata de la bonanza compraron tierras en la zona y sembraron palma africana [...] Todos sembraban palma y le producía mucho pero era mentira, era mucho dinero para lavar. »

Entretien #11, éleveur et membre d'une famille de planteur, 22 juin 2019, Santa Marta.

« El problema principal era la cuestión del robo entre los mismos productores. [...] Los dueños de las caletas, manejaban muchas armas, carabinas metralletas mucha arma. Entonces ellos tenían su gente para cuidar su caleta y nadie se metía [...]. El combo de Parranda Seca por ejemplo mataba a los productores por quitarles un poquito de marihuana, porque a mí me mataron compañeros ellos, amigos, le mataban la mujer le mataban el hijo lo mataban él y lo enterraban, por quitarle 10 quintales de marihuana [...] Entonces comenzó a ser muy peligroso meterse uno solo sino que tenía que uno aliarse con un grupo »

Entretien #11, éleveur et membre d'une famille de planteur, 22 juin 2019, Santa Marta.

« Había un señor rico de Guacamayal. El utilizaba el sistema que llamaban el sistema de medierías. A mediería era el que te decía 'bueno tú te vas para la Sierra, haces 10 hectáreas de marihuana, lo que produzca eso lo partimos y yo te financio la comida, las herramientas y después sacamos te cuenta lo que queda lo partimos'. Y era un negocio hasta rentable. Entonces había gente que les quedaban 600000 800000 pesos que era bueno. 'Tal día te voy a dar el dinero' unos días antes 'no que mataron a Fulano', y entonces la gente se que 'Mucha conciencia, que a todos que Fulano le debe los matan' ese es la conclusión que la gente que les mandaban a matar. Y es que como el que está arriba, no se queda de nada. [...] Entonces ese sicariato se fue armando así, hasta que tomó cuerpo en la Zona. Ya después la practicaban organizaciones ya organizadas. Podían ser delincuencia común que tenían una estructura militar. Ya tenían sus mandos, tenían sus jefes, es más la mayoría habían sido reservistas, sabían de manejo de armas. »

Entretien #1, ancien ouvrier, 12 juillet 2019, Zona Bananera.

« Aclaramos que no somos los campesinos de la década de los años 20 ignorantes e incultos que manejaban como esclavos no señor [...] cada uno de nosotros lucha por una pequeña parcela para subsistir, ellos lo hacen por más de 2.000 Ha. para satisfacer su coraje aristocrático. [...]

[Han] sido protegido por toda clase de funcionarios de nuestra sigla Incora, la cual sí implanta proyección de formación Agraria, pero no a favor de nuestro si no a la capa social alta la cual nos aplasta desde la ciudad hasta el campo aprobenondose de todo lo que nos pueda producir estabilidad económica, originando así el desempleo y la delincuencia, que descaradamente tienen la desfachatez de criticar siendo que todos los aquí mencionados són padre de este fenómeno. »

Lettre du Comité d'Usagers Paysans du hameau El Porvenir au président de la République, 21 octobre 1986, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 88/D. 8842.

« Cuando estos asalariados no tienen salarios, tienen que volverse campesinos. ¿Y si no tiene tierra de donde va a sembrar? Tomándose la tierra de quien la tiene. Y siempre la finca tienen laditos y colitas y con partes media abandonadas donde se meten. [...] A nosotros nos invadieron una finca. Un día, nos llama el mayordomo a decirnos que se habían metidos como 80 personas. Entonces yo conseguí una gente armada y me fui y tumbamos todo eso, a la brava. Pero eso costo mucho dinero y mucho tiempo. Teníamos 7 hombres armados y los campesinos estaban armados con una escopeta un tiro. Yo me pude enfrentar porque no había guerrilla.

Los invasores vivían en El Réten. Un día me fui a la casa del líder, le tumbé la puerta, llegué armado. Ahí íbamos como 5 manes. Lo cogí, lo metí contra la pared y le dije "tú vas otra vez y te mato, ¿sí?". Ese no volvió más pero el día siguiente nombraron otro líder. [...]

Un día me llama Eduardo Dávila y me dice: « Oye te compro la parcela, me la vendas. ¡Esa tierra es súperamente buena!

– Eduardo no te la puedo vender porque tengo invasión allá.

– Marica por eso te la compro, para comprártela barata. Ponle precio a la tierra y te la negociamos. Si no me la vendas a mí, te la quitan esos manes.»

Al final lo vendí a él. Y eso sí que ellos tenían 30 hombres. Nosotros no podíamos pagar 30, porque no era pagar un solo mes, esa vaina demora 6 meses. Eduardo podía, tenía el dinero. Lo que él se gastó no llegó a cubrir la diferencia de lo que nos pagó nosotros con lo que debía habernos pagado. Salió ganando. »

Entretien #11, éleveur et membre d'une famille de planteur, 22 juin 2019, Santa Marta.

« [El robo] también trajo varias muertes violentas, aquí los bananeros han sido afectados en el robo de aspersores, controles, productos químicos, productos del campo y de la

misma fruta, eso tiene una cadena ahí que el dueño se ve obligado a pagar quien le cuide para evitar el robo. »

Entretien #13, petit producteur, 11 août 2019, Zona Bananera.

« [El robo] siempre lo hay, porque usted sabe lo que es una finca que tenga 200 hectáreas, es grandísimo. Pero cuando ese tipo quiera llegar a una esquina, el otro ya está pendiente, siempre el robo está ahí, pero si hay que ponerle como más celador, más vigilante porque uno se queda acá y el otro allá y así se pueden comunicar. Pero imagínese, si yo veo que viene yo me le escondo, paso, 100 metros de distancia más o menos, cuando él quiera hacer la ronda aquí, ya le han robado, entonces el robo por eso nunca se ira a acabar. »

Entretien #5, ancien ouvrier, 11 août 2019, Zona Bananera.

« Los bandidos de rio frio salían robar por todos los lados y claro

E: ¿a robar banano?

S: robar banano, aspersores, cables, lo que fuera, hubo una época tesa, para los años 95, siempre lo ha habido, se roban lo que encuentren, lo que dejen de papaya se lo roban, cosas que no dejan resurgir los negocios aquí, la delincuencia porque tu cabeza productiva se ocupa en u 80% en como cuidas lo que vas a montar, entonces voy a poner un motorcito que me vale un millón de pesos, tengo que hacerle una caseta que me vale dos millones de pesos con candado reja porque sino me lo roban y siempre estas pendiente, entonces tu parte productiva se distrae lo poquito que puedas poner, entonces ahí es donde viene que no adelantan las cosas,

3 días, te vas y no encuentras nada, es mas, si lo dejas solo un día, ya al día siguiente no encuentras nada, y el banano maneja muchísimo material y tienes que manejar una bodega con candado, inventario, hay que estar todos los días viendo que falto y haciendo inventario

E: ¿y las grandes fincas siempre han necesitado servicio de seguridad?

S: por supuesto, entre más grande más, tienen un staff de seguridad extremadamente costoso, a mí me robaron mucho hasta que un día me los encontró y les dije “nojoda, yo soy el más chiquito de por aquí, tanta finca grande que hay y me van a robar a mí”

E: no se podían robar la finca grande entonces por eso... »

Entretien #14, ancien planteur, 18 mai 2019, Santa Marta.

« Si tu tenía 100 hectáreas se te quitaban 1, que carajo te importaba. [...] Pero ese tipo te iba a robar. Y eso sucedió en toda la Zona Bananera. [...] Esos pequeños productores no solo te robaban la fruta porque el trabajador tuyo era hermano de él. El día te corte la fruta desaparecía por arte de magia. Pero no solamente te robaban el racimo, te robaban el abono. Cuando estaban abonando la finca grande, abonaban los hermanos y el hermano le daba una plata a su pariente. [...] Y los que prestaban los servicios de seguridad eran los hermanos de los que había que cuidar. [...] Toda esa gente seguía con un odio contra los grandes productores. »

Entretien #11, éleveur et membre d'une famille de planteur, 22 juin 2019, Santa Marta.

« En el sector urbano existen alrededor de seis pandillas y bandas de jóvenes que generalmente se ofrecen al mejor postor para el sicariato, conformando temibles bandas como los Magníficos y los Cuquecos, que operan en toda la región y mantienen a parte de Ciénaga en un estado de gran tensión. [...] El pandillerismo ciénaguero y de la Zona Bananera surgió, en parte, como consecuencia de una sociedad con muchas necesidades. Carece de los servicios esenciales en el 60 por ciento población, que está ubicada en medio de una vía de alto tráfico y por lo tanto estimula la formación de bandas de piratas terrestres. »

« La violencia sacude a ciénaga », El Tiempo, 7 février 1994.

Los cultivadores de banano continúan siendo uno de los gremios más afectados por acciones de la delincuencia común y por la guerrilla. La amplia Zona Bananera es favorable a los antisociales para llevar a cabo sus asaltos y robos.

« Asalto en la Zona Bananera. Banda robó equipos por « 3 millones », El Informador, 30 avril 1993.

« Los asesinatos indiscriminados, en masa o selectivos, continúan siendo el pan de cada día. En el caso de la CUT, en el transcurso de 4 años desde su fundación, llegan a 600 los sindicalistas asesinados, sin tener en cuenta las desapariciones y amenazas de muerte o los atendados de que son víctimas muchos otros trabajadores. »

Rapport de la CUT sur la répression du syndicalisme, 20 décembre 1990, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro, C. 403/D. 19856, p. 2

« No los dejaban entrar a las fincas para que ellos sindicalizaran las fincas, entonces ellos paraban y así hubo muchos. Y aquí hubo muchas personas que perdieron su vida por esos problemas. [...] Porque aquí para entrar a una finca en ese tiempo, eso tenía que pensarlo bien. [...] Había unas familias poderosas que decían que no entraban ningún sindicalista a sus fincas y entre esas familias había narcos. »

Entretien #18, ancienne fonctionnaire du ministère du Travail, 14 juin 2019, Santa Marta.

« Estas muertes son en algunos casos producto también del delicado conflicto laboral que se vive en esta región; la polarización de fuerzas que existe entre patronos y trabajadores se da por algunos bananeros independientes y compañías exportadoras que no cumplen con las leyes laborales »

Lettre de la déléguée aux droits humains de Santa Marta au procureur général de la nation, 24 septembre 1991, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 104/D. 18696.

« La guerrilla bajaba en la noche y se establecía en una finca, por ejemplo, en la finca de mi papá podían llegar y quedarse 1 o 2 días y ahí seguían para otra parte, de noche caminando. »

Entretien #9, paysan, 28 août 2019, Zona Bananera.

« En la Zona Bananera no tenían base fija, pero si hacían presencia ocasionalmente, patrullaban las fincas, patrullaban los pueblos, pero esporádicamente. Pero si mantenían a las milicias ahí que eran los que recogían la información de ¿quién era el dueño de esta finca?, ¿en qué carro se desplazaba? si tenía dinero o no tenía dinero, si patrocinaba a otra gente, esa era la sijin de la guerrilla, claro. »

Entretien #19, ancienne élue municipale de Ciénaga, 17 juin 2019, Ciénaga.

« Claro uno quería conocerlos a ellos. Ya por la propaganda, “que luchamos por ustedes”. Después se hicieron familiar. [...] Unas personas compartían la ideología, la lucha por los más necesitados, los oprimidos, por nuestros niños. [...] Pero hubo muchos trabajadores que se fueron con ellos. Algunos jóvenes, llegaban mujercitas, cachacas del interior, y los pelados se enamoraban. [...] Y escogieron a los más jóvenes porque al más viejo ya tenía su vida acá. »

Entretien #20, ouvrier et syndicaliste Sintragrancol

« La educación política tanto que traían los movimientos insurgentes como también traían los partidos de izquierda era importante por ejemplo en el caso mío, pudo solucionar las cosas desde muy pelado, pero ya organizativamente se me da en Puerto Wilches [...] Educaban políticamente sin necesidad de llevársela para el monte. Ellos crearon mucha base política en la región, y uno creía en lo que se dio acá, en su momento y en todas partes, de la combinación, llamémoslo así. [...] Eso no hay que negarlo muchos dirigentes de las mismas organizaciones sindicales como sociales tuvieron relaciones demasiado estrechas con el movimiento y eso también hizo que el paramilitarismo y el mismo estado nos involucrara con ellos. »

Entretien #15, cadre syndical Fensuagro, 22 juin 2019, Ciénaga

« Recién llegados acá, en 1992, habían asesinado a un dueño de una finca. Me imagino, ellos podían aducir que era por la parte sindical. No sabemos qué sucedió; lo que pasaba era que cuando venía el sindicato SINTRAINAGRO, todos nos quedábamos en un estado como de nervios. [...] Porque, pues lo que nos hablaban acá los empleadores que se citaban, pues era que ellos pertenecían a un grupo Venían ellos, y cuando ellos llegaban lo que me decían era: "Secre, por favor, pónganles a las rejas candado". »

Entretien #18, ancienne fonctionnaire du ministère du Travail, 14 juin 2019, Santa Marta.

« La extorsión y el chantaje se están generalizando en las empresas bananeras, por parte de personas que se presentan de forma anónima y en nombre de grupos guerrilleros [...] Estos individuos exigen grandes sumas de dinero y dan un plazo para cumplir sus demandas, bajo pena de incendiar instalaciones, destruir vehículos, cortar cables y poner en peligro la vida de administradores y/o propietarios. »

Lettre de l'Augura au gouverneur d'Antioquia, 22 avril 1986, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Viceministro, C. 6/D. 13344.

« Un día el administrador me dice que la guerrilla está ahí, están haciendo listas y preguntando nombre y quien era el dueño y ya. Yo estaba adentro, sin embargo, espere un rato [...] me fui y no volví en dos años a la finca. [...] La guerrilla era más exigente con los productores por varias desventajas salariales para los empleados, y para ellos mismos.

“Dígale a su patrón que nos tiene que dar tanto y lo citamos en tal parte” [...] Y si no aceptabas sus condiciones te quemaban una empacadora, una casa, un sistema de cable, una serie de vainas que te dañaba la infraestructura. »

Entretien #14, ancien planteur, 18 mai 2019, Santa Marta.

« Miremos el caso de la zona bananera : el capitalismo salvaje de los grandes empresarios del banano mantiene a los trabajadores en la mas abyecta explotación. Ante los intentos de organización sindical de estos, se pagan sicarios, se fomentan los grupos paramilitares y se militarizan la Zona. Proponemos un dialogo que evite la radicalización del conflicto. No es nuestro propósito socializar la producción bananera, sino humanizar las condiciones laborales. Los bananeros son reacios a diálogos o acuerdos que impliquen ceder en una mínima parte los privilegios que poseen al tiempo que aspiran a que nadie los toque a ellos o a sus intereses. Eso es sencillamente imposible, si se obstinan en una política de violencia y guerra, esta va a tocar a sus puertas. »

Lettre du Front XIX des FARC au gouverneur du Magdalena, 12 décembre 1990, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Despacho Ministro , C. 389/D. 12804

« Para la época en mención en las fincas de Agrícola Eufemia se gestaron los inicios del sindicato, coaccionando a los trabajadores a través de sus empleados, injuriándoles de palabras. Eran muy frecuentes las visitas del Gerente del Departamento de seguridad de Tebaco a las fincas en el que el sindicato empezaba a hacer su aparición, acusaban al sindicato de su relación directa con las guerrillas de las FARC. »

Entretien #21, ancien administrateur, 15 août 2019, Santa Marta.

« Vivimos en la miseria. No tenemos agua potable. [...] Este es el reino de las enfermedades para los niños que tienen que bañarse en aguas residuales de canales, ya infectadas por las fumigaciones en las plantaciones. »

« La huelga florece de nuevo en las bananeras », Voz, 20 juin 1991.

« yo tuve problemas con el señor Moñón, yo le bajé la cabeza, porque era un tipo de cuidado, porque era la mano derecha, porque para nadie era un secreto a que se dedicaban ellos: a la droga. La fachada de la empresa era eso »

UAERGTD, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, Caso La Marcela, p. 31.

« Dicen que a raíz de la muerte de cinco personas en un taxi, entre ellas dos dirigentes campesinos, se van a presentar muertes porque hay que vengar estos homicidios » [...] « muchos ataques irán dirigidos hacia administradores de fincas y que las guerrillas se estarán tomando una de las poblaciones de la Zona antes del 9 de diciembre »  
« La violencia de Urabá se trasladó a la Zona Bananera », El Informador, 05 décembre 1991.

« Mira Alberto Monsalve lo mata la guerrilla y eso lo hizo un trabajador de la finca que era de aquí de Ciénaga [...] pero no fue gente de la guerrilla fue gente de la finca [...]. Entonces estos señores al tener nexos con la gente de arriba conseguían armas y uniformes [...]. En si no era las FARC las que mataban y eso fue lo que paso en María Luisa y lo mismo sucedió en la finca Eufemia [...] les daba un arma y uniforme y se presentaban con la cara tapa y hacían su vaina y enseguida decían que fue la guerrilla. »

Entretien #Oraloteca, ancien contremaître et administrateur, 2011, Zona Bananera.

« Pero un dueño de finca perdiendo plata por un directivo que llega y les dice a los trabajadores “no hagan esto”, [...] la convención los directivos del sindicato se la pasaban por la faja y lo hacían porque se sentían apoyado por la guerrilla, por eso es que comienzan a joderlos a ellos a matarlos. Entonces el trabajador que más hablara y los dueños de fincas sabían que iban a tener perdidas enseguida lo mandaban a matar. »

Entretien #Oraloteca, ancien contremaître et administrateur, 2011, Zona Bananera.

« Esa gente era los que extorsionaban, mataban, cobraban extorsiones a cualquier persona que le vieran tiendas, fincas. Hubo mucha gente que tuvo problemas con los grupos que estaban organizando acá y ya esa gente que tenía problemas acá, cogía y se iba, pero para la sierra a donde la guerrilla para vengarse [...] De ver que se estaba masacrando gente inocente aquí y nadie actuaba [...] ahí fue cuando la guerrilla empezó a bajar a darles candela y entonces ellos huyeron »

Entretien #9, paysan, 28 août 2019, Zona Bananera.

## **Chapitre 5**

« El nuevo auge bananero en la zona [ha] estado acompañado desde sus inicios por un manejo altamente asociado a grupos privados que enfrentan el problema aboral y otros conflictos sociales con el esquema “paramilitar” y sin acudir al Estado. »

Rapport du gouverneur sur l'ordre public dans la Zona Bananera, 05 avril 1994, AMI, Fd. Min. Gobierno-Interior, S. Dirección general de asuntos territoriales, C. 83/D. 32782, p. 1.

« La llegada del banano de nuevo al Magdalena, ha implicado atraer de nuevo fuerzas subversivas, que tienen que tener por parte de la fuerza publica toda la reacción, pero también tienen que tener toda la colaboración ciudadana. Aquí el ministro de Defensa ha venido en varias oportunidades a reunirse con los dirigentes bananeros, se han tomado algunas decisiones [...] Esto nos ha rendido frutos en muchas otras regiones de Colombia que antes eran muy violentas y hoy están sustancialmente pacificadas. »

« Bananeros y ciudadanía : organización y colaboración para evitar violencia en la Zona », El Informador, 14 décembre 1993.

¿la defensa de la vida, la protección de las personas y de sus patrimonios, corresponden al Estado, o a los bananeros?

« ¿El Estado o los bananeros? », *El Informador*, 15 décembre 1993.

« Mi hermano le tenía que pagar la suma de ciento cincuenta mil pesos (« 150.000), también él debía traerles zapatos y otra ropa que ellos le encargaban pero no le cancelaban, así estuvo durante varios meses. A finales de 2003 esa gente le exigió una cuota mayor la cual mi hermano se negó a cancelar [...] ya que lo poco que obtenía del negocio prácticamente debía dárselo a esa gente. »

Tribunal Superior del Distrito Judicial de Barranquilla, Sala de Justicia y Paz, 11 juillet 2016, Rolando René Garavito Zapata, radicado 08-001-22-52— 003-2011-83 724, p. 303

« En un mes normal, 80% o 90% de los ingresos del Frente William Rivas provenían de las compañías bananeras. El Frente William Rivas tenía un ingreso de 80-100 millones de pesos al mes. Los comerciantes aportaban entre un 10% o un 20%, el resto provenía de las bananeras, porque nosotros no trabajábamos con narcotráfico.

23. El Frente William Rivas por lo general gastaba de 60-65 millones de pesos al mes de estos ingresos, y lo que sobraba yo se lo enviaba a Jorge 40 para que lo usara en el Bloque

Norte. Los fondos que recibí de Chiquita y Dole se usaron como fondos operativos para el Frente William Rivas. Usamos los fondos para pagar sueldos, comprar armas, uniformes y suministros para mis hombres, ¡as! como para gastos de transporte en el área cuando realizábamos nuestras operaciones de seguridad. »

Declaration de José Gregorio Mangones Lugo, 29 octubre 2009, Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario de Barranquilla, archive privée, p. 8.

« “disguised the real purpose of providing security”

“don’t know who the shareholders are”

“Same people who formed Convivir formed this new company; govt won’t permit another Convivir; too much political pressure re: para-military” [...]

“[Deleted] says we should continue making the payments; can’t get the same level of support from the military.”

“[Deleted] says all other banana companies are contributing in Santa Marta” »

Note interne de Robert Thomas sur Inversiones Manglar SA, mai 2000.

« Antes si tú eras trabajador de una plantación bananera, cuando tú te iba en la tarde para tu casa, tu cogías una bolsa o un costal, lo llenabas de banano, de rechazo y te lo llevaba para tu casa. Cuando los paramilitares empezaron el ejercer control sobre la Zona, se acabó eso. El banano de rechazo lo recogieron los paramilitares. Y aquí en Ciénaga, en la carretera tenían un gran sitio que se llamaba Cocoama. Esa gente todo el banano de rechazo de todas las plantaciones lo recogían y llegaba a la {bodega} de Cocoama y salía. Eso salía para los mercado de Barraquilla, de Cartagena, de Santa Marta. Y a través de eso le pagaban. Y tenían un control de los que podían vender en esos mercados »

Entretien #27, ancien guérillero, 06 septembre 2021, Ciénaga.

« una de las principales funciones del Frente William Rivas era proveer seguridad a las plantaciones de banano. [...] Cualquier compañía que tuviese negocios con los dueños y productores de banano, llamese Chiquita Brands o Dole Food o cualquier otro nombre, coordinaba sus operaciones con el Frente William Rivas, que era el que tenía control completo en la zona. [...]

Los pagos que nos realizaba Chiquita Brands, enviados a través de la empresa de seguridad, eran la contraprestación por los servicios de seguridad y cooperación que les prestábamos, no una extorsión forzada. [...]

Les quitamos de encima la presencia de las guerrillas, que los extorsionaban, secuestraban sus directivos y quemaban las plantaciones, y los protegíamos de las bandas de delincuentes comunes que les robaban los suministros y equipos, atracaban los cargamentos de fruta y saqueaban las plantaciones. Desde las bases visibles y los subcomandos y retenes móviles les garantizamos condiciones de seguridad. [...]

Les garantizamos la devolución de las plantaciones invadidas, la estabilidad y el valor inmobiliario de las plantaciones, hacíamos trabajo político-militar para expulsar la guerrilla del sindicato y las organizaciones sociales y escoltábamos los camiones que transportaban la fruta desde las plantaciones hasta el Puerto de Santa Marta. »

Declaración de José Gregorio Mangones Lugo, 29 octubre 2009, Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario de Barranquilla, archive privée, pp. 2-16

« A veces se demoraban en pagarnos, pero nunca dejaron de pagarnos, ni las quincenas, ni las prestaciones, nos pagaban vacaciones y primas. Cuando [Carlos Dangond] murió, no nos debían nada. »

Entretien requérant Diana María, *cit in* Documento de Análisis de Contexto para microfocalizaciones caso Fincas Diana María I y II y Chimborazo, 2015, URT, p. 57.

« Lo cierto era que Nay era un mafioso. Todo el mundo lo sabía. Hacía sus fiestas y reuniones en la empacadora, hasta el difunto Diomedes Díaz solía ir allí. Uno nunca se acercaba, porque los guardias te advertían que no entraras. »

Déposition d'un ancien ouvrier de La Marcela, Juzgado segundo civil del circuito especializado en restitución de tierras de Santa Marta, 2016, radicado no. 2017-00067, caso La Marcela, Cuaderno No.1, pp. 203-204.

« Pagaban todas las prestaciones, por eso yo fui a buscar trabajo allá y me dieron trabajo. [...] Ahí el pago era bueno y cumplido. El trato era bueno con las personas, nunca tuve problemas con nadie, ni con el capataz. [...] La producción de la finca era muy buena, era una finca productiva porque exportaba dos contenedores semanales; »

Ancien ouvrier de La Isla, cit. in. URT, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, Caso La Isla, p. 17.

« “ustedes por qué se han sindicalizado, por qué me van hacer esto. Yo he sido cumplido con ustedes, les he pago (sic) a tiempo y [...] sus prestaciones sociales”. Sin embargo, el ahí seguía pagándonos puntuales las catorcenas »

Ancien ouvrier de La Isla, cit. in. URT, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, Caso La Isla, p. 31.

« Nosotros teníamos ganaderia ahi, [...] alla la guerrilla y la delincuencia nos quemó buldócer, maquinaria, mataban ganado y amenazaron a mi esposo de secuestro [...] los trabajadores le informaron que no volviera más porque estaba la guerrilla que lo iba a secuestrar [...] entre 1994 y 1995, ya no pudimos volver mas a la finca. »

Nury Barona Gonzalez cit. In. Juzgado Cuarto Civil del Circuito Especializado en Restitución de Tierras de Sincelejo en Santa Marta, 2016, radicado 2016-00030-00, Caso Chimborazo, Cuaderno No.1, p. 77.

« Nunca dejamos de ir a trabajar, a veces nos turnábamos para rebuscarnos en otras fincas y llevar pa la comida pa la casa, nos ganábamos un jornal en otras fincas bananeras, pero siempre nos mantuvimos en Diana María, hasta pensábamos como ayudarle a doña Teresita a salir de la crisis. »

Déposition d'un ancien ouvrier de Diana María, cit. in. Juzgado Cuarto Civil del Circuito Especializado en Restitución de Tierras de Sincelejo en Santa Marta, 2016, radicado 2016-00030-00, Caso Chimborazo, Cuaderno No.1, p. 58.

« Cuando el hijo tiene en su poder la finca empiezan los problemas: nos dejó de pagar y nos dice que “de aquí en adelante le va a dar de comer el sindicato”, luego a mediado del 1.996 Raúl Benjamín empieza a pagar una catorcena si otra no y con las semanas que pagaba se completan 12 catorcenas sin pago. Con esa situación de ahí la finca se fue deteriorando y se fue perdiendo hasta que en el en 97 nos abandona totalmente »

Déposition d'un ancien ouvrier de La Isla, URT, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, Caso La Isla, p. 43.

« Las actividades variaban, algunos trabajaban en fincas, la mayoría de las mujeres eran amas de casa, otros trabajaban en el matadero picando huesos, trabajaban como jornaleros en la producción de banano, algunos se dedicaban a la pesca, el trabajo en las fincas era muy inestable, trabajo por solo tres meses o seis meses, por eso necesitaban la tierra, no había estabilidad laboral »

Juzgado Cuarto Civil del Circuito Especializado en Restitución de Tierras de Sincelajo en Santa Marta, 2016, radicado 2016-00030-00, Caso Chimborazo, Cuaderno No.1, p. 82.

« sembrábamos yuca, maíz, plátano, auyama, ají, papaya, con lo que nos sosteníamos mientras venía la cosecha el banano, nosotros nos repartíamos estos productos para los del grupo y si sobraba se vendía para comprar otras cosas que no cultivábamos y en ocasiones se hacían almuerzos comunales con los del “Grupo de los Treinta”, lo cual sirvió para integrar más el grupo y algunos de los parceleros se unían al grupo en esas actividades »

Déclaration d'un requérant, URT, 2016, Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, Caso La Marcela, p. 55.

« En el año de 1998 cuando ya quedamos solos en la finca, entonces nos reunimos todos los compañeros de trabajo y decidimos sacar adelante la finca. La decisión era echar la finca pa' lante, asistirle y tener con que comer. El convenio era trabajar todo el grupo en la finca y lo que se cosechara ahí nos dividíamos el guineo entre todos. [...] Después del trabajo la finca se volvió productiva. Y, nosotros hicimos acuerdo con Asoproban, quienes eran los que nos compraban la fruta. La plata de la fruta con eso se compraba combustible, el abono, los demás insumos -la empresa nos daba todo eso y después nos descontaba cuando nos iban a pagar la fruta-. Cuando ya se pagaban todas las deudas el dinero que quedaba se repartía, por igual entre nosotros, con eso uno llevaba la plástica para la casa. En mi caso, con esa plata que con eso sostenía a mi familia, la comida y se compraba la ropa de los pelaos »

Déclaration d'un requérant, Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, caso La Isla, 2016, URT, pp 54-55.

« Florentino me manda llamar y me dice que vaya al Incora, [...] las tierras habían sido topograficadas y tenían papeles y promesas de compraventa y que el negocio no se daba,

para ver si de pronto el señor me hacía claridad de las cosas. [...] [El asesor jurídico] me dijo que no se podía negociar porque esas tierras pertenecían al estado. Nosotros ya estábamos adentro. Paso una semana y [Florentino] me llama a preguntarme que si había ido a Incora y le dije que les había hecho la oferta, Florentino dijo que ‘si no me las venden ese man se muere’. Y preciso lo mataron entre 99 y 2000. Saliendo del edificio donde estaba el Incora. »

Déclaration d’un requérant, Documento de Análisis de Contexto para microfocalizaciones caso Fincas Diana María I y II y Chimborazo, 2015, URT, p. 69.

« Él ese día nos [dio] otro apellido, pero yo sé que era Juan Lacouture porque era el hijo del señor Toño Lacouture quien se apoderó de la finca La Isla en Orihueca, Zona Bananera. Ese día, Juancho nos dice “Tienen que salir por las buenas o por las malas” »

Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, caso La Marcela, 2016, URT, p. 100.

« En el año 2000, el 8 de septiembre, yo salí de mi casa a las 5.30 de la mañana. Yo llegué a la finca y vi un poco de soldados. Al llegar todos mis compañeros estaban boca abajo en la empacadora. Me cogieron a mí también y me dijeron: “venga guevón, acuéstese”. Pusieron un retén para que todo el que pasara por el portón se quedara. Cuando no había más personal circulando, cerraron el portón. Comenzaron a decirnos que éramos guerrilleros, que por eso nos iban a matar. [...] Ellos empezaron a preguntar con lista en mano por los miembros de la cooperativa. Nombraron a Benjamín y no estaba. Ellos cogen a Lupercio Madera y el tractor que teníamos, sale con 5 paracos a buscar a Benjamín. [...] Empezaron con la lista. A mí me llamaron. Llamaron a 8. De esos mataron 4 y nos salvamos 4. Al resto les dijeron: “A estos perros los vamos a matar” [...] después de eso sólo vi a Ramón Gómez muerto – mi cuñado – y me fui para el pueblo en la bicicleta que tenía. Allá me di cuenta que otros dos se salvaron y me contaron que también había sido por ese encapuchado. »

Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, caso La Marcela, 2016, URT, p. 105.

« yo soy del pueblo, ustedes son del pueblo y la patrona compró esta finca, si ustedes no salen de la finca pues a mí me toca proceder, la orden que tengo es comenzar a masacrarlos y yo no quiero proceder con esa orden, porque yo no quiero que en esta finca

pase lo que pasó en el TIEMPO (LA MARCELA) que tuvimos que masacrar a 4 porque no querían salir de ahí. »

Déclaration d'un requérant, Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, caso La Isla, 2016, URT, p. 66

« Abandonamos totalmente la finca en ese tiempo. Nosotros buscamos al abogado Chacín para que nos ayudara. Él nos dijo: “mejor dejen eso así porque con esa gente no se puede hacer nada” »

Déclaration d'un requérant, Documento de Análisis de Contexto Rm 01036, caso La Isla, 2016, URT, p. 67

« El, Juan Manuel estaba bravo, enojado con nosotros. Después de eso me dijo, « cojan lo que les estoy ofreciendo porque el orden público está muy mal en la zona ». Prácticamente nos amenazó, pero nosotros nunca nos imaginamos lo que iba a pasar, justo un mes después de la reunión en la defensoría »

Déclaration d'un requérant, Solicitud de restitución jurídica y material de tierras despojadas, caso Diana María 1 y Diana María 2, Cuaderno No.1, 2016, CCJ, p. 58.

« El señor Juan Fernández de Castro iba a empezar a plantar palmeras allí [en la finca] y estos señores fueron a invadir la finca porque el antiguo propietario les debía algo. [...] El señor Juan Fernández de Castro se lo compro a alguien no sé [...] me llamaron y me dijeron cuando yo iba hacer la parte militar y me dijeron está pasando esto, este señor es el dueño de la tierra, estos señores son colaboradores de la guerrilla y me dieron los nombres, yo cogí los nombres y me fui [...] [Fue] temprano que llegamos había más o menos unas 40 personas, sacamos una lista y matamos a las personas que íbamos a matar [...] Les dije : « señores estas tierras no son de ustedes, el que se ponga invadir le sucede lo mismo a estos señores [...] vengo en tres días y como estén por aquí ya saben lo que pasa » y la verdad no fueron más, »

Déclaration de José Gérorio Mangones Lugo devant le procureur, 4 décembre 2014, cit. in. Solicitud de restitución jurídica y material de tierras despojadas, caso Diana María 1 y Diana María 2, Cuaderno No.1, 2016, CCJ, p. 60.

« Aquí él [se refiere a su abogado] me dice que eso ya prescribió [se ríen] [...] Ellos se lo cobraron ¿Cuántos años estuvieron a cargo de la producción de la finca? Ellos se cobraron su sueldo, sino que lo que les debía era prácticamente tres quincenas. Ellos cobraron su sueldo »

Entretien avec Armando Enrique Dangond Noguera, cit. in. Documento de Análisis de Contexto Rm 01265, caso La Marcela, 2016, URT, p. 97.

« La gente por temor y por necesidad empezó a trabajar de nuevo en esa finca, mi papa volvió a trabajar allá incluso mi hermano Osear Guillot y mi esposo también entraron a trabajar en esa finca, nosotros no sabíamos ni quien era el dueño porque cada tres meses cambiaba de dueño, pero a los trabajadores les pagaban bien, incluso mi papa falleció dentro de la finca »

Déclaration d'une requérante, Solicitud colectiva de restitución jurídica y material de tierras Rm 01488, caso La Marcela, 2017, URT, p. 190.

« La finca cambió de nombre, se llamó La Quinta. [...] a la vuelta de los tres años aparecieron cuatro mandadores de Antioquía y de Bogotá y ayudaban al pueblo, eran buenas personas [...] con ellos la violencia se había olvidado, lo pasado fue pasado. Nos resignamos. »

Déclaration d'un requérant, Solicitud colectiva de restitución jurídica y material de tierras Rm 01488, caso La Marcela, 2017, URT, p. 186.

« La vida me cambio después que salí desplazado, viví una situación pésima, porque yo ahí cultivaba el pan coger, después fui un errante, de ahí para acá no he podido levantar nada propio. »

Solicitud de restitución jurídica y material de tierras despojadas, caso Diana María 1 y Diana María 2, Cuaderno No.1, 2016, CCJ, p. 116.

« Antes de que yo llegara y asumiera el comando del Frente William Rivas, las autoridades civiles de la zona bananera les habían cedido el control del área a las FARC, así como a las bandas criminales armadas. Como resultado, el delito común estaba descontrolado. Las compañías bananeras en particular eran víctimas frecuentes de los robos. Los ladrones saqueaban los suministros y equipos de las compañías, atracaban cargamentos de

banano, saqueaban las instalaciones de almacenamiento y secuestraban a gerentes de las compañías para exigir rescate. En beneficio de las compañías bananeras, Chiquita y Dole, el Frente William Rivas restableció el orden y paró la criminalidad. »

« Declaration de José Gregorio Mangones Lugo, 29 October 2009, Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario de Barranquilla, archive privée, p. 9. »

« Viciosos y bandidos, delincuencia común y colaboradores de la subversión es la misma cosa [...] [Los viciosos] son los que consumen alucinógenos, que se convierten en desechables, que le hacen mucho daño a la sociedad »

« Crudo destape del ex Auc "Tijeras" », *El Tiempo*, 23 août 2007.

« Nuestro sistema de vigilancia nos permitía tener una información, al momento, sobre los vehículos y personas que circulaban por las carreteras y vías de la zona bananera, de tal modo que cuando detectábamos la presencia de personas desconocidas, inmediatamente lo interceptábamos para pedirles documentos. »

Declaration de José Gregorio Mangones Lugo, 29 October 2009, Instituto Nacional Penitenciario y Carcelario de Barranquilla, archive privée, p. 9.

« Pareciera que eran los propios trabajadores, como si ellos estuvieron en las reuniones. Sabían quien eras, sabían que ibas aca o alla. Porque si tu decias algo que no les gustaba te estaban buscando. »

Entretien #6, ouvrier et ancien syndicaliste Sintrainagro, 04 mai 2019, Ciénaga.

« cuando estaba de noche llegaron los paramilitares entraron [...] y [el celador] apenas vio a estos manes se escondió, estos cogieron a los otros celadores y los metieron en unos contenedores y le amarraron la puerta con alambre no les hicieron nada, pero les preguntaron por mí y les dijeron que donde quedaba la bodega que yo manejaba, los manes reventaron la puerta y esculcaron todo y cogieron los papeles donde estaban todos los obreros patronales y se llevaron todo un poco de información. »

Entretien #Oraloteca, ancien contremaître et administrateur, 2011, Zona Bananera.

« En una reunión con la gente de arriba, cuando estuvimos con ellos allá, nos dijeron: "Muchachos y ahora Sintrainagro que? Viene un grupo, que no está de acuerdo, viene de

Urabá. Están en la guerra, son ustedes los que van a perseguir." Y nosotros nunca sabíamos ni siquiera quienes eran ellos. Querían que los trabajadores bananeros nos organizaran para defenderse. que toman las armas y tal', se movían con esta ideología. Pero hubo muchos trabajadores que se fueron con ellos. Paso ni seis meses cuando nos dijeron esto y empezó el totalitarismo de ellos. En esa época, todas las semanas teníamos que ir a despedirnos. »

Entretien #20, ouvrier et syndicaliste Sintragrancol, juillet 2019, Ciénaga.

« [Yo] administraba la finca al viejo Carlos Lacouture que es un viejo hijo puta que mando a matar gente para no pagarles. El comparaba una finca y si en la finca había sindicato en la noche se metían los paramilitares mataban el poco de gente, al ver esto la gente se iba y dejaba la finca sola, ese es el señor Carlos Lacouture Dangond. Compraba las fincas con el sindicato los mandaba a matar para no pagarles. »

Entretien #Oraloteca, ancien contremaître et administrateur (Dole), Zona Bananera, 2011

« yo no gusto de los sindicatos (...) dense cuenta de los problemas que se acarrean cuando se forman los sindicatos", "a mis oficinas llegaron unas personas de las autodefensas y me solicitaron la lista de todas las personas afiliadas al sindicato y particularmente de sus directivos, pues a ellos tampoco les gustan los sindicatos »

Corte Constitucional de Colombia, 17 octubre 2003, Sentencia T-952/03, Réf. Exp. T-677353

« Entonces cuando hubo ese asesinato ellos trataron de cooptar los principales cargos de mayor importancia en el sindicato. Y la dirección sindical que había en ese momento se hizo en un lado más colaborativo, pero era un tema también de sobrevivencia. No todos, pero si una gran parte o sea los dirigentes más destacados. [...] Pues se trató de llevar al sindicato a prácticamente a ser un sindicato patronal. Porque terminaban era los grupos paramilitares estableciendo las condiciones laborales, las negociaciones colectivas en las empresas de las cuales eran socios porque tenían algunos acuerdos de seguridad con ellos. »

Entretien #29, ouvrier et cadre syndical Sintrainagro, 04 juillet 2019, Ciénaga.

« El otro día, el presidente de Sintrainagro, Guillermo Rivera decía ante el congreso de Sintrainagro la buena recepción que tuvo con la gente de Augura y no se que... pero se lo dice otro del congreso ' para que ellos nos trataron así fueron 3.000 muertos que tuvo que haber para cambiar la mentalidad. »

Entretien #6, ouvrier et ancien syndicaliste Sintrainagro, 04 mai 2019, Ciénaga.

« Y ahí todo se fue quedando quieto, la gente se fue desafilándose. Y de los 5.000 afiliados, una gran mayoría se fue. Ahora quedamos 1.700 cuando la zona tiene 40.000 trabajadores. Y los trabajadores se metieron ahora ... ellos no apoyan .... porque la ideología cambio... porque ahora se trata de concertar. Los directivos de Sintraigracol, nosotros quedamos la ideología esa clasista, casi. Y la gente le dio miedo y no se ha podido avanzar. Porque cree que esta gente va a venir otra vez a reprimir y matar. Es que... esos grupos no se han ido. ¿Has visto este panfleto hasta ahora que surgió? Estaba quieto y comenzaron a salir y ahora otra vez se están formando [...] Es que mataron a todos ... Y la gente tiembla ya ¿Afiliarse a un sindicato? ¡No piensas!" Duro ... »

Entretien #6, ouvrier et ancien syndicaliste Sintrainagro, 04 mai 2019, Ciénaga.

« no es que a uno no le de miedo, sino que uno tiene una forma distinta de ver las cosas, una forma distinta de actuar, uno a veces termina haciendo, ayudando desde otro escenario sin poner la cara »

Entretien #32, militant de Fensuagro, 24 mai 2019, Ciénaga.

« los mismos finqueros de banano utilizan el tema ocasional, que llaman a un trabajador ocasional, lo ponen a corte que son 2 o 3 días pero igual si tienen otras labores lo ponen a hacer esas labores y lo utilizan en caso los 6 días a la semana, y en caso, por un año y a ese trabajador no le pagan ni festivos ni dominicales ni prestaciones sociales ni seguridad social, solamente ese es el tema. »

Entretien #15, cadre syndical Fensuagro, 22 juin 2019, Ciénaga.

## Annexe 3 : Répertoire des sources

### *Archives*

#### Archivo General de la Nación (Bogotá)

*Fond :*

Ministerio de Gobierno

*Séries :*

Despacho del Ministro

Secretaria General

*Les archives de l'AGN sont citées à l'aide des abréviations suivantes : Fd. (fond, « fundo ») ; S. (série « seria ») ; C. (carton, « caja ») ; D. (dossier, « carpeta ») ; F. (feuilleton, « folio »).*

#### Archivo del Ministerio del Interior (Bogotá)

*Fond :*

Ministerio Gobierno-Interior

*Séries :*

Despacho ministro

Despacho Viceministro

Dirección general de asuntos territoriales

*Les archives du ministère de l'Intérieur (AMI) sont citées à l'aide des abréviations suivantes : Fd. (fond, « fundo ») ; S. (série « seria ») ; C. (carton, « caja ») ; D. (dossier, « carpeta »).*

#### Digital National Security Archive (en ligne)

*Fond :*

Colombia and the U.S.: Political Violence, Narcotics, and Human Rights, 1948–2010

*Séries :*

Chiquita Papers

War Against Drugs

Plan Colombia

#### Archivo de la Presidencia (Bogotá)

*Fond :*

Misael Pastrana

*Série :*

Correspondencia enviada

Archivo Historico Del Magdalena (Santa Marta)

*Fonds :*

1976

1977

1978

1979

Archivo de los Derechos Humanos del Centro Nacional de Memoria Histórica (en ligne)

*Fonds :*

Centro de Memoria Histórica

José Rivera Mesa

Corporación para el Fomento de la Investigación y el Desarrollo Comunitario

Dirección de Archivo de los Derechos Humanos

Anales del Congreso (en ligne)

*Fonds :*

Camara de representantes

Senado de la Republica

*Documents judiciaires*

Colombie

Corte Constitucional de Colombia

Jurisdicción Especial para la Paz, Sala de Definición de Situaciones Jurídicas

Juzgado penal del circuito especializado de Santa Marta

Juzgado Décimo Penal del Circuito Especializado de Bogotá

Tribunal Superior de Bogotá, Sala de Decisión Penal de Extinción del Derecho de Dominio

Tribunal Superior de Bogotá, Sala de Justicia y Paz

Tribunal Superior de Barranquilla, Sala de Justicia y Paz

Corte Suprema de Justicia, Sala de Casación Pena

Tribunal Superior del Distrito Judicial de Cartagena, Sala Civil Especializada en Restitución de Tierras

Tribunal Superior del Distrito Judicial de Cartagena, Sala civil especializada en restitución de tierras

Juzgado Cuarto Civil del Circuito Especializado en Restitución de Tierras de Sincelejo en Santa Marta

Juzgado Segundo Civil del Circuito Especializado en Restitución de Tierras de Santa Marta  
Unidad de Restitución de Tierras de Santa Marta

### Etats-Unis

Superior Court of the State of California for the County of Los Angeles

United States Court of Appeals for the Tenth Circuit

United States District Court for the District of Columbia

United States District Court Souther District of Florida

### *Publications périodiques*

*El Informador* (Santa Marta)

*El Tiempo* (Bogotá)

*Voz* (Bogotá)

*Verdad Abierta* (en ligne)

### *Rapports institutionnels*

Banque Mondiale. 1967. « Central America - Economic development and prospects (Vol. 3) : Agriculture ». Washington, D.C. : Banque Mondiale.

———. 1973. « Colombia - The development of Colombian agriculture ». Washington, D.C. : Banque Mondiale.

CEPAL. 1982. « Bargaining Position and Distribution of Gains in the Banana Industry of the Union of Banana Exporting Countries, Especially Honduras and Panama ». E/CEPAL/R.321. Santiago : Comisión Económica para América Latina y el Caribe.

———. 1995. « El mercado mundial del banano ». LC/R.1504. Santiago: Comisión Económica para América Latina y el Caribe.

- CVC. 2022a. *Colombia adentro. Relatos territoriales sobre el conflicto armado. Caribe*. Bogotá: Comisión para el Esclarecimiento de la Verdad, la Convivencia y la No Repetición.
- . 2022b. *Hay Futuro si Hay Verdad. Informe Final. Hallazgos y recomendaciones*. Bogotá: Comisión para el Esclarecimiento de la Verdad, la Convivencia y la No Repetición.
- FAO. 1959. « Informe sobre la misión en Colombia del 1 de julio de 1958 al 30 de junio de 1959 ». Rome: Food and Agriculture Organization.
- . 1975. « Development and diversification of agricultural production, Magdalena area, Colombia. Soils of the bananas producing area of the Magdalena river ; classification, identification and capability ». Rome: Food and Agriculture Organization.
- . 1986a. *La economía mundial del banano 1970-1984 : estructura, desempeño y perspectivas*. Rome: Food and Agriculture Organization.
- . 1986b. « The World Banana Economy, 1970-1984: Structure, Performance, and Prospects ». Washington, D.C.: Food and Agriculture Organization.
- . 2004. *L' Economie Mondiale de la Banane 1985-2002*. Rome: Food and Agriculture Organization of the United Nations.
- INCORA. 1967. « Estado Actual y Perspectivas Agroeconomicas de la Zona Bananera de Santa Marta y del Area de Influencia en el Departamento del Magdalena Proyecto No.4 ». Bogotá: INCORA.
- . 1970. « Estudio de Factibilidad Técnico y Económico para Integración de los Distritos de Riego de la Zona Bananera ». Bogotá: INCORA.
- OIT. 2003a. « Colombia: dinámica laboral 1994 - 2003 ». Lima : Organisation Internationale du Travail.
- OIT. 2003b. « Legislación laboral, salarios y empleo en colombia: 1976-1999 ». Lima : Organisation Internationale du Travail.
- PNUD. 2011. *Reconocer el pasado, construir el futuro: resumen ejecutivo : informe sobre violencia contra sindicalistas y trabajadores sindicalizados 1984-2011*. Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo. Bogotá.
- UNCTAD. 2003. *Major Developments and Recent Trends in International. Banana Marketing Structures*. United Nations Conference on Trade and Development. Genève.
- UPEB. 1986. *Mercado bananero mundial: comportamiento reciente y perspectivas*. Unión de Países Exportadores de Banano, Bogotá.

#### *Bases de données*

- Augura. 1982. « Canasta bananera : indice de costos de produccion de una caja de banano para exportacion ».
- . 1995. *Anuario estadistico bananero*. Édité par Fernando ALberto Montoya Jaramillo. Augura. Medellín.
- DANE, 1928. *Censo de población del año 1928*. Departamento Administrativo de Estadística. Bogotá.
- DANE, 1938. *Censo de población del año 1938*. Departamento Administrativo de Estadística. Bogotá.
- DANE, 1951. *Censo de población del año 1951*. Departamento Administrativo de Estadística. Bogotá.

- DANE, 1964. *Censo de población del año 1964*. Departamento Administrativo de Estadística. Bogotá.
- DANE, 1973. *Censo de población del año 1973*. Departamento Administrativo de Estadística. Bogotá.
- DANE, 1984. *Censo de población del año 1984*. Departamento Administrativo de Estadística. Bogotá.
- DANE. 1991. *Boletín de estadística marzo 1991*. Departamento Administrativo de Estadística. Bogotá.
- DANE, 1993. *Censo de población del año 1993*. Departamento Administrativo de Estadística. Bogotá.
- DANE. 2014. *Censo Nacional Agropecuario*. Departamento Administrativo de Estadística. Bogotá. <https://www.dane.gov.co/index.php/estadisticas-por-tema/agropecuario/censo-nacional-agropecuario-2014>. Consulté le 02 mai 2023.
- DANE. 2019. *Estadísticas de Exportaciones - EXPO - 1970 a 1990*. Departamento Administrativo de Estadística. <https://microdatos.dane.gov.co/index.php/catalog/556>. Consulté le 15 novembre 2022.
- DANE. 2020. *Estadísticas de Exportaciones - EXPO - 1991 a 2004*. Departamento Administrativo de Estadística. <https://microdatos.dane.gov.co/index.php/catalog/555>. Consulté le 15 novembre 2022.
- FAOSTAT. 2023, *Production, prix, commerce*. <https://www.fao.org/faostat>. Consulté le 05 avril 2022.
- GDC. 2023. *Base de données généalogiques*. Genealogías de Colombia, <https://www.genealogiasdecolombia.co/>. Consulté le 14 février 2023
- GEARTH. 2023, *Imagerie satellite*. Google Earth, <https://earth.google.com>. Consulté le 15 mai 2023.
- MADR. 1980. *Anuario estadístico del sector agropecuario 1979*. Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural. Bogotá.
- . 1985. *Anuario estadístico del sector agropecuario 1984*. Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural. Bogotá.
- . 1990. *Anuario estadístico del sector agropecuario 1989*. Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural. Bogotá.
- . 1991. *Anuario estadístico del sector agropecuario 1990*. Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural. Bogotá.
- . 1996. *Anuario estadístico del sector agropecuario y pesquero 1995*. Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural. Bogotá.
- . 2001. *Anuario estadístico del sector agropecuario 2000*. Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural. Bogotá.
- . 2012. *Anuario estadístico del sector agropecuario 2011*. Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural. Bogotá.
- OMC. 2020, *Casos Secuestros, Casos Desaparición Forzada, Casos Daños Bienes Civiles, Casos Asesinatos Selectivos, Casos Acciones Bélicas*. Observatorio de Memoria y Conflicto, <https://micrositios.centrodememoriahistorica.gov.co/observatorio/download/casos-se/>. Consulté le 01 juillet 2022.
- OSM. 2023, *Données cartographiques*, <https://www.openstreetmap.fr/>. Consulté le 10 juin 2023.
- UPRA. 1984. *Censo Nacional Agropecuario*. Unidad de Planificación Rural Agropecuaria. Panama.

## BIBLIOGRAPHIE

- Abello Vives, Alberto. 2015. *La isla encallada: El Caribe colombiano en el archipiélago del Caribe*. Siglo del Hombre Editores.
- Acero Vargas, Camilo. 2018. « Reforma Agraria y Poder Estatal: El Desarrollo y Declive de Las Capacidades Infraestructurales En El Sector Agropecuario (1958-1980) ». Mémoire de master. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- Acosta, Alberto. 2015. « Después del saqueo: Caminos hacia el posextractivismo ». *Perspectivas, Análisis y Comentarios Políticos América Latina* 1: 12-15.
- Aguilera Peña, Mario. 2013. « Claves y distorsiones del régimen disciplinario guerrillero ». *Análisis político* 26 (78): 45-62.
- Akram-Lodhi, A. Haroon. 2017. « The global food regime ». In *The Essential Guide to Critical Development Studies*, 301-13. Routledge.
- Alavi, Hamza. 1965. « Peasants And Revolution ». *Socialist Register* 2 (mars).
- Alonso-Fradejas, Alberto. 2018. « The rise of agro-extractive capitalism: Insights from Guatemala in the early 21st century ». Thèse de doctorat, Rotterdam: Erasmus University Rotterdam.
- Amilhat Szary, Anne-Laure. 2020. *Geopolitique des frontières: Découper la terre, imposer une vision du monde*. Le Cavalier Bleu.
- Amin, Samir. 1973. *Le développement inégal: essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Editions de Minuit.
- . 2011. *La loi de la valeur mondialisée: pour un Marx sans rivages*. Le Temps des cerises.
- Andersen, Lykke, Agnes Medinaceli, Alejandra Gonzales, Richard Anker, et Martha Anker. 2020. *Living Wage Update Report: Caribbean coast of Colombia, 2022*. Loyal Living Wage Coalition (GLWC). Genève.
- Angulo, José Cervantes. 1980. *La noche de las luciérnagas*. Plaza & Janés.
- Anner, Mark. 2015. « Labor Control Regimes and Worker Resistance in Global Supply Chains ». *Labor History* 56 (3) : 292-307.
- Aponte, Andrés Felipe. 2014. « Armar la hacienda: territorio, poder y conflicto en Córdoba, 1958-2012 ». In *Territorio y conflicto en la Costa Caribe*, par Fernán González, 95-226. Colección Territorio, Poder y Conflicto. Bogotá: Cinep-Odecofi.
- Araghi, Farshad. 2003. « Food regimes and the production of value: Some methodological issues ». *The Journal of Peasant Studies* 30 (2): 41-70.
- . 2012. « The Invisible Hand and the Visible Foot ». In *Peasants and Globalization: Political Economy, Agrarian Transformation and Development*, par A. Haroon Akram-Lodhi et Cristóbal Kay, 11-147. Routledge.
- Arango, Jorge Villegas. 1980. *Libro negro de la represión, 1958-1980*. Fundación para la Investigación y la Cultura.
- Arango, Luz Gabriela, Carmen Marina López, Universidad Nacional de Colombia, et Red de Estudios del Trabajo en Colombia, éd. 1999. *Globalización, apertura económica y relaciones industriales en América Latina*. 1. ed. Colección CES. Santafé de Bogotá : Facultad de Ciencias Humanas, UN.
- Arango, Mariano. 1977. *Propiedad territorial, producción de café y acumulación de capital, 1830-1930*, Centro de Investigaciones Económicas, CIE, Universidad de Antioquia, Medellín. Centro de Investigaciones Económicas. Medellín : CIE, Universidad de Antioquia.
- . 2014. *La tierra en la historia de Colombia*. ACCE.

- Arango Zuluaga, Carlos Andrés. 1985. *Sobrevivientes de las bananeras*. Bogotá: Ecoe.
- Aranguren, Mauricio. 2002. *Mi confesión: Carlos Castaño revela sus secretos*. Editorial La Oveja Negra.
- Archila Neira, Mauricio, et Leidy Jazmín Torres Cendales. 2009. *Bananeras: huelga y masacre 80 años*. Universidad Nacional de Colombia, Sede Bogotá, Facultad de Derecho, Ciencias Políticas y Sociales, Facultad de Ciencias Humanas, Departamento de Historia.
- Arlacchi, Pino. 1983. *Mafia, Peasants and Great Estates: Society in Traditional Calabria*. CUP Archive.
- Arrighi, Giovanni. 1970. «Labour supplies in historical perspective: A study of the proletarianization of the African peasantry in Rhodesia». *The Journal of Development Studies* 6 (3): 197-234.
- Arrighi, Giovanni, Nicole Aschoff, et Ben Scully. 2010. «Accumulation by Dispossession and Its Limits: The Southern Africa Paradigm Revisited». *Studies in Comparative International Development* 45 (4) : 410-38.
- Arrighi, Giovanni, et Jessica Drangel. 1986. «The Stratification of the World-Economy: An Exploration of the Semiperipheral Zone». *Review (Fernand Braudel Center)* 10 (1): 9-74.
- Arrighi, Giovanni, et Fortunata Piselli. 1987. «Capitalist Development in Hostile Environments: Feuds, Class Struggles, and Migrations in a Peripheral Region of Southern Italy». *Review (Fernand Braudel Center)* 10 (4): 649-751.
- Arrighi, Giovanni, et Beverly J. Silver. 1999. *Chaos and Governance in the Modern World System*. U of Minnesota Press.
- Auty, Richard. 2004. «Natural resources and civil strife: a two-stage process». *Geopolitics* 9 (1): 29-49.
- Baczko, Adam, et Gilles Dorronsoro. 2017. «Pour une approche sociologique des guerres civiles». *Revue française de science politique* 67 (2): 309.
- Baglioni, Elena. 2018. «Labour Control and the Labour Question in Global Production Networks: Exploitation and Disciplining in Senegalese Export Horticulture». *Journal of Economic Geography* 18 (1): 111-37.
- Bair, Jennifer. 2005. «Global Capitalism and Commodity Chains: Looking Back, Going Forward». *Competition & Change* 9 (2): 153-80.
- . 2009. *Frontiers of Commodity Chain Research*. Stanford University Press.
- Bair, Jennifer, Christian Berndt, Marc Boeckler, et Marion Werner. 2013. «Dis/articulating producers, markets, and regions: New directions in critical studies of commodity chains». *Environment and Planning A* 45 (novembre): 2544-52.
- Bair, Jennifer, Kevan Harris, et Phillip A. Hough. 2019. «Roads from Calabria: The Arrighian Approach to Agrarian Political Economy». *Journal of Agrarian Change* 19 (3): 391-406.
- Bair, Jennifer, et Marion Werner. 2011a. «Commodity Chains and the Uneven Geographies of Global Capitalism: A Disarticulations Perspective». *Environment and Planning A: Economy and Space* 43 (5): 988-97.
- . 2011b. «The Place of Disarticulations: Global Commodity Production in La Laguna, Mexico». *Environment and Planning A: Economy and Space* 43 (5): 998-1015.
- Ballesteros García, Stalin, et Oscar Pedraza, éd. 2016. *Tienes la Memoria chiquita*. CINEP. Santa Marta.

- Ballvé, Teo. 2012. « Everyday State Formation: Territory, Decentralization, and the Narco Landgrab in Colombia ». *Environment and Planning D: Society and Space* 30 (4): 603-22.
- . 2019. « Narco-Frontiers: A Spatial Framework for Drug-Fuelled Accumulation ». *Journal of Agrarian Change* 19 (2): 211-24.
- . 2020a. « Investigative Ethnography: A Spatial Approach to Economies of Violence ». *Geographical Review* 1-2 (110): 238-51.
- . 2020b. *The Frontier Effect: State Formation and Violence in Colombia*. Cornell University Press.
- Banaji, Jairus. 2016. « Modes of Production in a Materialist Conception of History »: *Capital & Class*, septembre.
- Barbier, Edward B. 2010. *Scarcity and Frontiers: How Economies Have Developed Through Natural Resource Exploitation*. Cambridge University Press.
- Barón, Luis Fernando. 2016. « “Se nos salió de las manos...” ». Memorias de empresarios sobre el conflicto armado en el Valle del Cauca ». *Tabula Rasa*, nº 24 (juin): 263-301.
- Barrera, Víctor Andrés. 2014. « Las vicisitudes de la integración. Trayectorias de desarrollo y conflicto armado en el Cesar ». In *Territorio y conflicto en la Costa Caribe*, par Fernán González, 227-331. Colección Territorio, Poder y Conflicto. Bogotá: Cinep-Odecofi.
- Barrientos, Stephanie. 2008. « Contract Labour: The ‘Achilles Heel’ of Corporate Codes in Commercial Value Chains ». *Development and Change* 39 (6): 977-90.
- . 2013. « ‘Labour chains’: analysing the role of labour contractors in global production networks ». *The journal of development studies* 49 (8): 1058-71.
- Barrientos, Stephanie, Uma Kothari, et Nicola Phillips. 2013. « Dynamics of Unfree Labour in the Contemporary Global Economy ». *Journal of Development Studies* 49 (8): 1037-41.
- Basualdo, Victoria, et Diego Morales. 2019. *La tercerización laboral: Orígenes, impacto y claves para su análisis en América Latina*. Siglo XXI Editores.
- Bazzi, Samuel, et Christopher Blattman. 2014. « Economic shocks and conflict: Evidence from commodity prices ». *American Economic Journal: Macroeconomics* 6 (4): 1-38.
- Beaud, Stéphane. 1996. « L’usage de l’entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l’entretien ethnographique » ». *Politix. Revue des sciences sociales du politique* 9 (35): 226-57.
- Beckert, Sven, Ulbe Bosma, Mindi Schneider, et Eric Vanhaute. 2021. « Commodity Frontiers and the Transformation of the Global Countryside: A Research Agenda ». *Journal of Global History*, juin, 1-16.
- Beckford, George L. 1999. *Persistent Poverty: Underdevelopment in Plantation Economies of the Third World*. University of the West Indies Press.
- Bejarano, Ana María. 1988. « La violencia regional y sus protagonistas: el caso de Urabá ». *Análisis Político*, nº 4 (mai): 43-54.
- Belt Rodriguez, Tamara Claudia. 1995. « Agricultural Modernisation in Colombia 1936-1990: Markets, Institutions and Technology in Sugar, Banana and Potato Production. » Thèse de doctorat. London School of Economics and Political Science.
- Beltrán, Esperanza Ardila, Álvaro Merlano Acevedo, et Luis González Martínez. 2013. « Memorias de la bonanza marimbera en Santa Marta ». *Oraloteca*, nº 5: 54-79.
- Benei, Veronique. 2018. « Reflexiones sobre la importancia de la esclavitud en Santa Marta de los siglos XVI a XIX1 ». In *Historia de Santa Marta y el « Magdalena Grande » Del*

- período Nahuange al siglo XXI. Tomo 1*, édité par Jorge Enrique Elías-Caro et Joaquín Hoz Viloria De La. Editorial Unimagdalena.
- Benjaminsen, Tor A., Faustin P. Maganga, et Jumanne Moshi Abdallah. 2009. « The Kilosa Killings: Political Ecology of a Farmer–Herder Conflict in Tanzania ». *Development and Change* 40 (3): 423-45.
- Benjaminsen, Tor A., et Hanne Svarstad. 2009. « Qu'est-ce que la "political ecology" ? » *Natures Sciences Sociétés* 17 (1): 3-11.
- Bergquist, Charles W. 2006. *Coffee and Conflict in Colombia, 1886-1910*.
- Berman-Arévalo, Eloisa. 2019. « Mapping Violent Land Orders: Armed Conflict, Moral Economies, and the Trajectories of Land Occupation and Dispossession in the Colombian Caribbean ». *The Journal of Peasant Studies*, septembre, 1-19.
- Berndt, Christian. 2018. « Uneven Development, Commodity Chains and the Agrarian Question ». *Progress in Human Geography*, mars, 030913251875999.
- Bernstein, Henry. 2010. *Class Dynamics of Agrarian Change*. Halifax, N.S. : Sterling, VA: A Kumarian Press Book.
- Bernstein, Henry, et Terence J. Byres. 2001. « From Peasant Studies to Agrarian Change ». *Journal of Agrarian Change* 1 (1): 1-56.
- Bernstein, Henry, et Liam Campling. 2006. « Commodity Studies and Commodity Fetishism I: Trading Down ». *Journal of Agrarian Change* 6 (2): 239-64.
- Bertaux, Daniel. 1997. *Les récits de vie: perspective ethnosociologique*. Nathan.
- Betancourt, Darío, et Martha Luz García. 1994. *Contrabandistas, marimberos y mafiosos: historia social de la mafia colombiana, 1965-1992*. T.M. Editores.
- Betancourt Echeverry, Darío. 1999. « Memoria individual, memoria colectiva y memoria histórica: Lo secreto y lo escondido en la narración y el recuerdo ». *Hojas Universitarias*, n° 47: 17-22.
- Billon, Philippe Le. 2014. *Wars of Plunder: Conflicts, Profits and the Politics of Resources*. Oxford University Press.
- Blair, Elsa. 2005. *Muertes violentas: la teatralización del exceso*. Universidad de Antioquia.
- Blok, Anton. 1972. « The Peasant and the Brigand: Social Banditry Reconsidered ». *Comparative Studies in Society and History* 14 (4): 494-503.
- . 1988. *The Mafia of a Sicilian Village, 1860-1960: A Study of Violent Peasant Entrepreneurs*. Waveland Press.
- Bonanno, Alessandro, éd. 2014. *Labor Relations in Globalized Food*. 1. ed. Research in Rural Sociology and Development 20. Bingley: Emerald.
- Bonnet, Carlos, Virginia Serna, et Eliecer Espinosa. 1979. « Organización y funcionamiento de las empresas comunitarias bananeras en el Departamento del Magdalena ». Santa Marta: Universidad del Magdalena.
- Botero Herrera, Fernando. 1988. « La evolución de la economía bananera en la década de los ochenta: la experiencia colombiana ». In *Cambio y continuidad en la economía bananera*, FLACSO, 49-76. San José: Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales : Centro de Estudios Democráticos de América Latina.
- . 1990. *Urabá: colonización, violencia y crisis del estado*. 1. ed. Colección Clío de historia colombiana. Medellín, Colombia: Editorial Universidad de Antioquia.
- Botero Herrera, Fernando, et Alvaro Guzmán Barney. 1977. « El enclave agrícola en la zona bananera de Santa Marta ». *Cuadernos colombianos* 3: 309-91.
- Bourdieu, Pierre. 1997. *Méditations pascaliennes*. Le Grand livre du mois.
- Bourgois, Philippe. 1989. *Ethnicity at Work: Divided Labor on a Central American Banana Plantation*. Johns Hopkins University Press.

- . 1994. *Banano, etnia y lucha social en Centro América*. Editorial Departamento Ecuménico de Investigaciones (DEI).
- . 2003. « One Hundred Years of United Fruit Company Letters ». In *Banana Wars: Power, Production, and History in the Americas*, par Steve Striffler et Mark Moberg, 103-44. Duke University Press.
- . 2015. « Insecurity, the war on drugs, and crimes of the state: Symbolic violence in the Americas ». *Violence at the urban margins*, 305-21.
- Bozzi, Martha Luz Ospina, et Doris Ochoa Jaramillo. 1998. *La palma africana en Colombia: apuntes y memorias*. Federación Nacional de Cultivadores de Palma de Aceite.
- Brading, David A. 1990. « La España de los Borbones y su imperio americano ». In *Historia de América Latina, Vol. 2, 1990 (América latina colonial, Europa y América en los siglos XVI, XVII, XVIII)*, ISBN 84-7423-437-9, págs. 85-126, 85-126. Crítica.
- Brass, Tom, et Henry Bernstein. 1992. « Introduction: Proletarianisation and Deproletarianisation on the Colonial Plantation ». *Journal of Peasant Studies* 19 (3-4): 1-40.
- Breman, Jan. 1996. *Footloose Labour: Working in India's Informal Economy*. Cambridge University Press.
- . 2015. *Mobilizing Labour for the Global Coffee Market: Profits from an Unfree Work Regime in Colonial Java*. Amsterdam University Press.
- Brittain, James J. 2005. « A Theory of Accelerating Rural Violence: Lauchlin Currie's Role in Underdeveloping Colombia ». *The Journal of Peasant Studies* 32 (2): 335-60.
- Britto, Lina. 2020. *Marijuana Boom: The Rise and Fall of Colombia's First Drug Paradise*. Univ of California Press.
- Bucheli, Marcelo. 2003. « United Fruit Company in Latin America ». In *Banana Wars: Power, Production, and History in the Americas*, par Steve Striffler et Mark Moberg, 91-111. Duke University Press Books.
- . 2004. « Enforcing Business Contracts in South America: The United Fruit Company and Colombian Banana Planters in the Twentieth Century ». *The Business History Review* 78 (2): 181-212.
- . 2005. *Bananas and Business: The United Fruit Company in Colombia, 1899-2000*. New York: NYU Press.
- . 2013. *Después de la hojarasca: United Fruit Company en Colombia, 1899-2000*. Universidad de los Andes, Facultad de Ciencias Sociales, Departamento de Historia.
- Bufacchi, Vittorio. 2005. « Two Concepts of Violence ». *Political Studies Review* 3 (2): 193-204.
- . 2007. *Violence and Social Justice*. Springer.
- Buijtenhuijs, Robert. 2000. « Peasant Wars in Africa: Gone with the Wind? » In *Disappearing Peasantries?: Rural Labour in Africa, Asia and Latin America*, par Don Mead et Dorothy McCormick. Intermediate Technology Publications.
- Bunker, Stephen. 1984. « Modes of Extraction, Unequal Exchange, and the Progressive Underdevelopment of an Extreme Periphery: The Brazilian Amazon, 1600-1980 ». *American Journal of Sociology* 89 (5): 1017-64.
- . 2005. « The Poverty of Resource Extraction ». *Research in Rural Sociology and Development* 11 (novembre): 211-26.
- Burawoy, Michael. 1982. *Manufacturing Consent: Changes in the Labor Process Under Monopoly Capitalism*. University of Chicago Press.
- Burbach, Roger, et Patricia Flynn. 1980. *Agribusiness in the Americas*. Monthly Review Press.
- Butler, Judith. 2011. *Gender trouble: Feminism and the subversion of identity*. routledge.

- Cadilhon, Jean-Joseph, Andrew Fearn, David Hughes, et Paule Moustier. 2003. « Wholesale Markets and Food Distribution in Europe: New Strategies for Old Functions, CFCR discussion paper 2 ». London: Centre for Food Chain Research.
- Camargo, Frank Molano. 2016. « De ciénaga a urabá: el largo siglo violento de los monopolios imperialistas bananeros en Colombia ». In *Tienes la Memoria chiquita*, édité par Stalin Ballesteros García et Oscar Pedraza, CINEP, 45-56. Santa Marta.
- Cantor, Renán Vega. 2002. *Gente muy rebelde: Enclaves, transportes y protestas obreras*. Ediciones Pensamiento Crítico.
- Carranza-Franco, Francy. 2019. *Demobilisation and Reintegration in Colombia: Building State and Citizenship*. Routledge.
- Carroll, Leah Anne. 2011. *Violent Democratization: Social Movements, Elites, and Politics in Colombia's Rural War Zones, 1984-2008*. University of Notre Dame Press.
- Casas, María Isabel. 2012. *Imperceptiblemente nos encerraron: exclusión del sindicalismo y lógicas de la violencia antisindical en Colombia 1979 - 2010*. 1. ed. Bogotá: Comisión Colombiana de Juristas.
- Castañeda, German, et Yenis Sossa. 1992. « Estudio socio-económico del corregimiento de Varela municipio de Ciénaga - departamento del Magdalena ». Administración Agropecuaria, Santa Marta: Universidad del Magdalena.
- Castillo, Fabio. 1987. *Los jinetes de la cocaína*. 1a ed edition. Bogotá, Colombia: Editorial Documentos Periodísticos.
- Castillo, Luis David. 2022. « Paramilitares y cafeteros en la Sierra Nevada de Santa Marta: desencuentros en torno a la seguridad privada y la represión social ». Mémoire de master. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- Castrillón, Alberto Castrillón. 1974. *120 días bajo el terror militar*. Editorial Tupac-Amaru.
- Catanzaro, Raimondo. 1992. *Men of Respect: A Social History of the Sicilian Mafia*. Free Press.
- CCJ. 2018. *Organizaciones sucesoras del paramilitarismo*. Comisión Colombiana de Juristas. Bogotá.
- Champagne, Patrick. 2013. « L'enquête par l'entretien: la pratique du sociologue ». In *Histoire orale en question*, 149-66.
- Chapman, Peter. 2014. *Bananas: How the United Fruit Company Shaped the World*. Open Road + Grove/Atlantic.
- Charris, Julio, Alberto Fernández, et Miriam Márquez. 1992. « Familia y consumo cabecera municipal de Ciénaga – Magdalena ». Mémoire de master. Santa Marta: Universidad del Magdalena.
- Chauveau, Jean-Pierre, Jacobo Grajales, et Éric Léonard. 2020. « Introduction : foncier et violences politiques en Afrique. Pour une approche continuiste et processuelle ». *Revue internationale des études du développement* 243 (3): 7-35.
- Chauveau, Jean-Pierre, et Paul Richards. 2008. « West African Insurgencies in Agrarian Perspective: Côte d'Ivoire and Sierra Leone Compared ». *Journal of Agrarian Change* 8 (4): 515-52.
- Chayanov, Aleksandr V. 1986. *A.V. Chayanov on the Theory of Peasant Economy*. Univ of Wisconsin Press.
- Chevalier, Auguste. 1944. « Contribution à l'histoire de l'introduction des bananes en France et à l'historique de la culture bananière dans les Colonies françaises. » *Revue de botanique appliquée et d'agriculture coloniale* 24 (272): 116-27.
- Chivallon, Christine. 2022. *L'humain - L'Inhumain: L'impensé des nouveaux matérialismes (matérialité, ontologie, plantationocène)*. Atlantiques déchaînés.

- Chomsky, Aviva. 2007. « Globalization, Labor, and Violence in Colombia's Banana Zone ». *International Labor and Working-Class History*, n° 72,: 90-115.
- . 2021. *Central America's Forgotten History: Revolution, Violence, and the Roots of Migration*. Beacon Press.
- CJYC. 2018. *Magdalena Volver a Nacer en Nuestras Tierras*. Corporación Jurídica Yira Castro. Bogotá.
- Clairmonte, Frédéric. 1974. « Les inégalités structurelles de l'économie mondiale de la banane ». *Le Monde diplomatique*, 1 octobre 1974.
- . 1984. « La dynamique capitaliste de la banane et du tabac »: In *La gestion des ressources naturelles d'origine agricole*, édité par Philippe Kahn et Jean-Claude Fritz, 217-45. Paris: Librairies techniques.
- Clapp, Jennifer. 2016. *Food*. John Wiley & Sons.
- . 2022. « Concentration and Crises: Exploring the Deep Roots of Vulnerability in the Global Industrial Food System ». *The Journal of Peasant Studies*, octobre, 1-25.
- Clegg, P. 2002. *The Caribbean Banana Trade: From Colonialism to Globalization*. Springer.
- CNMH. 2010. *La tierra en disputa. Memorias de despojo y resistencia en la Costa Caribe (1960-2010)*. Bogotá: Centro Nacional de Memoria Histórica.
- . 2011a. *Mujeres que hacen historia: tierra, cuerpo y política en el Caribe colombiano*. Édité par Ester Judith Polo Zabala, Viviana Quintero, Pilar Riaño, et María Emma Wills. 1. ed. Pensamiento. Bogotá: Centro Nacional de Memoria Histórica.
- , éd. 2011b. *Mujeres y guerra: víctimas y resistentes en el Caribe colombiano*. Primera edición. Taurus pensamiento. Bogotá, Colombia: CNRR, Grupo de Memoria Histórica : Ediciones Semana : Taurus.
- . 2013. *Recordar y narrar el conflicto: herramientas para reconstruir memoria histórica*. Édité par Pilar Riaño-Alcalá. Bogotá: Centro Nacional de Memoria Histórica.
- . 2014a. *Guerrilla y población civil: trayectoria de las FARC 1949-2013*. Bogotá: Centro Nacional de Memoria Histórica.
- . 2014b. « Patronos » y campesinos tierra, poder y violencia en el Valle del Cauca (1960-2012). Bogotá: Centro Nacional de Memoria Histórica.
- . 2015a. *Limpieza social una violencia mal nombrada*. Bogota: Centro Nacional de Memoria Histórica.
- . 2015b. *Una nación desplazada: informe nacional del desplazamiento forzado en Colombia*. Bogotá: Centro Nacional de Memoria Histórica.
- . 2017a. *Campesinos de tierra y agua. Campesinado en el Magdalena*. Édité par Carmen Andrea Bercerra Bercerra et John Jairo Rincón García. Bogotá: Centro Nacional de Memoria Histórica.
- . 2017b. *En honor a su memoria : victimas del Bloque Norte de las AUC en el Caribe colombiano*. Bogotá.
- . 2018a. *La memoria nos abre camino: Balance metodológico del CNMH para el esclarecimiento histórico*. Centro Nacional de Memoria Histórica.
- . 2018b. *Paramilitarismo balance de la contribución del CNMH al esclarecimiento histórico*. Primera edición. Bogotá: Centro Nacional de Memoria Histórica.
- . 2018c. *Tierra y carbón en la vorágine del Gran Magdalena*. Bogotá: Centro Nacional de Memoria Histórica.
- , éd. 2018d. *Todo pasó frente a nuestros ojos: el genocidio de la Unión Patriótica, 1984-2002*. Bogotá: Centro Nacional de Memoria Histórica.
- . 2019a. *Isaza, el clan paramilitar. Las Autodefensas Campesinas del Magdalena Medio*. Bogotá: Centro Nacional de Memoria Histórica.

- . 2019b. *Memoria histórica con víctimas de violencia sexual: Aproximación conceptual y metodológica*. Centro Nacional de Memoria Histórica. Bogotá.
- . 2019c. *Y a la vida por fin daremos todo... Memorias de las y los trabajadores y extrabajadores de la agroindustria de la palma de aceite en el Cesar. 1950-2018*. Édité par John Jairo Rincón García. Centro Nacional de Memoria Histórica. Bogotá.
- . 2020. «Financiación de los grupos paramilitares según los firmantes de los Acuerdos de la Verdad». 2020. <https://micrositios.centrodememoriahistorica.gov.co/>
- . 2021a. «Aucefran, ejemplo de organización campesina». Las Franciscas. 2021. <https://micrositios.centrodememoriahistorica.gov.co/las-franciscas/la-historia-de-aucefran/>.
- . 2021b. *La tierra se quedó sin su canto. Trayectoria e impactos del Bloque Norte en los departamentos de Atlántico, Cesar, La Guajira y Magdalena. Tomo I*. Bogotá: Centro Nacional de Memoria Histórica.
- . 2021c. *La tierra se quedó sin su canto. Trayectoria e impactos del Bloque Norte en los departamentos de Atlántico, Cesar, La Guajira y Magdalena. Tomo II*. Bogotá: Centro Nacional de Memoria Histórica.
- CNRR, éd. 2011. *San Carlos: memorias del éxodo en la guerra*. 1. ed. Pensamiento. Bogotá: Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación.
- Collier, Paul. 2003. *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*. World Bank Publications.
- Collier, Paul, et Anke Hoeffler. 2004. «Greed and Grievance in Civil War». *Oxford Economic Papers* 56 (4): 563-95.
- Corso, Adriana Mercedes, et Catherine LeGrand. 2004. «Los archivos notariales como fuente histórica: una visión desde la zona bananera del Magdalena». *Anuario Colombiano de Historia Social y de la Cultura* 0 (31): 159-208.
- Cramer, Christopher. 2002. «Homo Economicus Goes to War: Methodological Individualism, Rational Choice and the Political Economy of War». *World Development* 30 (11): 1845-64.
- . 2006. *Civil War Is Not a Stupid Thing: Accounting for Violence in Developing Countries*. Hurst & Company.
- Cramer, Christopher, et Paul Richards. 2011. «Violence and War in Agrarian Perspective». *Journal of Agrarian Change* 11 (3): 277-97.
- Crost, Benjamin, et Joseph H Felter. 2020. «Export Crops and Civil Conflict». *Journal of the European Economic Association* 18 (3): 1484-1520.
- Cuan, Gina, Alfonso Delgado, et Max Pardo. 1994. «Estudio socio-económico de 180 trabajadores bananeros y su potencialidad para crear cooperativas (empresas afiliadas a fundeban sevilla, magdalena)». Mémoire de master. Santa Marta: Universidad del Magdalena.
- Davila Saenz, Juana. 2018. «A Land of Lawyers, Experts and “Men Without Land”: The Politics of Land Restitution and the Techno-Legal Production of “Dispossessed People” in Colombia», Thèse de doctorat. Oxford : Harvard University
- De Janvry, Alain, et Elisabeth Sadoulet. 1983. «Social articulation as a condition for equitable growth». *Journal of Development Economics* 13 (3): 275-303.
- De Neve, Geert. 2014. «Entrapped entrepreneurship: Labour contractors in the South Indian garment industry». *Modern Asian Studies* 48 (5): 1302-33.
- Delgado, Álvaro. 2006. «El Conflicto Laboral en el Magdalena Medio». In *Conflictos, poderes e identidades en el Magdalena Medio, 1990-2001*, édité par Mauricio Archila et Ingrid J. Bolívar, 85-163. Bogotá, Colombia : CINEP.

- Delgado Guzmán, Álvaro. 2003. « Reflexiones sobre la Crisis Actual del Sindicalismo Colombiano ». *Boletín Actualidad Colombiana*, 2003, CINEP édition.
- Delgado, Sergio Coronado, et Kristina Dietz. 2013. « Controlando territorios, reestructurando relaciones socio-ecológicas: La globalización de agrocombustibles y sus efectos locales, el caso de Montes de María en Colombia ». *IBEROAMERICANA. América Latina - España - Portugal* 13 (49): 93-115.
- Descamps, Florence. 2006. *Les sources orales et l'histoire: récits de vie, entretiens, témoignages oraux*. Editions Bréal.
- Di Méo, Guy, et Pascal Buléon. 2005. *L'espace social: Lecture géographique des sociétés*. Armand Colin.
- Díaz, María Aguilera. 2002. « Palma aficana en la Costa Caribe: un semillero de empresas solidarias ». *Documentos de trabajos sobre economía regional. Banco de la Republica*, n° 30: 55.
- Dombois, Rainer, et Luz Jeannette Quintero. 2019. « En el laberinto de la violencia: los sindicatos en la guerra civil colombiana ». *Sociología del Trabajo*, n° 94: 3-27.
- Dube, Oeindrila, et Juan F. Vargas. 2013. « Commodity price shocks and civil conflict: Evidence from Colombia ». *The review of economic studies* 80 (4): 1384-1421.
- Duperrex, Matthieu. 2019. *Voyages en sol incertain : enquête dans les deltas du Rhône et du Mississippi*. Éditions Wildproject.
- Echeverría, Luis García. 2019. *La economía colombiana y la economía mundial. 1950-2017*. 1<sup>re</sup> éd. Pontificia Universidad Javeriana.
- Elías-Caro, Jorge E. 2009. « Aspectos socioeconómicos de la esclavitud en Santa Marta durante el Siglo XIX ». In *Santa Marta del olvido al recuerdo: Historia económica y social de más de cuatro siglos*. Editorial Unimagdalena.
- . 2011. « La Masacre Obrera de 1928 En La Zona Bananera Del Magdalena-Colombia: Una Historia Inconclusa ». *Andes (Salta)*, n° 22: 99-134.
- . 2016. « El Banco Bananero del Magdalena (Colombia) y el Holding gremial: Iniciativa sectorial-regional imperiosa, práctica empresarial fallida, 1958-1977 ». *Memorias. Revista Digital de Historia y Arqueología desde el Caribe*, n° 28: 263-303.
- ENS. 2000. *Los derechos humanos de los trabajadores sindicalizados en Colombia durante 1999*. Escuela Nacional Sindical. Vol. 8. Cuaderno de Derechos Humanos. Medellín.
- Escobar, Arturo, et Eduardo Restrepo. 2009. « Anthropologies hégémoniques et colonialité ». *Cahiers des Amériques latines*, n° 62 (décembre): 83-95.
- Escobar, Cristina. 1983. *Trayectoria de la ANUC*. CINEP.
- Euraque, Dario A. 2003. « The Threat of Blackness to the Mestizo Nation: Race and Ethnicity in the Honduran Banana Economy, 1920s and 1930s ». In *Banana Wars: Power, Production, and History in the Americas*, par Steve Striffler et Mark Moberg. Duke University Press.
- Fajardo, Darío. 1983. *Haciendas, campesinos y políticas agrarias en Colombia, 1920-1980*. Editorial Oveja Negra.
- . 2014a. *Las guerras de la agricultura colombiana, 1980-2010*. ILSA Instituto Latinoamericano para una Sociedad y un Derecho Alternativos.
- . 2014b. « Fronteras, Colonizaciones, y Construcción Social del Espacio ». In *Frontera y poblamiento: estudios de historia y antropología de Colombia y Ecuador*, édité par Chantal Caillavet et Ximena Pachón, 237-82. Travaux de l'IFEA. Lima: Institut français d'études andines.
- Farge, Arlette. 2013. *Le goût de l'archive*. Média Diffusion.
- Favarel-Garrigues, Gilles, et Laurent Gayer. 2021. *Fiers de punir: Le monde des justiciers hors-la-loi*. Seuil.

- Figuerola, Yadira. 1994. « Un lustro en la economía del banano en la zona bananera del magdalena: 1989-1993 ». Mémoire de master. Santa Marta: Universidad del Magdalena.
- Florido, Carmen, Ana Aldanondo, et Marta Jacob. 2002. « Firm Behaviour and Interaction in the European Banana Market: 1960-1993 ». *Journal of Agricultural Economics* 53 (2): 319-44.
- Forster, Cindy. 2003. « “The Macondo of Guatemala” : Banana Workers and National Revolution in Tiquisate, 1944- 1954 ». In *Banana Wars: Power, Production, and History in the Americas*, par Steve Striffler et Mark Moberg, 191-228. Duke University Press Books.
- FOS. 2013. « Apoye al líder sindical Pablo Vargas y a los trabajadores de Montelimar ». *www.fos.ngo* (blog). 2013.
- Foster, John Bellamy. 2000. « Monopoly Capital at the Turn of the Millennium ». *Monthly Review* 51 (11): 1.
- Fourchard, Laurent. 2018. « État de littérature. Le vigilantisme contemporain. Violence et légitimité d’une activité policière bon marché ». *Critique internationale* 78 (1): 169-86.
- Franco, Vilma Liliana, et Juan Diego Restrepo. 2011. « Empresarios palmeros, poderes de facto y despojo de tierras en el Bajo Atrato ». *La economía de los paramilitares. Redes de corrupción, negocios y política*, 269-356.
- Franks, Julie. 1995. « The Gavilleros of the East: Social Banditry as Political Practice in the Dominican Sugar Region, 1900–1924 ». *Journal of Historical Sociology* 8 (2): 158-81.
- Friedland, William H. 1994. « The Global Fresh Fruit and Vegetable System: An Industrial Organization Analysis ». In *The Global Restructuring of Agro-Food Systems*, par Philip McMichael, 173-89. Cornell University Press.
- . 2004. « Agrifood globalisation and commodity systems ». *The International Journal of Sociology of Agriculture and Food* 12: 5-16.
- Friedmann, Harriet. 2005. « Feeding the Empire: The Pathologies of Globalized Agriculture ». *Socialist Register* 41.
- Friedmann, Harriet, et Philip McMichael. 1989. « Agriculture and the State System : The Rise and Decline of National Agricultures, 1870 to the Present ». *Sociologia Ruralis* 29 (2): 93-117.
- Fuchs, Doris, et Agni Kalfagianni. 2010. « The Causes and Consequences of Private Food Governance ». *Business and Politics* 12 (3): 1-34. <https://doi.org/10.2202/1469-3569.1319>.
- Gago, Verónica, et Sandro Mezzadra. 2017. « A Critique of the Extractive Operations of Capital: Toward an Expanded Concept of Extractivism ». *Rethinking Marxism* 29 (4): 574-91.
- Gallant, Thomas W. 1999. « Brigandage, piracy, capitalism, and state-formation: transnational crime from a historical world-systems perspective ». *States and illegal practices*, 25-62.
- Gallego, Carlos Medina. 1990. *Autodefensas, paramilitares y narcotráfico en Colombia: origen, desarrollo y consolidación : el caso « Puerto Boyacá »*. Editorial Documentos Periodísticos.
- Galtung, Johan. 1969. « Violence, Peace, and Peace Research ». *Journal of Peace Research* 6 (3): 167-91.
- Galvis, Diana Carolina, et María Alejandra Prada. 2006. « Globalización, apertura y sindicalismo en Colombia 1990-2005 ». Mémoire de master. Bogotá: Los Andes.

- Gambetta, Diego. 1996. *The Sicilian Mafia: The Business of Private Protection*. Harvard University Press.
- García Alonso, Roberto. 2022. « La política de memoria en Colombia. El relato histórico del Centro Nacional de Memoria Histórica ». *Pasado y Memoria*, n° 25 (juillet): 375.
- García, Clara Inés. 1996. *Urabá: región, actores y conflicto, 1960-1990*. Cerec.
- Garzón, Maite Yie. 2015. *Del patrón-Estado al Estado-patrón: la agencia campesina en las narrativas de la reforma agraria en Nariño*. Pontificia Universidad Javeriana.
- Gayer, Laurent. 2019. « Qui gardera les gardiens ? Sécurité industrielle et production d'incertitude à Karachi ». *Les études du CERI*, n° 243 (avril): 2-41.
- . 2020. « Le Capitalisme Irrégulier. Ordre Industriel et Désordres Urbains à Karachi (Pakistan) ». HDR, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne: CNRS/CERI-Sciences Po.
- . 2023. *Le capitalisme à main armée - Caïds et patrons à Karachi*. CNRS Editions.
- Gereffi, Gary, John Humphrey, et Timothy Sturgeon. 2005. « The governance of global value chains ». *Review of International Political Economy* 12 (1): 78-104.
- Gilard, Jacques. 2005. « Zone Bananière de Santa Marta : les planteurs de l'or vert ». *Caravelle*, n° 85: 95-114.
- . 2017a. « La Zona Bananera ». In *Obra literaria*, par Alvaro Cepeda Samudio, Sílabá Editores, 8-50. Bogotá: Sílabá Editores.
- . 2017b. « La Zona Bananera de Santa Marta (Colombia) Tres recuerdos de la gloria perdida ». In *Obra literaria*, par Alvaro Cepeda Samudio, Sílabá Editores, 52-60. Bogotá: Sílabá Editores.
- Gill, Lesley. 2016. *A Century of Violence in a Red City: Popular Struggle, Counterinsurgency, and Human Rights in Colombia*. Duke University Press.
- Giraldo, Ignacio Torres. 1967. *Los inconformes: resumen de la historia de los colombianos*. Editorial Bedout.
- Goebertus, Juanita. 2008. « Palma de aceite y desplazamiento forzado en Zona Bananera: "trayectorias" entre recursos naturales y conflicto ». *Colombia Internacional*, n° 67 (janvier): 152-75.
- Gómez Albarello, Juan Gabriel. 2021. *¿Por Coacción o por Convicción? Multinacionales y Violencia Antisindical Letal*. Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales (IEPRI), Universidad Nacional de Colombia. Bogotá.
- Gómez, Carlos J. L., Luis Sánchez-Ayala, et Gonzalo A. Vargas. 2015. « Armed conflict, land grabs and primitive accumulation in Colombia: micro processes, macro trends and the puzzles in between ». *The Journal of Peasant Studies* 42 (janvier): 255-74.
- González, Fernán. 2006. « Conflicto Armado, Movilización Social y Construcción de Región en el Magdalena Medio. Conclusiones y Comentarios ». In *Conflictos, poderes e identidades en el Magdalena Medio, 1990-2001*, édité par Mauricio Archila et Ingrid J. Bolívar, 509-77. Bogotá, D.C: COLCIENCIAS Colombia : CINEP.
- González, Fernán E. González. 2014. *Poder y violencia en Colombia*. Bogotá, D.C., Colombia: U. Javeriana.
- Goodman, David, et Michael Watts. 2013. *Globalising Food: Agrarian Questions and Global Restructuring*. Routledge.
- Grajales, Jacobo. 2011a. « The rifle and the title: paramilitary violence, land grab and land control in Colombia ». *The Journal of Peasant Studies* 38 (4): 771-92.
- . 2011b. « The rifle and the title: paramilitary violence, land grab and land control in Colombia ». *The Journal of Peasant Studies* 38 (4): 771-92.
- . 2013. « State Involvement, Land Grabbing and Counter-Insurgency in Colombia ». *Development and Change* 44 (2): 211-32. <https://doi.org/10.1111/dech.12019>.

- . 2016a. *Gouverner dans la violence. Le paramilitarisme en Colombie*. Karthala.
- . 2016 b. « Le droit, la violence et la terre : le rôle de l'État dans l'accaparement foncier en Colombie ». *Cahiers des Amériques latines*, n° 81 (décembre): 35-51.
- . 2017. « Private Security and Paramilitarism in Colombia: Governing in the Midst of Violence ». *Journal of Politics in Latin America* 9 (3): 27-48.
- . 2020. « Mapiripán, Colombie. Documenter la violence paramilitaire par l'examen du travail judiciaire ». In *Documenter les violences : Usages publics du passé dans la justice transitionnelle*, édité par Camille Goirand et Angélica Müller, 197-217. Travaux et mémoires. Paris: Éditions de l'IHEAL.
- . 2021. *Agrarian Capitalism, War and Peace in Colombia Beyond Dispossession*. 1<sup>re</sup> éd. New York: Routledge.
- Grajales, Jacobo, et Jean-Pierre Chauveau. 2023. « Land in Violent Conflict Studies ». In *The Oxford Handbook of Land Politics*, édité par Saturnino Borrás Jr. et Jennifer Franco, Oxford University Press. London.
- Grajales, Jacobo, et Benjamin Levy. à paraître. « The legacies of paramilitary rule: agribusiness economy and post-war social order in Colombia ». *Civil Wars*.
- Gudynas, Eduardo. 2018. « Extractivisms: Tendencies and consequences ». In *Reframing Latin American Development*, 61-76. Routledge.
- Guinard, Pauline, et Bénédicte Tratnjek. 2016. « Géographies, géographes et émotions: Retour sur une amnésie... passagère ? » *Carnets de géographes*, n° 9 (août).
- Gupta, Ranajit Das. 1992. « Plantation Labour in Colonial India ». In *Plantations, Proletarians and Peasants in Colonial Asia*. Routledge.
- Gutierrez, Eric Dante. 2021. « Criminal Entrepreneurs as Pioneers, Intermediaries, and Arbitrageurs in Borderland Economies ». *International Journal of Drug Policy* 89 (mars): 103091.
- Gutiérrez Sanín, Francisco. 2007. *Lo que el viento se llevó?: los partidos políticos y la democracia en Colombia, 1958-2002*. Grupo Editorial Norma.
- . 2014a. *El orangután con sacoleva: cien años de democracia y represión en Colombia (1910-2010)*. IEPRI.
- , éd. 2014b. *La restitución y sus problemas según sus potenciales beneficiarios*. Observatorio de tierras. Bogotá.
- . 2014c. « Propiedad, seguridad y despojo: el caso paramilitar ». *Estudios Socio-Jurídicos* 16 (1): 43-74.
- . 2015. « Agrarian Inequality and Civil War Revisited: Agrarian Inequality and Civil War ». *Geography Compass* 9 (8): 423-31.
- . 2019. *Clientelistic Warfare: Paramilitaries and the State in Colombia (1982-2007)*. Peter Lang.
- Gutiérrez Sanín, Francisco, Margarita Marín, Diana Machuca, Mónica Parada, et Howard Rojas. 2020. « Paz sin garantías: el asesinato de líderes de restitución y sustitución de cultivos de uso ilícito en Colombia ». *Estudios Socio-Jurídicos* 22 (2).
- Gutiérrez Sanín, Francisco, et Jennifer Vargas Reina. 2016. *El despojo paramilitar y su variación: quiénes, cómo, por qué*. Editorial Universidad del Rosario.
- Hall, Stuart. 1985. « Signification, representation, ideology: Althusser and the post-structuralist debates ». *Critical studies in media communication* 2 (2): 91-114.
- . 2019. *Identités et cultures: Politiques des différences*. Éditions Amsterdam.
- Hallam, D. 1995. « The World Banana Economy ». In *Bananas and Plantains*, édité par S. Gowen, 509-33. World Crop Series. Dordrecht: Springer Netherlands.
- Haraway, Donna. 2015. « Anthropocene, capitalocene, plantationocene, chthulucene: Making kin ». *Environmental humanities* 6 (1): 159-65.

- Hart, Gillian. 2007. « Changing Concepts of Articulation: Political Stakes in South Africa Today ». *Review of African Political Economy* 34 (111): 85-101.
- Harvey, David. 2002. *Spaces of Capital: Towards a Critical Geography*. Routledge.
- . 2005. *The New Imperialism*. Revised edition. Oxford: Oxford University Press.
- Havice, Elizabeth, et Liam Campling. 2013. « Articulating Upgrading: Island Developing States and Canned Tuna Production ». *Environment and Planning A: Economy and Space* 45 (11): 2610-27.
- Heath, J. R. 1981. « Peasants or Proletarians? Rural Labour in a Brazilian Plantation Economy ». *The Journal of Development Studies* 17 (4): 268-81.
- Helg, Aline. 2005. *Liberty and Equality in Caribbean Colombia, 1770-1835*. Univ of North Carolina Press.
- Henderson, Jeffrey, Peter Dicken, Martin Hess, Neil Coe, et Henry Wai-Chung Yeung. 2002. « Global production networks and the analysis of economic development ». *Review of International Political Economy* 9 (3): 436-64.
- Holifield, Ryan. 2015. « Environmental justice and political ecology ». In *The Routledge handbook of political ecology*, 585-97. Routledge.
- Hopkins, Terence K., et Immanuel Wallerstein. 1977. « Patterns of Development of the Modern World-System ». *Review (Fernand Braudel Center)* 1 (2): 111-45.
- . 1986. « Commodity Chains in the World-Economy Prior to 1800 ». *Review (Fernand Braudel Center)* 10 (1): 157-70.
- Hough, Phillip A. 2012. « A Race to the Bottom? Globalization, Labor Repression, and Development by Dispossession in Latin America's Banana Industry ». *Global Labour Journal* 3 (2).
- . 2019. « The Winding Paths of Peripheral Proletarianization: Local Labour, World Hegemonies, and Crisis in Rural Colombia ». *Journal of Agrarian Change* Special Issue: 1-22.
- . 2022. *At the Margins of the Global Market: Making Commodities, Workers, and Crisis in Rural Colombia*. Cambridge University Press.
- Howard, Philip H. 2016. *Concentration and Power in the Food System: Who Controls What We Eat?* Bloomsbury Publishing.
- Humphrey, John, et Hubert Schmitz. 2001. « Governance in Global Value Chains ». *IDS Bulletin* 32 (3): 17.
- Janvry, Alain de. 1981. *The Agrarian Question and Reformism in Latin America*. Johns Hopkins University Press.
- Jaramillo, Carlos Felipe. 2001. « Liberalization, Crisis, and Change: Colombian Agriculture in the 1990s ». *Economic Development and Cultural Change* 49 (4): 821-46.
- . 2019. *Liberalization, Crisis, and Change in Colombian Agriculture*. 1<sup>re</sup> éd. Routledge.
- Jenkins, Virginia. 2014. *Bananas: An American History*. Smithsonian Institution.
- Jonas, Andrew E. G. 1996. « Local Labour Control Regimes: Uneven Development and the Social Regulation of Production ». *Regional Studies* 30 (4): 323-38.
- Joseph, Gilbert M. 1990. « On the Trail of Latin American Bandits: A Reexamination of Peasant Resistance ». *Latin American Research Review* 25 (3): 7-53.
- Josling, Timothy E., et Timothy G. Taylor. 2003. *Banana Wars: The Anatomy of a Trade Dispute*. CABI.
- Joutard, Philippe. 2019. « Introduction à l'histoire orale. "La pratique de l'histoire orale en France". In *Archiver la mémoire: de l'histoire orale au patrimoine immatériel*, par Florence Descamps. Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.

- Kalmanovitz, Salomón. 1985. *Economía y nación: una breve historia de Colombia*. Siglo Veintiuno Editores.
- Kalmanovitz, Salomón, et Enrique López. 2006. *La agricultura colombiana en el siglo XX*. Unknown edition. Bogotá: Fondo de Cultura Económica.
- Kalyvas, Stathis N. 2001. « "New" and "Old" Civil Wars: A Valid Distinction? » *World Politics* 54 (1): 99-118.
- . 2006. *The Logic of Violence in Civil War*. Cambridge University Press.
- Kapstein, Ethan B. 2017. *Seeds of Stability: Land Reform And Us Foreign Policy*. Cambridge, United Kingdom ; New York, NY: Cambridge University Press.
- Karl, Robert. 2017. *Forgotten Peace: Reform, Violence, and the Making of Contemporary Colombia*. Univ of California Press.
- . 2018. « From "Showcase" to "Failure": Democracy and the Colombian Developmental State in the 1960s ». In *State and Nation Making in Latin America and Spain*, édité par Agustin E. Ferraro et Miguel A. Centeno, 2:73-104. Cambridge: Cambridge University Press.
- Katz, Friedrich. 2014. *Riot, rebellion, and revolution: rural social conflict in Mexico*. Vol. 979. Princeton University Press.
- Kay, Cristóbal. 2007. « Land, Conflict, and Violence in Latin America ». *Peace Review* 19 (1): 5-14.
- Kenny, Paul D, Edward Aspinall, et Rashesh Shrestha. 2022. « Commodity Booms, Conflict, and Organized Crime: Logics of Violence in Indonesia's Oil Palm Plantation Economy ».
- Kepner, Charles David, et Jay Henry Soothill. 1935. *The Banana Empire: A Case Study of Economic Imperialism*. Vanguard Press.
- Koepfel, Dan. 2007. *Banana: The Fate of the Fruit That Changed the World*. Penguin.
- Korf, Benedikt. 2006. « Cargo cult science, armchair empiricism and the idea of violent conflict ». *Third World Quarterly* 27 (3): 459-76.
- . 2011. « Resources, violence and the telluric geographies of small wars ». *Progress in Human Geography* 35 (décembre).
- Korf, Benedikt, Michelle Engeler, et Tobias Hagmann. 2010. « The Geography of Warscape ». *Third World Quarterly* 31 (3): 385-99.
- Kumar, Prakash, Timothy Lorek, Tore C. Olsson, Nicole Sackley, Sigrid Schmalzer, et Gabriela Soto Laveaga. 2017. « Roundtable: New Narratives of the Green Revolution ». *Agricultural History* 91 (3): 397-422.
- Lang, Tim, et Michael Heasman. 2015. *Food Wars: The Global Battle for Mouths, Minds and Markets*. Routledge.
- Larrea Maldonado, Carlos, éd. 1987. *El banano en el Ecuador: transnacionales, modernización y subdesarrollo*. Biblioteca de Ciencias Sociales/Corporación Editora Nacional, No. 16. Quito: Corporación Editora Nacional, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales -FLACSO-.
- LASA Forum. 2019. *Dossier: violencias contra líderes y lideresas defensores del territorio y el ambiente en américa latina*. Latin American Studies Association.
- Lassoudière, André. 2012. *Le bananier: Un siècle d'innovations techniques*. Quae.
- Latimer, Amanda. 2021. « Super-Exploitation, the Race to the Bottom, and the Missing International ». In *The Palgrave Encyclopedia of Imperialism and Anti-Imperialism*, édité par Immanuel Ness et Zak Cope, 2546-61. Cham: Springer International Publishing.
- Le Billon, Philippe. 2001. « The Political Ecology of War: Natural Resources and Armed Conflicts ». *Political Geography* 20 (5): 561-84.

- Le Billon, Philippe, et Rosaleen Duffy. 2018. « Conflict Ecologies: Connecting Political Ecology and Peace and Conflict Studies ». *Journal of Political Ecology* 25 (1).
- Ledesma, Ricardo, Virgilio Ramos, et Jose Luis Daza. 1976. « Estudio preliminar de las empresas comunitarias de la zona bananera del Magdalena: cuatro casos ». Santa Marta: Universidad del Magdalena.
- LeGrand, Catherine. 1984. « Colombian Transformations: Peasants and Wage-labourers in the Santa Marta Banana Zone ». *The Journal of Peasant Studies* 11 (4): 178-200.
- . 1988. *Colonización y protesta campesina en Colombia (1850-1950)*. Bogota: UNAL.
- . 1989. « El conflicto de las bananeras ». In *Nueva historia de Colombia*, par Tijado Mejía, Planeta, 3:183-218. Bogotá: Planeta Bogotá.
- . 1998. « Living in Macondo: Economy and Culture in a United Fruit Company Banana ». In *Close Encounters of Empire: Writing the Cultural History of U.S.-Latin American Relations*, par Emily S. Rosenberg, Gilbert Michael Joseph, et Ricardo Donato Salvatore, 333-68. Duke University Press.
- . 2006. « Historias transnacionales: nuevas interpretaciones de los enclaves en América Latina ». *Nómadas*, n° 25: 144-54.
- León Araya, Andrés. 2023. « Monocrops ». *The Journal of Peasant Studies* 0 (0): 1-12.
- León, Magdalena, et Carmen Diana Deere. 1997. « La mujer rural y la reforma agraria en Colombia ». *Cuadernos de Desarrollo Rural*, n° 38-39.
- Leongómez, Eduardo Pizarro, et Ricardo Peñaranda. 1991. *Las FARC (1949-1966): de la autodefensa a la combinación de todas las formas de lucha*. UN, Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales.
- Leshem, Noam, et Alasdair Pinkerton. 2019. « Rethinking Expeditions: On Critical Expeditionary Practice ». *Progress in Human Geography* 43 (3): 496-514.
- Levy, Benjamin, et Luis Castillo. à paraître. « Entrelazamiento de mundos legales e ilegales: narcotráfico, élites y violencia en las sociedades agrarias del Magdalena (1972-1992) ». In *Insumos para una economía política del despojo en Colombia*, Editorial Universidad del Rosario, 46-79. Bogotá.
- Levy, David L. 2008. « Political Contestation in Global Production Networks ». *The Academy of Management Review* 33 (4): 943-63.
- Li, Tania Murray. 2018. « After the Land Grab: Infrastructural Violence and the “Mafia System” in Indonesia’s Oil Palm Plantation Zones ». *Geoforum* 96 (novembre): 328-37.
- Li, Tania Murray, et Pujo Semedi. 2021. *Plantation Life: Corporate Occupation in Indonesia’s Oil Palm Zone*. Duke University Press.
- Linhardt, Dominique. 2001. « L’économie du soupçon. Une contribution pragmatique à la sociologie de la menace ». *Geneses* 44 (3): 76-98.
- Londoño Botero, Rocío. 2016. *Tierras y conflictos rurales: historia, políticas agrarias y protagonistas*. Bogotá: Centro Nacional de Memoria Histórica.
- Lopez, Julio. 1978. « Evaluación de las Labores Realizadas por el Instituto de Reforma Agraria en la Zona Bananera del Magdalena ». Mémoire de master. Santa Marta: Universidad del Magdalena.
- López, Natalia Gómez. 2017. « Banano y cambio en el paisaje del departamento del Magdalena (1900-1930) ». Mémoire de master. Bogotá: Universidad de los Andes.
- Lorek, Timothy W. 2023. *Making the Green Revolution: Agriculture and Conflict in Colombia*. UNC Press Books.
- Lubkemann, Stephen C. 2005. « Migratory Coping in Wartime Mozambique: An Anthropology of Violence and Displacement in ‘Fragmented Wars’ ». *Journal of Peace Research* 42 (4): 493-508.

- Machado, Absalon. 1990. « El café: De la aparcería al capitalismo. » *The Hispanic American Historical Review* 70 (4): 706.
- Machado, Absalón. 2009. *La reforma rural, una deuda social y política*. Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Ciencias Económicas, Centro de Investigaciones para el Desarrollo, CID.
- Machado, Absalon. 2013. *La política de reforma agraria y tierras en Colombia. Esbozo de una memoria institucional*. Bogotá: Centro Nacional de Memoria Histórica.
- Magdoff, Fred, John Bellamy Foster, et Frederick H. Buttel. 2000. *Hungry for Profit: The Agribusiness Threat to Farmers, Food, and the Environment*. NYU Press.
- Maher, David. 2015. « Rooted in Violence: Civil War, International Trade and the Expansion of Palm Oil in Colombia ». *New Political Economy* 20 (2): 299-330.
- Maillard, Jean-Claude. 1972. « Bilan et problèmes actuels de l'économie bananière en Colombie ». *Cahiers d'outre-mer* 25 (100): 390-417.
- . 1991. *Le Marché international de la banane: étude géographique d'un « système commercial »*. Presses Université de Bordeaux.
- Mandle, Jay R. 1972. « The Plantation Economy: An Essay in Definition ». *Science & Society* 36 (1): 49-62.
- Marchal, Roland, et Christine Messiant. 2002. « De l'avidité des rebelles: L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier ». *Critique internationale* 16 (3): 58.
- Marini, Ruy Mauro. 1973. *Dialéctica de la dependencia*. Era.
- Márquez, Gabriel García. 2006. *La hojarasca*. Debolsillo.
- Martínez, Luis, et William Renán. 2011. « Memorias y narrativas: una reconstrucción del contexto de violencia en el Magdalena 1980 al 2009 ». In *Reconstrucción de la memoria oral de los desmovilizados y desplazados en los departamentos del Magdalena, Cesar y Guajira entre 1980 y el 2009*, par Fabio Silva Vallejo, Universidad del Magdalena. Santa Marta.
- Martínez, Ruth, Ingris Mejía, et Edgardo Vizcaino. 1993. « Estudio socioeconómico del corregimiento de Sevilla ». Mémoire de master. Santa Marta: Universidad del Magdalena.
- Maryluz, Vallejo Mejía, et Montoya Londoño Catalina. 2017. *Los cercos del debate sobre restitución de tierras: Encuadres retóricos de la Ley 1448 de 2011 en la prensa colombiana nacional y regional*. Editorial Pontificia Universidad Javeriana.
- Massé, Frédéric, Juan Munévar, Eduardo Álvarez Vanegas, et William Renán. 2010. « La evolución de las estructuras armadas en el período post-desmovilización: pasado, presente y futuro. Parte II : Área de DDR ». Bogotá: Observatorio Internacional DDR - Ley de Justicia y Paz.
- McCormack, Derek P. 2008. « Engineering Affective Atmospheres on the Moving Geographies of the 1897 Andrée Expedition ». *Cultural Geographies* 15 (4): 413-30.
- McGrath, Siobhán. 2018. « Dis/Articulations and the Interrogation of Development in GPN Research ». *Progress in Human Geography* 42 (4): 509-28.
- McKay, Ben M. 2017. « Agrarian Extractivism in Bolivia ». *World Development* 97 (septembre): 199-211.
- McKay, Ben M., Alberto Alonso-Fradejas, et Arturo Ezquerro-Cañete. 2021. *Agrarian Extractivism in Latin America*. Routledge.
- McMichael, Philip. 2005. « Global Development and The Corporate Food Regime ». *Research in Rural Sociology and Development* 11 (novembre): 265-99.
- . 2009. « A Food Regime Genealogy ». *The Journal of Peasant Studies* 36 (1): 139-69.

- McSweeney, Kendra, Nazih Richani, Zoe Pearson, Jennifer Devine, et David J. Wrathall. 2017. « Why Do Narcos Invest in Rural Land? » *Journal of Latin American Geography* 16 (2): 3-29.
- Meertens, Donny. 2019. *Elusive Justice: Women, Land Rights, and Colombia's Transition to Peace*. University of Wisconsin Press.
- Meillassoux, Claude. 1975. *Femmes, greniers et capitaux*. FeniXX.
- . 1979. « Over Exploitation and Overpopulation: The Proletarianization of Rural Workers ». *Social Scientist* 7 (6): 3-13.
- Mejía, Álvaro Tirado. 2019. *Introducción a la historia económica de Colombia*. Universidad de Antioquia.
- Melo, Jorge Orlando. 1998. « Narcotráfico y democracia: la experiencia colombiana en Carlos Malamud y Elizabeth Joyce, ed ». In *Latin American and the Multinational Drug Trade*, édité par Carlos Malamud et Elizabeth Joyce, London University College, 63-96.
- . 2007. « Las vicisitudes del modelo liberal (1850-1899) ». In *Historia económica de Colombia*, édité par Germán Colmenares et José Antonio Ocampo. Bogotá: Planeta.
- Mendoza, Alvaro Chaves, Alvaro Chaves, Jorge Morales Gómez, et Horacio Calle Restrepo. 1995. *Los indios de Colombia*. Editorial Abya Yala.
- Meza, Fabiola Olga Cabeza. 2014. « Agua y Conflictos En La Zona Bananera Del Caribe Colombiano En La Primera Mitad Del Siglo XX ». Bogotá: Universidad Nacional de Colombia.
- Mezzadri, Alessandra. 2008. « The rise of neo-liberal globalisation and the new old's social regulation of labour: the case of Delhi garment sector ». *The Indian Journal of Labour Economics* 51 (4): 603-18.
- Mezzadri, Alessandra, et Lulu Fan. 2018. « 'Classes of Labour' at the Margins of Global Commodity Chains in India and China ». *Development and Change* 49 (4): 1034-63.
- Mignolo, W. D. 2002. « The Geopolitics of Knowledge and the Colonial Difference ». *South Atlantic Quarterly* 101 (1): 57-96.
- Mingorría, Sara. 2018. « Violence and Visibility in Oil Palm and Sugarcane Conflicts: The Case of Polochic Valley, Guatemala ». *The Journal of Peasant Studies* 45 (7): 1314-40.
- Mintz, Sidney W. 1974a. *Worker in the Cane: A Puerto Rican Life History*. W. W. Norton.
- . 1974b. « The rural proletariat and the problem of rural proletarian consciousness ». *The Journal of Peasant Studies* 1 (3): 291-325.
- . 1983. « Reflections on Caribbean Peasantries ». *New West Indian Guide / Nieuwe West-Indische Gids* 57 (1-2): 1-17.
- . 1985. *Sweetness and Power: The Place of Sugar in Modern History*. Viking.
- . 2014. *La douceur et le pouvoir: La place du sucre dans l'histoire moderne*. Ed. de l'Université de Bruxelles.
- Mitchell, Don. 2012. *They Saved the Crops: Labor, Landscape, and the Struggle Over Industrial Farming in Bracero-Era California*. University of Georgia Press.
- Molano, Alfredo. 1994. *Trochas y fusiles*. Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales.
- Molano, Alfredo, Fernando Roza, et Juana Escobar. 1986. « Aproximación a una historia oral de la colonización de la Sierra Nevada de Santa Marta ». *Fundación Pro-Sierra Nevada de Santa Marta*, 170.
- Montenegro, Niyireth G. 2016. « Establecimiento de la agroindustria palmera en la región del Catatumbo, Norte de Santander (1999 -2010) ». *Ciencia Política* 11 (21).

- Montes, Adriana, Luis Martínez, Nestor Martínez, et William Renán. 2011. *Reconstrucción de la memoria oral de los desmovilizados y desplazados en los departamentos del Magdalena, Cesar y Guajira entre 1980 y el 2009*. Universidad del Magdalena. Santa Marta.
- Moore, Barrington. 1969. *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*. Maspero.
- Moore, Jason W. 2015. *Capitalism in the Web of Life: Ecology and the Accumulation of Capital*. Verso.
- Morange, Marianne, et Camille Schmoll. 2016. *Les outils qualitatifs en géographie: méthodes et applications*. Armand Colin.
- Moreno Fraguas, Manuel. 1978. *El ingenio: complejo económico social cubano del azúcar*. La Habana: Editorial de Ciencias Sociales.
- Morón, Jaime Bonet. 2000. « Las exportaciones colombianas de banano, 1950 - 1998 ». *Banco de la República*, Documentos de trabajo sobre economía regional, 14: 69.
- Mozo, Efraín Tovar. 1964. *Zig zag en las bananeras: novela*. Offset de Colombia.
- National Security Archive et Verdad Abierta. 2017a. « Chiquita Papers Document over \$800,000 in Payments to Colombian Guerrillas ». <https://nsarchive.gwu.edu>. 2017. <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/colombia-chiquita-papers/2017-05-11/chiquita-papers-document-over-800000-payments-colombian-guerrillas>.
- . 2017b. « The Chiquita 13: Profiles of Banana Officials Accused of Crimes Against Humanity ». [https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/colombia-chiquita-papers/2018-12-21/chiquita-13-profiles-banana-officials-accused-crimes-against-humanity#\\_edn41](https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/colombia-chiquita-papers/2018-12-21/chiquita-13-profiles-banana-officials-accused-crimes-against-humanity#_edn41).
- Nordstrom, Carolyn. 1997. *A Different Kind of War Story*. University of Pennsylvania Press.
- Nordstrom, Carolyn, et Antonius C. G. M. Robben. 1995. *Fieldwork Under Fire: Contemporary Studies of Violence and Culture*. University of California Press.
- Noriega, Carlos López, Jesús Mendoza Gutiérrez, et Nellys Ayola Restrepo. 1998. « Estructura de costo y productividad de las empresas productoras de banano; municipio de Aaracataca, zona bananera del Magdalena. 1994- 1997 ». Mémoire de master. Santa Marta: Universidad del Magdalena.
- Ocampo, José Antonio. 1984. *Colombia y la economía mundial, 1830-1910*. Siglo Veintiuno Editores.
- Ocampo, José Antonio, et Santiago Colmenares Guerra. 2017. « Exports and economic development in Colombia: A regional perspective, 1830–1929 ». *The First Export Era Revisited: Reassessing Its Contribution to Latin American Economies*, 189-231.
- Offner, Amy C. 2019. *Sorting out the Mixed Economy: The Rise and Fall of Welfare and Developmental States in the Americas*. Histories of Economic Life. Princeton; Oxford: Princeton University Press.
- Ojeda, Diana. 2016. « Los paisajes del despojo: propuestas para un análisis desde las reconfiguraciones socioespaciales ». *Revista Colombiana de Antropología* 52 (2): 19-43.
- Ojeda, Diana, Jennifer Petzl, Catalina Quiroga, Ana Catalina Rodríguez, et Juan Guillermo Rojas. 2015. « Paisajes del despojo cotidiano: acaparamiento de tierra y agua en Montes de María, Colombia ». *Revista de Estudios Sociales* No.35, octubre, 107-19.
- Olivier de Sardan, Jean-Pierre. 1995. « La politique du terrain: Sur la production des données en anthropologie ». *Enquête*, n° 1 (octobre): 71-109.
- Ortega, Víctor H. Acuña. 1984. *La huelga bananera de 1934*. CENAP.
- Oslender, Ulrich. 2007. « Violence in development: the logic of forced displacement on Colombia's Pacific coast ». *Development in Practice* 17 (6): 752-64.

- Ostos, Silvia Becerra. 2018. *Organizaciones sucesoras del paramilitarismo*. Comisión Colombiana de Juristas. Bogotá.
- Otero, Gerardo. 2012. « The neoliberal food regime in Latin America: state, agribusiness transnational corporations and biotechnology ». *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement* 33 (3): 282-94.
- Paige, Jeffrey M. 1978. *Agrarian Revolution*. New York London: Free Press.
- Palacios, Marco. 1980. *Coffee in Colombia, 1850–1970: An Economic, Social and Political History*. Cambridge ; New York: Cambridge University Press.
- . 2003. *Entre la legitimidad y la violencia: Colombia 1875-1994*. Grupo Editorial Norma.
- Partridge, William L. 1976. « Cannabis and Cultural Groups in a Colombian Municipio », 26.
- Partridge, William L. 1979. « Banana County in the Wake of United Fruit: Social and Economic Linkages ». *American Ethnologist* 6 (3,): 491-509.
- Patel, Raj. 2013. « The Long Green Revolution ». *The Journal of Peasant Studies* 40 (1): 1-63.
- Pattenden, Jonathan. 2016. « Working at the Margins of Global Production Networks: Local Labour Control Regimes and Rural-Based Labourers in South India ». *Third World Quarterly* 37 (10): 1809-33.
- Payares, Carlos. 2008. *Memoria de una epopeya: 80 años de la huelga y masacre de las bananeras del Magdalena*. Alcaldía Municipal de Ciénaga.
- Pazos, Sañudo, et María Fernanda. 2015. *Tierra y Género : Dilemas y Obstáculos En Los Procesos de Negociación de La Política de Tierras En Colombia*. Editorial Pontificia Universidad Javeriana.
- Peano, Irene, Marta Macedo, et Colette Le Petitcorps. 2023. « Introduction: Viewing Plantations at the Intersection of Political Ecologies and Multiple Space-Times ». In *Global Plantations in the Modern World: Sovereignties, Ecologies, Afterlives*, édité par Colette Le Petitcorps, Marta Macedo, et Irene Peano, 1-32. Cambridge Imperial and Post-Colonial Studies. Cham: Springer International Publishing.
- Pécaut, Daniel. 2006. *Crónica de cuatro décadas de política colombiana*. Editorial Norma.
- Peluso, Nancy Lee, et Peter Vandergeest. 2011. « Political Ecologies of War and Forests: Counterinsurgencies and the Making of National Natures ». *Annals of the Association of American Geographers* 101 (3): 587-608.
- Peluso, Nancy Lee, et Michael Watts. 2001. *Violent Environments*. Cornell University Press.
- Petras, James F., et Robert LaPorte. 1973. *Cultivating Revolution: The United States and Agrarian Reform in Latin America*. Vintage Books.
- Pezzino, Paolo. 1991. « La modernisation violente en Italie : perspective historique du crime organisé ». *Déviance et société* 15 (4): 419-37.
- . 2000. « La mafia, l'Etat et la société dans la Sicile contemporaine (XIXe et XXe siècles) ». *Politix* 13 (49): 13-33.
- Pomarico, Enerieth Isabel. 1998. « Evaluacion socioeconomica, politica y ambiental de los habitantes de los barrios del sur de Cienaga ». Mémoire de master. Santa Marta: Universidad del Magdalena.
- Ponte, Stefano, et Timothy Sturgeon. 2014. « Explaining governance in global value chains: A modular theory-building effort ». *Review of International Political Economy* 21 (1): 195-223.
- Porras, Lucy Rosa. 1990. « La mujer y la lucha por la subsistencia en la zona bananera del Magdalena (1947-1975) ». Mémoire de master. Bogotá: Universidad Externado de Colombia.

- Portelli, Alessandro. 2009. « What Makes Oral History Different ». In *Oral History, Oral Culture, and Italian Americans*, édité par Luisa Del Giudice, 21-30. Italian and Italian American Studies. New York: Palgrave Macmillan US.
- Posada Carbó, Eduardo. 1998a. *El Caribe colombiano: una historia regional (1870-1950)*. Banco de la República.
- . 1998b. « La novela como historia: Cien años de soledad y las bananeras ».
- Potter, Lesley. 2020. « Colombia's Oil Palm Development in Times of War and 'Peace': Myths, Enablers and the Disparate Realities of Land Control ». *Journal of Rural Studies* 78 (août): 491-502.
- Raman, Ravi. 2010. *Global Capital and Peripheral Labour: The History and Political Economy of Plantation Workers in India*. Routledge.
- Ramiro, Guerra y Sanchez, et Ramiro Guerra y Sánchez. 1964. *Sugar and Society in the Caribbean: An Economic History of Cuban Agriculture*. Yale University Press.
- Raynolds, Laura. 2003. « The Global Banana Trade ». In *Banana Wars* par Steve Striffler et Mark Moberg, 23-47.
- Reiniciar, éd. 2006. *Historia de un genocidio: el exterminio de la Unión Patriótica en Urabá: el Plan Retorno*. Primera edición. Bogotá, D.C: REINICIAR.
- Restrepo Echeverri, Juan Diego, et Vilma Liliana Franco Restrepo. 2011. « La toma de la tierra: lógicas de guerra y acumulación en el Bajo Atrato ». In *La economía de los paramilitares*, par Mauricio Romero, Random House Mondadori, 269-410. Bogotá.
- Restrepo, Vilma Liliana Franco. 2009. *Orden contrainsurgente y dominación*. Siglo del Hombre Editores.
- Rey, Pierre-Philippe. 1977. « Le transfert de surtravail de la paysannerie vers le capitalisme ». *L Homme et la société* 45 (1): 39-49.
- Reyes, Alejandro. 1997. « Compra de tierras por narcotraficantes ». In *Drogas Ilícitas en Colombia*, par Francisco Thoumi, Ariel Ciencia Política, 279-346. Bogotá.
- . 2009. *Guerreros y campesinos: el despojo de la tierra en Colombia*. Grupo Editorial Norma.
- Richani, Nazih. 2007. « Caudillos and the Crisis of the Colombian State: Fragmented Sovereignty, the War System and the Privatisation of Counterinsurgency in Colombia ». *Third World Quarterly* 28 (2,): 403-17.
- Richards, Paul. 2004. *No Peace No War: Anthropology Of Contemporary Armed Conflicts*. 1 edition. Athens: Ohio University Press.
- Rivera, Daniel Menco. 2011. « Palma aceitera y la seguridad alimentaria en maria la baja, Montes de María 2000-2008 ». *Observatorio de la Economía Latinoamericana*, n° 157.
- Roa, Juan Manuel Quinche, Paola Perdomo Vaca, et Jenniffer Vargas Reina. 2018. « El despojo paramilitar en el Magdalena: el papel de las élites económicas y políticas ». *Observatorio de Tierras*, 91.
- Roca, Adolfo Meisel. 2009. *¿Por qué perdió la Costa Caribe el siglo XX?* Cartagena: Banco de la República de Colombia.
- . 2010. « Enfermedad holandesa y exportaciones de banano en el Caribe colombiano, 1910-1950 ». *Cuadernos de Historia Económica y Empresarial*, n° 26: 1-56.
- Roche, Julian. 1998. *The International Banana Trade*. Taylor & Francis.
- Rodríguez, Carlos Hernández, et Ana Luisa Cerdas Albertazzi. 2019. « Proceso productivo y control del trabajo en las plantaciones bananeras del Pacífico costarricense (1938-1970) ». *Revista de Historia (Heredia)*, n° 80: 95-124.
- Rojas, Carlos Eduardo. 1994. *La violencia llamada « Limpieza social »*. CINEP.

- Rojas, Edwin H. 2009. « La gota que derramó el vaso: monopolio del agua y consecuencias para los cultivadores independientes en la Zona Bananera del Magdalena 1901-1928 ». In *Bananeras: huelga y masacre 80 años*. Bogotá: Universidad Nacional de Colombia,
- Romero, Dolcey. 2009. *Esclavitud en la provincia de Santa Marta, 1791-1851*. Barranquilla: Universidad Simón Bolívar.
- Romero, Mauricio. 2003a. *Paramilitares y autodefensas, 1982-2003*. Grandes temas 13. Bogotá: Temas de Hoy: Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales, Universidad Nacional de Colombia : Editorial Planeta Colombiana.
- . 2003b. *Paramilitares y autodefensas, 1982-2003*. Grandes temas 13. Bogotá: Temas de Hoy: Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales, Universidad Nacional de Colombia : Editorial Planeta Colombiana.
- Rosa, Romulo J. de la. 2005. « Agrarian Reform Movement in Commercial Plantations in Mindanao: The Experience in the Banana Sector of Davao Del Norte ». In *On Just Grounds: Struggling for Agrarian Justice and Citizenship Rights in the Rural Philippines*, par Jennifer Conroy Franco et Saturnino M. Borrás, 45-114. Institute for Popular Democracy.
- Ross, Michael L. 1999. « The Political Economy of the Resource Curse ». Édité par Terry Lynn Karl, Jeffrey D. Sachs, Andrew M. Warner, et D. Michael Shafer. *World Politics* 51 (2): 297-322.
- . 2004. « What Do We Know about Natural Resources and Civil War? » *Journal of Peace Research* 41 (3): 337-56.
- Rossi, Arianna. 2013. « Does economic upgrading lead to social upgrading in global production networks? Evidence from Morocco ». *World Development* 46: 223-33.
- Ruiz, Hernando. 1979. « Implicaciones sociales y económicas de la producción de la marihuana ». In *Marihuana: legalización o represión*, par Asociación Nacional de Instituciones Financieras, Biblioteca ANIF de Economía, 107-229. Bogotá.
- Sáenz Rovner, Eduardo. 2021. *Conexión Colombia: una historia del narcotráfico entre los años 30 y los años 90*. Editorial Planeta Colombiana.
- Safford, Frank, et Marco Palacios. 2002. *Colombia: Fragmented Land, Divided Society*. Oxford University Press.
- Said, Edward W. 2005. *L'Orientalisme: l'Orient créé par l'Occident*. La couleur des idées. Paris: Seuil.
- Sainz, Juan Pablo Perez. 2018. *From The Finca To The Maquila: Labor And Capitalist Development In Central America*. Routledge.
- Salinas Abdala, Yamile, et Juan Manuel Zarama Santacruz. 2012. *Justicia y paz. Tierras y territorios en las versiones de los paramilitares*. Bogotá: CNMH.
- Salvia, Lucilla. 2020. « The Restructuring of Italian Agriculture and Its Impact upon Capital-Labour Relations: Labour Contracting and Exploitation in the Fresh Fruit and Vegetable Supply Chain of the Lazio Region, Central Italy ». *Journal of Agrarian Change* 20 (1): 98-112.
- Santoro, Marco. 2011. « Introduction. The Mafia and the Sociological Imagination ». *Sociologica*, nº 2: 0-0.
- . 2021. *Mafia politics*. Medford: Polity Press.
- Santrich, Jesús. 2008. « Memorias farianas Vol. I y II ». 2008. <http://resistencia-colombia.org/index.php/farc-ep/documentos/memoria-fariana/360-huellas-de-las-farc-ep-en-la-costa-caribe-colombiana-primera-parte>.
- Sarmiento, Carlos Miguel Ortiz. 2007. *Urabá: pulsiones de vida y desafíos de muerte*. La Carreta Editores.

- Sauls, Laura Aileen, Anthony Dest, et Kendra McSweeney. 2022. «Challenging Conventional Wisdom on Illicit Economies and Rural Development in Latin America». *World Development* 158 (octobre): 1059-96.
- Schneider, Jane, et Peter Schneider. 2011. «The Mafia and Capitalism. An Emerging Paradigm». *Sociologica*, n° 2/2011.
- Schneider, Jane, et Peter T. Schneider. 1976a. *Culture and Political Economy in Western Sicily*. Studies in Social Discontinuity Series. New York: Academic Press.
- . 1976b. *Culture and Political Economy in Western Sicily*. Studies in Social Discontinuity Series. New York: Academic Press.
- Scott, Chris D. 1976. «Peasants, Proletarianization and the Articulation of Modes of Production: The Case of Sugar Cane Cutters in Northern Peru, 1940–69». *The Journal of Peasant Studies* 3 (3): 321-42.
- Scott, James C. 1977. *The Moral Economy of the Peasant: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*. Yale University Press.
- . 1985. *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*. Yale University Press.
- . 2008. *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*. Yale University Press.
- Selwyn, Benjamin. 2012. «Beyond Firm-Centrism: Re-Integrating Labour and Capitalism into Global Commodity Chain Analysis». *Journal of Economic Geography* 12 (1): 205-26.
- . 2018. *The Struggle for Development*. John Wiley & Sons.
- . 2019. «Poverty Chains and Global Capitalism». *Competition & Change* 23 (1): 71-97.
- Selwyn, Benjamin, et Liam Campling. 2018. «Value Chains and the World Economy: Genealogies and Reformulations». In *Handbook of the International Political Economy of the Corporation*, par Andreas Nölke et Christian May, 416-34. Edward Elgar Publishing.
- Shivji, Issa G. 2008. *Accumulation in an African Periphery: A Theoretical Framework*. African Books Collective.
- Sierra Botero, Diego, et Fernando Botero Herrera. 1981. *El mercado de fuerza de trabajo en la zona bananera de Urabá*. Medellín: Universidad de Antioquia.
- Sierra, Hugo Escobar. 1972. *Las invasiones en Colombia*. Ediciones Tercer Mundo.
- Silva, Fabio. 2014. *Memorias y Narrativas: Tres décadas de conflicto armado en el Magdalena Grande*. Editorial Unimagdalena.
- Silver, Beverly J. 2019. «Afterword: Reflections on “Capitalist Development in Hostile Environments”». *Journal of Agrarian Change* 19 (3): 569-76.
- Slutsky, Daniel, et Esther Alonso. 1981. *Empresas transnacionales y agricultura: el caso del enclave bananero en Honduras*. Tegucigalpa: Editorial Universitaria.
- Smith, John. 2016. *Imperialism in the Twenty-First Century: Globalization, Super-Exploitation, and Capitalism's Final Crisis*. NYU Press.
- Soluri, John. 2002. «Accounting for Taste: Export Bananas, Mass Markets, and Panama Disease». *Environmental History* 7 (3): 386.
- . 2005. *Banana Cultures: Agriculture, Consumption, and Environmental Change in Honduras and the United States*. 1st ed. Austin: University of Texas Press.
- Sonia Uribe Kaffure. 2014. «Transformaciones de tenencia y uso de la tierra en zonas del ámbito rural colombiano afectadas por el conflicto armado. Aproximación desde un estudio de caso». *Estudios Socio-Jurídicos* 16 (1): 243-83. h

- Spivak, Gayatri Chakravorty. 2020. *Les subalternes peuvent-elles parler?* Éditions Amsterdam.
- Striffler, Steve. 2002. *In the Shadows of State and Capital: The United Fruit Company, Popular Struggle, and Agrarian Restructuring in Ecuador, 1900–1995*. Duke University Press.
- . 2003. «The logic of the enclave: United Fruit, popular struggle, and capitalist transformation in Ecuador». In *Banana Wars*, 171-90. Duke University Press.
- Striffler, Steve, et Mark Moberg. 2003. *Banana Wars: Power, Production, and History in the Americas*. Duke University Press.
- Suárez, Andrés Fernando. 2007. *Identidades políticas y exterminio recíproco: masacres y guerra en Urabá 1991-2001*. La Carreta Editores.
- Suárez, Blanca, et Raúl Vigorito. 2013. «Capital extranjero y complejos agroalimentarios en América Latina: Historia y estrategia». *Problemas del Desarrollo. Revista Latinoamericana de Economía* 12 (47/48).
- Sunier, Thijl, Oskar Verkaaik, et Anton Blok. 2005. «Serendipity and the Art of Fieldwork: Interview with Anton Blok». *Etnofoor* 18 (2,): 105-23.
- Suwandi, Intan. 2019. *Value Chains: The New Economic Imperialism*. NYU Press.
- Taussig, Michael. 1984. «Culture of Terror--Space of Death. Roger Casement's Putumayo Report and the Explanation of Torture». *Comparative Studies in Society and History* 26 (3): 467-97.
- . 2005. *Law in a Lawless Land: Diary of a Limpieza in Colombia*. University of Chicago Press.
- . 2010. *The Devil and Commodity Fetishism in South America*. 30th anniversary ed., with A new chapter by the author. Chapel Hill, NC: Univ. of North Carolina Press.
- Teubal, Miguel. 1987. «Internationalization of Capital and Agroindustrial Complexes: Their Impact on Latin American Agriculture». *Latin American Perspectives* 14 (3): 316-64.
- . 2000. «Structural Adjustment and Social Disarticulation: The Case of Argentina». *Science & Society* 64 (4): 460-88.
- . 2001. «Globalización y nueva ruralidad en América Latina». *Una nueva ruralidad en América Latina* 22.
- Thompson, Edgar T. 1959. «The Plantation as a Social System». *Revista Geográfica, T. 25, n° 51*: 41-56.
- . 1975. *Plantation Societies, Race Relations, and the South: The Regimentation of Populations: Selected Papers of Edgar T. Thompson*. Duke University Press.
- Thompson, Edward P. 1975. *La guerre des forêts*. Paris: La Découverte.
- Thoumi, Francisco E. 2002. «Illegal Drugs in Colombia: From Illegal Economic Boom to Social Crisis». *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science* 582 (1): 102-16.
- Tilly, Charles. 1985. «War Making and State Making as Organized Crime». In *Bringing the State Back In*, édité par Dietrich Rueschemeyer, Peter B. Evans, et Theda Skocpol, 169-91. Cambridge: Cambridge University Press. h
- . 2003. *The Politics of Collective Violence*. Cambridge University Press.
- Tilly, Charles, et Sidney Tarrow. 2015a. *Politique(s) du conflit: De la grève à la révolution. 2e édition augmentée d'une préface*. Presses de Sciences Po.
- Tilly, Charles, et Sidney G. Tarrow. 2015 b. *Contentious Politics*. Oxford University Press.
- Tobón, Carlos Alberto Uribe. 1977. *La rebelión Chimila en la Provincia de Santa Marta, Nuevo Reino de Granada, durante el siglo XVIII*. Centro de Investigación de la Universidad del Pacífico.

- Todorov, Tzvetan. 1986. « Le croisement des cultures ». *Communications* 43 (1): 5-26.
- Tomich, Dale. 2011. « Rethinking the Plantation: Concepts and Histories ». *Review (Fernand Braudel Center)* 34 (1/2,): 15-39.
- Torres, Enrique Gonzalez, Martin Colina Fontalvo, et Angel Revollo Montaña. 1984. « Transformación y desarrollo de la conciencia de clase del campesinado en la economía campesina (Zona Bananera del Magdalena) ». Mémoire de master. Santa Marta: Universidad del Magdalena.
- Torres, Jorge Eduardo Torres. 2016. « Campesinado, Tierras y Tensiones Sociales En La Zona Bananera Del Magdalena, 1920 - 1930 ». Mémoire de master Cartagena: Universidad de Cartagena.
- Trotman, David Vincent. 1986. *Crime in Trinidad: Conflict and Control in a Plantation Society, 1838-1900*. Univ. of Tennessee Press.
- Unidad Regional de Planificación. 1984. « Diagnostico agropecuario del Magdalena ». COL. 79/001. Santa Marta: Ministerio de Agricultura y Gobernación.
- Uribe, María Victoria. 2018. *Antropología de la inhumanidad: un ensayo interpretativo sobre el terror en Colombia*. Ediciones Uniandes-Universidad de los Andes.
- Urrea, Fernando. 2010. « Dinámica de reestructuración productiva, cambios institucionales y políticos y procesos de desregulación de las relaciones asalariadas: el caso colombiano ». *Trabajo y modelos productivos en América Latina*, 137-200.
- Urrutia, Miguel. 2016. *Historia del sindicalismo en Colombia, 1850-2013*. Universidad de los Andes.
- Vallejo, Fabio, Silva, et Alexander Contreras Rodríguez. 2020. *Vida campesina en el Magdalena Grande*. Editorial Unimagdalena.
- Van Leeuwen, Mathijs, et Gemma Van Der Haar. 2016. « Theorizing the Land-Violent Conflict Nexus ». *World Development* 78 (C): 94-104.
- Vargas, Carlos Cortés. 1979. *Los sucesos de las bananeras: historia de los acontecimientos que se desarrollaron en la zona bananera del Departamento del Magdalena, 13 de noviembre de 1928 al 15 de marzo de 1929*. Editorial Desarrollo.
- Vargas, Jenniffer, et Sonia Uribe. 2017. « State, War, and Land Dispossession: The Multiple Paths to Land Concentration ». *Journal of Agrarian Change* 17 (4): 749-58.
- Vázquez, Héctor, et José Fernando Gutiérrez. 2000. « Estudio de la agroindustria del banano, documento presentado a Sintrainagro ». Medellín: Escuela Nacional Sindical.
- Vega, Renán. 2002. *Gente muy rebelde: Enclaves, transportes y protestas obreras*. Ediciones Pensamiento Crítico.
- Vellema, Sietze, Saturnino M. Borrás Jr, et Francisco Lara Jr. 2011. « The Agrarian Roots of Contemporary Violent Conflict in Mindanao, Southern Philippines: The Agrarian Roots of Conflict in Mindanao, Southern Philippines ». *Journal of Agrarian Change* 11 (3): 298-320.
- Verdad Abierta. 2009. « Eduardo Dávila Armenta se entrega a la Fiscalía ». *VerdadAbierta.com* (blog). 2009. <https://verdadabierta.com/eduardo-davila-armenta-se-entrega-a-la-fiscalia/>.
- . 2012. « El ex “para” Raúl Hasbún protesta por preclusión a favor de bananeros ». *VerdadAbierta.com* (blog). 27 mars 2012. <https://verdadabierta.com/ex-paramilitar-protesta-por-preclusion-a-favor-de-bananeros/>.
- . 2014. « A la cárcel 16 empresarios de palma de Chocó ». *VerdadAbierta.com* (blog). 8 décembre 2014. <https://verdadabierta.com/a-la-carcel-16-empresarios-de-palma-de-choco/>.

- . 2018. « Los silencios en la sentencia que restituye Las Franciscas a reclamantes ». *VerdadAbierta.com* (blog). 4 mai 2018. <https://verdadabierta.com/los-silencios-la-sentencia-restituye-las-franciscas-reclamantes/>.
- Verne, Julia. 2012. « “Le terrain, c’est moi ?” Reflections on the emergence of the field in translocal research ». *Annales de géographie* 687-688 (5-6): 561-82.
- Villarejo, Don. 1991. « Labelling Dole: Some Thoughts on Dole Food Company’s Expansion in World Agriculture ». Working Paper. Santa Cruz: California Institute for Rural Studies.
- Viloria De la Hoz, Joaquín. 1995. « La economía cafetera en la Sierra Nevada de Santa Marta », n° 1: 1-77.
- . 2008. « Banano y revaluacion en departamento del Magdalena, 1997-2007 ». *Documentos de trabajos sobre economia regional. Banco de la Republica*, 78.
- . 2009. « Historia empresarial del guineo: Empresas y empresarios bananeros en el departamento del Magdalena, 1870-1930 ». *Cuaderno de historia económica y empresarial. Banco de la República* 23: 75.
- . 2015. *Empresarios del Caribe Colombiano: Historia económica y empresarial del Magdalena Grande y del Bajo Magdalena, 1870-1930*. Banco de la República, Colombia.
- . 2018. « En busca de nuevas tierras y vecinos: Proceso de colonización en la Sierra Nevada de Santa Marta, Serranía de Perijá y Zona Bananera del Magdalena (siglos XVII - XIX) ». *Cuadernos de historia económica. Banco de la Republica*, n° 49: 1-69.
- Vives d’Andreis, José B. s.d. *Historia de la Federación de Productores de Banano*. Centro Nacional de Memoria Histórica.
- Volkov, Vadim. 2002. *Violent Entrepreneurs: The Use of Force in the Making of Russian Capitalism*. 1 edition. Ithaca: Cornell University Press.
- Volvey, Anne, Yann Calbérac, et Myriam Houssay-Holzschuch. 2012. « Terrains de je. (Du) sujet (au) géographique ». *Annales de géographie* n° 687-688 (5): 441-61.
- Watts, Michael. 1994. « Life under Contract: Contract Farming, Agrarian Restructuring, and Flexible Accumulation. » In *Living under Contract: Contract Farming and Agrarian Transformation in Sub-Saharan Africa*, 21-77. University of Wisconsin Press.
- . 2006. « The sinister political life of community: economies of violence and governable spaces in the Niger Delta, Nigeria ». In *The seductions of community: emancipations, oppressions, quandaries*, édité par G. W. Creed, School of American Research advanced seminar series:101-42. Santa Fe: School of American Research Press.
- . 2016. « The Mafia of a Sicilian Village, 1860–1960; a Study of Violent Peasant Entrepreneurs, by Anton Blok ». *The Journal of Peasant Studies* 43 (1): 67-91.
- Werner, Marion. 2015. *Global Displacements: The Making of Uneven Development in the Caribbean*. John Wiley & Sons.
- Werner, Marion, et Jennifer Bair. 2019. « Global value chains and uneven development: a disarticulations perspective ». In *Handbook on global value chains*, 183-98. Edward Elgar Publishing.
- Wesche, Philipp. 2019. « Business Actors, Paramilitaries and Transitional Criminal Justice in Colombia ». *International Journal of Transitional Justice* 13 (3): 478-503.
- . 2021. « Business actors and land restitution in the Colombian transition from armed conflict ». *The International Journal of Human Rights* 25 (2): 295-322.
- White, Judith. 1978. *Historia de una ignominia: la United Fruit Co. en Colombia*. Editorial Presencia.

- Wiley, James. 2008. *The Banana: Empires, Trade Wars, and Globalization*. U of Nebraska Press.
- Williams, Raymond. 1973. *The Country and the City*. Chatto and Windus.
- Wolf, Eric R. 1974. *Les guerres paysannes du vingtième siècle*. Maspero. Paris: Maspero.
- Wolf, Eric R., et Sidney W. Mintz. 1957. « Haciendas and Plantations in Middle America and the Antilles ». *Social and Economic Studies* 6 (3): 380-412.
- Wolf, Steven, et Alessandro Bonanno. 2014. « The neoliberal regime in the agri-food sector ». *Crisis, resilience*.
- Wolford, Wendy. 2021. « The Plantationocene: A Lusotropical Contribution to the Theory ». *Annals of the American Association of Geographers* 111 (6): 1622-39.
- Ye, Jingzhong, Jan Douwe van der Ploeg, Sergio Schneider, et Teodor Shanin. 2020. « The incursions of extractivism: moving from dispersed places to global capitalism ». *The Journal of Peasant Studies* 47 (1): 155-83.
- Zamosc, Leon. 1986. *The Agrarian Question and the Peasant Movement in Colombia: Struggles of the National Peasant Association, 1967-1981*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Zúñiga, Priscila. 2007. « Ilegalidad, control local y paramilitares en el Magdalena ». In *Parapolítica: la ruta de la expansión paramilitar y los acuerdos políticos*, par Mauricio Romero. Intermedio.
- . 2019. « Santa Marta en alerta roja por llegada del Clan del Golfo ». *PARES* (blog). 14 février 2019. <https://www.pares.com.co/post/santa-marta-en-alerta-roja-por-llegada-del-clan-del-golfo>.
- Zúñiga, Priscila, et César Molinares. 2020. « La reinención del clan Giraldo ». *VerdadAbierta.com*. 27 octobre 2020. <https://verdadabierta.com/la-reinencion-del-clan-giraldo/>.
- Zurayk, Rami, et Rachel Bahn. 2018. « Agriculture, Conflict and the Agrarian Question in the 21st Century ». In *Crisis and Conflict in Agriculture*, édité par Rami Zurayk, Eckart Woertz, et Rachel Bahn. Boston, MA: CABI.

## TABLE DES MATIERES

<b>Remerciements</b> .....	<b>v</b>
----------------------------	----------

<b>Sommaire</b> .....	<b>vii</b>
-----------------------	------------

<b>Introduction</b> .....	<b>1</b>
---------------------------	----------

0.1.1. Agro-industrie et conflit armé en Colombie .....	4
---	---

0.1.2. Approche analytique.....	10
---------------------------------	----

0.2. <i>Plantations, violences et conflits armés</i> .....	11
--	----

0.3. <i>Analyser l'articulation de l'économie plantationnaire et du conflit violent</i> .....	16
---	----

0.3.1. Écologie politique des plantations agro-industrielles.....	16
---	----

0.3.2. Régime local de contrôle du travail et des ressources .....	19
--	----

0.3.3. Micropolitiques de la violence .....	21
---	----

0.4. <i>Terrain et méthodes</i> .....	24
---------------------------------------	----

0.4.1. La définition du terrain de recherche.....	24
---	----

0.4.2. Économie de la violence, accès au terrain et positionnement .....	26
--	----

0.4.3. Mémoire historique et histoire orale .....	31
---	----

0.4.4. Arpenter et cartographier les plantations .....	36
--	----

0.4.5. Archives écrites.....	39
------------------------------	----

0.5. <i>Annonce du plan</i> .....	44
-----------------------------------	----

<b>Chapitre 1. La production de l'espace plantationnaire et ses contradictions sociales (1890 - 1964)</b> .....	<b>50</b>
---	-----------

1.1. <i>L'articulation d'un espace aux échanges commerciaux internationaux</i> .....	52
--	----

1.1.1. Du sous-développement colonial à l'intégration commerciale des plaines de Ciénaga .....	53
--	----

1.1.1.1. L'absence de plantations dans la caraïbe colombienne et les plaines de Ciénaga .....	53
---	----

1.1.1.2. La production étatique et commerciale de la frontière marchande .....	55
--	----

1.1.2. Cultiver les sols, connecter les espaces et transformer les goûts.....	56
---	----

1.2. <i>L'intégration verticale et ses contradictions sociales</i> .....	59
--	----

1.2.1.	L'intégration économique verticale de la région .....	61
1.2.2.	Formations sociales et exploitation du travail au sein des plantations....	66
1.2.2.1.	Elites rurales et groupes intermédiaires .....	66
1.2.2.2.	Immigration et travail ouvrier.....	69
1.2.2.3.	Colonisation agricole et travail paysan .....	70
1.2.3.	Conflits, antagonismes et répression dans la société plantationnaire .....	72
1.2.3.1.	Conflits autour des contrats, de la terre et de l'eau .....	72
1.2.3.2.	Conflits du travail et répression armée.....	74
1.3.	<i>Les effets locaux de la désintégration verticale et de la mobilité du capital.....</i>	79
1.3.1.	Désintégration verticale et mobilité du capital .....	79
1.3.1.1.	L'épuisement social, naturel et économique des plantations.....	79
1.3.1.2.	La désintégration verticale.....	81
1.3.2.	L'externalisation du contrôle du travail et des ressources naturelles .....	83
1.3.2.1.	Cycles de récession et conflits pour la terre.....	83
1.3.2.2.	Apogée et déclin du syndicalisme ouvrier .....	83

## **Chapitre 2. Concentration de la terre : désarticulation, réforme agraire et appropriation foncière (1964 - 1983) .....**

2.1.	<i>La désarticulation de la Zona .....</i>	90
2.1.1.	L'effondrement de l'agro-industrie régionale.....	91
2.1.2.	Les conséquences sociales de la désarticulation : pauvreté, chômage et émigration .....	94
2.2.	<i>Acteurs, partisans et détracteurs de la réforme agraire redistributive.....</i>	98
2.2.1.	L'intervention de l'État.....	99
2.2.1.1.	La réforme agraire nationale au risque des violences .....	99
2.2.1.2.	Substituer l'UFC et territorialiser l'État .....	101
2.2.2.	Les propriétaires terriens face au départ de l'UFC et à la réforme agraire : accumulation de terres, opposition politique et diversification de la production .....	104
2.2.3.	Le mouvement paysan pour la redistribution des terres .....	109
2.3.	<i>La redistribution à l'épreuve de l'État, des élites et du marché .....</i>	113
2.3.1.	Le démantèlement multiscalaire de la réforme redistributive.....	115
2.3.2.	La violente répression des occupations de terres.....	118
2.3.3.	Les échecs de la repaysanisation .....	121

### **Chapitre 3. Surexploitation du travail : prédation dans la chaîne de valeur et conflits dans l'espace de production (1983 - 2000).....128**

3.1. <i>La structure commerciale de l'extractivisme agro-industriel.....</i>	132
3.1.1. Le régime agroalimentaire de firmes.....	132
3.1.2. Restructuration du commerce international de bananes et captation de la plus-value.....	135
3.1.2.1. Hausse de la compétition à l'exportation.....	135
3.1.2.2. Formation des prix et captation de la plus-value au sein des centres de consommation.....	140
3.1.3. La pression du marché au sein de l'espace de production : hausse de la production, baisse des prix et externalisation des coûts du travail .....	143
3.1.3.1. L'absence d'organisation des pays producteurs .....	143
3.1.3.2. Compétition et dégradation du prix réel .....	145
3.1.3.3. L'emprise des exportateurs sur la production et l'externalisation du travail .. .....	150
3.2. <i>Le choc des cycles économiques : du boom de 1987 à la crise de 1993.....</i>	154
3.2.1. L'expansion commerciale (1987-1993) .....	154
3.2.1.1. La hausse de la demande et des prix sur le marché international.....	155
3.2.1.2. Cycles agro-industriels et politiques de stimulation des exportations.....	156
3.2.1.3. La réactivation de la Zona.....	157
3.2.1.4. L'expansion rapide des plantations et leur importance dans l'économie départementale.....	159
3.2.2. Surproduction, restrictions et récession (1993-2000).....	163
3.2.2.1. Surproduction.....	163
3.2.2.2. Récession, faillites et conflits.....	165
3.3. <i>La surexploitation du travail au sein de l'espace de production .....</i>	174
3.3.1. Discipline, conflits et exploitation du travail.....	175
3.3.1.1. La discipline du travail.....	176
3.3.1.2. L'exploitation du travail .....	179
3.3.2. Vie et pauvreté dans la société plantationnaire .....	185

### **Chapitre 4. Les plantations comme paysage de la guerre (1982 - 1995) .....192**

4.1. <i>L'émergence d'une élite mafieuse et de spécialistes de la violence.....</i>	196
4.1.1. Le commerce du cannabis et la transformation des élites rurales .....	196
4.1.1.1. La formation d'une élite mafieuse et sa pénétration au sein économies légales .....	196
4.1.1.2. L'articulation des élites légales et illégales.....	199

4.1.2.	Émergence et consolidation d'un marché de la violence .....	205
4.1.2.1.	Cannabis, répression et « combos » .....	205
4.1.2.2.	L'apparition de groupes violents structurés.....	208
4.2.	<i>La terre et la sécurité : les planteurs et leurs biens à l'épreuve du mouvement paysan, de la délinquance et de la subversion</i> .....	212
4.2.2.	Les luttes pour la terre et l'irruption de spécialistes de la violence.....	214
4.2.3.	L'économie du soupçon, la délinquance et les attaques contre la propriété privée .....	219
4.2.3.1.	L'économie du soupçon .....	219
4.2.3.2.	Délinquance et insécurité .....	221
4.3.	<i>Le travail : syndicalisme, subversion et répression armée dans les plantations</i> .....	227
4.3.2.	L'entrave violente aux mouvements politiques et syndicaux .....	229
4.3.3.	La subversion armée au sein des plantations .....	233
4.3.3.1.	L'immixtion des guérillas au sein des plantations.....	234
4.3.3.2.	L'expansion militaire des guérillas .....	238
4.3.4.	L'implantation du syndicalisme .....	241
4.3.5.	L'intermédiation des acteurs armés au sein des plantations et l'escalade de violence .....	245
4.3.5.1.	L'escalade de la violence .....	245
4.3.5.2.	Les plantations comme paysage de la guerre.....	247
<b>Chapitre 5. Le paramilitarisme dans la chaîne de valeur (1995 - 2006) .....</b>		<b>254</b>
5.1.	<i>L'appel à la violence privée et son économie politique</i> .....	256
5.1.1.	L'appel à la violence privée .....	257
5.1.2.	La conquête militaire des AUC.....	261
5.1.3.	Accumuler dans la violence : économie politique paramilitaire et relation de protection .....	264
5.1.3.1.	L'économie politique paramilitaire .....	264
5.1.3.2.	L'intégration de la violence à la marchandise : la relation de protection ...	268
5.2.	<i>« Vimos ese futuro y nos lo quitaron » : le coopératisme ouvrier et paysan et sa répression violente</i> .....	276
5.2.1.	Cinq cas d'étude.....	278
5.2.2.	La crise agro-industrielle, la suspension des paiements et l'abandon des terres.....	284
5.2.3.	Reprise de terre, coopératisme agro-industriel et économie paysanne .....	287

5.2.4.	Répression paramilitaire et expulsion .....	294
5.2.5.	La réintégration des terres et des travailleurs à l'agro-industrie extractiviste.....	304
5.3.	<i>Le paramilitarisme dans l'ordre social plantationnaire</i> .....	312
5.3.1.	La sécurité.....	313
5.3.2.	Le contrôle du travail.....	319
5.3.2.1.	L'identification et la surveillance des travailleurs.....	319
5.3.2.2.	La répression armée du syndicalisme .....	322
5.3.2.3.	L'instauration d'un syndicalisme de collaboration .....	326
5.3.3.	Les héritages du paramilitarisme .....	328
5.3.3.1.	La scission idéologique au sein du syndicalisme ouvrier .....	329
5.3.3.2.	La peur et la stigmatisation comme héritages .....	329
5.3.3.3.	La faible capacité de mobilisation syndicale.....	332
<b>Conclusion</b> .....		<b>337</b>
6.1.	<i>Plantations et conflits sociaux : la formation d'un ordre social contesté</i> .....	340
6.2.	<i>Conflits sociaux et conflits violents : les plantations deviennent un paysage de guerre</i> .....	341
6.3.	<i>Extraire par la violence : le paramilitarisme comme instrument de développement</i> .....	343
6.4.	<i>Perspectives</i> .....	345
<b>Sigles et acronymes</b> .....		<b>349</b>
<b>Tables</b> .....		<b>350</b>
	<i>Table des cartes</i> .....	350
	<i>Table des figures</i> .....	350
	<i>Index des tableaux</i> .....	351
	<i>Table des encadrés</i> .....	352
<b>Annexes</b> .....		<b>353</b>
	<i>Annexe 1 : Liste des entretiens</i> .....	353
	<i>Annexe 2 : Citations en langue originale</i> .....	3538

<i>Annexe 3 : Répertoire des sources</i> .....	390
Archives.....	390
Documents judiciaires.....	391
Publications périodiques .....	392
Rapports institutionnels .....	392
Bases de données .....	393
<b>Bibliographie</b> .....	<b>395</b>
<b>Table des matières</b> .....	<b>421</b>
<b>Résumé</b> .....	<b>427</b>

## RESUME

Cette thèse explore les articulations du développement agro-industriel et du conflit armé dans la production de l'espace ainsi que dans l'organisation des relations sociales et politiques. En Colombie, le conflit armé a frappé de manière particulièrement intense les espaces de production agro-industrielle. En retraçant la géohistoire des bananeraies du nord-est du pays, dans le département du Magdalena, cette recherche interroge à différentes échelles les liens entre ce mode de développement rural, les conflits sociaux et les expressions locales du conflit armé de 1964 à 2006. Elle fait l'hypothèse que la violence est non seulement déterminée par les rivalités politiques colombiennes, mais aussi par les structures et les dynamiques socio-économiques des plantations agricoles. Elle démontre que cette violence trouve une expression particulière au sein des arrangements et des disputes formés autour de la terre, du travail et de la sécurité. Ces conflits apparaissent conditionnés par les dynamiques de la chaîne de valeur et des marchés agricoles internationaux. La thèse révèle enfin que les spécialistes de la violence deviennent des intermédiaires entre planteurs, ouvriers et paysans au sein du régime local de contrôle des ressources et du travail.

## ABSTRACT

This PhD explores the nexus between agro-industrial development and armed conflict in the production of space and the organization of social and political relations. Armed conflict in Colombia affected agro-industrial production areas with acute intensity. By tracing the geohistory of the banana plantations in the north-east of the country, in the department of Magdalena, this research examines at multiple scales, the connections between this mode of rural development, social conflicts and the local expressions of armed conflict from 1964 to 2006. It hypothesizes that violence is determined not only by political rivalries, but also by the socioeconomic structures and the dynamics of agricultural plantations. It demonstrates that violence unwinds within social arrangements and disputes that arise around land, work and security. These conflicts appear to be conditioned by the value chain dynamics and international agricultural markets. Eventually, the dissertation evidences how violence specialists become intermediaries between growers, workers and peasants within the local labour and resources control regime.

## RESUMEN

Esta tesis explora los vínculos entre el desarrollo agroindustrial y el conflicto armado en la producción del espacio y la organización de las relaciones sociales y políticas. En Colombia, el conflicto armado ha afectado de forma especialmente intensa a las zonas de producción agroindustrial. A partir de la geohistoria de las plantaciones bananeras en el nororiente del país, en el departamento del Magdalena, esta investigación examina, a diferentes escalas, los vínculos entre este modo de desarrollo rural, los conflictos sociales y las expresiones locales del conflicto armado entre 1964 y 2006. Plantea la hipótesis de que la violencia está determinada no sólo por las rivalidades políticas colombianas, sino también por las estructuras y dinámicas socioeconómicas de las plantaciones agrícolas. Muestra que esta violencia encuentra una expresión particular en los arreglos y las disputas formados en torno a la tierra, el trabajo y la seguridad. Estos conflictos están condicionados por la dinámica de la cadena de valor y los mercados agrícolas internacionales. Por último, la tesis evidencia que los especialistas de la violencia se convierten en intermediarios entre empresarios, trabajadores y campesinos dentro del sistema local de control sobre los recursos y el trabajo.